

2. prola

k. 44

p. 362.

PEUPLES ET CIVILISATIONS

XV

142 825^u

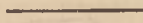
57 8341

PEUPLES ET CIVILISATIONS

HISTOIRE GÉNÉRALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE

Louis HALPHEN et Philippe SAGNAC



XV

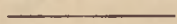
**L'ÉVEIL
DES NATIONALITÉS
ET LE MOUVEMENT LIBÉRAL**

(1815-1848)

PAR

Georges WEILL

Professeur à la Faculté des lettres de Caen



PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—
1930

H. 10.9.1.0



Biblioteka Główna
Uniwersytetu Gdańskiego

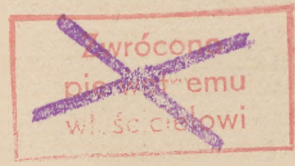


1100511804



PA 648

V
-3



K 139/258/74

200

INTRODUCTION

La période qui s'étend de 1815 à la fin de 1847 diffère très fortement et à première vue de la précédente, surtout pour un observateur européen. Car l'Europe qui, de 1792 à 1815, avait presque toujours été en guerre, jouit maintenant du repos ; la seule grande lutte nationale qui s'y déroule a pour théâtre la péninsule des Balkans.

Mais, si l'Europe est délivrée de la guerre, l'inquiétude et l'agitation y sont permanentes. Trois phénomènes sociaux y contribuent : le libéralisme, le nationalisme, la grande industrie. Les deux premiers sont tantôt réunis, tantôt séparés. Dans les pays qui ont un long passé historique, une individualité constituée, des contours géographiques nettement dessinés, le libéralisme seul entre en lutte contre les autocraties ou les aristocraties. Seul il provoque les combats intérieurs, pacifiques ou armés, qui ont lieu en France et en Angleterre, en Espagne et en Portugal, en Suède comme dans la Confédération suisse. Dans d'autres pays, soumis à l'étranger ou mécontents d'une organisation mauvaise, libéralisme et nationalisme vont de pair et se confondent : on les trouve associés dans les revendications de ceux qui veulent faire l'unité allemande ou libérer l'Italie du joug autrichien. Parfois il s'y joint un libéralisme de forme particulière, le libéralisme catholique, propre à exciter les Irlandais contre l'Angleterre ou les Belges contre la Hollande. Certains pays enfin sont encore fermés à l'idée libérale ; l'idée nationale s'y développe seule, parfois timide et restreinte à un petit groupe d'intellectuels, comme chez les peuples slaves de l'Autriche, parfois audacieuse et bruyante, comme chez les Allemands des duchés danois, chez les Magyars de Hongrie et chez les Polonais des trois régions séparées par les partages.

Pendant ce temps la grande industrie, née en Angleterre et en Écosse un demi-siècle avant 1815, y prend son plein essor et commence à gagner le continent. Des inventions techniques, chaque jour plus nombreuses et plus perfectionnées,

Introduction

lui donnent sans cesse un élan nouveau. Elle multiplie les produits et contribue à développer le bien-être. On voit se dessiner à la même époque les transformations qui en sont la conséquence : accroissement de la population, groupement des masses ouvrières, difficultés de la vie pour ce prolétariat encore grossier, début des revendications socialistes. Celles-ci précèdent les revendications démocratiques. Le libéralisme, soutenu par la bourgeoisie, veut donner le gouvernement aux classes moyennes par le suffrage censitaire ; il n'adopte que rarement la conception démocratique aboutissant au suffrage universel.

Malgré ces agitations, la fin des guerres laisse à l'Europe le loisir de se donner pleinement au culte des lettres et des arts. C'est la grande époque du romantisme. Elle s'enthousiasme pour l'idéal nouveau, cependant que, dans le domaine des sciences, les découvertes se précipitent.

Loin de se replier sur elle-même, l'Europe s'élançe à la conquête du monde.

Les Anglais, servis par une marine sans rivale, jettent les fondements d'un empire gigantesque. Tandis qu'ils poursuivent la soumission de l'Inde, les Russes, maîtres de la Sibérie, avancent à leur rencontre dans l'Asie centrale et poussent à l'est vers le Pacifique. L'immense empire chinois paraît encore inaccessible en 1845 : tout au plus ouvre-t-il un port, Canton, où les marchands étrangers sont autorisés à trafiquer moyennant de nombreuses humiliations. Mais les maîtres de cet empire, les Mandchous, n'ont point su conserver leur énergie militaire : puissants encore à la fin du XVIII^e siècle, ils se laissent maintenant dominer par la torpeur routinière du mandarinat chinois, et l'agression européenne les trouvera sans force. Les Hollandais, recouvrant l'Insulinde après les guerres napoléoniennes, s'appliquent à la mettre en valeur et trafiquent, non sans peine, par Nagasaki avec le Japon toujours fermé. En Australie les colons britanniques libres prennent peu à peu la place des forçats ; les archipels océaniques commencent à passer, nominalement au moins, sous la domination des blancs.

L'Afrique elle-même, si bien défendue par la géographie et le climat, livre ses côtes. Pendant qu'un chef musulman audacieux et actif s'applique à européeniser l'Égypte, les Français en Algérie, les Anglais au Cap entreprennent de soumettre des populations indigènes belliqueuses et tenaces. Des explorateurs hantés par les mystères de ce continent inconnu

s'aventurent dans le Soudan et le Sahara. La race blanche, débordant les frontières de cette Europe si petite qui ne suffit plus à la nourrir, utilise les inventions nouvelles, surtout le bateau à vapeur, afin d'envoyer ses émigrants occuper les terres vacantes qui abondent au loin.

Mais, tandis que les puissances européennes subjuguent des mondes nouveaux, le continent qu'elles avaient conquis autrefois leur échappe : l'Amérique devient libre.

Les États-Unis terminent en 1814 une guerre de trois ans contre l'Angleterre ; leurs croiseurs ont insulté les rivages et troublé le commerce de la puissance qui régnait sur les mers ; la paix de Gand rétablit le *statu quo ante bellum*, et les Yankees saluent dans la lutte qui vient de finir la « seconde guerre d'Indépendance ». Les deux pays seront bientôt rapprochés par le commun désir d'assurer l'affranchissement des colonies espagnoles ; mais, au lieu de se faire le simple auxiliaire de Canning, le gouvernement américain agit par lui-même, et le président Monroe formule des principes qui deviendront plus tard pour ses compatriotes un dogme national, presque religieux. A part cela, les États-Unis mènent une existence « provinciale », selon l'expression de leurs historiens, se suffisant à eux-mêmes et vivant à l'écart du Vieux Monde. Celui-ci commence à leur envoyer ce qui leur manque, des hommes, et en nombre toujours croissant ; mais ces immigrants, parvenus au pays de l'égalité politique et de la terre libre, oublient vite leur patrie d'origine.

Comme l'Amérique anglaise, l'Amérique latine se sépare de l'Europe. Les colonies espagnoles, soulevées depuis 1810, paraissaient vaincues en 1815 ; elles s'insurgent de nouveau, et dix ans de luttes leur valent une victoire complète, pendant que le Brésil se détache pacifiquement du Portugal. Les pays libérés doivent apprendre maintenant à se gouverner eux-mêmes : apprentissage difficile, qui va contraindre l'Amérique du Sud comme celle du Nord, quoique pour d'autres raisons, à vivre presque isolée des autres parties du monde. C'est ce qu'un historien péruvien a nommé le moyen âge américain.

Seul sur le vaste continent, le Canada reste possession européenne. Mais il obtient, non sans peine, de la Grande-Bretagne un statut nouveau, comportant une autonomie déjà étendue ; il prélude ainsi au régime qui procurera plus tard à tous les dominions britanniques une quasi-indépendance.

Introduction

On pouvait croire en 1815 à l'avènement d'une organisation internationale, dirigée par les souverains unis dans la Sainte-Alliance. Toute l'histoire de la période qui s'étend de 1815 à 1847 est celle de l'échec subi par les auteurs de cette curieuse tentative ; elle ne peut résister aux progrès de l'idée nationale ni à la propagande passionnée des partis libéraux.

LIVRE PREMIER

La Restauration

CHAPITRE PREMIER

LE CONGRÈS DE VIENNE ET L'EUROPE EN 1815 ¹

La défaite de Napoléon en 1814 laissait libres les vastes domaines qu'il avait réunis à l'ancienne France ou confiés à des princes vassaux ; elle laissait aussi l'Europe fatiguée, ruinée par tant d'années de guerre, troublée par le contraste entre les institutions nouvelles, formulées dans le Code civil, et les institutions anciennes, chères aux souverains victorieux. Ces derniers se firent gloire de revenir au passé ; ils parlèrent de « restaurer » l'ancien régime partout, comme ils restauraient l'ancienne dynastie dans le pays de la Révolution. Cette grande œuvre territoriale et politique fut réservée au congrès de Vienne.

I. — LA RÉUNION DU CONGRÈS².

L'article 32 du traité signé le 30 mai 1814 annonçait qu'un congrès général, réuni à Vienne dans un délai de deux mois,

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Alfred Stern, *Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von 1871*, t. I-VI (Stuttgart, 1894-1911, 6 vol. in-8°) ; Ch. Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine* (Paris, 1897, in-8° ; 7^e édition entièrement refondue, Paris, 1924-1926, 2 vol. in-8°, t. I), ouvrages hors de pair auxquels on peut joindre le manuel très intéressant de Grant et Temperley, *Europe in the 19th century, 1789-1914* (Londres, 1927, in-8°) ; et, pour le congrès de Vienne en particulier, C. K. Webster, *The congress of Vienna* (Oxford, 1919, in-16) ; du même, *The foreign policy of Castlereagh* (Londres 1925, in-8°) ; Waliszewski, *Le règne d'Alexandre I^{er}*, t. II (Paris, 1924, in-8°) ; H. von Srbik, *Metternich. Der Staatsmann und der Mensch* (Munich, 1925-1926, 2 vol. in-8°). Ces trois derniers ouvrages, très importants, utilisent beaucoup de documents inconnus aux anciens historiens du Congrès.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités à la note précédente, ajouter Charles Dupuis, *Le ministère de Talleyrand en 1814* (Paris, 1919-1920, 2 vol. in-8°) ; *The Cambridge history of British foreign policy*, ouvrage collectif dirigé par

finirait les règlements commencés à Paris. Les chefs des quatre puissances victorieuses voyaient dans ce congrès un simple instrument d'exécution, destiné à ratifier leurs volontés. Ils pensaient achever le travail préparatoire à Londres, où le roi de Prusse et les empereurs de Russie et d'Autriche se rendirent, invités par le prince régent. Mais les entretiens de Londres n'avancèrent pas les solutions. Le tsar mécontenta le prince régent et les ministres tories par ses prévenances envers les chefs de l'opposition, par l'accueil chaleureux qu'il réserva aux envoyés des États-Unis, alors en guerre avec la Grande-Bretagne ; Metternich, plus habile, sut resserrer son entente avec les personnages au pouvoir.

Les représentants des quatre Alliés se réunirent à Vienne au milieu de septembre. Castlereagh, ministre des affaires étrangères à Londres, avait les mains libres, car le premier ministre, lord Liverpool, indifférent aux choses qui ne touchaient pas directement la Grande-Bretagne, lui donnait carte blanche en Europe ; mais le leader du parti gouvernemental aux Communes devait toujours penser à justifier sa politique devant le Parlement. Les autres diplomates avaient à compter avec leurs souverains. L'empereur d'Autriche était prêt à suivre sur toutes les grandes questions l'avis de son adroit et heureux chancelier ; encore celui-ci ne pouvait-il se dispenser de ménager le parti militaire de la cour, dirigé par le généralissime Schwarzenberg. Le chancelier prussien Hardenberg, malgré la faveur de Frédéric-Guillaume III, devait plus encore que Metternich se concilier l'appui de l'état-major, si puissant à Berlin ; de plus il fut gêné par l'action personnelle presque irrésistible que le tsar exerçait depuis longtemps sur le roi de Prusse. Quant au vice-chancelier Nesselrode, personnage très russe malgré son origine allemande, son rôle devait être modeste. Alexandre entendait mener lui-même sa politique, tout en consultant divers conseillers d'extraction étrangère : Stein défendait auprès de lui les intérêts de l'Allemagne, Czartoriski ceux de la Pologne, Capodistrias ceux des chrétiens grecs soumis à la Turquie ; son ancien précepteur, le Suisse Laharpe, et son ambassadeur à Paris, le Corse Pozzo di Borgo, donnaient aussi des avis à

Ward et Gooch (Cambridge, 1922-1923, 3 vol. in-8°), t. I Aux documents sur la réunion du Congrès s'est ajoutée récemment la correspondance du plénipotentiaire espagnol Labrador, sur laquelle on consultera le livre du marquis de Villa-Urrutia, *España en el congreso de Viena, según la correspondencia oficial de D. Pedro Gómez Labrador* (Madrid, 1928, in-8°).

ce monarque à la fois obstiné, changeant et peu sûr. Les chefs de missions avaient avec eux des diplomates de carrière et des commis ; le plus remarquable fut Gentz, la « plume » de Metternich, celui qu'on a pu nommer le secrétaire du congrès.

Les quatre ministres voulaient tout décider eux seuls, sous le contrôle des souverains. Mais l'annonce du congrès avait excité une grande émotion : les princes dépossédés, ceux qui portaient des couronnes maintenant compromises, les peuples désireux d'obtenir leur indépendance, tous les groupements qui avaient quelque chose à solliciter, depuis les chevaliers de Malte jusqu'aux juifs d'Allemagne, envoyaient des délégués à Vienne. Un moment on y compta jusqu'à deux cent seize chefs de missions. Tel personnage allemand se rendait ridicule en s'intitulant « plénipotentiaire de quarante maisons princières et comtales ». Les diplomates faisaient cortège aux monarques : autour des trois grands potentats s'agitaient beaucoup de petits souverains, rois de Bavière ou de Danemark et principicules de tout rang. Et puis beaucoup d'hommes de divers pays mettaient dans le congrès une espérance vague et presque mystique : ils pensaient que la grande assemblée allait assurer la paix définitive à l'Europe dévastée par vingt ans de guerre.

Les quatre ministres dirigeants convinrent, le 18 septembre, de traiter entre eux les problèmes les plus graves, et le 22, de communiquer leurs décisions aux représentants des deux autres grandes puissances qui avaient signé le traité de Paris, la France et l'Espagne ; le congrès général ne serait ouvert que plus tard. Justement la mission française arrivait à Vienne, dirigée par Talleyrand, lequel s'était mis facilement d'accord avec Louis XVIII sur l'attitude à prendre. L'essentiel était de faire rentrer la France dans le concert européen, de dissoudre la coalition qui avait survécu à la guerre : la France devait donc renoncer à toute prétention territoriale, invoquer uniquement le droit européen, surtout le principe de légitimité, dont le chef des Bourbons était la personnification. Talleyrand pourrait ainsi combattre les bouleversements dangereux pour l'équilibre de l'Europe ; il s'assurerait la sympathie de l'Angleterre, l'appui sans réserve de l'Espagne, qui voulait ramener les Bourbons à Parme et à Naples ; enfin ce désintéressement rapprocherait de la France les petits États qui craignaient d'être mangés par les grands. Tel fut le sens des instructions rédigées par La Besnardière, commis habile, qui allait devenir à Vienne le digne collaborateur de Gentz.

Le 30 septembre, Talleyrand et son collègue espagnol Labrador, mandés chez Metternich, sont informés par les « quatre » de la décision prise le 22. Talleyrand lit la note qui lui est remise, et relève aussitôt l'expression de « puissances alliées » comme n'ayant plus aucun sens depuis la paix ; il montre que le représentant du roi Très Chrétien, du roi légitime de la France, ne peut être mis à l'écart ; enfin il réclame l'ouverture du congrès solennellement promis à l'Europe. L'Espagnol l'appuie et demande la restauration des Bourbons à Naples. « Ils nous ont bien tancés pendant deux heures », écrivait Gentz. Voyant que ses paroles ont fait de l'effet, Talleyrand dès le lendemain expose dans une note officielle que les huit gouvernements signataires du traité de Paris, y compris la Suède et le Portugal, sont qualifiés pour diriger les délibérations et qu'il y a lieu d'ouvrir le congrès. Un nouvel effort pour l'écarter des réunions échoue bientôt ; il accepte le 8 octobre de signer la déclaration qui ajourne le congrès au 1^{er} novembre, non sans y faire introduire, malgré la colère des Prussiens, la formule : « Conformément aux principes du droit public. »

II. — LE CONFLIT ET LA SOLUTION¹.

Si les représentants des États victorieux montraient tant de patience devant le délégué du pays vaincu, c'est qu'ils ne pouvaient déceimment renier ces principes de légitimité, de restauration, de droit public, si souvent invoqués pendant la lutte contre Napoléon ; et puis un grand conflit, ajourné à Paris et à Londres, les mettait aux prises de nouveau. Il s'agissait de la Saxe et de la Pologne. Le roi de Saxe, qui avait tenu jusqu'au bout pour Napoléon et blâmé la défection de ses troupes à Leipzig, était considéré comme traître à la bonne cause ; on disposait ainsi d'un prétexte commode pour le dépouiller. Comme il joignait au royaume de Saxe le grand-duché de Varsovie, la Prusse voulut prendre le premier, la Russie le second. L'idée venait du tsar. Plusieurs politiques prussiens tenaient à recouvrer, au moins en partie, ces pays polonais qui avaient appar-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités p. 5, note 1, ajouter August Fournier, *Die Geheimpolizei auf dem Wiener Kongress, eine Auswahl aus ihren Papieren* (Vienne et Leipzig, 1913, in-8°) ; H. Weil, *Les dessous du congrès de Vienne* (Paris, 1917, 2 vol. in-8°) ; parmi les documents du temps, *Au congrès de Vienne. Journal de Jean-Gabriel Eynard*, publié par E. Chapuisat, t. I (Paris, 1914, in-12)

tenu aux Hohenzollern de 1795 à 1806, et redoutaient de voir la frontière russe trop près de Berlin ; mais Frédéric-Guillaume accepta le projet d'Alexandre. Celui-ci lui offrait une acquisition très séduisante, ce royaume de Saxe limitrophe de ses domaines, bien cultivé, prospère, avec les deux grandes villes de Dresde et de Leipzig.

Cet arrangement rencontra l'opposition de l'Autriche et de l'Angleterre. Celle de l'Autriche s'explique sans peine : laisser la Saxe entière aux successeurs de Frédéric II, c'était renoncer à la prépondérance des Habsbourgs dans l'ancien Empire, c'était aussi accepter la menace permanente d'une invasion prussienne remontant le cours de l'Elbe ; laisser le grand-duché de Varsovie tout entier au tsar, c'était l'encourager à prendre un jour la Pologne autrichienne, d'autant plus qu'il réclamait dès maintenant Cracovie. Quant à Castlereagh, sa sympathie allait à la Prusse, mais il partageait l'hostilité générale des ministres anglais contre la Russie, contre cette puissance envahissante qui guettait la Turquie et pouvait un jour menacer l'Inde. L'opinion publique en Angleterre eût approuvé le rétablissement d'une Pologne indépendante ; puisque la chose était impossible, Castlereagh aimait mieux un nouveau partage que l'union de presque tous les pays polonais sous le sceptre du tsar.

Obligé de combattre les projets des Prussiens sur la Saxe, il leur offrit un dédommagement vers le Rhin, où leurs troupes monteraient la garde contre la France. Son vif désir était de rapprocher l'Autriche et la Prusse, de fortifier ainsi l'Europe centrale pour qu'elle tint tête à la France à l'ouest, à la Russie à l'est. Un instant il mit d'accord Metternich et Hardenberg aux dépens d'Alexandre ; mais celui-ci, prévenu, fit une scène violente aux deux chanceliers devant leurs maîtres, et Frédéric-Guillaume effrayé obligea son ministre à laisser de côté le projet britannique.

Ce conflit avait fait ajourner le congrès au 1^{er} novembre. Quand les délégués des huit signataires du traité de Paris se réunirent le 30 octobre, ils n'étaient pas plus avancés que le mois précédent ; aussi, après avoir commencé la vérification des pouvoirs, décidèrent-ils un nouvel ajournement, cette fois *sine die*. Le congrès ne fut jamais ouvert. Il y eut un comité dirigeant officiel, celui des Huit ; mais les choses essentielles furent réglées par le comité des Quatre, qui devint celui des Cinq lorsque Talleyrand eut réussi à s'y faire admettre défi-

nitivement. Il y parvint grâce au débat qui alla s'aggravant pendant tout le mois de décembre. Les princes allemands, le roi de Bavière en tête, soutenaient l'Autriche ; ils pensaient que la dépossession du monarque saxon ferait la Prusse trop forte et constituerait un précédent périlleux pour eux. Comme on en venait à envisager une rupture, Castlereagh et Metternich résolurent d'accepter les offres du ministre français et conclurent avec lui le traité secret du 3 janvier 1815, par lequel les trois gouvernements s'engageaient à mobiliser au besoin leurs armées contre la Prusse et la Russie. Castlereagh et Metternich imposèrent alors l'admission de Talleyrand qui, satisfait de ce résultat, n'insista plus pour qu'on ouvrît le congrès général. Le congrès de Vienne, ce fut réellement, depuis le 9 janvier, le comité des Cinq avec ses quarante et une séances ; officiellement ce fut le comité des Huit, qui ne tint que neuf séances, mais signa les pièces importantes, comme la déclaration contre Napoléon et l'« acte final. »

Talleyrand célébra en termes dithyrambiques son triomphe dans ses lettres à Louis XVIII. Il avait certainement fait preuve d'une habileté diplomatique remarquable ; mais les historiens français ont singulièrement exagéré cette victoire, soit en le représentant comme le véritable directeur du congrès, soit en insistant sur le service rendu par lui à la France. Aucun diplomate, pas même le président Metternich, n'exerça une influence prédominante à Vienne. Quant à l'intérêt français, il n'exigeait pas l'acharnement déployé par Talleyrand contre tous les projets d'Alexandre ; il justifiait moins encore l'ardeur que le ministre mit à empêcher la formation d'un État rhénan donné au roi de Saxe. Les Anglais n'en voulaient pas non plus, comme l'écrivit Liverpool à Castlereagh, parce qu'un royaume de ce genre était destiné, pensaient-ils, à tomber sous le protectorat de la France. Et le résultat fut que la Prusse qui, avant 1789, n'avait sur le Rhin que des possessions insignifiantes, put s'établir fortement sur les deux rives du fleuve.

Alexandre prodiguait les caresses et les menaces, invoquant tour à tour les idées « libérales », les « lumières du siècle », et aussi la force de son armée ; il finit par se douter qu'un accord secret avait uni ses adversaires. La netteté des mémorandums et des entretiens de Castlereagh fit impression sur lui plus que les savantes manœuvres de Metternich ; d'ailleurs la fin de la guerre entre l'Angleterre et les États-Unis rendait le cabinet de Londres plus fort que jamais. Le tsar était inquiet aussi de se

sentir, à propos de la Pologne, en désaccord avec la noblesse russe. Tandis que les généraux polonais l'acclamaient comme le protecteur de leur nation, tandis que le vieux Kosciusko lui écrivait une lettre pleine de gratitude, les Russes trouvaient injuste que leur souverain témoignât tant de sympathie à des catholiques romains, à des ennemis qu'ils avaient domptés. Nesselrode, au risque d'une disgrâce, fit connaître leur opinion à l'empereur, et celui-ci en tint compte lorsqu'il accepta l'arrangement territorial qui laissait Thorn à la Prusse et Cracovie hors de ses États. Mais l'autocrate persista, malgré son entourage, à vouloir devenir souverain constitutionnel de Pologne.

Le 12 janvier, le comité des Cinq put constater qu'une transaction était prochaine. Le parti militaire autrichien la retarda encore en voulant réduire la part de la Prusse ; mais alors Castlereagh soutint cette dernière avec l'assentiment tacite de Metternich. Au début de février il écrivit à Londres que l'accord était fait et, comme le ministère avait besoin de son leader à la Chambre des Communes, Wellington vint le remplacer à Vienne, où l'on n'avait plus que des questions secondaires à traiter.

Ces questions occupèrent un certain nombre de comités spéciaux, qui adressaient leurs rapports aux Huit, lorsqu'il s'agissait d'affaires d'ordre général, et aux Cinq, lorsque des attributions de territoires étaient en jeu. Le comité chargé d'organiser l'Allemagne avait suspendu ses séances pendant le débat sur la Saxe ; Metternich le réunit à nouveau et le fit aboutir. Le comité chargé des affaires suisses fut constitué dès le début. La commission de statistique, où les techniciens prussiens déployèrent une activité infatigable, fut chargé de calculer le nombre « d'âmes » qui se trouvaient dans les territoires contestés ; on y discuta longuement si un paysan ignare de la Pologne orientale devait compter pour une unité au même titre qu'un paysan instruit des bords du Rhin. De petites commissions s'occupèrent de Gênes, de la Toscane, du duché de Bouillon ; d'autres étudièrent le régime des fleuves internationaux ou le rang des agents diplomatiques.

Castlereagh obéit à la pression irrésistible de l'opinion publique anglaise en proposant de former aussi un comité qui préparerait l'abolition de la traite des noirs. La Grande-Bretagne, ayant supprimé ce trafic chez elle en 1807, voulait décider le monde entier à faire de même. La proposition fut

combattue par l'Espagne et le Portugal, qui espéraient encore sauver leurs empires coloniaux d'Amérique et redoutaient à l'avance la crise que provoquerait la suppression de la main-d'œuvre servile. Le congrès, au lieu d'abolir immédiatement la traite, publia une déclaration de principe contre ce commerce, en recommandant aux puissances coloniales d'en hâter la disparition.

Les travaux du congrès se poursuivirent au milieu des fêtes. Souverains, diplomates, simples visiteurs sentaient le besoin de se détendre après tant d'années d'angoisses, de célébrer la victoire et la paix. Ce n'étaient que soirées, concerts, bals masqués, redoutes. Pendant les premières semaines on fit fête au vieux prince de Ligne, l'aimable survivant de la société spirituelle du XVIII^e siècle, qui mourut à Vienne. Les intrigues amoureuses allaient leur train ; la rivalité entre la princesse Bagration, aimée d'Alexandre, et la duchesse de Sagan, aimée de Metternich, fortifia l'antipathie que la politique leur faisait éprouver l'un pour l'autre. L'empereur François et l'aristocratie viennoise prodiguèrent les réceptions, au point d'en saturer leurs hôtes. Les ministres, bien qu'hommes du monde accomplis, travaillaient plus que leurs maîtres ; seul Metternich se déchargeait volontiers sur son entourage des besognes trop minutieuses. Talleyrand aussi recevait beaucoup, gardant soigneusement son rang, reprochant même parfois aux souverains d'oublier trop le leur ; à l'anniversaire du 21 janvier, il fit à ses auditeurs une sorte de sermon sur le respect dû à la royauté. Les diplomates anglais seuls montrèrent une rudesse qui déconcertait les visiteurs ; ceux-ci constataient que vingt ans d'isolement avaient rendu ces insulaires à peu près insociables.

Tout cela se passait en présence d'une police attentive dont le directeur, vieux fonctionnaire connaissant à fond son métier, utilisait un personnel de choix, sans compter les auxiliaires bénévoles recrutés dans les plus hautes familles de Vienne. Il envoyait chaque jour son rapport à l'empereur, très friand de nouvelles policières. On lui remettait les papiers ramassés dans les corbeilles des ambassades, les lettres interceptées et copiées par la « manipulation », les propos recueillis par des domestiques à la solde de la police. On surveillait les étrangers qui pullulaient ; on épiait les moindres démarches des souverains, surtout celles d'Alexandre que la société viennoise finit par détester.

Le travail utile était presque achevé le 1^{er} mars. Gentz et La Besnardière présidaient à la rédaction des textes définitifs quand on apprit, le 5 mars, que Napoléon avait quitté l'île d'Elbe. La quadruple alliance se reforma immédiatement ; on mit le « perturbateur » hors la loi, et Talleyrand s'associa lui-même à toutes les mesures prises contre son pays, dans l'espoir que les alliés s'engageraient à replacer Louis XVIII sur le trône. L'émoi de tous n'empêcha d'ailleurs pas de terminer la rédaction de l'Acte final, qui fut signé le 9 juin, quelques jours avant Waterloo.

III. — LES RÉSULTATS DU CONGRÈS¹.

Les principes qui triomphèrent à Vienne, quoi qu'en aient dit les auteurs de l'Acte final, n'étaient ni celui de légitimité, ni celui de restauration. Il fallut toutes les folies de Murat pour qu'on rendît leur couronne aux Bourbons de Naples ; ceux de Parme durent laisser le duché à Marie-Louise, la femme de Napoléon, pour le recouvrer seulement après sa mort. Si les frères de Napoléon perdirent leurs trônes, trois princes allemands gardèrent la couronne royale octroyée par lui, et Bernadotte conserva la Suède. On ne restaura pas les vieilles républiques, Gênes donnée au Piémont, Venise livrée à l'Autriche ; on ne restaura en Allemagne ni les princes médiatisés ni la féodalité d'Église.

Les hommes d'État qui en prenaient ainsi à leur aise avec la légitimité approuvèrent quelques nouveautés constitutionnelles. La France possédait la Charte ; les alliés lui affirmèrent

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités p. 5, joindre Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. VIII (Paris, 1904, in-8°) ; Émile Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, t. II (Paris, 1898, in-8°) ; Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe, 1874-1878* (Paris, 1891, 2 vol. in-8°), t. I. — Sur l'Allemagne, Treitschke, *Deutsche Geschichte im neunzehnten Jahrhundert*, t. I (Leipzig, 1879, in-8°), est vieilli et partial, mais vivant et suggestif ; voir aussi Hartung, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, dans le *Grundriss der Geschichtswissenschaft*, dirigé par Aloys Meister, t. II, 2^e éd. (Leipzig, 1922, in-8°) ; Meinecke, *Weltbürgertum und Nationalstaat* (Munich, 1908, in-8° ; 7^e éd. corrigée, 1928), important. — Sur la Suisse, J. Dierauer, *Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft bis 1848*, t. V (Gotha, 1917, in-8°), dans l'« Allgemeine Staatengeschichte », traduction française, t. V (Lausanne, 1918-1919, 2 vol. in-8°) ; W. Echsli, *Geschichte der Schweiz im XIX Jahrhundert*, t. I et II : 1798-1830 (Leipzig, 1903-1913, 2 vol. in-8°), dans la collection « Staatengeschichte der neuesten Zeit ». Sur les différends franco-suisse, voir l'étude très poussée de Victor Bérard, *Genève, la France et la Suisse*, t. I : 1815-1860 (Paris, 1927, in-8°). — Sur l'Italie, voir ci-dessous, p. 52, n. 1. — Sur la diplomatie romaine, G. Gallavresi, *Le prince de Talleyrand et le cardinal Consalvi*, dans la *Revue des questions historiques*, t. LXXVII (1905), p. 158-172.

que, Napoléon mis hors de cause, elle pourrait choisir son gouvernement (12 mai 1815) ; cette promesse ne fut d'ailleurs pas tenue. Dix jours plus tard le roi de Prusse promit une constitution à ses sujets : autre engagement qui devait demeurer lettre morte. Les vainqueurs avaient invité le nouveau roi des Pays-Bas à promulguer une constitution satisfaisante pour les Belges. L'acte de Vienne disait à propos de l'Allemagne : « Il y aura un régime d'assemblées d'États. » Dans la Confédération suisse, les cantons créés depuis 1798 furent mis sur un pied d'égalité avec les anciens. La Pologne restait partagée, mais on lui fit des promesses, d'ailleurs très vagues : « Les Polonais, disait l'Acte final, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation et des institutions nationales réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et convenable de leur accorder. » Plus précis était l'engagement pris d'assurer la liberté du commerce entre toutes les parties de l'ancienne Pologne. Cracovie était « déclarée à perpétuité cité libre, indépendante et strictement neutre », sous la protection de ses trois voisins.

Ces modestes concessions à l'esprit nouveau n'avaient d'autre garantie que les vellétés libérales d'Alexandre. On put même remarquer ce fait curieux, que la plupart des projets de constitutions eurent pour défenseur l'autocrate russe et pour adversaires les diplomates anglais : ces orgueilleux tories croyaient leur pays seul capable de pratiquer un régime de liberté qui laisserait le pouvoir à l'aristocratie.

Le principe dominant à Vienne fut celui de l'équilibre européen. Aucune puissance ne devait posséder une force trop grande ; aucune ne devait s'accroître sans qu'une extension analogue fût accordée à ses émules. La commission de statistique répartit les « âmes » d'après des règles semblables à celles qu'avaient invoquées les auteurs des trois partages de la Pologne. Les quatre puissances victorieuses s'agrandirent en même temps. L'Autriche renonçait à ses possessions lointaines de la Belgique et de la région rhénane ; mieux concentrée de la sorte, gardant malgré les Bavares la province de Salzbourg, elle se sentait assez forte pour surveiller l'Allemagne ainsi que l'Italie, où le royaume lombard-vénitien lui appartenait. Mais elle avait besoin de la Prusse en Allemagne et devait ménager les susceptibilités des petits souverains italiens. La Prusse ajoutait au principal groupe de ses États un tiers de la

Saxe, le dernier débris de la Poméranie suédoise, et conservait une partie de la Pologne, avec Danzig qui avait cherché vainement à rester ville libre ; elle devenait aussi une puissance rhénane et se trouvait, un peu malgré elle, limitrophe de la France. Mais la situation de ses territoires, coupés en deux, l'obligeait à ménager à la fois l'Autriche et les petits États allemands, surtout le nouveau royaume de Hanovre qui appartenait au souverain de la Grande-Bretagne.

La Russie paraissait gagner plus que les autres : maîtresse de la Finlande au nord, de la Bessarabie au sud, à l'ouest elle s'enfonçait comme un coin, par son royaume polonais, jusque dans l'Europe centrale. Mais sa faiblesse économique, aggravée par une étendue excessive, la difficulté de gagner les peuples allogènes de ses provinces occidentales obligeaient les tsars à s'assurer le bon vouloir de Vienne et de Berlin, surtout s'ils voulaient satisfaire leurs ambitions orientales. Quant à l'Angleterre, seule pourvue d'une grande marine de guerre, elle régnait sur les mers. Ses gouvernants évitèrent d'occuper en Europe des positions continentales, sauf Gibraltar, anglais depuis plus d'un siècle ; mais Helgoland surveillait les côtes septentrionales, Malte et les îles Ioniennes les rivages méditerranéens, et le Cap lui assurait la route maritime de l'Asie. De lourdes charges financières et le désir d'achever la conquête de l'Inde amenèrent ses ministres à licencier la grande armée constituée en Espagne, à sacrifier l'extension du Hanovre. Elle aussi avait besoin de la paix.

Quant à la puissance vaincue, elle était seule à revenir aux frontières de 1792, entr'ouvertes bientôt par le second traité de Paris. Au nord le royaume des Pays-Bas fut chargé de construire et de garder les forteresses destinées à remplacer la Barrière de 1713. Au nord-est on lui opposa les forteresses fédérales, que l'Allemagne devait occuper ; on lui interdit de fortifier Huningue. A côté de la Prusse, établie solidement sur le Rhin, la Bavière, si longtemps alliée de la France, reçut le Palatinat pour monter, elle aussi, la garde sur le fleuve. Au sud-est le Piémont reprit la Savoie, et la Confédération suisse obtint le droit d'occuper le nord de cette province, déclarée neutre, pour aider les Piémontais si la France les attaquait. La perte de Saint-Domingue affranchi, de l'île Maurice devenue anglaise, privait l'État français de ses colonies les plus riches. Néanmoins le principe de l'équilibre fut respecté par les vainqueurs ; la France gardait les moyens de redevenir une grande

puissance le jour où son territoire serait évacué. L'indépendance des Pays-Bas et la neutralité de la Suisse étaient pour elle une garantie autant qu'une entrave ; et, à ses portes, l'Allemagne et l'Italie demeuraient divisées.

On avait réglé, en effet, le sort des pays destinés à rester en tutelle, l'Allemagne, la Suisse et l'Italie.

En Allemagne beaucoup avaient espéré que l'unité morale révélée par le mouvement de 1813 aurait pour conséquence l'unité politique : les romantiques rêvaient d'un Empire analogue à celui d'Otton le Grand et de Barberousse ; les patriotes, qui avaient puisé dans la lutte contre Napoléon le sentiment du droit national, voulaient une organisation plus moderne ; certains unissaient les deux systèmes dans leurs aspirations confuses. Mais celles-ci ne purent prévaloir contre la réalité. Les États moyens, tels que la Bavière et le Wurtemberg, étaient sortis de la crise de 1813 plus solides que leur formation récente n'eût pu le faire supposer ; ils entendaient conserver leur souveraineté. Surtout, il y avait en Allemagne deux grandes puissances, l'Autriche et la Prusse, dont aucune ne voulait être subordonnée à l'autre ; ce dualisme rendait vains les projets des unitaires, à une époque où personne parmi eux ne songeait sérieusement à faire une Allemagne sans l'Autriche.

On chercha donc à Vienne un compromis. Tous les pays, et même certains patriotes comme Stein, reconnaissaient à l'Europe le droit d'intervenir en cette affaire ; néanmoins ce fut une commission purement allemande que le congrès chargea de régler dans ses détails le régime nouveau. L'Autriche, qui renonçait à la couronne du Saint-Empire, s'entendit avec la Prusse pour faire le lien fédéral assez lâche : aucun des deux États ne pourrait ainsi maîtriser l'autre en s'appuyant sur la coalition des petits souverains. Metternich avait compris qu'une Allemagne trop centralisée deviendrait dangereuse pour l'Autriche, cet agrégat de nations différentes. Parmi les hommes d'État de Berlin, quelques-uns désiraient faire une Prusse capable d'attirer l'Allemagne à elle en se nationalisant de plus en plus ; mais les autres, particulièrement les féodaux, restaient prussiens avant tout, résolus à conserver au royaume des Hohenzollern son individualité militariste et aristocratique.

La Confédération germanique fut un groupement d'États qui gardaient leur souveraineté intérieure et qui s'unissaient pour maintenir leur sécurité, pour se protéger réciproquement

contre toute agression. Aucun d'eux ne pourrait plus, comme on l'avait vu entre 1792 et 1806, rester neutre pendant une guerre de l'Allemagne contre l'étranger. La Confédération avait à sa tête la Diète, composée de dix-sept membres ; pour les cas graves on convoquait le *Plenum* de cinquante-huit membres, où les plus minuscules États possédaient au moins une voix. Quels seraient les pouvoirs de la Diète vis-à-vis des États reconnus souverains ? L'avenir devait en décider. On inséra l'« acte fédéral » dans l'acte final de Vienne, ce qui donnait une fois de plus à la constitution allemande la garantie de l'Europe.

La Suisse, délivrée de Napoléon, avait travaillé pendant toute l'année 1814 à préparer son régime définitif : ce n'était pas facile, car le parti du passé, mené par les patriciens de Berne, se trouvait aux prises avec le parti du progrès, soutenu par les pays qui avaient échappé depuis quinze ans à la tyrannie bernoise. Les souverains alliés intervinrent dans ce conflit, d'autant plus que Laharpe, l'ancien précepteur d'Alexandre, avait su intéresser le tsar à la cause du canton de Vaud ; leurs ministres obligèrent les partis rivaux à se mettre d'accord. La « longue Diète » (*lange Tagsatzung*), qui siégea d'avril 1814 au 31 août 1815, put annoncer, le 9 septembre 1814, que la constitution était ratifiée par les dix-neuf cantons ; trois jours plus tard, elle accepta l'entrée dans la Confédération de trois nouveaux cantons, le Valais, Genève et Neuchâtel, qui demeurerait en même temps possession du roi de Prusse. De nombreuses questions territoriales restées en suspens furent réservées au congrès de Vienne, qui en chargea un comité spécial. Celui-ci eut à suivre les discussions entre la France et Genève qui, soutenue maintenant par la Confédération, réclamait d'un côté le pays de Gex, de l'autre le Chablais et le Faucigny. Puis il y avait les litiges entre cantons : Berne dut renoncer à ses prétentions sur Vaud et sur Argovie, moyennant des indemnités pécuniaires ; les autres territoires jurassiens furent partagés entre Berne et Bâle ; la Valteline fut rattachée au Milanais, c'est-à-dire à l'Autriche. Le retour de l'île d'Elbe fit hâter les derniers arrangements, si bien qu'on put insérer dans l'acte final de Vienne les articles qui reconnaissaient la Confédération et qui proclamaient sa neutralité perpétuelle.

L'ardeur des Suisses contre Napoléon pendant les Cent-Jours plut aux Alliés ; l'archiduc Jean vint en leur nom assister à l'inauguration solennelle du pacte fédéral. Celui-ci, comme le

pacte allemand, fut un compromis : les partisans du progrès obtenaient le maintien et l'indépendance des cantons nouveaux ; ceux du passé faisaient restituer aux cantons leurs anciens pouvoirs, qui partout furent accaparés par les vieilles oligarchies. Ce n'était même pas officiellement une constitution, mais un contrat entre les cantons souverains. On ne créait point de capitale fédérale : les trois cantons de Zurich, Berne et Lucerne devaient, à tour de rôle, exercer les fonctions de « canton dirigeant » (*Vorort*). Les ressemblances ne manquaient pas entre le *Bund* allemand et le *Bund* suisse ; mais celui-ci eut dès 1815 une organisation militaire, destinée à le protéger contre la France. Pour le même motif le traité de Turin avec la Sardaigne (1816) reconnut aux troupes suisses le droit d'occuper, en cas de guerre, le Chablais et le Faucigny.

En Italie on n'institua point, comme pour l'Allemagne et la Suisse, de lien fédéral. On oublia les proclamations des Nugent et des Bentinck, invitant les habitants de la péninsule et des îles à se reconnaître tous « Italiens ». La réalité fut précisée par l'empereur d'Autriche, en réponse à leurs délégués : « Vous savez bien que, mes armées victorieuses ayant conquis l'Italie, il ne peut être question ni de constitutions ni d'indépendance. » On négligea et l'horreur des Génois pour la domination piémontaise et celle des Vénitiens pour le joug autrichien. Le congrès de Vienne fut d'ailleurs longtemps entravé par le débat entre les deux prétendants au royaume des Deux-Siciles, mais le roi Joachim le tira d'embarras : il déclara la guerre à l'Autriche après le retour de l'île d'Elbe et, tout en évitant de se proclamer l'allié de Napoléon, il invita les peuples italiens à faire leur unité. Ceux-ci, affamés de paix et de repos, ne le soutinrent point ; la bataille de Tolentino (2-3 mai 1815) mit fin à ces rêves, et Ferdinand, redevenu le maître à Naples, tendit à son rival un piège où l'autre se laissa prendre. Murat périt fusillé au Pizzo.

A côté du royaume des Deux-Siciles reparaissaient deux États anciens, le royaume de Sardaigne, accru de Gênes, et l'État pontifical. Celui-ci faillit être diminué : le Congrès, qui hésitait pour la couronne ducale de Parme entre Marie-Louise de Habsbourg et Marie-Louise de Bourbon, songea quelque temps à dédommager l'une des deux en lui donnant les Légations ; puis Metternich eut la pensée d'annexer Ferrare et Bologne au royaume lombard-vénitien. Il fallut toute la finesse

du représentant de la papauté, le cardinal Consalvi, pour conserver ces territoires ; mais il ne put rien obtenir touchant Bénévent et Avignon.

Indépendants en droit, les souverains italiens devaient en fait compter avec l'Autriche qui, déjà maîtresse de Milan et de Venise, installait des Habsbourgs à Parme, à Modène, en Toscane, et surveillait ainsi toute la Péninsule. Bientôt la tutelle étrangère allait paraître insupportable aux Italiens. Mais dans les premiers jours ils n'y prêtèrent pas attention et savourèrent sans arrière-pensée la joie causée par la fin du joug napoléonien.

IV. — LES SOUTIENS DE LA RESTAURATION¹.

Les diplomates réunis à Vienne pensaient avoir accompli une œuvre utile et durable. Ils voyaient dans le rétablissement de l'équilibre européen le meilleur moyen de garantir la paix entre les États. Mais on devait aussi assurer la paix intérieure, combattre l'esprit de la Révolution, inculquer à tous le respect des pouvoirs établis.

La tâche avait été entreprise depuis plusieurs années par les écrivains qui luttèrent contre les idées françaises. Monarques et ministres oublièrent les déclarations libérales et démocratiques de 1813 ; les *Réflexions* de Burke, les livres de Joseph de Maistre et de Bonald, les œuvres d'anciens jacobins allemands repentis, de Gœrres, de Fichte, de Gentz, voilà ce que les classes dirigeantes aimaient à lire et à commenter. Cette campagne antirévolutionnaire prit une force nouvelle après 1815. « Les rois légitimes sont remis sur le trône ; nous allons y replacer aussi la science légitime, celle qui sert le souverain maître, et dont tout l'univers atteste la vérité. » Ainsi parlait un autre jacobin depuis longtemps converti, Haller, le patri-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Henry Michel, *L'idée de l'État* (Paris, 1894, in-8°) ; C. Latreille, *Joseph de Maistre et la papauté* (Paris, 1906, in-16) ; E. Daudet, *Joseph de Maistre et Blacas* (Paris, 1908, in-8°) ; Henri Moulinié, *De Bonald* (Paris, 1915, in-8°) ; Ewald Reinhard, *Karl Ludwig von Haller* (Cologne, 1915, in-8°) ; Robinet de Cléry, *Les idées politiques de Frédéric de Gentz* (Lausanne, 1917, in-8°) ; Frieda Braune, *Edmund Burke in Deutschland* (Heidelberg, 1917, in-8°) ; fascicule 50 des « Heidelbergger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte » ; P. R. Rohden, *Joseph de Maistre als politischer Theoretiker* (Munich, 1929, in-8°). — Sur la réforme paysanne, Henri Sée, *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles* (Paris, 1921, in-8°). Comme exemple d'une étude détaillée de cette réforme dans une région limitée, Georg Friedrich Knapp, *Die Bauernbefreiung und der Ursprung der Landarbeiter in den älteren Teilen Preussens* (Munich, 1887, in-8° ; 2^e éd., 1927).

cien bernois qui, de 1816 à 1820, publia en allemand, puis en français, la *Restauration de la science politique*, apologie d'une aristocratie riche, fière, bienfaisante pour les inférieurs. Adam Muller en Allemagne, d'autres dans la plupart des pays défendirent avec talent des idées semblables. Bonald en France fut bientôt soutenu par un nouveau champion, l'abbé de La Menais. Joseph de Maistre demeurait le maître du chœur. A propos de son livre *Du pape*, Gentz écrivait à un ami en 1820 : « Depuis que j'ai lu pour la première fois, il y a trente ans, les *Réflexions* de Burke, jamais un auteur ne m'a ainsi conquis... Je déclare que ce livre est le premier de notre siècle. »

Ainsi l'intelligence, réfugiée au XVIII^e siècle dans le camp des philosophes, semblait passer du côté des conservateurs. La monarchie recouvrait son prestige et s'appuyait sur la noblesse. On pardonnait à la Grande-Bretagne son régime parlementaire parce qu'il assurait la puissance de l'aristocratie. A Vienne comme à Turin, à Berlin comme à Saint-Petersbourg, la noblesse prétendait accaparer les hautes fonctions de l'État sous l'autorité du souverain absolu. A côté d'elle une grande place était réservée au clergé. Les monarques de 1815 ne voulaient cependant pas qu'elle fût trop grande : le josphisme subsistait en Autriche, comme le gallicanisme en France ; l'Église demeurait soumise à l'État en Angleterre, en Prusse, en Russie. Mais les rois comptaient sur le clergé, sur tous les clergés, pour combattre les doctrines révolutionnaires et pour enseigner aux fidèles que toute puissance vient de Dieu. Rois, nobles et prêtres avaient donc leur part dans la restauration de l'Europe ; on n'avait oublié que les peuples.

Ce qui peut rendre cette erreur excusable, c'est que les peuples en 1815 paraissaient faciles à mener. Ils se composaient en immense majorité de paysans. Les grandes villes étaient rares, même en Occident. Si Paris, d'après le recensement de 1811, comptait 622.000 habitants, Lyon (106.000) et Marseille (102.000) étaient les seules villes de l'ancienne France dépassant le chiffre de 100.000 ; si Londres, en cette même année 1811, comptait 958.000 âmes, on n'en trouvait que 82.000 à Liverpool et 76.000 à Manchester. Berlin n'avait pas 200.000 habitants ; Hambourg avec sa banlieue atteignait à peine 100.000. Plus on avançait vers l'est, plus le caractère des pays devenait rural. Or les gens de la campagne étaient dociles, fatigués de guerres, ne demandant qu'à vivre en paix sous des gouvernements forts. En Angleterre les paysans propriétaires, les *yeomen*,

se laissaient depuis longtemps déposséder par les seigneurs, qui leur enlevaient aussi la jouissance des terrains communaux. En France les paysans, rassurés par la Charte contre le retour de l'ancien régime, semblaient prêts à s'accommoder de la dynastie restaurée. Le régime seigneurial, supprimé dans les pays où avait pénétré le code Napoléon, subsistait encore dans une bonne partie de l'Europe centrale, mais avec une tendance à devenir moins oppressif. La Prusse avait aboli le servage en imposant aux anciens serfs de lourdes indemnités ; l'édit de 1816, plus avantageux encore pour les seigneurs, n'empêcha pas cependant la transformation des terres paysannes en propriétés libres. Il est vrai que les grands propriétaires fonciers, à l'est de l'Elbe, conservaient un pouvoir quasi féodal. Imitant la Prusse, la plupart des petits États allemands supprimèrent peu à peu le servage, mais il fallut payer aux seigneurs une somme ordinairement égale à vingt-cinq fois le montant des redevances annuelles. La transformation ainsi accomplie profita aux campagnards économes, actifs et entreprenants ; les autres, les faibles, les paresseux, privés de la protection du maître, devinrent des journaliers, des prolétaires. L'Autriche, toujours plus lente, conserva son ancien régime agraire jusqu'en 1848.

Les ouvriers comptaient beaucoup moins que les paysans. Ce n'est qu'en Grande-Bretagne qu'ils formaient des groupes compacts, conscients de leurs intérêts communs ; aussi le gouvernement tory mettait-il tous ses soins à les surveiller, à dissoudre leurs associations. Partout ailleurs dominaient encore les formes anciennes de la vie industrielle. Beaucoup de cultivateurs exerçaient à leurs moments de loisir un métier, par exemple celui de boulanger, de maçon ou de charpentier ; souvent la famille paysanne filait le lin ou le chanvre et tissait les étoffes, et réciproquement, la plupart des ouvriers établis dans les villages pratiquaient eux-mêmes plus ou moins la culture ; beaucoup étaient jardiniers. Les villes connaissaient l'artisan travaillant isolé ou le petit patron secondé par quelques compagnons ; la grande fabrique était encore l'exception. Que le travail fût libre, comme en France, ou régi par les statuts corporatifs, comme en Autriche, les ouvriers n'avaient ni syndicats organisés ni chefs reconnus. Des grèves, malgré les prohibitions, éclataient de temps à autre, mais elles restaient localisées ; pour provoquer des troubles, il fallait une longue période de chômage ou l'introduction d'une machine nouvelle,

ou encore une récolte désastreuse, entraînant la disette, comme celle qui sévit dans l'Occident tout entier en 1817.

V. — LES ADVERSAIRES DE LA RESTAURATION¹.

Au-dessus de ces masses passives il y avait des minorités animées d'un esprit nouveau, aspirant à la liberté politique et religieuse, à l'égalité devant la loi. Elles se recrutaient dans la bourgeoisie, surtout chez les membres des professions libérales. Tous n'étaient pas également dangereux, au dire de Metternich. Les professeurs lui semblaient « les plus maladroits des conspirateurs » ; en revanche il craignait les avocats. Il signalait encore au tsar, parmi les plus suspects, les banquiers, les fonctionnaires, les hommes de lettres, particulièrement ceux qui abordaient le journalisme. Tous ces mécontents trouvèrent un appui dans la jeunesse des Universités ; la bourgeoisie industrielle et commerçante, malgré son goût pour l'ordre, ne désapprouvait pas leur programme, qui rencontrait des sympathies jusque dans la noblesse et le clergé.

L'Angleterre avait son aristocratie whig, parfois très hardie ; en France les partis de gauche recrutèrent des adhérents, non seulement dans la noblesse bonapartiste, composée de parvenus mal déclassés, mais parmi les grands seigneurs authentiques, un Broglie, un Choiseul, et cet aristocrate socialiste qui s'appelait Voyer d'Argenson. Dans certains pays qui aspiraient à l'indépendance, la Lombardie, la Pologne, la Hongrie, la noblesse formait le gros de l'opposition. En Russie les nobles furent les premiers assez instruits des choses de l'Occident pour concevoir un système destiné à remplacer l'autocratie. Dans les pays où le libéralisme s'alliait avec la défense de l'Église, Belgique, Irlande, Pologne, le clergé fut, lui aussi, en partie un ferment de révolution. Tous les États italiens eurent leurs prêtres patriotes, hostiles aux directives conservatrices que les prélats tenaient de Rome. Ailleurs les idées libérales reçurent asile dans les

1. ŒUVRAGES À CONSULTER. — Metternich, *Mémoires* (Paris, 1880-1884, 8 vol. in-8°) ; le P. Nicolas Deschamps, *Les sociétés secrètes et la société* (Avignon, 1874-1876, 3 vol. in-8° ; 5^e éd., 1883), purement fantaisiste, mais qui aide à connaître la légende catholique sur le rôle de la franc-maçonnerie ; Nesta H. Webster, *Secret societies and subversive movements* (Londres, 1924, in-8°), également peu critique ; O. Dito, *Massoneria, carboneria ed altre società segrete nella storia del Risorgimento italiano* (Turin, 1905, in-8°), important ; Léonce Grasilier, *Simon Duplay (1774-1827) et son Mémoire sur les sociétés secrètes et les conspirations sous la Restauration* (Nevers, 1913, in-8° ; extrait de la *Revue internationale des sociétés secrètes*).

Facultés de théologie protestante, et il ne fut pas jusqu'à l'armée, instrument indispensable du pouvoir, qui ne fût souvent pour lui un danger.

De longues années de guerre avaient placé en Europe l'armée au premier rang de la hiérarchie sociale ; la plupart des jeunes gens instruits et de famille aisée avaient suivi, de gré ou de force, la carrière d'officiers. Seule la France, puis les États napoléoniens avaient ouvert largement aux roturiers l'accès à tous les grades ; sans aller aussi loin, les autres gouvernements avaient en général accepté de prendre un certain nombre d'officiers en dehors de la noblesse. Ils étaient hostiles d'avance à toute réaction nobiliaire ; et même parmi les gentilshommes, beaucoup désiraient que l'influence de l'armée servît la cause de la nation. Voilà pourquoi, de Cadix à Saint-Pétersbourg, on les trouva souvent parmi les fauteurs de révolutions.

Ainsi, bien que les mécontents fussent peu disposés d'abord à provoquer l'intervention des masses ignorantes, le système établi par le congrès de Vienne rencontra des ennemis redoutables. De 1815 à 1848 la guerre allait sans cesse recommencer, dans tous les pays tour à tour, entre l'ancien régime et la Révolution, entre conservateurs et libéraux. Chez les peuples indépendants comme la France et l'Espagne, il s'agissait de conquérir ou de conserver la liberté ; en Angleterre, en Suisse, où l'on possédait la liberté, les opposants réclamaient l'égalité. L'Italie et l'Allemagne jouissaient d'une indépendance nominale ; les peuples voulurent la rendre réelle en écartant le protectorat de l'Autriche, en fortifiant les liens entre les petits États ou même en accomplissant l'unité. Dans les pays soumis à un monarque étranger, comme la Belgique, la Hongrie, la Pologne, les aspirations nationales passaient au premier plan ; la Norvège, quelque temps satisfaite par l'autonomie qu'on lui avait accordée, protesta ensuite contre la prépondérance des Suédois dans l'union. Les novateurs, malgré des divergences parfois très sérieuses, étaient tous des libéraux ; tous pensaient que la garantie principale des libertés est une constitution. Le « libéralisme » fut le terme commun qui synthétisait, aux yeux des opposants, les changements nécessaires et qui, aux yeux des conservateurs, englobait toutes les causes de désordre et de guerre civile. Les siècles précédents avaient connu l'internationalisme religieux ; après 1815 apparut l'internationalisme politique.

Les gouvernements se défendirent par des moyens différents, mais tous recoururent à l'emploi de la police politique. Médiocre en Angleterre, où trop d'obstacles s'opposaient à son action, beaucoup plus forte en France, où les traditions de Fouché n'étaient pas perdues, elle régna dans les monarchies absolues, petites ou grandes, qui prenaient sur ce point l'Autriche comme modèle. La police fut pendant quarante ans un des principaux rouages de la vie publique en Europe ; ses chefs dans les divers pays se prêtèrent souvent un appui mutuel contre les complices du libéralisme.

À la police les libéraux opposèrent les sociétés secrètes. La liberté de réunion et d'association n'existait nulle part sur le continent européen ; la liberté de la presse, parfois assez réduite, même en Angleterre et aux Pays-Bas, sujette à des éclipses en France, était annihilée ailleurs par une censure vigilante. Les sociétés secrètes furent un besoin pour les mécontents ; elles furent un cauchemar pour la police, qui s'efforça d'y introduire des espions ou des agents provocateurs. Plusieurs d'entre elles prirent naissance dans la franc-maçonnerie. Celle-ci avait été à la mode pendant le XVIII^e siècle dans les classes élevées, malgré les condamnations de Rome ; dans les pays protestants elle choisit souvent le prince héritier comme grand maître. Sous Napoléon presque tout le personnel gouvernemental en avait fait partie. N'a-t-on pas dit que l'empereur d'Autriche lui-même était initié ? C'était donc une institution officieuse, ou du moins tolérée. Les révolutionnaires, après 1815, cherchant le moyen de se grouper, tirèrent souvent parti des facilités qu'elle leur offrait.

Dans chaque État le pouvoir maçonnique central, dirigé par de grands personnages, gardait son caractère inoffensif ; mais certaines loges servaient de rendez-vous aux conspirateurs. Leur découverte amena en plus d'un pays, surtout dans les pays catholiques, le haut personnel gouvernemental à désertier la franc-maçonnerie, au risque de la laisser aux mains des révolutionnaires. Et c'est pourquoi le duc de Modène, dans un décret de 1824, crut pouvoir affirmer que toutes les sectes révolutionnaires étaient des émanations de la franc-maçonnerie. Opinion aussi peu admissible que celle qui prétend retrouver partout la main des jésuites.

Si la franc-maçonnerie fut le plus souvent un épouvantail sans consistance, les sociétés secrètes devinrent une réalité dangereuse pour l'ordre établi. Elle se répandirent dans l'Europe

entière. En France elles apparurent dès les premières années de la Restauration ; puis vinrent les *carbonari*, qui firent neuf complots de 1821 à 1822. L'Allemagne eut ses sociétés, beaucoup plus inoffensives, sauf quelques groupes actifs comme les Noirs de Giessen. En Espagne, les officiers libéraux adhérèrent aux loges maçonniques d'Andalousie et préparèrent ainsi le mouvement de 1820. En Italie, terre classique des sociétés secrètes, celles-ci pullulèrent, de la Sicile au Piémont. Des sociétés du même genre, qui entretenaient dans le royaume de Pologne la haine de la Russie, préparèrent chez les officiers russes le soulèvement de décembre 1825.

Les sociétés secrètes furent-elles unies d'un pays à l'autre par des relations régulières et un dessein commun ? Il est difficile de répondre avec certitude. Les unitaires allemands n'avaient pas les mêmes buts que les libéraux français ; les Italiens résolus à secouer le joug de l'Autriche poursuivaient une autre fin que les officiers espagnols entraînés par Riego. Mais ces patriotes, aux programmes si différents, voulaient tous la liberté politique, assurée par une constitution qui ne dépendrait point du caprice royal. La plupart, sans être anti-religieux, se méfiaient du clergé, compromis par l'union du trône et de l'autel ; la plupart avaient appris dans les loges maçonniques à fréquenter des hommes de croyances diverses, à reconnaître à chacun les mêmes droits. Le préfet de police à Paris, dans un rapport de 1825, affirma que toute société secrète, même la plus paisible, est dangereuse : « On se fait un langage, une morale, une religion, une politique à part. Toute association secrète est nécessairement une secte qui se forme ou une conspiration qui se trame. »

Les adversaires des sociétés secrètes cherchèrent à préciser les liens qui les tenaient unies entre elles. Un fonctionnaire de la police de Louis XVIII, Simon Duplay, fils d'un ami de Robespierre, prétendit avoir découvert des rapports étroits entre le *Tugend-Bund* et la Charbonnerie française, entre les ennemis de la France et les patriotes français qui voulaient chasser la dynastie revenue « dans les fourgons de l'étranger » ; c'est là, semble-t-il, pure fiction. Mais on sait que la charbonnerie française fut copiée sur un modèle napolitain, que les décembristes russes empruntèrent leurs idées à l'Occident, que les officiers piémontais fugitifs trouvèrent un accueil empressé dans les sociétés secrètes espagnoles. Il n'y eut pas, comme le croyaient les ultra-royalistes français, un comité direc-

teur envoyant de Paris ses ordres aux sectes révolutionnaires du monde entier ; il y eut des liens d'amitié, parfois des échanges de renseignements et de services entre les libéraux de tous les pays. Voilà pourquoi Metternich n'a cessé de dire que tout le mal de l'Europe venait des sociétés secrètes.

C'était leur faire trop d'honneur. Jamais elles n'ont assuré une victoire durable à un mouvement révolutionnaire, quand celui-ci n'était point soutenu par un puissant courant populaire. Mais aux foules mécontentes elles ont souvent fourni des cadres, des chefs dont le plan d'attaque était arrêté d'avance, et qui, le moment venu, donnaient un mot d'ordre précis. La décadence de ces associations devait aller de pair avec les progrès de la liberté.

CHAPITRE II

LA SAINTE-ALLIANCE ET LES PUISSANCES OCCIDENTALES¹

Le désir d'une paix durable, qui avait fait naître tant d'espoirs dans le congrès de Vienne, survécut à cette assemblée. Une alliance fut conclue entre les quatre puissances victorieuses, qui allaient admettre trois ans plus tard la France parmi elles. Ce directoire se bornerait-il à maintenir la paix entre les États, ou bien s'attribuerait-il aussi le droit d'intervenir dans leur vie intérieure ? La réponse demeura douteuse pendant quelques années. Mais la France et l'Angleterre, où le Parlement était libre, où la presse abordait hardiment les questions dangereuses, furent amenées à pratiquer chez elles une politique de réaction fort semblable à celle des trois autocrates. Malgré les répugnances du gouvernement britannique, leur attitude facilita l'union contre le péril révolutionnaire, que Metternich assignait comme but à l'entente européenne.

I. — LA SAINTE-ALLIANCE ET L'ALLIANCE (26 SEPTEMBRE 1815 - 1^{er} NOVEMBRE 1818)².

Plusieurs fois, pendant les guerres napoléoniennes, des idées humanitaires avaient été exprimées dans les textes diplomatiques, par exemple dans le protocole prusso-russe de Bartenstein en 1807. Elles reparurent avec plus de force après la chute

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — L'essentiel est dans les trois ouvrages, cités p. 5, n. 1, de Webster, H. von Srbik et Waliszewski (pour celui-ci, ajouter au tome II le tome III, Paris, 1925, in-8°). On y joindra les grands ouvrages d'Alfred Stern et de Seignobos cités dans la même note.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages cités à la note précédente, joindre une brochure sur l'opposition entre les points de vue du tsar et de Metternich, par Werner Nät, *Zur Geschichte der heiligen Allianz* (Berne, 1928, in-8°, collection des « Berner Untersuchungen zur allgemeinen Geschichte »). Il y a des remarques intéressantes dans Jacob Ter Meulen, *Der Gedanke der internationalen Organisation in seiner Entwicklung*, t. II, fascicule 1 (La Haye, 1929, in-8°).

de Napoléon, et le tsar s'en fit l'interprète. Ému par les grands événements dont il était le témoin et l'auteur, il écouta les avis d'une de ses sujettes, M^{me} de Krudener, une mystique éloquente qui l'invitait à marquer sa gratitude envers Dieu et, le 26 septembre 1815, décida les monarques de Prusse et d'Autriche à signer avec lui un traité de « sainte alliance ».

Après avoir, « au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité », célébré « les bienfaits qu'il avait plu à la divine Providence de répandre sur les États dont les gouvernements avaient placé leur confiance et leur espoir en elle seule », et après avoir affirmé leur désir « d'asseoir la marche à adopter par les puissances dans leurs rapports mutuels sur les vérités sublimes que nous enseigne l'éternelle religion du Dieu sauveur », ils déclaraient :

Le présent acte n'a pour objet que de manifester à la face de l'univers leur détermination inébranlable de ne prendre pour règle de leur conduite, soit dans l'administration de leurs États respectifs, soit dans leurs relations politiques avec tout autre gouvernement, que les préceptes de cette religion sainte, préceptes de justice, de charité et de paix, qui, loin d'être uniquement applicables à la vie privée, doivent au contraire influencer directement sur les résolutions des princes et guider toutes leurs démarches comme étant le seul moyen de consolider les institutions humaines et de remédier à leurs imperfections.

L'essentiel du traité même tenait en deux articles inspirés d'une mystique aussi nuageuse que la déclaration de principes initiale :

ARTICLE PREMIER. — Conformément aux paroles des Saintes Écritures, qui ordonnent à tous les hommes de se regarder comme frères, les trois monarques contractants demeureront unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble, et, se considérant comme compatriotes, ils se prêteront en toute occasion et en tout lieu assistance, aide et secours ; se regardant envers leurs sujets et armées comme pères de famille, ils les dirigeront dans le même esprit de fraternité dont ils sont animés pour protéger la religion, la paix et la justice.

ART. 2. — En conséquence, le seul principe en vigueur, soit entre lesdits gouvernements, soit entre leurs sujets, sera celui de se rendre réciproquement service, de se témoigner par une bienveillance inaltérable l'affection mutuelle dont ils doivent être animés, de ne se considérer tous que comme membres d'une seule nation chrétienne, les trois princes alliés ne s'envisageant eux-mêmes que comme

délégués par la Providence pour gouverner trois branches d'une même famille, savoir : l'Autriche, la Prusse et la Russie ; confessant ainsi que la nation chrétienne, dont eux et leurs peuples font partie, n'a réellement d'autre souverain que Celui à qui seul appartient en propriété la puissance, parce qu'en lui seul se trouveront tous les trésors de l'Amour, de la Science et de la Sagesse infinie, c'est-à-dire Dieu, notre divin Sauveur Jésus-Christ, le Verbe du Très-Haut, la parole de vie...

Par le troisième et dernier article, « toutes les puissances qui voudraient solennellement avouer les principes sacrés » susdits étaient invitées à donner leur adhésion à cette « sainte alliance », dont le caractère élevé ne fut pas sans émouvoir quelques esprits généreux. Goëthe en loua l'inspiration et déclara qu'elle constituait « la chose la plus bienfaisante qui eût jamais été essayée dans l'intérêt de l'humanité ».

En tout cas, ce traité singulier, qui unissait au nom de « la très sainte et indivisible Trinité » un catholique, un protestant et un orthodoxe, combla le tsar de joie. Il le fit exalter dans les églises par le clergé russe comme un triomphe de la religion ; il rassura le sultan, qui redoutait une nouvelle croisade ; il chargea, mais sans succès, l'envoyé de Russie à Rome de solliciter l'approbation du pape. Quant aux souverains laïques d'Europe, invités à donner leur adhésion, la plupart signèrent un acte qui ne les engageait pas à grand'chose. Le gouvernement britannique s'abstint, en invoquant les droits du Parlement, mais le prince régent, dans une lettre à l'empereur de Russie, exprima sa sympathie pour une idée aussi généreuse.

Castlereagh jugeait avec dédain ce traité mystique et l'appelait un « non-sens » ; mais, s'il se méfiait de la Sainte-Alliance, il tenait beaucoup à maintenir une alliance positive entre les quatre États victorieux. Il l'avait proposée à Vienne sans résultat ; on l'écouta davantage après les Cent-Jours. Le cabinet britannique, beaucoup plus « insulaire » que lui, hésitait à s'engager ainsi dans les affaires du continent, mais Castlereagh entraîna ses collègues. Le 20 novembre 1815, le jour même où ils imposaient à Louis XVIII le second traité de Paris, les alliés signèrent un pacte qui, renouvelant le traité de Chaumont, excluait à jamais les Napoléons du trône, et organisait une entente pour le cas où « les principes révolutionnaires pourraient encore déchirer la France et menacer ainsi le repos des autres États ». Les quatre cours promettaient aussi « de renouveler, à des époques déterminées, des réunions consacrées aux

grands intérêts communs ». Le traité du 20 novembre était tout différent de celui du 26 septembre ; l'Alliance des quatre était autre chose que la Sainte-Alliance. On les confondit bientôt, surtout quand on vit se développer cette politique de réaction que le monde entier a nommée la politique de la Sainte-Alliance.

Cette évolution fut l'œuvre de Metternich. On a cherché de nos jours à montrer en lui un grand Européen ; mais c'était avant tout un grand Autrichien. Le chancelier connaissait bien la force et la faiblesse d'un État où des peuples différents demeuraient unis par le seul lien dynastique. L'empereur François disait : « Mes peuples sont étrangers les uns aux autres : tant mieux... De leurs antipathies naît l'ordre, et de leur haine réciproque la paix générale. » Pour maintenir cet ordre et cette paix il fallait surveiller l'Allemagne, comprimer l'Italie, contenir les Hongrois, mater les Polonais. Tout désordre survenu dans un pays voisin menaçait de gagner une des nations soumises aux Habsbourgs. Metternich voyait donc un intérêt immédiat à faire accepter par tous les souverains la politique antirévolutionnaire. En même temps ce diplomate sceptique avait la hantise des « sectes » et de leur conspiration internationale ; c'est avec une parfaite sincérité qu'il comparait la Révolution tour à tour à l'incendie, à l'inondation, plus tard au choléra. Persuadé que lui seul voyait clairement le danger, admirant son propre génie, Metternich déployait le pédantisme d'un théoricien allemand dans ses leçons de morale sociale, dans ses consultations qui invitaient souverains et ministres à se garder de toute réforme, à se méfier des libéraux. C'est ainsi que la Sainte-Alliance, conçue comme un rêve de fraternité, symbolisa bientôt l'union des polices gouvernementales contre tous les novateurs.

Ce caractère ne se précisa pas tout de suite. Les gouvernements vainqueurs avaient beaucoup à faire pour rétablir la vie régulière dans leurs États et pour régler plusieurs questions pendantes : conflit territorial entre l'Autriche et la Bavière, conflit pécuniaire entre la Suède et le Danemark, et bien d'autres. Le traité de la Sainte-Alliance, rendu public en 1816, étonna l'Europe sans l'inquiéter. Ce fut en 1818 que les Quatre inaugurèrent le système des conférences ou des congrès (il n'y eut jamais une distinction précise entre les deux termes). C'était une grande nouveauté que ces réunions qui, malgré les formules polies des chancelleries, marquaient clairement

la subordination des petits États européens aux grands. Le système plaisait à Castlereagh, qui voyait là un moyen pratique de traiter les questions importantes, à Metternich, heureux de poursuivre son apostolat antirévolutionnaire ; il plaisait plus encore au tsar, qui pourrait quitter pour quelque temps sa froide capitale, briller devant les souverains et leur présenter ses projets surprenants et changeants. Dès 1816 Alexandre avait soumis à Castlereagh un plan de réduction simultanée des armées. En 1818, avant de se rendre à Aix-la-Chapelle, il visita son royaume de Pologne et prononça devant la Diète, à Varsovie, un discours dont le retentissement fut grand. « J'ai mis en pratique », disait-il, « les principes de ces institutions libérales qui n'ont cessé de faire l'objet de ma sollicitude, et dont j'espère avec l'aide de Dieu étendre l'influence salutaire sur toutes les contrées que la Providence a confiées à mes soins ».

Le congrès d'Aix-la-Chapelle fut réuni en septembre 1818 pour mettre fin à l'occupation du territoire français. Alexandre, désireux de gagner l'amitié des Bourbons, l'avait demandé le premier ; les autres gouvernements ne s'y opposèrent pas, car la France avait tenu ses engagements financiers et reconstitué une armée capable de faire respecter l'ordre. L'évacuation fut donc décidée aussitôt, conformément aux désirs du président du conseil français, Richelieu, venu au congrès. La France redevenant ainsi indépendante, n'y aurait-il pas avantage à faire entrer son gouvernement dans le directoire qui dominait l'Europe ? Alexandre fut de cet avis, mais Castlereagh et Metternich affirmèrent que Paris demeurait un foyer dangereux de révolutions. Un des motifs de la concession faite à Richelieu n'était-il pas la crainte de voir les troupes alliées contaminées par les idées subversives des Français ? On finit par adopter un de ces compromis ingénieux où se plaisait alors la diplomatie. Dans la convention du 1^{er} novembre 1818 les quatre puissances renouvelèrent le traité du 20 novembre 1815 contre un bouleversement possible à Paris ; puis, après cet accord secret, elles engagèrent Louis XVIII à « unir dorénavant ses conseils et ses efforts » à ceux des autres souverains pour le maintien des traités. Le roi de France ayant accepté, une déclaration fut adressée à tous les cabinets, dans laquelle les cinq puissances promettaient de consacrer tous leurs soins « à protéger les arts de la paix, à accroître la prospérité intérieure de leurs États et à réveiller ces sentiments de religion et de

morale dont le malheur des temps n'avait que trop affaibli l'empire ».

La Sainte-Alliance était donc fortifiée par le congrès d'Aix-la-Chapelle, mais compromise par le conflit entre l'Autriche et la Russie, auquel s'ajoutait l'antipathie personnelle entre Alexandre et Metternich. Le tsar qui avait fait octroyer une charte à la France et qui en avait donné une à la Pologne demeurait l'espoir des libéraux. En Italie ses agents encourageaient les ennemis de l'Autriche ; le roi de Sardaigne s'était abrité derrière lui pour écarter le protectorat que Metternich voulait imposer à tous les princes italiens. En Allemagne son concours était acquis aux petits souverains qui, malgré l'Autriche, promulguaient des constitutions ; le roi de Wurtemberg, son beau-frère, en profita pour tenir tête ouvertement au cabinet de Vienne. Metternich fut donc obligé de patienter, d'attendre des circonstances favorables qui le débarrasseraient de cette opposition constante.

II. — LA GRANDE-BRETAGNE EN 1815¹.

La grande puissance qui sortait victorieuse de sa lutte acharnée contre Napoléon jouissait en 1815 d'un prestige incomparable. Mais sa situation intérieure étonnait, déconcertait les étrangers : c'était un pays d'ancien régime et de vic moderne ; l'égalité n'existait nulle part, la liberté se faisait jour partout.

Ces contrastes se manifestaient particulièrement dans le système électoral de la Chambre des Communes. L'Angleterre nommait 489 députés, dont 405 désignés par les bourgs, 80 par les comtés, les autres par les Universités. Les bourgs, où la « franchise » électorale était attribuée d'après des règles très anciennes, offraient la plus étrange variété, depuis le bourg pourri de Gattan, possédant un seul électeur soumis à l'unique

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Spencer Walpole, *A history of England from the conclusion of the great War in 1815* (Londres, 1886, 5 vol. in-8° ; 2^e éd., 1913, 6 vol. in-8°) ; Elie Halévy, *Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle*, t. 1^{er} (Paris, 1912, in-8°). A ces deux ouvrages de premier ordre il faut joindre le résumé très intelligent de George Macaulay Trevelyan, *British history in the nineteenth century, 1782-1901* (Londres, 1922, in-8°). Sur le gouvernement local, voir Joseph Redlich, *Englische Lokalverwaltung* (Leipzig, 1901, in-8°), traduit en français par W. Qualid, sous le titre : *Le gouvernement local en Angleterre* (Paris, 1911, in-8°, 2 vol. de la « Bibliothèque internationale de droit public »). Sur l'Irlande, voir Paul-Dubois, *L'Irlande contemporaine et la question irlandaise* (Paris, 1907, in-8°).

propriétaire des quelques maisons du lieu, jusqu'à la circonscription de Westminster dont les 17.000 électeurs étaient fiers de leur indépendance. Dans la moitié des bourgs, le grand propriétaire foncier pouvait imposer son candidat ; très peu échappaient complètement à l'emprise du *landlord*. Les quatre-vingts circonscriptions des comtés présentaient aussi des catégories très diverses ; les *landlords* y étaient souvent très puissants, mais savaient que, pour faire triompher leurs candidats, il fallait payer les votants, les nourrir, les tenir en liesse, dût le scrutin rester ouvert pendant une semaine.

Les vingt-quatre députés du pays de Galles étaient nommés par un corps électoral assez large, à peu près sans corruption. Les quarante-cinq députés de l'Écosse dépendaient complètement du choix de quelques grands seigneurs, qui avaient coutume de vendre leur appui au gouvernement ; et comme ce trafic profitait aux Écossais de toutes les classes, personne ne protestait. Les soixante-quatre députés de l'Irlande étaient nommés par des électeurs nombreux et misérables ; les *landlords* avaient fait étendre ici la « franchise » pour tenir ces pauvres à leur merci : procédé qui devait se retourner contre eux plus tard, quand le parti catholique eut réussi à mettre la main sur ces masses paysannes. Dans beaucoup de circonscriptions du Royaume-Uni, les élections « contestées », c'est-à-dire véritables, étaient rares ; le candidat du *landlord* n'ayant pas de concurrent, on le proclamait élu sans aucun vote. Là où il y avait des élections, le vote public fournissait au peuple non électeur l'occasion de crier, de boire, de se battre, enfin de s'amuser.

La Chambre des Communes ainsi recrutée se trouvait facilement d'accord avec la Chambre des Lords. Celle-ci manifestait la puissance de l'aristocratie britannique : aristocratie active, qui s'intéressait aux affaires publiques ; aristocratie non fermée, puisque William Pitt, à la fin du XVIII^e siècle, avait nommé quatre-vingt-quinze pairs nouveaux, choisis parmi les notabilités de la banque, de l'industrie et du commerce ; aristocratie rurale qui, tenue éloignée du continent par les guerres napoléoniennes, avait ordinairement vécu dans ses terres, se distrayant à boire et à chasser, mais s'appliquant aussi à réaliser des expériences agricoles et des progrès techniques précieux pour sa fortune.

Les ministres dépendaient maintenant du Parlement, car la

royauté n'était plus en état de défendre sa prérogative. Les efforts de Georges III pour dominer les Communes avaient abouti à des échecs, avant même que des troubles mentaux lui eussent enlevé la possibilité de gouverner. Ses nombreux fils étaient médiocres et presque tous peu aimés ; l'un d'eux, le duc de Cumberland, le futur roi de Hanovre, nettement détesté. Le plus intelligent de tous, qui séduisit plusieurs grands écrivains de son temps, était l'aîné, le prince de Galles, devenu depuis nombre d'années le « prince régent » ; mais sa vie scandaleuse l'avait empêché de reprendre en politique le rôle actif de son père. La couronne, toujours comblée d'honneurs et de respects, laissait le pouvoir à l'aristocratie.

Celle-ci avait plus de force encore dès qu'on s'éloignait de Londres ; l'administration locale lui appartenait. Le « lord-lieutenant », mis à la tête du comté par le roi, était presque toujours le plus grand propriétaire foncier de la région ; et c'est lui qui dressait la liste où l'on devait prendre les « juges de paix ». Ceux-ci étaient pour la plupart des *squires* ou des *clergymen* ; le pouvoir central n'avait guère d'action sur eux, puisqu'il ne s'occupait ni de la sécurité publique, ni de l'assistance, ni des routes, ni des écoles. Tout cela revenait aux autorités locales ; constituées d'après des usages anciens, variables selon les régions, elles reposaient cependant partout sur ce principe que les fonctions municipales sont un service obligatoire, accompli sans rétribution. Aussi faisait-on le moins de travail, le moins d'innovations qu'on pouvait ; les responsabilités, on les laissait à la noblesse. La *gentry* était donc maîtresse des campagnes ; vivant en bon accord avec la grande noblesse, elle en avait profité pour étendre ses domaines au détriment des *yeomen*, des paysans propriétaires. C'étaient les gentilshommes campagnards qui commandaient la milice, troupe de police locale ; c'étaient les nobles qui achetaient les grades d'officiers dans l'armée régulière, composée d'engagés volontaires.

En Irlande, le régime aristocratique était aggravé par les luttes religieuses et nationales. Une oligarchie protestante, composée de familles anglaises ou écossaises, possédait la terre et dictait ses volontés à un prolétariat catholique et irlandais. L'Union, proclamée en 1800, n'avait point apporté à celui-ci de lois meilleures. William Pitt, qui voulait, en faisant l'Union, émanciper les catholiques, avait échoué contre le veto du roi.

La domination des nobles dans tout le Royaume-Uni était

fortifiée depuis vingt ans par les lois répressives que Pitt et ses héritiers avaient fait voter pour concentrer toutes les énergies de la nation dans la lutte contre la France. Et néanmoins l'Angleterre demeurait un pays de liberté ; alors même que les lois étaient persécutrices, la pratique restait libérale. Dans les campagnes, où la milice n'existait le plus souvent que sur le papier, il n'y avait point de police permanente ; le *squire* devait s'assurer l'appui volontaire des fermiers et, dans les moments de détresse, distribuait largement aux prolétaires les secours fournis par la taxe des pauvres. Dans les villes grandissait une bourgeoisie capable de tenir tête à la *gentry* ; elle se rencontrait parfois avec le peuple dans les réunions publiques, tolérées en vertu d'une tradition ancienne. Le jury était une garantie précieuse pour les opposants de toute catégorie. Au Parlement les questions les plus délicates étaient discutées avec une entière liberté ; si l'on poursuivait une réforme importante, une pétition renouvelée chaque année provoquait un débat et rappelait au pays les arguments des novateurs.

Enfin l'Angleterre, seule en Europe, avait une presse libre. On trouvait à Londres, à la veille de 1815, huit quotidiens du matin et huit du soir, et, en outre, de nombreux hebdomadaires. Les grands quotidiens, le *Times*, indépendant, le *Morning Chronicle*, whig, le *Morning Post*, tory, commençaient à devenir des puissances ; le gouvernement ne pouvait les tenir par l'argent, puisque les recettes fournies par les annonces assuraient leur existence, ni par les nouvelles, puisqu'ils étaient parfois mieux renseignés que lui. Sa force était plus grande en province ; dans beaucoup de chefs-lieux de comtés son appui avait contribué à la fondation d'un journal hebdomadaire tory. Les lois sur la presse, très rigoureuses encore, étaient mal appliquées ; la cherté des journaux, aggravée par les impôts, n'empêchait point un audacieux publiciste comme Cobbett de se faire entendre dans des cercles très larges. A côté des journaux il y avait les revues, qui traitaient sérieusement les grandes questions du jour : la *Revue d'Édimbourg*, fondée en 1808, popularisait le libéralisme whig ; les tories avaient répondu l'année suivante en créant la *Quarterly Review*. Un écrivain longtemps isolé, Bentham, était devenu chef d'école en réclamant des institutions nouvelles fondées sur la raison et sur l'utilité publique, en vue de réaliser le bonheur du plus grand nombre.

III. — LA RÉACTION EN ANGLETERRE (1815-1822)¹.

La victoire de Waterloo parut devoir consolider pour longtemps le pouvoir que les tories exerçaient depuis la mort de Fox. Le prince régent, définitivement brouillé avec ses anciens amis whigs, entendait conserver le ministère Liverpool. La Chambre des Lords était acquise aux tories ; le régime électoral assurait leur majorité aux Communes. Ils étaient résolus à maintenir la prépondérance de l'aristocratie et de l'Église. La haute noblesse terrienne devait, à les entendre, siéger au Parlement et diriger l'État ; la petite noblesse devait gouverner les campagnes. L'une et l'autre s'acquittaient de ces tâches gratuitement, par devoir civique ; il était donc juste et nécessaire, ajoutaient-ils, que le régime douanier conservât aux propriétaires les hauts prix du blé qui les avaient enrichis pendant la guerre ; il était juste que le budget assurât aux enfants et aux protégés de l'aristocratie des sinécures profitables. L'Église anglicane restait toute-puissante en Angleterre, protégée par l'État en Irlande ; ses opulents bénéfices revenaient de droit aux cadets et aux clients des grandes familles nobles.

Tous les membres notables du ministère étaient d'accord sur ce programme. Le chef du cabinet, Liverpool, malgré sa médiocrité, jouait un rôle utile parce qu'il connaissait bien l'administration et surtout parce qu'il savait maintenir unis des collaborateurs de caractère souvent difficile. Castlereagh, le leader peu éloquent, mais habile, de la Chambre des Communes, se consacrait de préférence à la politique extérieure ; à l'intérieur il soutenait volontiers les mesures de rigueur et de compression. Les besognes de police incombaient à lord Sidmouth (l'ancien premier ministre Addington) ; imitant les procédés employés sur le continent, il recourut aux espions, même aux agents provocateurs, pour compromettre les ouvriers radicaux ou les bourgeois réformistes. Les révélations sur le rôle d'un de ces agents, Oliver, devaient faire scandale dans les

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages cités p. 32, il faut joindre W. L. Mathieson, *England in transition* (Londres, 1920, in-8°) ; J. L. et Barbara Hammond, *The skilled Labourer, 1769-1832* (Londres, 1919, in-8°) ; Aspinall, *Lord Brougham and the Whig party* (Londres, 1927, in-8°) ; J. W. Fortescue, *A history of the British army*, t. XI : *1815-1839* (Londres, 1923, in-8°) ; Mackinnon, *The social and industrial history of Scotland*, t. II (Londres, 1921, in-8°). Shane Leslie, *George the Fourth* (Londres, 1926, in-8°), est un essai de réhabilitation de Georges IV. Le grand ouvrage de Sidney et Beatrice Webb, *English local government from the Revolution to the municipal Corporations Act* (Londres, 1906-1922, 4 vol. in-8°), renferme, au tome IV, un tableau très suggestif de l'ancien régime et des changements nécessaires.

classes moyennes. Le chancelier, lord Eldon, s'efforça pendant vingt-cinq ans de maintenir dans les lois les traditions chères aux juristes anglais.

L'opposition whig à la Chambre des Communes manquait de chefs ; le talent oratoire de Brougham, la science juridique de Romilly ne suffisaient point à masquer cette pénurie. Mais elle trouvait un appui chez beaucoup de députés indépendants qui, occupés surtout de finances, voulaient diminuer les dépenses militaires, les dotations princières, les gaspillages de tout genre, afin de réduire les impôts ; dès 1816 le ministère dut laisser tomber l'impôt sur le revenu, puis affaiblir l'armée. A la Chambre des Lords, Grey, l'apôtre de la réforme électorale, semblait téméraire à Grenville, l'autre chef des whigs, disposé à s'entendre avec les tories pour adopter les mesures les plus rigoureuses contre l'agitation ouvrière. La plupart des whigs, en effet, tenaient à se distinguer des radicaux, puisque « radical » semblait en 1815 à beaucoup de gentlemen synonyme de « criminel » et « d'anarchiste ».

Les radicaux, malgré ce préjugé, malgré leur petit nombre, avaient une force réelle : députés comme Burdett, orateurs populaires comme Hunt, journalistes comme le brillant pamphlétaire Cobbett, ils prirent la défense des classes ouvrières, éprouvées par de grandes souffrances matérielles. La paix générale, bien loin de donner la prospérité, causa d'abord une dépression économique ; l'industrie, accoutumée à recevoir de l'Etat des commandes abondantes pour les usines de guerre et pour les besoins des armées alliées, dut se mettre à la recherche de clients nouveaux. Mais les nations appauvries par la guerre ne pouvaient acheter beaucoup ; les gouvernements élevaient des barrières douanières pour défendre leurs industries contre l'invasion des produits anglais. La mévente provoqua un chômage aggravé par la démobilisation ; une mauvaise récolte suffisait à rendre la misère aiguë. Dans les années de crise, comme 1816 et 1819, les ouvriers écoutèrent volontiers les agitateurs qui prêchaient la révolte contre les lords et le gouvernement. Celui-ci, connaissant la faiblesse de la police et de l'armée, recourait aussitôt à des mesures de répression pour effrayer les mécontents.

En 1816 une émeute agraire dans l'est amena des condamnations à mort. Un meeting révolutionnaire près de Londres et la formation constatée de quelques sociétés secrètes provoquèrent les lois répressives de 1817 : le Parlement, pour la

dernière fois au XIX^e siècle, suspendit l'*habeas corpus*. Toutes les associations, même simplement littéraires, étaient menacées de disparaître. Il est vrai que la liberté conservait un appui dans le jury : à York, à Londres, il acquitta plusieurs accusés politiques, et sauva la presse en déclarant trois fois non coupable un obscur pamphlétaire poursuivi sous trois chefs d'accusation. Les grèves se multipliaient : celle des filateurs de coton à Manchester, en 1818, groupa un grand nombre de travailleurs, et leurs réunions pacifiques, leurs grands cortèges bien ordonnés émurent le public ; on vint à leur aide, mais le manque d'argent et un grand déploiement de troupes les forcèrent à céder.

La crise économique de 1819 aggrava la rigueur des autorités. Le meeting radical de Saint-Pierre, près de Manchester, fut dispersé par la force d'où le sobriquet de Peterloo (en souvenir de Waterloo). Bientôt les ouvriers de Glasgow, manifestant pour le suffrage universel, devaient être décimés à l'échauffourée de Bonnymuir, que suivirent trois condamnations capitales. La Cité de Londres et quelques grandes villes eurent beau protester en faveur du droit traditionnel de réunion ; le ministère fit voter les « Six actes », les lois les plus sévères que la Grande-Bretagne ait connues depuis 1815. Ils interdisaient les exercices militaires et permettaient les perquisitions destinées à saisir des armes ; ils défendaient les réunions tenues « pour examiner des griefs en matière d'État et d'Église, et pour préparer des pétitions ». Enfin la liberté de la presse était menacée : les auteurs d'écrits calomnieux (*libel*) furent exposés, en cas de récidive, à la peine du bannissement ; pour tuer la presse à bon marché, on soumit au cautionnement et au timbre tout écrit politique au-dessous de deux feuilles. Wellington, à propos de ces lois, écrivait le 25 novembre 1819 à Pozzo di Borgo : « Notre exemple rendra quelque service en France aussi bien qu'en Allemagne, et il faut espérer que le monde évitera la révolution générale qui paraissait nous menacer tous. » Les « lois de bâillon » parurent bientôt justifiées : on découvrit à Londres en 1820 le complot de Cato Street, formé pour assassiner les ministres ; il fut suivi de nouvelles exécutions.

Une reprise du commerce vint calmer les ouvriers. Mais alors un scandale princier se produisit, menaçant d'ébranler la forte armature de l'Angleterre. En 1820 mourut, aveugle et fou, le roi Georges III, qui régnait depuis soixante ans, et que ses malheurs avaient rendu populaire. L'ancien prince régent, devenu Georges IV, était depuis longtemps brouillé

avec sa femme Caroline de Brunswick. Celle-ci demeurait à l'étranger, voyageant sans cesse, et remplaçant peu à peu les Anglais de sa suite par des Italiens ; ses rapports avec l'un d'eux prêtèrent à des accusations que le prince eut grand soin de recueillir afin de justifier une instance en divorce. Dès son avènement, Georges IV fit exiger l'omission du nom de la nouvelle reine dans les prières ordonnées par l'Église anglicane pour la famille royale ; mais elle accourut de Rome, et son arrivée à Londres souleva les acclamations des foules, gagnées par son courage. On s'indigna de voir toutes les forces gouvernementales se coaliser contre elle pour faire aboutir le procès scandaleux engagé devant la Chambre des lords. Les incidents graves se multiplièrent jusqu'au jour du couronnement du roi, où l'entrée de Westminster fut refusée à la reine, qui dut se résigner et mourut peu après.

Cette crise avait paralysé le ministère pendant quelques mois, mais il garda le pouvoir, appuyé sur la majorité compacte que les élections de 1820 avaient envoyée aux Communes. La Grande-Bretagne demeura, extérieurement au moins, fidèle à la cause de la Sainte-Alliance jusqu'à ce que Castlereagh, devenu marquis de Londonderry, se fût donné la mort dans un accès de fièvre chaude (1822).

IV. — LA LIQUIDATION DES CENT-JOURS EN FRANCE (1815-1818)¹.

Si la puissance victorieuse éprouvait tant de peine à passer de l'état de guerre à l'état de paix, la puissance vaincue se trouvait en 1815 dans une situation tragique. Prussiens et Anglais avaient marché à toute vitesse de Waterloo à Paris, qui leur ouvrit ses portes le 3 juillet 1815. Ils furent bientôt suivis en France par les armées russes et autrichiennes, sans compter

1. OUVRAGES A CONSULTER. — S. Charléty, *La Restauration* (Paris [1921], in-8° ; formant le t. IV de l'*Histoire de France contemporaine*, dirigée par E. Lavisse), ouvrage capital, avec des bibliographies très complètes ; Pierre de la Gorce, *La Restauration. Louis XVIII* (Paris, 1926, in-16), apologie habile du roi et du régime ; J. Lucas-Dubreton, *Louis XVIII. Le prince errant. Le roi* (Paris [1928], in-16), anecdotique ; Charles H. Pouthas, *Guizot pendant la Restauration* (Paris, 1923, in-8°) ; E. de Perceval, *Le vicomte Lainé et la vie parlementaire au temps de la Restauration* (Paris, 1926, 2 vol. in-8°) ; M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. IV (Paris, 1925, in-8°) ; A. Nicolle, *Comment la France a payé après Waterloo* (Paris, 1929, in-8°). Parmi les témoignages des contemporains sur cette période, un des plus récemment publiés, très sévère pour Louis XVIII, est celui de Molé. Voir l'ouvrage du marquis de Noailles, *Le comte Molé, sa vie, ses Mémoires* (Paris, 1922-1925, 4 vol. in-8°).

quelques autres troupes. L'occupation étrangère, qui allait se prolonger pendant trois ans, fut dure, surtout là où se trouvaient les Prussiens. Louis XVIII avait suivi les Anglais jusqu'à sa capitale, où il rentra le 8 juillet, mettant fin par là aux hésitations de quelques souverains qui ne voulaient plus imposer les Bourbons à la nation française. Il dut accepter le second traité de Paris (20 novembre 1815). Il dut subir aussi la tutelle des vainqueurs ; les ambassadeurs des quatre puissances alliées à Paris formèrent une conférence qui tenait des réunions régulières, surveillant les actes des ministres et communiquant ses avis au roi. Le plus actif de ces quatre diplomates était Pozzo di Borgo, l'ambassadeur du tsar, aussi agité que son maître ; la conférence écoutait davantage Wellington, qui lui était adjoint à titre de commandant en chef de l'armée d'occupation.

L'état intérieur de la France justifiait toutes les inquiétudes. Louis XVIII avait, par la proclamation de Cambrai (28 juin 1815), reconnu les erreurs de la première Restauration et promis une amnistie, en exceptant les complices de Napoléon. Il remit en vigueur la Charte de 1814, qui garantissait le Code civil, les biens nationaux, l'égalité devant les tribunaux, la liberté individuelle, la liberté des cultes, en un mot les résultats essentiels de la Révolution. L'existence de la Chambre des pairs, nommée par le roi, et de la Chambre des députés, choisie par le suffrage censitaire, assurait le régime constitutionnel. Louis XVIII commençait à être fier de « sa » Charte. Il avait d'ailleurs assez de bon sens pour comprendre la folie des serviteurs trop zélés qui voulaient rétablir la supériorité légale de la noblesse et du clergé. La structure sociale de la France différait complètement de celle de l'Angleterre : la noblesse, dépouillée de son autorité politique et de ses pouvoirs locaux depuis Louis XIV, avait été séparée du peuple par dix ans d'émigration, puis confondue par les lois napoléoniennes avec les autres classes ; le clergé, privé de ses propriétés par la Constituante, soumis au gouvernement par le Concordat, suspect de chercher à rétablir un État confessionnel dans le pays de Voltaire, n'avait pas l'autorité morale de l'Église anglicane en Angleterre ou de l'Église presbytérienne en Ecosse.

Mais les fidèles des Bourbons, anciens émigrés ou royalistes de l'intérieur, exaspérés par les Cent-Jours, ne rêvaient que châtiments et vengeance. De là vint la Terreur blanche de 1815 : il y eut de juillet à octobre des massacres populaires

dans le Gard, où des bandes catholiques assaillirent les protestants, à Toulouse, à Marseille, à Avignon, où le maréchal Brune fut assassiné. Il y eut aussi une Terreur légale : organisée par Fouché, l'ancien régicide qui était ministre à côté de Talleyrand, elle fut aggravée quand les électeurs, votant sous la menace du parti vainqueur et sous les yeux des soldats étrangers, eurent choisi le 14 et le 22 août une Chambre composée de royalistes ardents. Le roi, d'abord satisfait, l'appela du nom qui lui est resté : la « Chambre introuvable ». Le maréchal Ney, condamné à mort le 6 décembre par la Chambre des pairs, et fusillé le lendemain, fut la plus illustre victime ; des tribunaux d'exception, les cours prévôtales, fonctionnèrent dans toute la France.

Quelle serait, après cette crise, la politique des Bourbons ? A ce propos il se forma bientôt trois partis, qui ne furent jamais aussi bien organisés et disciplinés que les partis anglais. Les ultra-royalistes, qu'on nomma plus brièvement les « ultras », voulaient dans la mesure du possible détruire l'œuvre de la Révolution. Ils acceptaient provisoirement la Charte ; ils voulaient même, à la Chambre introuvable, s'en servir pour imposer leurs volontés au ministère ; mais en réalité cette Constitution révolutionnaire leur déplaisait. Méfiants vis-à-vis de Louis XVIII, ils espéraient en l'avenir, car l'héritier présomptif, son frère, le comte d'Artois, partageait leurs idées et leurs passions.

Leurs adversaires déclarés furent les « indépendants », puis les « libéraux ». Défenseurs de la bourgeoisie contre la noblesse, de la liberté religieuse et du voltairianisme contre le clergé, ils voyaient dans la Charte une garantie indispensable. Ils affirmaient aussi leur soumission au roi ; mais chez beaucoup d'entre eux, amis de l'Empire ou ennemis de la monarchie de droit divin, ce loyalisme officiel manquait de sincérité.

Un troisième parti, ennemi de la réaction comme de nouvelles révolutions, essaya de conserver à la fois les Bourbons et la Charte. Ce parti du centre, appelé parfois celui des royalistes constitutionnels, eut des interprètes éloquents dans le petit groupe d'intellectuels qu'on nommait, non sans une pointe d'ironie, les « doctrinaires », Camille Jordan, Guizot, surtout Royer-Collard. Ce parti soutint le cabinet qui avait succédé au ministère Talleyrand, sous la présidence du duc de Richelieu. Ce grand seigneur émigré, qui avait longtemps et bien servi la Russie, fut choisi par le roi pour gagner l'appui du tsar ; sa loyauté, son patriotisme, son effort pour comprendre la France nouvelle furent précieux pour la Restauration.

Les imprudences de la Chambre introuvable inquiétèrent bientôt Richelieu et ses collègues. Le roi, poussé par son favori Decazes, averti par la conférence des ambassadeurs, consentit à la dissoudre par l'ordonnance du 5 septembre 1816, et les élections qui suivirent donnèrent la majorité au parti du centre. La Chambre nouvelle fit les lois nécessaires pour compléter la Charte : loi électorale, qui organisait le renouvellement par cinquième et donnait les mêmes droits à tous les électeurs payant 300 francs de contributions directes ; loi du recrutement, qui maintenait le principe du service obligatoire et assurait l'avancement à l'ancienneté plutôt qu'à la noblesse.

En même temps on arrivait à régler les problèmes financiers. La France devait payer aux vainqueurs, en indemnités diverses, une somme globale d'environ quinze cents millions ; il faut se rappeler la valeur de l'argent, beaucoup plus grande alors qu'aujourd'hui, pour comprendre l'énormité de cette charge. Mais les finances étaient bien administrées ; un ministre énergique et sensé, le baron Louis, avait dès 1814 posé les bases du crédit public en déclarant que l'État devait être honnête, que la Restauration devait prendre à son compte les dettes de l'Empire. La politique d'économie sévère pratiquée par lui et ses successeurs donna confiance aux grands banquiers étrangers, qui se chargèrent de lancer les emprunts nécessaires au paiement des dettes de guerre. Ces résultats et la sympathie d'Alexandre aidèrent le duc de Richelieu, malgré les intrigues des ultraroyalistes, à obtenir de la conférence d'Aix-la-Chapelle la libération du territoire. La tutelle de l'Europe sur la France prenait fin. La désastreuse équipée des Cent-Jours était liquidée.

V. — LA RÉACTION EN FRANCE (1819-1824)¹.

La retraite volontaire de Richelieu, le 25 décembre 1818, laissa le rôle principal à Decazes, qui continua la politique modérée. Il ne manquait ni d'habileté ni de ressources et fut

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les livres indiqués p. 39, voir Henry Dumolard, *Jean-Paul Didier et la conspiration de Grenoble* (Grenoble, 1928, in-8°) ; Georges Weill, *Histoire du parti républicain en France* (Paris, 1900, in-8° ; 2^e éd. refondue, 1928) ; du même, *Les Mémoires de Joseph Rey*, dans la *Revue historique*, t. CLVII (1928), p. 291-307 ; Léonce Grasilier, *L'aventure des quatre sergents de La Rochelle* (La Rochelle, 1929, in-16) ; Elisabeth W. Schermerhorn, *Benjamin Constant, his private life and his contribution to the cause of liberal government in France* (Boston, 1924, in-8°) ; Beau de Loménie, *La carrière politique de Chateaubriand de 1814 à 1830* (Paris, 1929, 2 vol. in-8°).

secondé par le comte de Serre, dont le talent oratoire contribua au vote des lois libérales sur la presse. Mais les attaques leur venaient des deux côtés. Chaque renouvellement partiel de la Chambre augmentait le nombre des députés libéraux ; il se forma une gauche active, audacieuse, menée par des orateurs et des publicistes remarquables, Benjamin Constant, Manuel, le général Foy, qui trouvaient le ministère trop près des ultras. Et ceux-ci, à leur tour, conduits par deux chefs habiles, Villèle et Corbière, multipliaient les accusations contre Decazes, lui reprochant avec indignation d'avoir, par une « fournée de pairs », changé la majorité de la Chambre haute et de réserver systématiquement les faveurs aux hommes de l'Empire. On vit, aux élections de 1819, certains de leurs partisans aller, par esprit d'opposition, jusqu'à voter pour les candidats de la gauche contre ceux du ministère et donner, par exemple, des voix à l'abbé Grégoire, l'ancien conventionnel, qui fut élu dans l'Isère. Decazes tenait bon néanmoins lorsque, le 13 février 1820, le duc de Berry, second fils du comte d'Artois, fut assassiné par un fanatique solitaire, l'ouvrier Louvel. L'émotion fut telle chez les amis des Bourbons que Louis XVIII abandonna son favori et, le 20 février, rappela au pouvoir le duc de Richelieu.

Chargé d'inaugurer une politique de réaction, Richelieu fit suspendre provisoirement la liberté individuelle et la liberté de la presse ; mais sa tâche principale fut de mener à bien une nouvelle loi électorale. Celle-ci établit deux sortes de collèges électoraux : les collèges d'arrondissement et les collèges de département. Tous les citoyens payant 300 francs de contributions directes faisaient partie des premiers, qui nommaient 258 députés ; mais un quart d'entre eux, les plus imposés, avaient en outre accès dans les collèges de département, qui nommaient 172 députés. Ils votaient donc deux fois : ce fut la loi du « double vote ». Sur les quatre contributions directes deux seulement, l'impôt foncier et la patente, arrivaient à un chiffre assez élevé pour donner le droit électoral ; les propriétaires fonciers votaient plutôt pour la droite, les patentés (commerçants et industriels) pour le centre ou la gauche. Comme la propriété foncière était alors beaucoup plus importante que la propriété mobilière, fortifier le privilège politique des plus riches était fortifier la droite. Les élections de 1820 lui donnèrent, en effet, la majorité ; Richelieu, considéré comme trop modéré, dut quelques mois après (12 décembre 1821) céder la

place à un cabinet de droite, que Villèle dirigea en fait, puis officiellement comme président du conseil.

Le triomphe de la droite amena les hommes de gauche à l'action révolutionnaire. A vrai dire, les ennemis des Bourbons n'y avaient jamais complètement renoncé depuis 1815. Au début de 1816, un complot, préparé à Grenoble par Didier, fut durement réprimé ; il y eut sur divers points du territoire des mouvements de révolte, soit spontanés, soit encouragés par des généraux ou des policiers sans scrupules, désireux de se donner des raisons de sévir. Cela s'était vu, par exemple, à Lyon en 1817. Mais ces entreprises d'individus suspects avaient déplu au gros du parti libéral. Au contraire, la réaction de 1820 poussa vers les sociétés secrètes beaucoup d'hommes de toutes les classes, qui jugeaient légitime la lutte contre une royauté imposée par la coalition européenne. Parmi les militants les uns étaient des jeunes gens, passionnés pour la liberté ; les autres d'anciens officiers, demeurés fidèles au culte de Napoléon. Ils eurent d'abord quelque peine à s'entendre, mais leur haine commune des ultras les rapprocha, les nouvelles des révolutions d'Espagne et de Naples les piquèrent d'honneur ; enfin la mort de Napoléon (5 mai 1821), faisant taire toutes les critiques de ses adversaires, acheva de les unir.

Un avocat républicain de Grenoble, Joseph Rey, travaillait depuis quelques années à développer, sous le nom d'« Union », une société secrète de caractère international, au moment même où quelques jeunes Parisiens, utilisant la tolérance accordée à la franc-maçonnerie, formaient la loge des « Amis de la Vérité ». Ce furent les deux foyers d'un complot que le gouvernement découvrit le 19 août 1820, avant qu'il eût éclaté. Bientôt quelques jeunes républicains, entre autres Bazard et Buchez, organisèrent, à l'exemple des Italiens, la « Charbonnerie », dont l'existence était signalée au début de 1822 dans trente-cinq départements ; des hommes de haut rang, comme Lafayette et Manuel, figuraient parmi les chefs. Mais une police vigilante, assistée de nombreux agents provocateurs, surveillait les officiers et les sous-officiers dangereux. En 1822, à Saumur, à Belfort, à la Rochelle, des tentatives insurrectionnelles échouèrent et furent chaque fois punies par des exécutions capitales. En même temps la presse, ligotée depuis deux ans par la censure, était soumise à une nouvelle loi plus sévère ; la jurisprudence des tribunaux l'aggrava en autorisant la suspension, voire la suppression d'un journal, à raison simplement de la tendance générale de ses articles.

La guerre d'Espagne, en 1823, rendit de l'espoir aux conspirateurs : l'armée française n'allait-elle pas, comme celles d'Espagne et de Naples, se soulever contre les Bourbons ? Cet espoir fut déçu ; la campagne, facile et heureuse, réconcilia l'armée avec la dynastie. Une nouvelle Chambre, appartenant presque tout entière à la droite, et autorisée par une loi spéciale à siéger pendant sept ans, garantissait un long pouvoir à la réaction quand Louis XVIII mourut (16 septembre 1824). Bien que ce monarque égoïste et indolent eût cessé depuis deux ans de résister à leur politique, les ultra-royalistes furent heureux de voir leur chef devenir le roi Charles X. Quant à l'avenir de la dynastie, on le croyait assuré depuis 1820 par la naissance du fils posthume du duc de Berry, « l'enfant du miracle », le duc de Bordeaux.

CHAPITRE III

LES VICTOIRES DE LA SAINTE-ALLIANCE ¹

Tous les pays de l'Europe centrale et méridionale avaient accueilli avec joie la chute de Napoléon ; mais partout la déception fut grande quand on vit s'établir, au nom de la légitimité ou du droit public, des tyrannies mesquines et rétrogrades. La colère qui grandissait chez les étudiants, chez les bourgeois libéraux, chez les officiers, amena tantôt de simples manifestations inoffensives, tantôt de véritables complots organisés par les sociétés secrètes.

Metternich avait essayé vainement pendant quelques années de convertir les souverains alliés, surtout Alexandre, au principe de l'action commune contre le libéralisme ; les événements favorisèrent ses desseins, et la Sainte-Alliance devint une ligue des rois contre les révolutions. Elle remporta des victoires faciles, car les conspirateurs n'avaient pour eux ni le nombre ni l'esprit d'organisation ; ils ne parvinrent point à secouer la passivité des masses populaires. Vaincus, ils durent prendre la fuite, et l'Europe connut un spectacle qu'elle allait souvent revoir, celui de réfugiés politiques errant d'un pays à l'autre, cherchant un asile d'où la police des gouvernements vainqueurs s'appliquait à les déloger.

I. — LA RÉACTION EN ALLEMAGNE (1815-1820)².

L'Allemagne formait depuis 1815 la « Confédération germanique ». La Diète de Francfort, qui avait mission de la diriger, n'ouvrit ses séances qu'à la fin de 1816 et se ridiculisa presque

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Aux ouvrages, déjà indiqués p. 5 et 39, de H. von Srbik, Waliszewski, Webster et Charléty, ajouter Bolton King, *A History of Italian unity* (Londres, 1899, 2 vol. in-8°), trad. française (Paris, 1901, 2 vol. in-8°).

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres cités à la note précédente et page 13 il faut ajouter surtout le recueil dirigé par Herman Haupt, *Quellen und Darstellungen zur Geschichte der Burschenschaft und der deutschen Einheitsbewegung* (Heidelberg, 1910-1928, 11 vol. in-8°). Voir particulièrement, au t. III, l'étude de Fraenkel sur quelques sociétés secrètes (*Männerbund und Jünglingsbund*) et, au t. VII, plusieurs biographies, dont la principale est celle de Karl Follen. Voir aussi Paul Haake, *Johann*

aussitôt par son formalisme et son impuissance. Timide réunion de plénipotentiaires, elle ne décidait rien sans en référer à leurs maîtres ; et plusieurs petits princes aimaient à faire attendre leur adhésion pour bien affirmer leur souveraineté. En outre, cette Diète germanique était ouverte aux délégués de souverains étrangers, comme les rois de Danemark et des Pays-Bas. Ce n'était à aucun degré le gouvernement actif et national garanti aux patriotes en 1813.

On leur avait aussi promis des constitutions, car le mouvement de 1813 était libéral autant que national. Le grand-duc de Saxe-Weimar, l'ami de Goethe, fut le premier à tenir parole. Mais tous les libéraux d'Allemagne attendaient avec impatience la décision de la Prusse. Le chancelier Hardenberg, en effet, songeait depuis plusieurs années à une représentation nationale, et, au congrès de Vienne, il avait proposé à Frédéric-Guillaume de la donner le jour de sa rentrée solennelle à Berlin. Il se fit plus pressant encore après le retour de l'île d'Elbe et obtint du roi un édit en date du 22 mai 1815, par lequel Frédéric-Guillaume promettait enfin « à la nation prussienne » de lui donner une constitution « au moyen d'un acte écrit ». Livré à la publicité quelques jours après Waterloo, l'édit de 1815 suscita de grandes espérances ; mais les mois passèrent et la constitution ne vint pas. Une lutte sourde et opiniâtre se poursuivait dans l'entourage de Frédéric-Guillaume entre le chancelier, toujours influent, et le parti absolutiste, qui se méfiait de ce « jacobin ». Les féodaux acceptaient, encourageaient les réformes administratives, propres à fortifier le gouvernement et à développer la richesse publique ; ils repoussaient les réformes sociales, et plus encore les changements politiques. Grâce à eux le monarque, ajournant la constitution, se borna provisoirement à créer un Conseil d'État (1817).

Les hommes qui avaient soulevé la jeunesse contre Napoléon voyaient avec indignation les princes allemands oublier leurs engagements. Jahn clamait sa déception à ses gymnastes ; Arndt, Görres protestaient par la plume, si bien que dès 1816 le célèbre

Peter Friedrich Ancillon und Kronprinz Friedrich-Wilhelm IV von Preussen (Munich, 1920, in-8°) ; List, *Der Kampf ums gute alte Recht, 1815-1819* (Tübingen, 1912, in-8°) ; Pregizer, *Die politischen Ideen des Karl Follen* (Tübingen, 1912, in-8°, de la collection des « Beiträge zur Parteigeschichte », dirigée par Ad. Wahl). Ajouter les monographies très intéressantes de Karl-Alex. von Müller, *Karl-Ludwig Sand* (Munich, 1925, in-8°), et, du même, *Görres in Strassburg* (Stuttgart, 1926, in-8°).

journal de Gœrres, le *Mercur rhénan*, fut supprimé. La jeunesse partageait les sentiments de ses maîtres. Les étudiants revenus de la guerre avaient, à la fin de 1814, fondé dans les villes universitaires des « sociétés allemandes », inspirées de l'esprit du *Tugend-Bund*. En 1815 des fonctionnaires prussiens, partisans de Hardenberg, les encouragèrent à agir contre Napoléon rentré en France, et contre le particularisme réactionnaire en Allemagne. De là sortirent les sociétés de *Burschen*, qui voulaient délivrer les Universités des « corps », vieilles associations d'étudiants à l'esprit étroit, uniquement occupées de beuveries et de duels. La *Burschenschaft* leur opposa un idéal ancien et nouveau à la fois, mélange de romantisme et de libéralisme.

C'est à l'Université d'Iéna qu'était née la plus active de ces nouvelles sociétés, sous l'œil indulgent du grand-duc de Saxe-Weimar et à l'ardent appel du professeur Luden. Elle fut imitée ailleurs, et ces groupements communiquant l'un avec l'autre finirent par former une véritable confédération. Loin d'être une société secrète, la *Burschenschaft* se plaisait à étaler ses costumes « teutoniques », ses bannières noir-rouge-or, ses manifestations puérides, mais animées par un ardent patriotisme. La société d'Iéna organisa la fête de la Wartbourg (17 octobre 1817), pour célébrer à la fois la victoire de Leipzig et le troisième centenaire de Luther ; de toutes les Universités on accourut à cette grande cérémonie, qui se termina par un autodafé de symboles et d'écrits réactionnaires. Cela suffit pour amener une répression et pour effrayer les princes allemands. Plusieurs parmi eux n'en continuèrent pas moins à user de ménagements envers le libéralisme. Les souverains du sud, pour affirmer leur autonomie et s'attacher leurs sujets, octroyèrent des constitutions : la Bavière et Bade eurent la leur en 1818 ; le Wurtemberg les imita en 1819, après une longue résistance menée par les féodaux fidèles au « bon vieux droit ». A Berlin, Hardenberg espérait encore faire prévaloir ses vues. La *Burschenschaft* continua d'être tolérée dans la plupart des États.

L'Université de Giessen avait seule un petit groupe d'étudiants d'extrême-gauche, dominé par l'énergique personnalité de Karl Follen, un radical doctrinaire, partisan de la République, apôtre du tyrannicide et de la propagande par le fait. Ce furent peut-être ses enseignements qui, le 23 mars 1819, décidèrent Sand, un jeune étudiant en théologie, faible d'esprit,

à poignarder Kotzebue, l'écrivain connu comme informateur du tsar ; des centaines de lettres félicitèrent le meurtrier dont, peu après, un étudiant en pharmacie de Nassau tentait de renouveler le geste sur la personne du chef du gouvernement local. Ces deux crimes et cette exaltation juvénile fournirent à Metternich, en lui assurant le concours de la Prusse, l'occasion depuis longtemps attendue d'organiser une ligne des princes contre les révolutionnaires. Frédéric-Guillaume III vint le féliciter de sa clairvoyance et, tout en conservant Hardenberg comme ministre, écouta de plus en plus les avis de Wittgenstein, le porte-parole du parti féodal.

Le chancelier autrichien put alors convoquer les représentants des principaux États allemands à la conférence de Carlsbad (aujourd'hui Karlovy Vary) en août 1819 et faire adopter des résolutions que la Diète, oubliant sa lenteur accoutumée, transforma aussitôt en décrets fédéraux. L'approbation de la Grande-Bretagne obligea la Russie à laisser faire. La *Burschenschaft* et les sociétés de gymnastique inspirées par Jahn furent dissoutes ; des curateurs furent nommés pour surveiller les Universités, des censeurs pour museler la presse. Metternich eût voulu faire disparaître les constitutions dans l'Allemagne du sud ; ne pouvant aller si loin, il compléta du moins l'œuvre de Carlsbad par la conférence des princes allemands à Vienne (1820). Celle-ci publia un « acte final » qui, par une étrange contradiction, affirmait la souveraineté des princes, mais leur interdisait d'accorder aux peuples des libertés excessives ; il limitait surtout les attributions des Chambres et la publicité de leurs débats. Le roi de Wurtemberg, qui essayait de résister, se vit abandonné par son beau-frère Alexandre.

La conférence de Carlsbad avait aussi créé la commission fédérale de Mayence, chargée de faire une enquête « sur l'origine et les ramifications des menées révolutionnaires et des associations démagogiques ». Cette commission travailla plusieurs années sans arriver à découvrir des complots caractérisés ; mais les renseignements qu'elle recueillit sur les manifestations les plus anodines de la jeunesse libérale permirent aux divers États de les punir. La Prusse en particulier s'acharna contre les « démagogues » ; beaucoup de jeunes gens furent condamnés à douze ou quinze ans de forteresse ; Jahn fut emprisonné, Arndt perdit sa chaire à l'Université de Bonn, Gœrres dut se réfugier à Strasbourg. Ceux qui ne voulaient

point obéir formèrent des sociétés secrètes, mais sans élan et sans force ; d'autres passèrent à l'étranger.

II. — LES RÉVOLUTIONS DANS LA PÉNINSULE IBÉRIQUE (1815-1822)¹.

Si l'Allemagne était domptée en 1820, l'Espagne inspirait alors des craintes à tous les souverains, des espérances à tous les mécontents. Ferdinand VII, libéré par Napoléon, était rentré dans son royaume le 22 mars 1814, après avoir adressé aux Cortès des lettres évasives et bienveillantes. L'enthousiasme qui accueillit « le Bien-aimé », « le Longtemps-désiré », le décida bientôt à jeter le masque et à supprimer la constitution de 1812 ; il rétablit l'absolutisme, avec l'approbation des paysans, des moines, de toute la vieille Espagne, encore frémissante de sa lutte contre les innovations impies des Français. Mais la guerre avait fait naître un parti libéral, qui aimait la constitution de 1812 comme les libéraux de France aimèrent bientôt la Charte. Ce parti trouva des appuis dans les villes maritimes qui, pendant la crise, avaient eu l'occasion de se gouverner elles-mêmes, et chez beaucoup d'officiers qui venaient de mener une vie libre et glorieuse à la tête des guerillas. C'étaient là les anciens, les « hommes de 1812 », qui, ayant appris à connaître la vie politique, constituèrent le groupe des « modérés ». Le libéralisme vit aussi venir à lui les jeunes, grandis en plein tumulte, fanatiques de progrès, ignorant l'état réel de l'Espagne ; ce furent les « exaltés ».

Ferdinand s'entoura d'une basse camarilla qu'il était le premier à mépriser ; entre 1814 et 1820 il changea trente fois de ministres, condamnant presque toujours à l'exil ou à la prison les favoris disgraciés. Les libéraux pourchassés conspirèrent dès 1815, prirent les armes ; la répression fut si cruelle que les gouvernements de France et de Grande-Bretagne se

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Hermann Baumgarten, *Geschichte Spaniens* (Leipzig, 1865-1871, 3 vol. in-8°, dans la « Staatengeschichte der neuesten Zeit ») ; Hubbard, *Histoire contemporaine de l'Espagne*, t. I-IV (Paris, 1864-1879, in-8°), ouvrages encore indispensables. Il y a de bons résumés dans Butler Clarke, *Modern Spain, 1815-1898* (Cambridge, 1906, in-8°), et dans le chapitre rédigé par Rafael Altamira (jusqu'en 1845) pour la *Cambridge modern History*, t. X (Cambridge, 1906, in-8°), chap. VII. Voir aussi le marquis de Villa-Urrutia, *Fernando VII rey constitucional* (Madrid, 1922, in-8°), et surtout Jeronimo Becker, *Historia de las relaciones de España durante el siglo XIX*, t. I : 1800-1838 (Madrid, 1924, in-8°). — Sur le Portugal, le meilleur ouvrage est celui d'Oliveira Martins, *Portugal contemporaneo* (Lisbonne, 1881, 2 vol. in-8°), plusieurs fois réédité depuis avec de nombreuses corrections.

décidèrent à protester. Ferdinand s'en inquiéta peu, car l'envoyé du tsar, Tatistchev, un agitateur dans le genre de Pozzo di Borgo, lui promettait le concours sans réserve d'Alexandre.

Le souverain espagnol voulut profiter de ce concours pour soumettre les colonies d'Amérique. Il réunit à cet effet une armée de 20.000 hommes à Cadix. Mais les troupes étaient mal commandées, livrées à la paresse et au désordre ; à leurs yeux, l'envoi en Amérique équivalait à une déportation pénale. Travaillées par la propagande inlassable des libéraux qui remplissaient les loges maçonniques d'Andalousie, elles se laissèrent entraîner d'autant plus aisément que beaucoup de leurs officiers s'y étaient eux-mêmes fait admettre. Un de ceux-ci, Riego, donna le signal de la révolte le 1^{er} janvier 1820 ; sa tentative, après un échec initial, provoqua en fin de compte le soulèvement de la Corogne, puis d'autres villes qui, malgré l'opposition des campagnes, firent triompher la révolution. Ferdinand dut rétablir la constitution de 1812 ; il jura tout ce qu'on voulut. Un ministère formé de modérés rappela les bannis, libéra les prisonniers politiques et commença, d'accord avec les Cortès, les réformes urgentes.

Mais les deux partis extrêmes l'attaquèrent bientôt l'un et l'autre. A gauche les « exaltés », multipliant les manifestations théâtrales et violentes, surtout contre le clergé, créaient dans les séminaires des chaires dites « chaires de constitution », glorifiaient Riego, ce ridicule soudard grisé par son triomphe ; à droite le parti « apostolique », mené par le général des Franciscains, poussant les paysans à défendre le roi martyr, protestait contre les lois qui réduisaient le nombre des couvents et l'étendue des biens de mainmorte, favorisait enfin les « purs », qui organisaient à la frontière du nord un petit gouvernement contre-révolutionnaire, la Régence d'Urgel. Les élections de 1822 assurèrent la majorité aux « exaltés », et Riego, que le ministre de la guerre avait relevé de son commandement, fut choisi comme président par la nouvelle Chambre. En 1822 il apparaissait comme le maître de la situation. Il multipliait les mesures extrêmes, obligeant les modérés à désertier la vie politique, tandis que le roi, contraint à une politique de résistance passive, ne cédant que peu à peu, excitait sous main les émeutes, afin de gagner du temps et de laisser à la Sainte-Alliance le champ libre pour une intervention.

Au Portugal la situation de la royauté n'était pas moins incertaine. Le roi Jean VI, réfugié au Brésil pour échapper à

Napoléon, y était resté malgré la fin des guerres, laissant en Europe le pouvoir civil à une régence, le pouvoir militaire au général anglais Beresford. La régence avait voulu maintenir le despotisme et frapper durement les sociétés secrètes. Mais celles-ci virent venir à elles en masse les officiers, que les rigueurs de Beresford et l'arrogance dédaigneuse de son état-major anglais avaient profondément irrités. Beresford avait eu l'imprudence de partir pour le Brésil juste au moment où la révolution triomphait à Madrid ; quelques officiers soulevèrent les troupes à Porto, d'autres à Lisbonne (août 1820). Un gouvernement provisoire se forma, qui décida la convocation des Cortès et promit l'obéissance au roi, pourvu qu'il revînt en Europe ; mais en même temps les Cortès avaient rédigé une constitution sur le modèle espagnol. Acceptant le fait accompli, Jean VI venait enfin de rentrer à Lisbonne en 1821.

III. — LES RÉVOLUTIONS EN ITALIE (1815-1820)¹.

Le succès de la révolution espagnole produisit également son effet en Italie. Beaucoup d'Italiens s'irritaient depuis 1815 de voir l'Autriche dominer leur pays, les princes rétablir les privilèges de la noblesse et du clergé ; les mécontents se groupèrent dans les sociétés secrètes. Pendant des siècles Guelfes et Gibelins, Blancs et Noirs avaient conspiré les uns contre les autres dans les villes libres ; plus tard la franc-maçonnerie avait réveillé le goût pour les associations mystérieuses. Quelques-unes étaient antérieures à 1815 ; d'autres naquirent ensuite, avec des rites compliqués et des cérémonies dramatiques, faites pour impressionner les nouveaux membres. Parmi eux il y avait des agités, séduits par le mystère, mais incapables d'un effort sérieux et suivi ; des criminels, comme ceux qui fondèrent à Naples une association d'assassins ; des patriotes, résolus à braver tous les dangers pour faire triompher leur idéal généreux.

Chaque État possédait ses groupements particuliers, car

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. Luzio a renouvelé l'histoire de cette époque par de nombreuses publications érudites, énumérées à la suite de son livre, *Garibaldi. Cavour, Verdi* (Turin, 1924, in-16). On lui en doit encore plusieurs autres depuis, Comme tableau d'ensemble, voir Italo Raulich, *Storia del risorgimento politico d'Italia*, t. I (Bologne [1920], in-8°). Cf. A. Segre, *Vittorio Emmanuele I* (Turin, 1928, in-8°). On trouvera un bon résumé dans G. Bourgin, *La formation de l'unité italienne* (Paris, 1929, in-16, de la « Collection Armand Colin »).

l'idée de l'unité italienne, lancée par le roi Joachim en 1815, était encore peu comprise. La Fédération, au Piémont, voulut créer un État de la Haute-Italie, qui serait fédéré avec ceux de la péninsule. La Société des Guelfes, à Bologne, jura de lutter pour l'indépendance, pour la constitution. Le plus fameux groupement italien, la Charbonnerie napolitaine, quoiqu'il prétendît remonter au XI^e siècle, était beaucoup plus récent ; son nom, qui lui venait peut-être d'une association secrète de Franche-Comté, n'avait commencé à frapper l'attention qu'au temps de Murat. Hostile aux Français comme le *Tugend-Bund*, il se tourna ensuite comme lui contre la réaction absolutiste. Chaque société avait ainsi une organisation propre, mais en même temps était souvent en correspondance avec les sociétés analogues des autres pays ; à Genève, par exemple, le vieux Buonarroti, l'ancien compagnon de Babeuf, tout en donnant des leçons de musique, servait de lien entre les conspirateurs de ses deux patries, la France et l'Italie.

Ferdinand I^{er}, roi des Deux-Siciles, était le digne parent de Ferdinand VII d'Espagne. Sa proclamation de Messine (20 mai 1815) avait promis une amnistie générale ainsi que le maintien des réformes sociales des deux rois français. Mais lorsqu'il eut fait fusiller Murat sur la plage du Pizzo, il restaura le despotisme, l'inégalité, le pouvoir de l'Église ; la Sicile même perdit les libertés accordées par les Anglais. Le ministre de la police, Canosa, commit de telles violences que les représentants de l'Angleterre et de la Russie exigèrent son renvoi. Les favoris changeant sans cesse, inaugurant chacun une politique nouvelle, exaspéraient l'armée, où les officiers, divisés longtemps en deux clans rivaux, muratistes et bourboniens, se réconcilièrent dans une antipathie commune contre l'arbitraire. Les nouvelles d'Espagne firent hâter la prise d'armes, qui ne rencontra aucune résistance (juillet 1820) ; le général Pepe, devenu le chef du mouvement, trouva le roi prêt à faire tout ce qu'on lui demandait. Ici encore ce fut la constitution espagnole de 1812 qui servit de modèle.

Les événements de Naples causèrent une grande émotion dans toute l'Italie, mais nulle part autant qu'au Piémont. Le vieux roi Victor-Emmanuel I^{er}, longtemps réfugié en Sardaigne, était rentré à Turin en 1814 au milieu de l'enthousiasme général ; mais, pareil à l'électeur de Hesse, il voulut rétablir les choses au point où elles étaient avant le temps des Français. On vit donc reparaître l'arbitraire patriarcal,

les privilèges nobiliaires assurés par le droit d'aînesse, les couvents innombrables. La classe moyenne et les gentilshommes libéraux s'en fatiguèrent vite. Les patriotes étaient indulgents pour le vieux souverain, si fier devant l'Autriche ; mais ils mirent leurs espérances dans son cousin Charles-Albert, le jeune prince de Savoie-Carignan qui, élevé à Paris et à Genève en pleine vie moderne, critiquait la cour surannée de Turin avec une loquacité imprudente.

IV. — LES CONGRÈS DE TROPPEAU ET DE LAIBACH ET LA RÉACTION EN ITALIE (1820-1825)¹.

Metternich disait volontiers que l'Italie n'est qu'une expression géographique ; il la considérait comme dévolue tout entière au protectorat autrichien, malgré les résistances que pouvaient tenter la Sardaigne ou la papauté. L'Espagne et le Portugal étaient loin, isolés dans leur péninsule ; on pouvait attendre avant de s'occuper d'eux. Mais l'exemple de Naples était dangereux, même pour le royaume lombard-vénitien que la police signalait comme déjà contaminé par les sociétés secrètes. N'avait-on pas dû commencer dès 1819 des poursuites contre les *carbonari* vénitiens ? Castlereagh conseilla au chancelier autrichien d'agir vite et seul à Naples, en invoquant les intérêts de son empereur. Mais le grand diplomate voulait faire accepter par la Sainte-Alliance la responsabilité des opérations qu'il engagerait en Italie : c'était le plus sûr moyen de paralyser l'opposition traditionnelle de la France, et aussi d'obtenir qu'Alexandre fit cesser les intrigues des agents russes dans la péninsule. Avec le tsar tous les espoirs étaient permis, toutes les craintes aussi. Les deux principaux agents de sa politique extérieure étaient Nesselrode, un Allemand conservateur prêt à suivre Metternich, et Capodistrias, un Corfiote ami des chartes octroyées. Le maître écoutait leurs avis contradictoires, se réservant d'imposer sa volonté ; mais rien n'était plus changeant que cette volonté.

Cependant les faits, plus encore que les dissertations de Metter-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres indiqués p. 52, ajouter G. Bourgin, *Santa-Rosa et la France*, dans la *Revue historique*, t. CIII (1910), p. 307-316, et t. CIV (1910) p. 67-90 ; Romeo Manzoni, *Gli esuli italiani nella Svizzera* (Milan, 1923, in-8°) ; Ersilio Michel, *Esuli e cospiratori italiani in Corsica, 1815-1830* (Milan, 1925, in-12 ; extrait de l'*Archivio storico di Corsica*), intéressant aussi pour l'histoire administrative de la Corse.

nich sur le besoin de stabilité, commençaient à impressionner le tsar. Déjà inquiété en 1818 par les progrès des libéraux de France, en 1819 par l'assassinat de son fidèle Kotzebue, l'année 1820 lui apportait chaque jour une nouvelle désastreuse : en janvier, la révolution d'Espagne ; en février, l'assassinat du duc de Berry ; en mai, les troubles d'Allemagne, où était exécuté Sand, et d'Angleterre, où les conjurés de Cato Street étaient conduits au supplice ; en juillet, la révolution à Naples ; en août, la révolution à Lisbonne. Comment ne pas croire à la conspiration universelle dénoncée par Metternich, alors que les officiers de la garde impériale russe eux-mêmes semblaient donner des signes de mécontentement ? Alexandre accepta donc d'aller, en octobre 1820, au congrès de Troppau (aujourd'hui Opava) en Silésie causer avec ses alliés. Mais un de ceux-ci commençait à repousser l'action collective : Castlereagh déclara qu'un gouvernement parlementaire comme celui de Londres ne pouvait pas intervenir dans les affaires intérieures des autres États ni s'associer à des manifestes contre la « révolution » en général. Comme le procès de la reine paralysait alors le ministère tory, les trois autocrates se décidèrent à passer outre. Ils se mirent d'accord à Troppau et publièrent, le 19 novembre, un manifeste qui posait catégoriquement le principe d'intervention : « Les États faisant partie de l'alliance européenne qui auront subi dans la forme de leur régime intérieur une altération opérée par la révolte et dont les suites soient menaçantes pour d'autres États, cesseront, par là même, de faire partie de cette alliance... » Quand les États ainsi troublés « feront craindre à d'autres pays un danger imminent par leur proximité, et lorsque les puissances pourront exercer à leur égard une action efficace et bienfaisante, elles emploieront pour les ramener au sein de l'alliance, premièrement les démarches amicales, en second lieu une force coercitive, si l'emploi de cette force devenait indispensable ».

La France et l'Angleterre, qui avaient envoyé seulement des observateurs à Troppau, s'abstinrent de signer ce manifeste. Richelieu, pressé par les ultra-royalistes en France, finit par donner une adhésion assez vague. Castlereagh, au contraire, protesta nettement contre le principe d'intervention, déclarant que l'Angleterre ne pourrait l'admettre que si la politique d'un État menaçait l'ordre territorial établi par les derniers traités. Mais si le ministre anglais maintenait ainsi les traditions insulaires, ses lettres privées assuraient à Metternich une liberté

d'action complète contre les Napolitains. Le congrès s'était ajourné au mois de décembre, pour entendre le roi des Deux-Siciles appelé à Laibach (aujourd'hui Lioubliana), en Carniole. Alexandre y arriva plus enclin que jamais à la réaction, car il venait de rencontrer en Pologne une opposition inattendue ; il n'insista plus, comme à Troppau, afin d'obliger Ferdinand à promettre une charte, et Metternich put savourer l'humiliation de son ennemi Capodistrias. Le délégué du Saint-Siège, le cardinal Spina, fut le seul à combattre l'intervention. Quant à Ferdinand, qui, avant de quitter Naples, avait juré de défendre la constitution auprès des Alliés, il les supplia dès son arrivée à Laibach de l'aider à la supprimer. L'État napolitain était d'ailleurs bouleversé par les fantaisies anarchiques des *carbonari*, et la Sicile, négligée par eux, manifestait une fois encore ses aspirations séparatistes. L'armée autrichienne avança vers Naples, où tous prodiguaient les serments héroïques.

Les libéraux de Turin voulurent aider leurs amis du midi. Les officiers qui les dirigeaient invitèrent le prince Charles-Albert à prendre les armes. En présence de cette demande, celui-ci hésite, accepte, puis dès le lendemain reprend sa parole, trop tard néanmoins pour que le contre-ordre prévienne l'insurrection (mars 1821). Victor-Emmanuel abdique en faveur de son frère Charles-Félix et, en attendant son arrivée, confie la régence à Charles-Albert. Le jeune prince donne le pouvoir aux libéraux et promet au Piémont la constitution espagnole de 1812 ; puis, quelques jours après, il quitte brusquement Turin et va rejoindre les troupes loyalistes. Cette conduite changeante, sur les motifs de laquelle on discute encore aujourd'hui, explique la haine qu'inspira pendant plusieurs années aux libéraux « l'exécré Carignan ».

Dans les Deux-Siciles, les Autrichiens n'eurent qu'à paraître pour mettre en fuite l'armée napolitaine et rétablir l'absolutisme (mars 1821) ; dans le Piémont, unis aux troupes de Charles-Félix, ils battirent à Novare les soldats libéraux de Santa-Rosa (avril). Les trois souverains demeurés à Laibach proclamèrent, dans un nouveau manifeste, que « les changements utiles ou nécessaires dans la législation et dans l'administration des États ne doivent émaner que de la volonté libre, de l'impulsion réfléchie et éclairée de ceux que Dieu a rendus responsables du pouvoir ».

Alors ce fut la réaction dans toute l'Italie. La police autri-

chienne raffla les suspects dans le royaume lombard-vénitien ; un magistrat issu du Tyrol italien, Salvotti, sut habilement instruire leur procès en utilisant l'imprudencence et la loquacité des prévenus. Le chef des patriotes milanais, Confalonieri, qui lui-même parla beaucoup trop, fut ainsi trahi par ses coaccusés ; les juges le condamnèrent à mort ; l'empereur le gracia et le tint enfermé douze ans au Spielberg, la prison d'Olmütz qu'un autre condamné, Silvio Pellico, allait rendre célèbre par ses Mémoires. Le gouvernement de Vienne fut d'ailleurs moins cruel que ceux des princes italiens. La réaction napolitaine rappela par sa férocité celle de 1799 ; la société loyaliste des *calderari* put tout se permettre contre les hommes suspects de sympathie pour les *carbonari*. François I^{er}, qui succéda en 1825 à Ferdinand, continua les procès et les supplices. Les Bourbons de Naples trouvèrent un digne émule dans le duc de Modène, François IV, qui appela près de lui leur ancien ministre Canosa. Moins barbare à Turin, la répression fut quand même sévère : sur quatre-vingt-onze condamnés à mort, deux seulement furent exécutés, mais le tribunal extraordinaire institué par Charles-Félix condamna cinq cent vingt-trois libéraux à des peines diverses. L'État romain, quoique moins troublé, avait devancé les mesures de ses voisins.

Deux mille Italiens environ quittèrent la péninsule en 1821, suivis d'un millier dans les années suivantes. Où iraient tous ces émigrés ? Les voyages lointains étaient difficiles à cette époque ; les fugitifs gagnèrent les pays libres qui avoisinaient l'Italie. Naturellement la Suisse les attira d'abord. Mais la Sainte-Alliance, qui s'attribuait un protectorat collectif sur le pays, proclamé neutre par sa volonté, n'entendait pas le laisser devenir un lieu d'asile pour les révolutionnaires. Une note des trois autocrates (mai 1821) réclama l'expulsion des Piémontais et la surveillance des étrangers ; les cantons furent obligés d'obéir. Chassés de Suisse, les Italiens ne pouvaient guère compter sur la France de Villèle ; Santa-Rosa, venu à Paris, où Victor Cousin se lia d'amitié avec lui, fut bientôt, à la prière du gouvernement piémontais, interné à Alençon, puis à Bourges. Un département français, la Corse, attira beaucoup d'exilés parce qu'ils pouvaient s'y faire comprendre ; on en accepta un certain nombre, mais en exerçant une surveillance rigoureuse sur les débarquements comme sur leurs correspondances avec l'Italie. Les Pays-Bas étaient plus hospitaliers, leur presse plus libre ; ils reçurent quelques Italiens, Gioberti entre autres,

mais ils avaient à craindre, eux aussi, les admonestations de la Sainte-Alliance. L'Angleterre seule leur offrit un asile vraiment sûr : ils y émigrèrent en foule, malgré la répugnance que leur inspiraient son climat et sa langue. Beaucoup d'entre eux cependant, surtout parmi les officiers, préférèrent aller en Espagne offrir leurs services au ministère constitutionnel, et y furent rejoints en 1822 par quelques *carbonari* français.

V. — LE CONGRÈS DE VÉRONE, LA GUERRE D'ESPAGNE ET SES CONSÉQUENCES DANS L'EUROPE CENTRALE (1822-1825)¹.

Cet afflux d'émigrés acheva de décider les Alliés à la guerre. Depuis trois ans ils laissaient l'Espagne tranquille, bien que la position du roi y apparût de plus en plus précaire. Au début de juillet 1822 Ferdinand VII, contre lequel une émeute avait éclaté le 30 juin, était resté sept jours prisonnier des rebelles et n'avait obtenu sa liberté qu'en échange d'une promesse formelle de respecter la constitution. Les Alliés avaient suivi ces événements avec anxiété ; mais la situation géographique du pays le rendait peu dangereux. L'Angleterre, qui se réservait d'agir en Portugal, ne tolérerait pas que la France fît de même en Espagne ; l'Autriche était occupée en Allemagne et en Italie. Alexandre seul ne perdit jamais de vue le dessein d'étouffer le plus ancien foyer des révolutions de 1820 ; il offrit une armée qui ferait partie des forces européennes d'intervention ; mais l'Autriche ne tenait pas à voir les Russes passer par l'Italie. La question fut portée devant un nouveau congrès, réuni comme les deux autres dans une ville autrichienne, Vérone (octobre 1822).

La géographie assignait à la France, membre de la Sainte-Alliance, le même rôle en Espagne qu'à l'Autriche en Italie. Aussi la Grande-Bretagne envoya-t-elle Wellington à Vérone avec mission de combattre toute expédition qui fortifierait l'influence française. De son côté Villèle redoutait l'esprit de l'armée française, le patriotisme farouche des Espagnols, et craignait de compromettre son œuvre financière par les dépenses d'une expédition militaire. Mais beaucoup d'ultra-

¹ 1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres généraux indiqués p. 13 et à ceux qui ont été cités p. 50, ajouter Geoffroy de Grandmaison, *L'expédition d'Espagne en 1823* (Paris, 1928, in-16).

royalistes, moins timides que lui, montraient qu'il serait humiliant de laisser traverser la France par des troupes étrangères, qu'une intervention purement française profiterait au prestige des Bourbons. Deux ministres des affaires étrangères, Mathieu de Montmorency, plus tard Chateaubriand, délégués à Vérone pour maintenir la paix, se prononcèrent pour la guerre. Villèle dut céder à son parti, aussi bien qu'à l'impatience menaçante d'Alexandre. Wellington avait formulé la protestation anglaise ; toutefois il n'hésita point ensuite à fournir la consultation militaire que lui demandaient les autres diplomates. Metternich profita du congrès pour signifier ses volontés à l'Italie et pour morigéner de nouveau la Suisse. La note finale des trois souverains célébra encore une fois les bienfaits de l'Alliance, et pria rois et peuples d'éviter « les conséquences infaillibles de tout attentat contre les lois éternelles du monde moral ».

Comment allait tourner l'expédition ? Les uns pensaient que le pays qui avait tenu tête à Napoléon repousserait le duc d'Angoulême ; les autres, et ils étaient nombreux parmi les libéraux, croyaient que l'armée française, selon le conseil de Béranger, ferait demi-tour contre les Bourbons de Paris, au lieu d'aller se battre pour les Bourbons de Madrid. Ces prévisions furent démenties. Les premières troupes qui passaient la frontière tirèrent sur les réfugiés français et sur leur drapeau tricolore. En Espagne, les libéraux n'étaient qu'une minorité infime en face des foules paysannes dévouées aux moines et au monarque absolu. Ces foules accueillirent bien les Français, puisqu'ils venaient combattre les francs-maçons et les hérétiques ; les chefs libéraux, médiocres et divisés, laissèrent l'armée arriver à Madrid à peu près sans combat. Elle continua sa promenade militaire jusqu'aux murs de Cadix, où les Cortès avaient emmené le roi ; la prise du fort du Trocadéro, dans un assaut brillamment exécuté, supprima les dernières vellétés de résistance. Un fait montra que le désastre du libéralisme espagnol était celui du libéralisme européen : le prince de Carignan, Charles-Albert, prit part à l'attaque du Trocadéro pour se faire pardonner ses erreurs de 1821.

Ferdinand VII viola aussitôt les promesses qu'il avait faites à ses ministres constitutionnels au moment de son élargissement et poursuivit jusqu'à la fin de son règne une politique de vengeance et de répression. Après avoir confié quelques mois un pouvoir illimité à son confesseur, il trouva dans Calomarde l'homme d'action qui lui était nécessaire. Ce fils de fer-

mier, devenu un politicien habile, gagna la faveur du roi par sa passion contre les libéraux, conquît le ministère de la justice et put ainsi mener la réaction pendant dix ans. Elle avait commencé par des massacres populaires accomplis sous l'œil bienveillant des agents royaux ; le duc d'Angoulême, en essayant de les arrêter, souleva la colère de Ferdinand et de ses partisans espagnols et français. Puis les cours martiales instituées dans toutes les provinces multiplièrent les exécutions légales. L'amnistie de mai 1824, qui semblait mettre fin à cette nouvelle Terreur blanche, excepta quinze catégories de coupables, chacune très nombreuse. Plus nombreux encore étaient les suspects ; on leur fit des procès de « purification », où chacun dut rendre un compte détaillé de ses actes pendant la période constitutionnelle. Le moindre complot amenait une reprise de la persécution générale.

Le parti libéral fut écrasé si complètement que l'extrême droite acquit une puissance bientôt dangereuse pour le roi lui-même. Les « apostoliques » l'accusaient de tiédeur parce qu'il refusait de rétablir l'Inquisition ; la « Société de l'ange exterminateur », fondée par eux, mit son espoir en Carlos, le frère et l'héritier présomptif du roi. Eux aussi organisèrent des complots, en Catalogne surtout ; Ferdinand les punit d'une manière féroce, mais reprit en même temps la chasse aux libéraux pour ne pas être accusé de faire des concessions à l'esprit moderne.

Le Portugal avait suivi l'Espagne dans la révolution ; il l'imita dans la réaction. Le gouvernement constitutionnel, accepté par le roi Jean VI, était affaibli par la déclaration d'indépendance du Brésil sous son fils aîné don Pedro, par l'hostilité de la reine et de son second fils don Miguel. L'entrée de l'armée française en Espagne encouragea les contre-révolutionnaires ; avant même que la victoire du duc d'Angoulême fût complète, don Miguel prit les armes, entraîna une partie des troupes et fit une entrée victorieuse à Lisbonne (5 juin 1823), accompagné du faible Jean VI. La constitution fut supprimée, les libéraux traqués. Le roi, fidèle aux promesses qu'il avait faites, comptait remplacer la constitution par une charte ; don Miguel voulut s'y opposer par une nouvelle révolte, échoua et dut quitter le pays. Le Portugal devait demeurer dans une situation incertaine et troublée jusqu'à la mort de Jean VI (1826).

La victoire de la Sainte-Alliance dans le midi de l'Europe

renforça la réaction dans le centre. La Suisse, invitée une fois de plus à veiller sur les réfugiés, dut prendre de nouvelles mesures contre eux, d'autant plus qu'un groupe de patriciens, dirigé par Haller, le théoricien du traditionalisme, dénonçait aux souverains alliés l'indulgence dangereuse de certains cantons. Buonarroti avait envoyé un émissaire, Andryane, porter des papiers à Milan pour la société secrète des « Sublimes maîtres parfaits » ; lorsque Andryane emprisonné eut fait de copieuses révélations, Buonarroti fut expulsé de Genève et partit pour Bruxelles (1823). Karl Follen, chassé de son pays en 1820, avait pu occuper une chaire trois ans de suite à l'Université de Bâle et continuer, sans grand succès, ses efforts pour développer les sociétés secrètes en Allemagne ; en 1824, il dut quitter Bâle et fuir en Amérique. En Prusse, la mort de Hardenberg, qui avait encore assisté au congrès de Vérone, laissa le champ libre à Kamptz, directeur de la police. La persécution des démagogues reprit en 1823 ; le château de Köpenick, près de Berlin, devint aussi fameux que le Spielberg. Cent vingt étudiants, mis en forteresse, attendirent trois ans d'être jugés. Quant à la promesse de constitution faite par Frédéric-Guillaume III, elle fut définitivement tenue pour nulle ; on créa seulement dans les huit provinces des États provinciaux pourvus d'attributions insignifiantes. La loi qui les instituait fut louée par Haller comme « essentiellement antirévolutionnaires et restauratrice ». L'envoyé prussien à Lisbonne put citer l'exemple de son maître à Jean VI pour montrer comment un roi désavoue une promesse nuisible à son peuple.

Toute l'Allemagne suivait les mêmes voies que la Prusse. Les délégués des princes allemands, convoqués par Metternich dans son château de Johannisberg, sur le Rhin, préparèrent des décrets que la Diète promulgua en 1824 ; les décisions de Carlsbad furent renouvelées et les droits des Chambres dans l'Allemagne du sud subirent de nouvelles restrictions. Cette même année la police bavaroise avait arrêté (février 1824) Witt-Döring, un Danois autrefois mêlé à la vie des sociétés secrètes, et qui se donna comme un repent, résolu à servir désormais la cause de l'ordre. Ce personnage affirma que les libéraux français et allemands, espagnols et italiens, étaient tous menés ou surveillés, souvent à leur insu, par une autorité révolutionnaire centrale siégeant à Paris. Tous les gouvernements s'émurent : on tenait donc enfin le témoignage décisif, tant cherché par Metternich, sur l'existence du comité directeur

de Paris ! L'aventurier fut conduit à Berlin et à Vienne, où l'on voulait vérifier ses révélations, qui donnèrent peu de choses. Quelques mois plus tard Victor Cousin allait à Dresde ; la police parisienne lui délivra un passeport, mais en prévenant celle de Berlin que ce professeur libéral, ami de Santa-Rosa, était un homme dangereux. Cousin fut arrêté à Dresde (octobre 1824) et livré à la Prusse ; il fallut de nombreuses démarches pour obtenir sa mise en liberté.

L'Italie n'était pas moins surveillée. Toutes les polices y rivalisaient d'ardeur, mais celle de Milan et de Vérone éclipsait les autres par ses talents. Les renseignements fournis par elle servirent au cardinal Rivarola, l'impitoyable gouverneur que le pape avait envoyé en Romagne. Sa sentence du 31 août 1825 énuméra les sociétés secrètes de ce pays, qui visaient « au bouleversement de l'ordre social et de toute bonne institution pour sacrifier tout à l'ambition, à la vengeance, à la rapine, au pillage, à l'immoralité de toute espèce et à l'irréligion ». Suivaient les condamnations prononcées contre cinq cent treize personnes. A Naples on continuait à pourchasser les *carbonari* ; le roi fut plus dur encore en Sicile, où toute conspiration prenait un caractère séparatiste. Peu confiant dans ses sujets, le Bourbon de Naples voulut recourir à ces cantons suisses qui recommençaient à fournir aux Bourbons de Paris des soldats fidèles. Sa demande, appuyée par les grandes puissances, fut bien accueillie ; des capitulations furent signées, et depuis 1825 Naples eut sa garde suisse, destinée à tenir en bride les révolutionnaires.

VI. — L'ÉCRASEMENT DES RÉVOLUTIONNAIRES EN RUSSIE (1815-1825)¹.

C'était la conversion d'Alexandre qui avait permis à Metternich d'écraser le libéralisme. Cette conversion produisit également ses effets dans la politique intérieure de la Russie. Mais

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur le mouvement des idées au temps d'Alexandre, un des ouvrages russes les plus importants, quoique déjà ancien, est celui de Pypine, *Istoritcheskii otcherki. Obschestvennoïe lojienie pri Alexandre I* [Essais historiques, *Le mouvement social sous le règne d'Alexandre I^{er}*]. (Saint-Pétersbourg, 1871, in-8°). — Sur le règne d'Alexandre depuis 1815, il faut joindre à l'ouvrage (cité p. 5) de Waliszewski le tome I de Theodor Schiemann, *Geschichte Russlands unter Kaiser Nikolaus I* (Berlin, 1904, in-8°). Le tome II raconte le soulèvement de décembre. On peut lire aussi, en allemand, la traduction de l'ouvrage polonais très documenté de Kulczycki, *Geschichte der russischen Revolution*, t. I (Gotha, 1910, in-8°). En français, le *Monde slave* a consacré, le 12 décembre 1925, au « centenaire des décabristes », un numéro spécial, remarquable par ses études historiques et ses renseignements bibliographiques (à compléter par les numéros de janvier et de juin 1926). Beaucoup plus sommaire est

cela ne se fit point sans hésitations, sans brusques retours. Alexandre avait toujours été impulsif et changeant ; maintenant une névrose malade se développait chez lui, laissant ministres et ambassadeurs souvent incertains sur les décisions qu'il allait prendre. En 1819 encore son ancien favori, Novossiltsov, sur un ordre formel, prépara un projet de constitution auquel le tsar parut s'intéresser pendant deux ans ; d'autre part il annonçait fréquemment à sa famille l'intention d'abdiquer. Mais ces velléités aboutissaient toujours à un renforcement du despotisme.

Alexandre finit par accorder toute sa confiance à un autre de ses amis de jeunesse, le colonel Araktchév. Cette fois le tsar ne pouvait craindre, comme avec Spéransky, d'être mené par un homme d'un esprit supérieur au sien : fidèle instrument de l'autocratie, Araktchév acceptait les idées du maître, se réservant de choisir les meilleurs moyens de les appliquer. Président du comité des ministres, il devint le seul intermédiaire entre eux et l'empereur ; travailleur acharné, passionné pour le détail, d'un formalisme outré, le « dragon » s'occupa de tout, sauf de la politique extérieure, à propos de laquelle on ne le consultait jamais. Rien ne contribua plus à consolider sa faveur que l'organisation des colonies militaires. C'était une des grandes pensées d'Alexandre : ces colonies où les paysans logeraient les soldats allaient assurer aux premiers l'exemption de l'impôt et du service militaire, aux seconds les avantages de la vie de famille. En réalité ce furent de véritables bagnes : les paysans, astreints à l'uniforme, aux exercices militaires, à des occupations réglées heure par heure, furent aussi mécontents que les soldats, obligés de cultiver le sol pour leurs hôtes. Il y eut plusieurs émeutes ; Araktchév les repréma sans pitié.

La tolérance religieuse que le tsar avait si longtemps pratiquée fit place à des rigueurs contre les ennemis de l'orthodoxie. Les jésuites furent chassés de Saint-Pétersbourg, puis de toute la Russie. Les protestants s'étaient réjouis de la faveur témoignée par Alexandre aux sociétés bibliques ; cette faveur

¹ le récit de Bienstock, *Histoire du mouvement révolutionnaire en Russie*, t. I (Paris, 1920, in-8°). En russe, le gouvernement des Soviets a patronné une grande publication, sous la direction de Pokrovsky, de tous les documents, judiciaires et autres, se rapportant aux décembristes, *Vostanié diécabristov (Insurrection décembriste)* ; les t. I, V et VIII ont paru les premiers (Moscou, 1925-1927, in-8°). Comme livres de vulgarisation dus à des Russes on peut citer la traduction du manuel élémentaire de Platonov, *Histoire de Russie* (Paris, 1929, in-8°), celle des essais intéressants de G. Tchoulkov, *Les derniers tsars autocrates* (Paris, 1928, in-8°), et l'ouvrage anecdotique de Brian-Chaninov, *Histoire de Russie* (Paris, 1929, in-12).

prit fin, à la grande satisfaction de Metternich. L'ancien élève de Laharpe en vint à subir l'influence d'un moine fanatique, ascète convaincu et farouche, Photius ; c'est lui qui décida le tsar à congédier un « impie » tout dévoué à son maître, le prince Galitsyne, ministre de l'instruction publique. La masse du peuple russe accepta sans murmure le retour aux anciens errements ; une partie de la classe élevée l'approuva, car la glorieuse résistance de 1812, les victoires de 1813 et de 1814 avaient éveillé un orgueil national très vif, joint au désir d'admirer en bloc tout ce qui accusait l'originalité de la Russie, tout ce qui la distinguait de l'Europe.

Mais des idées contraires s'infiltraient dans quelques groupes d'officiers qui avaient connu le *Tugend-Bund* en Allemagne et pris contact avec la France. Le libéralisme du tsar leur donna des espérances pendant plusieurs années ; le souverain qui octroyait une constitution à la Pologne pourrait-il faire moins pour son peuple fidèle ? Aussi les premières sociétés, l'« Union de la délivrance », l'« Union du bonheur », avaient-elles un programme surtout moral et humanitaire, analogue à celui de la *Burschenschaft* à ses débuts. Cependant leurs membres suivaient avec intérêt la vie des peuples libres. « Il n'y a guère d'officiers de la garde », écrivait l'ambassadeur français en 1820, « qui ne lisent et ne relisent les œuvres de Benjamin Constant, et qui ne croient les comprendre. Nos débats parlementaires les occupent autant que si leurs intérêts mêmes s'y discutaient ».

Quand les espérances mises dans le tsar libéral furent déçues, quand le régime d'Araktchéev sévit dans toute sa brutalité, un esprit nouveau anima les sociétés d'officiers. La mort du duc de Berry et le soulèvement de Naples donnèrent lieu, d'après un témoin prussien, à des propos « qu'un *carbonaro* déclaré oserait à peine tenir ». N'étaient-ils point aussi capables d'agir que les officiers espagnols ou italiens ? Certains d'entre eux connaissaient personnellement les révolutionnaires étrangers : deux des futurs décembristes fréquentèrent à Paris les *carbonari* français. Lorsque le tsar, en 1822, eut interdit, contrairement à sa politique antérieure, les loges maçonniques et les groupements constitués à leur image, les nouvelles sociétés secrètes formèrent des projets nettement révolutionnaires. Parmi les meneurs se distinguaient les princes Troubetskoï et Volkonsky, les deux frères Mouraviev-Apostol, le colonel Pestel, qui paraît avoir été le plus intelligent et le plus énergique

des conspirateurs. Composées chacune d'un petit nombre de membres, souvent dissoutes et refaites, elles entrèrent en rapports les unes avec les autres et se répartirent en deux groupes, l'« Alliance du nord » à Saint-Petersbourg et l'« Alliance du sud » à Toultchine.

Ces deux fédérations n'avaient ni un programme commun, ni même un programme bien défini. Les uns, Pestel surtout, réclamaient une république, les autres se contentaient de la monarchie constitutionnelle ; certains voulaient s'appuyer sur le peuple pour accomplir la révolution, d'autres le jugeaient trop arriéré, trop ignorant pour qu'il fût possible de compter sur lui. Quelques-uns, désirant la liberté pour tous, entendaient affranchir les peuples allogènes et nouèrent des relations avec les sociétés secrètes polonaises ; d'autres comptaient russifier, dans une république libre, les peuples qui avaient jusqu'alors maintenu leur individualité. Les papiers laissés par les décebristes montrent l'incertitude et la variété de leurs projets. Ils admirent tout à tour les assemblées russes du moyen âge, les franchises de Novgorod la Grande, et la constitution espagnole de 1812 ou la Charte française ; ils décidèrent l'émancipation des paysans et discutèrent sur la quantité de terres qu'il faudrait donner aux serfs devenus libres. Une grande fierté nationale, qui annonce parfois le chauvinisme des slavophiles, porte la plupart à écarter les Allemands, si nombreux jusque-là parmi les fonctionnaires. Utopies d'idéalistes ignorants des faits, bavardages sans fin d'orientaux, vaines espérances d'hommes riches et nobles vivant loin du peuple, toutes ces erreurs allaient de pair avec une grande générosité, un patriotisme ardent, joint au désir de voir les nations libres fraterniser entre elles.

Ils purent discuter et comploter longtemps sans être punis. Alexandre laissa vivre les sociétés secrètes, malgré une interdiction générale et platonique, malgré les avis précis qu'il recevait sur leurs projets ; on ne sait pas s'il les considéra comme insignifiantes ou si, persuadé de leur puissance, il n'osa risquer son trône et sa vie en essayant de les détruire. Les conspirateurs se demandèrent plusieurs fois s'ils lui feraient subir le sort de Paul I^{er}. Un jour un officier de la garde nouvellement initié offrit d'aller aussitôt l'égorger ; ses compagnons troublés ajournèrent la décision, mais on apprit soudain que, parti pour un voyage dans le midi, le tsar était mort à Taganrog, le 19 novembre 1825.

Les révolutionnaires n'avaient rien préparé en vue de cette éventualité, mais un répit leur fut laissé par les circonstances. L'héritier présomptif d'Alexandre était son frère Constantin, commandant de l'armée polonaise ; ce personnage bizarre, conscient de son incapacité, avait depuis plusieurs années renoncé à la couronne au profit de son frère cadet Nicolas. Cette renonciation était demeurée secrète ; Alexandre s'était borné à l'annoncer et à l'approuver dans des plis scellés remis au Conseil d'État, au Sénat et au Saint-Synode. Quand Alexandre fut mort, Nicolas fit proclamer Constantin empereur, ne voulant prendre le pouvoir qu'après une renonciation nouvelle et publique de l'héritier légitime ; aucune des trois assemblées n'eut le courage de s'opposer à une décision qui avait le tort de laisser le champ libre aux révolutionnaires. Ils ne manquèrent point d'en profiter.

Un temps précieux fut, en effet, perdu en pourparlers avec Constantin, dont on ne put obtenir, en fin de compte, qu'une déclaration écrite de désistement. Le trône resta ainsi vacant plusieurs semaines, que les extrémistes mirent à profit. Ils devinaient qu'une fois empereur Nicolas montrerait moins d'indulgence pour eux que son prédécesseur et décidèrent d'agir en décembre 1825 ; d'où le nom de « décembristes » qu'on leur donna. Mais l'esprit pratique leur manquait. Tout en préparant un manifeste que le Sénat devait publier au lendemain de la révolution, ils négligèrent de s'assurer des appuis pour le jour de la bataille. Ces officiers n'avaient pas songé à gagner leurs soldats ; ces amis du peuple cachaient au peuple tous les projets de réformes qui auraient pu le séduire. En outre l'un d'eux, libéral sincère, mais qui aimait Nicolas, crut devoir lui écrire pour l'inviter à renoncer au trône afin de sauver sa vie, et il le mit par là involontairement sur la trace de la conspiration.

Le 26 décembre (14 décembre, vieux style) au matin, les troupes de la capitale étaient réunies pour prêter serment au nouvel empereur ; les officiers conjurés les harangèrent. On les trompait, leur dirent-ils ; Nicolas n'était qu'un usurpateur ; la couronne devait revenir à Constantin ; et aux cris de « Vive Constantin ! Vive la Constitution ! », les orateurs tentent d'entraîner la troupe. Quelques soldats répètent les acclamations poussées par leurs officiers, croyant, semble-t-il, que la Constitution était la femme de Constantin. Le commandant de la garde, Miloradovitch, qui veut arrêter la rébellion, est

tué d'une balle ; la foule paraît sympathique aux révoltés, qui entraînent plusieurs bataillons. Mais les chefs agissent mollement, sans mettre la main sur le nouvel empereur demeuré un instant à leur merci. Au bout de quelques heures ils sont enveloppés, attaqués, vaincus.

Nicolas mena lui-même l'enquête contre les coupables. Il connaissait beaucoup de conspirateurs et sut, en les interrogeant, déployer son art de séduire et de feindre. De nombreux aveux furent ainsi obtenus, qui permirent au grand tribunal constitué par le tsar de frapper les membres notables de toutes les sociétés secrètes. Celles du midi avaient tenté aussi une révolte un peu mieux conduite, mais bientôt étouffée. Cinq des meneurs les plus compromis furent pendus et moururent avec courage ; les autres furent condamnés à des peines variées, depuis les travaux forcés à perpétuité jusqu'au simple internement en Sibérie. Deux princesses donnèrent l'exemple du dévouement conjugal en tenant à suivre leurs maris dans cet exil. Cette poignée de novateurs généreux et naïfs disparut sans bruit, à peu près ignorée du peuple, mais laissant un souvenir profond à « l'intelligence » libérale de Pétersbourg et de Moscou. Leur échec, après celui des révolutionnaires d'Occident sur lesquels ils avaient pris modèle, compléta la série des triomphes remportés par la Sainte-Alliance d'un bout à l'autre de l'Europe.

CHAPITRE IV

LA DÉCADENCE DE LA SAINTE-ALLIANCE ¹

Les événements survenus depuis 1815 avaient démontré que rien ne pouvait résister à l'union des cinq grandes puissances ; le libéralisme ne leur opposait que des groupes sans force, plus agités qu'énergiques. Mais des divisions naquirent entre elles à propos de deux régions que le congrès de Vienne avait laissées de côté, la péninsule des Balkans et l'Amérique latine ; en face de l'esprit de 1815 un esprit nouveau apparut, qui prépara la ruine de la Sainte-Alliance.

I. — CANNING ET MONROE (1822-1825)².

Le principal artisan de cette ruine fut Georges Canning. Ce brillant élève de Pitt appartenait depuis ses débuts au groupe tory ; mais une indocilité trop marquée, surtout l'antipathie qui existait entre lui et Castlereagh, l'avaient empêché pendant longtemps d'y prendre une des premières places. Personne cependant n'ignorait sa valeur. Lord Liverpool, qui avait l'art

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Aux ouvrages de S. Charléty sur la France (cité p. 39), de Spencer Walpole et de Halévy sur l'Angleterre (cités p. 32), de H. von Srbik sur Metternich (p. 5), de Schiemann sur Nicolas I^{er} (p. 62), il faut ajouter Harold Temperley, *The foreign policy of Canning* (Londres, 1925, in-8°), où le sujet est renouvelé par l'emploi des documents tirés des archives de Londres, de Paris et de Vienne. Joignons-y Edouard Driault et Michel Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce, de 1821 à nos jours* (Paris, 1925-1926, 5 vol. in-8°), t. 1^{er}, de 1821 à 1830 (par Ed. Driault), qui met en œuvre de nombreux documents inédits, en particulier ceux des archives du ministère des affaires étrangères à Athènes.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres cités dans la note précédente il faut ajouter surtout l'ouvrage de Dexter Perkins, *The Monroe doctrine, 1823-1826* (Cambridge, 1927, in-8°, vol. XXIX des « Harvard Historical Studies »). La note bibliographique, très importante, placée à la fin de ce livre, indique les principaux articles de revues, surtout celui de Perkins, *Europe and Spanish America and the Monroe doctrine*, dans l'*American historical Review*, t. XXVII (1922), p. 207-248 ; et ceux de Harold Temperley, *Canning, Wellington and George the Fourth*, dans l'*English historical Review*, t. XXXVIII (1923), p. 206-225, et *French designs on Spanish America*, dans la même revue, t. XL (1925), p. 34-53. Temperley croit aux projets d'intervention armée de la France en Amérique, Perkins n'y croit pas.

de renouveler son cabinet en y faisant entrer des hommes de talent, comprit après la mort de Castlereagh (1822) que Georges Canning était seul capable de le remplacer à la fois comme leader conservateur à la Chambre des Communes et comme ministre des affaires étrangères. Il surmonta les répugnances des vieux tories ; plus gênantes étaient celles du roi, qui, à cette époque, essayait encore de sauvegarder quelques débris de son pouvoir personnel et qui, par surcroît, ne pardonnait point à Canning d'avoir donné sa démission pour affirmer son attachement à la reine lors du fameux procès. La volonté de Liverpool finit par l'emporter : Canning entra dans le cabinet avec plusieurs de ses amis, les « Canningites ».

On a longtemps présenté Canning comme l'antithèse vivante de Castlereagh : après le ministre conservateur, attaché à la Sainte-Alliance, partisan de toutes les réactions, serait venu le ministre libéral, ennemi de la Sainte-Alliance, protecteur des peuples qui voulaient s'affranchir. Cette conception est dépourvue de vérité. Les deux ministres furent des réalistes, avant tout défenseurs des intérêts de leur pays, aussi peu enclins l'un que l'autre à soutenir une doctrine générale et absolue pour l'imposer à tous les gouvernements ; fondant l'un comme l'autre leur politique sur le maintien des traités de 1815, ils étaient résolus pareillement à n'intervenir dans les affaires d'autrui que si l'Angleterre y trouvait un avantage. Nous avons vu Castlereagh commencer en 1820 à se détourner de la Sainte-Alliance, puis formuler des protestations très nettes contre les principes de Troppau et de Laibach : il préparait ainsi les manifestes de Canning en faveur du principe de non-intervention. Dès 1818 Castlereagh refusa de traiter à Aix-la-Chapelle la question américaine ; en 1820 il s'efforça d'écarter de la péninsule ibérique les armées européennes, l'armée française surtout. C'est déjà la politique de Canning. Cette politique, les deux hommes la pratiquèrent et la défendirent de façons très différentes. Castlereagh fut jusqu'au bout attaché à l'Alliance qu'il avait fondée ; Metternich et Hardenberg, Alexandre I^{er} lui-même, restèrent jusqu'au bout pour lui les camarades avec qui on avait mené le bon combat contre Napoléon ; et ce tory de la vieille roche n'imaginait pas qu'il pût exister un gouvernement « respectable » qui ne serait pas une monarchie. Canning, demeuré hors du ministère de 1812 à 1815, n'avait point de ces souvenirs de guerre. La Sainte-Alliance ne lui inspirait aucun attachement sentimental ;

le système des conférences, qui plaisait à son prédécesseur, lui parut détestable dès qu'une majorité s'y dessina contre la politique anglaise ; enfin, n'ayant pas les préjugés de Castlereagh, il croyait qu'une république respectueuse de ses obligations diplomatiques avait droit aux mêmes égards qu'une monarchie.

Les deux hommes étaient aussi très différents de goûts, de sentiments et d'allures. Castlereagh, froid et réservé, n'aimait pas la publicité ; quand il défendait sa politique devant les Communes, il ne produisait que les documents indispensables, et ne s'inquiétait à aucun degré de l'opinion publique en dehors du Parlement. Canning, brillant, exubérant, assez porté au *bluff*, soignait sa popularité. Il en avait besoin, car le roi et son entourage continuaient à se méfier de lui et, pour plusieurs de ses collègues du ministère, Canning était un « jacobin », comme Hardenberg aux yeux des féodaux prussiens ; les lords tories méprisaient ce parvenu, cet Irlandais fils d'une actrice. Aussi cherchait-il des appuis au dehors. De là ces déclarations éclatantes qui, au grand déplaisir de ses collègues, soulevèrent l'enthousiasme du peuple britannique et des libéraux du monde entier.

Il prit le pouvoir dans des circonstances qui paraissaient déjà très inquiétantes à son prédécesseur : le congrès de Vérone allait s'ouvrir et décider de l'intervention en Espagne. L'Angleterre, qui se souvenait du Pacte de famille et de la guerre péninsulaire, craignait de voir l'influence française dominer en Espagne. Quand le congrès eut passé outre à ses protestations, quand la France eut pris les armes, Canning essaya vainement de l'arrêter ; ses discours du 14 et du 28 avril 1823, prononcés quand l'offensive française était déjà engagée, témoignèrent d'une colère impuissante. Georges IV d'ailleurs confiait aux ambassadeurs d'Autriche et de Russie son désaccord avec le ministre. Canning dut assister les bras croisés à la facile victoire du duc d'Angoulême.

Il voulut prendre sa revanche en Amérique, où les colons espagnols avaient secoué le joug de la métropole¹. Depuis dix ans déjà cette révolution était pour l'Angleterre la source de profits considérables : son commerce avait bénéficié de la suppression des barrières opposées par l'ancien régime, de l'autre côté de l'Atlantique, aux produits étrangers ; chance inespérée

1. Voir ci-dessous livre VI chap. III, p. 536.

pour l'industrie britannique, au moment où le continent européen se hérissait de tarifs douaniers. Aux grandes puissances continentales, au tsar surtout, qui, conformément aux principes de la Sainte-Alliance, réclamait une intervention collective pour rendre les colonies à leur souverain légitime, Castlereagh avait en 1817 dans un mémorandum, puis oralement, lors du congrès d'Aix-la-Chapelle, répondu par une énergique fin de non-recevoir. Il s'était même, peu après, montré disposé à reconnaître les nouveaux États de l'Amérique latine et à nouer des relations officielles avec eux, pourvu qu'ils consentissent à se donner un régime monarchique. Cette dernière condition fut abandonnée par Canning. Député de Liverpool aux Communes, il comprenait l'importance du nouveau marché ouvert au commerce anglais. Après la victoire des Français en Espagne, le danger d'une action européenne en Amérique lui parut d'autant plus pressant que Wellington déclarait le succès possible pour les envahisseurs. Canning voulut prévenir ce danger par une entente avec les États-Unis.

Ceux-ci avaient dès le premier jour approuvé chaudement la révolte des colonies espagnoles : intérêt commercial, sentiment de l'indépendance américaine, mépris pour leur voisine l'Espagne, tout les y poussait. Après 1815 le gouvernement américain avait conservé quelque temps une attitude prudente, se tenant au courant des projets d'intervention européenne sans les prendre au sérieux. Le président Monroe avait choisi un secrétaire d'État intelligent et actif, John Quincy Adams, qui veillait à maintenir l'indépendance de la politique américaine ; en 1818 Adams opposa un refus poli au tsar qui invitait la grande république à entrer dans la Sainte-Alliance. En même temps Adams et Monroe, qui négociaient alors avec l'Espagne la cession de la Floride, s'étaient efforcés de calmer l'impatience du Congrès, pressé de voir admettre les nouveaux États. Mais le traité de cession une fois ratifié (1821), le gouvernement de Washington, se trouvant libre, avait en 1822 reconnu officiellement les nouvelles républiques.

Cette reconnaissance avait déplu aux puissances continentales d'Europe, mais elles étaient trop indifférentes aux choses d'Amérique, trop absorbées par les affaires du Vieux Monde pour manifester beaucoup de mauvaise humeur. En revanche, Canning vit là en 1823 une excellente occasion de s'assurer le concours des États-Unis ; peut-être aussi espérait-il ainsi les détourner du projet qu'on leur attribuait depuis quelque temps

d'occuper brusquement Cuba. En août 1823 il entama des conversations avec Rush, le ministre des États-Unis à Londres, sur la possibilité d'une entente, au moins d'un manifeste commun contre l'intervention de la Sainte-Alliance ; il insista d'autant plus que Paris annonçait les préparatifs d'un congrès destiné à traiter la question des colonies espagnoles.

Monroe consulta ses prédécesseurs, Jefferson et Madison, qui l'engagèrent à se prononcer publiquement. « Tandis que l'Europe, lui écrivait Jefferson, travaille à devenir le séjour du despotisme, notre effort doit être de faire de notre hémisphère le séjour de la liberté. » Mais Adams n'entendait point se mettre à la remorque de la Grande-Bretagne ; il lui fut facile de répondre à Londres, comme l'avait déjà fait Rush, que l'Angleterre devait avant tout, à l'exemple des États-Unis, reconnaître officiellement les nouvelles républiques. Or, Canning ne parvenait pas à y décider ses collègues du ministère, et Georges IV s'inquiétait à l'idée qu'un pareil honneur fait aux insurgés du Nouveau Monde pourrait être un encouragement à ceux d'Irlande. Le président Monroe d'ailleurs était sous l'impression d'un oukase publié en 1821 par le tsar pour réserver aux vaisseaux russes le monopole du commerce et de la navigation sur la côte nord-est du Pacifique jusqu'au 51^e degré de latitude nord. Il adressa, le 2 décembre 1823, au Congrès le célèbre message si souvent rappelé depuis sous le nom de « doctrine de Monroe ». Les puissances européennes, disait-il, ne doivent pas essayer « d'étendre leur influence sur n'importe quelle partie des Amériques » :

Nous ne sommes jamais intervenus et n'interviendrons jamais dans les questions intéressant les colonies et dépendances actuelles d'une puissance européenne. Mais à l'égard des gouvernements qui ont proclamé et maintenu leur indépendance, indépendance que nous avons reconnue après mûr examen et pour des raisons de justice, nous ne saurions admettre aucune entremise de puissance européenne, pour les opprimer ou disposer de leur destinée en quelque façon que ce soit. Nous y verrions la preuve de dispositions inamicales contre les États-Unis.

Faisant allusion aux projets du tsar sur la Californie, le message disait encore :

Les continents américains ayant conquis leur autonomie, leur indépendance, et prétendant la maintenir, ne doivent plus être à

l'avenir présumés susceptibles de devenir jamais colonies d'une puissance européenne quelconque.

Ainsi le premier défi jeté à la Sainte-Alliance par un État organisé vint du Nouveau Monde. Le message fut loué par les principaux journaux anglais et glorifié devant les Communes par Brougham ; en France il obtint les éloges de Lafayette et des libéraux. Les gouvernements de la Sainte-Alliance en furent naturellement mécontents ; mais aucun ne le prit assez au sérieux pour avoir l'idée de protester. Canning se déclara satisfait, non sans regretter que les États-Unis eussent refusé de concerter leur action avec la Grande-Bretagne.

Canning n'était d'ailleurs pas resté inactif ; avant l'apparition du message il avait eu, en octobre 1823, des entretiens prolongés avec l'ambassadeur de France à Londres, Polignac, et lui avait laissé entendre que, si l'on voulait employer la force contre les colonies espagnoles, la Grande-Bretagne aurait « à consulter ses intérêts ». Le gouvernement français avait fait répondre qu'il était, pour sa part, décidé à ne pas intervenir militairement en Amérique, et les entretiens de Londres avaient été résumés dans un mémorandum demeuré secret. En mars 1824 Canning, par une de ces audaces qui scandalisaient les diplomates, publia le mémorandum pour montrer qu'avant Monroe il avait pris l'initiative d'une intervention en faveur de l'Amérique latine, et parla au ministère de se retirer si l'on sacrifiait les intérêts du commerce britannique à des scrupules surannés. Les événements plaidaient pour lui ; la victoire d'Ayacucho, remportée par Sucre le 9 décembre 1824 donnait le coup décisif au pouvoir de l'Espagne en Amérique¹. Les trois pays qui faisaient figure d'États réguliers, la Colombie, le Mexique et la République Argentine, obtinrent la reconnaissance officielle de la Grande-Bretagne en janvier 1825. Canning allait bientôt dire fièrement, et non sans hyperbole, aux Communes : « J'ai appelé le Nouveau Monde à l'existence pour redresser l'équilibre de l'Ancien. »

II. — *L'INTERVENTION DE CANNING AU PORTUGAL (1826)*².

L'Espagne était ainsi punie d'avoir fait appel aux armes de la

1. Voir ci-dessous, livre VI, chap. III, p. 533.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Oliveira Martins, *ouv.* cité p. 50.

France. Quant au Portugal, aucun ministre anglais ne voulait y admettre une influence rivale de celle de la Grande-Bretagne. Le ministère absolutiste formé à Lisbonne en 1823 était composé pour partie d'amis de la France, pour partie d'amis de l'Angleterre. Les premiers songèrent, afin de rétablir l'ordre sans cesse troublé, à appeler des troupes françaises d'Espagne ; aussitôt Canning promit aux seconds, avec l'assentiment de Georges IV, l'envoi de troupes hanovriennes, et il ne s'abstint que moyennant la promesse écrite, donnée par le gouvernement français, de ne pas faire entrer ses soldats au Portugal. Les ministres francophiles durent quitter le pouvoir. Canning usa de son autorité à Lisbonne pour compléter la libération de l'Amérique du Sud ; il obtint la conclusion entre le Portugal et le Brésil d'un traité par lequel la métropole reconnaissait l'indépendance de son ancienne colonie (1825).

Le Portugal était un protégé assez gênant, sans cesse agité par des émeutes. A la mort de Jean VI (1826), Pedro, voulant rester empereur du Brésil, renonça au trône de Portugal au profit de sa fille Maria ; sa sœur devait exercer la régence jusqu'à la majorité de cette petite reine de sept ans, qui fut immédiatement fiancée à Miguel. Mais on savait que celui-ci, un jeune homme de vingt-quatre ans, cher aux absolutistes, ne voulait pas attendre aussi longtemps le pouvoir et que Ferdinand VII l'encourageait à l'action. A la fin de 1826, il fallut que Canning fit mine d'embarquer des troupes à destination de Lisbonne pour empêcher le gouvernement espagnol d'envahir le Portugal.

Lorsqu'un débat sur ce sujet s'engagea devant les Communes, Canning invoqua la politique traditionnelle de son pays envers le Portugal, mais se posa aussi en champion du libéralisme. Il avait dû, à l'entendre, prendre la défense de la liberté contre l'autocratie, maîtresse de l'Espagne. Si la guerre éclate, ajoutait-il, si la Grande-Bretagne y est entraînée, « je crains qu'elle ne puisse éviter de voir se ranger sous ses drapeaux tous les agités et les mécontents des nations avec lesquelles elle se trouvera aux prises ». « C'est quelque peu inquiétant pour l'Angleterre », continuait-il : « autre chose est d'avoir la force d'un géant et de vouloir en user comme un géant. » Ceux qui, des deux côtés, professaient des doctrines violentes et exagérées devaient reconnaître enfin que leur intérêt n'était pas d'avoir l'Angleterre contre eux.

Le discours de Canning souleva les applaudissements cha-

leureux de la Chambre, des whigs plus encore que des Tories. On comprend que Metternich ait dénoncé le ministre anglais comme l'esprit du mal. Celui-ci n'était pas en reste avec lui : dans une lettre privée il parlait du chancelier autrichien comme « du plus grand coquin, du plus grand menteur qui existât sur le continent, et peut-être dans le monde entier ». Où était l'amitié qui unissait Castlereagh et Metternich ?

III. — L'ÉCHEC DE LA RÉACTION EN ANGLETERRE (1822-1829)¹.

Un esprit nouveau se faisait sentir également dans la politique intérieure du Royaume-Uni. Après quelques années de réaction, le gouvernement et les Chambres commencèrent à examiner des réformes qui trouvaient des partisans dans les groupes les plus divers. Les plus ardents furent les « radicaux » ; ce mot cessa d'être synonyme de malfaiteur et d'anarchiste. Le grand théoricien du radicalisme, Bentham, longtemps inconnu et suspect, acquérait à l'étranger une réputation qui lui valut, par contre-coup, l'estime de ses compatriotes. Son livre de 1820, *Radicalism not dangerous*, affirme l'existence d'un radicalisme bourgeois, philosophique, tout différent du communisme perturbateur. Ses idées furent défendues au Parlement par Hume, le protecteur des classes ouvrières, et par Francis Burdett, le démocrate opulent que la circonscription de Westminster était fière de posséder. À côté des radicaux les whigs, si longtemps affaiblis par leurs divisions, allaient trouver enfin à la Chambre des Communes un défenseur de premier ordre ; c'était le fils d'un des plus grands seigneurs du royaume, lord John Russell, à la fois éloquent, actif et « respectable ».

Dans le gouvernement, l'esprit de réforme avait pénétré avec le groupe des « Canningites ». C'étaient surtout des économistes, Robinson, chancelier de l'Échiquier, et Huskisson, président du *Board of Trade* ; ils s'attaquèrent aux pratiques pro-

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages cités p. 32 et 35, ajouter Élie Halévy, *La formation du radicalisme philosophique* (Paris, 1901-1904, 3 vol. in-8°) ; Leslie Stephen, *The English Utilitarians* (Londres, 1912, 3 vol. in-8°). — Sur les divisions entre catholiques anglais et irlandais, voir Mgr Ward, *The eve of catholic emancipation, 1803-1829* (Londres, 1911, 3 vol. in-8°). Cf. Paul Thurcau-Dangin, *La renaissance catholique en Angleterre au XIX^e siècle*, t. I (Paris, 1899, in-8°). Il y a certains détails intéressants dans le volume collectif du centenaire, *Catholic emancipation, 1829-1929* (Londres, 1929, in-8°), ainsi que chez Michael Mac Donagh, *Daniel O'Connell and the story of catholic emancipation* (Londres, 1929, in-8°).

tectionnistes quasi prohibitives qui avaient triomphé pendant les guerres napoléoniennes. Un membre ancien du cabinet, lord Palmerston, se joignit à eux en déclarant qu'il abandonnait le « vieux stupide parti tory ». Ce parti vit bientôt la cause des réformes adoptée par le plus remarquable de ses jeunes chefs, Robert Peel. C'était le type du grand politique réaliste, prêt à conformer ses actes aux nécessités de l'heure, à évoluer hardiment sans se laisser retenir par d'anciens parti pris. Disraeli plus tard lui a même reproché « d'avoir une sympathie dangereuse pour les créations d'autrui ». Adoptant certaines propositions du juriste whig Mackintosh, il fit effacer du code criminel une centaine de cas de peine capitale. Secrétaire de l'intérieur en 1822, il supprima sans bruit les agents provocateurs et les espions, tout cet attirail de police secrète qui plaisait à ses devanciers. Malgré l'antipathie personnelle qui séparait Peel de Canning, aucune des audaces de celui-ci ne devait le scandaliser.

Les réformes se firent sans ordre, sans plan préconçu, et ne furent arrachées que par des campagnes répétées. Les réformes économiques furent dues avant tout au désir de faciliter les relations commerciales avec l'Amérique ; on supprima toutes les parties caduques de l' « Acte de navigation » promulgué au xvii^e siècle ; on accorda au gouvernement le droit de conclure des traités de réciprocité. Des atténuations furent apportées, en attendant leur abrogation, aux lois qui interdisaient la sortie des ouvriers qualifiés et l'exportation des machines. Des réformes sociales furent amorcées : la loi de 1824 sur la liberté des coalitions suscita, il est vrai, une telle épidémie de grèves qu'on la restreignit dès 1825, mais le principe demeura intact.

Lord Liverpool, frappé d'une attaque d'apoplexie, ayant dû abandonner la présidence du ministère au mois de février 1827, Georges IV après quelques hésitations fut obligé de l'offrir à Canning qui, faute d'avoir pu obtenir le concours des principaux tories, forma un cabinet de coalition. Pour la première fois depuis vingt ans, plusieurs whigs y figuraient. Mais Canning, fatigué et malade, succomba peu après (août 1827), et le roi ne tarda pas à rappeler les chefs tories. Dans le ministère que constitua en janvier 1828 le duc de Wellington secondé par Robert Peel, une place avait été réservée aux Canningites ; mais, dans son ensemble, le cabinet était si conservateur qu'au bout d'un an ils le quittèrent.

C'est pourtant ce ministère accusé de réaction qui allait accomplir la réforme la plus âprement combattue depuis vingt ans par son parti, l'émancipation des catholiques. La situation de l'Irlande l'y décida. L'état économique de ce pays allait s'aggravant. La population, grâce à une natalité exubérante, augmentait sans cesse, alors que ses ressources diminuaient. Le développement de la grande industrie en Angleterre et en Écosse ruinait les fabriques irlandaises, incapables de soutenir la concurrence, faute de capitaux et de charbon. Réduit à la culture, à une culture pauvre, sans engrais ni machines, le peuple ne mangeait guère que des pommes de terre ; si la récolte manquait une année, c'était une catastrophe, comme on le vit en 1822. Chez ces paysans misérables et fanatiques la haine contre les maîtres protestants s'exaspérait et aboutissait à des attentats. Le Parlement votait alors la suspension des libertés constitutionnelles et retirait les jugements au jury pour les confier à des commissaires extraordinaires. L'*Insurrection Act* de 1822 fut appliqué avec une dureté particulière ; la seule commission de Cork prononça trente-cinq condamnations à mort. Ces rigueurs provoquaient de nouveaux crimes.

Comment sortir de ce cercle vicieux ? Depuis longtemps les hommes éclairés étaient d'avis de donner un commencement de satisfaction à l'élite irlandaise en abolissant la loi qui défendait aux catholiques d'être députés ou fonctionnaires. Les disciples de Pitt, Castlereagh et Canning, avaient continué sur ce point les efforts de leur maître, et le leader des Irlandais loyalistes, Grattan, avait pendant vingt ans réclamé cette concession. Mais tout fut inutile : la réforme, plusieurs fois votée par la Chambre des Communes, était toujours venue se briser contre la résistance de la Chambre des lords, encouragée par les princes de la famille royale. Les frères de Georges IV demeuraient fidèles à l'intransigeance de leur père. Les protestants d'Irlande se refusaient pareillement à toute compromission : irrités de voir les hauts fonctionnaires de Dublin gagnés à l'idée de l'émancipation, ils ressuscitaient les anciens groupements orangistes, les *Brunswick Clubs*. D'ailleurs les catholiques étaient divisés : ceux d'Angleterre, habitués à se contenter de peu, étaient prêts à la conciliation ; ceux d'Irlande, menés par des évêques militants, gardaient leur intransigeance et parfois blâmaient la faiblesse du Saint-Siège.

En 1823 une méthode nouvelle apparut chez les Irlandais : tout en se montrant résolus à respecter la légalité, à éviter

les violences, ils s'abstinrent désormais de rechercher, comme l'avait fait Grattan, l'appui du gouvernement. Aux *Brunswick Clubs* s'opposa l'« Association catholique », rapidement organisée partout, avec des cotisations régulières. L'âme de ce mouvement fut O'Connell, avocat de bonne famille, instruit, qui joignait à l'habileté du légiste et du politicien la puissance oratoire du tribun ; la cause de l'Irlande, jusque là défendue par des protestants, avait maintenant un leader catholique. Il acquit une telle popularité qu'une circonscription irlandaise, tout en le sachant inéligible, le nomma député aux Communes (1828). Robert Peel jugea qu'il était temps d'accorder l'émancipation.

Celle-ci était déjà réclamée par les whigs et par les radicaux. Voulant mettre fin à la toute-puissance de l'Église anglicane, inféodée aux tories, les opposants commencèrent par demander l'émancipation des dissidents puritains, l'abandon du régime bizarre qui obligeait le Parlement à voter chaque année pour eux un « acte d'indemnité ». Le leader whig, lord John Russell, obtint ce premier résultat. Robert Peel, qui l'avait laissé faire, montra que cette réforme entraînait l'autre ; Wellington, ayant en lui une confiance entière, se laissa convaincre et finit par obtenir le consentement du roi. Les vieux tories fulminèrent contre le « traître » Peel, que l'Université d'Oxford ne voulut pas réélire député ; un lord écrivit une lettre injurieuse qui décida Wellington à se battre en duel avec lui ; et Georges IV, ébranlé par un de ses frères, parla même un instant de revenir sur sa promesse ; la démission collective du cabinet le fit céder. Pétitions, sermons, appels contre le papisme, rien ne détourna Peel de sa voie, et l'abolition du bill du Test, votée avec empressement par les Communes, obtint à la Chambre des lords une majorité inespérée (1829). C'était un des piliers de l'ancien régime anglais qui s'effondrait.

IV. — CHARLES X ET L'ÉCHEC DE LA RÉACTION EN FRANCE (1824-1829) ¹.

En France la mort de Louis XVIII (16 septembre 1824) et l'avènement de son frère, l'ancien comte d'Artois, sous le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres cités p. 39 et 42, on joindra Pierre de la Gorce, *La Restauration. Charles X* (Paris, 1928, in-16) ; Lucas-Dubreton, *Le comte d'Artois. Charles X* (Paris, 1927, in-8°, dans la collection des « Figures du passé »), anecdotique ; Pilenco, *Les mœurs électorales en France. Régime censitaire* (Paris, 1928, in-8°), très neuf

nom de Charles X avaient donné aux ultra-royalistes l'espoir de réaliser enfin leur programme. Le nouveau roi, bienveillant, mais autoritaire, incapable, paresseux, conserva le pouvoir à Villèle. Habile financier, celui-ci compléta l'œuvre de ses prédécesseurs par une bonne organisation de la comptabilité publique ; sa claire intelligence lui faisait comprendre les nécessités d'un gouvernement moderne ; mais il ne savait pas, comme Robert Peel, tenir tête à son parti et prévenir les dangers d'une réaction excessive. Charles X fut sacré à Reims avec le cérémonial de l'ancien régime. Une ordonnance mit à la retraite cent cinquante généraux de l'armée impériale. L'indemnité de 30 millions de rentes accordée aux émigrés (1825) présentait de sérieux avantages sociaux, puisqu'elle régla une question irritante, mit les acquéreurs des biens nationaux à l'abri de toute revendication juridique et fit hausser la valeur de leurs terres ; mais ce don fait par la France à des hommes qui avaient combattu contre elle devait laisser des souvenirs amers ; longtemps on parla du « milliard des émigrés » (qui devait se réduire dans la réalité à 650 millions). La loi punissant de mort le sacrilège commis dans les églises (1825) causa une émotion plus profonde encore, parce qu'elle reposait sur le principe de l'ancien régime, le bras séculier mis au service de la religion. Un projet fut présenté pour le rétablissement du droit d'aînesse ; un autre, « la loi de justice et d'amour », comme on l'appela ironiquement, prépara aux journaux un régime plus sévère que celui qui en 1822 avait paru suffisant. C'était bien le programme de la contre-révolution qui se réalisait.

On le compléta en donnant au clergé l'éducation de la jeunesse. L'Université de France était, de toutes les créations napoléoniennes, celle qui dès 1814 avait soulevé l'hostilité la plus vive chez les ultra-royalistes. Plusieurs fois ils avaient parlé de la détruire ; et maintenant, maîtres du pouvoir, de même qu'ils conservaient la centralisation administrative pour surveiller les libéraux, ils conservaient la centralisation scolaire

et intéressant ; le chanoine Adrien Garnier, *Frayssinous. Son rôle dans l'Université sous la Restauration* (Paris, 1925, in-8°), très documenté ; Poirier, *L'Université provisoire, dans la Revue d'histoire moderne*, nouvelle série, t. 1^{er} (1926), p. 244-279 ; t. II (1927), p. 3-35 et 261-306 ; Charles H. Pouthas, *Les projets de réforme administrative sous la Restauration*, dans la *Revue d'histoire moderne*, nouvelle série, t. 1^{er} (1926), p. 321-367. Sur l'indemnité aux émigrés, voir l'ouvrage approfondi d'André Gain, *La Restauration et les biens des émigrés* (Nancy, 1926, 2 vol. gr. in-8°). — Sur le libéralisme franco-anglais, Margery E. Elkington, *Les relations de société entre l'Angleterre et la France sous la Restauration* (Paris, 1929, in-8°).

pour « catholiciser » l'enseignement. Un évêque, Frayssinous, avait reçu en 1822 la charge de Grand Maître de l'Université; en 1824 il fut créé ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. Les mesures violentes ne manquèrent pas sous son administration : il destitua plusieurs professeurs des Facultés et supprima l'École normale. Mais cet homme prudent, habile, de caractère modéré, préférait l'action patiente et suivie. Dans l'enseignement secondaire il mit le clergé à la tête des collèges : sur 25 proviseurs de collèges royaux (les anciens lycées) nommés par lui, 20 étaient prêtres ; en 1828 on signalait comme prêtres, dans les collèges communaux, 117 principaux et 169 régents. L'ordonnance du 8 avril 1824 plaça entièrement l'instruction primaire sous la main des évêques.

L'Université, même ainsi transformée, demeurait suspecte aux catholiques militants. On leur permit d'y échapper, de tourner le monopole en se servant des petits séminaires. Ces maisons, laissées à la libre direction des évêques pour assurer le recrutement du clergé, devinrent alors, bien plus que sous l'Empire, de véritables collèges où s'organisait un enseignement complet, confessionnel, et rival de l'enseignement universitaire. Sept de ces petits séminaires furent confiés aux jésuites, qui surent y attirer bon nombre des fils de la noblesse. La politique de la droite rencontra une résistance d'autant plus forte que le parti libéral avait renoncé aux complots pour se cantonner sur le terrain légal. Aux prétentions exclusives de la noblesse et du clergé il opposait la Charte, œuvre de Louis XVIII ; aux jésuites il déniait l'existence légale, en faisant valoir que Louis XV les avait supprimés ; contre les doctrines ultramontaines il invoquait la déclaration de 1682, approuvée par Louis XIV. La « Congrégation », formée d'anciens élèves des jésuites, correspondant avec des groupements affiliés dans les principales villes de France, lui apparaissait comme une société secrète redoutable, centre d'espionnage et d'intrigues. En 1826 un vieux gentilhomme catholique et royaliste, Montlosier, dénonça dans un livre retentissant la Congrégation, les jésuites et le « parti prêtre ».

La grande force du parti libéral était dans la presse. La presse française n'atteignait pas l'importance de la presse anglaise ; elle n'avait pas su encore assurer son existence matérielle par l'emploi des annonces commerciales ; ses ressources ne lui permettaient pas d'entretenir des correspondants à l'étranger ; des lois sévères lui imposaient un cautionnement

élevé ou lui faisaient courir le risque d'amendes considérables. Mais si ce n'était pas une presse d'information, c'était une presse d'opinion, et de là venait sa puissance. Le public instruit se passionnait pour les questions politiques ; il lisait avidement les articles de doctrine, les discours de la Chambre des députés, les procès qui amenaient les avocats à transformer le palais de justice en tribune. Toute famille riche était abonnée à un journal (la vente au numéro n'existait pas) ; les autres allaient lire leur feuille préférée au café. La presse de gauche, avec le *Constitutionnel* et le *Journal des Débats*, était, comme chiffre de tirage et comme influence, nettement supérieure à celle de droite, dont les deux principaux organes furent la *Quotidienne* et la *Gazette de France*. Les libéraux trouvaient bien d'autres appuis parmi les écrivains : les pamphlets de Paul-Louis Courier furent un régal pour la bourgeoisie, et les chansons où Béranger flétrissait les moines et exaltait les exploits accomplis sous le drapeau tricolore firent le tour du pays.

L'opposition gagna les grands corps de l'État. La Cour royale de Paris aimait à se considérer comme l'héritière de l'ancien Parlement ; elle acquitta deux journaux libéraux en déclarant que les arrêts rendus sous Louis XV contre les jésuites gardaient leur valeur légale. L'Académie française protesta contre la loi sur la presse. La Chambre des pairs amenda la loi sur le sacrilège de manière à la rendre inoffensive, puis repoussa le droit d'aînesse et força le gouvernement à retirer la loi sur la presse. La Chambre des députés même, où la majorité nommée en 1824 semblait sûre, commençait à se fatiguer d'un ministère qui avait duré trop longtemps. A l'opposition de gauche, peu nombreuse, mais très active, se joignait une opposition de droite ; Chateaubriand, moitié par rancune personnelle contre Villèle, qui l'avait chassé du ministère des affaires étrangères « comme un domestique », moitié par retour sincère à ses anciennes idées libérales, attaquait toute l'œuvre du président du conseil, et un groupe assez nombreux de députés, le groupe de la « défection », se joignait à lui. C'était lui d'ailleurs qui avait fait passer le *Journal des Débats* de droite à gauche. Villèle se crut de force à briser tous les obstacles. La garde nationale de Paris, qui avait manifesté contre lui, fut dissoute ; une fournée de pairs changea la majorité à la Chambre haute, et en même temps il renvoya la Chambre des députés, comptant sur des élections favorables (novembre 1827).

C'était s'aveugler étrangement sur les dispositions du pays,

où les progrès de la contre-révolution soulevaient à la longue bien des colères. La tâche de ceux qui cherchaient à former un faisceau de toutes les forces libérales en était facilitée d'autant. Le rétablissement de la censure préalable sur les journaux, en juin 1827, avait suscité la formation d'une « Société des amis de la liberté de la presse », dont Chateaubriand fut nommé président. Un mois plus tard la jeunesse doctrinaire et libérale fonda la société « Aide-toi, le ciel t'aidera » : tout en se maintenant sur le terrain légal, elle s'appliquait à secouer l'indolence de la province, à faire inscrire sur les listes électorales, malgré les préfets, tous les citoyens qui y avaient droit, à former des comités provinciaux. Aussi, grâce à elle, le nombre des électeurs définitivement admis au vote en novembre 1827 passa-t-il d'un coup de 67.400 à près de 83.000. En dépit du système du double vote¹, qui assurait la prépondérance aux plus riches contribuables, cette revision des listes valut à l'opposition une victoire si nette qu'après quelques essais de replâtrages Villèle fut obligé de se retirer (3 janvier 1828).

Le nouveau ministère, sans président du conseil, eut comme principal orateur Martignac, royaliste convaincu, mais très modéré, qui voulut refaire le parti du centre. Entreprise difficile, car la droite comptait sur Charles X et la gauche entendait recueillir les fruits de sa victoire. La gauche obtint contre le parti-prêtre les ordonnances de 1828 : l'une restaurait le monopole de l'Université au détriment des petits séminaires, l'autre écartait de l'enseignement secondaire les membres des congrégations non autorisées, c'est-à-dire les jésuites. Les évêques protestèrent, mais le gouvernement obtint de Rome des conseils de soumission. Puis Martignac annonça une réforme souvent réclamée depuis quinze ans : la substitution du régime électoral à celui de la nomination royale pour le recrutement des conseils municipaux et des conseils généraux de départements. Il s'intéressait surtout aux premiers, tandis que la gauche voulait réformer d'abord les seconds pour les opposer aux préfets « villélistes » ; les critiques adressés des deux côtés de l'assemblée aux projets du gouvernement furent si vives que Martignac dut les retirer. Le roi, qui supportait son ministre avec peine depuis plus d'un an, profita de cet échec pour le congédier (6 août 1829). Néanmoins le libéralisme, en France comme en Angleterre, avait pris une telle force, une telle confiance en

1. Voir plus haut, p. 43.

lui-même, qu'il se sentait capable désormais de résister à un retour offensif de l'esprit de la Sainte-Alliance, même soutenu par le roi.

V. — LA RÉVOLUTION GRECQUE (1821-1824)¹.

Les libéraux de l'Occident furent encouragés par la victoire que leurs idées remportaient à cet instant même en Orient. Une révolte insignifiante, commencée depuis quelques années dans la péninsule des Balkans, avait fini par émouvoir toute l'Europe en faveur de la Grèce.

On ne s'inquiétait guère de la Grèce avant 1820 ; on la considérait comme une simple province turque. Les îles Ioniennes étaient la seule terre grecque demeurée en apparence autonome. Le traité signé à Paris par les Alliés, le 5 novembre 1815, en avait fait « un État libre et indépendant » sous la protection de la Grande-Bretagne ; mais le haut commissaire anglais, Maitland, qui les gouverna de 1816 à 1823, tory autoritaire de l'école de Castlereagh, avait su réduire à peu près à rien les libertés du pays. Quant à la Grèce turque, on ne la connaissait point.

En réalité, ce peuple que les étrangers croyaient mort possédait de sérieux éléments de vie et d'avenir, entrevus par quelques voyageurs. Des bandits patriotes, les « klephtes », les « palikares », occupaient les montagnes et faisaient la guerre aux Turcs ; les Maïnotes surtout, retranchés dans le pays des anciens Spartiates, avaient réussi à conserver une demi-indépendance. Les Turcs opposaient bien aux palikares d'autres bandits transformés en gendarmes, les « armatoles », mais sans pouvoir compter sur leur fidélité. La Grèce trouvait une force plus grande encore dans ses marins : les uns, pirates redoutables,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Le tome I (par E. Driault) de l'ouvrage de Driault et Lhéritier, cité p. 68, renferme une importante bibliographie ; on se reportera aussi aux ouvrages cités (p. 5 et 27) sur Alexandre et Metternich, ainsi qu'à celui de Webster sur Castlereagh (cité p. 5). Ajouter les suivants : Bikélas, *La Grèce avant la révolution de 1821* (Paris, 1884, in-8°) ; S. Lambros, *Ἱστορία τῆς Ἑλλάδος* (Athènes, 1885-1888, in-8°) ; A. Gennadius, *La Grèce moderne et la guerre de l'indépendance*, trad. française (Paris, 1897, in-8°) ; G. Isambert, *L'indépendance grecque et l'Europe* (Paris, 1900, in-8°) ; N. Jorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, t. V (Gotha, 1924, in-8°, dans l'« Allgemeine Staatengeschichte ») ; du même, *Histoire des États balkaniques* (Paris, 1925, in-8°) ; W. Miller, *A History of the Greek people, 1821-1921* (Londres, 1922, in-8°) ; S. Th. Lascaris, *Capodistrias avant la révolution grecque* (Lausanne, 1918, in-8°). — Sur les voyageurs, voir Lovinesco, *Les voyageurs français en Grèce au XIX^e siècle* (Paris, 1909, in-8°), et Malakis, *French travellers in Greece, 1770-1820* (Philadelphie, 1925, in-8°). On peut consulter aussi Rados, *Napoléon I^{er} et la Grèce* (Athènes, 1921, in-8°).

pillaient les vaisseaux étrangers, ceux des Turcs de préférence ; les autres, commerçants habiles, arboraient le pavillon russe depuis les victoires de Catherine II et, prenant la place de la marine britannique, alors absorbée par les guerres napoléoniennes, allaient porter les blés de Russie dans toutes les régions de la Méditerranée. Beaucoup de ces hommes se faisaient pirates et commerçants tour à tour, selon les saisons et les années ; c'était le cas des marins éprouvés qui habitaient les trois îles d'Hydra, Spetsa et Psara. Hors de la Grèce propre les colonies grecques, enrichies par le commerce, étaient nombreuses dans l'empire ottoman. Celle du Phanar à Constantinople, groupée autour du patriarche, avait acquis, grâce à son intelligence et à son habileté, une influence considérable sur le gouvernement du sultan. Celui-ci avait laissé aux Grecs leurs cadres ecclésiastiques et municipaux ; les évêques et les *papas* orthodoxes jouissaient d'un grand pouvoir dans les communes. L'Église grecque dominait les chrétiens de la péninsule, travaillant avec un soin constant à helléniser Slaves et Roumains et à les tenir sous l'autorité du patriarche de Constantinople.

Cependant hors de l'empire ottoman avait grandi une Grèce commerçante, riche et instruite, installée dans tous les ports depuis Odessa jusqu'à Marseille. Elle n'avait point oublié la terre natale et donnait des sommes considérables pour les écoles grecques ; une véritable Université fondée à Chio attirait des milliers d'élèves. Ces Grecs du dehors entretenaient par leurs subsides les hommes qui allaient plaider la cause de leur pays dans la Russie orthodoxe ou dans cette France d'où l'idée de liberté se répandait jusqu'en Orient. Un grand érudit, Coraï, fixé à Paris, faisait en Occident l'apologie de la Grèce et fournissait aux Hellènes le programme de l'œuvre intellectuelle nécessaire à leur résurrection. Ses appels avaient contribué à la naissance de la société des « Philomuses », fondée à Athènes en 1812 et animée d'un patriotisme littéraire qui préparait le patriotisme politique. L'« Hétairie amicale » (ou société amicale), autre association fondée en 1814 à Odessa, transporta quatre ans plus tard son siège central à Constantinople, près du Phanar ; elle prit pour correspondant à Marseille un archimandrite qui longtemps avait sollicité Napoléon d'intervenir en faveur de ses compatriotes.

Depuis 1815 les Grecs plaçaient leur espoir dans le grand tsar qui avait triomphé de Napoléon. Ne voyaient-ils pas auprès de lui un des leurs, Capodistrias ? Pendant la courte période

où les îles Ioniennes furent à la Russie, ce jeune Corfiote avait passé de son pays natal au service d'Alexandre et s'efforçait de l'intéresser à ses compatriotes. Mais il devait agir avec prudence et défendre les intérêts de la Russie avant ceux des chrétiens balkaniques. Un autre Grec, Alexandre Ypsilanti, membre d'une des grandes familles du Phanar, avait réussi à conquérir dans l'armée russe le titre d'aide de camp de l'empereur dont il était devenu le familier. Ce jeune général, plein de confiance en lui-même, prit au sérieux les encouragements de Capodistrias, obtint un congé du tsar et alla préparer la révolte.

Au lieu de soulever les pays vraiment grecs, il voulut commencer la guerre dans les principautés danubiennes, pour être plus près de l'armée russe dont il espérait bien obtenir le concours. L'heure semblait favorable à cause de la révolte du pacha de Janina, Ali, un Albanais, aussi indocile et ambitieux que son compatriote Mohamed-Ali, pacha d'Égypte ; il s'était taillé en Épire, sous le titre de vice-roi, une principauté qu'il gouvernait à sa guise. Le sultan ayant entrepris de le réduire à l'obéissance, il invoqua l'appui de Capodistrias, intrigua en Serbie, offrit son appui à ses ennemis les klephtes. Les meilleures troupes de l'armée turque allèrent mettre le siège devant Janina.

Ypsilanti franchit le Pruth et occupa Iassy (7 mars 1821) en appelant les Grecs à la liberté. Quelques bandes le suivirent, pillant et massacrant les Turcs ; mais les paysans moldaves et valaques, trop asservis aux boyards pour s'intéresser à la politique, n'écoutèrent pas ces appels. Un chef de bandes énergique, Théodore Vladimiresco, se montrait disposé à combattre les Turcs, mais ce Roumain ne voulait point travailler pour les Grecs ; il ne put s'entendre avec Ypsilanti, qui le fit périr (4 juin). Isolé, ce dernier avait écrit au tsar pour demander secours ; mais la lettre parvint à son adresse pendant le congrès de Laibach. Metternich affirma que la révolte militaire d'Iassy allait de pair avec celles de Madrid et de Naples, que l'Hétairie était un second exemplaire de la Charbonnerie. Alexandre ne se borna point à refuser le secours qui lui était demandé : il donna ordre à Ypsilanti d'abandonner aussitôt l'entreprise. Désavoué en même temps par le patriarche grec de Constantinople, vaincu par les Turcs, Ypsilanti dut fuir chez les Autrichiens (27 juin), qui le gardèrent en captivité pendant six ans. Les représailles turques furent terribles contre les principautés qui avaient laissé la révolte s'étendre sans résistance.

L'insurrection n'était cependant pas étouffée ; du nord, elle avait gagné la Morée. Cette presque île, où 50.000 musulmans vivaient au milieu de 400.000 chrétiens, renfermait des populations à moitié barbares, toutes prêtes à courir sus aux infidèles sous les ordres des chefs religieux et des « primats » ou notables. Parmi les premiers se trouvait Germanos, l'ardent archevêque de Patras ; parmi les seconds se signalèrent Petros Mauromichalis surnommé Petro-bey, commandant des Maïnotes, et Colocotronis qui, par un mélange de courage et de ruse, de barbarie et de bonhomie, fut le vrai type du klephte. Ypsilanti, à la veille de sa prise d'armes, leur avait envoyé des agents ; ils les accueillirent avec faveur et marchèrent contre les Turcs (mars 1821). Les marins grecs, surtout ceux des trois îles, très supérieurs aux médiocres équipages des Turcs, et bientôt célèbres par les terribles brûlots qui faisaient sauter les gros vaisseaux ennemis, n'avaient pas tardé à se joindre aux insurgés, tandis que, dans la Grèce continentale, se levaient de tous côtés des chefs de partisans, depuis Athènes jusqu'à Missolonghi.

Les rebelles eurent la chance de surprendre les Turcs et ne respectèrent aucune capitulation ; Tripolitza, la capitale turque en Morée, longtemps bloquée, succomba dans un assaut suivi de scènes horribles (avril 1821), qui provoquèrent un brusque réveil du fanatisme musulman. La cruauté des Turcs dépassa bientôt celle des Grecs : dans toutes les grandes villes on se jeta sur les riches *raïas* ; à Constantinople le patriarche fut pendu à la porte de son église. Nulle part cette fureur ne se déchaîna comme à Chio. La population opulente et molle de cette île avait refusé de se révolter, mais avait laissé le champ libre aux insulaires voisins qui y étaient venus proclamer l'indépendance (9 août 1821). Quelques semaines plus tard (avril 1822) la flotte du sultan arriva et, secondée par la populace accourue d'Asie Mineure, accomplit d'effroyables massacres qui épouvantèrent le monde entier ; 30.000 Chiotes furent vendus comme esclaves. Le héros de Psara, Canaris, les vengea en faisant sauter le vaisseau-amiral où tous les officiers de la flotte se trouvaient réunis pour une fête.

Divisés entre eux, les Grecs se trouvaient en fâcheuse posture. Les chefs de bandes, les clans de montagnards ne voulaient pas se plier à la direction d'un gouvernement régulier. Dès que l'on convoquait une assemblée nationale, celle-ci voyait renaître les passions politiques et les querelles de personnes qui avaient

rempli jadis l'histoire de la Grèce. Démétrios Ypsilanti, frère de l'auteur du premier soulèvement, dut à son nom le titre de général en chef ; mais il n'obtint jamais l'obéissance de ses lieutenants. Les rudes capitaines de la Morée n'aimaient pas les Grecs affinés qui arrivaient de la Grèce du nord et leur disputaient le commandement : Maurocordato, le brillant gentilhomme phanariote, ou Négris, autrefois diplomate au service de la Turquie. Certains despotes régionaux, comme le subtil Odysseus en Thessalie, ne prenaient point au sérieux les résolutions votées par les assemblées nationales. Celles-ci néanmoins tentèrent d'organiser un gouvernement. L'assemblée de Morée, siégeant près des ruines de l'antique Épidaure, publia le 13 janvier 1822 la déclaration d'indépendance de la nation grecque, puis adopta une constitution provisoire. Corinthe fut choisie comme capitale. L'assemblée adressa un manifeste au monde pour désavouer tout principe subversif, ne réclamant, disait-elle, pour la Grèce qu'un sort pareil à celui des autres nations civilisées.

Ni le degré de culture du peuple grec, ni la guerre contre les Turcs ne permirent jamais d'appliquer la constitution d'Épidaure. D'ailleurs les Hellènes y avaient surtout cherché un moyen de gagner les sympathies de l'Occident. Ils comprenaient qu'un secours du dehors était nécessaire. Ils avaient escompté d'abord celui d'Ali ; mais Janina succomba (mai 1822), et les troupes albanaises, rompant avec les Grecs après la mort du pacha, se soumirent au sultan. Le tsar demeurait le grand espoir des Moréotes. Après Laibach Alexandre hésita quelque temps entre son entourage, favorable aux Grecs, et les ministres de la Sainte-Alliance, Castlereagh et Metternich, toujours prêts à lui montrer dans cette révolte un nouveau méfait des sociétés secrètes. Ces derniers l'emportèrent ; Capodistrias obtint un congé qui équivalait à une disgrâce ; au congrès de Vérone, en octobre, le tsar approuva le refus de recevoir les envoyés hellènes et se donna tout entier à l'intervention contre l'Espagne.

Néanmoins, à la fin de 1822, les insurgés pouvaient être satisfaits de la situation militaire : sur terre ils avaient chassé de Morée une armée turque ; sur mer ils étaient les maîtres, grâce aux exploits des Miaoulis et des Canaris. Au début de 1823 les Turcs échouèrent dans leur premier effort contre Missolonghi, le boulevard de la Grèce occidentale. Mais alors les Grecs rassurés s'empressèrent de revenir aux guerres civiles,

qui remplirent la fin de 1823 et l'année 1824. Les « primats » civils, qui soutenaient l'assemblée nationale dirigée par Maurocordato, puis par Colettis, ancien médecin d'Ali pacha, furent aux prises avec les « capitaines » ou chefs militaires, Colocotronis en tête. Celui-ci, le « vieux de la Morée », fut deux fois vaincu et fait prisonnier. Les marins des trois îles exigeaient le remboursement de leurs dépenses. L'argent fourni par un emprunt en Angleterre excita de telles convoitises qu'une partie fut gaspillée en pure perte. La guerre civile amenait parfois des trahisons : Odysseus fut mis à mort pour avoir traité avec les Turcs.

Un orage terrible menaçait les clans absorbés par ces querelles. La Turquie avait fait appel au concours du pacha d'Égypte, Mohamed Ali, qui venait de le promettre à condition de conserver la Crète. Cette grande île, qu'on appelait alors Candie, s'était révoltée comme le reste de la Grèce, mais en agissant à part. Les troupes égyptiennes, débarquées depuis 1822, venaient d'en achever la conquête. Alors le sultan nomma, en février 1824, Mohamed Ali commandant en chef de l'armée qui devait soumettre la Morée. Cette nouvelle, accompagnée d'un coup de main heureux des Turcs sur Psara, secoua l'inertie des marins d'Hydra et de Spetsa, qui accomplirent quelques beaux exploits. Mais ils se retirèrent trop vite, laissant le fils de Mohamed Ali, Ibrahim, débarquer en décembre 1824 dans l'île de Crète, où il organisa une base d'opérations et de ravitaillement, pour attaquer la Morée en 1825.

V. — LA GRÈCE ET L'INTERVENTION EUROPÉENNE (1824-1829)¹.

Si le danger grandissait à l'Orient, la Grèce recevait maintenant les secours de l'Occident, soulevé par une vague de philhellénisme. Issu des milieux libéraux, dont les sympathies étaient

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages cités au paragraphe précédent et ceux de Temperley sur Canning et de Schiemann sur Nicolas I^{er} (cités p. 62 et 68), voir E. Driault, *La question d'Orient* (Paris, 1898, in-8° ; 8^e éd., corrigée, 1921) ; Canat, *La renaissance de la Grèce antique, 1820-1850* (Paris, 1911, in-8°) ; Debidour, *Le général* ; Fabvier (Paris, 1904, in-8°) ; Economos, *Essai sur la vie du comte Capodistria* (Paris, 1926, in-8°) ; Gaston Deschamps, *Le philhellénisme et le Journal des Débats*, dans *Le livre du centenaire du Journal des Débats* (Paris, 1889, in-8°) ; Earle, *American interest in the Greek cause*, dans *l'American historical Review*, t. XXIII (1927), p. 44-63. Sur la bataille décisive, voir G. Douin, *Navarin* (Le Caire, 1927, in-8°, dans la collection des Publications de la Société royale de géographie d'Égypte).

d'avance acquises aux Grecs, tout comme aux soldats de Pepe ou de Riego, le mouvement philhellène trouva aussi, dès le premier jour, et ce fut sa force, des soutiens dans les partis conservateurs. Non seulement la grande nation orthodoxe, la Russie, mais les catholiques et les protestants s'intéressèrent à un peuple chrétien opprimé par l'islam : le réveil religieux favorisé par les souverains devait éveiller d'un bout à l'autre de l'Europe le sentiment de la solidarité chrétienne. Libéraux ou réactionnaires, amis ou ennemis de la Sainte Alliance, avaient tous reçu l'éducation classique ; tous étaient habitués depuis le collège à vénérer les grands hommes de l'ancienne Hellade : comment n'auraient-ils pas vibré au récit des combats soutenus par des hommes qui invoquaient dans leurs manifestes les souvenirs de Marathon et des Thermopyles, qui se proclamaient les descendants de Léonidas et de Périclès ?

La plupart des pays connurent un double philhellénisme : celui de l'arrière, qui réunissait de l'argent et des secours au moyen de quêtes, de conférences, de fêtes de charité ; celui des volontaires, qui s'en allaient combattre les Turcs. Le philhellénisme pacifique débuta par les appels des écrivains, des philologues, des poètes. En Allemagne, pays des Universités, le signal fut donné, à Munich et à Leipzig, par des professeurs de philologie comme Thiersch ; ils furent bientôt suivis par des écrivains populaires comme Jean-Paul et Gœrres. En Suisse, le premier centre d'action, à Zurich, fut bientôt dépassé par Genève, où demeurait Eynard, grand commerçant qui devint le bienfaiteur de la Grèce. En Angleterre l'attachement à l'alliance turque avait arrêté d'abord les classes élevées, mais l'arrivée de Canning au pouvoir leur donna la liberté d'agir. Bien que Byron eût rompu avec son pays, sa grande voix remua les Anglais ; son départ pour l'Orient et sa mort glorieuse à Missolonghi (1824) éveillèrent des sympathies pour la Grèce chez ses innombrables admirateurs. La France ne porta une attention sérieuse à la Grèce qu'après la fin de la guerre d'Espagne ; mais alors un même sentiment gagna les divers partis. Voyageurs comme Pouqueville, professeurs comme Villemain, érudits comme Fauriel, poètes comme les auteurs des *Messéniennes* et des *Orientales*, tous travaillaient pour la même cause ; ils formèrent ensemble en 1825 le comité philhellène de Paris, au moment où Chateaubriand publiait sa *Note sur la Grèce*.

Par-dessus les frontières des États, les philhellènes se lièrent

entre eux et, grâce à Eynard, Genève, où s'était retiré Capodistrias, devint le quartier général du philhellénisme européen. L'Eynard américain fut un médecin de Boston, Howe, qui alla mettre ses connaissances médicales au service des combattants grecs ; revenu ensuite chez lui, il recueillit des fonds en organisant des comités dans les principales villes de l'Union, tandis qu'un grand orateur, Daniel Webster, célébrait le courage des insurgés. Le gouvernement américain fut le premier qui osa faire une déclaration publique en leur faveur : dans le célèbre message où il proclamait l'indépendance du Nouveau Continent, le président Monroe n'hésita pas à glorifier les Hellènes et à former des vœux pour leur victoire.

Ces manifestes enthousiastes étaient suivis d'envois de vivres et de secours médicaux ; l'Angleterre y joignait de l'argent : deux emprunts en faveur des Grecs y furent souscrits en 1823. Enfin des volontaires accoururent de l'Occident. On en vit dès 1821, venant des pays où la fin des guerres napoléoniennes avait laissé tant de soldats sans emploi. Le général écossais Gordon fut un des premiers, avec des Français comme le colonel Voutier, le capitaine de vaisseau Jourdain. En 1822 les volontaires étaient déjà six cents, sans compter le « bataillon des philhellènes », gros de deux cents hommes, presque tous anciens officiers. A Peta (1822) les volontaires tombèrent par centaines, en vendant chèrement leur vie. A ces recrues isolées succédèrent les groupes levés et payés par les comités philhellènes ; ils trouvèrent des chefs dans les officiers libéraux qui, après avoir combattu pour l'Espagne en 1823, cherchaient un autre champ de bataille contre la réaction. Si la plupart furent déçus en voyant de près les descendants d'Épaminondas, ils luttèrent quand même avec ardeur pour une cause qui leur paraissait juste et noble.

La Sainte-Alliance, à Vérone, dans les derniers mois de 1822, s'était prononcée nettement contre les Grecs ; pour montrer à ses alliés qu'il ne soutenait pas une rébellion, Alexandre s'en était remis à eux du soin de rétablir les relations diplomatiques rompues entre la Russie et la Porte. Mais de retour chez lui, il fut repris par ses hésitations habituelles : d'un côté il craignait l'esprit de révolte, n'admettait qu'une Grèce divisée en trois tronçons, et voulait maintenir la Sainte-Alliance ; d'un autre côté il fut ému par la sympathie générale que la Grèce rencontrait chez les Russes. Les grandes puissances d'ailleurs commençaient à hésiter. La France, fortifiée

par le succès de la guerre d'Espagne, reprenait une politique plus active en Orient, mais se trouvait partagée entre ses traditions turcophiles et une faveur croissante pour les Grecs. Metternich, soucieux avant tout de prévenir une action isolée de la Russie, tâchait de jouer Alexandre, parlait même de reconnaître l'indépendance grecque pour maintenir l'entente des grandes puissances. Canning, en dehors de ses sympathies personnelles pour les Grecs, se demandait s'ils ne pourraient point, à la place des Turcs, défendre la péninsule contre l'avance russe. Ces tergiversations expliquent la lenteur et le peu de résultats utiles des conférences ouvertes à Saint-Pétersbourg en juin 1824 : elles aboutirent à un protocole vide de sens et à une démarche collective mollement faite à Constantinople. Le sultan répondit par une fin de non-recevoir, car l'arrivée des troupes égyptiennes de Mohamed Ali lui faisait espérer une victoire complète. Les Grecs inquiets cherchaient un appui : quelques-uns parlèrent d'offrir la couronne au duc de Nemours, second fils du duc d'Orléans ; l'idée n'eut pas de suites.

Canning demeurait neutre et il annonça aux Hellènes, qui demandaient son aide, l'intention où il était de ne point se départir de cette attitude (1^{er} décembre 1824) ; mais en même temps il traita leurs envoyés en représentants d'un État régulier : bienveillante pour les Turcs sous Castlereagh, la neutralité anglaise s'affirmait donc maintenant bienveillante pour les Grecs. Ceux-ci finirent par solliciter officiellement le protectorat britannique (juillet 1825) ; Canning refusa, en répétant que l'Angleterre entendait rester pacifique. Cette modération plut beaucoup au tsar. Alexandre avait éprouvé jusque là de l'antipathie pour l'adversaire de la Sainte-Alliance, pour le ministre qui venait de retirer son ambassadeur des conférences de Saint-Pétersbourg ; mais la duplicité de Metternich, maintenant découverte, l'indignait tellement qu'il fit à Londres des ouvertures pour un accord à deux. C'était un nouveau coup porté à l'Alliance des États continentaux. Canning accueillit bien ces avances, et le rapprochement anglo-russe allait prendre une forme concrète quand le tsar mourut.

L'heure était grave pour les Grecs. Profitant de leurs divisions, Ibrahim avait pu en février 1825 débarquer ses premières troupes à Modon (aujourd'hui Méthoni), au sud-ouest de la Morée, et, malgré l'héroïsme de Santa-Rosa, s'établir solidement à Navarin (aujourd'hui Pylos), à quelques kilomètres au nord. Il rendit la liberté aux prisonniers, croyant que la

Morée allait se soumettre sans combat. Mais le danger réveilla encore une fois le patriotisme des Hellènes ; Colocotronis, tiré de sa prison, réunit ses bandes et repoussa Ibrahim devant Nauplie en Argolide, tandis qu'à l'ouest l'armée turque échouait de nouveau contre l'indomptable Missolonghi. Les Turcs appelèrent les Égyptiens à leur aide et, après trois mois d'une lutte acharnée, Ibrahim occupa les ruines de la ville héroïque (23 avril 1826).

La gloire de Missolonghi fut bientôt égalée par celle d'Athènes, L'Acropole, bloquée en août 1826, résista près d'un an, grâce à des chefs de palikares comme Karaiskakis, et surtout aux volontaires étrangers que menait le colonel français Fabvier. Il est vrai que les nouveaux chefs arrivés d'Angleterre, le général Church et l'amiral Cochrane, trompèrent les espérances des Hellènes qui leur avaient donné le haut commandement sur terre et sur mer ; l'Acropole dut capituler (5 juin 1827). Alors les capitaines recommencèrent à se battre entre eux, les marins à faire la piraterie, et tout semblait perdu quand retentit le canon de Navarin.

Les grandes puissances s'étaient mises d'accord pour intervenir en faveur des Grecs. A peine liquidé le procès des décebristes, le nouveau tsar, Nicolas, en mars 1826, adressa aux Turcs un ultimatum qui exigeait dans les six semaines l'évacuation des principautés danubiennes, le respect des droits de la Serbie, l'exécution du traité de 1812. La Porte effrayée céda. L'ultimatum ne contenait rien sur la Grèce : l'autocrate ami de l'ordre hésitait encore à soutenir des « rebelles ». Et de fait, des révolutionnaires suspects à toutes les polices du continent, Italiens comme Santa-Rosa, Anglais comme Cochrane, Français comme Fabvier, Allemands comme Dittmar étaient venus combattre pour la Grèce. Canning sauva le projet d'accord anglo-russe en envoyant Wellington saluer le nouveau tsar, qui ménagea un brillant accueil au vainqueur de Waterloo. Le protocole de Saint-Pétersbourg (4 avril 1826) annonça une entente qui assurerait à la Grèce l'autonomie sous la suzeraineté du sultan. Metternich, dont la politique faisait faillite, avait espéré que ce protocole resterait lettre morte ; mais la France, quand on le lui communiqua, ne se contenta point de le bien accueillir : elle proposa un accord formel des trois puissances, et finalement l'intransigeance de la Porte hâta la signature du traité de Londres (6 juillet 1827). La Russie, la France et la Grande-Bretagne déclaraient

s'unir pour mettre un terme à la guerre de Grèce et annonçaient des mesures de contrainte contre celui des deux belligérants qui refuserait de déposer les armes.

Un mois plus tard Canning mourut, et Metternich se prit à espérer que la disparition de ce « météore malfaisant » allait rendre caduc le traité de Londres. Également rassurée, la Turquie crut pouvoir sans risque repousser la démarche faite auprès d'elle par les trois ambassadeurs. Mais les escadres s'étaient mises en mouvement. Tandis qu'une grande flotte égyptienne partie d'Alexandrie allait faire sa jonction avec les vaisseaux turcs à Navarin, les amiraux anglais et français, Codrington et de Rigny, peu après renforcés par l'escadre russe de Heyden, notifièrent à Ibrahim, en conformité avec les instructions un peu vagues de leurs gouvernements, d'avoir à ne pas quitter la rade. Ibrahim promit d'abord de maintenir sa flotte au port ; mais, comme l'escadre grecque de Cochrane faisait voile vers Patras, il voulut envoyer une division navale au secours de la ville ; arrêtée par les Anglais, dispersée par les vents, elle dut revenir à Navarin. Codrington irrité s'entendit avec ses collègues pour entrer dans la rade et sommer Ibrahim de fournir des garanties nouvelles. Le 20 octobre les trois escadres pénétrèrent dans le port et, sans tirer, vinrent se placer tout près des vaisseaux turcs et égyptiens. Des coups de feu contre un canot anglais déchaînèrent une canonnade générale. Égyptiens et Turcs montrèrent du courage, mais ils pointaient mal leurs canons ; il suffit de trois heures pour que leur flotte fût complètement détruite.

Les philhellènes du monde entier comprirent que cette fois la Grèce était sauvée. Tandis que Metternich déplorait « l'épouvantable catastrophe » de Navarin, la France et la Russie fêtèrent la victoire, fières d'ailleurs que leurs escadres, considérées jusque là comme sans valeur, se fussent si bien comportées. En Angleterre, les successeurs de Canning éprouvèrent quelque embarras ; sans blâmer l'amiral Codrington, qui avait dirigé les escadres alliées, le discours du trône qualifia la bataille d'événement fâcheux. En Turquie la fureur populaire fut grande et porta le sultan à refuser toute concession. Un tel aveuglement devait surexciter l'ardeur belliqueuse de la Russie, où Nicolas voulait en finir avec les intrigues de Vienne et les hésitations de Londres ; il savait que l'appui de Paris lui était acquis, et il put négliger la lettre, dictée par Metternich, où l'empereur d'Autriche montrait les révolutionnaires de

l'Europe entière prêts à profiter d'une rupture. La guerre fut déclarée au sultan (avril 1828).

Le cabinet tory formé par Wellington gardait la défiance de ses prédécesseurs envers la Russie et désirait s'entendre avec Metternich ; mais, pour empêcher une alliance franco-russe, il continua d'appliquer le traité de Londres et favorisa le départ d'un corps français pour la Morée. Les 14.000 hommes du général Maison n'eurent pas à combattre ; Ibrahim s'était résigné à partir et laissa les Français occuper les forteresses côtières, dont une seule résista. Les derniers soldats musulmans s'embarquèrent, accompagnés des dernières familles musulmanes qui habitaient la presqu'île. Maison put bientôt revenir en France.

La guerre turco-russe, loin d'être, comme l'Europe s'y attendait, une simple promenade militaire pour les Moscovites, montra une fois de plus quelle énergie le péril développe chez les Ottomans. D'ailleurs la Russie était mal préparée. Son armée d'Asie, commandée par Paskiévitich, remporta de brillants succès ; mais celle d'Europe, dépourvue de matériel de siège, ralentie par la présence du tsar, échoua devant Choumla et Silistrie et ne prit Varna que grâce à une trahison. Les opérations furent suspendues tout l'hiver, et une campagne diplomatique menée avec talent par Nesselrode mit à néant les efforts de Metternich. Au printemps de 1829, tandis que Paskiévitich s'avancait jusqu'à Erzeroum, Diébitch fut vainqueur sur le Danube et, après la prise de Silistrie, poussa une pointe audacieuse à travers les Balkans, déboucha dans la plaine de Thrace, occupa Andrinople sans combat.

Comme sa position militaire était néanmoins très risquée, il offrit à la Turquie des conditions modérées, qu'elle accepta. La paix d'Andrinople (14 septembre 1829) donna aux Russes la côte asiatique de la mer Noire depuis l'embouchure du Kouban jusqu'au sud de Poti, mais rendit Erzeroum et Kars. En Europe, ils gardèrent seulement les îles de l'embouchure du Danube. La Turquie promit une indemnité jusqu'au règlement de laquelle les troupes russes occuperaient les principautés danubiennes et Silistrie. Ces principautés, ainsi que la Grèce et la Serbie, obtinrent de la Turquie des concessions garanties par le protectorat quasi officiel du tsar sur les chrétiens des Balkans. La modération du tsar étonna l'Europe, qui avait cru un instant à la ruine définitive de l'empire ottoman. C'est que la Russie comprenait l'avantage de conserver

près de ses frontières une Turquie affaiblie, incapable de lui résister. La Porte, en effet, se rapprocha du tsar victorieux, qui sut affermir son influence à Constantinople en montrant une grande générosité à l'égard des vaincus.

La Grèce, quelques mois avant Navarin, avait reçu de l'assemblée de Trézène (1827) un président et une constitution. Celle-ci ne fut pas appliquée. Le président était Capodistrias, qui alla rendre visite aux trois souverains signataires du traité de Londres, puis vint en Grèce (1828). La situation intérieure était mauvaise ; le désordre, la malhonnêteté des Grecs éloignaient leurs meilleurs amis, Fabvier, Cochrane. Mais l'intervention des grandes puissances les avait sauvés ; la Porte leur accorda l'autonomie. Restait à fixer les frontières du nouvel État. Ni l'Angleterre, qui voyait en Capodistrias le protégé de la Russie, ni le tsar, toujours mal disposé envers des « rebelles », ne voulaient une Grèce trop étendue ; aussi le territoire primitivement promis aux Grecs fut-il réduit, même au nord-ouest, et la Crète et Samos, toutes grecques, leur échappèrent. La seule compensation pour la Grèce fut l'indépendance complète qui remplaçait l'autonomie ; cela suffisait à la mettre dans une situation privilégiée par rapport à la Serbie, la Moldavie et la Valachie. Telle fut la décision formulée par les trois puissances protectrices dans le protocole du 3 février 1830. Les Hellènes se montrèrent si mécontents que le monarque déjà désigné pour recevoir la nouvelle couronne, Léopold de Saxe-Cobourg, ne voulut pas régner sur ce pays mutilé. Il y avait du moins une Grèce libre ; le rêve caressé par les philhellènes était réalisé.

Ainsi la dissolution de la Sainte-Alliance, commencée à propos de l'Espagne et de l'Amérique espagnole, s'était achevée en Orient. Quoique défavorables à la politique de Canning, Wellington et son ministre des affaires étrangères, lord Aberdeen, avaient dû continuer l'œuvre de leur grand prédécesseur. Metternich ne se trompait point en disant que la ruine de l'alliance des cinq grandes puissances allait faciliter la tâche des révolutionnaires. C'est la décomposition de ce groupement européen qui rendit possibles les victoires du libéralisme en 1830.

LIVRE II

La crise de 1830

CHAPITRE PREMIER

1830 ET LES VICTOIRES LIBÉRALES ¹

En 1830 commence un grand mouvement, tantôt révolutionnaire, tantôt réformiste, dirigé contre les institutions et les principes chers aux hommes de 1815. Il a dans l'Europe occidentale des conséquences durables. La France et l'Angleterre donnent le pouvoir à la bourgeoisie aux dépens de l'aristocratie, et la décision finale aux Chambres élues, fût-ce contre la volonté royale. La Belgique, aidée par ces deux grands États, conquiert son indépendance et adopte aussi le système parlementaire. Ce sont la France et l'Angleterre qui favorisent, en Portugal et en Espagne, la défaite infligée à l'ancien régime dans la personne de deux prétendants. Les cantons suisses enfin rejettent le pouvoir des oligarchies patriciennes et leur imposent un suffrage élargi.

I. — LA CHUTE DE CHARLES X (JUILLET 1830) ¹

Charles X, qui avait congédié le ministère libéral de Martignac, lança un défi à la Chambre des députés en appelant au pouvoir le prince de Polignac. Ce familier de l'ancien comte

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Aux ouvrages déjà cités de Charléty sur la Restauration, de Spencer Walpole et d'Élie Halévy sur l'Angleterre, de Baumgarten sur l'Espagne et de Dierauer sur la Suisse, joindre Henri Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. VI (Bruxelles, 1926, in-8°).

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre ceux de Charléty, de Pouthas et de P. de la Gorce, cités p. 39 et 78, voir J. M. S. Allison, *Thiers and the French Monarchy* (Boston et Londres, 1926, in-8°), qui a dépouillé les papiers de Thiers. Il est bon de rappeler que nous avons les souvenirs publiés par plusieurs membres du ministère Polignac : Guernon-Ranville (1873), d'Haussez (1896) et Montbel (1913). Les papiers de Bourmont sont utilisés dans le livre de Gustave Gautherot, *Un gentilhomme de grand chemin. Le maréchal de Bourmont* (Paris, 1926, in-8°).

d'Artois, jadis condamné à mort comme complice de Georges Cadoudal, était depuis plusieurs années ambassadeur à Londres ; personne ne l'avait considéré comme un chef de gouvernement possible. Mais il possédait une confiance en lui-même qui venait de sa naïveté politique, et plus encore d'une foi mystique entretenue par des visions où la Vierge lui promettait la victoire. Parmi les collaborateurs de l'ancien émigré figuraient La Bourdonnaye, l'homme de la Terreur blanche de 1815, et Bourmont, qui avait abandonné Napoléon à la veille de Waterloo. Un journal put écrire : « Coblenz, Waterloo, 1815, voilà les trois principes, voilà les trois personnages du ministère. »

Ce cabinet, formé en août 1829, put gouverner sept mois avant de convoquer les Chambres, qui ne siégeaient presque jamais pendant le second semestre. Évitant à dessein tout changement brusque dans la vie intérieure du pays, Polignac tourna ses efforts vers l'extérieur ; c'étaient des succès militaires et diplomatiques, surtout la reconquête de la rive gauche du Rhin, qui pouvaient amener des élections favorables et une révision de la Charte. La Russie terminait victorieusement sa guerre contre la Porte ; elle était reconnaissante à la France d'avoir prévenu par un avertissement discret les vellétés hostiles de l'Autriche. Que ne pourraient faire les deux pays étroitement unis ? Polignac chargea l'ambassadeur français de proposer à Nicolas I^{er} un plan chimérique et grandiose, qui révélait son ignorance du réel et du possible. Le roi des Pays-Bas irait désormais régner à Constantinople, et ses anciens États seraient distribués, la Belgique à la France, la Hollande à la Prusse, les colonies hollandaises à l'Angleterre ; dans l'héritage des sultans, l'Autriche prendrait la Serbie et la Bosnie, la Russie recevrait la Moldavie, la Valachie et l'Asie turque. La paix d'Andrinople dispensa l'ambassadeur de présenter ce plan à Nicolas I^{er}. Polignac fit alors soumettre au tsar un projet plus modeste, qui étendait quand même le territoire français vers le Rhin ; mais la Prusse consultée opposa un refus trop catégorique pour laisser place à des pourparlers ultérieurs. Polignac ayant besoin d'une victoire se rejeta sur une entreprise plus facile, immédiatement réalisable ; il punirait le dey d'Alger de ses outrages à la France. Une croisade contre les infidèles plaisait à Charles X. L'expédition fut bien préparée par le ministre de la marine, d'Haussez ; l'appui cordial de la Russie, la neutralité plus ou moins bienveillante de l'Autriche et de la Prusse permirent de passer outre aux protestations de l'Angleterre.

A l'intérieur la prudence et l'inaction du ministère n'avaient pas désarmé la colère du parti libéral, accrue par les cris de triomphe de la presse ultra-royaliste ; celle-ci annonçait le retour prochain à des institutions voisines de l'ancien régime. La société « Aide-toi, le ciel t'aidera », qui sommeillait depuis son triomphe électoral de 1827, se réveilla sous la présidence de Guizot ; elle ressuscita ses comités locaux et multiplia dans tous les départements les groupes disposés à la seconder. Comme l'opinion publique prêtait au ministère des projets dangereux, les chefs de la société songèrent à la résistance légale : si les ministres convoquaient la Chambre, celle-ci refuserait le budget ; s'ils voulaient se passer d'elle, on s'entendrait pour le refus de l'impôt. Les opposants plus hardis, gagnés par les idées républicaines, envisageaient l'éventualité d'une résistance armée à Paris ; leur chef serait Lafayette, l'ancien patron de la Charbonnerie, plus populaire que jamais depuis son voyage triomphal aux États-Unis en 1824-1825.

La presse libérale tout entière faisait rage contre les ultras. Le *Journal des Débats* et le *Constitutionnel* furent dépassés en audace par un journal qui débuta au commencement de 1830, le *National*. Les rédacteurs, trois jeunes gens, Thiers, Mignet, Armand Carrel, posèrent nettement la question que n'avaient point résolue quinze années de vie publique : la Charte n'a-t-elle pas donné à la France le régime parlementaire ? D'après eux, s'il y avait conflit entre le ministère et la Chambre, le roi pouvait la dissoudre, mais si les électeurs donnaient raison à la Chambre, le ministère devait se retirer. Le *National* laissa entendre que, si le roi ne cédait pas, la France aurait le droit d'imiter l'exemple de l'Angleterre en 1688 : c'était envisager la substitution de la branche cadette à la branche aînée, du duc d'Orléans à Charles X.

La session fut ouverte en mars 1830. La gauche et le centre, à la Chambre des députés, marchaient d'accord. La gauche n'avait plus le général Foy ni Manuel ; mais deux grands banquiers, Laffitte et Casimir Périer, l'exhortaient à la résistance ; le langage menaçant du discours du trône décida le centre à voter l'adresse énergique rédigée par Royer-Collard. Elle fut adoptée par 221 voix contre 158. Le concours est nécessaire, disait-elle, entre les vues du gouvernement et les vœux du peuple : « Sire, notre loyauté, notre dévouement nous condamnent à vous dire que ce concours n'existe pas. » La Chambre fut dissoute. Bien que la loi ne donnât le droit de vote qu'à

100.000 privilégiés, toute la nation se passionna pour la lutte électorale. Les mandements des évêques en faveur du ministère ne firent que surexciter l'antipathie contre le parti-prêtre ; le manifeste du roi déclarant qu'il ne céderait pas ébranla chez beaucoup de libéraux le loyalisme dynastique. L'opposition demanda aux citoyens de réélire les 221. Polignac cependant croyait au succès ; la prise d'Alger, connue à Paris le 9 juillet, fortifiait ses espérances. Mais les 221 furent réélus, avec une cinquantaine d'opposants nouveaux.

Qu'allait faire Charles X ? Son ami Nicolas I^{er}, bien renseigné par l'ambassadeur Pozzo di Borgo, l'engageait à éviter un coup d'État ; mais le roi savourait les éloges et les encouragements de Metternich. Ses ministres lui persuadèrent que l'article 14 de la Charte permettait au souverain, dans des circonstances graves, de faire seul des ordonnances, même contraires aux lois ; et lui aussi, comme Polignac, espérait le secours d'en haut. Le 26 juillet parurent quatre ordonnances, même contraires elles prescrivaient la dissolution de la Chambre, avant qu'elle se fût réunie, et de nouvelles élections ; la troisième changeait la loi sur la presse, en rétablissant la nécessité de l'autorisation préalable ; la quatrième, portant que l'impôt des patentes ne compterait plus pour le cens de 300 francs, écartait du scrutin la bourgeoisie industrielle et commerçante afin de laisser le pouvoir à l'aristocratie terrienne. Le jour même où le *Moniteur* a publié ces ordonnances, la Bourse baisse ; les journalistes signent la protestation, rédigée par Thiers, annonçant qu'ils vont résister à une ordonnance illégale.

Tandis que les députés présents à Paris hésitaient, les républicains décidèrent la résistance armée. Peu nombreux, mais commandés par des chefs énergiques, tels que Godefroy Cavaignac, Trélat, Raspail, jeunes, ardents, courageux, les scrupules des légistes ne les arrêtaient pas ; plusieurs savaient d'ailleurs où trouver des compagnons d'armes, car ils avaient rencontré dans les sociétés secrètes les ouvriers militants des faubourgs. Ils vont les voir pendant la nuit et la journée du 27 juillet ; on se promet réciproquement appui et fraternité. Les ouvriers sont poussés par leurs patrons, maîtres imprimeurs et autres industriels libéraux, qui ferment les ateliers. Le 27 juillet tout ce peuple descend dans la rue ; au quartier latin les polytechniciens se joignent à lui et les étudiands suivent. Le 28, les barricades commencées dans la nuit avancent toujours, les insurgés prennent l'Hôtel de Ville ; on y arbore le drapeau tricolore

dont la vue remplit d'enthousiasme et entraîne au combat de nouvelles masses populaires. Le 29 un grand assaut enlève le Louvre, et bientôt le drapeau tricolore flotte sur les Tuileries.

L'ardeur du peuple pendant les « Trois Glorieuses » n'eut d'égale que la mollesse du gouvernement. Charles X, qui était allé chasser à Saint-Cloud, demeura éloigné de Paris. Polignac, ministre de la guerre en l'absence de Bourmont, n'avait rien préparé ; Marmont, chargé au dernier moment de commander les troupes, accomplissait avec répugnance une mission qui allait le rendre encore plus odieux qu'en 1814. Les Suisses et les gardes du corps se battirent bien, mais les régiments de ligne, hostiles à ces orgueilleux corps d'élite et partageaient les sentiments du peuple, montrèrent peu d'entrain et bientôt refusèrent, avec la plupart de leurs officiers, de continuer la lutte. Le 29 au soir la garde royale dut battre en retraite jusqu'à Saint-Cloud, laissant Paris aux vainqueurs. Charles X avait su trop tard la vérité. Il se résolut, trop tard aussi, à révoquer les ordonnances, à renvoyer ses ministres, enfin à faire connaître son abdication et celle du dauphin en faveur du petit duc de Bordeaux. Il s'était retiré avec ses troupes à Rambouillet ; le flot des insurgés parisiens vint l'y menacer (3 août). Le vieux roi céda encore une fois et, sous la surveillance des commissaires envoyés par le gouvernement nouveau, il chemina lentement avec les gardes du corps jusqu'à Cherbourg, d'où un vaisseau l'emmena vers l'exil.

A Paris, l'Hôtel de ville était devenu le siège d'une commission municipale, et aussi le quartier général de Lafayette, nommé comme en 1789 commandant de la garde nationale. Les autorités municipales tenaient leur titre, non d'un pouvoir régulier, mais d'un groupe de députés qui se réunissaient depuis deux jours dans l'hôtel du banquier Laffitte, et qui rompaient enfin avec Charles X. Rien n'était décidé encore le soir du 29 : à l'Hôtel de ville, les jeunes combattants qui entouraient Lafayette rêvaient de la république ; chez Laffitte, les députés voulaient donner la couronne au duc d'Orléans et commencèrent par le nommer lieutenant général du royaume. Qui l'emporterait ? La république ou la monarchie ? Tout dépendait de Lafayette, le véritable maître de Paris. Le 31 juillet le duc d'Orléans, rassuré sur ses intentions, fit la démarche décisive en allant le saluer à l'Hôtel de ville ; le vieux général l'embrassa devant tous, et les républicains se résignèrent.

Bientôt l'on apprit que la France accueillait avec joie la victoire de Paris et le retour du drapeau tricolore. Les partisans du régime nouveau ne perdirent pas de temps : la Chambre des députés revisa rapidement la Charte et promit diverses lois organiques ; la Chambre des pairs confirma sans résistance tous ces votes, y compris l'exclusion des pairs nommés sous Charles X. Le 7 août la Chambre des députés appela au trône Louis-Philippe, qui était « invité » à accepter la Charte constitutionnelle, ainsi corrigée, devant les Chambres assemblées, et à prendre le titre de « roi des Français ».

II. — LES DÉBUTS DE LOUIS-PHILIPPE (1830-1835)¹.

La Charte de 1830 n'était que la Charte de 1814, peu modifiée dans son texte, mais fondée sur des principes nouveaux. Plus de monarchie légitime : le nouveau prince n'est pas Philippe VII, roi de France, mais Louis-Philippe I^{er}, roi des Français. Plus de Charte octroyée : il a dû accepter la constitution avant d'être reconnu comme roi. Plus de drapeau blanc : la France reprend le drapeau de 1789. Plus de religion d'État : le catholicisme est seulement reconnu comme la religion de la majorité des Français, formule conforme au texte même du Concordat de 1802.

Deux lois importantes complétèrent la Charte nouvelle en changeant le recrutement des Chambres. L'hérédité de la pairie fut abolie, malgré les protestations de Royer-Collard, de Guizot et de Thiers ; la bourgeoisie prévenait de cette manière la renaissance d'une aristocratie. La Chambre des pairs, composée de membres viagers nommés par le roi, perdit beaucoup de son prestige. Pour la Chambre des députés, le cens des électeurs fut abaissé de 300 à 200 francs, celui des éligibles de 1.000 à 500 francs, le minimum d'âge des élus de quarante à trente ans. Ainsi était doublé le corps électoral qui, jusqu'en

1. OUVRAGES A CONSULTER. — L'ouvrage essentiel est celui de Charléty, *La monarchie de juillet* (Paris, 1921, in-4° ; t. V de l'*Histoire de France contemporaine* dirigée par Ernest Lavisse), avec des bibliographies très complètes. On peut consulter encore l'*Histoire de la monarchie de juillet*, par Thureau-Dangin (Paris, 1887-1892, 7 vol. in-8°), bien qu'elle soit vieillie et très partielle. Voir aussi l'ouvrage, cité p. 42, de Georges Weill sur le parti républicain et, du même, *Paul Dubois, un intellectuel député*, dans la *Revue de synthèse historique*, t. XLVI (1928), p. 65-100. Les *Mémoires* de Mme Dosne (Paris, 1928, 2 vol. in-8°) donnent de curieux détails, dictés par Thiers, sur les rapports de Louis-Philippe avec ses ministres.

1848, varia de 200.000 à 240.000 membres. La Chambre des députés fut désormais toute-puissante, car les journées de juillet avaient résolu la question posée par l'adresse des 221 ; le sort des ministères fut subordonné à ses votes.

Le nouveau roi, fils de Philippe-Égalité, avait combattu sous le drapeau tricolore à Valmy et à Jemappes ; émigré depuis 1793, réconcilié avec les Bourbons de la branche aînée, il leur inspira toujours quelque défiance. De 1815 à 1830 son attitude correcte et prudente ne l'avait pas empêché d'entretenir des rapports amicaux avec les chefs de l'opposition libérale. Autant ses deux prédécesseurs étaient paresseux, peu soucieux de diriger le travail administratif, autant Louis-Philippe fut laborieux, disposé à s'occuper de tout. Obligé de pratiquer le régime parlementaire, il ne l'accepta jamais franchement et chercha toujours à mener les ministres à sa guise. La politique extérieure surtout était sa chose : ami sincère de la paix, il avait en même temps le souci trop visible d'obtenir le pardon des souverains pour celui qui avait usurpé le trône après une révolution. Ce fut le roi de la bourgeoisie, aimant comme elle l'ordre et le travail ; préoccupé comme elle par les questions d'argent ; dédaignant comme elle les classes inférieures.

Dans cette bourgeoisie orléaniste se formèrent dès le début deux partis, celui du « mouvement » et celui de la « résistance ». Le second pensait qu'après avoir puni le coup d'État de Charles X et fait les nouvelles lois promises il était temps de revenir aux saines traditions gouvernementales, de continuer le régime précédent. Ce parti conservateur demandait l'ordre au dedans, la paix au dehors ; ses tendances répondaient à celles du roi. Le parti du mouvement estimait que la révolution de 1830 devait être le point de départ d'une politique résolument réformatrice et prête à soutenir les peuples révoltés contre la Sainte-Alliance ; mais ses principaux chefs, Laffitte et Odilon Barrot, manquaient d'énergie et de talent. Les deux partis d'ailleurs s'en tenaient au régime censitaire et s'appuyaient sur la bourgeoisie ; tous les deux considéraient la garde nationale, c'est-à-dire la bourgeoisie armée, nommant elle-même ses officiers, comme le principal soutien du régime nouveau.

Celui-ci fut menacé à la fois par les légitimistes et par les républicains. Les premiers étaient à l'origine plus nombreux que les seconds ; mais les sympathies de la noblesse et du clergé, l'appui de quelques groupements populaires en Vendée ou dans

le midi ne compensaient pas l'hostilité générale contre Charles X et le drapeau blanc. Tout au plus l'aristocratie légitimiste pouvait-elle gêner Louis-Philippe en entretenant l'antipathie des aristocraties étrangères contre « l'usurpateur ». Les républicains étaient beaucoup plus redoutables pour lui, parce qu'ils représentaient l'idéal démocratique, surgi des barricades de juillet. Vieillards demeurés fidèles aux souvenirs de 1793 ou jeunes gens grisés de grands mots et d'espoirs magiques, ils avaient le courage, le dévouement, la foi qui soulève les montagnes. Voulant à la fois la grandeur de la France et l'affranchissement des autres peuples, ils espéraient conquérir la rive gauche du Rhin et fonder la république européenne.

Les progrès de ce parti furent très rapides. Armand Carrel s'y rallia en 1832 et fit de son journal, le *National*, le grand organe républicain ; sa propagande gagna beaucoup d'adhérents dans la bourgeoisie, surtout parmi les étudiants. A son exemple, plusieurs journaux se fondèrent dans les départements, répandant l'idée nouvelle. Bientôt celle-ci pénétra dans le peuple, non pas chez les paysans, indifférents à la politique, mais chez les ouvriers des grandes villes.

D'un parti bonapartiste il n'était point question en 1830. Et pourtant la religion de Napoléon avait grandi avec la légende de Sainte-Hélène. Le triomphe du drapeau tricolore apparut comme le triomphe de l'Empereur. L'arrivée de son fils, le duc de Reichstadt, en France après les journées de juillet, aurait pu provoquer un grand mouvement populaire en faveur du jeune prince, mais l'Autriche gardait « l'aiglon » avec soin, et sa mort, en 1832, parut supprimer tout péril bonapartiste. Le gouvernement nouveau crut donc habile de répandre le culte de l'Empereur ; « l'homme de bronze », démoli en 1815, reparut sur la colonne Vendôme, et l'armée se remplit de vétérans de l'Empire. Le régime bourgeois et pacifique de Louis-Philippe s'abritait sous ce glorieux patronage. Les républicains saluaient dans le martyr de la Sainte-Alliance l'incarnation de la démocratie.

Le parti de la république n'attaqua point aussitôt le nouveau gouvernement ; son antipathie allait encore aux Bourbons de la branche aînée, à leurs amis les chouans. Les ministres de Charles X, traduits devant la Chambre des pairs et condamnés à la détention, n'échappèrent qu'avec peine à la fureur du peuple de Paris. Une manifestation légitimiste à Saint-Germain

l'Auxerrois, l'ancienne paroisse du « roi martyr », provoqua le sac de cette église et le pillage de l'archevêché, sous l'œil complaisant de la garde nationale. C'était trop de désordre ; la bourgeoisie parisienne reprochait à Laffitte et à ses collègues du ministère de laisser le champ libre à l'émeute. Le roi les renvoya et confia le pouvoir (13 mars 1831) au chef du parti de la résistance, l'énergique et impérieux Casimir Périer. Les républicains rompèrent alors définitivement avec une monarchie qui, ayant organisé le régime censitaire par les lois sur la garde nationale, sur les conseils municipaux et généraux, déclarait close l'ère des réformes politiques. Ils fondèrent des sociétés mi-publiques, mi-secrètes, notamment celle des Amis du peuple, pour propager leurs doctrines et préparer des soldats.

Casimir Périer lutta pendant un an contre ces sociétés, contre les agitateurs de toute origine, et parvint à rétablir l'autorité du pouvoir central sur les fonctionnaires. Mais sa mort vint rendre confiance aux ennemis du roi ; l'antipathie commune contre le « juste milieu » orléaniste amenait parfois des rapprochements inattendus entre légitimistes et républicains. Ceux-ci provoquèrent l'émeute populaire des 5 et 6 juin 1832, qui ensanglanta les funérailles du général Lamarque et ne fut domptée qu'après une lutte acharnée. Peu après, la duchesse de Berry alla soulever la Vendée au nom de son fils, le jeune duc de Bordeaux, héritier du trône sous le nom d'Henri V ; secrètement encouragée par le roi de Sardaigne Charles-Albert, puis par le roi des Pays-Bas, elle espérait obtenir aussi l'appui des grands souverains. Mais la Vendée ne répondit guère à cet appel ; bientôt la duchesse fut trahie et prise, et, lorsqu'on apprit qu'elle avait accouché d'une fille dans sa prison de Blaye, son prestige romanesque s'évanouit. Le parti légitimiste fut désormais réduit à l'impuissance. Il s'honorait d'un grand écrivain, Chateaubriand, et d'un grand orateur, Berryer ; ni l'un ni l'autre ne se faisaient guère d'illusions sur le succès possible. A Paris le faubourg Saint-Germain s'interdisait tout rapport avec les Tuileries ; en province, les salons de la noblesse légitimiste se fermaient aux fonctionnaires : bouderie plus désagréable que dangereuse pour la monarchie d'Orléans.

Les républicains, au contraire, se fortifiaient et s'organisaient. La grande société des Droits de l'homme et du citoyen poursuivait sa propagande publique, non pas seulement à Paris comme les Amis du peuple, mais dans toute la France. Le gouvernement résolut de supprimer par une loi

sévère toutes les associations politiques ; et lorsque les républicains tentèrent encore une fois la fortune des armes à Lyon et à Paris (avril 1834), l'armée les écrasa. Un grand procès, le procès d'avril, le « procès-monstre », s'engagea devant la Cour des pairs ; il n'était pas fini quand l'attentat de la machine infernale, préparé contre le roi par Fieschi, ensanglanta Paris (juillet 1835). Le ministère était dirigé depuis longtemps par les successeurs de Casimir Périer, les chefs du parti de la résistance, le duc de Broglie, Thiers et Guizot. Ils firent voter après l'attentat les « lois de septembre », dirigées surtout contre la presse, interdisant d'offenser le roi, d'attaquer le principe ou la forme du gouvernement (1835). Le parti républicain semblait définitivement écrasé. La France n'était pas mûre pour une transformation démocratique. Elle acceptait la monarchie parlementaire, appuyée sur la garde nationale et garantissant le pouvoir à la bourgeoisie.

III. — LA RÉFORME ÉLECTORALE EN ANGLETERRE (1830-1835)¹.

C'était la bourgeoisie également qui l'emportait à la même époque en Angleterre. Mais alors que la France eut besoin d'une révolution pour barrer le chemin aux fauteurs de l'ancien régime, une agitation pacifique suffit à la Grande-Bretagne pour accomplir la réforme électorale qui allait inaugurer une époque nouvelle.

L'idée de la réforme électorale n'avait jamais entièrement disparu depuis cette année 1785 où les Communes repoussèrent le projet modéré de Pitt. Après 1815 quelques affaires scandaleuses de corruption montrèrent comment l'on trafiquait de certains bourgs pourris. Plus tard on dénonça un grand propriétaire qui donnait congé à plusieurs centaines de ses locataires, pour les punir d'avoir voté contre le candidat choisi par lui. Et d'ailleurs l'évolution économique et sociale four-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres de Spencer Walpole et d'É. Halévy, cités p. 32, joindre G. Lowes Dickinson, *The development of Parliament during the XIXth century* (Londres, 1895, in-8°) ; trad. française intitulée *Le développement du Parlement pendant le XIX^e siècle* (Paris, 1906, in-8°, de la « Bibliothèque internationale de droit public »). Des documents importants sur le parti whig sont donnés par G. M. Trevelyan, *Lord Grey of the Reform Bill* (Londres, 1920, in-8°). Sur le parti tory, voir l'analyse pénétrante de Richard Hill, *Toryism and the people* (Londres, 1928, in-8°).

nissait des arguments de plus en plus forts à ceux qui la déclaraient nécessaire. La population anglaise, en effet, continuait à se déplacer du sud-est vers le nord-ouest ; l'industrie faisait naître autour des mines de houille des villes importantes qui n'avaient pas de représentants au Parlement ; le contraste de grandes cités comme Manchester et Liverpool, privées de députés, avec les bourgs pourris qui en étaient pourvus, devenait scandaleux. Après avoir obtenu la réforme douanière et l'émancipation des catholiques, le parti whig espéra pouvoir reprendre avec succès les projets de réforme politique. Ce qui gênait sa campagne, c'étaient les divergences entre whigs et radicaux. Ceux-ci réclamaient en vain depuis 1816 le suffrage universel ou tout au moins un suffrage très élargi. Les whigs se contentaient de la suppression des bourgs pourris. Il fallait contre les tories un programme commun ; les radicaux, bourgeois et ouvriers, le sentirent ; ils se rallièrent au programme whig. L'occasion après la mort de Canning, qui s'était opposé à tout changement, paraissait propice : la réforme trouvait un champion infatigable en lord John Russell.

Les tories perdirent en 1830 Georges IV, devenu leur allié constant. Le nouveau roi, son frère Guillaume IV, marin assez populaire, mais dépourvu d'intelligence et d'autorité, passait pour favorable aux whigs. Aux élections qui suivirent son avènement, la majorité conservatrice fut réélue, mais très diminuée. Quelques semaines plus tard fut connue la révolution parisienne. Charles X, l'allié du tsar, et Polignac, l'auteur de l'expédition d'Alger, n'inspiraient aucune sympathie aux Anglais ; la violation de la Charte fit paraître légitime le soulèvement des Parisiens. Puis on apprit que le gouvernement nouveau assurait le pouvoir à la bourgeoisie « respectable », que Louis-Philippe désirait, demandait l'alliance de la Grande-Bretagne. Autant la révolution de 1792 avait causé de répulsion et de colère, autant celle de 1830 inspira de sympathie aux hommes de progrès. L'exemple de Paris encouragea industriels et commerçants contre l'aristocratie terrienne ; dans le peuple on se répéta qu'il était possible de vaincre l'armée.

Une société fondée à Birmingham au commencement de 1830, l'« Union politique », avait fait appel aux hommes de la classe moyenne et à ceux de la classe ouvrière ; cet exemple fut suivi ailleurs. Cobbett, le vieux polémiste radical, rentra en scène et recommanda, lui aussi, l'union des réformistes. Brougham, alors dans tout l'éclat de son éloquence, parlait dans le

même sens. On adopta le cri de guerre : « A bas les bourgs pourris ! » Le chef des whigs était lord Grey, leur leader à la Chambre haute ; partisan de la réforme électorale depuis de longues années, il avait annoncé après une première défaite qu'il la reprendrait quand le peuple anglais se passionnerait pour elle. En novembre 1830 il jugea le moment opportun et posa la question devant la Chambre des lords. Le premier ministre Wellington lui opposa un refus catégorique : le système en vigueur dans ce pays est excellent, répondit-il, et « la nature humaine est incapable d'atteindre d'un coup une telle perfection ». Une pareille intransigeance allait être fatale au ministère : des hommes importants qui avaient évité jusque-là de se prononcer, comme Melbourne et Stanley, se joignirent à Grey ; Palmerston aussi. Wellington dut bientôt quitter le pouvoir.

Grey lui succéda (décembre 1830), en formant un ministère de whigs et de canningites, où les aristocrates étaient en majorité. Ce grand seigneur, en effet, tout en acceptant l'appui des radicaux, tenait à ne point se compromettre avec le peuple, afin de gagner à son projet le roi et la Chambre des lords ; il réprima sévèrement les troubles agraires survenus dans le sud, et fit poursuivre Cobbett, que le jury acquitta. La présentation du bill qui supprimait les bourgs pourris et distribuait aux villes nouvelles les sièges enlevés aux circonscriptions mortes valut au cabinet une immense popularité. Les tories néanmoins firent échouer le projet devant la Chambre des Communes. Elle fut dissoute ; whigs et radicaux allèrent au scrutin avec ce mot d'ordre : « Le bill, tout le bill, rien que le bill ! » Une grande majorité leur donna raison.

C'était la première fois depuis un demi-siècle que le parti whig se retrouvait maître des Communes. Celles-ci votèrent le bill amendé, mais la Chambre des lords le rejeta. Alors une agitation presque révolutionnaire commence dans les « journées de mai ». Les ouvriers militants se laissent entraîner par les radicaux à faire campagne pour le bill, quoiqu'il ne réponde nullement à leurs revendications. Meetings et cortèges énormes se succèdent ; on invoque l'exemple de Paris. Les Unions recommandent le refus de l'impôt, et les capitalistes whigs parlent de commencer le retrait des dépôts à la Banque d'Angleterre. La vie chère, la baisse du change, le choléra excitent les mécontents ; l'armée, très réduite, serait peut-être incapable de s'opposer à un mouvement général. La Chambre des

lords consent à voter le bill, mais avec un amendement qui en restreint beaucoup la portée. Grey veut l'effrayer par la menace d'une fournée de pairs ; Guillaume IV, plutôt que d'y consentir, accepte la démission du ministère et fait appel aux tories. Wellington, sagement conseillé par Robert Peel, reconnaît l'impossibilité de braver l'opinion publique en prenant le pouvoir, de sorte que le roi est obligé de se soumettre aux conditions du chef whig. La Chambre des lords, afin d'éviter la nomination d'un flot de nouveaux pairs, se résigne à voter la loi.

La réforme de 1832 enlevait 143 sièges aux bourgs en décadence pour les distribuer à des circonscriptions plus populeuses, particulièrement aux villes de l'ouest. Elle introduisit aussi un peu d'ordre dans la confusion des anciens règlements électoraux : le droit de vote appartenait désormais, dans les bourgs, à tout locataire d'une maison de dix livres de revenu ; dans les comtés, aux possesseurs d'un immeuble de dix livres de revenu, aux tenanciers d'un immeuble de cinquante livres. La loi respectait les traditions anciennes : elle considérait toujours le droit électoral, la « franchise », comme un privilège, et maintenait le nombre ancien des députés, le scrutin public, divers autres vieux usages. Mais le corps électoral se trouva fortement augmenté, passant de moins de 500.000 membres à 813.000 ; les Îles Britanniques avaient maintenant un électeur pour 30 habitants, alors que la France, depuis la réforme de 1831, en comptait seulement un pour 200 habitants. Les *landlords* gardèrent un pouvoir considérable, qui s'imposait toujours à leurs tenanciers, mais les villes industrielles purent nommer au Parlement des fabricants et des commerçants ; ainsi la bourgeoisie allait être en état de disputer la direction du gouvernement à l'aristocratie. Bien que la loi de 1832 n'accordât rien aux classes ouvrières, c'était un coup décisif porté à l'ancien régime.

Les élections faites d'après le nouveau système (décembre 1832) envoyèrent aux Communes 650 députés, dont 500 environ qui approuvaient la loi de réforme. Les deux grands partis politiques subsistèrent en adoptant des noms nouveaux : les tories devinrent les « conservateurs », et les whigs les « libéraux ». À côté de ceux-ci, et votant le plus souvent avec eux, se trouvaient les radicaux, au nombre de 50 environ : ce n'était pas un vrai parti, dirigé par un chef, mais plutôt un groupement d'hommes actifs, remuants, qui proposèrent ou propa-

gèrent beaucoup d'idées nouvelles. Le pouvoir demeura aux libéraux : quand lord Grey se fut retiré volontairement, le Premier fut Melbourne, grand seigneur indolent, spirituel et modéré. En 1834 Guillaume IV, essayant une sorte de coup d'État, renvoya Melbourne et rendit le pouvoir aux tories. Robert Peel, choisi comme premier ministre (d'accord avec Wellington), accepta l'offre royale et fit dissoudre la Chambre en déclarant que la réforme de 1832, combattue par lui avant cette date, resterait désormais la loi de l'État. La nouvelle Chambre conserva une majorité libérale, qui vota plusieurs fois contre le cabinet ; Peel se retira en affirmant qu'un ministère ne doit pas rester en fonctions « contre l'opinion nettement décidée de la Chambre des Communes », même s'il a pour lui le roi et la Chambre Haute. Guillaume IV dut rappeler Melbourne (1835). Ainsi le régime parlementaire devenait incontesté en Angleterre comme en France.

IV. — LA RÉVOLUTION BELGE ¹.

Les Belges avaient accueilli avec joie en 1814 la chute de Napoléon. Les Alliés décidèrent de réunir leur pays à la Hollande pour donner une récompense à la maison d'Orange, et surtout pour établir une barrière solide contre les invasions françaises. Le roi du nouvel État, Guillaume I^{er}, octroya la « loi fondamentale », moins libérale que la Charte française, et qui écartait formellement la prédominance des Chambres ou États-généraux ; actif et autoritaire, vrai type de despote éclairé, il voulait unir les deux peuples sous son pouvoir en dirigeant tout lui-même. « Je puis régner sans ministres, disait-il, et je puis nommer ministre qui bon me semble, fût-ce un de mes palefreniers. C'est moi, moi seul qui gouverne, et moi

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre Pirenne (cité p. 97), voir Fr. Van Kalken, *Histoire du royaume des Pays-Bas et de la révolution belge* (Buxelles, 1910, in-8°), et son article, *Esquisse des origines du libéralisme en Belgique*, dans la *Revue d'histoire moderne*, t. I (1926), p. 161-197 ; Charles Terlinden, *Guillaume I^{er} et l'Eglise catholique* (Bruxelles, 1906, 2 vol. in-8°), et son article, *La politique économique de Guillaume I^{er}*, dans la *Revue historique*, t. CXXXIX (1922), p. 1-39 ; Louis de Lichtervelde, *Le congrès national de 1830* (Bruxelles, 1922, in-8°) ; De Ridder, *Histoire diplomatique du traité de 1839* (Bruxelles, 1920, in-8°). — Sur les débuts du royaume des Pays-Bas, H. T. Colenbrander *Vestiging van het Koninkrijk, 1813-1815* [Fondation du royaume] (Amsterdam, 1927, in-8°) ; Colenbrander est aussi le directeur de la grande publication de documents hollandais, *Gedenkstukken der Algemeene Geschiedenis van Nederland van 1795 tot 1840*, dont les t. III et IV (La Haye, 1920-1921, 2 vol. in-4°) se rapportent à la période de 1830-1840.

seul qui suis responsable. » Ce pouvoir à peu près illimité devait assurer aux Belges comme aux Hollandais la prospérité matérielle. Celle-ci devint très grande : l'industrie et l'agriculture du sud complétaient le commerce et la marine du nord et trouvaient dans les colonies hollandaises un magnifique débouché. Un grand ingénieur hollandais, Rœntgen, à l'appel du roi, releva brillamment la métallurgie belge. L'instruction primaire fit des progrès considérables. Mais les rapports plus fréquents entre les deux peuples réunis aggravèrent une antipathie déjà ancienne. Les Hollandais, fiers de deux siècles d'indépendance, méprisaient les Belges demeurés toujours soumis à des maîtres étrangers ; protestants convaincus, ils avaient pitié d'une population catholique asservie à son clergé. Les Belges souffraient de ce dédain et notaient soigneusement toutes les preuves de la préférence donnée par le roi aux Hollandais pour le choix des hauts fonctionnaires ou la répartition des impôts. Enfin les Belges de langue française, les Wallons, s'indignaient que le gouvernement voulût imposer à toute la région flamande le hollandais comme langue officielle, et les Flamands eux-mêmes le considéraient comme une langue étrangère, puisque leur parler n'avait ni la même prononciation ni la même orthographe.

La résistance des Belges fut longtemps paralysée par leurs divisions. Il y avait deux partis chez eux : le parti catholique, appuyé sur les masses rurales, fidèle aux traditions des souverains espagnols et autrichiens, voulait maintenir la prédominance du clergé ; le parti libéral, peu nombreux, mais très fort dans la bourgeoisie, pénétré des idées introduites par la France pendant vingt ans de vie commune, défendait la laïcité de l'État et les principes de 1789. Les catholiques exaltés furent d'abord les seuls à se plaindre du régime hollandais. Les évêques belges, surtout l'ardent Maurice de Broglie à Gand, fulminèrent dès 1815 contre l'égalité des cultes, poussant ainsi les libéraux à soutenir le roi ; celui-ci osa résister à leurs prétentions dominatrices et finit par l'emporter. Mais il suscita une nouvelle querelle en voulant, comme autrefois Joseph II, obliger les futurs prêtres à s'instruire dans le Collège philosophique organisé par lui à Louvain. Un Concordat signé avec le pape (1827), mais interprété différemment de part et d'autre, n'apaisa pas le conflit.

Bientôt les jeunes libéraux attaquèrent à leur tour un gouvernement qui menaçait la liberté de la presse, et qui avait

supprimé le jury, « institution des temps barbares ». Ils se rapprochèrent des catholiques d'autant plus volontiers que ces derniers, sous l'influence de Lamennais, adoptaient les principes du catholicisme libéral. L'Union des oppositions se forma ainsi ; elle rédigea un programme où les catholiques acceptèrent d'inscrire la liberté de la presse et les libéraux la liberté d'enseignement ; elle provoqua un flot de pétitions (1829) en faveur de ce programme. Le roi, conseillé par un ministre aussi obstiné que lui, van Maanen, refusa longtemps de rien accorder. Puis il se ravisa et consentit à plusieurs concessions ; mais un voyage en Belgique au début de 1830 lui montra un pays en progrès, un commerce florissant, et lui fit croire que l'agitation politique n'offrait aucun danger.

Survint la révolution parisienne de juillet. Les catholiques virent d'un mauvais œil cette révolte violente contre le parti-prêtre ; les libéraux, qui jusque-là n'avaient pas songé à recourir à la force contre Guillaume I^{er}, admirèrent le courage des Français. L'agitation grandit à Bruxelles. Le 25 août la représentation d'un opéra mettant en scène des journées révolutionnaires, la *Muette de Portici*, provoque les premiers troubles. La bourgeoisie bruxelloise prend les armes pour maintenir l'ordre, mais en profite pour présenter énergiquement ses revendications au roi. Celui-ci, tout en convoquant les États Généraux, envoie vers Bruxelles des troupes avec ses deux fils, le prince d'Orange, ami de la conciliation, et le prince Frédéric, disposé à la rigueur. Le prince d'Orange, apprenant que la ville se couvre de barricades, y entre seul et tâche de négocier, mais sans grand succès. La révolte gagne peu à peu toutes les villes de Belgique. Lorsque le prince Frédéric veut enfin prendre Bruxelles de force, le peuple résiste ; on se bat dans la rue ; le sang coule dans les quatre journées, du 23 au 26 septembre, et la lutte se termine par la retraite des soldats hollandais.

Ces journées décidèrent de l'avenir de la Belgique. Auparavant elle se serait contentée de la séparation administrative des deux pays sous le monarque régnant. Guillaume I^{er} l'avait proposé, mais trop tard ; le gouvernement provisoire belge, formé en pleine bataille, réclamait l'indépendance. Le prince d'Orange essaya encore de négocier à Anvers, mais il fut désavoué par son père, et le bombardement d'Anvers par la garnison hollandaise de la citadelle (27 octobre 1830) acheva de rendre un arrangement impossible. Le 10 novembre le territoire belge était presque entièrement libéré quand se

réunit le Congrès national, formé à la suite d'élections régulières ordonnées par le gouvernement provisoire.

Le Congrès, bien dirigé par son président, le catholique Surlet de Chokier (qui fut plus tard investi de la régence), comprenait beaucoup d'hommes de valeur, au sens politique très sûr, tels que les chefs libéraux Devaux, Lebeau, Rogier. L'accord entre catholiques et libéraux lui permit de faire œuvre utile. Après s'être prononcé pour la monarchie contre la république, il vota l'exclusion perpétuelle de la maison d'Orange. La constitution rédigée par lui en 1831 fut plus hardie que la Charte française de 1830 ou la réforme électorale proposée à ce moment par lord Grey ; dans tous les pays les partis radicaux la citèrent désormais comme un modèle. Non seulement elle proclamait en termes formels la souveraineté de la nation, la prépondérance du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif, les grandes libertés politiques et sociales, mais elle organisait en fait le libre emploi des langues, la publicité des séances, les droits des provinces et des communes, associant ainsi le régime moderne avec la décentralisation chère au pays depuis des siècles. Et pourtant ce n'est pas la démocratie qui triomphait à Bruxelles, pas plus qu'à Paris ou à Londres : il fallut payer un impôt, d'ailleurs peu élevé, de 20 florins (42 francs) pour être électeur.

La Belgique, en se donnant une constitution, n'ignorait pas que son existence nationale dépendrait de la volonté des cinq grandes puissances ; elle avait toutefois de bonnes raisons d'espérer. Les trois souverains absolutistes, en d'autres circonstances, auraient peut-être voulu répondre à l'appel que le roi des Pays-Bas leur adressa contre ses sujets rebelles ; mais la Prusse fut arrêtée par le *veto* de la France, l'Autriche dut faire face aux mouvements italiens, et Nicolas I^{er}, le plus ardent pour l'intervention, fut paralysé par le soulèvement de la Pologne. Le rôle prédominant revint ainsi à la France et à l'Angleterre. La France éprouvait une sympathie naturelle pour une révolution fille de la sienne, qui détruisait un État édifié contre elle par la Sainte-Alliance ; le gouvernement de Louis-Philippe dut bientôt choisir entre les objurgations d'une minorité ardente, formée d'hommes de gauche surtout, qui, d'accord avec certains Belges, demandait la réunion du pays à la France, et les conseils des politiques modérés qui affirmaient la nécessité de renoncer à ce rêve et de s'entendre avec l'Angleterre.

Le ministère Wellington, qui gouvernait en août 1830, accueillit très mal le soulèvement belge, mais il avait trop de soucis

en Angleterre pour songer à le combattre par les armes. Une seule éventualité, l'annexion de la Belgique à la France, pouvait unir tous les partis britanniques dans une même résolution belliqueuse. Lorsque Grey prit le pouvoir, il confia le ministère des affaires étrangères à Palmerston. Cet ancien tory passé au groupe canningite, puis au parti whig, était jusque-là demeuré au second plan ; désormais il se révéla très actif, habile, passionné pour le développement de la puissance britannique. Son passé rendait l'ancien ministre de la guerre hostile à la France ; maintenant il consentait à négocier avec elle pour affranchir la Belgique, à la condition que celle-ci ne subît pas l'influence française. La conférence de Londres groupa autour de lui les ambassadeurs des quatre autres grandes puissances : Talleyrand vint y représenter la France avec le prestige de son habileté diplomatique reconnue de tous, et avec le désir, très ancien chez lui, d'établir un accord franco-anglais durable ; aussi fut-il bien accueilli à Londres. La conférence imposa d'abord un armistice aux Hollandais et aux Belges, séparés par la frontière de 1814 ; puis le protocole du 20 décembre 1830 reconnut que l'union des deux peuples avait pris fin.

Cependant le Congrès national belge, pressé de sortir du provisoire, voulait élire le roi. Les deux candidats les plus en faveur étaient le duc de Nemours, second fils de Louis-Philippe, et le duc de Leuchtenberg, fils d'Eugène de Beauharnais ; mais l'Angleterre ne voulait pas du premier, la maison d'Orléans écartait le second. Il semble que les agents français aient laissé entendre à Bruxelles que Nemours accepterait la couronne ; il fut élu (3 février 1831) à une faible majorité. Louis-Philippe, averti de l'opposition unanime des Anglais, dut se résigner à refuser la couronne offerte à son fils. La conférence de Londres, que cette élection avait irritée, parut devenir hostile aux Belges : Palmerston laissa entendre que le mieux serait de revenir au prince d'Orange ; Talleyrand alla, contrairement aux instructions de Paris, jusqu'à parler d'un partage du pays. Certains Belges songèrent alors à Léopold de Saxe-Cobourg. Choisir ce prince allemand devenu citoyen anglais, veuf de la fille de Georges IV, c'était gagner la Grande-Bretagne ; on lui demanderait de donner des gages d'amitié à la France. Léopold fut élu roi (4 juin 1831). Lui qui avait refusé la couronne de Grèce à cause du traité impopulaire imposé à ce pays, ne voulut pas accepter celle de Belgique avant que le Congrès eût ratifié les conditions territoriales fixées par la conférence de Londres. Le Congrès eut

assez d'esprit politique pour s'y décider, en déclarant d'ailleurs qu'il espérait ainsi faciliter aux puissances d'Occident la tâche de secourir la Pologne, et le 21 juillet 1831 Léopold I^{er} fit son entrée solennelle à Bruxelles où il prêta serment à la constitution.

La conférence de Londres, dans le protocole du 20 janvier 1831, avait déclaré la Belgique « perpétuellement neutre », les cinq grandes puissances garantissant cette neutralité. Mais elle varia dans ses décisions sur deux points importants, le sort du Luxembourg et la navigation de l'Escaut. Le Luxembourg en 1814 n'avait pas été réuni au royaume des Pays-Bas ; il avait été constitué en un grand-duché, possession héréditaire de la maison d'Orange et membre de la Confédération germanique ; la capitale, Luxembourg, devint une forteresse fédérale occupée par une garnison prussienne. En 1830 les Luxembourgeois imitèrent les Belges et se révoltèrent contre Guillaume I^{er}. La conférence de Londres finit par décider que le Luxembourg serait divisé en deux parties, l'une aux Belges, l'autre, avec la forteresse de Luxembourg, au grand-duc, c'est-à-dire au roi Guillaume (qui demeurait membre de la Confédération germanique), et qu'un partage semblable serait imposé à la province du Limbourg, Maëstricht, place forte sur la Meuse, restant à la Hollande. Quant à l'Escaut, une formule peu précise y assura aux Belges la liberté de navigation en laissant aux Pays-Bas les bouches du fleuve.

Tandis qu'on négociait à Londres, Guillaume I^{er} affirmait sa volonté de soumettre les Belges. Son armée passa la frontière et les battit (août 1831) ; Léopold appela les troupes françaises, qui chassèrent les Hollandais sans résistance, puis quittèrent la Belgique. Guillaume ayant opposé un nouveau refus au protocole de Londres du 15 octobre 1831 (appelé aussi traité des 24 articles), les trois puissances de l'est l'abandonnèrent et les deux autres se mirent d'accord pour agir contre lui. La flotte anglaise vint bloquer les ports des Pays-Bas pendant que les soldats français de Gérard prenaient la citadelle d'Anvers (décembre 1832). Guillaume dut renoncer à la lutte, sans reconnaître définitivement les faits accomplis. Cependant Léopold I^{er}, en épousant la fille de Louis-Philippe, montrait sa volonté de tenir la balance égale entre la France et l'Angleterre.

A l'intérieur le nouveau royaume avait commencé à pratiquer le régime parlementaire. Malgré la divergence d'idées entre les catholiques et les libéraux, les deux partis, continuant la politique inaugurée avant 1830 par l'Union des oppositions,

acceptèrent des cabinets mixtes, nécessaires pour assurer les débuts de l'État belge et surveiller les desseins de Guillaume I^{er}. Le régime provisoire imposé par l'obstination de ce prince ne leur déplaisait pas ; ils conservaient le Limbourg et le Luxembourg, qui croyaient leur sort définitivement réglé. A peine voyait-on un petit groupe d'extrême gauche, dirigé par le belliqueux député Gendebien, réclamer la guerre contre le roi des Pays-Bas. Mais en 1838 celui-ci déclara qu'il acceptait le traité des vingt-quatre articles et en réclama l'exécution stricte. La colère fut grande en Belgique ; cependant la Prusse menaçait d'intervenir au nom de la Confédération germanique, et la France et l'Angleterre se considéraient comme liées par leur signature. Il fallut se résigner au partage et accepter la convention finale de 1839. Elle confirmait la neutralité perpétuelle de la Belgique, solennellement garantie par les grandes puissances. Les souverains de l'ancienne Sainte-Alliance avaient dû, quelle que fût leur mauvaise volonté, reconnaître un nouvel État libre issu d'une révolution ; et cet État pratiquait un régime semblable à celui de l'Angleterre et de la France.

V. — LA GUERRE CIVILE EN PORTUGAL ET EN ESPAGNE (1830-1834)¹.

Un autre petit pays, beaucoup moins important que la Belgique par sa situation, apparaissait depuis des années comme un champ clos pour les partisans de la Sainte-Alliance et ceux du libéralisme. L'énergie de Canning avait protégé le régime constitutionnel en Portugal contre la menace d'une invasion espagnole. Mais, la régente qui exerçait l'autorité au nom de doña Maria, devait toujours craindre l'oncle de la petite reine, ce don Miguel idolâtré par les ultras portugais, salué par Metternich et tous les amis de l'absolutisme comme le chevalier du droit. En 1827 il accepta de rentrer en Portugal à titre de lieutenant désigné par don Pedro ; une fois à Lisbonne, il oublia ses promesses et bientôt se fit proclamer roi (1828). La félonie était si évidente que la plupart des États rompirent

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les ouvrages cités p. 50, le livre (cité p. 97), de Gautherot sur Bourmont ; Nunez de Arenas, *La expedicion de Vera de 1830* (Madrid, 1927, in-8°), sur une tentative des réfugiés espagnols contre Ferdinand VII ; Hadengue, *Une équipée française au Portugal (1833)*, dans la *Revue des questions historiques*, t. CIII (1925), p. 42-74 et 361-394.

les relations diplomatiques avec son gouvernement ; seul Ferdinand VII le reconnut. Mais Wellington refusait d'agir ou de laisser agir les réfugiés portugais de Londres contre lui ; Charles X ne dissimulait pas sa sympathie pour le défenseur du passé. Une véritable Terreur blanche s'abattit sur le Portugal.

Les victoires du libéralisme en 1830 allaient être funestes à don Miguel. Il avait maltraité plusieurs sujets anglais et français ; ni Palmerston, membre d'un ministère whig mal vu par lui, ni Louis-Philippe, insulté grossièrement par le souverain légitimiste, ne voulurent tolérer pareille chose. L'Angleterre n'eut besoin que d'un ultimatum pour obtenir satisfaction ; la France dut envoyer une escadre qui força les passes du Tage et contraignit don Miguel à s'humilier (1831). Peu après apparut don Pedro ; ayant renoncé à sa couronne brésilienne, il se trouvait libre de défendre les droits de sa fille. Les Açores étaient seules demeurées fidèles à sa cause, mais il réussit à s'emparer de Porto, qui devint l'enjeu de la guerre civile. Une fois de plus les soldats de l'absolutisme et de la liberté accoururent de divers pays. Si Miguel fut secondé par le maréchal de Bourmont et un petit groupe de gentilshommes français, Pedro utilisa les services du général Solignac, et le commodore anglais Napier détruisit la flotte miguéliste.

Ferdinand VII, en Espagne, avait fait face à la crise de 1830, et vaincu les bandes libérales qui, formées en France après l'abdication de Charles X, passaient les Pyrénées pour le renverser. Mais il prépara lui-même une crise dynastique en voulant transmettre la couronne à sa fille Isabelle, au mépris de la loi salique apportée par les Bourbons dans la péninsule. C'était la mère d'Isabelle, la princesse napolitaine Marie-Christine, quatrième femme du roi, qui le poussait à cette innovation : elle lésait l'héritier présomptif Carlos, frère de Ferdinand, qui protesta aussitôt. Une « pragmatique sanction » promulguée, puis retirée, puis rétablie, annula donc la loi salique et, lorsque Ferdinand mourut en 1833, la petite reine de trois ans fut proclamée à Madrid, Marie-Christine prenant la régence.

On put croire d'abord que cette querelle de succession n'intéressait pas la cause du libéralisme. Carlos, l'ami de Miguel, était depuis longtemps le prince cher aux Apostoliques ; mais la régente conservait le dernier ministre de son mari, Zéa Bermudez, qui annonça la résolution de maintenir l'autocratie. Toutefois il se sentit bientôt débordé ; le parti carliste rencontrait tant de sympathies dans le clergé, maître de l'esprit des

paysans, que Marie-Christine eut besoin de s'assurer les grandes villes, favorables aux tendances modernes. Elle appela au ministère un proscrit de 1823, le poète Martinez de la Rosa ; membre du parti des « modérés », il jugea dangereux de rétablir la constitution de 1812 et fit promulguer une loi inspirée de la Charte française de 1814. Cette politique nouvelle le rapprocha de la France et de l'Angleterre ; les trois puissances de l'est, au contraire, sans se prononcer ouvertement, étaient favorables à don Carlos.

Don Pedro et Marie-Christine avaient des intérêts communs, puisque don Carlos venait de rejoindre don Miguel en Portugal et agissait d'accord avec lui. Les deux souverains s'entendirent avec Palmerston qui, après avoir essayé de laisser Talleyrand à l'écart, dut accepter le concours de la France. Le traité de la Quadruple-Alliance (avril 1834) avait un objet précis et restreint, l'intervention de l'armée espagnole et de la flotte anglaise pour expulser les deux prétendants du Portugal ; mais il apparut aux libéraux de toute l'Europe comme une manifestation solennelle en faveur de leurs idées. Les représentants des trois autocrates marquèrent la réprobation de leurs maîtres en quittant Madrid ensemble. Palmerston lui-même écrivait : « Le traité fonde entre les États constitutionnels de l'ouest une quadruple alliance qui servira d'un puissant contrepoids contre la Sainte-Alliance de l'est. »

Le résultat immédiat fut obtenu sans peine. Un mois après le traité don Miguel cerné capitulait à Evora-Monte ; il s'engagea, moyennant une pension viagère, à ne plus revenir dans la péninsule. Don Carlos partit aussi pour l'Angleterre, sans prendre aucun engagement ; ou le disait découragé, résolu à quitter la partie. En 1834 l'Espagne et le Portugal parurent avoir définitivement rompu avec l'absolutisme.

VI. — LES SUCCÈS DU LIBÉRALISME EN SUISSE¹.

En Suisse la révolution de 1830 amena aussi des changements considérables. Ce pays, depuis 1814, était dominé par les vieilles aristocraties locales qui, très jalouses de leur autorité, ne lais-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre Dierauer (cité p. 13), qui demeure essentiel, voir Gagliardi, *Geschichte der Schweiz*, t. II (Zurich, 1921, in-8° ; traduction française, t. II, Lausanne, 1925, in-8°). Parmi les études locales sur les révolutions cantonales, une des plus approfondies, utile pour l'histoire générale de la Suisse, et même de l'État prussien, est celle d'Arthur Piaget, *Histoire de la révolution neuchâteloise* (Neuchâtel,

saient que des attributions modestes au gouvernement fédéral. Celui-ci avait un pouvoir exécutif très faible, car le canton directeur (Berne, Lucerne ou Zurich) n'osait prendre aucune initiative ; quant à la Diète, elle ne décidait rien sans le consentement des cantons, puisque les députés envoyés par eux étaient munis d'un mandat impératif. De 1815 à 1825 le gouvernement fédéral avait satisfait la Sainte-Alliance en multipliant les rigueurs contre la presse et contre les réfugiés. Toutefois depuis 1825 l'aristocratie faiblissait. L'activité des philhellènes avait réveillé les esprits, secoué l'indolence de la bourgeoisie. La jeunesse, imitant la Burschenschaft, mais désirant se défendre contre les tendances teutomanes de cette association, avait créé la Zofingia (1819), plus tard la Société helvétique : ces associations, la dernière principalement, où dominaient professeurs, étudiants et journalistes, luttèrent avec succès contre le particularisme cantonal. La naissance de l'industrie nouvelle profitait aux idées libérales. Quelques journalistes courageux, comme Usteri, exerçaient un véritable apostolat dans les villes. Par contre les campagnes, indifférentes à la politique, dociles aux conseils des pasteurs ou des curés, laissaient le champ libre aux patriciens.

La révolution parisienne de juillet causa d'abord un sentiment de tristesse et de colère : beaucoup de soldats originaires des cantons s'étaient fait tuer pour le roi dans les rues de Paris, et peu après on vit rentrer les six régiments suisses de l'armée française, congédiés par Louis-Philippe. Mais l'exemple de la France donna bientôt espoir et courage à tous les groupes libéraux, et des transformations politiques importantes s'accomplirent dans la plupart des cantons. Généralement un petit noyau d'hommes énergiques prenaient l'initiative de provoquer des réunions et des pétitions ; si les autorités n'en tenaient pas compte, le peuple du chef-lieu intervenait tumultueusement pour les obliger à capituler ; on convoquait alors une assemblée, nommée par un mode de suffrage élargi, qui rédigeait une nouvelle constitution. Presque tous les actes constitutionnels ainsi promulgués proclamèrent la souveraineté du peuple, l'égalité devant la loi, la liberté de la presse, les principes formulés autrefois par la République helvétique et méconnus depuis lors.

in-12), dont les t. III (1919) et IV (1925) se rapportent aux événements de 1831. Parmi les biographies, nous retiendrons surtout celle de Gottfried Guggenbühl, *Bürgermeister Paul Usteri* (Aarau, 1924, in-8°). Sur le rôle de Rossi, voir Laszlo Ledermann, *Pellegrine Rossi* (Paris, 1929, in-8°).

Dans certains cantons importants comme Zurich la révolution s'opéra pacifiquement ; à Genève les conservateurs eurent l'habileté de faire spontanément une réforme assez modeste, qui suffit pour l'instant au peuple. Dans d'autres cantons éclata la guerre civile : à Bâle, contrairement aux traditions, les patriciens dominaient dans la ville et les libéraux dans la campagne ; la paix ne se fit qu'après la formation de deux cantons séparés, Bâle-ville et Bâle-campagne. Neuchâtel qui était dans une situation complexe, à la fois canton suisse et possession du roi de Prusse, connut aussi des troubles prolongés.

Si les gouvernements cantonaux furent transformés de 1830 à 1833, l'organisation fédérale, malgré quelques essais des novateurs, demeura la même. La Diète avait désarmé leur hostilité en déclarant dès 1830 qu'elle ne se mêlerait pas des changements constitutionnels accomplis à l'intérieur des cantons. Ils comprirent que la question n'était pas mûre, et surtout ils redoutèrent l'intervention de leurs grands voisins. Metternich les menaçait de ne plus reconnaître la neutralité de la Confédération et surveillait avec un soin minutieux les réfugiés venus de l'étranger. Néanmoins les partis libéraux avaient confiance dans l'avenir ; ils voyaient que la Suisse venait de faire le premier pas dans la voie de la « régénération ».

CHAPITRE II

1830 ET LES DÉFAITES LIBÉRALES¹

Les révolutions de 1830 réussirent en Occident par l'appui ou la bienveillante neutralité de la France et de l'Angleterre. Dans l'Europe centrale, au contraire, les trois grands autocrates se mirent d'accord pour défendre leur puissance. Tous les trois voulaient maintenir la Pologne partagée, soumise ; tous désiraient une Allemagne calme et docile ; enfin l'Autriche put compter sur l'appui moral de ses voisins quand elle pacifia l'Italie.

Les premières nouvelles de la révolution parisienne étaient parvenues à Metternich et à Nesselrode en Bohême, où ils prenaient leurs vacances. Ils se concertèrent aussitôt et rédigèrent hâtivement, sur le premier papier venu, le « chiffon de Carlsbad », une note où ils affirmaient que l'Autriche et la Russie ne s'immisceraient pas dans les affaires de la France, mais ne lui permettraient point de toucher aux traités internationaux ou de troubler la paix intérieure des autres États. Metternich abandonnait donc le principe d'intervention proclamé si hautement à Troppau, à Laibach, à Vérone. L'inquiétude l'avait saisi. « Ma pensée la plus secrète », écrivait-il à Nesselrode le 1^{er} septembre 1830, « est que la vieille Europe est au commencement de la fin ». Cet accès de découragement ne dura pas longtemps. La révolution nouvelle eut plutôt pour effet d'accroître sa confiance en lui-même et son admiration pour sa perspicacité. Depuis sept ans, alors que tous croyaient l'esprit révolutionnaire dompté, n'avait-il pas montré le péril

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Les ouvrages d'ensemble d'A. Debidour et d'Émile Bourgeois, cités p. 13, font connaître les diverses révolutions ; il faut y joindre ceux, qui ont été cités p. 5, 13 et 62, de Treitschke sur l'Allemagne, H. von Srbik sur Metternich, de Schiemann sur Nicolas 1^{er}, de Bolton King et de Raulich sur l'Italie.

toujours menaçant ? N'avait-il pas conjuré Alexandre, puis Nicolas, de se méfier de Canning, de ne point lier partie avec la France, de rester étroitement unis avec la Prusse et l'Autriche ? Plus que jamais il se sentit le « rocher de l'ordre ».

A Saint-Pétersbourg se trouvait un homme aussi résolu que lui à mériter ce titre. Nicolas I^{er} n'avait pas reçu, comme Alexandre, la culture du xviii^e siècle et le goût des idées de l'Occident ; il n'avait pas non plus le caractère versatile ni les enthousiasmes changeants de son prédécesseur. Il parlait de « l'ordre » avec une ferveur presque religieuse : c'était, pour lui, la base de la société, le principe de la morale, le but essentiel des souverains choisis par Dieu. Les nouvelles de Paris l'indignèrent. Sans doute il estimait peu les Bourbons ; il avait mis Charles X en garde contre le coup d'État et venait de blâmer les ordonnances ; mais tout cela fut oublié quand il apprit que la révolution l'avait emporté, et, pour comble, que le chef de la branche cadette usurpait la couronne de la branche aînée. La colère lui inspira des mesures extrêmes : défense de recevoir dans les ports de Russie tout vaisseau français qui arborerait le drapeau tricolore ; envoi de passeports au chargé d'affaires français à Saint-Pétersbourg ; ordre à l'ambassadeur Pozzo di Borgo d'inviter les Russes habitant la France à quitter ce pays. Pozzo prit sur lui d'ajourner l'exécution des volontés impériales.

Nesselrode revenu de Carlsbad obtint que, pour déterminer son attitude envers Louis-Philippe, le tsar attendît les nouvelles de Paris et de Vienne. L'empereur, qui était en relations intimes avec la cour de Prusse, envoya du moins son général favori, Diébitch, à Berlin afin de concerter avec son beau-père Frédéric-Guillaume III des mesures militaires contre la France. Mais les dispositions pacifiques du roi de Prusse et les sympathies de l'Angleterre pour la révolution de Paris forcèrent Nicolas, bien malgré lui, à reconnaître le roi des Français ; il s'accorda du moins la consolation de lui écrire « Sire » et non « Mon bon frère ». La révolution belge avait encore excité son esprit belliqueux : « Ce n'est pas la Belgique que je vais combattre là-bas, écrivait-il, c'est la révolution générale qui de proche en proche, et plus vite que l'on ne pense, nous menacera nous-mêmes, si l'on nous voit trembler devant. » Les préparatifs militaires furent donc poursuivis, car le tsar espérait qu'une offensive de la France ressusciterait la coalition contre elle. Mais à la fin de 1830 survint le soulèvement de Varsovie.

I. — LES PAYS POLONAIS AVANT 1830¹.

La Pologne était dans la plus grande agitation. Pour le comprendre, il est nécessaire de rappeler ce qui s'était passé depuis quinze ans dans les trois parties de l'ancienne « république » démembrée.

Les promesses de l'Acte final de Vienne furent tenues de façons très différentes par les trois souverains copartageants. Il en est une qu'ils violèrent dès le début, celle de conserver aux pays polonais l'unité économique : la Posnanie fut soumise au système douanier prussien, et l'Autriche fit de même pour la Galicie. Le gouvernement de Vienne fut d'abord celui qui négligea le plus complètement ses sujets polonais. La Galicie lui paraissait une province de peu de valeur, qu'il aurait troquée volontiers contre un territoire plus avantageux ; en attendant, il la traitait comme une colonie agricole, destinée à servir de débouché aux produits industriels des vieilles provinces. On crut avoir assez fait pour les Polonais en rétablissant (1817) la Diète galicienne créée par Joseph II, et divisée en quatre ordres, magnats, clergé, noblesse, bourgeoisie ; l'action de cette assemblée fut réduite à rien. Quant aux paysans, c'étaient des serfs soumis et silencieux qui ne comptaient pas.

La Prusse montra plus de bonne volonté, au début surtout, quand les influences libérales disputaient encore Frédéric-Guillaume III au parti féodal. L'ancien grand-duché de Posen reçut comme lieutenant royal (*namiestnik*) un magnat polonais, le prince Radziwill, et comme président supérieur un Allemand catholique. On respecta la langue polonaise. L'industrie, comme en Galicie, fut systématiquement sacrifiée par les conventions douanières, mais un bon système de drainage et des encouragements à l'éleve du bétail donnèrent à l'agriculture une prospérité nouvelle. L'ordre de cabinet de 1819

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Un des ouvrages classiques, un peu vieilli, est l'*Histoire de Pologne* de Morawski (*Dzieje Narodu Polskiego*), dont le t. VI va de 1796 à 1834 (Poznan, 1877, in-8°). Parmi les travaux plus récents il faut citer ceux de Simon Askenazy, *Lukasinski* (Varsovie, 1908, in-8°; nouv. éd. en 1929), et *Rosja-Polska, 1815-1830* [Russie-Pologne] (Lwow, 1907, in-8°). On a traduit en français son livre, *Dantzig et la Pologne* (Paris, 1919, in-16). Voir aussi les biographies de Staszic par Boleslas Limanowski (Varsovie, [1915], in-8°) et de Joachim Lelewel (jusqu'en 1834) par Arthur Sliwinski (Varsovie, 1918, in-8°). Le tome I de la biographie du prince Czartoriski, par Bronislaw Zaleski (*Zywot ks. Adama Jerzego Czartoriskiego*) (Poznan, 1881, in-8°) finit avant 1830. Consulter aussi A. Lipinska, *Le grand-duché de Posen* (Paris, 1911, in-8°). Cf. la communication de Wojtkowski au congrès historique d'Oslo sur la Société des Amis des sciences de Varsovie, dans les *Résumés des communications présentées au Congrès* (Oslo, 1928, in-8°).

assura diverses garanties aux paysans contre l'arbitraire des seigneurs. La bureaucratie allemande s'établissait néanmoins dans le pays et commençait à répandre par tous les moyens la langue du vainqueur. Dès 1821 on comptait 561 écoles allemandes contre 416 écoles polonaises ; une ordonnance de 1827 exigea de tous les maîtres la connaissance de l'allemand. Les États provinciaux, créés à Posen comme dans les autres provinces, furent convoqués seulement en 1827, en 1829 et réduits à un rôle insignifiant. Cependant jusqu'en 1830 le gouvernement prussien ménagea ses sujets polonais, pour éviter une comparaison fâcheuse avec le régime que le tsar avait accordé aux siens.

Le royaume de Pologne, en effet, avait reçu d'Alexandre une charte qui, en 1815, pouvait passer pour très libérale. Elle proclamait l'union perpétuelle avec la Russie ; mais l'empereur, qui devenait roi de Pologne, accordait à ce pays une autonomie complète. La Diète, dotée du pouvoir législatif, comprenait un Sénat, composé de membres inamovibles choisis par le roi, et une Chambre des députés, élue à un suffrage censitaire qui assurait aux 77 représentants de la petite noblesse la majorité sur les 51 élus du tiers état. Ce royaume de moins de quatre millions d'habitants avait 100.000 électeurs, alors que la France de Louis XVIII en comptait 80.000. Le pouvoir exécutif était confié au Conseil administratif, c'est-à-dire au ministère, sous la direction du vice-roi. La « Pologne du Congrès », comme on l'appelait chez les diplomates, possédait sa langue nationale, seule employée officiellement, son budget distinct, son armée que l'uniforme, les insignes, le mode de recrutement distinguaient de l'armée russe. Le Code Napoléon, une justice régulière, la liberté de conscience, la liberté de la presse, étaient garantis dans les 165 articles de la loi constitutionnelle.

Les dépenses militaires dépassaient les ressources d'un petit État, et l'on avait des difficultés douanières avec la Russie, maîtresse des bouches du Niémen et de la Vistule ; néanmoins le royaume prit en quinze ans un essor remarquable sous la direction du prince Lubecki, le Colbert polonais, intelligent, laborieux et dur. Le commerce polonais devint l'intermédiaire naturel entre la Russie et l'Occident ; pour créer une industrie active, Lubecki fit venir de l'étranger des ouvriers qualifiés ou des contremaîtres, environ 10.000 tisserands et filateurs allemands, et aussi de grands techniciens comme Cockerill et Philippe de Girard. La population, de 3.200.000 âmes en 1815, dépas-

sait quatre millions en 1830. On commença les travaux nécessaires pour rendre la Vistule navigable. L'enseignement à tous les degrés se développa : enseignement primaire dans 900 écoles, secondaire dans 26 collèges ; enseignement supérieur à Varsovie qui possédait, en dehors de l'Université, l'École polytechnique, l'École forestière et l'École militaire d'application. Le ministre qui dirigeait cette grande œuvre d'instruction, le comte Potocki, mécontenta le clergé en faisant fermer plusieurs couvents ; il fut renvoyé, mais ses créations demeurèrent¹.

Le régime qui donnait de tels résultats suffisait-il aux Polonais ? Serait-il respecté par les Russes et par le souverain ? Cela dépendait en partie des hauts fonctionnaires chargés de l'appliquer. Le vice-roi choisi par le tsar fut le vieux Zaïontchev, un général de Napoléon, usé physiquement et moralement, qui ne sut rien faire. Le grand-duc Constantin, commandant en chef de l'armée du royaume, se plaisait à Varsovie et, quand il eut divorcé avec sa femme, une princesse allemande, épousa une Polonaise. Il avait pour son armée l'amour qu'inspire une création dont on est fier ; mais à chaque instant reparaisait chez lui le caractère de son père, le caporalisme brutal, l'attachement pointilleux aux minuties les plus puériles de la discipline. Le Conseil administratif était composé de Polonais ; on leur avait toutefois adjoint Novosiltsov, ancien favori d'Alexandre, vénal et débauché, qui surveillait tout avec les yeux hostiles d'un Russe, et qui dénonçait à l'empereur le loyalisme insuffisant de ses nouveaux sujets.

A Varsovie, Alexandre avait d'abord séduit et charmé grands seigneurs et grandes dames. A la Diète convoquée en 1818 il fit, comme on l'a vu², de magnifiques promesses. Tout alla bien au début. Mais à la seconde session, en 1820, la Diète se montra moins accommodante ; elle irrita le souverain en repoussant plusieurs projets ; elle se plaignait qu'on ne lui présentât jamais un budget. Le tsar attendit cinq ans avant de convoquer la troisième Diète et, en venant l'ouvrir, il interdit au chef de l'opposition d'y prendre séance ; l'assemblée inquiète se montra plus docile, et Alexandre partit satisfait (1825).

Les Polonais attendaient beaucoup de lui. Le tsar possédait 624.000 kilomètres carrés de l'État démembré en 1772 ; la

1. Parmi les principaux auxiliaires de ce développement intellectuel se trouvait Staszic, à la fois humaniste et géologue, économiste et pédagogue. La Pologne a célébré son centenaire en 1926.

2. Voir ci-dessus, p. 31.

Pologne du Congrès n'en comprenait que 127.000. Les autres provinces, Lituanie, Russie Blanche, Kujavie, Podolie, Volhynie, formaient les « Confins », dépendant de la Russie. Tous les partis polonais en demandaient le rattachement au royaume. Alexandre n'avait jamais cessé d'entretenir ces espérances. En Lituanie surtout son ancien ami Czartoriski, nommé curateur de l'Université de Vilna, accomplissait une œuvre remarquable : cette Université, qui avait la direction des études et des écoles dans huit gouvernements, était devenue le foyer le plus actif de la culture polonaise. Le rattachement à la Pologne fut même commencé dans l'armée ; les troupes de cinq gouvernements jadis polonais passèrent sous les ordres de Constantin, et leurs officiers reçurent l'insigne amarante qui distinguait ses soldats. Ces concessions indignaient beaucoup de Russes : Karamzin, le célèbre historien, avait écrit à l'empereur que la restauration de la Pologne était le démembrement de la Russie.

Nicolas I^{er} prit l'engagement de maintenir la constitution donnée par son frère ; mais il partageait les préventions russes contre la Pologne et renonça délibérément à lui rendre les provinces orientales. Cependant la guerre turque faillit amener en 1828 une rupture avec l'Autriche ; il devenait donc nécessaire pour les Russes de pouvoir compter sur les Polonais. L'Autriche elle-même l'avait compris ; elle venait de donner à la Galicie un nouveau gouverneur qui témoigna aux nobles une bienveillance inaccoutumée. Nicolas s'abstint de réclamer à la Pologne son concours militaire contre les Ottomans, vint se faire couronner roi constitutionnel à Varsovie (1829) et réserva un accueil flatteur aux notables du royaume. Néanmoins la quatrième Diète, en mai 1830, critiqua vivement divers abus de pouvoir.

Il y avait donc une opposition légale, qui mettait à profit la loi constitutionnelle octroyée par Alexandre. Il y avait aussi une opposition mondaine : les magnats polonais, peu soucieux de fréquenter un vice-roi issu de la petite noblesse ou de s'exposer aux sautes d'humeur de Constantin, évitaient Varsovie et préféraient l'élégant séjour de Kréménetch. Il y eut enfin dès les premières années une opposition révolutionnaire, qui voulait à la fois l'indépendance complète et la réunion des trois tronçons de l'ancien État. Elle prétendait suivre les instructions données avant sa mort par Dombrowski, l'ancien chef des Légions. La franc-maçonnerie, favorisée en 1815 par Alexandre lui-même, fournit là comme ailleurs les premiers cadres aux

La révolution polonaise et la répression russe (1830-1833)

sociétés secrètes politiques. Un de leurs principaux chefs, le major Lukasinski, fonda en 1821 la « Société nationale patriotique » et se mit en relations avec les sociétés françaises ; un traître fit tout connaître à Pozzo di Borgo, et Lukasinski, arrêté avec ses complices, condamné en 1824, végéta en prison pendant quarante ans jusqu'à sa mort. A Vilna s'était fondée la société des Philarètes, beaucoup moins violente, recrutée parmi les professeurs et les étudiants, au nombre desquels se trouvait le jeune Adam Mickiewicz ; elle fut aussi découverte (1824) et punie, l'Université soumise à une surveillance rigoureuse, Czatoriski remplacé comme curateur par Novosiltsov. La Société nationale patriotique s'était reconstituée ; c'est avec elle que négocièrent les futurs décembristes, sans qu'on parvînt à une entente. Quand ils furent arrêtés, l'enquête ouverte par le tsar fit mettre la main sur les conspirateurs polonais. Le Sénat de Varsovie, érigé en Tribunal de Diète (haute cour), les déchargea du crime de trahison et ne leur infligea qu'une peine légère pour délit de société secrète, ajoutant que les accusés avaient seulement voulu maintenir leur nationalité, conformément à l'Acte de Vienne et aux promesses publiques d'Alexandre I^{er}. Grande fut la colère du tsar, ainsi bravé en face.

II. — LA RÉVOLUTION POLONAISE ET LA RÉPRESSION RUSSE (1830-1833)¹.

Une nouvelle société secrète, formée en 1828, fit de nombreuses recrues à l'école des sous-officiers de Varsovie. Elle songeait à une prise d'armes prochaine quand survint la révolution parisienne de juillet. Bientôt Nicolas, malgré les conseils de Constantin, ordonna des préparatifs militaires en Pologne : ils devaient être terminés pour le 22 décembre. L'école des sous-officiers jugea l'occasion bonne et provoqua la révolution du 29 novembre. Elle fut l'œuvre d'une poignée d'hommes, sans

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Outre le livre déjà cité (p. 62) de Schiemann sur Nicolas I^{er} et le manuel d'Henri Grappin, *Histoire de la Pologne* (Paris, 1922, in-12), le meilleur résumé a été donné par S. Askenazy dans la *Cambridge Modern History*, t. X (Cambridge, 1907, in-8^o), chap. xiv. Voir aussi le livre très suggestif de Marcel Handelsman, *Les idées françaises et la mentalité politique en Pologne* (Paris, 1927, in-16) ; Sokolnicki, *Les origines de l'émigration polonaise en France* (Paris, 1914, in-16) ; Müller, *Die Polen in der öffentlichen Meinung Deutschlands, 1830-1882* (Munich, 1923, in-8^o). Parmi les biographies, citons, en langue polonaise, B. Limanowski, *Stanislaw Worcell* (Cracovie, 1910, in-8^o), et A. Slivinski, *Maurycy Mochnacki*, (Lwow, 1910, in-8^o).

chefs connus, sans plan arrêté. On eût pu l'étouffer sans peine ; mais Constantin laissa faire, négocia, finalement quitta le royaume en y laissant les soldats polonais et en emmenant les troupes lituaniennes. Un gouvernement provisoire s'organisa, et bientôt toute la Pologne du Congrès le reconnut.

La faiblesse des gouvernants russes n'eut d'égale que celle des nouveaux gouvernants polonais. La plupart étaient des hommes d'ordre, des magnats, groupés autour de Czartoriski ; un de leurs amis, Chlopicki, général de l'armée polonaise qui avait déjà servi sous Napoléon, fut investi de la dictature. Plusieurs grands seigneurs étaient nettement hostiles à la révolution : Lubecki, par exemple, désolé de voir son œuvre économique ruinée, allait bientôt se ranger du côté du tsar. Les autres, loin de faire appel aux énergies populaires, conservaient l'espoir d'arriver à un accord avec l'empereur, qui maintiendrait la constitution et proclamerait une amnistie générale : grâce à eux, l'action nationale fut toujours dominée, paralysée par l'action diplomatique. En face de ce timide parti des « Blancs », celui des « Rouges » réunissait les démocrates, pleins d'ardeur et de combativité ; mais ils n'avaient pour chefs que des hommes de cabinet, comme le professeur Lelewel, ou des orateurs de club, éloquents et peu propres à l'action, tels que Mochnacki.

Les hésitations du début, puis les divisions intestines compromirent l'avantage que possédait l'armée polonaise, intacte et bien entraînée, sur l'armée russe, fatiguée par la guerre de Turquie et dispersée à travers l'immensité de l'empire. Pour concentrer ses forces et regagner la supériorité numérique, Nicolas, aussi actif que ses adversaires étaient lents, se prêta quelque temps aux négociations engagées par eux. La Diète polonaise, ouverte le 16 décembre, lança un manifeste à l'Europe afin d'obtenir l'appui de l'Occident. Nicolas répondit par un autre manifeste, laissant espérer son pardon, mais exigeant une soumission immédiate. Là-dessus la Diète vota solennellement la déchéance du roi de Pologne (25 janvier 1831). Vingt jours plus tard les troupes russes envahissaient le royaume. L'armée polonaise remporta d'abord quelques avantages et, à Grochow (25 février), ses 70.000 hommes tinrent tête assez longtemps aux 160.000 combattants ennemis. Mais le haut commandement n'était pas digne de pareils soldats. Chlopicki n'osa point se porter vers la Lituanie, qui l'attendait avec impatience. Après lui Skrzynecki parut d'abord plus audacieux, et son

offensive déchaîna une grande insurrection dans les Confins ; il ne sut pas la soutenir et se fit battre à Ostrolenka (26 mai). Le parti rouge, furieux, souleva (14 août) le peuple de Varsovie contre les aristocrates accusés de trahison ; ils quittèrent le pouvoir, laissant la place à un ambitieux sans valeur, le généralissime Krukowiecki. Le choléra, qui faisait sa première et sa plus redoutable apparition en Europe, décima les deux armées ; il eut de plus désastreux effets pour les Polonais, qui ne pouvaient réparer leurs pertes. L'épidémie emporta Constantin, désespéré de voir s'écrouler son œuvre, et le général en chef Diébitch, qui n'avait guère montré plus de talent que ses adversaires. L'énergique Paskiévitich lui succéda et prit Varsovie (8 septembre). Les désertions firent alors fondre l'armée polonaise ; néanmoins ce fut encore une force organisée de 20.000 hommes qui se retira sur le territoire prussien en livrant ses armes.

La révolution polonaise n'obtint aucun appui au dehors. Ses chefs avaient limité l'insurrection aux pays dépendant du tsar, afin d'obtenir de Vienne et de Berlin une neutralité bienveillante. Ce fut en vain. Le gouvernement prussien apprit avec irritation que, dès la fin de 1830, le peuple polonais de son royaume avait fourni 12.000 volontaires à l'armée de Chlopicki ; sans aller jusqu'à l'intervention directe, il ferma la frontière et arrêta les convois d'armes dont la Pologne avait besoin. A Vienne, la cour était favorable aux insurgés par antipathie à l'égard du souverain qui avait fait la guerre de Turquie ; mais le chancelier, tout en bernant leurs amis par de bonnes paroles, renseigna Nicolas sur leurs plans. Ils comptaient sur la France et l'Angleterre ; le président de la Diète avait dit, le 19 janvier 1831, dans un discours officiel : « Des rives de la Seine comme de celles de la Tamise des bataillons s'avancent à notre secours. » Les délégués envoyés à Londres et à Paris purent constater combien l'illusion était grande. Palmerston eut plusieurs entrevues avec eux, mais refusa d'intervenir ; Casimir Périer les accueillit d'autant plus froidement qu'ils étaient les amis de Lafayette, des républicains français, de tous ses adversaires. On se contenta de promesses vagues ou de paroles banales de sympathie ; le mot trop fameux qu'allait dire un ministre, le général Sébastiani, « l'ordre règne à Varsovie », fit connaître la véritable pensée du gouvernement de Paris. Ce fut après la défaite seulement que la France et la Grande-Bretagne, invoquant les traités de Vienne, hasardèrent à

Saint-Pétersbourg quelques conseils de clémence et de modération, destinés plutôt à calmer les oppositions parlementaires de l'Occident qu'à influencer l'autocrate victorieux.

Des milliers de fugitifs résolurent d'échapper à la vengeance russe. Jamais émigration ne vida au même degré un pays de son élite. Ils allèrent dans diverses parties de l'Europe, mais la France les attirait tellement que, malgré la distance, environ 10.000 hommes s'y rendirent. Ils y furent accueillis avec chaleur : l'unanimité de l'opinion française qui avait fait la force du mouvement philhellène se renouvela partout : bourgeois et ouvriers, catholiques et républicains s'entendaient pour aider ces hommes dont le courage avait prévenu peut-être une invasion de Cosaques. Le gouvernement de juillet se trouva embarrassé ; il ne voulait ni heurter le sentiment général de la nation ni mécontenter les souverains étrangers. Les menaces de Nicolas firent abandonner le projet de créer une légion polonaise ; les volontaires logés dans les dépôts d'Avignon et de Besançon furent incorporés dans les régiments français. Les autres, dispersés dans plusieurs départements, absorbés par le souci du pain quotidien, se mêlèrent peu à peu à la vie de leur pays d'adoption.

Les chefs demeuraient très divisés. Les aristocrates suivaient l'impulsion de Czartoriski, fixé à Paris, dans un somptueux hôtel qui allait rester jusqu'au xx^e siècle un foyer de culture polonaise ; avec lui, ils tâchaient d'obtenir par la voie diplomatique le maintien des franchises garanties en 1815¹. Les démocrates les accusaient d'avoir perdu la révolution par lâcheté, en négociant au lieu de combattre, et par égoïsme, en ajournant la réforme agraire qui eût galvanisé les paysans. Les démocrates, à leur tour, se partagèrent entre les modérés, amis de Lelewel, et les radicaux, de plus en plus actifs. Ceux-ci avaient conscience du service rendu par eux à l'Occident contre l'invasion russe préparée en 1830 ; ils pensaient comme Mickiewicz que, là où l'on combat pour la liberté, là est la patrie. Aussi furent-ils prêts, en France comme ailleurs, à fournir des soldats et quelquefois des chefs à tous les mouvements populaires. Certains émigrés, au contraire, dégoûtés d'une agitation

1. Czartoriski s'efforça aussi de chercher des alliés à la France et à la Pologne contre la Russie et l'Autriche, particulièrement en aidant depuis 1843 au développement de la Serbie. Voir Marcel Handelsman, *La question d'Orient et la politique du prince Czartoriski après 1840* dans *Académie des sciences morales et politiques, Séances et travaux*, ann. 1929, p. 394-433.

stérile, cherchèrent à se consoler dans les rêveries du mysticisme. Si quelques-uns adoptaient la claire doctrine démocratique d'un Buchez ou d'un Lamennais, plusieurs autres — et Mickiewicz leur donna l'exemple — subirent l'influence de Towianski, ce prophète venu de Lituanie, qui, en 1841, parcourut l'Occident, exposant aux émigrés sa doctrine obscure, mélange de métaphysique et de mathématiques.

Aucune partie de la Pologne ne fut protégée contre les conséquences de la défaite. En Galicie, les autorités autrichiennes découragèrent toutes les réformes, tous les essais faits pour secouer la torpeur générale. En Prusse, le prince Radziwill avait donné sa démission ; le gouvernement confia la province de Posen à un nouveau président supérieur, Flottwell, administrateur actif et tenace, qui poursuivit méthodiquement la germanisation jusqu'en 1840. Comme la noblesse était la classe dominante et réfractaire, il tâcha d'organiser la propriété paysanne, favorisa la bourgeoisie, et songea dès ce moment à l'opération entreprise plus tard sous Bismarck, l'établissement de colons allemands rendus propriétaires du sol.

Le Royaume éprouva les rigueurs de la répression ; la vieille haine des Russes contre les Polonais, aggravée par le régime privilégié que ceux-ci avaient reçu d'Alexandre et par « l'ingratitude » qu'ils avaient témoignée, se donna libre carrière ; Nicolas partageait ces sentiments et déclarait les promesses de 1815 effacées par la félonie de la nation « parjure ». La mort de Constantin le laissa maître d'anéantir l'œuvre d'Alexandre. Il respectait volontiers les privilèges des aristocraties dociles, noblesse allemande en Courlande et en Livonie, noblesse suédoise en Finlande ; mais tous les moyens lui furent bons pour châtier la noblesse polonaise. La constitution fut abolie : plus de couronnement à Varsovie, plus d'armée polonaise distincte. Le Statut organique, publié le 26 février 1832, sembla conserver une autonomie restreinte : il affirmait l'inviolabilité des personnes et des biens, les prérogatives de la langue polonaise, et maintenait une législation distincte. Mais c'était là une de ces concessions apparentes que le tsar faisait pour gagner l'opinion de l'Occident. Une ordonnance de 1833, qui établissait dans le pays l'état de guerre (ou de siège), laissa le champ libre au gouverneur général Paskiévitch, créé prince de Varsovie, ainsi qu'aux fonctionnaires venus avec lui de Russie. L'amnistie accordée aux révoltés n'allait pas sans de nombreuses exceptions. Les tribunaux confisquèrent et distribuèrent à des Russes

le dixième de la propriété privée polonaise. Le tribunal militaire suprême, par qui 249 émigrés furent condamnés à la potence et 2.590 au bannissement perpétuel, leur enleva tous leurs biens. Les soldats de la révolution furent incorporés dans l'armée, parfois mariés de force à des filles du peuple ; les fils des gentils-hommes coupables, des fugitifs, des morts, âgés de sept à seize ans, furent enfermés dans les écoles russes d'enfants de troupes. Une citadelle menaça Varsovie de ses canons. Les Universités de Varsovie et de Vilna furent fermées, les écoles et collèges abandonnés ; les bibliothèques publiques perdirent leurs trésors les plus précieux.

La répression, si dure dans le Royaume, se fit plus brutale encore dans les Confins, qu'il s'agissait de russifier définitivement. Les commissions d'enquête siégeant à Kiev et à Vilna déportèrent des milliers de coupables en Sibérie et environ 45.000 familles sur les bords de la Volga et du Kouban. La guerre aux Uniates, comme on le verra plus loin, fit partie de cet ensemble de mesures contre le polonisme. Les folies de quelques émigrés, qui vinrent tenter un coup de main en 1833, les pamphlets publiés par d'autres en Occident aggravèrent encore le sort de la Pologne pendant le règne de Nicolas.

III. — AGITATION ET RÉPRESSION EN ALLEMAGNE (1830-1835)¹.

Les Polonais qui, à la fin de 1831, traversèrent l'Allemagne pour aller chercher un asile en France, reçurent dans beaucoup de villes un accueil triomphal. C'est que le libéralisme allemand avait survécu aux persécutions. Les gouvernements rassurés s'étaient quelque peu relâchés de leur vigilance oppressive depuis 1825. La *Burschenschaft* avait ressuscité dans plusieurs villes universitaires, à Wurzburg en 1825, à Iéna en 1827, à Giessen en 1828, ailleurs encore ; et ces associations avaient recommencé à communiquer entre elles. Dans les États constitutionnels de l'Allemagne du sud l'existence de Chambres à sessions périodiques suffisait à maintenir une activité politique, d'ailleurs modeste ; l'esprit libéral se nourrissait des

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux histoires d'Allemagne indiquées p. 13, il faut ajouter Wilhelm Herzberg, *Das Hambacher Fest* (Ludwigshafen, 1908, in-8°) ; plusieurs articles du recueil de Haupt indiqué p. 46 ; J. Dresch, *Gutzkow et la Jeune-Allemagne* (Paris, 1904, in-16).

œuvres publiées par quelques professeurs inspirés des idées françaises, comme Welcker et surtout Rotteck. Le nationalisme agressif qui animait les *Burschen* de 1817 s'était apaisé ; les jeunes libéraux allemands de 1830 se prirent d'enthousiasme pour les vainqueurs des barricades à Paris, tout comme ils fêtèrent à leur passage les vaincus d'Ostrolenka. Deux grands écrivains passionnés pour la liberté et l'égalité, Børne et Henri Heine, accoururent à Paris contempler de leurs yeux la Ville Sainte et finirent par s'y fixer.

Cependant l'ardeur de ces groupes restreints n'était pas assez grande et assez communicative pour susciter un mouvement général. Dans la *Burschenschaft* même il y avait conflit entre les « Arminiens », qui recherchaient seulement une réforme morale de la jeunesse, et les « Germains », qui se passionnaient pour la politique. Après les journées de juillet, quelques révoltes isolées éclatèrent à l'exemple de Paris. Dans l'Allemagne du nord et du centre certains principicules, grisés par le pouvoir absolu, avaient poussé à bout les bourgeois les plus pacifiques. Les folies néroniennes du jeune duc de Brunswick le firent chasser de sa capitale, où il ne devait plus rentrer. L'électeur de Hesse fut obligé de renvoyer une favorite indigne et de choisir d'autres ministres. Dans des pays plus importants, le Hanovre et la Saxe, les rois accordèrent des constitutions imitées de celles de l'Allemagne du sud. Les Chambres de Munich, de Stuttgart, de Carlsruhe, sortirent de leur torpeur ; les nouvelles élections y amenèrent des opposants qui parlaient haut, soutenus par la presse. Le parti radical, qui avait emprunté son nom à l'Angleterre, voulut faire davantage, unir les novateurs de tous les pays allemands ; il organisa des manifestations où Prussiens et Bavaois, Hessois et Badois réclamaient les mêmes réformes. La fête de Hambach, dans la Bavière rhénane (17 mai 1832), groupa 25.000 Allemands qui applaudirent aux discours contre la Sainte-Alliance et acclamèrent le drapeau noir-rouge-or, l'étendard de la *Burschenschaft* et du libéralisme unitaire.

Ce mouvement, trop superficiel pour être dangereux, avait fait assez de bruit pour effrayer les hommes d'ordre et décider les souverains à la répression. La fête de Hambach produisit le même effet qu'autrefois celle de la Wartburg. Metternich s'assura, comme toujours, l'appui de la Prusse ; il menait à sa guise le principal ministre de Frédéric-Guillaume III, Ancillon, un doctrinaire de la réaction, tout en se moquant de ce professeur timide et pédant. Tandis que la Bavière infligeait

de durs châtimens aux orateurs de Hambach, l'Autriche et la Prusse invitèrent la Diète de Francfort à sévir. Cette assemblée si lente, si impuissante à réaliser aucune œuvre d'intérêt général, retrouva sa vigueur pour adopter les « six actes » de juin 1832. Ils assuraient à la Confédération le moyen d'abolir les mesures trop libérales votées dans les États particuliers et de protéger les souverains contre les exigences de leurs Chambres élues. Cependant l'agitation persistait ; la jeunesse répondait à la répression légale en formant des sociétés secrètes. Une troupe d'émeutiers conduits par quelques Polonais tenta une prise d'armes à Francfort même, pour abattre la Diète (avril 1833). Cette échauffourée, ce *Pustch* donnait beau jeu au gouvernement de Vienne ; les ministres allemands convoqués dans cette ville approuvèrent toutes les propositions de Metternich, et les décrets promulgués ensuite par la Diète (juin 1834) complétèrent la répression. Elle fut menée avec une égale ardeur par la commission fédérale d'enquête installée de nouveau à Mayence et par chacun des gouvernements. La police prussienne surtout, dirigée par les dignes successeurs de Kamptz, allait continuer poursuites, arrestations et condamnations jusqu'à la mort de Frédéric-Guillaume III. La Diète voulut frapper aussi la littérature dangereuse, les romanciers comme Gutzkow et Laube qui répudiaient la morale établie et propageaient les doctrines saint-simoniennes. Un décret de Francfort (décembre 1835) dénonça l'école de la Jeune Allemagne comme cherchant « à attaquer la religion chrétienne, à violer l'ordre social et à détruire toute pudeur et toute moralité » ; il mettait à l'index les livres de ces romanciers et de trois autres écrivains, parmi lesquels Henri Heine. La répression se poursuivit dans tous les petits États : elle chassa de Giessen Georges Büchner, le jeune et ardent démocrate qui, sous la menace de la prison, composait en quelques jours son drame passionné, *La mort de Danton* (1835). A cette date l'esprit révolutionnaire semblait encore une fois vaincu en Allemagne.

IV. — AGITATION ET RÉPRESSION EN ITALIE (1830-1834)¹.

Le libéralisme ne fut pas plus heureux en Italie. Depuis la répression de 1821 la péninsule vivait dans une tranquillité

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres indiqués, p. 52, il faut ajouter la littérature concernant Mazzini, en utilisant la *Bibliografia Mazziniana* de Lodolini (Rome, 1922,

apparente ; mais les sociétés secrètes avaient réussi à durer, malgré la police des divers États, ou s'étaient reformées sous d'autres noms, en conservant des relations avec les exilés de Belgique et de France. La révolution de 1830 éveilla toutes les espérances : le groupement constitué par les Italiens de Paris, *L'emancipazione italiana*, se mit en relations suivies avec Lafayette. A Marseille aussi les Italiens se préparaient et recrutaient des soldats. Ces nouvelles encouragèrent les conjurés de la péninsule, qui croyaient pouvoir compter sur des appuis princiers ; ils savaient que le duc de Modène, François IV, s'était abouché avec leurs amis. On passa donc dans une attente fiévreuse les derniers mois de 1830. Le duc s'était, semble-t-il, ménagé la possibilité de s'allier, selon les circonstances, avec les conspirateurs qui lui offraient de devenir roi de l'Italie centrale, ou avec l'Autriche, protectrice naturelle d'un Habsbourg. Finalement il trahit les révolutionnaires et fit arrêter leur chef, l'ardent patriote Menotti. Néanmoins l'émeute éclate et, en moins de trois semaines, chasse François IV de Modène, Marie-Louise de Parme et enlève au gouvernement de Rome toute la partie orientale des États de l'Église, notamment cette Romagne toujours insurgée contre les papes (février 1831). Tout cela se fit sans peine, sans combat, trop facilement ; les vainqueurs prodiguèrent les cérémonies patriotiques et les manifestations théâtrales ; bientôt ils se passionnèrent pour les rivalités municipales, si fréquentes en Italie, sans se préoccuper des mesures à prendre contre le danger autrichien.

Ce danger, les révolutionnaires italiens n'y croyaient pas, car la France était là pour les en garantir en vertu du principe de non-intervention. Ce principe, déjà formulé par Castlereagh et Canning, était opposé maintenant par le gouvernement de juillet au principe d'intervention, tant de fois affirmé par la Sainte-Alliance. Entendu au sens large, il signifiait que la France empêcherait, au besoin par la force, les souverains absolus

in-8°). La grande édition nationale des œuvres de Mazzini (*Scritti editi ed inediti*, Imola, in-4°, depuis 1906, t. XLVIII en 1927) est en train de s'achever. Un des meilleurs livres sur les idées politiques et philosophiques est celui de Salvemini, *Mazzini* (Rome, 1920, in-8°). Voir aussi Codignola, *La giovinezza di Mazzini* (Florence, 1926, in-8°) ; C. Vidal, *Mazzini et les tentatives révolutionnaires de la Jeune Italie dans les États sardes, 1833-1834* (Paris, 1927, in-8°) ; Hans Müller, *Joseph Mazzini und die Anfänge der schweizerischen Arbeiterbewegung*, dans l'*Archiv für die Geschichte des Sozialismus*, t. XII (1926), p. 212-231. — Sur les années qui suivent 1830, voir Pietro Silva, *La monarchia di Luglio e l'Italia* (Turin, 1917, in-16, 10^e vol. de la « Biblioteca di storia contemporanea ») ; le tome II de l'ouvrage (cité p. 52) d'Italo Raulich : ce volume est relatif à la période de 1830 à 1844.

de se mêler des affaires intérieures des autres États. C'est ainsi que le ministère français en 1830 avait interdit au roi de Prusse d'envoyer son armée contre les Belges. C'est dans ce sens également que le ministère Laffitte en février 1831, soutenu par le parti du mouvement, avait déclaré comprendre la non-intervention. Même opinion chez Lafayette, que les révolutionnaires du monde entier considéraient comme l'arbitre de la politique française. Les consuls français en Italie, qu'ils fussent guidés par leur gouvernement ou entraînés par l'esprit du jour, témoignaient aux chefs des émeutes victorieuses une sympathie de nature à fortifier leur confiance dans l'appui sans réserve de Louis-Philippe. De Paris venaient les nouvelles réconfortantes envoyées par des Italiens prompts à croire ce qu'ils désiraient ; la princesse Belgiojoso, cette héroïne du patriotisme et de la liberté, se flattait de gagner à la cause de son pays une partie de l'élite parisienne.

Si le « chiffon de Carlsbad » laissait à la France la liberté de changer son gouvernement, la Sainte-Alliance, même réduite à ses trois membres primitifs, n'entendait pas renoncer ailleurs aux maximes de Troppau et de Laibach. Metternich avait donc protesté contre le principe de non-intervention dès septembre 1830 ; en décembre une circulaire des trois souverains avait affirmé leur droit d'aller combattre les ennemis de l'ordre partout où ils le jugeraient bon. Mais ce n'étaient encore que des controverses de diplomates ; les émeutes italiennes obligèrent Metternich à passer aux actes. La contradiction entre ses vues et celles du ministère français put faire croire à une guerre prochaine ; le chancelier sut l'éviter en jouant habilement du péril bonapartiste pour effrayer Louis-Philippe. Celui-ci ne devait-il pas être reconnaissant à l'Autriche de garder soigneusement chez elle le duc de Reichstadt, ce Napoléon II qui aurait trouvé tant de partisans en France ? N'avait-il pas à craindre en Belgique la candidature du duc de Leuchtenberg, allié des Bonapartes ? Soutenir la Romagne révoltée, n'était-ce pas travailler pour les deux fils de la reine Hortense, qui venaient d'accourir à Bologne afin de seconder l'émeute ? Ces avertissements de Vienne devaient faire impression sur le roi des Français, d'autant plus que ses intérêts dynastiques se trouvèrent d'accord avec les tendances pacifiques de la Chambre des députés. Quand la faiblesse du ministère Laffitte en face des troubles parisiens l'eut obligé à quitter le pouvoir, Casimir Périer affirma nettement que le principe de non-intervention

devait être entendu au sens étroit, qu'il n'obligeait pas son pays à soutenir par les armes toutes les révolutions étrangères : « Le sang des Français, déclarait-il, n'appartient qu'à la France. »

L'Autriche, résolue à maintenir sa prépondérance en Italie, envoya donc ses soldats occuper non seulement Parme et Modène, mais les territoires pontificaux soulevés ; les Italiens, privés de tout secours étranger, ne purent résister. Casimir Périer obtint qu'un memorandum des cinq grandes puissances invitât le nouveau pape Grégoire XVI à faire des réformes dans ses États et à donner leur part aux laïques dans les fonctions publiques ; il obtint aussi la prompte évacuation des provinces pontificales. Mais les réformes annoncées par le Saint-Siège furent illusoires, et de nouveaux troubles ramenèrent les Autrichiens à Bologne. Casimir Périer, pour sauver le prestige français en Italie, résolut alors d'envoyer, malgré le pape et malgré l'Autriche, des troupes qui occupèrent Ancône (février 1832) ; beaucoup d'Italiens fugitifs y trouvèrent un asile, et des soldats français y restèrent tant qu'il y eut des Autrichiens à Bologne, c'est-à-dire jusqu'en 1838. Partout ailleurs sévissait la réaction. Les révolutionnaires étaient écrasés, pourchassés, maltraités. Si Marie-Louise, à Parme, se montrait généreuse, le duc de Modène faisait prononcer 212 condamnations, dont 36 à la peine de mort et 25 au bague perpétuel. Dans l'État de l'Église le cardinal Bernetti, chargé du gouvernement, formait sa gendarmerie avec des bandes de malfaiteurs qui commirent de véritables massacres ; les populations préféraient les Autrichiens, qui observaient au moins la discipline militaire. L'Italie centrale se trouva soumise.

Dans les Deux-Siciles un nouveau roi, Ferdinand II, avait maintenu l'ordre sans peine ; sa clémence envers les conspirateurs, sa fermeté à l'égard de l'Autriche firent même concevoir aux libéraux des espérances bientôt reconnues vaines. Au nord aussi un nouveau souverain prit la couronne à Turin (1831). Charles-Albert allait-il revenir au libéralisme de sa jeunesse ou tenir ses engagements envers Charles-Félix et Metternich ? Après quelques hésitations il parut donner gain de cause aux réactionnaires. Une tentative contre la Savoie, faite en 1830 par une bande italienne venant de France, l'avait indigné ; persuadé que Louis-Philippe en était complice, il se vengea en favorisant secrètement la tentative de la duchesse de Berry.

En face de ce nouveau champion de la réaction apparut un

nouveau chef du mouvement révolutionnaire, Mazzini. Élevé dans cette république de Gênes qui regretta longtemps d'avoir été livrée en 1814 au roi de Sardaigne, Mazzini se voua dès sa jeunesse à la politique militante; incarcéré en 1830 et libéré faute de preuves, il dut s'exiler à Marseille, puis en Suisse. Familier des sociétés secrètes, il en voyait les défauts. Elles étaient piémontaises, lombardes ou romaines, animées d'un esprit particulariste : il voulut ne plus connaître que des Italiens, travaillant pour l'unité. Les souverains faisaient obstacle à cette unité ; il prêcha la république. Les libéraux de la péninsule marchaient à la remorque des Parisiens; il s'affranchit de ce joug. Ce qui fit la puissance de Mazzini, c'était un don naturel de convaincre et d'entraîner, c'était un charme auquel ses interlocuteurs échappaient rarement. A cela s'ajoutait la force que donnent une doctrine ferme et une foi religieuse dans l'idéal à réaliser. Le devoir de l'homme, disait-il, est d'agir ; la plus sainte prière est l'action. « Dieu, en insufflant en vous une étincelle de vie, a voulu que vous fissiez quelque chose. » Le devoir d'un peuple est d'affirmer sa nationalité. « Tout peuple, avant de se préoccuper de l'humanité, doit se constituer en nation. Aucune nation n'existe vraiment sans unité, et il n'est pas d'unité stable sans indépendance. » L'humanité sera constituée par l'accord des peuples libres, unifiés, républicains ; le peuple italien sera le peuple messie qui préparera cet accord en convoquant le concile des nations à Rome, sa capitale.

Cet idéal nouveau porta Mazzini à rompre avec l'ancienne Charbonnerie, à se brouiller avec le Nestor des révolutionnaires, le vieux jacobin Buonarroti, qui était revenu se fixer à Paris en 1830. Il forma en 1831 une société nommée la « Jeune Italie ». Mais si les idées chez Mazzini étaient neuves, les méthodes restaient celles de ses compatriotes : complots, coups de main brusques, au besoin attentats contre les tyrans. Il écrivit à Charles-Albert devenu roi pour l'inviter à revenir aux tendances de sa jeunesse, à se faire « le Napoléon de la liberté italienne » ; la lettre était un défi plutôt qu'une requête. L'accueil qu'elle reçut décida Mazzini à tenter de renverser le monarque. Mais la conspiration piémontaise fut découverte ; Charles-Albert écrivit au roi des Deux-Siciles (10 juillet 1833) qu'elle était « fomentée, soudoyée par la Grande Propagande européenne qui existe à Paris », qu'elle avait pour but « de renverser tous les gouvernants d'Italie ainsi que notre Sainte Religion ». Pour la punition des conjurés il rivalisa de cruauté avec les bourreaux

de Modène et de Rome. Nullement découragé, Mazzini organisa en Suisse une expédition contre la Savoie ; le général Ramorino, un Italien qui s'était battu pour la Pologne, en fut le chef, et les Polonais réfugiés dans les cantons fournirent le gros des soldats. Mais l'expédition, mal préparée, mal commandée, tomba dans le piège que lui tendaient les agents provocateurs de Charles-Albert (février 1834) ; ce fut une ridicule échouffourée, suivie de nouvelles condamnations. L'autocratie demeurerait maîtresse de tous les États italiens ; la haine contre l'Autriche, répandue par des livres comme *Mes prisons*, de Silvio Pellico, était réduite à l'impuissance.

V. — LE RÉVEIL DE LA SAINTE-ALLIANCE (1833-1835)¹.

Il ne suffisait pas à Nicolas d'avoir écrasé la Pologne, pas plus qu'à Metternich d'avoir pacifié l'Allemagne et l'Italie. Tous les deux voulaient affirmer les droits des souverains absolus et montrer leur union aussi forte qu'au temps de Laibach ou de Vérone. Le tsar avait éprouvé longtemps une antipathie profonde pour Metternich ; il se rappelait les manœuvres hostiles du chancelier autrichien pendant la guerre de Turquie et l'accusait d'avoir vu sans déplaisir Varsovie chasser les Russes. Mais la haine de la Révolution les rapprochait ; Metternich, après avoir eu tant de peine à convaincre Alexandre du péril offert par les « sectes », voyait à Saint-Pétersbourg un souverain aussi décidé que lui à punir toute rébellion. Le roi de Prusse, moins favorable aux manifestations bruyantes, ne pouvait cependant pas se dérober aux instances de ses deux « bons frères ». Comme en 1820 et en 1824, ce fut sur le territoire autrichien que les souverains se réunirent. Frédéric-Guillaume III vint s'entretenir à Teplitz avec l'empereur François (août 1833), puis se fit représenter par son fils aux conférences décisives de Munchengraetz (septembre), auxquelles assistait le tsar. Plusieurs protocoles furent ainsi rédigés. Les trois souverains s'entendirent avant tout contre les Polonais, en se garantissant mutuellement la possession des territoires acquis depuis les partages. Acceptant l'existence de

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages cités p. 62, sur Nicolas I^{er} et Metternich, ajouter Martens, *Recueil des traités et conventions conclus par la Russie*, t. XV (Saint-Pétersbourg, 1908, in-8°), en français et en russe.

la Belgique, ils s'engagèrent à défendre, 'au besoin par les armes, les droits de la Confédération germanique sur le Luxembourg. Ils approuvèrent la conférence des princes allemands préparée à Vienne par Metternich pour leur imposer les mesures de réaction.

L'acte le plus important fut à la fois un traité d'alliance et un manifeste quasi belliqueux ; il reconnaissait à n'importe quel souverain menacé par un péril intérieur ou extérieur le droit d'appeler à son aide la Russie, la Prusse et l'Autriche, et à ces trois États le droit de refuser ou d'accorder cette aide selon leurs intérêts ou leurs convenances. Tout gouvernement qui prétendait s'opposer à leur intervention serait considéré comme ennemi, et les trois alliés prendraient les mesures les plus promptes en vue de punir cette hostilité. Les formules primitives furent un peu adoucies à la demande du roi de Prusse, qui empêcha la publication du texte arrêté. Mais celui-ci fut communiqué officiellement à Londres, où lord Palmerston le repoussa par quelques paroles dédaigneuses, et à Paris où le duc de Broglie, ministre des Affaires étrangères, exprima énergiquement l'intention de la France de recourir, s'il le fallait, à la force pour protéger les libertés de la Belgique, de la Suisse et du Piémont ; la mention de ce dernier pays mécontenta Charles-Albert. L'Europe était partagée en deux camps. Comme on l'a vu, le traité de la Quadruple-Alliance, conclu entre l'Angleterre, la France, Marie-Christine et don Pedro, parut être la réponse de l'Occident à l'accord de Munchengraetz¹.

En réalité, les libéraux européens s'exagéraient l'importance de cette réponse. Les cabinets de Paris et de Londres étaient beaucoup moins empressés à favoriser les révolutions que les trois grands autocrates à les réprimer. De Londres les novateurs ne pouvaient guère attendre que des louanges platoniques, des manifestations parlementaires éloquentes et sans résultat. C'est à Paris que venaient les fugitifs et les bannis des divers pays, espérant obtenir le secours armé que leur promettaient certains groupes militants, surtout les républicains. Mais le ministère de Louis-Philippe écrasa ces derniers en avril 1834 et répondit à l'attentat de la machine infernale par les lois de septembre. Le gouvernement qui réprimait ainsi l'agitation révolutionnaire dans son pays ne tenait pas à la favoriser dans les autres. L'entente franco-anglaise était plus apparente que

1. Voir ci-dessus, p. 118.

réelle. Un rapprochement devint donc possible entre le cabinet de Paris et celui de Vienne.

Metternich avait repris confiance en l'avenir ; il se sentait assez fort pour menacer partout les fauteurs de révolutions. La Suisse en fit l'expérience quand elle lui eut fourni un prétexte commode en laissant Ramorino préparer sur son territoire l'expédition contre la Savoie¹. Non seulement les autorités fédérales durent faire des excuses au roi de Sardaigne, mais les plaintes de la Prusse et de la Russie, les réclamations des États limitrophes de l'Allemagne du sud vinrent appuyer les notes où Metternich dénonçait la tolérance accordée aux réfugiés et menaçait de ruiner par un blocus rigoureux ce nid de conspirateurs. Ce fut bien pire encore après que les démocrates allemands à Berne eurent organisé une manifestation où flotta le drapeau noir-rouge-or. La Suisse, tout en sauvegardant de son mieux ses traditions d'hospitalité, fut obligée de s'humilier plusieurs fois devant son puissant voisin et profita de la mort de l'empereur François (1835) pour se résoudre à une démarche que le chancelier autrichien daigna enfin considérer comme une satisfaction suffisante.

Cette date de 1835 marque la fin de la crise ouverte par la révolution parisienne de 1830. L'émotion qu'elle avait soulevée dans toute l'Europe semble calmée ; les pertes et les gains du libéralisme sont maintenant connus et paraissent définitifs. La guerre entre l'autocratie et les États constitutionnels, annoncée plusieurs fois comme prochaine, est prévenue par un armistice général. Louis-Philippe, influencé par Talleyrand, irrité par les mauvais procédés de Palmerston, songe à se rapprocher de l'Autriche, avec l'espoir de rompre le « blocus matrimonial » que les légitimistes ont favorisé contre sa famille, et d'obtenir pour son fils aîné, le duc d'Orléans, la main d'une archiduchesse. Lui aussi reprochera bientôt à la Suisse de donner accueil aux réfugiés dangereux. Rassurées contre les révoltes intérieures, les puissances peuvent suivre attentivement la question d'Orient, qui est revenue au premier plan de la scène politique.

1. Voir ci-dessus, p. 139.

CHAPITRE III

L'ORIENT ET LES BALKANS DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE¹

Dans la première moitié du XIX^e siècle le proche Orient est profondément agité. Les appels reçus de Russie depuis le temps de Catherine II, l'expédition de Bonaparte en Égypte, les prédications de quelques novateurs mahométans l'ont tiré de sa longue somnolence. Tandis que dans le reste de l'Europe l'édifice de 1815 a résisté à la secousse de 1830, mouvements nationaux, mouvements religieux, ambitions rivales des grands États, tout semble compromettre l'existence de l'empire ottoman.

I. — LE MONDE MUSULMAN ET MOHAMED ALI².

Depuis longtemps déjà, et surtout depuis l'expédition de Bonaparte, le monde musulman voyait les infidèles envahir ses territoires, exciter ses sujets chrétiens à la révolte. En présence de ce péril deux tendances se firent jour dans l'Islam. Les uns voulurent se fortifier par un attachement farouche au passé, le retour aux vieilles coutumes, la lutte contre les innovations

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Aux ouvrages cités p. 13, et aux livres généraux d'A. Stern et Ch. Seignobos cités p. 5, on peut joindre les livres sommaires de La Jonquière, *Histoire de l'empire ottoman* (Paris, 1881, in-12; nouv. éd. refondue, 1914, 2 vol.); E. Driault, *La question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours* (Paris, 1898, in-8°; 8^e éd., 1921); J. Ancel, *Manuel historique de la question d'Orient, 1792-1923* (Paris, 1923, in-16; 2^e éd., 1926), avec bibliographie commode. Parmi les instruments bibliographiques les plus utiles, on peut citer Yovanovitch, *An english bibliography on the near Eastern question, 1481-1906* (Belgrade, 1909, in-8°); Maunier, *Bibliographie de l'Égypte moderne* (Le Caire, 1921, gr. in-8°); Michoff, *Sources bibliographiques sur l'histoire de la Turquie et de la Bulgarie* (Sofia, 1914-1924, 2 vol. in-8°), en bulgare, avec une préface en français; Babinger, *Die Geschichtschreiber der Osmanen und ihre Werke* (Leipzig, 1927, in-8°).

2. OUVRAGES A CONSULTER. — I. Goldziher, *Vorlesungen über den Islam* (Heidelberg, 1910, in-8°), traduction française par F. Arin, sous le titre *Le dogme et la loi de l'Islam, histoire du développement dogmatique et juridique de la religion musulmane* (Paris, 1920, in-8°), sur le mouvement musulman considéré depuis les origines dans son ensemble; L. Massignon, *Les vraies origines dogmatiques du wahabisme*, dans la *Revue du monde*

contraires à la lettre ou à l'esprit du Coran. Les autres, tout en demeurant fidèles à l'islam, essayèrent d'emprunter aux chrétiens les méthodes et les institutions qui faisaient la supériorité de l'Europe.

La tendance conservatrice a toujours été la plus populaire dans les pays mahométans. Elle inspira l'action de quelques sectes fanatiques dont la principale fut celle des Ouahâbités ou Wahâbités. Le fondateur, Ibn'Abd el-Ouahab, mort en 1791, avait prêché le retour à l'islam primitif, à la structure démocratique de la société, à la simplicité du culte, à la suppression du luxe dans la vie familiale. Ses disciples interdirent l'emploi du tabac et du café, réprochèrent des usages nouveaux comme l'édification de minarets dominant les mosquées. Ce puritanisme religieux et social engendra un mouvement politique. Sortis du Nedjd, qui occupe le centre de l'Arabie, les Ouahâbités conquièrent de 1803 à 1811 les villes saintes de la Mecque et de Médine, où ils supprimèrent le pèlerinage traditionnel, car Mahomet pour eux était un prophète qu'on ne devait pas adorer comme un dieu. Vers le nord ils s'avancèrent jusqu'à l'Euphrate. Leurs missionnaires parvinrent dans le Pendjab, où ils excitèrent plus tard (1826-1831) une guerre sainte, engagée par leurs fidèles contre les musulmans qu'avaient pervertis les rapports avec les Hindous adorateurs de Brahma. La mort de leur chef dans une escarmouche (1831) sauva les Sikhs d'un désastre.

Cette secte joua un grand rôle. Elle compte parmi ses disciples un musulman de l'Occident, Mohamed ben Ali el-Senoussi. Il vint à la Mecque peu avant 1830, puis y retourna plus tard ; chassé de la ville sainte, il se fixa en 1843 dans la Tripolitaine et se mit à organiser cet ordre des Senoussistes qui devait

musulman, t. XXXVI (1918-1919), p. 320-326 ; Majerczak, *Le mouridisme au Caucase*, dans la *Revue du monde musulman*, t. XX (1912), p. 162-225.

Sur l'histoire générale de l'Égypte, moderne, voir L. Bréhier, *L'Égypte de 1798 à 1900* (Paris, 1900, in-8°) ; Hasenclever, *Geschichte Ägyptens, 1798-1914* (Halle, 1917, in-8°). L'histoire de la vie et du règne de Mohamed Ali a été en partie renouvelée par les ouvrages de Georges Douin : *Mohamed-Aly, pacha du Caire, 1805-1807* (1926) ; *L'Angleterre et l'Égypte. La campagne de 1807*, en collaboration avec Mme Fawtier-Jones (1928) ; *Les premières frégates de Mohamed-Aly, 1824-1827* (1926) ; *La mission du baron de Boislecomte. L'Égypte et la Syrie en 1833* (1927). Tous ces ouvrages, publiés par la Société royale de géographie d'Égypte, ont paru au Caire (gr. in-8°), de même que le livre déjà cité sur *Navarin*. Voir aussi l'important ouvrage d'Édouard Driault, *La formation de l'empire de Mohamed-Aly, de l'Arabie au Soudan, 1814-1823* (Paris, 1928, in-8°). On consultera utilement, bien qu'il s'arrête avant 1815, l'ouvrage d'un professeur égyptien, Shafik Ghorbal, *The beginnings of the Egyptian question and the rise of Mehemet-Ali* (Londres, 1928, in-8°). Pour l'histoire de la Syrie, voir le rapide manuel du P. Lammens, *La Syrie ; précis historique* (Beyrouth, 1926, 2 vol. in-8°), le t. II,

avoir tant d'action en Afrique. Sa doctrine, ses pratiques austères le rapprochèrent des puritains du Nedjd. A côté du Ouahâbisme se propageait le mouridisme, qui souleva bientôt les musulmans du Caucase contre la suzeraineté russe et fournit à Chamyl depuis 1825 des combattants fanatiques et indomptables. La tendance réformiste inspira en Perse une autre tentative, le bâbisme. Mirza Ali Mohamed (1820-1850) crut être le nouveau mahdi ou messie, le « Bâb », c'est-à-dire « la porte » de la Vérité ; il annonçait l'évolution religieuse de l'humanité, prêchait l'égalité des sexes et la fraternité des hommes ; il périt dans les supplices. Les mêmes idées de réforme gagnaient la Turquie et l'Égypte, semblant préparer la ruine de la Turquie et la renaissance de l'Égypte.

Le sultan Mahmoud II, arrivé jeune au pouvoir (1808), avait donné aussitôt de belles espérances. Un ambassadeur de Napoléon le montre « laborieux, d'un secret impénétrable, un phénomène pour la Turquie ». D'autres témoins ont été plus sévères : ils ont vu en lui un prince d'intelligence médiocre, ne sachant pas choisir ses ministres, et qui « avait comme homme de progrès des velléités plutôt que des volontés ». C'est qu'il était difficile en ce pays d'avoir des volontés ; le sultan était obligé de compter avec l'ignorance et la corruption de son entourage, et surtout avec le fanatisme de la populace turque, prête à brûler des quartiers de Constantinople pour manifester sa fureur contre l'ouverture d'une école militaire formée sur le modèle de l'école française de Saint-Cyr ou contre l'introduction du costume européen au palais impérial. Plus dangereux encore étaient les janissaires indisciplinés ; quand, en 1826, ils retournèrent leurs marmites en signe de révolte contre la réforme de l'armée, le sultan les fit mitrailler dans leurs casernes et supprima ce corps privilégié. Puis il organisa le noyau de sa nouvelle armée, éduquée à l'européenne, avec des officiers instructeurs étrangers dont le plus célèbre fut le futur feld-maréchal de Moltke. Mais celui-ci a montré les défauts de cette réforme qui ne modifiait pas l'esprit des officiers et des soldats, et leur donnait seulement « des tuniques russes, un règlement français, des fusils belges, des turbans turcs, des selles hongroises, des sabres anglais, des instructeurs de toutes nations ». Les ordonnances où Mahmoud, comme jadis Pierre le Grand, régla le vêtement, la barbe et la moustache de ses sujets, n'eurent pas d'effets plus utiles.

Cependant une puissance nouvelle se constituait en Égypte.

L'évacuation de ce pays par les Français avait laissé aux prises les beys des mamelouks et l'armée turque. Dans cette armée les Albanais formaient un corps considérable dont le chef, Mohamed Ali, avait mis habilement à profit l'anarchie égyptienne pour devenir le maître et se faire nommer pacha du Caire (1805). Il y était arrivé avec l'appui du consul de France, malgré le consul d'Angleterre. En faisant massacrer d'un seul coup 470 beys invités à un banquet, à la citadelle du Caire (1811), il ruina définitivement la force des mamelouks. Le sultan, absorbé par la guerre contre Alexandre I^{er}, le chargea vers la même époque d'aller combattre les Ouahâbités en Arabie, car ces hérétiques devenaient dangereux pour le califat. Cette guerre, longue et pénible, se termina en 1819 par la victoire d'Ibrahim, fils de Mohamed Ali. Elle assura dans tout l'Islam un grand prestige au pacha qui avait délivré les villes saintes et restauré le pèlerinage annuel.

En Égypte elle lui donna la force nécessaire pour créer une armée nouvelle. Les Albanais, aussi indisciplinés que les janissaires, furent occupés dans des expéditions au sud de l'Égypte. Le pacha comptait trouver des mines d'or au Soudan ; il se trompait, mais le commerce des esclaves enrichit bientôt les traitants qui vinrent l'organiser sous la protection des officiers égyptiens. Les guerres d'Arabie et du Soudan avaient diminué le nombre des soldats albanais ; pendant ce temps Mohamed Ali, créait, avec des instructeurs français, des cadres composés d'officiers tcherkesses ou turcs et chargés de dresser ensuite les nouvelles troupes. On les recruta d'abord parmi les nègres ; mais comme ils supportaient mal le climat de l'Égypte, le pacha prit des fellahs, qui se révélèrent meilleurs soldats que lui-même ne s'y attendait. En 1824 cette armée fut assez forte pour qu'il pût obliger les Albanais à laisser dissoudre leurs régiments ; ils durent entrer individuellement comme recrues dans les corps nouveaux ou quitter l'Égypte. L'intervention en Grèce occupa ensuite Mohamed Ali jusqu'en 1828 ; mais quand le sultan réclama son aide contre les Russes, il sut tergiverser jusqu'à la paix d'Andrinople, ce qui lui permit de refaire son armée pendant que Mahmoud épuisait la sienne.

L'Europe commençait à s'intéresser au pacha d'Égypte. Cet ancien marchand d'un petit bazar oriental, qui apprit à lire à quarante-cinq ans et ne sut jamais bien écrire, avait une distinction naturelle, une finesse dans les réparties, un accueil séduisant qui charmaient les voyageurs étrangers ; il les voyait

et les recevait très volontiers, considérant ces entretiens comme un bon moyen de propagande. « C'est un homme de génie », écrivait en 1824 le général Boyer, chef d'une mission militaire française envoyée en Égypte sur la demande du pacha¹. Les Européens qui venaient le servir n'eurent qu'à se louer de sa libéralité. Il put la manifester grâce aux moyens très orientaux qui lui avaient assuré des revenus considérables : après le départ des Anglais, il s'était déclaré maître de toutes les terres pour lesquelles on ne disposait pas de titres de propriété bien établis ; puis il avait imposé aux fellahs les cultures qui lui semblaient devoir être profitables ; quand des exportations importantes furent ainsi rendues possibles, Mohamed Ali s'attribua le monopole du commerce extérieur.

Comme les Européens, les Orientaux suivaient avec intérêt l'œuvre du pacha d'Égypte. Alors que l'Islam était partout vaincu et refoulé par les chrétiens, ils voyaient un prince de leur croyance fonder un État solide, créer une armée moderne, pacifier La Mecque et ouvrir à la religion du vrai Dieu une partie de l'Afrique intérieure. Depuis le temps de Soliman le Magnifique, pas un potentat mahométan n'avait obtenu de pareils succès. En Turquie même, certains se demandaient si le plus sûr moyen de sauver l'empire ottoman ne serait pas de mettre un jour Mohamed Ali à sa tête ; mais ces vastes projets ne semblent pas avoir été pris au sérieux par le pacha, qui désirait simplement agrandir l'Égypte. A l'ouest il rêvait de s'étendre sur la côte septentrionale de l'Afrique, et pensa un moment y arriver en faisant, à la place de la France, l'expédition contre le dey d'Alger ; à l'est il voulait, comme tous les maîtres de l'Égypte, la compléter par l'annexion de la Syrie.

II. — L'EUROPE ET MOHAMED ALI (1830-1838)².

Les progrès de Mohamed Ali ne pouvaient laisser indifférentes les grandes puissances européennes, qui presque toutes

1. Un témoin beaucoup plus disposé à discerner le fort et le faible, Boislecote, écrit en 1833 : « On trouvera, au milieu d'essais souvent hasardés et de préjugés inséparables de son origine, une justesse de sens, une profondeur de jugement et surtout une constance et une force de volonté que l'on n'attendrait pas en Europe d'un homme qui, privé de toute éducation, a dû se former lui-même avant de former son pays. »

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Les ouvrages indiqués au paragraphe précédent peuvent être complétés par John Hall, *England and the Orleans monarchy* (Londres,

portaient à la question d'Orient un intérêt très vif. La Russie n'avait point abusé de la victoire en 1829 ; cette habile modération lui permit de mener de front dans les années qui suivirent deux tâches contradictoires : fortifier son protectorat politique et religieux sur les chrétiens des Balkans et tenter de faire accepter à Constantinople une tutelle discrète sur la politique turque. Ses progrès mécontentèrent l'Autriche ; cette puissance catholique redoutait les empiètements de la grande nation orthodoxe, et Metternich ne voulait pas que l'occupation provisoire de la Moldavie et de la Valachie par les troupes du tsar fit place à l'annexion définitive. Toutefois il était disposé à pousser très loin les concessions en Orient, moyennant l'appui de la Russie dans les affaires allemandes et italiennes ; les deux empires, unis pour combattre le libéralisme et l'esprit révolutionnaire, finissaient toujours par conclure à propos des problèmes irritants les compromis nécessaires.

Beaucoup plus vif était l'antagonisme de la Russie et de l'Angleterre. Whigs et tories croyaient, comme William Pitt, à la nécessité de conserver l'empire ottoman ; par contre, ils entendaient que cet empire ne devînt jamais le vassal de la Russie. Leur défiance fut accrue par les germes de conflit qui apparaissaient en Asie. Sans doute il y avait loin du Caucase à l'Indus ; Napoléon cependant n'avait pas cru impossible une expédition franco-russe allant par la Russie vers l'Inde. Si la Grande-Bretagne achevait la soumission de l'Inde, la Russie venait, par deux guerres contre la Perse, de s'assurer la côte méridionale de la mer Caspienne et l'accès de l'Iran. Depuis lors elle s'attaquait aux montagnards du Caucase. Palmerston se préoccupa bientôt du péril russe en Asie autant que de l'influence russe à Constantinople. Et parfois il entrevoyait une perspective redoutable, celle d'un rapprochement de la France et de la Russie qui laisserait l'Angleterre isolée en Orient. Ce rapprochement n'était guère à craindre : Nicolas prodiguait à Louis-Philippe les procédés blessants, et la nation française tout entière haïssait l'oppresser de la Pologne. A Constantinople les

1912, in-8°) ; Molden, *Die Orientalpolitik des Fürsten Metternich* (Vienne, 1913, in-8°) ; Gertrude Robinson, *David Urquhart* (Oxford, 1920, in-8°) ; Raymond Guyot, *La première entente cordiale* (Paris, 1926, in-16) ; R. L. Baker, *Palmerston on the treaty of Unkiar-Skelessi*, dans l'*English historical Review*, t. XLIII (1928), p. 83-89 ; Paul Knaplund, *Finnmark in British diplomacy*, dans l'*American historical Review*, t. XXX (1925), p. 478-502 ; C. W. Crawley, *Anglo-Russian relations, 1815-1840*, dans le *Cambridge historical Journal*, t. III (1929), p. 47-73.

ambassadeurs de France et d'Angleterre surveillaient avec une hostilité vigilante les moindres démarches de leur collègue russe. Mais rien ne pouvait apaiser les défiances de Palmerston envers le pays qu'il avait si longtemps combattu.

En France l'accord des trois hommes d'État, Guizot, Thiers et de Broglie, qui pratiquaient depuis octobre 1832, malgré divers incidents, la politique de résistance de Casimir Périer, prit fin en 1836 ; Louis-Philippe trouvait ce trio trop puissant et vit sans déplaisir la rupture de Thiers avec Guizot. Alors commença une période de crises ministérielles ; le roi, mettant de côté ces deux chefs de parti à la fois, voulut assurer son autorité personnelle en confiant le pouvoir à Molé. Mais celui-ci eut à combattre la « coalition » de tous les chefs parlementaires, Guizot, Thiers, Odilon Barrot ; elle l'emporta aux élections de 1839. Une crise nouvelle se prolongea pendant des semaines, jusqu'au jour où une émeute républicaine et socialiste (12 mai 1839) fit improviser un ministère présidé par le maréchal Soult. Malgré ces changements fréquents, la politique de la France en Orient ne variait guère ; elle désirait maintenir tant que ce serait possible, d'accord avec l'Angleterre, l'intégrité de l'empire ottoman et son indépendance vis-à-vis du tsar. Mais les deux puissances occidentales n'envisageaient pas de la même façon les progrès croissants de Mohamed Ali.

Celui-ci, continuant son œuvre d'organisation, faisait toujours appel aux Européens. Sur cinquante s'offrant à lui, quarante-neuf, comme il le disait à un visiteur, ressemblaient à des pierres fausses : « Mais, ajoutait-il, comme je ne puis découvrir qu'à l'usage le diamant vrai qui est parmi eux, je les achète en bloc, et quand j'ai découvert le vrai, il me paie au centuple la perte subie. » Parmi ces Européens la plupart étaient des Français, attirés par ce pays où ils trouvaient de belles situations à prendre et de grandes choses à réaliser. Mohamed Ali se disait l'ami de la France : lui qui se vantait d'être venu au monde la même année que Bonaparte, il admirait le pays où avait régné le grand homme ; il se rappelait aussi qu'un Français avait favorisé son avènement au Caire. D'ailleurs la France, occupée à refaire ses forces avant 1830, puis absorbée par l'Algérie, ne poursuivait aucune visée de conquête en Orient ; le pacha pouvait donc sans crainte lui emprunter les hommes qui l'aideraient à créer les services publics d'un État moderne. Le colonel Selves, devenu Soliman pacha, présidait, avec des officiers amenés par lui, à l'instruction de la nouvelle armée ;

Cérisy, après Navarin, avait dirigé la préparation d'une seconde flotte, plus forte que la première; le docteur Clot fondait l'École de médecine et formait des médecins pour l'armée, Linant de Bellefonds organisait les finances et les travaux publics; Jumel enrichissait le pays en établissant sur plusieurs points la grande culture du coton. Mohamed Ali, au contraire, se défia toujours des convoitises déjà manifestées en 1808 par la Grande-Bretagne sur le pays qui détenait la route la plus courte vers l'Inde; il avait refusé ses offres d'alliance contre les Ouahâbités, si bien que le gouvernement de Londres voyait en lui un adversaire à surveiller.

Ce fut l'attaque de Mohamed Ali contre la Syrie qui posa brusquement la question d'Orient devant les grandes puissances. Le sultan, qui lui avait promis cette province pour payer le concours des Égyptiens contre les Grecs, prétendit ensuite la remplacer par la Crète (Candie); c'était une possession médiocre que cette île montagneuse, habitée par des peuples rétifs, et difficile à garder sans une grande flotte. La Syrie, au contraire, non seulement représentait le complément naturel de l'Égypte, mais fournissait les bois du Liban, nécessaires à la construction des vaisseaux. Le sultan, jaloux de son grand vassal, avait nommé pacha d'Acre un ennemi personnel de Mohamed Ali, Abdallah; celui-ci refusa de céder à son voisin du bois pour la flotte, et aussi de lui livrer des fellahs déserteurs. Ibrahim envahit donc la Syrie avec 30.000 hommes (1831), prend Saint-Jean d'Acre et Damas, bat le pacha d'Algep à Homs, franchit les défilés du Taurus qui passaient pour imprenables et, traversant l'Anatolie, écrase la dernière des armées turques à Konieh (1832). Rien ne pouvait plus arrêter, semblait-il, sa marche sur Constantinople, où tout un parti musulman souhaitait son arrivée.

Plutôt que de subir la loi d'un pacha révolté, Mahmoud s'adressa aux puissances européennes; le tsar s'empressa de l'aider, afin d'empêcher l'arrivée des Égyptiens sur le Bosphore. Comme le disaient les instructions envoyées à son ambassadeur, « avec Mohamed Ali, la Russie verrait succéder un voisin fort et victorieux à un voisin faible et vaincu ». La flotte russe vint jeter l'ancre dans le Bosphore et les troupes moscovites en occupèrent peu à peu les deux rives. C'était la première fois que pareille chose arrivait: l'émotion fut telle en Europe que l'Autriche et l'Angleterre se joignirent à la France pour hâter un arrangement direct entre les deux belligérants.

Le nouvel ambassadeur français à Constantinople, l'amiral Roussin, adressa d'abord une sorte d'ultimatum au sultan pour qu'il renvoyât les Russes, et au pacha pour qu'il se contentât d'une partie de la Syrie ; maladresse que le gouvernement de Paris sut réparer. Mahmoud, inquiet de la colère que la présence des Russes causait chez le peuple de Constantinople et des difficultés qu'ils rencontraient pour leur approvisionnement, céda enfin, avec l'arrière-pensée de se venger plus tard. Mohamed Ali, pressé par les représentants de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche, accepta aussi de traiter. La possession de la Syrie entière lui fut reconnue ; quant au district d'Adana, c'est-à-dire l'entrée de l'Asie Mineure, il était sur le point d'y renoncer quand la Porte le lui accorda. La paix de Kutaïeh (avril 1833) rétablit la tranquillité en Orient. Le péril égyptien se trouvant écarté, la Russie retira ses troupes, mais elle obtint du sultan le traité secret d'Unkiar-Skélessi (1833). Une alliance défensive était conclue pour huit ans : la Russie promettait à la Turquie un appui armé en cas de danger intérieur ou extérieur ; la Turquie promettait de fermer les Dardanelles aux ennemis de la Russie.

Ce traité fut bientôt connu. Metternich fut mécontent, mais comme il avait besoin de Nicolas pour sa politique de compression dans l'Europe centrale, il fit contre fortune bon cœur. En revanche, le triomphe du tsar indigna la France et plus encore l'Angleterre. L'ambassadeur anglais à Constantinople était lord Ponsonby, le type de l'aristocrate britannique, hautain, actif, ne craignant pas les initiatives hardies ; Palmerston, obligé quelquefois de le désavouer, s'entendait néanmoins fort bien avec un diplomate qui allait toujours de l'avant. Ponsonby avait emmené comme secrétaire d'ambassade un ardent publiciste, ancien philhellène, Urquhardt, qui poussait jusqu'à la monomanie sa défiance à l'égard des ambitions russes. Un recueil publié par lui, le *Portfolio*, révéla au public européen nombre de documents secrets saisis chez le grand-duc Constantin en 1830 par les révolutionnaires polonais ; Urquhardt alla jusqu'à favoriser ouvertement la résistance des montagnards du Caucase, et son gouvernement dut le rappeler. La rivalité des deux pays se traduisait chaque jour à Constantinople par des intrigues auprès du Divan, composé d'hommes faibles et faciles à corrompre. En Asie elle ensanglantait l'Iran, provoquant les entreprises européennes contre Khiva et contre l'Afghanistan. Palmerston cherchait partout des difficultés

à son rival : averti par un Anglais que la Russie avait des projets sur le nord de la péninsule scandinave (1836), il l'envoya comme consul à Hammerfest, se fit renseigner minutieusement par lui, et finit par mettre en garde le roi de Suède et de Norvège contre un voisin désireux d'occuper sur les mers arctiques des ports libres de glaces.

Mais la question d'Égypte restait la plus importante et la plus dangereuse. Mahmoud s'appliquait à reconstituer son armée afin de prendre sa revanche ; comme il cherchait des instructeurs dans un pays étranger à toute ambition en Orient, la Russie l'avait décidé à se servir d'officiers prussiens. Le sultan n'eut pas grand'peine à provoquer des révoltes en Syrie contre un gouvernement qui exigeait des impôts réguliers et le service militaire obligatoire. Mohamed Ali, de son côté, continuant l'œuvre commencée depuis vingt ans, développait l'armée, achevait d'organiser l'administration. Il était arrivé à l'apogée de sa puissance, et l'on se demandait où s'arrêteraient ses conquêtes. Aussi la froideur de l'Angleterre à son égard se transforma-t-elle en hostilité ouverte. Palmerston qui détestait en lui l'ami, le protégé de la France, invoquait aussi des griefs plus directs : le pacha refusa d'exécuter le firman du sultan qui permettait aux Anglais d'occuper l'isthme de Suez ; il avait, en 1837, repoussé la proposition anglaise de construire un chemin de fer du Caire à Suez ; il laissait entrevoir des projets sur la Mésopotamie, envoyant même des vaisseaux égyptiens remonter le Chott-el-Arab, jusqu'à ce qu'un *veto* formel du gouvernement de l'Inde arrêtât ces tentatives. L'Angleterre inquiète venait de prendre Aden (1838), en empêchant le pacha de répondre à cette conquête par celle de Sana, capitale du Yémen.

L'hostilité réciproque se manifestait de toutes manières. Ponsby décida la Turquie à supprimer dans ses États les monopoles commerciaux ; cette mesure, avantageuse pour les Anglais, avait plu au sultan parce qu'elle devait tarir la source des revenus que le trafic extérieur de l'Égypte procurait à Mohamed Ali. Celui-ci para le coup en se déclarant propriétaire du sol fertilisé par le Nil, c'est-à-dire de tout le sol arable : n'était-ce pas le gouvernement qui assurait les irrigations nécessaires ? C'était remplacer ainsi le monopole du commerce par celui de la propriété foncière. Quelques essais de rapprochement furent pourtant ébauchés entre Constantinople et le Caire : le pacha promettait des concessions importantes en échange du firman qui lui accorderait un pouvoir héréditaire. Mais le sultan finit par

se dérober, d'autant plus que Ponsonby encourageait secrètement les ministres turcs à la rupture. Ainsi la France et l'Angleterre, unies dans une aversion commune pour la prépondérance du tsar sur les rives du Bosphore, éprouvaient des sentiments opposés envers le prince oriental qui possédait Alexandrie et Suez.

III. — LA CRISE ORIENTALE (1839-1840)¹.

Mohamed Ali, en 1838, annonça aux consuls européens en Égypte sa volonté de conquérir l'indépendance, mais le mauvais accueil fait à cette communication l'arrêta quelque temps. Ce fut alors Mahmoud qui entra en scène : plein de confiance dans l'armée nouvelle qui occupait les bords de l'Euphrate, il nomma grand vizir Khosrev-pacha, l'ennemi déclaré de Mohamed Ali, puis au printemps de 1839 il commanda l'offensive. Ibrahim, qui tenait comme son père à gagner l'opinion publique en Occident, recula d'abord, pour montrer d'où partait l'agression ; ensuite les Égyptiens attaquèrent vigoureusement l'ennemi qui subit un désastre complet à Nézib (24 juin). Quand cette nouvelle atteignit Constantinople, Mahmoud venait de mourir ; son fils Abd-oul-Medjid, le nouveau sultan, était un enfant de seize ans. Le capitain-pacha, ennemi acharné du grand vizir, quitta les Dardanelles avec la flotte, avertit confidentiellement de ses projets l'amiral français rencontré en route et alla dans le port d'Alexandrie livrer ses vaisseaux au grand prince qui seul, d'après lui, pouvait sauver l'empire ottoman. Mohamed Ali se déclara prêt à restituer la flotte si le jeune sultan congédiait Khosrev et lui garantissait à lui-même la possession héréditaire de l'Égypte et de la Syrie.

Ces nouvelles effrayèrent les cabinets européens : le traité

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres indiqués p. 142 et 147, ajouter Hasenclever, *Die orientalische Frage, 1838-1841* (Leipzig, 1914, in-8°) ; Ph. Sagnac, *La crise de l'Occident et la question du Rhin*, dans la *Revue des études napoléoniennes*, t. XVI (1919), p. 282-300, et t. XVII (1920), p. 95-117 ; Cattani, *Histoire des rapports de l'Égypte avec la Sublime Porte* (Paris, 1919, in-8°) ; Rodkey, *The Turco-Egyptian question, 1832-1841* (Urbana, 1923, 2 vol in-8°), de la collection « University of Illinois Studies in the Social Sciences » ; Asad J. Rustum, *The struggle of Mehemet Ali pacha with sultan Mahmoud II*, dans les comptes rendus du *Congrès de géographie du Caire* (Le Caire, 1925, in-8°). Le même auteur a commencé, dans les publications de l'Université américaine de Beyrouth, à faire paraître (en arabe) une note intitulée *Materials of a Corpus of arabic documents relating to the history of Syria under Mehemet Ali Pasha* (Beyrouth, 1928, in-8°). Voir aussi François Charles-Roux, *La mission du comte Walewski en Égypte, 1840*, dans la *Revue historique*, t. CLXII (1929), p. 45-85.

d'Unkiar-Skélessi allait fournir au tsar l'occasion de faire occuper de nouveau par ses troupes les abords de Constantinople. Cependant le gouvernement français n'adopta pas les suggestions de Palmerston, qui proposait d'envoyer immédiatement les deux escadres aux Dardanelles; il préféra se rallier au projet de Metternich, bientôt accepté par tous : une note commune des cinq grandes puissances invita la Porte à ne rien décider sans leur acquiescement (27 juillet 1839). L'Europe établissait ainsi pour la première fois sa tutelle collective sur l'empire ottoman. Nicolas avait consenti à cette démarche parce qu'il comprenait que, renoncer provisoirement à ses vues sur le Bosphore, c'était rendre possible une brouille entre la France et l'Angleterre à propos de l'Égypte; or un des buts principaux de sa politique était de séparer les deux puissances occidentales. Déjà son fils, le grand-duc héritier, était allé faire à Londres une visite officielle. Puis un des meilleurs diplomates russes, Brunnow, Allemand d'origine comme le chancelier Nesselrode, partit pour l'Angleterre avec une mission de confiance : il devait offrir l'abandon du traité d'Unkiar-Skélessi et un accord sur la question des Détroits, pourvu que l'Europe unît ses forces, avec ou sans la France, afin de protéger la Porte contre le pacha d'Égypte.

Palmerston se trouvait prêt à bien accueillir ces ouvertures. Depuis 1833 il s'était appliqué à empêcher une nouvelle intervention russe dans le Bosphore en maintenant la paix de l'Orient; puisque cette paix se trouvait gravement troublée, il se rappelait la politique de son maître Georges Canning, qui avait empêché l'action isolée du tsar en s'accordant avec lui. Brunnow et Palmerston s'entendirent donc fort bien en 1839; mais le ministre anglais avait besoin de convertir ses collègues à cette évolution imprévue. Du moins Brunnow revint-il à Saint-Pétersbourg persuadé que l'accord anglo-russe était en bonne voie. Nicolas encouragé s'assura l'adhésion de l'Autriche, qui avait d'abord proposé une conférence des cinq puissances à Vienne; il pouvait également compter sur la Prusse.

Quand Brunnow retourna en Angleterre, il trouva la défiance de Palmerston envers la France accrue par la politique de Thiers. Le cabinet Soult, renversé par la Chambre sur un incident de politique intérieure, avait fait place au ministère du 1^{er} mars 1840, présidé par Thiers. Celui-ci espérait prévenir l'intervention collective de l'Europe, qui serait probablement hostile à Mohamed Ali, en ménageant entre le sultan et le pacha un

accord direct semblable au traité de 1833. Palmerston voyait là une manœuvre contraire à la note rédigée l'année précédente par les cinq puissances ; l'occasion était belle de dénoncer l'effort de la France pour établir son hégémonie exclusive en Orient. Il força la main à ses collègues en les menaçant de donner sa démission et, d'accord avec Brunnow, il amena les ambassadeurs de Prusse et d'Autriche à signer le traité de Londres (15 juillet 1840) ; cela s'était fait en secret, comme les négociations de Thiers en Orient, et l'ambassadeur français à Londres, Guizot, ne fut averti qu'une fois l'accord conclu. D'après le traité des quatre puissances, Mohamed Ali devait garder l'Égypte comme possession héréditaire et la Syrie du sud à titre viager, à condition d'évacuer la Syrie du nord, Adana, la Crète, les villes saintes d'Arabie, et de restituer les vaisseaux turcs. Faute de se soumettre dans un délai de dix jours, Mohamed était menacé de perdre la Syrie ; une résistance prolongée pendant dix autres jours permettrait au sultan, après délibération avec les alliés, de lui enlever l'Égypte.

Ce traité, humiliant pour la France, portait la marque de Palmerston et du tsar. Palmerston avait passé outre aux conseils du roi Léopold, aux résistances de lord John Russell et des grands seigneurs whigs ; il fonda sa popularité en réveillant les vieilles passions antifrançaises. Nicolas I^{er} avait été heureux de faire échec au roi des barricades. En France, l'indignation fut générale ; les Chambres étaient en vacances, mais la presse exprima la colère de la nation entière contre le retour de l'Europe à la Sainte-Alliance. Louis-Philippe se répandit en imprécations à l'adresse des souverains étrangers et laissa Thiers commencer de grands armements auxquels le prince royal, le duc d'Orléans, donnait tout son concours. Thiers espérait encore faire aboutir les pourparlers directs entre Constantinople et Alexandrie, persuadé que Mohamed Ali saurait au besoin se défendre. L'effervescence française inquiéta la Prusse et l'Autriche et troubla quelques ministres anglais, mais Palmerston tint bon : il savait que Louis-Philippe ne voulait pas la guerre et que Mohamed Ali ne pourrait pas résister.

Tandis qu'un firman du sultan déposait le pacha, tandis que le Liban, excité par les agents de Palmerston, s'insurgeait contre les Égyptiens, la flotte anglaise bombardait Beyrouth, qui se rendit, et détruisait Saint-Jean d'Acre, le principal arsenal d'Ibrahim (4 novembre 1840). Celui-ci dut évacuer la Syrie. Les premières nouvelles d'Orient avaient surexcité encore l'opinion

à Paris : on parlait d'attaquer la coalition sur le Rhin, de déchirer les traités de 1815. Mais Louis-Philippe était résolu à ne pas se laisser entraîner trop loin. Il décida Thiers à envoyer aux puissances une note qui sacrifiait la Syrie pourvu que Mohamed Ali conservât l'Égypte (8 octobre). Un attentat dont il faillit être victime (15 octobre) émut la bourgeoisie, qui voyait en lui son protecteur contre la guerre et la révolution. Le roi se sentit alors assez fort pour écarter, comme trop belliqueux, le projet de discours du trône préparé par Thiers. Celui-ci dut céder la place au ministère présidé par Soult, en réalité dirigé par Guizot (29 octobre). La politique de paix triomphait. Mohamed Ali, découragé, affaibli par la maladie, vit tout à coup paraître devant Alexandrie l'escadre de Napier ; il signa le traité proposé par l'amiral anglais, qui l'obligeait à quitter la Syrie et à restituer les vaisseaux turcs, en lui laissant, à cette condition, l'Égypte comme domaine héréditaire (27 novembre).

Ce traité serait-il ratifié ? A Paris on laissait faire. La Chambre des députés, après un grand débat qui mit aux prises Thiers et Guizot, donna gain de cause au ministère. Cependant Paris célébrait, au milieu d'un calme presque complet, la cérémonie du retour des cendres de Napoléon (15 décembre). Le gouvernement turc voulait assouvir sa vengeance et, poussé par lord Ponsonby, rejeta l'accommodement d'Alexandrie. Palmerston eût désiré, lui aussi, pouvoir savourer l'humiliation de la France et délivrer l'Orient de Mohamed Ali. Mais les autres ministres se révoltaient contre son intransigeance ; le roi des Belges, conseiller très écouté de la jeune reine Victoria, cherchait à réconcilier Paris et Londres ; Metternich surtout voulut clore une crise qui, selon lui, ne profitait qu'aux révolutionnaires de toute l'Europe¹. Il fit céder Palmerston ; il fit céder aussi le sultan, qui avait imposé au pacha des conditions inacceptables. Un nouveau firman investit Mohamed Ali du gouvernement héréditaire de l'Égypte.

Les quatre puissances invitèrent la France à participer avec elles à la convention des Détroits (1841). Guizot, qui ne demandait qu'à rentrer dans le concert européen, répondit favorablement à leur note. Le préambule du nouveau traité affirma le respect de tous pour les droits souverains du sultan : celui-ci entendait fermer les détroits à tout vaisseau de guerre sans

1. Metternich avait même songé à créer une ligue pour conserver la paix. Les documents exposant cette curieuse suggestion sont publiés par Rodkey dans l'*American Historical Review*, t. XXXV (1929-1930), p. 308-316.

distinction, quand la Turquie était en paix, les cinq puissances promirent de se conformer à cette règle. Nicolas I^{er} avait renoncé au traité d'Unkiar-Skélessi, parce qu'il était satisfait de voir les côtes méridionales de son empire à l'abri d'une attaque, surtout l'alliance franco-anglaise devenue impossible pour longtemps. Le véritable vainqueur était Palmerston, qui avait écarté la Russie du Bosphore et la France du Nil. Ainsi finissait, au profit de l'Angleterre, le grand conflit qui de l'Orient avait failli s'étendre à toute l'Europe.

Les événements de 1840 eurent en Allemagne un contre-coup inattendu. Les clameurs de la presse française proposant une offensive sur le Rhin provoquèrent dans toute la Confédération germanique un mouvement national dont la puissance devait surprendre les contemporains. Les souvenirs de 1813 et de 1815 étaient demeurés vivants ; on voyait combien il était facile d'éveiller un sentiment général de haine contre « l'ennemi héréditaire ». Le libéralisme francophile et humanitaire des écrivains de la Jeune Allemagne fut submergé par cette vague de patriotisme belliqueux. C'est alors que furent composés les chants nationaux appelés plus tard à enthousiasmer l'Allemagne unifiée : *La garde au Rhin (Die Wacht am Rhein)*, de Schneckenburger, qui devait être l'hymne de 1870, *L'Allemagne au-dessus de tout (Deutschland über alles)* de Hoffmann de Fallersleben, qui devait être l'hymne de 1914. On admira surtout *Le Rhin allemand* de Becker : « Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand ! » Ce cri trouva un écho dans tous les pays germaniques ; deux souverains, Frédéric-Guillaume IV de Prusse et Louis I^{er} de Bavière, les deux rois romantiques, ennemis de la France incroyante et révolutionnaire, félicitèrent l'auteur. Un officier, Moltke, demandait qu'on profitât de cet élan national pour enlever à la France les domaines de l'ancienne Lotharingie.

Paris fut surpris d'une telle explosion de gallophobie dans le pays de Børne et de Heine. Alfred de Musset envoyait à Becker une réponse ironique et cinglante ; mais Lamartine écrivit *la Marseillaise de la paix*, afin de calmer

Les nobles fils de la grave Allemagne.

Edgar Quinet, qui connaissait bien les pays d'outre-Rhin, lui répondit que ces naïves paroles de conciliation ne seraient pas écoutées, que l'Allemagne menée par la Prusse, avide de force et de conquêtes, cédaît chaque jour davantage à la « teu-

tomanie ». La campagne de pamphlets prit fin. Mais la Prusse profita de l'entraînement général pour terminer le débat, qui traînait depuis vingt-cinq ans devant la Diète, sur l'organisation de l'armée fédérale. Pendant que les Chambres françaises adoptaient le projet de Thiers sur les fortifications de Paris, la Diète allemande approuva le projet prussien sur l'armement des troupes et des forteresses fédérales. En outre, Frédéric-Guillaume IV ayant promis à l'Autriche de garantir même les possessions d'Italie contre une attaque de la France, ses propositions furent bien reçues à Vienne ; Metternich offrit 150.000 hommes pour le soutenir contre une attaque partie de l'ouest.

La crise de 1840 n'eut pas d'influence durable sur la politique européenne. Le traité de Londres, il est vrai, laissa des souvenirs irritants chez un grand nombre de Français et d'Anglais ; mais bientôt, grâce à lord Aberdeen et à Guizot, les deux gouvernements se rapprochèrent, et déjà étaient prononcés les mots d'« entente cordiale ». L'accord anglo-russe ne survécut pas longtemps à l'effort commun contre Mohamed Ali : en Asie les Anglais voulurent fermer l'Afghanistan au tsar ; mais surtout celui-ci inquiétait les autres souverains en parlant trop souvent de la fin possible du Turc et du partage de la succession. Il s'adressa d'abord à l'Autriche et laissa entendre qu'il lui permettrait de s'installer à Constantinople. Vienne fit une réponse évasive. En 1844 il vint en grande pompe à Londres, où il exposa qu'il ne voulait rien de l'héritage de la Porte, mais qu'on devait se défier des ambitions françaises. Là encore on fit la sourde oreille, car on espérait que l'empire ottoman survivrait.

IV. — L'ORIENT APRÈS 1840¹.

L'Orient, après 1840, eut plus de peine que l'Occident à retrouver le calme. L'Égypte seule continuait à offrir l'exemple

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Aux livres cités p. 142, 147 et 152, joindre Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimat* (Paris, 1882-1883, 2 vol. in-8°), ouvrage déjà ancien, mais fondamental pour l'exposé des essais de réformes ; Benedetti, *Méhémét-Ali durant ses dernières années*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, t. CXXIX (1895), p. 509-532 ; Georges-Samné, *La Syrie* (Paris, 1921, in-8°), dont on peut rapprocher le résumé du P. Lammens, *La Syrie, précis historique* (Beyrouth, 1921, 2 vol. in-8°), t. II, p. 169-180 ; F. Macler, *Autour de l'Arménie* (Paris, 1917, in-8°), et du même, *Trois conférences sur l'Arménie* (Paris, 1917, in-8°, t. XLVI des « Annales du Musée Guimet

de l'ordre et du développement progressif. La fin de la crise laissait Mohamed Ali humilié, obligé de renoncer à la fondation d'un grand empire ; mais en assurant l'avenir de sa dynastie contre les caprices des sultans elle l'encourageait à poursuivre son œuvre intérieure. Il le fit en recourant toujours à l'aide européenne. Son attachement demeurait grand pour Louis-Philippe, dont les fils furent brillamment reçus au Caire ; il ne cessa de recruter ses administrateurs et ses ingénieurs parmi les Français, qui accouraient en grand nombre vers ce pays hospitalier. Quelques années avant 1840 les saint-simoniens, persécutés en France, étaient venus en groupe, sous la direction du Père Enfantin, offrir à Mohamed leurs services. Entre autres projets, ils préparèrent le premier plan précis de percement de l'isthme ; le pacha l'écarta, craignant d'attirer trop sûrement les Anglais en Égypte ; mais ce plan fut communiqué à Ferdinand de Lesseps, qui séjournait alors dans ce pays. Si la plupart des saint-simoniens partirent bientôt, quelques-uns, comme Lambert-bey, firent toute leur carrière au service de l'Égypte. Elle trouva aussi dans les colons grecs des auxiliaires utiles pour son commerce. L'exportation du coton, qui avait débuté avec 730 balles en 1821, atteignit jusqu'à 60.000 balles pendant quelques-unes des dernières années de Mohamed Ali.

Le vieux pacha se passionna bientôt pour une œuvre gigantesque, le barrage du Nil, dont fut chargé l'ingénieur Mougel. En même temps il maintenait aux yeux des Orientaux son prestige de prince magnifique. Sa visite solennelle à Constantinople, en 1846, éblouit les Turcs ; mais le fastueux pacha se donna le plaisir d'aller revoir Cavalla, l'humble bourgade où il avait tenu boutique dans sa jeunesse. Cependant le surmenage provoquait chez lui des troubles mentaux qui, après une guérison apparente en 1844, se révélèrent incurables. On dit que les nouvelles de la révolution qui renversa Louis-Philippe achevèrent de ruiner sa raison ; il mourut peu après. Sans doute, il avait traité ses sujets avec la rudesse d'une despote orientale ; l'Albanais, habitué au commandement ne pouvait manquer de mépriser ces fellahs prêts à la servitude : aussi est-ce à coups de bâtons qu'il les transforma en soldats, qu'il leur imposa les cul-

Bibliothèque de vulgarisation ») ; Janin, *Les Églises orientales et les rites orientaux* (Paris, 1922, in-8°) ; Léon Arpee, *The Armenian awakening* (Chicago, 1909, in-8°). — Sur les Grecs en Orient, Athanase G. Politis, *L'hellénisme et l'Égypte moderne*, t. I (Paris, 1929, in-8°). — Sur l'importance commerciale de l'Égypte et de la Syrie, H. L. Hoskins, *British Routes to India* (Londres, 1928, in-8°).

tures de son choix, qu'il fit entrer leurs enfants dans ses écoles et leurs malades dans ses hôpitaux. Mais le peuple égyptien apprit de lui le labeur, l'ordre, le progrès ; malgré sa passivité indifférente, il admira le grand pacha. Les petits-fils des fellahs maltraités par lui devaient au xx^e siècle le célébrer comme le fondateur de leur nation.

En Turquie, on avait pu croire que l'avènement d'Abd-oul-Medjid rendrait plus actif et plus sérieux le mouvement de réformes esquissé pendant le règne de Mahmoud. Quelques jours à peine après son avènement, le 3 novembre 1839, le jeune sultan fit lire en grande cérémonie, devant le corps diplomatique, les oulémas et les délégations des chrétiens soumis, un rescrit (*hatti-chérief*) qui avait l'importance d'un manifeste. Il y promettait à ses sujets, « de quelque religion ou secte qu'ils pussent être », l'égalité des droits « quant à leur vie, à leur honneur, à leur fortune ». C'était contraire à la prédominance que le Coran a réservée aux vrais croyants. La crise de 1840 fit ajourner les mesures qui devaient répondre à cet audacieux programme ; quand elle fut conjurée, on se demanda s'il serait repris. Metternich voyait avec inquiétude l'esprit novateur gagner la Turquie elle-même ; il faisait dire aux membres du Divan : « Restez turcs, mais alors consultez la loi musulmane. » Cependant la réforme rencontrait à Constantinople des partisans sincères. Leur chef Rachid ou Réchid pacha, qui avait déjà entrepris au temps de Mahmoud l'application des idées nouvelles, fut appelé au pouvoir : il organisa le Conseil d'État, promulgua un nouveau code pénal, voulut introduire l'ordre dans les finances et créer une Banque nationale sur le modèle de la Banque de France. Sa disgrâce apparut comme le triomphe des rétrogrades ; mais son rival Riza-pacha, devenu grand vizir, suivit la même voie et sut accomplir en 1843 la réforme militaire, en adoptant le recrutement des soldats à l'européenne. Un instant les deux ennemis réconciliés poursuivirent ensemble l'œuvre de progrès ; ils améliorèrent l'instruction publique et la justice, toujours en accordant l'égalité aux diverses religions. Mais ces innovations se heurtèrent sans cesse à l'indolence et au fanatisme des musulmans.

Ceux-ci voyaient avec surprise les peuples chrétiens d'Europe et même d'Asie, comme les Syriens et les Arméniens si longtemps soumis, sortir de leur apathie et s'éveiller à une vie nouvelle. La Syrie était demeurée pendant huit ans au pouvoir du pacha d'Égypte, et l'administration d'Ibrahim, dure, mais

active et intelligente, avait commencé à la tirer de sa torpeur. Il osa même, à la grande stupeur des musulmans, y proclamer l'égalité de toutes les confessions. Le départ des Égyptiens laissa retomber le pays dans le désordre et les divisions intestines. Les montagnards surtout restaient très agités. Le Liban avait eu de 1788 à 1840 un chef hardi et vigoureux, l'émir Bachir ou Béchir, surnommé le Grand, qui, plusieurs fois chassé, revenait toujours au pouvoir, et, d'origine musulmane, puis converti au christianisme, savait éviter les guerres de religion. Comme il s'était rallié aux Égyptiens, les Anglais l'arrêtèrent et le déportèrent à Malte (1841), qu'il ne quitta que pour aller finir ses jours à Constantinople. Des conflits avaient éclaté depuis le xviii^e siècle entre les Maronites catholiques, clients traditionnels de la France, et les Druses, musulmans hérétiques, devenus plus tard les protégés de l'Angleterre. La Turquie profita de ces querelles pour menacer l'autonomie traditionnelle des montagnards, puis encouragea sous main les Druses aux massacres de 1845. Cette fois les protestations de la France furent appuyées par toute l'Europe, et le gouvernement dut accorder aux deux peuples rivaux des libertés très larges. Mais les haines ethniques et religieuses entre eux demeuraient vivaces.

Les Arméniens étaient beaucoup moins connus en Europe que les Maronites. Ils vivaient dans l'empire turc sous le même régime que les autres peuples non musulmans. Les Ottomans, habitués à la domination d'un sultan qui, étant en même temps le calife, unissait l'autorité religieuse au pouvoir temporel, avaient organisé un système analogue chez leurs sujets infidèles : les Grecs sous leur patriarche du Phanar à Constantinople, les Arméniens sous leur patriarche résidant aussi à Constantinople, les Juifs sous leur grand rabbin avaient une autonomie très étendue, et ces chefs religieux étaient traités avec honneur. Mais il fallait toujours compter avec l'arbitraire des ministres turcs. Le patriarche arménien gouvernait sa nation avec le concours d'une oligarchie de banquiers ou de grands commerçants très riches, les Amira, humbles serviteurs des pachas, très arrogants envers la masse arménienne. Quelques-uns parvenaient très haut : Bezjian fut longtemps l'un des conseillers les plus écoutés de Mahmoud II.

Ce régime traditionnel commençait à être ébranlé. D'abord les victoires des Russes avaient éveillé depuis un demi-siècle chez ce peuple chrétien des espérances nouvelles, toujours déçues, il est vrai, particulièrement lors de la paix d'Andrinople

en 1829. Puis une renaissance intellectuelle s'était manifestée vers 1830. Une congrégation religieuse, fondée par quelques Arméniens émigrés en Europe, répandit l'amour de la langue et de l'histoire nationales. Des étudiants, à partir de 1840, prirent le chemin de l'Occident et de Paris, où fut ouvert un collège arménien. Le hattî-chérif de 1839 avait donné confiance aux gens du peuple : contre les Amira se dressa un tiers-état soutenu par le clergé. Il imposa au patriarche, entre 1843 et 1847, la surveillance d'un conseil plus démocratique : le patriarche Mathéos d'ailleurs était satisfait d'échapper à l'oligarchie des riches. D'autre part, les ambassadeurs étrangers, intervenant de plus en plus dans les affaires intérieures de l'empire, s'intéressaient aux groupes confessionnels. La France, de 1829 à 1831, obtint que les 40.000 Arméniens catholiques romains ne relèveraient plus du patriarche. Les missionnaires américains, venus d'abord en Syrie, installèrent une mission pour ce peuple à Constantinople (1831), achevèrent une traduction arménienne de la Bible et, secondés par l'Angleterre, affranchirent du patriarcat 15.000 Arméniens protestants (1847). Le gouvernement turc laissa faire ces changements qui multipliaient les rivalités européennes et qui affaiblissaient l'unité d'un peuple chrétien. Celui-ci était cependant trop docile pour lui inspirer la défiance qui se manifesta plus tard.

V. — LES SLAVES DES BALKANS DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE¹.

Dans la péninsule des Balkans, diverses nations chrétiennes étaient encore entièrement soumises aux pachas turcs et demeuraient ignorées de l'Occident. Ainsi en était-il de la Bulgarie. Cependant quelques chrétiens de Varna, qui avaient émigré vers le nord durant la guerre turco-russe de 1828-1829, rentrèrent chez eux transformés par ce séjour en Europe. Comprenant mieux le commerce maritime, ils obtinrent du sultan la permission d'exporter directement leurs céréales vers les pays

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres cités p. 142, joindre Louis André, *Les États chrétiens des Balkans depuis 1815* (Paris, 1918, in-16), résumé très rapide, mais commode; Siméon Radéff, *La Macédoine et la renaissance bulgare au XIX^e siècle* (Paris, 1918, in-8°); Yaktchitch, *L'Europe et la résurrection de la Serbie* (Paris, 1907, in-8°); Ch. Gravier, *Les frontières historiques de la Serbie* (Paris, 1919, in-8°); Djordjevitch, *La Serbie kneza Miloša* [La Serbie du prince Miloch] (Belgrade, 1922-1924, 2 vol in-8°); Seton-Watson, *The rise of Nationality in the Balkans* (Londres, 1917, in-8°).

acheteurs ; des consuls étrangers s'établirent à Varna, qui devint un centre de transactions et un foyer d'idées nouvelles. Un autre réveil se produisit à la même époque dans les couvents bulgares de Macédoine, qui échappaient à la surveillance jalouse du Phanar et de ses agents grecs ; certains religieux y conservaient la tradition du moine Paisii, qui avait écrit dès 1762 : « Bulgare, connais ta race et ta langue. » Ils réussirent à faire imprimer les premiers livres modernes écrits dans la langue slave du pays. Néophyte Rilski (1793-1881), directeur d'une école, composa la première grammaire bulgare et la première traduction complète du Nouveau Testament dans la langue populaire. Mais seuls quelques érudits slaves remarquèrent ces signes précurseurs de la résurrection nationale.

Le premier pays de la péninsule qui eût conquis son autonomie était la Serbie ; elle parvint à consolider cette conquête, grâce à l'habileté de son prince, Miloch Obrénovitch. Cet ancien éleveur de porcs savait au besoin combattre les Turcs, mais il préférait négocier avec eux en employant tous les marchandages, toutes les ruses de l'Orient. Un assassinat le délivra de son rival Kara-Georges (1817) ; il se fit alors proclamer par les chefs serbes prince héréditaire, et s'efforça d'obtenir la confirmation de ce titre par le sultan ainsi que l'appui du tsar. Celui-ci le lui accorda et, dans la convention russo-turque d'Akkermann (1826), fit inscrire la reconnaissance de l'autonomie serbe. Pendant la guerre de 1828, Miloch, sur le conseil de Saint-Pétersbourg, demeura neutre, tout en se préparant à prendre les armes si le tsar l'ordonnait ; la paix d'Andrinople confirma les clauses d'Akkermann. Comme les Turcs ajournaient indéfiniment l'exécution du traité, Miloch s'adressa directement au Divan, lui offrit de l'argent et réussit. Le 5 février 1830, devant une grande assemblée convoquée dans la cité historique de Kragujewatz, il fit lire le rescrit impérial qui proclamait l'autonomie de la Serbie. Les assistants l'acclamèrent et, comme il feignait de vouloir abandonner ses fonctions, ils l'éluèrent séance tenante prince héréditaire.

Miloch ne perdit pas un moment. Des cadeaux prodigués aux ministres ottomans lui valurent la signature de l'acte officiel qui le nommait prince héréditaire, gouvernant avec le concours de l'assemblée des notables ; la Porte recevait de lui un tribut dont le montant annuel était fixé une fois pour toutes. D'ordre du sultan, les musulmans durent quitter le territoire serbe, sauf les forteresses comme Belgrade, qui gardaient leurs garnisons

turques. Il restait à préciser les frontières de la Serbie, à lui rendre six districts dont la Turquie depuis 1826 laissait espérer l'évacuation, mais en tergiversant toujours. Miloch se concilia la faveur de Mahmoud II en refusant les offres d'un pacha révolté à Scutari. Le tsar, qui promettait à ce moment son aide à la Porte contre Mohamed Ali, réclama satisfaction entière pour la Serbie. Enfin Miloch, payant d'audace, profita de la marche victorieuse des Égyptiens à travers l'Anatolie pour occuper les six districts ; il se déclarait quand même fidèle au sultan. Celui-ci dut s'exécuter ; le hattî-chérif de 1833 fixa les limites de la principauté serbe à l'est et à l'ouest. Elle n'avait que 660.000 habitants. Ce peuple de bergers rudes et belliqueux était très grossier ; les Serbes d'Autriche, plus instruits, mais fiers de l'émancipation de leurs frères, allaient fortifier chez eux les ambitions nationales.

A côté de la Serbie, le petit Monténégro, peuplé aussi de Serbes, était resté indomptable dans ses montagnes ; les Turcs lui laissant depuis longtemps une autonomie de fait, il obéissait à son prince-évêque, le *vladikas*. Cette dignité fut conférée après 1830 à Nigoch, qui, instruit et lettré, ouvrit à ses montagnards des horizons nouveaux. Il avait, comme tous les Slaves des Balkans, un culte pour le grand État orthodoxe, et fit en 1833 le voyage de Saint-Pétersbourg où il reçut la consécration épiscopale. Mais l'Occident aussi l'attirait : sachant le français et l'italien, il se passionna pour les grands poètes, Pétrarque et Dante, Byron et Lamartine. Poète lui-même, Nigoch célébra le passé de sa patrie, en 1847, dans une épopée, la *Gloire du Monténégro*, qui racontait la destruction des renégats turquisés au XVIII^e siècle. C'est lui qui ouvrit la première école à Cettigne.

VI. — LE RÉVEIL DES ROUMAINS¹.

A la même époque, une autre nation commençait à prendre conscience d'elle-même dans les principautés de Moldavie et de Valachie. Pour le peuple roumain plus encore que pour le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les ouvrages cités p. 142 ; y joindre N. Iorga, *Geschichte des rumänischen Volkes*, t. II (Gotha, 1905, in-8°, de la collection « Geschichte der europäischen Staaten ») ; du même auteur, *Histoire des Roumains et de leur civilisation* (Paris, 1920, in-8°), et *Études roumaines*, t. II (Paris, 1924, in-8°). Cf. Pompiliu Eliade, *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie* (Paris, 1898, in-8°) et *Histoire de l'esprit public en Roumanie au XIX^e siècle* (Paris, t. I, 1905, et t. II, 1914, in-16) ; Georges Bengesco, *Les Golesto* (Paris, 1922, in-8°). Des documents diplo-

peuple serbe, la paix d'Andrinople marqua le début de la libération. Dans les deux principautés elle fixa le tribut annuel en argent et supprima les prestations supplémentaires en nature qui servaient de prétexte aux pires abus. Elle leur donna aussi des hospodars nommés à vie, qui n'eurent plus besoin de payer, tous les trois ou tous les six ans, le renouvellement de leur titre par de beaux cadeaux et par conséquent par des suppléments d'impôts. Enfin la Turquie, hostile aux Grecs depuis 1821, renonçait à choisir les hospodars parmi les Grecs Phanariotes ; ce furent désormais des boïars valaques ou moldaves qui gouvernèrent les principautés.

La nation ainsi pourvue de l'autonomie était-elle capable d'en profiter ? La réponse paraissait douteuse. Le peuple, en Moldavie comme en Valachie, était composé de serfs attachés à la glèbe ; misérables et craintifs, ils délaissaient une partie de la grande plaine déserte pour se cantonner dans les zones boisées ou montagneuses ; les bergers valaques abandonnaient le commerce aux marchands grecs. Mais la noblesse, la classe nombreuse des boïars, qui dominait dans les deux villes de Bucarest et d'Iassy, avait subi l'influence de quelques hommes qui éveillèrent chez elle, avec le goût de l'instruction, le sentiment patriotique. Ce furent des Roumains du dehors, ceux de Transylvanie, qui apportèrent l'étincelle aux habitants des principautés, comme les Serbes d'Autriche à leurs frères affranchis par Miloš. Les rapports étaient pourtant difficiles entre la Transylvanie, asservie aux Hongrois, et les pays du Bas-Danube, soumis aux Turcs ; les routes étaient rares, et les quarantaines contre la peste fermaient fréquemment les terres de la couronne de Saint-Étienne aux gens de l'est. Ceux-ci voyaient dans les Valaques de Transylvanie, passés à l'Église romaine, des apostats ; les Transylvains, à leur tour, méprisaient comme des barbares ces nobles et ces paysans valaques ou moldaves courbés sous le double joug de la Porte et du Phanar. Mais des esprits d'élite, principalement parmi les intellectuels, surent oublier ces divergences et comprendre l'unité de la nation roumaine, son passé glorieux, son avenir possible.

Le grand initiateur fut George Lazar (1779-1823). Ce fils d'une pauvre famille transylvaine, qui avait réussi à travers mille difficultés à faire des études complètes, arriva en 1816 à

matiques inédits sont donnés par W. G. East, *The union of Moldavia and Valachia* (Cambridge, 1929, in-8°). Voir aussi Hélène Vacaresco, *La mystique nationale roumaine aux environs de 1848*, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, t. XLIII (1929), p. 8-19.

Bucarest. Des boïars l'aidèrent à ouvrir un cours d'arithmétique et de géométrie, où se formeraient les arpenteurs dont ils avaient besoin pour leurs propriétés. Ce modeste enseignement technique devint bientôt un enseignement historique, philosophique, politique ; le professeur le donna dans la langue roumaine, dédaignée par les Grecs, et, à leur exemple, par les classes élevées. Il leur raconta l'histoire de la nation qui avait Trajan comme fondateur et les Romains pour ancêtres. Cet apostolat, qu'il poursuivit, au péril de sa vie, jusqu'au soulèvement d'Ypsilanti en 1821, laissa des traces ineffaçables en Valachie. De son côté, Asachi fonda une école semblable en Moldavie, donnant, lui aussi, son enseignement en roumain. Les élèves de George Lazar continuèrent son œuvre ; le plus remarquable de tous, Éliade, fut le créateur de la presse roumaine, en même temps que le traducteur de Lamartine et de Byron ; un autre, Poienaro, dirigea le principal collège du pays, le gymnase de Saint-Sabbas, où se formait l'élite de la jeunesse, et y remplaça la culture hellénique, seule admise jusque là, par une éducation nationale.

Dès lors la jeunesse roumaine ainsi réveillée eut des relations plus étroites avec l'Occident, surtout avec la France. Dès le XVIII^e siècle il avait été de bon ton pour la noblesse, à Bucarest comme dans toute l'Europe, d'apprendre le français. Avec la langue arrivaient les idées françaises. En 1822 quelques nobles rédigèrent un projet de loi constitutionnelle où ils avaient inséré plusieurs articles de la *Déclaration des droits de l'homme*. De jeunes Roumains, grands boïars comme Bibesco, intellectuels pauvres comme Poienaro, allaient faire leurs études à Paris et de nombreux maîtres français venaient enseigner dans les Principautés ; parmi eux, des émigrés royalistes cherchant à gagner leur vie, puis un conventionnel régicide, Carra ; enfin Vaillant, précepteur dans une grande famille, qui dirigea pendant huit ans le gymnase de Saint-Sabbas et publia *La Roumanie* (1844), livre capital qui fit connaître ce pays à l'Occident et lui donna dès ce moment son véritable nom.

L'Occident apprenait, en effet, aux jeunes gens de Moldavie et de Valachie à se sentir frères, à étendre même leurs vues plus loin, sur toutes les terres roumaines. Un Français, Philippe Colson, rappelait dans un livre que la Bucovine et la Bessarabie sont habitées par des Roumains. Des libéraux valaques développèrent ces idées : Kogalniceano surtout, qui avait étudié à Lunéville et à Berlin, devait se faire entre 1840 et

1848 l'apôtre de la Grande Roumanie. Certains boïars comme Constantin Golesco, sous l'influence de l'Occident, parlaient aussi d'affranchir les serfs ou tout au moins d'améliorer leur sort. Les mêmes idées généreuses animèrent la société d'étudiants roumains qui allait se former à Paris en décembre 1845, avec Rossetti, Kogalniceano et les frères Bratiano.

Les Valaques et les Moldaves avaient à compter avec la Russie, « puissance protectrice », et la Turquie, « puissance suzeraine ». Depuis la paix d'Andrinople jusqu'en 1833 l'occupation militaire permit aux Russes d'agir en maîtres. Ils étaient commandés par un homme de haute valeur, le général Kisselev, disciple des philosophes français du XVIII^e siècle, qui désirait travailler au développement physique et moral des peuples placés sous son autorité. C'est lui qui prépara le « Règlement organique », sorte de Charte octroyée que la Porte se contenta de promulguer. Le pouvoir était partagé dans chaque principauté entre le prince, choisi parmi les grands boïars par une Chambre extraordinaire de 150 membres, moitié nobles, moitié bourgeois, et l'assemblée ordinaire, élue, mais composée à peu près uniquement de boïars. La perception de l'impôt était aussi réglée avec soin. Kisselev eût désiré aborder ensuite les réformes agraires, tirer les paysans de leur condition misérable : l'opposition des boïars l'obligea d'y renoncer. D'ailleurs, malgré ses bonnes intentions, la dureté de ses subordonnés laissa de mauvais souvenirs.

L'occupation cessa en 1833, mais la tutelle russe continua. Les hospodars nommés alors, Stourdza en Moldavie et Ghica en Valachie, devaient regarder sans cesse vers Saint-Pétersbourg ; les consuls russes, comme on disait ironiquement, agissaient en « proconsuls », tranchant les conflits qui n'étaient point rares entre le prince et l'assemblée. L'un d'eux fit déposer Ghica, auquel succéda Bibesco. La fin de l'exploitation turque profita aux deux principautés : les villes s'embellirent, on eut de l'argent pour les routes ; Stourdza put fonder une Académie en Moldavie. Ces progrès mêmes firent sentir aux boïars combien était lourd le protectorat du tsar. La jeune génération formée dans les écoles de France, d'Allemagne, de Suisse, revint pénétrée des idées de liberté qu'on respirait partout en Europe ; elle était surtout passionnée pour la grandeur nationale et pour le rêve encore chimérique de l'union des deux principautés. Ces aspirations, jointes à l'influence du romantisme, la portèrent à rechercher les vieilles traditions du pays, à goûter

la littérature populaire. Elle trouva des écrivains de talent qui répondirent à son appel. Si l'historien Kogalniceano restait fidèle au culte de la Russie, Alexandresco chanta le passé de la nation ; Alecsandri acquit une immense popularité en montrant que la langue roumaine suffisait pour tous les genres de poésie. Ainsi les habitants des bords du Danube, Serbes ou Roumains, à peine sortis du servage ottoman, voyaient dans l'autonomie un acheminement vers l'indépendance.

VII. — LES DÉBUTS DE LA GRÈCE¹.

Cette indépendance, un peuple chrétien de la péninsule en jouissait officiellement, c'était la Grèce. Mais elle eut de la peine à organiser sa vie nouvelle. Son premier gouverneur, Capodistrias, entreprit sincèrement d'assurer l'ordre et la prospérité ; mais, fier de sa culture européenne, il laissa trop voir qu'il considérait ses turbulents compatriotes comme des enfants et des barbares. L'ancien ministre du tsar jugea bientôt nécessaire d'établir une dictature, et souleva contre lui les chefs grecs ; ils s'entendirent à Hydra pour défendre la liberté. Ils accusaient Capodistrias de n'avoir pas obtenu d'accroissement de territoire et d'avoir poussé Léopold de Cobourg à refuser la couronne. Finalement on l'assassina (octobre 1831). Une commission de gouvernement dirigée par le frère de Capodistrias réussit mal à maintenir la paix jusqu'à ce que les trois puissances protectrices, la France, l'Angleterre et la Russie eussent choisi un roi. Elles désignèrent le jeune prince bavarois Othon (1832). Son père, le roi Louis I^{er} de Bavière, et son précepteur, le professeur Thiersch, étaient deux philhellènes actifs de la première heure ; aussi fut-il bien accueilli par ses sujets (1833). D'ailleurs il débute sous d'heureux auspices : la Porte venait de consentir à une nouvelle convention qui, moyennant une indemnité pécuniaire, étendait la Grèce vers le nord. La frontière allait maintenant du golfe d'Arta, à l'ouest, au golfe de Volo, à l'est, sans toutefois englober la fertile plaine de Thessalie.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — L'ouvrage essentiel est le tome II, par E. Driault, de *l'Histoire diplomatique de la Grèce* d'E. Driault et G. Lhéritier (Paris, 1925, in-8°), avec une abondante bibliographie. Voir aussi Evangelidis, *Ἱστορία τοῦ Ὄθωνος* (Athènes, 1893, in-8°) ; V. Colocotronis, *La Macédoine et l'hellénisme* (Paris, 1919, in-8°), avec une importante bibliographie ; G. Radet, *L'histoire et l'œuvre de l'École française d'Athènes* (Paris, 1901, in-8°). — Sur le mouvement littéraire et national, voir Hesselring, *Histoire de la littérature grecque moderne* (Paris, 1925, in-8°).

Othon, qui avait dix-huit ans, gouverna sous la tutelle de trois régents bavarois en attendant sa majorité, qui fut proclamée en 1835. Il quitta Nauplie pour établir la capitale de la Grèce à Athènes, simple bourgade alors, mais seule parmi les cités du royaume capable de vivifier l'hellénisme par les grands souvenirs. La tâche était ardue : le roi devait imposer aux anciens chefs de bandes, aux capitaines de palikares, la vie régulière et le respect des lois ; ensuite il était nécessaire d'organiser les finances. Le gouvernement emprunta d'abord : les trois puissances protectrices garantirent un emprunt de 60 millions, à émettre en trois tranches. Mais les impôts ne rentraient pas et le gouvernement gaspillait l'argent, comme le faisaient d'habitude les souverains des pays d'Orient. En vain un Français, Régny, directeur de la Cour des comptes, s'efforçait-il d'introduire l'ordre dans les finances ; il mourut à la peine.

La politique extérieure de la nation était difficile à conduire au milieu des rivalités des trois puissances protectrices ; l'Angleterre surtout avait depuis longtemps un représentant actif et impérieux, sir Edmund Lyons. Les Grecs étaient dominés par la Grande Idée, l'ambition de réunir toutes les terres de Constantinople à Candie, de l'Épire à Smyrne ; ce qui entraînait un état d'hostilité permanente avec la Turquie. Aussi, quand Mohamed Ali vaincu dut abandonner la Crète, l'émotion fut-elle profonde : la grande île tant désirée depuis 1821 allait-elle retomber sous le joug des Turcs ? Les Crétois se soulevèrent (1841) et la Grèce leur envoya de nombreux volontaires, mais en vain ; il fallut se soumettre au sultan.

Le jeune roi aurait eu besoin de beaucoup d'habileté pour faire oublier cet échec ; mais il était maladroit, autoritaire, incapable, et s'il avait satisfait ses sujets en congédiant les ministres bavarois devenus trop encombrants, il les irritait en prétendant maintenir obstinément un régime autocratique. En septembre 1843 éclata un soulèvement, peut-être hâté par la nouvelle de la chute des Obrénovitch à Belgrade ; l'armée, soutenue par le peuple d'Athènes et le Conseil d'État, réclamait une constitution, et le roi, vaincu sans combat, convoqua une Assemblée nationale qui organisa le nouveau régime. Il confia le pouvoir à Colettis, le plus intelligent et le plus populaire des notables du pays (1844). Mais le ministre anglais le dénonçait comme un protégé de la France, et Palmerston, revenu au Foreign Office en 1846, se montrait disposé à tenir

compte de ses avis. Seule la mort de Colettis (1847) ajourna l'exécution des menaces britanniques.

La Grèce échappait difficilement à la tutelle des puissances. Elle faisait cependant effort pour se donner l'indépendance politique. Celle-ci ne pouvait exister sans l'autonomie religieuse. Les Grecs suivirent donc l'exemple de la Serbie qui avait obtenu du sultan pour les évêques le droit d'administrer librement leurs diocèses, mais en recevant l'investiture du patriarche de Constantinople (1830). L'assemblée des évêques de Grèce, réunie à Nauplie en 1833, décida que, tout en conservant l'unité de dogme, l'Église grecque serait désormais indépendante, et confia la direction administrative au synode ecclésiastique siégeant sous la haute surveillance du roi. Le patriarche de Constantinople protesta en vain. Comme la Serbie, la Grèce était affranchie à la fois du joug ottoman et de la suprématie phanariote.

Elle s'éveillait aussi à la vie littéraire. Les îles Ioniennes lui donnèrent l'exemple. Ces îles, où les administrateurs anglais depuis 1824 étaient plus libéraux que naguère Maitland, aspiraient à l'union avec la Grèce continentale. Celle-ci considérait comme des poètes nationaux les écrivains de Zante, Kalvos et Solomos, l'auteur de l'*Hymne à la Liberté*. Elles avaient déjà de bonnes écoles ; en 1834, le royaume adopta le principe de l'instruction primaire obligatoire. Il vit avec joie le gouvernement de Louis-Philippe créer l'École française d'Athènes (1846). Fière de son glorieux passé, la Grèce demeurait ambitieuse et inquiète comme tous les États chrétiens de la péninsule. Tous, méconnaissant les liens ethnographiques ou économiques établis entre eux par la géographie, cherchaient dans l'histoire des motifs pour exalter le sentiment national et dédaigner leurs voisins.

LIVRE III

Le mouvement intellectuel dans la première moitié du XIX^e siècle

CHAPITRE PREMIER

LA RELIGION ¹

La chute de Napoléon, qui avait marqué la victoire de l'aristocratie et de la monarchie de droit divin sur la Révolution, apparut aussi comme le triomphe de la religion sur la libre pensée. Le monarque de droit divin rentra à Paris. Les souverains de la Sainte-Alliance virent dans l'Église, dans toutes les églises, des appuis contre les sociétés secrètes. L'union du trône et de l'autel, selon la formule chère aux légitimistes français, caractérisa la politique de tous les gouvernements.

La noblesse, qui essayait de reconquérir son ancienne puissance, favorisa cette politique par conviction non moins que par intérêt. En France les gentilshommes sceptiques de la cour

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — G. Funk, *Lehrbuch der Kirchengeschichte* (Rottenburg, 1886, in-8°; 7^e édition refondue, 1921, in-8°; la 8^e édition, complètement refaite par Bihlmeyer, a commencé à paraître en 1926); F. Mourret, *Histoire générale de l'Église*, t. VII (Paris, 1913, in-8°), pour la période de 1775 à 1823, et t. VIII (Paris, 1921, in-8°), pour la période 1823-1878, écrite du point de vue catholique. Le résumé d'Albert Houtin, *Courte histoire du christianisme* (Paris, 1924, in-16, dans la collection « Christianisme ») présente le point de vue rationaliste.

Les histoires générales (citées p. 13, 32 et 39) de Charléty sur la France, de Treitschke sur l'Allemagne, de Spencer Walpole et d'Élie Halévy sur l'Angleterre, etc., renferment toutes des chapitres importants sur les questions religieuses. Sur la France en particulier, voir dans l'*Histoire de la nation française*, dirigée par G. Hanotaux (t. VI), le volume de Georges Goyau sur l'*Histoire religieuse* (Paris, 1922, in-4°); voir aussi un ouvrage composé par un grand nombre de collaborateurs catholiques, *Un siècle. Mouvement du monde de 1800 à 1900* (Paris, 1900, gr. in-8°). Les dictionnaires les plus utiles du point de vue scientifique sont en cours de publication; citons le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, dirigé par Mgr Baudrillart, Vogt et Rouziès (depuis 1909). Voir aussi l'ouvrage de Hermann Gunkel et Leopold Zscharnack, *Die Religion in Geschichte und Gegenwart*, nouvelle édition paraissant à Tübingen depuis 1926.

La religion

de Louis XVI revenaient de l'émigration transformés par le malheur et par l'exil, tout dévoués à cette Église qui venait de souffrir avec eux. En Angleterre, l'aristocratie tory considérait comme un de ses premiers devoirs de fortifier les institutions et l'autorité de l'Église anglicane. Outre Rhin, d'anciens jacobins comme Gentz, d'anciens libéraux comme Gœrres, avaient abandonné les « erreurs » de leur jeunesse. La littérature aimée des générations nouvelles déclarait la guerre à cette philosophie voltairienne qui avait dominé l'Europe. La lutte commencée par les grands écrivains de l'Allemagne contre l'*Aufklärung* étriquée d'un Nicolaï fut continuée par les romantiques de tous les pays contre l'esprit du XVIII^e siècle. Ils lui reprochaient de ne laisser à l'humanité qu'un monde prosaïque, sec et froid, dépouillé de tout ce qui élève l'âme, de tout ce qui charme le sentiment et l'imagination. Ils aimaient la poésie, fille de la religion ; l'enthousiasme pour les mythes et les légendes naïves des peuples primitifs les conduisait à envier la foi du charbonnier. Comment s'éprendre du moyen âge sans admirer la piété qui avait élevé à la gloire de Dieu tant de belles cathédrales, qui les avait ornées de statues et de vitraux magnifiques ? Le succès que le *Génie du christianisme* obtint en France et à l'étranger s'explique par cet état d'esprit : ce fut celui de Tieck et de Novalis comme de Walter Scott et de Manzoni. Un mouvement protestant de cette époque s'est appelé le « Réveil » ; en réalité il y eut réveil religieux dans toutes les nations et dans toutes les Églises.

I. — L'UNION DU TRÔNE ET DE L'AUTEL¹.

L'Église catholique eut un sursaut de vigueur sous la direction de la papauté. Celle-ci, en effet, se relevait de la décadence où elle était tombée vers 1789. La signature du Concordat en 1801 avait marqué pour elle le commencement des temps nouveaux : Bonaparte, en reconnaissant au pape le droit de déposer les évêques hostiles à ce traité, avait fait une concession qui eût paru monstrueuse aux rois de l'ancienne France. Puis la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les ouvrages cités p. 19 sur les théoriciens royalistes et ultramontains ; y joindre G. Goyau, *L'Allemagne religieuse. Le catholicisme* (Paris, 1905-1909, 4 vol. in-8°) ; Christian Maréchal, *La Mennais. La dispute de l'Essai sur l'indifférence* (Paris, 1925, in-8°) ; Bachem, *Vorgeschichte, Geschichte und Politik der deutschen Zentrumsparthei*, t. I (Cologne, 1927, in-8°).

captivité de Pie VII lui donna l'auréole du martyr : son retour en 1814 depuis Fontainebleau jusqu'à Rome ne fut qu'une longue suite d'ovations. Les États agrandis par les traités de Vienne s'adressèrent à lui pour délimiter d'un commun accord les nouveaux diocèses et fixer les détails du régime administratif concédé à leurs sujets catholiques ; la Bavière en 1817, la Prusse en 1821, le Hanovre en 1824, les Pays-Bas en 1827, d'autres encore signèrent des conventions du même genre avec Rome. En Angleterre, en Irlande, au Canada, aux États-Unis, les gouvernants protestants s'abstinrent de s'engager dans cette voie ; mais tous laissèrent le pape fixer comme il l'entendait la carte des diocèses et les conditions du recrutement sacerdotal. Les colonies américaines révoltées contre l'Espagne lui demandèrent de leur accorder une reconnaissance morale en entrant en relations avec leur clergé ; après avoir tergiversé quelque temps pour ne pas irriter Ferdinand VII, Léon XII passa outre à ses protestations et donna un régime régulier aux diocèses des nouveaux États de l'Amérique latine.

Cependant les souverains les plus catholiques entendaient maintenir à l'égard de l'Église la politique des siècles précédents ; l'antique rivalité du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel ne cessa jamais. Le Congrès de Vienne accueillit froidement les requêtes du représentant de Pie VII, et le traité de la Sainte-Alliance, qui mettait sur un pied d'égalité les confessions des trois autocrates signataires, apparut à la papauté comme une véritable injure. A Vienne, François I^{er}, quoique très hostile aux réformes sociales de Joseph II, conserva ses institutions religieuses ; Metternich ne voulut pas signer de concordat et surveilla toujours le souverain de Rome avec autant de défiance que les autres princes italiens. Louis XVIII, personnellement peu croyant, glorifiait la religion dans ses discours publics, mais demeurait fidèle aux traditions de ses ancêtres. Il se montra plein d'indulgence pour les évêques de la Petite Église, pour ces prélats qui avaient provoqué un schisme plutôt que d'abandonner les Bourbons et de s'incliner devant la volonté de Pie VII. Le concordat préparé en 1817, beaucoup plus favorable à Rome que celui de 1801, souleva une telle opposition en France que le roi n'essaya même pas de le présenter aux Chambres. Le gallicanisme avait pour lui les plus notables des membres de l'épiscopat : le cardinal de Bausset fit l'apologie de Bossuet, le cardinal de la Luzerne vanta la déclaration de 1682 ; Frayssinous, le prudent auteur des *Vrais principes de*

l'Église gallicane, fut placé par le gouvernement à la tête du clergé. Comme on voulait « décrasser » l'épiscopat, les nouveaux évêques nommés sous la Restauration furent presque tous choisis parmi les prêtres gentilshommes qui avaient suivi les princes émigrés. Louis XVIII fut satisfait de voir le duc d'Angoulême, vainqueur des révolutionnaires espagnols, recevoir du pape une épée et un chapeau bénits, comme jadis un don Juan d'Autriche ou un Sobieski, vainqueurs des Turcs. Mais quand Léon XII, poussé par les ultra-royalistes, écrivit au monarque pour lui reprocher « de ne pas protéger suffisamment le clergé catholique », et pour l'inviter à choisir « des hommes éprouvés par leurs talents politiques comme par leur piété », Louis XVIII répondit par une lettre tellement irritée que le pape comprit qu'il avait fait fausse route. Charles X, lui-même, si pieux, si dévoué au clergé, laissa pourtant ses ministres publier les ordonnances de 1828, sauf à calmer l'agitation des évêques par des pourparlers avec Rome.

Joséphisme et gallicanisme étaient cependant battus en brèche par les attaques chaque jour plus vigoureuses de l'école ultramontaine. Celle-ci avait toujours existé, chez les clercs comme chez les laïques ; mais avant 1789 elle ne comptait qu'un petit nombre de partisans. Les grands événements survenus depuis lors favorisèrent ses progrès. En Allemagne, les sécularisations avaient aboli la féodalité d'Église, tous les princes-évêques, plus occupés de leurs petits États que de leur mission religieuse. En France, le clergé cessait d'être le premier corps du royaume, pourvu d'immenses domaines, intéressé directement à la politique royale ; il tournait peu à peu les yeux vers Rome. D'autre part, la France, donnant un exemple qui allait être suivi, substituait à l'État confessionnel l'État laïque ; les effets d'un tel changement s'étaient déjà fait sentir dans toutes les institutions. Sans doute un article de la Charte de 1814 disait que le catholicisme est la religion de l'État ; mais l'article précédent affirmait l'égalité de protection accordée par le gouvernement royal à toutes les croyances, et l'article suivant assurait aux ministres des cultes protestants, comme à ceux du culte catholique, des traitements de l'État. Ces innovations affaiblirent chez les catholiques militants la confiance dans le roi très chrétien, laquelle autrefois égalait, dépassait même l'attachement au pape.

Favorisé par les circonstances, l'ultramontanisme trouva de grands théoriciens qui le prêchèrent à la France, et par elle au monde : ce fut le triumvirat formé par le comte Joseph de

Maistre, le vicomte de Bonald et l'abbé de La Mennais, lequel plus tard, démocratisant son nom, signa Lamennais. Joseph de Maistre, serviteur fidèle du roi de Sardaigne, ennemi de la France presque toute sa vie, voulait quand même gagner à ses idées l'élite française : « Rien de grand, écrivait-il, ne se fait dans notre Europe sans les Français. » Son premier ouvrage en 1797 lui avait valu les félicitations de Louis XVIII ; après 1814 il essaya de faire accepter par le roi restauré la doctrine qu'il résumait ainsi dans une lettre au favori Blacas : « Point de morale publique ni de caractère national sans religion, point de religion européenne sans le christianisme, point de christianisme sans le catholicisme, point de catholicisme sans le pape, point de pape sans la suprématie qui lui appartient. » Le roi demeurant sourd à ses avis, Joseph de Maistre s'adressa au public par son livre, *Du pape* (1819), suivi d'un vigoureux pamphlet contre l'*Église gallicane* (1821). Bonald, logicien scolastique et mystique, plein de l'idée de la révélation depuis son livre sur la *Législation primitive* (1802), défendit ses idées à la tribune de la Chambre des pairs. Dans la discussion de la loi sur le sacrilège il prononça cette phrase, qui ne fut point maintenue au procès-verbal : « En punissant de mort le sacrilège, que fait-on, si ce n'est de le renvoyer devant son juge naturel ? » Ces raisonneurs furent moins écoutés, moins lus que le polémiste puissant qui sortit du clergé breton : Lamennais remua toute l'élite intellectuelle par son *Essai sur l'indifférence en matière de religion* (1817). Il n'y a pas, disait-il, de doctrines indifférentes, car les croyances ont toujours inspiré les actions. La raison individuelle étant incapable de trouver la vérité, il faut consulter la raison universelle, obéir à l'Église qui en est l'organe et au Saint-Siège qui dirige l'Église.

En Allemagne, l'ultramontanisme se propagea rapidement. Le principal foyer de la doctrine était Munich, où Louis I^{er}, inspiré par l'orgueil bavarois et par le romantisme religieux, voulait que son Université catholique rivalisât d'influence avec la grande Université protestante de Berlin. Görres vint y enseigner la magnificence de la religion romaine et fulminer contre les ennemis du catholicisme avec la même ardeur qu'autrefois contre Napoléon ; des hommes de valeur se joignirent à lui, comme Döllinger, qui se distinguait par la force de ses arguments historiques dirigés contre la Réforme. D'autres foyers d'ultramontanisme se créèrent, notamment à Mayence, où brillèrent deux Alsaciens, l'évêque Colmar et son collaborateur

Liebermann ; c'est un de leurs élèves, l'abbé Raess, le futur évêque de Strasbourg, qui organisa la propagande par la brochure et le journal sur les deux rives du Rhin.

II. — LE CATHOLICISME LIBÉRAL¹.

Ultramontains et gallicans approuvaient en 1815 l'union du trône et de l'autel. Joseph de Maistre et Bonald montrèrent au début le même attachement pour la royauté de droit divin que pour la suprématie du Saint-Siège ; Lamennais trouvait dans sa famille des traditions légitimistes. Mais bientôt l'ultramontanisme se présenta comme le défenseur de la liberté. Ce mot était employé par les catholiques dans deux sens différents, et cette confusion devait engendrer de nombreux malentendus. Beaucoup réclamèrent la liberté de l'Église ; c'était la revendication habituelle du clergé en face des exigences de l'État, et cette liberté pouvait aller de pair avec un régime d'autocratie politique. D'autres catholiques, sachant comprendre leur temps, prirent le mot de liberté au sens large. Sans vouloir changer le dogme, ils souhaitaient que l'Église demandât, comme les partis novateurs, la liberté de la presse, la liberté d'enseignement, la liberté d'association : accordés à tous, de tels droits ne pourraient plus lui être contestés à elle seule. Ce fut le programme du « libéralisme catholique », appelé bientôt couramment « catholicisme libéral ».

Cette politique nouvelle apparut chez deux peuples catholiques obligés de lutter contre leurs gouvernants protestants. En Irlande, O'Connell avait réussi à grouper tous les catholiques

1. OUVRAGES A CONSULTER. — F. Duine, *La Mennais. Sa vie, ses idées, ses ouvrages* (Paris, 1922, petit in-8°) ; le même a donné un précieux instrument de travail dans son *Essai de bibliographie de Félicité Robert de La Mennais* (Paris, 1923, petit in-8°). Sur Montalembert, voir le P. Lecanuet, *Montalembert* (Paris, 1895-1902, 3 vol. in-8°). Sur Lacordaire, une excellente bibliographie accompagne les *Morceaux choisis* publiés par E. Ledos (Paris, 1922, in-16). Sur Veuillot, voir Fernessole, *Les origines littéraires de Louis Veuillot* (Paris, 1923, in-8°). — En dehors de ces monographies, voir Georges Weill, *Histoire du catholicisme libéral en France* (Paris, 1909, in-16) ; Guillemand, *Pierre-Louis Parisis* (Paris, 1916-1924, 3 vol. in-8°) ; E. Vermeil, *Jean-Adam Mæhler et l'école catholique de Tübingue* (Paris, 1913, in-8°) ; Palhoriés, *La philosophie de Rosmini* (Paris, 1908, in-8°). — Sur la condamnation du catholicisme libéral par les papes, consulter l'utile recueil de Georges Michon, *Les documents pontificaux sur la démocratie* (Paris, 1928, in-8°, dans la collection « Christianisme »). Comme exemple de l'influence de Lamennais à l'étranger, voir Zadei, *L'abate Lamennais e gli Italiani del suo tempo* (Rome, 1925, in-8°) ; du même, *L'abate Lamennais e la fortuna delle sue opere in Italia* (Rome, 1926, in-8°), essai bibliographique.

pour la campagne d'émancipation ; il invoquait les principes généraux du libéralisme sans recourir à des moyens révolutionnaires ; cette habile tactique lui gagna les whigs pour la réforme de 1829, et plus tard les radicaux dans le Parlement de 1832. En Belgique, on l'a vu, l'intransigeance doctrinale des évêques de 1815 fit place à l'alliance des catholiques et des libéraux contre la politique de Guillaume I^{er}. C'est l'époque où un gentilhomme belge, le comte de Mérode — le beau-père de Montalembert — publiait la brochure portant ce titre significatif : *Les Jésuites, la Charte, les Ignorantins, l'enseignement mutuel, tout peut vivre, quoi qu'on en dise* (1828).

L'exemple de la Belgique et de l'Irlande convertit Lamennais ; désormais il allait prêcher à l'Europe entière le catholicisme libéral. Plusieurs de ses coreligionnaires français étaient prêts à l'écouter. Ils s'attachèrent à la liberté d'enseignement et pensèrent à la réclamer surtout après les ordonnances du ministère Martignac, qui venaient de troubler le parti prêtre dans sa tentative pour donner à l'intérieur des petits séminaires un enseignement secondaire indépendant de l'Université (1818). Ils commencèrent à demander la liberté de l'enseignement pour tous. Lamennais alla plus loin. Son livre sur *Les progrès de la Révolution et de la lutte contre l'Église* (1829) constitue l'acte de naissance du catholicisme libéral. Le fougueux apôtre y blâme à la fois le libéralisme incrédule, doctrine d'anarchie, et le gallicanisme, doctrine de servitude ; il y invite le clergé à s'éloigner des rois, à resserrer ses liens avec Rome, à s'organiser en se servant des droits accordés par la Charte, et à s'instruire afin de savoir parler au peuple.

Ce livre ne causa qu'une émotion passagère, car l'épiscopat gardait pour Charles X le respect mêlé d'amour que les rois très chrétiens lui inspiraient depuis longtemps. Survint la révolution de 1830. Le roi sacré dans la cathédrale de Reims fit place au roi des barricades, et la Charte ne reconnut plus de religion d'État ; le gallicanisme perdait sa base nécessaire, un gouvernement catholique inspirant confiance au clergé. Les évêques, pour obéir aux conseils du pape, acceptèrent le nouvel ordre de choses, mais en maintenant leur dévouement à Charles X ; les violences anticléricales qui éclatèrent à la naissance de la monarchie de juillet les tenaient éloignés de Louis-Philippe. En revanche, beaucoup de catholiques, à l'exemple de Chateaubriand, devaient avouer que la révolte contre le coup d'État de Charles X était légitime. La révolution de 1830 allait

donc donner un surcroît de force à l'ultramontanisme aussi bien qu'au libéralisme catholique.

Trois mois après les journées de juillet, Lamennais publia le premier numéro de l'*Avenir* ; tous ses disciples, Montalembert et Lacordaire en tête, collaborèrent à ce journal. Au milieu des ruines accumulées par les révolutionnaires, disait-il, deux choses seulement restent debout, Dieu et le peuple ; le clergé doit s'allier avec le peuple, réclamer pour lui comme pour l'Église la liberté, renoncer au budget des cultes, approuver cette séparation de l'Église et de l'État qui lui permettra enfin de remplir dignement sa mission. L'*Avenir* enthousiasma une partie de la jeunesse française. En Belgique on admirait Lamennais ; quand Bruxelles eut suivi l'exemple de Paris, les catholiques s'unirent aux libéraux pour constituer le nouveau gouvernement et rédiger la constitution la plus avancée qu'il y eût alors en Europe ; elle délivra l'Église de l'autorité de l'État, mais en laissant au clergé des traitements honorables payés par l'État. L'Irlandais O'Connell aussi proclamait son libéralisme devant les Communes réformées par la loi de 1832. Tous ces catholiques libéraux comptaient sur l'approbation du pape et ne demandaient qu'à reporter sur le Saint-Siège l'attachement jusqu'alors témoigné aux souverains.

La politique nouvelle effraya la cour romaine. Celle-ci avait travaillé depuis 1814, dans ses États comme ailleurs, à effacer les traces de la Révolution et de l'Empire ; Pie VII y avait consacré la fin de sa vie, secondé par la prudence du cardinal Consalvi. Au conclave de 1823, le conflit entre le candidat des souverains catholiques et celui des *zelanti* fit élire Léon XII, d'abord favorable à ces derniers, puis assagi par la résistance des gouvernements. Il s'efforça de réveiller la ferveur des fidèles par le jubilé de 1825, solennité depuis longtemps inconnue, qui inquiéta Metternich. Pie VIII ne fit que passer sur le trône pontifical (1829-1830), juste le temps nécessaire pour accepter la révolution française de 1830. Le conclave de 1831 élut Grégoire XVI ; ce moine hostile aux idées modernes, qui reçut la tiare au milieu des soulèvements de la Romagne, était résolu à maintenir l'union de l'Église avec les souverains contre les révolutions et les tentatives du libéralisme.

Cependant Lamennais, harcelé par une partie des catholiques, avait suspendu la publication de l'*Avenir*. Pour reprendre sa campagne et garder ses collaborateurs il lui fallait l'appui du pape. En 1832 Lamennais, Montalembert et Lacordaire prirent donc le

chemin de Rome. Grégoire XVI les accueillit paternellement ; mais, incapable de comprendre les nouveautés hardies de Lamennais, il répondit par l'encyclique *Mirari vos*. Il y condamnait l'indifférentisme et ses conséquences, par exemple « cette opinion absurde et erronée, ou plutôt cette folie, qu'on doit procurer et garantir à chacun la liberté de conscience » ; il réprouvait « cette liberté de la presse, la pire, qu'on ne pourra jamais assez exéquer et maudire » ; il approuvait la censure des livres et blâmait la séparation de l'Église et de l'État. Cet exposé doctrinal fut accompagné de la lettre du pape au clergé polonais. Alors que la Pologne était célébrée par Montalembert comme le symbole de l'accord entre le catholicisme et la liberté, Metternich avait fait remarquer à Grégoire XVI que le clergé de ce pays subissait l'influence de l'école dangereuse de l'*Avenir* ; aussi le bref du 9 juin 1832 aux évêques polonais les mit-il en garde contre « quelques fabricants de ruse et de mensonge qui, sous prétexte de religion, dans notre âge malheureux, lèvent la tête contre la puissance légitime des princes ». Ce langage indigna Lamennais qui, après quelques hésitations, rompit définitivement avec l'Église. Ses disciples se soumirent à Rome, et, accablés par le schisme de leur chef, gardèrent quelque temps le silence.

Les censures du pape n'arrêtèrent pas longtemps un mouvement conforme à l'esprit du siècle. Dans bien des pays les catholiques, pour tenir tête à l'État protestant, revendiquèrent la liberté sans dire dans quel sens ils entendaient ce mot prestigieux. La Prusse devint ainsi le théâtre d'un combat dont les conséquences devaient être durables. L'accord de 1821 entre Pie VII et Frédéric-Guillaume III, pratiqué de part et d'autre avec une égale bonne volonté, avait longtemps maintenu la paix entre le souverain pontife et le roi luthérien ; mais elle fut troublée par la question des mariages mixtes. Un bref pontifical de 1830 permettait, sous certaines conditions, l'assistance passive des prêtres à la célébration de ces unions, et le pacifique Spiegel, archevêque de Cologne, fervent partisan de l'alliance du trône et de l'autel, y avait obéi de façon à satisfaire le gouvernement de Berlin. Mais son successeur en 1835, Droste-Vischering, était un vieux gentilhomme westphalien d'un caractère inflexible, d'une dévotion exaltée, incapable de se prêter au moindre compromis quand la religion était en jeu. Sur les mariages mixtes il se montra intransigeant. Un violent conflit éclata entre lui et les autorités prussiennes ; l'ar-

chevêque fut arrêté, enfermé dans une forteresse ; l'émotion fut vive chez les peuples du Rhin, si attachés au catholicisme, si défiants envers les Prussiens protestants, les nouveaux maîtres du pays. Le clergé catholique de Prusse prit fait et cause pour le prélat, qui rencontra un émule dans l'archevêque de Posen. Gœrres, à Munich, retrouva sa vigueur de polémiste pour fulminer contre la persécution dans l'*Athanasius*, et nombre de pamphlétaires lui firent écho. Le pape Grégoire XVI lui-même s'empressait de protester contre le traitement infligé à l'archevêque de Cologne, et sa protestation était répandue dans toute l'Allemagne. Metternich soutint d'une manière discrète Rome contre Berlin. Le vieux roi de Prusse ne s'était engagé qu'à regret dans cette bataille ; cependant il ne voulait pas reculer ni s'humilier. Mais Frédéric-Guillaume IV lui succéda bientôt (1840) ; ce prince romantique joignait à ses convictions protestantes une grande admiration pour l'Église romaine ; il conclut bientôt avec le pape un accord qui, sacrifiant Droste-Vischering au rétablissement de la concorde, donna le siège de Cologne à un ultramontain rigide, formé au séminaire de Mayence.

Cette bataille dramatique avait secoué l'inertie du clergé dans toute l'Allemagne et rendu le catholicisme populaire parce qu'il invoquait la liberté. La grande métropole romaine en Germanie, Munich, devint plus vivante que jamais. Son Université, déjà illustrée par Gœrres et Doellinger, allait recevoir un nouvel éclat de l'enseignement de Mœhler. Celui qu'on a surnommé le Bossuet bavarois parlait de principes contraires à ceux de son devancier : alors que Bossuet opposait l'immuabilité du catholicisme aux variations des Églises protestantes, Mœhler, instruit par la science protestante et influencé par les écrivains romantiques, montra dans le développement continu et progressif du dogme, envisagé chaque siècle sous un autre aspect, la source de l'éternelle jeunesse de l'Église catholique. Les doctrines de l'école de Munich pénétrèrent à Vienne, bien accueillies par les princesses bavaroises qui dominaient à la cour de l'empereur Ferdinand. Mais le vieux clergé autrichien, d'accord avec les hommes au pouvoir, faisait de son mieux pour calmer un zèle trop ardent et prévenir toute innovation. Un jeune et fougueux disciple de Gœrres, l'abbé Brunner, ayant voulu fonder un journal religieux, l'archevêque de Vienne y consentit, à condition qu'on lui soumettrait d'avance les manuscrits de tous les articles à publier pendant trois ans ; là-dessus Brunner abandonna son projet.

En France, après la condamnation de Lamennais par le pape, les catholiques libéraux s'étaient remis de l'alerte ; la soumission immédiate annoncée par ses disciples favoris les dégagea d'une solidarité compromettante avec le plus récent ennemi de l'Église. Lacordaire aborda la chaire, et sa voix éloquente se fit entendre à Notre-Dame de Paris et dans les grandes villes du pays ; l'apologétique nouvelle, frémissante de passion généreuse, pénétrée d'amour pour la France moderne, attira les sympathies de tous à l'orateur qui, sous le froc du dominicain, apparaissait comme un fils du XIX^e siècle. Un historien de talent, Ozanam, consacra ses cours de la Sorbonne à la glorification de l'Église. Bientôt Montalembert mena le parti catholique à l'assaut contre le monopole universitaire ; la Chambre des pairs entendit les défis lancés par le « fils des croisés » aux « fils de Voltaire » ; mais ce fut la promesse générale de liberté contenue dans la Charte de 1830 qu'il invoqua pour assurer l'indépendance aux collèges ecclésiastiques. Un grand journaliste qui s'essayait alors à l'*Univers*, Louis Veillot, tenait aussi le langage d'un libéral.

La plupart des évêques français hésitaient à patronner une revendication présentée sous des formes contraires à leurs coutumes. Cependant l'un d'eux, moins timide, Parisis, évêque de Langres, alla observer en Belgique l'usage que l'épiscopat faisait de la liberté. Il y trouva sept écoles normales catholiques d'instituteurs, alors que l'État n'en possédait pas une seule, de nombreux collèges surveillés par les prélats, enfin l'Université catholique de Malines, transférée ensuite à Louvain, foyer intellectuel et scientifique déjà célèbre. Parisis revint convaincu, approuva désormais la campagne de Montalembert et publia ses *Cas de conscience* (1847), où toutes les libertés modernes, malgré des réserves doctrinales, étaient acceptées dans la pratique.

Les mêmes tendances apparurent en Italie. Un philosophe grave et quelque peu obscur, que ses amis ont vénéré comme un saint, Rosmini, ne se borna point à chercher une doctrine qui, en rajeunissant la *Somme* de saint Thomas, mettrait d'accord la foi et la raison : dans un livre audacieux il dénonça *Les cinq plaies de l'Église* (1832), c'est-à-dire l'abîme séparant le peuple du clergé, l'ignorance des prêtres, la désunion des évêques, l'ingérence du pouvoir civil dans leur choix, enfin sa tutelle oppressive sur les biens de l'Église. Patriote ardent, Rosmini prouva, comme les Silvio Pellico et les Manzoni, que les

catholiques italiens aspiraient à l'indépendance de leur pays. Beaucoup plus grande fut la popularité de l'abbé Gioberti : l'auteur du *Primato*, l'apologiste d'une confédération italienne présidée par le pape réclama la réforme religieuse avec une vigueur comparable à celle de Lamennais, du Lamennais de l'*Avenir*.

III. — LE DÉVELOPPEMENT DE L'ULTRAMONTANISME¹.

Si le libéralisme rencontrait dans le clergé de nombreuses résistances, l'ultramontanisme y gagna une troupe de partisans de plus en plus compacte. Les évêques de l'ancienne génération, fébronien allemands, joséphistes autrichiens, gallicans français, disparurent entre 1830 et 1848, en même temps que les vieux théologiens gallicans, toujours prêts à batailler pour les opinions traditionnelles. Parmi les prélats qui leur succédaient, plusieurs adoptèrent les idées favorables au pouvoir illimité du Saint-Siège. Ce nouvel esprit pénétrait et vivifiait toutes les sciences sacrées ; en morale, par exemple, il substituait au rigorisme des anciens confesseurs la doctrine plus large, plus douce d'Alphonse de Liguori. En France, la théologie avec Gousset, le droit canon avec Bouix, la liturgie avec Dom Guéranger, l'histoire ecclésiastique avec Rohrbacher coopéraient à la ruine du gallicanisme. Le bas clergé se montra plus empressé que l'épiscopat, dont il subissait la domination parfois tyran-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres cités p. 171 et 176, ajouter Heimbucher, *Die Orden und Kongregationen der katholischen Kirche*, 2^e éd. (Paderborn, 1907-1908, 3 vol. in-8°). La collection française commencée en 1924, *Les ordres religieux* (Paris, in-8°), et qui est en cours de publication, se compose de monographies anonymes courtes, mais précises, et pourvues de bibliographies. Sur les questions juridiques, voir Nourrisson, *Histoire légale des congrégations depuis 1789* (Paris, 1928, 2 vol. in-8°). — Sur les Jésuites, consulter le tableau d'ensemble du P. Campbell, *The Jesuits*, t. II (Londres, 1921, in-8°). Cet ordre, le plus important pour l'histoire générale, a fait rédiger au xx^e siècle par quelques-uns de ses membres des ouvrages très documentés sur la vie de ses principales provinces. Citons, pour la période antérieure à 1848, Bur-nichon, *La Compagnie de Jésus en France, Histoire d'un siècle 1814-1914*, t. I à III (Paris, 1914-1919, 3 vol. in-8°) ; Tacchi-Venturi, *Storia della compagnia di Gesù in Italia* (Rome, 1910-1922, 2 vol. in-4°) ; B. Duhr, *Geschichte der Jesuiten in den Ländern deutscher Zunge*, t. II (Fribourg-en-Br., 1927, in-8°) ; Rafael Pérez, *La compañía de Jesús en Colombia* (Valladolid, 1896-1898, 3 vol. in-8°) et, du même, *La compañía de Jesús en República Argentina* (Barcelone, 1901, in-8°) ; Thomas Hughes, *History of the Society of Jesus in North-America* (Londres, 1907-1917, 4 vol. in-8°), etc. — Sur les thau-maturges hérétiques de cette époque, au livre vigoureux et ironique d'Erdan, *La France mystique* (Paris, 1855, in-8°), il faut joindre l'étude précise de Maurice Garçon, *Vintras hérésiarque et prophète* (Paris, 1927, in-8°).

nique. Le Concordat de Bonaparte avait placé dans les campagnes 30.000 desservants que les évêques nommaient et révoquaient à leur gré. Comme l'État les abandonnait au pouvoir arbitraire de leurs prélats, beaucoup se tournèrent vers Rome où ils pourraient désormais en appeler.

Le prestige de la papauté, l'ardeur de ses fils valurent au catholicisme des recrues de marque, jusque dans cette Russie où l'État interdisait aux sujets nés orthodoxes de quitter l'Église officielle. Joseph de Maistre, pendant son séjour à Saint-Petersbourg, aidé par un jésuite breton, le P. Rozaven, contribua fortement à gagner quelques grandes dames, la comtesse Rostopchine et Mme Swetchine qui, plus tard fixée à Paris, fit de sa maison le centre du parti catholique français. En Suisse Haller, l'auteur de la *Restauration de l'autorité*, obéissant à la logique de ses convictions, déserta le protestantisme pour l'Église de l'autorité. En Allemagne la poésie et l'art attiraient les romantiques vers la religion des grandes cathédrales et des belles hagiographies ; Vienne fut un foyer de conversions, grâce à l'activité d'un puissant pêcheur d'hommes, Hofbauer, qui avait réorganisé l'ordre des Rédemptoristes. On y vit des néophytes comme Frédéric Schlegel, Zacharias Werner, ancien dramaturge devenu prêtre, qui prêcha dans la capitale pendant le congrès de 1815. D'autres se laissaient persuader à Rome, éblouis par la beauté et par la grandeur de la Ville Sainte : la plupart des Nazaréens, venus pour y étudier la peinture, se firent catholiques ; c'est là également que Hurter, l'historien d'Innocent III, entra dans l'Église romaine. En Grande-Bretagne, un des plus vigoureux défenseurs de l'anglicanisme, conduit par ses études à reconnaître dans le catholicisme la véritable tradition chrétienne, finit par se convertir en 1845 : le futur cardinal Newman trouva, comme Mœhler, dans le concept du développement progressif du dogme, la base d'une apologétique renouvelée. A ces conquêtes précieuses pour l'apostolat Rome en ajouta beaucoup d'autres d'une source moins pure, qui avaient pour motifs l'intérêt, la mode ou l'esprit de conservatisme social.

Elle retrouva les instruments nécessaires à sa propagande en favorisant la restauration des ordres religieux. Le plus important fut la célèbre Compagnie qui, depuis sa naissance, avait soulevé dans tous les pays catholiques des haines et des enthousiasmes également passionnés. Pie VII rétablit en 1814, peu après sa rentrée de captivité, l'ordre qu'un de ses prédécesseurs avait supprimé ; cette résurrection fut fêtée par une grande

cérémonie en pleine Rome, au Gesù, devant une centaine de Pères dont les plus jeunes avaient soixante ans. Malgré la suppression ordonnée en 1774, la Compagnie avait pu subsister obscurément en Russie, grâce à l'approbation discrète des successeurs de Clément XIV et à la tolérance dédaigneuse de Catherine II et de ses héritiers. Mais le fait même de sa restauration officielle rendit l'ordre suspect au tsar ; Alexandre, mécontent de voir les jésuites combattre la Société biblique, puis oédant à l'intolérance croissante qui marquait le temps d'Arak-tchéev, leur interdit la résidence dans sa capitale et bientôt les chassa de son empire (1820). Ce ne fut point un malheur pour la Compagnie : 358 Pères expulsés de Russie allèrent porter les traditions anciennes dans les couvents nouveaux qui s'ouvraient partout. L'exemple donné à Rome fut aussitôt suivi dans toute l'Italie. En Espagne, dès 1815, Ferdinand VII rappela les Jésuites que Charles III avait chassés. Le Portugal leur demeura plus longtemps fermé ; mais don Miguel les fit rentrer (1829), et les petits-enfants de Pombal furent les premiers à les saluer. En France, où un petit groupe avait subsisté sous divers déguisements pendant l'Empire, les Bourbons n'osèrent point les rétablir par un décret officiel ; en fait, les Jésuites rouvrirent leurs couvents, et quelques-uns de leurs collèges, en particulier ceux de Montrouge et de Saint-Acheul, devinrent très vite célèbres. En Angleterre, où les catholiques redoutaient qu'il ne différât leur émancipation, le retour des Jésuites fut tardif ; il fut rapide aux États-Unis, où Boston reçut (1825) un évêque jésuite. Ils s'installèrent nombreux en Autriche quand Metternich, renonçant à ses anciens préjugés, eut laissé promulguer un décret d'autorisation. En Allemagne, en Suisse, les régions catholiques les accueillirent aussi, malgré la répugnance de leurs voisins protestants.

Les autres congrégations d'hommes reparurent, et de nouvelles s'y ajoutèrent. Revenu dans un pays, un ordre étendait bientôt ses conquêtes à d'autres. La congrégation du Mont Cassin ressuscita les bénédictins non seulement en Italie, mais en Bavière, et plus tard des bénédictins bavarois allèrent fonder un établissement aux États-Unis ; un des chefs les plus actifs de l'ultramontanisme en France, Guéranger, les installa dans la maison de Solesmes. Lacordaire se rendit en Italie pour chercher l'autorisation de rouvrir dans son pays les couvents des dominicains ; ce furent des moines carlistes chassés d'Espagne qui restaurèrent le Carmel en France. Quant aux

congrégations de femmes, qu'elles fussent contemplatives ou enseignantes ou charitables, elle pullulèrent depuis 1814 dans tous les pays catholiques. Grégoire XVI, l'ancien moine, encouragea aussi la naissance des associations pieuses, Oblats de la Sainte Vierge, Oblats de saint Alphonse de Liguori, Adoratrices perpétuelles du Saint-Sacrement. Ce n'étaient plus comme autrefois les familles qui imposaient à leurs enfants l'entrée dans les monastères ; c'étaient des vocations spontanées ou tout au moins libres qui grossissaient chaque jour l'effectif des congrégations. Bien rares étaient les catholiques disposés à regretter que le progrès du clergé régulier nuisît dans plusieurs pays au recrutement du clergé séculier.

Non moins grand, particulièrement en France, fut le succès des associations fondées par l'effort combiné des ecclésiastiques et des laïques. La Congrégation, formée avant 1815 parmi les anciens élèves des jésuites, se développa sous la Restauration et, sans atteindre à la puissance redoutable que lui attribuaient les publicistes libéraux, fournit un cadre commode aux partisans de l'union du trône et de l'autel. Après 1830, les Conférences de saint Vincent de Paul, joignant l'action religieuse à l'action charitable, s'organisèrent dans toutes les villes de quelque importance. La Propagation de la Foi, née à Lyon et répandue peu après dans toute l'Europe, allait contribuer à la renaissance des missions catholiques dans les autres parties du monde.

Les catholicisme ainsi rajeuni visait à conquérir à la fois les classes instruites et le peuple. A tous il offrait des dévotions nouvelles, des miracles nouveaux. Ceux-ci, froidement accueillis par les théologiens du XVIII^e siècle, retrouvaient créance et popularité dans une génération bouleversée par les castastrophes révolutionnaires, habituée par le romantisme à chercher partout le mystérieux, l'inexpliqué, à suivre le sentiment plutôt que la raison. En Allemagne, les miracles truqués du prince de Hohenlohe soulevèrent autant d'émotion que les visions de Catherine Emmerich ; en France, le curé d'Ars ne fut pas seulement considéré comme un saint, à qui l'on voulait se confesser, il apparut hientôt comme un thaumaturge. La bourgeoisie française demeura sceptique jusqu'en 1848, sans prêter attention aux premiers récits des apparitions de la Salette (1846) ; la bourgeoisie allemande prit une part active aux grands cortèges qui allèrent adorer la Sainte Tunique de Trèves (1844).

IV. — LE CATHOLICISME EN RUSSIE ET PIE IX¹.

Les catholiques, jadis persécutés dans les pays protestants, y jouissaient d'une condition plus douce grâce aux progrès de l'esprit de tolérance et à l'alliance de toutes les confessions chrétiennes contre le péril révolutionnaire. Ceux d'Angleterre et d'Irlande profitèrent particulièrement de ces tendances nouvelles ; ceux de Prusse, à part le conflit avec l'archevêque de Cologne, furent traités avec égards par Frédéric-Guillaume III, et même avec affection par Frédéric-Guillaume IV. Ceux d'Amérique mirent à profit le régime de démocratie libérale implanté, désormais dans toutes les parties des États-Unis. Au Massachusetts, par exemple, l'État puritain par excellence, l'Église romaine put s'organiser sans difficulté sous la direction de deux hommes remarquables, deux Français, Matignon et le futur cardinal de Cheverus.

Dans l'Europe orientale, au contraire, le catholicisme se heurta au pouvoir despotique des Romanov. Alexandre I^{er} avait tenu tête plus d'une fois à l'Église romaine. Cependant ce souverain flexible et fuyant n'enlevait jamais tout espoir à ceux qui traitaient avec lui ; il laissa même entrevoir quelque sympathie pour cette union des Églises grecque et romaine qui est demeurée un projet cher aux papes. On a prétendu, sans raisons bien solides, qu'il aurait songé dans ses derniers jours à se faire catholique. Rien de pareil chez Nicolas I^{er} : l'attachement à l'Église grecque était chez lui inséparable de l'attachement à l'ordre ; dans la trilogie qui résuma sa politique, « autocratie, nationalisme, orthodoxie », le troisième terme n'est pas le moins important. D'ailleurs la révolution de Pologne, où tant de prêtres furent compromis, lui fit confondre catholicisme et polonisme dans une antipathie commune. Il renouela et fit appliquer l'interdiction, pour tout Russe orthodoxe, de quitter son Église, pour tout prêtre d'une autre religion, de faire des prosélytes chez les orthodoxes. Non content de défendre sa confession, le tsar tenait à lui assurer des conquêtes. Chez les Ruthènes il voyait, à côté des orthodoxes, les Uniates, voisins de l'Église russe par les rites, mais catholiques par l'obéis-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Le livre essentiel sur les affaires de Russie est celui du P. A. Boudou, S. J., *Le Saint-Siège et la Russie*, t. I : 1814-1847 (Paris, 1922, in-8°). Sur les débuts de Pie IX, et sur la capitale des papes en général, voir Fernand Hayward, *Le dernier siècle de la Rome pontificale*, t. II : 1814-1870 (Paris, 1928, in-16) ; le P. Raffaele Ballerini, *Les premières pages du pontificat de Pie IX* (Rome, 1909, in-4°).

sance au pape ; le milieu lui parut propice à l'œuvre de russification. Il trouva un auxiliaire précieux dans l'évêque uniats Siemeszo qui, avec une persévérance habile, modifia peu à peu l'administration, l'enseignement, les coutumes, la liturgie de son Église, en les rapprochant de ce qui existait chez les orthodoxes. Ainsi fut préparé l'acte par lequel les trois évêques uniats proclamaient leur rattachement à l'Église russe ; le bas clergé se résigna ou fut dompté ; le peuple, composé en majorité de serfs, laissa faire ses prêtres (1839).

On ne pouvait se comporter ainsi avec les catholiques latins, assez nombreux dans la Russie occidentale et maîtres de toute la Pologne. Le tsar s'appliqua du moins à réduire au strict nécessaire leurs relations avec Rome : le métropolitain des catholiques de Russie, l'archevêque de Mohilev, deviendrait une sorte de patriarche soumis à l'empereur ; on aurait soin de confier cette charge à des prélats comme l'honnête et paisible Siestrzencewicz qui, de 1782 à 1831, avait obéi à toutes les volontés des tsars. En Pologne, les évêques morts ou défaillants étaient depuis 1832 remplacés « provisoirement » par des administrateurs sans prestige et sans force, que les chapitres proposaient au choix du gouvernement. Grégoire XVI fit preuve d'une longue patience envers le puissant empereur qui savait si bien défendre l'ordre social contre la révolution. Cependant il finit par protester publiquement, en 1842, dans une allocution consistoriale qui fit grand effet dans tous les pays, précisément parce qu'elle venait d'un pontife peu disposé à froisser les souverains. Le tsar qui redoutait la publicité, qui ne voulait pas s'attirer la réprobation des classes élevées, résolut de regagner Grégoire XVI. Lui-même vint, chose inouïe, rendre visite au pape (décembre 1845). De longs pourparlers aboutirent au concordat de 1847. Rome obtint une entente préalable des deux puissances pour le choix des évêques, la nomination prochaine de prélats aux sièges vacants de Pologne, l'extension de l'autorité diocésaine des évêques. Nicolas refusa, par contre, de revenir sur la suppression de l'Église uniats ; il exigea l'agrément de l'autorité civile pour toutes les nominations dans les séminaires, et maintint son *veto* contre l'installation à poste fixe d'un nonce du pape en Russie. Malgré ces réserves, le concordat entre Rome et Saint-Pétersbourg fut considéré comme un nouveau succès pour la papauté (1847).

L'avènement de Pie IX en 1846 donna au catholicisme libéral une force et une popularité irrésistibles. Il avait, à la dif-

férence de son prédécesseur Grégoire XVI, le prestige physique et le charme personnel. Sa bienveillance pour tous, quelques réformes dans ses États, l'amnistie qu'il accorda aux condamnés politiques semblèrent justifier sa réputation déjà ancienne de libéral. Certains catholiques réactionnaires s'inquiétèrent, parlèrent d'un nouveau Clément XIV. Metternich s'écria : « J'avais tout prévu, sauf un pape libéral. » Par contre, dans le monde entier les catholiques novateurs, les hommes qui souhaitaient la réconciliation entre l'Église et le siècle, et même beaucoup de non-catholiques à l'âme religieuse conçurent pour Pie IX un enthousiasme sans bornes. L'encyclique de novembre 1847 renouvela, il est vrai, les condamnations des pontifes précédents contre les sociétés secrètes et le communisme, contre l'indifférentisme et la doctrine du progrès; mais on ne voulut pas y attacher d'importance. On préféra chercher la pensée du pape dans l'oraison funèbre d'O'Connell, mort en Italie; un moine éloquent, le P. Ventura, y célébra l'alliance du catholicisme et de la liberté. L'immense popularité de Pie IX allait assurer à l'Église le respect des peuples pendant les révolutions de 1848.

V. — LE PROTESTANTISME¹.

La multiplicité des groupes confessionnels empêcha longtemps le protestantisme de prendre le même caractère international que le catholicisme. Néanmoins chez les protestants aussi les grands courants d'idées franchissaient les frontières; là aussi un réveil se produisait, accompagné de vifs débats entre conservateurs et novateurs.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Fr. Lichtenberger, *Histoire des idées religieuses en Allemagne* (Paris, 1873, 3 vol. in-8°), ouvrage ancien, mais encore utile; Fr. Uhlhorn, *Geschichte der deutsch-lutherischen Kirche, 1517-1910* (Leipzig, 1914, 2 vol. in-8°); Erich Færster, *Die Entstehung der preussischen Landeskirche unter Friedrich-Wilhelm III* (Tübingen, 1905-1907, 2 vol. in-8°), approfondi; Georges Goyau, *L'Allemagne religieuse. Le protestantisme* (Paris, 1898, in-8°); W. L. Mathieson, *Church and Reform in Scotland, a History from 1797 to 1843* (Glasgow, 1916, in-8°), et, du même, *English Church Reform* (Londres, 1924, in-8°); Galichet, *L'Église anglicane et l'État* (Paris, 1909, in-8°); Bri-lioth, *The Anglican revival* (Londres, 1925, in-8°); Piette, *La réaction wesleyenne dans l'évolution protestante* (Bruxelles, 1925, in-8°); Georges Goyau, *Une Ville-Église, Genève* (Paris, 1919, 2 vol. in-42); Léon Maury, *Le réveil religieux dans l'Église réformée à Genève et en France* (Paris, 1892, 2 vol. in-8°); Ch. Th. Gérold, *La Faculté de théologie et le séminaire protestant de Strasbourg* (Strasbourg, 1923, in-8°); fascicule 7 des « Études d'histoire et de philosophie religieuses » publiées par la Faculté de théologie protestante de Strasbourg, étude importante pour la connaissance des relations religieuses entre la France et l'Allemagne protestantes; Birkbeck, *Russia and the English Church*, t. I (Londres, 1895, in-8°).

En Allemagne, la réaction contre le siècle des « lumières », de l'*Aufklärung*, était aussi forte chez les protestants que chez les catholiques. Elle engendra une école conservatrice, politique autant que religieuse, qui recherchait l'union de l'Église et de l'État contre l'incrédulité ; mais elle produisit aussi une école libérale, faisant appel au sentiment religieux, à la foi qui met l'individu en communication avec Dieu. La première école devait prospérer en Prusse, dans ce pays de l'autorité, à l'époque où la poursuite contre les « démagogues » était un des principaux soucis du gouvernement. Ce fut le temps de la « nouvelle orthodoxie », hostile à tout ce qui était suspect d'individualisme. Elle aurait dû être odieuse aux plus actifs des protestants prussiens, aux piétistes, puisque leur maître Spener avait exalté la piété intérieure, la foi du chrétien adorant Dieu sans s'inquiéter des traditions confessionnelles ; mais la haine de l'irrégion rallia les piétistes à l'orthodoxie officielle, et leurs groupes fortement organisés servirent une politique d'extrême droite. Un journaliste qu'on a comparé à Louis Veillot, Hengstenberg, fonda en 1827 la *Gazette évangélique*, et tous les hommes suspects de tiédeur religieuse ou de libéralisme furent dénoncés par ce grand inquisiteur bienveillant, très attaché au gouvernement prussien.

L'autre école avait son maître dans Schleiermacher. Ce théologien savant et pieux, qui voulait unir les lumières de la raison à la ferveur du sentiment chrétien, n'admettait pas que l'Église dût recourir au bras séculier ; il repoussa de son mieux les tentatives continuelles par lesquelles la bureaucratie prussienne cherchait à dominer complètement évêques et pasteurs luthériens. Frédéric-Guillaume III était grand partisan de l'union des Églises protestantes ; il imposa un accord aux luthériens et aux réformés, leur fit adopter une liturgie commune formulée dans un recueil officiel, malgré les scrupules de Schleiermacher et de ses élèves. La grande majorité du peuple prussien s'inclina sans protestation devant la volonté du roi. Le philosophe respecté de la jeunesse universitaire, Hegel, n'avait-il point enseigné l'alliance nécessaire de l'Église et de l'État ?

En Grande-Bretagne l'anglicanisme continuait sa vie paisible d'Église établie, officielle, richement dotée par le roi et le Parlement. Le ministère tory fit voter par les Communes un million de livres en 1818, puis 500.000 livres en 1819, pour construire de nouveaux lieux de prière attribués au *Church*. A la

mort de Georges III, sur les 27 évêques anglicans de l'Angleterre et du pays de Galles, 11 étaient nobles, 11 avaient été précepteurs dans des familles nobles, 5 se trouvaient unis par des liens d'amitié ou de patronage avec l'aristocratie. Les clergymen, recrutés parmi les fils de la noblesse rurale ou de la bourgeoisie aisée, vivaient comme les *squires*, prêchant à leurs paroissiens la vie décente, l'ordre, la fréquentation des offices. Mais cette Église protégée par l'État subit les conséquences des transformations politiques de l'État lui-même. Elle fut obligée d'accepter la liberté religieuse complète accordée aux dissidents en 1828, et aux catholiques en 1829. Son alliance avec les tories contre la réforme électorale suscita dans le peuple de vives colères : en 1832, les évêques membres de la Chambre des lords furent hués ; à Bristol, une émeute saccagea le palais épiscopal.

On put croire que le Parlement réformé serait très dur pour l'Église inféodée aux tories. Beaucoup de radicaux dans la Chambre des Communes espéraient un changement profond et réclamaient, comme Lamennais en France, la séparation de l'Église et de l'État. Mais la majorité préféra des réformes pratiques et modérées. Les chefs des deux grands partis, Robert Peel et lord John Russell, travaillèrent avec une égale ardeur à faire aboutir les changements administratifs nécessaires. Il fallait modifier la répartition géographique des paroisses, demeurée la même depuis le XVII^e siècle, quoique la population se fût déplacée ; il fallait corriger l'énorme inégalité des revenus attribués aux divers bénéfices ecclésiastiques. Ce fut l'œuvre des commissions ecclésiastiques instituées par le Parlement ; celui-ci finit par créer un corps permanent, composé d'évêques et de laïques, pour faire la répartition du « fonds épiscopal » et diriger la création de nouvelles paroisses. En même temps on diminuait l'autorité du clergé anglican sur tous ceux qui n'appartenaient point à l'Église : la Cour ecclésiastique suprême perdit sa juridiction (1832) au profit d'un tribunal civil, la Cour du conseil privé ; la loi sur le mariage (1836) reconnut, à côté du mariage anglican à l'église paroissiale, le mariage non-conformiste célébré avec le concours d'un officier de l'état civil, ou même le mariage civil pur et simple. La taxe que l'Église établie percevait sur les dissidents ne disparut pas encore, mais les résistances locales de plus en plus fortes contre cet abus en faisaient prévoir la fin prochaine.

Tandis que les ministres et le Parlement accomplissaient

leurs réformes du dehors, des changements non moins importants se produisirent à l'intérieur de l'Église. Depuis longtemps des minorités actives, réveillées par l'exemple de Wesley, déclaraient ne plus vouloir se contenter de la vie religieuse atténuée qui avait suffi aux clergymen du XVIII^e siècle. Le groupe « évangelique » entendait réduire la part du rituel et des cérémonies, réchauffer le sentiment religieux dans les classes ouvrières, et aussi améliorer leur condition matérielle par des réformes sociales. Ce groupe s'honorait de posséder Wilberforce, le patriarche vénéré de tous, qui avait mené victorieusement la campagne contre la traite et l'esclavage des noirs; il s'adressa aux ouvriers par les écoles du dimanche et seconda lord Ashley dans son agitation en faveur des lois sociales. Un second groupe, celui des libéraux, dont le principal inspirateur fut Thomas Arnold, revendiquait les droits de la science, contestait même l'inspiration divine de la Bible, mais restait dans l'Église parce qu'elle proposait à l'imitation des hommes l'idéal réalisé par le Christ. Ce fut le groupe de l'« Église large » (*Broad Church*); il possédait la sympathie de lord John Russell, qui souleva des colères violentes lorsqu'il voulut donner un évêché à Hampden, un des plus libéraux parmi les clergymen anglicans.

Un autre groupe enfin suivit des voies opposées: les amis du passé, de la tradition, affirmèrent que l'Église anglicane était la véritable héritière du christianisme primitif, et qu'elle devait maintenir ses coutumes et son autorité sans obéir à l'Érastianisme, c'est-à-dire à la mainmise de l'État. Les membres de ce groupe, la plupart professeurs ou étudiants dans la plus vieille des Universités anglaises, inaugurèrent en 1833 le « mouvement d'Oxford »; c'est l'année où l'un d'eux, Keble, dans un sermon fameux, dénonça « l'apostasie nationale » attestée par l'émancipation des dissidents et des catholiques, les concessions nouvelles promises à l'Irlande, la tyrannie du Parlement sur l'Église. Les amis de Keble propagèrent activement ses idées: leurs petites brochures, leurs *tracts* remuèrent le clergé, qui fournit de nombreuses recrues aux « Tractariens ». Ce culte pour la tradition devait conduire au catholicisme romain un des chefs du mouvement d'Oxford, Newman, bientôt suivi par l'archidiacre Manning. Les autres, avec Pusey, travaillèrent à restaurer dans l'anglicanisme le souci du rituel et des coutumes anciennes; ce fut le parti de la « Haute Église ». Il rétablit l'art, surtout la musique, dans les offices

religieux, restaura l'architecture gothique, adoucit la sévérité du dimanche, tandis que les Évangéliques et tous les adhérents de la basse Église, héritiers des puritains, réclamaient la sanctification du sabbat. Les gens de la Haute Église protestèrent contre toutes les mesures par lesquelles un gouvernement laïque intervenait dans la vie religieuse et détruisait les vieux privilèges. Ceux-ci demeuraient encore nombreux : pour n'en citer qu'un, tout candidat voulant passer un examen à Oxford ou à Cambridge devait affirmer son adhésion aux 39 articles.

La vie était un peu moins active dans le *Dissent* (les sectes non-conformistes). Elles ne parvenaient point à vaincre l'attachement que la majorité des Anglais conservait pour l'Église établie. Dans celle-ci d'ailleurs plusieurs hommes aux idées élevées, comme Thomas Arnold, recommandaient la « compréhension », c'est-à-dire une méthode par laquelle l'Église, accordant à ses membres la plus large tolérance, déciderait les dissidents à rentrer dans l'unité confessionnelle : ce projet fut popularisé par Stanley, le doyen de Westminster. Les sectes dissidentes, malgré ce recul, formaient encore d'éloquents prédicateurs et des apôtres ; ainsi l'Écossais Irving, arrivé à Londres en 1832, annonça la seconde venue du Christ sur la terre. C'est dans une des plus petites sectes dissidentes que prêchait l'illustre physicien Faraday. Au premier rang étaient les méthodistes. Le réveil religieux accompli au XVIII^e siècle par les disciples de Whitefield et de John Wesley avait maintenant derrière lui un demi-siècle de succès et de popularité. Sans doute la mort de Wesley en 1791 avait donné le signal de schismes qui se multiplièrent jusque vers 1850 ; néanmoins le méthodisme était considéré comme un élément de force, d'ordre et de moralité. Si les whigs recherchaient son alliance, comme celle de tous les dissidents, contre les Tories protecteurs de l'anglicanisme, ceux-ci lui étaient reconnaissants de son esprit conservateur ; les plus intransigeants firent appel à sa ferveur antipapiste pour combattre des nouveautés dangereuses, telles que l'abolition du bill du Test.

Le méthodisme était souvent vivifié par ces « réveils » subits de mysticisme, ou de peur de l'enfer, qui remuaient presque périodiquement les foules anglo-saxonnes dans telle ou telle région. Un de ces mouvements, plus étendu dans l'espace et le temps, a gardé le nom particulier de « Réveil ». Il se rattachait à l'esprit général de réaction contre le rationalisme, contre l'oubli du dogme ; il eut en même temps ses caractères propres,

visibles dans les deux foyers d'où il rayonna, la Grande-Bretagne et Genève. C'est de Grande-Bretagne, surtout d'Écosse, que partirent les missionnaires méthodistes résolus à ranimer sur le continent la ferveur chrétienne ; un des plus actifs, Haldane, séjourna en 1817 à Genève, puis fut suivi par le bouillant Charles Cook. Genève était très agitée. La ville de Calvin, réunie à la Suisse par le congrès de Vienne, avait dû laisser revivre le culte catholique, pour lequel un curé belliqueux, Vuarin, ne cessait de réclamer de nouvelles concessions. Parmi les protestants, la majorité s'en tenait à la religion adoucie qui avait plu au siècle précédent, mais un petit groupe de jeunes gens commençait à prêcher dans toute sa rigueur la doctrine de la grâce. L'arrivée des missionnaires wesleyens et leur aide matérielle permirent de fonder, malgré la fureur du peuple genevois contre les « mômiers », une Église indépendante où Malan, Gaussen et d'autres prédicants aux fortes convictions ressuscitèrent l'orthodoxie calviniste.

Le protestantisme français avait employé le commencement du XIX^e siècle à se relever des persécutions anciennes ; il lui fallut du temps pour reconstituer ses cadres et sa hiérarchie sous la tutelle de l'État, précisée dans les articles organiques de 1802. La Terreur blanche de 1815 provoqua dans le midi un bref renouveau de fanatisme ; les Bourbons y mirent fin et maintinrent la paix religieuse. Le Réveil, venu de Grande-Bretagne et de Genève, gagna quelques pasteurs comme Adolphe Monod, le grand prédicateur de Lyon et de Paris. Mais à ce retour vers l'orthodoxie stricte s'opposa le protestantisme libéral ; son principal champion, le pasteur nîmois Samuel Vincent, rappela aux huguenots que le principe du libre examen est la véritable raison d'être du protestantisme.

C'est le protestantisme libéral qui recommanda aux peuples de l'Occident la séparation de l'Église et de l'État. Ce régime inauguré par les États-Unis était inconnu en Europe ; l'essai fait par la France entre 1795 et 1802 n'avait laissé aucun souvenir. La Société de la morale chrétienne à Paris, composée surtout de protestants et de déistes, mit au concours en 1825 une étude sur la liberté des cultes. Un profond penseur de la Suisse romande, Vinet, qui répondit à son appel, exposa dans un mémoire imprégné à la fois de l'esprit chrétien et de l'esprit libéral que la séparation était le seul régime propre à garantir la dignité des Églises et la sincérité des fidèles : conclusions adoptées par Guizot, rapporteur au nom de la Société qui cou-

ronna cette étude. Lamennais, dans l'*Avenir*, allait proposer aux catholiques la même solution. C'étaient des nouveautés très hardies auxquelles n'adhérait qu'une petite minorité. Les conservateurs de tous les pays réclamaient l'union du trône et de l'autel : les Évangéliques, dans l'Église anglicane, la considéraient comme nécessaire ; les catholiques obéissaient au pape qui venait de condamner la séparation de l'Église et de l'État dans l'encyclique *Mirari vos*. Les libéraux, partisans de l'État laïque, étaient effrayés par la puissance du clergé en Irlande, où il régnait sur le peuple, et en Belgique, où la loi le délivrait de la tutelle de l'État en lui laissant le budget des cultes. L'Europe assista seulement à quelques rares essais de séparation, ceux de l'Église indépendante de Genève et de petits groupes réformés en France.

La seule tentative importante fut réalisée en Écosse. De même que les adeptes du mouvement d'Oxford condamnaient la domination de l'État sur l'Église anglicane, un groupe de pasteurs écossais blâmait la docilité de l'Église établie, c'est-à-dire de l'Église presbytérienne, envers les patrons laïques des communautés. Entraînés par l'ardente éloquence de Chalmers, ils demandèrent une réforme que la majorité repoussa. La séparation eut lieu en 1843 : 474 ministres, abandonnant les avantages matériels que leur assurait une Église officielle, constituèrent l'Église libre d'Écosse, qui put s'organiser, bâtir des temples, vivre d'une vie indépendante, grâce à l'appui enthousiaste et généreux d'une grande partie du peuple¹.

A la différence de l'Europe, les États-Unis depuis 1815 pratiquaient partout le régime de la séparation, qui semblait imprimer à l'activité religieuse une vigueur nouvelle. Trois Églises, celles des baptistes, des presbytériens et des méthodistes, avancèrent avec les pionniers à la conquête de l'ouest. Les nouveaux colons aimaient ces Églises démocratiques, où chacun pouvait prendre la part qu'il voulait aux manifestations de la foi. Les méthodistes surtout firent des gains constants, parce que le libéralisme doctrinal était plus grand chez eux que chez les presbytériens, et l'organisation administrative plus perfectionnée que chez les baptistes. Le défaut des groupements confessionnels américains était la division en sectes multiples : on en comptait une douzaine chez les baptistes, autant chez les méthodistes, une demi-douzaine

1. Les deux Églises d'Écosse ont fusionné en 1929.

chez les presbytériens, quatre chez les quakers. A cela s'ajoutaient les sectes nouvelles créées par des mystiques vigoureux, véritables meneurs d'hommes, tels qu'Alexandre Campbell, William Miller et Joseph Smith. Ce dernier fut le créateur de la secte des Mormons, aussi remarquable par la foi de ses fidèles que par l'horreur qu'inspiraient aux populations environnantes des hommes qui recommandaient la polygamie ; une émeute contre eux coûta la vie à Joseph Smith. Un successeur digne de lui par son énergie autoritaire, Brigham Young, emmena les Mormons dans le désert de l'Utah, et y fonda la Nouvelle Jérusalem sur les bords du Grand Lac Salé (1846). Toutes les sectes rivalisaient d'ardeur et de dévouement pour créer des écoles, des hôpitaux, et pour envoyer des missionnaires chez les Indiens ; le régime de la séparation encouragea cette rivalité ; elles s'employèrent notamment à ouvrir des écoles du dimanche pour donner l'instruction religieuse, que l'État ne rendait point obligatoire.

L'esprit de tolérance, joint au désir général de protéger la religion contre l'incrédulité révolutionnaire, amena parfois des rapprochements entre les divers groupes chrétiens d'Europe. Les persécutions anciennes prenaient fin, aussi bien celle des protestants en France que celle des catholiques en Angleterre. La Prusse ménagea ses nouveaux sujets catholiques des bords du Rhin, comme la Bavière ménageait ses nouveaux sujets protestants de Franconie. Les Églises protestantes entretenaient des rapports courtois les unes avec les autres et s'aliaient pour envoyer des missionnaires chez les infidèles. Frédéric-Guillaume III imposa, comme on l'a déjà dit, l'accord entre luthériens et calvinistes. On vit bientôt une chose plus curieuse encore : Bunsen, un diplomate prussien aux idées généreuses, pénétré de l'esprit du protestantisme libéral, prépara de concert avec Frédéric-Guillaume IV et le nouveau prince-consort de Grande-Bretagne la fondation de l'évêché protestant de Jérusalem, fondation commune à l'Église anglicane et à l'Église luthérienne d'Allemagne (1841).

Ces tendances à l'accord entre chrétiens expliquent le traité de la Sainte-Alliance. Elles expliquent aussi le succès qui accueillit quelque temps les sociétés bibliques ; parties de Grande-Bretagne, elle se répandirent sur tous les continents. Un journal religieux écrivait en 1820 : « Depuis Londres jusqu'au Kamtchatka, soit que l'on passe par la Suède et la Finlande, soit que l'on passe par le nord de l'Allemagne, on ne rencontre pas une ville où il ne se trouve une société biblique. »

Alexandre I^{er} favorisa longtemps ces associations, faisant entrer dans le comité de Saint-Petersbourg, à côté des membres du Saint-Synode, l'archevêque catholique et le chef religieux du luthéranisme et s'efforçant même de les propager chez ses voisins ; mais il fut arrêté en Autriche par la défiance railleuse de Metternich. Il y eut des essais de rapprochement plus inattendus. Les slavophiles de Russie se laissèrent gagner à une propagande qui intéressait la politique non moins que la religion ; ils aspiraient à un véritable « réveil », analogue à ceux du monde protestant, et faisaient appel, comme les Tractariens, à la tradition de l'Église. Voilà pourquoi le plus brillant des théologiens slavophiles, Khomiakov, voyageant en Angleterre en 1847, se prit de passion pour Londres et pour le parti tory ; voilà pourquoi le théologien Palmer, un adhérent du groupe d'Oxford, correspondit avec lui en vue d'un accord entre l'anglicanisme et l'orthodoxie russe. L'intérêt social amenait divers croyants à préconiser ces rapprochements. Guizot, dans un article de 1838, exhorta catholiques et protestants à se ménager réciproquement, à fuir les polémiques : « Ne vous inquiétez pas les uns des autres, écrivait-il, inquiétez-vous de ceux qui ne croient point. Là est le champ, là est la moisson. »

Malgré ces conseils, les vieilles antipathies se réveillaient souvent, non seulement dans le peuple, mais dans les élites intellectuelles. Les Églises protestantes avaient de la peine à s'accorder : la création de l'évêché de Jérusalem blessa beaucoup de luthériens et d'anglicans. Du vivant même d'Alexandre, la réaction religieuse déchaînée par les Photius et les Chikhov amena la décadence des sociétés bibliques. Le catholicisme rajeuni reprenait partout les controverses contre la Réforme. Lamennais, le Lamennais de l'*Essai sur l'indifférence*, avait devancé Dœllinger dans cette voie ; leur plus brillant émule fut Balmès, qu'on put nommer le Lacordaire de l'Espagne, comme Donoso Cortès allait en être le Veuillot. Le rapprochement des Églises chrétiennes demeura un rêve cher à un petit nombre d'âmes évangéliques.

VI. — LE JUDAÏSME ET L'ANTISÉMITISME¹.

Presque tous les peuples d'Europe eurent à s'occuper de la question juive. C'était une question religieuse, intéressant les

1. OUVRAGES A CONSULTER. — L'ouvrage essentiel, traduit du russe, est celui de Dubnow, *Die neueste Geschichte des jüdischen Volkes* (Berlin, 1920-1923, 3 vol. in-8°) ;

chrétiens au milieu desquels vivaient les Israélites ; une question économique, puisque les persécutions, la défense de posséder la terre, avaient amené les Juifs à se spécialiser dans le commerce, particulièrement dans le commerce de l'argent ; une question nationale dans certains pays de l'est où les enfants d'Israël formaient des masses considérables. La France, en 1791, avait inauguré des temps nouveaux en accordant aux Juifs l'égalité civile et politique ; bien que Napoléon eût décidé en 1808 que ceux d'Alsace attendraient dix ans avant de jouir de cette égalité, les progrès juridiques et sociaux des communautés juives étaient partout allés de pair avec ceux de la domination impériale. Aussi la défaite de la France en 1814 fut-elle un désastre pour le judaïsme : les pays délivrés de Napoléon songèrent à rétablir les anciens règlements, parfois à ramener les Juifs dans les ghettos. La réaction contre le XVIII^e siècle, le désir universel de restaurer l'État chrétien favorisaient les efforts des antijuifs. Mais il était difficile de revenir sur les transformations accomplies depuis vingt-cinq ans, de provoquer une crise économique en pourchassant des populations utiles par leurs aptitudes commerciales. Dans plusieurs capitales une élite juive, en bonnes relations avec les gouvernants, les intéressait à la cause de ses coreligionnaires. De là vinrent des hésitations qui se traduisirent par de nombreux changements législatifs. Émancipation en Occident, persécution sournoise dans l'Europe centrale, persécution violente en Orient : ainsi peut se résumer l'histoire du judaïsme jusqu'en 1848.

La France ne connut point ces hésitations. Le décret de Napoléon ne fut pas renouvelé en 1818, et les Juifs jouirent de la complète égalité des droits. Le gouvernement de Louis-Philippe fit plus encore : il décida en 1830 que le culte israélite serait, comme les cultes chrétiens, reconnu et payé par l'État. Le ministère des affaires étrangères intervint à Bâle (1835),

une nouvelle édition, plus détaillée, est en cours de publication ; y joindre Martin Philippon, *Neueste Geschichte des jüdischen Volkes* (Leipzig, 1907-1911, 3 vol. in-8°) ; Notes on the diplomatic history of the Jewish question (Londres, 1919, in-8°) ; Nahum Slouschz, *La renaissance de la littérature hébraïque* (Paris, 1902, in-8°) ; Pinès, *Histoire de la littérature judéo-allemande* (Paris, 1911, in-8°) ; Baron, *Die Judenfrage auf dem Wiener Kongress* (Vienne, 1920, in-8°). Dans son livre *Napoléon et les Juifs* (Paris, 1928, in-8°), R. Anchel donne une bibliographie utile pour la période suivante. Voir aussi Escoli-Weintraub, *Le hassidisme* (Paris, 1927, in-8°). De nombreuses études historiques et biographiques sont à consulter dans la *Jewish Encyclopaedia* (1901-1906, 12 vol. in-4°) parue à New-York, et dans la *Grosse jüdische National-Biographie* que publie depuis 1928 Wininger, à Czernowitz. — Sur la vie économique, voir Bauch Hagani, *L'évolution économique du peuple juif* dans la *Grande Revue*, octobre 1929, p. 643-671.

à Rome (1840), pour protéger des Juifs français victimes de législations restrictives. Parmi les États qui avaient obéi à Napoléon, seules la Hollande en 1814 et la Belgique en 1830 conservèrent le régime d'égalité du temps des Français. Dans tous ces pays la transformation des mœurs commença. En France elle gagna même les Juifs d'Alsace : la jeunesse apprit le français et, à la grande surprise des vieillards, se porta bientôt avec empressement vers les fonctions publiques et les carrières libérales. Un avocat célèbre qui devint député, Crémieux, encouragea et souvent guida cette évolution.

En Grande-Bretagne les faits devancèrent les lois. Quand le parti conservateur eut accompli l'émancipation des catholiques, le parti libéral demanda celle des Juifs ; mais les votes favorables de la Chambre des Communes échouèrent longtemps contre la résistance obstinée des Lords. En 1839 les cours de justice les autorisèrent à prêter serment « sur leur conscience » ; en 1845 ils devinrent éligibles dans les corps municipaux. L'élection de Lionel de Rothschild au Parlement par la Cité de Londres, en 1847, fut annulée, mais elle prouva que la cause était gagnée devant la grande bourgeoisie anglaise.

En Occident, ces réformes n'intéressaient que des groupes juifs assez peu nombreux, 60.000 peut-être en France, 30.000 en Angleterre. En Allemagne, où vivaient de grandes masses d'Israélites, l'égalité leur fut âprement contestée. Au congrès de 1815, Metternich et Hardenberg, en relations amicales avec les salons juifs de Vienne et de Berlin, proposèrent de maintenir le régime établi par Napoléon et ses vassaux ; mais les royaumes de l'Allemagne du sud et surtout les quatre villes libres, Francfort et Brême en tête, refusèrent d'accorder l'égalité à des hommes qui faisaient aux commerçants chrétiens une concurrence redoutable. Le Congrès ne prit point de décision ferme ; il maintint seulement les droits accordés aux Juifs par chaque gouvernement « légitime » et renvoya la décision d'ensemble à la Diète de Francfort, qui devait toujours s'abstenir de la formuler. Comme la solution se trouvait ainsi laissée au choix de chacun des trente-neuf États de la Confédération, il y eut des régimes très différents, des vexations aggravées par l'antipathie que les masses populaires conservaient à l'égard des Juifs. En 1819 surtout éclatèrent dans les villes libres de véritables *pogroms*, pour employer le mot russe devenu célèbre plus tard.

En Prusse, quand la réaction triompha, le gouvernement revint d'une façon détournée sur l'acte d'émancipation de 1812.

Il refusa aussi de l'étendre aux provinces acquises depuis 1814, où l'on compta un moment jusqu'à vingt législations différentes sur les Juifs. Frédéric-Guillaume III tâcha d'amener à l'abjuration ceux d'entre eux qui aspiraient à un poste honorable. En 1840 ils attendirent beaucoup de la générosité de Frédéric-Guillaume IV ; mais ce prince, ardemment chrétien, voulut les considérer comme des étrangers, les exemptant même du service militaire. Le réveil du libéralisme l'en empêcha ; les vœux du Landtag de la Prusse rhénane (1843), puis du Landtag Uni conduisirent le gouvernement à des concessions qu'il fit aussi réduites que possible ; néanmoins elles indignèrent les féodaux tels que le jeune Bismarck.

L'Autriche eut soin, comme toujours, d'éviter les innovations. Vienne resta fermée aux Juifs, sauf à 200 familles « tolérées », notamment à Salomon de Rothschild, ami et banquier de Metternich. Les groupes très compacts de Bohême et de Galicie demeurèrent soumis à un régime spécial et oppressif. La Hongrie seule, agitée par le désir de réformes, fit certaines concessions. Dans le royaume lombard-vénitien les gouvernants autrichiens supprimèrent une partie des libertés données par le royaume napoléonien d'Italie. Tous les princes italiens d'ailleurs s'étaient empressés d'abolir l'égalité proclamée sous le régime français. A Rome, les papes, secondés par la foule, rétablirent le ghetto. Plus tard Pie IX, dans l'ardeur généreuse de ses débuts, le supprima ; la populace romaine allait se révolter quand le tribun libéral de Rome, Ciceruacchio, par une allocution vibrante, fit applaudir la nouvelle décision du pape réformateur. Mais, en Italie comme dans toute l'Europe centrale c'est la révolution de 1848 qui allait émanciper les Juifs.

Dans l'Europe orientale vivait une véritable nation juive. C'était en Pologne que se trouvait le groupe le plus nombreux. Les partages de la Pologne et les traités de Vienne avaient soumis certains Juifs à la Prusse, d'autres, plus nombreux, à l'Autriche, enfin la grande majorité à la Russie. La conduite d'Alexandre à leur égard suivit les variations de sa politique générale : assez tolérant jusqu'en 1815, il leur devint moins favorable ensuite, sans aller jamais jusqu'à la persécution. Les fonctionnaires se mettaient pourtant à expulser les Juifs des villages de la Russie Blanche pour les concentrer dans les villes. C'est avec Nicolas I^{er} que la persécution commença ; plus encore que les Polonais il détestait les Juifs, qui n'étaient ni Russes ni chrétiens. Son oukaze de 1827 eut pour objet « d'améliorer »

les Juifs par le service militaire, de les russifier en les arrachant à leur milieu : sous prétexte qu'à dix-huit ans leurs conscrits ne pouvaient plus s'imprégner de l'esprit national, il ordonnait que les futurs soldats fussent enlevés à leurs familles dès l'âge de douze ans ; ces « cantonistes » furent placés dans des établissements militaires où une discipline féroce devait les amener à se convertir, à perdre tout souvenir de leurs origines. Cette éducation, analogue à celle des janissaires et des mame-louks d'autrefois, devait préparer les conscrits à faire ensuite leurs vingt-cinq ans de service militaire. Ce décret, appliqué au début dans toute sa rigueur, porta le désespoir dans les communautés juives, obligées de désigner les recrues, et souvent disposées à livrer les fils des pauvres ; il eut pour conséquence un martyrologe d'enfants si effroyable qu'on y renonça peu à peu. Un ministre du tsar, Ouvarov, essaya d'imiter le système prussien et de substituer à l'assimilation par la caserne l'assimilation par l'école. Ce système ne réussit pas mieux, car la prétendue bienveillance du ministre était démentie par des brutalités continuelles : on ferma aux Juifs Kiev, Sébastopol, Nikolaïevsk ; en 1835 on les chassa de tous les villages des gouvernements de Kiev et de Grodno. Les concessions accordées parfois, sur la prière des financiers russes, à quelque grand banquier juif de l'étranger, comme l'Anglais Montefiore, étaient bien vite annulées par l'arbitraire des fonctionnaires et la haine des popes et des paysans.

Les Juifs avaient à craindre dans tout l'Orient les fureurs soulevées par la légende, sans cesse renaissante, qui leur attribuait des assassinats d'enfants chrétiens prescrits par le Talmud. Les procès de « meurtres rituels » passionnèrent la Pologne autonome de 1815 à 1817. Un de ces procès, commencé en Russie en 1823, traîna jusqu'en 1835 : il fallut reconnaître l'innocence des accusés. Le plus célèbre eut lieu à Damas (1840), pendant que la Syrie était occupée par les Égyptiens. Il marque une date : pour la première fois les Juifs émancipés de l'Occident vinrent au secours de leurs coreligionnaires encore esclaves. Crémieux et Montefiore obtinrent de Mohamed Ali la délivrance des accusés, puis du sultan un firman qui niait l'existence des meurtres rituels.

Les progrès de la tolérance et de l'égalité posèrent devant la conscience juive un grave problème. Les Juifs devaient-ils rester un peuple distinct, séparé des autres par ses lois, ses coutumes et sa langue, ou devaient-ils tendre à l'assimilation

avec les peuples au milieu desquels ils vivaient, se pénétrer de ces idées modernes qui transformaient l'Europe ? La première solution était celle des conservateurs, des orthodoxes, de la plupart des rabbins, qui redoutaient l'assimilation comme une cause de ruine pour la foi. La seconde avait été prêchée en Allemagne par Mendelssohn, l'ami de Lessing, qui souleva des admirations et des colères également vives. Ses idées l'emportèrent bientôt dans tous les pays d'Occident qui accordaient aux Juifs les droits civiques : en France, en Angleterre, la résistance des intransigeants ne dépassa point la durée d'une génération. En Allemagne le combat fut beaucoup plus long et plus disputé. Un groupe novateur proposa d'envoyer les enfants juifs aux mêmes écoles que les enfants des chrétiens, ou tout au moins d'enseigner dans les écoles juives les langues modernes. Certains radicaux ouvrirent à Berlin après 1815 des temples où l'on devait dire, sinon tout l'office, au moins les sermons en allemand. Le gouvernement prussien, conservateur en toutes choses, leur prescrivit de revenir au culte traditionnel (1823). D'ailleurs, tant que les États allemands n'eurent point accordé l'égalité, la majorité juive maintint le règne du Talmud et les anciennes coutumes.

Ce débat finit par atteindre les grandes juiveries de l'est. A la fin du XVIII^e siècle les massacres opérés par les Cosaques en Ukraine, les excès commis pendant les partages de la Pologne avaient amené chez les Juifs persécutés un réveil religieux. De là sortit la secte des Pieux (*Hassidim*), qui ordonnait à ses adhérents de vivre dans un isolement farouche au milieu des chrétiens. Mais l'élite intellectuelle forma en face d'eux le groupe de ceux « qui aspirent à la connaissance » (*Maskilim*). Les premiers dominaient en Galicie et en Volhynie, les seconds gagnèrent du terrain en Lituanie. Ces derniers poussaient leurs coreligionnaires à étudier l'allemand ou le russe ; néanmoins la grande masse demeura fidèle, non seulement pour les offices religieux à l'hébreu, mais pour la vie quotidienne à sa langue particulière, le yiddisch, mélange d'hébreu et d'allemand, qui précisément alors devint l'organe d'une littérature très originale. Deux écrivains galiciens, Rapoport et Krochmal, l'employèrent pour montrer aux Juifs l'accord possible entre la tradition religieuse et les connaissances modernes.

Ces connaissances furent développées, préconisées par des hommes de talent qui poursuivaient à la fois l'émancipation des Juifs et l'étude sérieuse du judaïsme, de son histoire, de sa

philosophie. En France, un philosophe de valeur, élève de Victor Cousin, Adolphe Franck, étudia la Kabbale. En Allemagne, tandis que Riesser défendait sans relâche la cause de l'émancipation, Geiger travailla pour la science et la réforme dans sa *Gazette scientifique pour la théologie juive*, fondée en 1835 ; son ami Zunz inaugura des travaux approfondis sur l'histoire du judaïsme après la dispersion. En Russie, Levinsohn, qu'on a surnommé le Mendelssohn russe, entreprit de travailler à l'assimilation d'accord avec les ministres du tsar. De même Lilienthal, directeur d'une école réformée à Riga, se laissa séduire par le programme du ministre Ouvarov et tâcha de le faire accepter par ses coreligionnaires ; mais voyant que le gouvernement russe était peu sincère, il partit en 1845 pour les États-Unis, où, l'un des premiers, il allait prêcher aux Juifs la réforme du culte. Les masses juives de Russie étaient peu disposées à écouter ces novateurs : la dureté de Nicolas et de ses fonctionnaires développait chez elles une sombre obstination et favorisait dans toutes les communautés l'influence des Pieux. Ceux-ci répétaient qu'un particularisme étroit, un attachement aveugle aux vieilles coutumes pouvaient seuls donner à Israël la force morale nécessaire pour sauver sa foi au milieu des persécutions.

Les préjugés qui fermaient aux Juifs les carrières les plus élevées décidèrent beaucoup de jeunes gens intelligents et ambitieux à se convertir au christianisme. Ce furent le plus souvent des chrétiens sans conviction, prêts au scepticisme révolutionnaires : il suffit de nommer des écrivains comme Bœrne et Henri Heine, des apôtres socialistes comme Lassalle et Karl Marx. Quelques-uns, au contraire, devinrent des chrétiens fervents, comme le P. Ratisbonne, un Français mystique, ou Stahl, le théoricien cher aux féodaux prussiens. D'autres, comme Disraéli, fils de converti, profitèrent simplement de ce nouvel état de choses pour suivre la carrière où leur génie les appelait. Mais les conversions étaient relativement rares ; les Juifs demeurèrent presque tous fidèles à leur religion.

VII. — LA LIBRE PENSÉE¹.

Si le réveil religieux se manifestait dans tous les groupes confessionnels, si la politique de la Sainte-Alliance et la reli-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. D. White, *A history of the warfare of Science with Theology in Christendom* (Londres, 1896, 2 vol. in-8°) ; adaptation française,

giosité romantique favorisait le retour à la foi, la libre pensée pourtant, loin d'avoir disparu, prenait une activité nouvelle. C'est le caractère de ce temps que toutes les idées, toutes les croyances, toutes les doctrines s'affirment avec une intensité remarquable de vie et d'expression. La force des théories antichrétiennes leur vint de la science : comme l'a dit Taine, celle-ci compléta l'esquisse tracée par le XVIII^e siècle et put présenter à l'homme un tableau de la nature tout différent de l'image offerte par la religion. Les sciences de formation récente, qui fournirent à la libre pensée des arguments jusque là ignorés, furent les sciences naturelles et les sciences philologiques.

La géologie présenta des conclusions qui ne pouvaient s'accorder avec le récit de la Genèse. En 1834 un savant très pondéré, Letronne, écrivait dans la *Revue des Deux Mondes* :

Ce récit demeure véritablement inexplicable lorsqu'on part du point de vue scientifique, mais il devient clair et facile, comme tout le reste du premier chapitre de la Genèse, quand on ne veut y voir que l'expression naïve de ces idées élémentaires qui se sont présentées à tous les peuples dans l'enfance de la civilisation.

Un pareil langage, tout en blessant les croyants, inquiétait peu les apologistes. Le plus célèbre des géologues, Georges Cuvier, n'avait-il pas déclaré le récit de Moïse inattaquable ? Un autre géologue chrétien, Deluc, n'avait-il pas dit que les « six jours » de la Bible désignent six périodes, et son explication n'avait-elle pas été jugée acceptable par Frayssinous ? La géologie d'ailleurs n'était pas encore sortie de l'ère des hypothèses hâtives et contradictoires ; aussi le théologien Gousset pouvait-il écrire en 1848 que les théories sur l'origine de la terre « ont toutes disparu les unes après les autres, survivant à peine à ceux qui leur avaient donné le jour ». Une autre science naturelle, la paléontologie, était moins avancée encore : Boucher de Perthes en avait jeté les bases dès 1838, mais c'est seulement vingt ans plus tard que les savants devaient s'incliner devant ses découvertes. Les théories de Lamarck et de Geoffroy Saint-

Histoire de la lutte entre la science et la théologie (Paris, 1899, in-8°) ; Benn, *The history of English Rationalism in the 19th century* (Londres, 1906, 2 vol. in-8°) ; Verus, *Einführung in die Geschichte des freien Gedankens* (Francfort, 1914, in-8°) ; Albert Houtin, *La question biblique chez les catholiques de France au XIX^e siècle* (Paris, 1899, in-8° ; 2^e éd., 1902) ; Georges Weill, *Histoire de l'idée laïque en France au XIX^e siècle* (Paris, 1925, in-8°) ; Pierre Lasserre, *La jeunesse d'Ernest Renan*, t. I et II seuls parus (Paris, 1925, 2 vol. petit in-8°) ; J. M. Robertson, *A history of freethought in the XIXth century* (Londres, 1929, 2 vol. in-8°), très important.

Hilaire sur l'évolution n'avaient point pénétré dans le grand public, si l'on excepte un Goëthe ; Darwin, dans sa solitude studieuse du Kent, élaborait son système depuis 1842, mais le monde n'en sut rien avant 1859.

Les sciences philologiques avaient déjà pris un grand développement en Allemagne. Ce pays, malgré la décadence de la philosophie des « lumières », conservait quelques adversaires impénitents de la religiosité romantique ; ainsi le vieux Voss attaqua vivement la *Symbolique* de Creuzer et ses hypothèses aventureuses sur les traditions métaphysiques venues de l'Orient. Mais la plupart des philologues nouveaux qui abordèrent la critique biblique n'avaient rien de la verve belliqueuse d'un Voltaire ou d'un Dupuis : ces professeurs, enseignant dans les Universités qui faisaient la gloire des pays germaniques, étaient des savants paisibles, tenaces, patients ; ils appliquèrent à l'Ancien comme au Nouveau Testament les procédés avec lesquels Wolf bouleversait la critique homérique et Niebuhr les traditions historiques sur les premiers siècles de Rome. Cependant les conséquences de ces études apparurent après un certain temps comme dangereuses aux croyants, et des polémiques s'engagèrent, surtout contre les professeurs qui osaient s'attaquer à l'esprit de réaction régnant en Allemagne. De Wette, professeur à Berlin, résuma ses études sur l'Ancien Testament dans une introduction historique et critique (1817), où il rompait nettement avec la tradition ; deux ans plus tard on profita d'une lettre de sympathie écrite par lui à la mère de Sand, l'assassin de Kotzebue, pour l'obliger à quitter sa chaire. Un autre professeur à l'esprit indépendant, Ewald, qui avait publié une étude critique sur le Nouveau Testament, fut suspendu en 1834. On menaça plusieurs fois Paulus, le patriarche du rationalisme, qui, dans sa *Vie de Jésus* (1828) et dans ses *Évangiles synoptiques* (1830-1833), expliquait tout par des causes naturelles en supprimant le miracle. Cela n'empêchait pas des savants d'esprit plus rassis, étrangers à la politique, de poursuivre avec persévérance des travaux du même genre. Baur surtout, qui était à la fois un savant et un croyant, rendit l'Université de Tübingen célèbre par ses études sur le caractère et les tendances de chacun des quatre Évangiles et par sa critique des épîtres de saint Paul.

Il fallait, même en Allemagne, un livre plus simple, plus vif, plus clair, pour faire parvenir au grand public les conclusions de la philologie et de l'histoire des religions. Ce fut la *Vie de*

Jésus de Strauss (1835). Avec une fermeté tranquille, sans colère ni raillerie, l'auteur traitait cette question : « Quels sont les récits des Évangiles que l'état actuel de la critique permet de considérer comme légendaires ? » Écartant nettement le miracle, appliquant les théories de son maître Hegel, Strauss niait l'existence réelle de Jésus pour ne laisser à la place qu'un mythe populaire. Le retentissement du livre fut prodigieux dans tous les pays germaniques, et le scandale énorme.

En dehors des pays de langue allemande le travail critique de cette école demeura inconnu. La lecture des hiéroglyphes par Champollion avait inquiété la curiosité de quelques fidèles, mais Frayssinous déclara que les textes égyptiens contredisaient point la Bible. Les hypothèses de la mythologie comparée semblaient aux apologistes aussi ridicules au moins que celles de la géologie : l'un d'eux, dans les *Annales de philosophie chrétienne*, s'amusa à reproduire la dissertation plaisante où l'on avait démontré que Napoléon est un mythe solaire. Il y avait pourtant une ville française où les travaux allemands étaient connus et commentés : à la Faculté de théologie de Strasbourg enseignait Édouard Reuss, qui se montra le digne émule des Baur et des Ewald. Mais jusqu'en 1848 il écrivit tous ses ouvrages scientifiques en allemand. La traduction de Strauss par Littré (1839) passa inaperçue. Un des rares Français connaissant bien la langue et la science de l'Allemagne, Edgar Quinet, fut le seul à exposer au grand public les théories de Strauss ; tout en les réfutant, le brillant écrivain avertit le clergé français qu'il avait grand tort d'ignorer ces recherches, d'opposer des arguments périmés à des découvertes récentes. L'année même où Quinet publiait sa lettre à l'archevêque de Paris, un jeune élève de Saint-Sulpice, amené par ses travaux à mettre en doute l'enseignement traditionnel, quitta le grand séminaire pour se vouer à la science et commença par étudier les ouvrages critiques des Allemands : c'était Renan.

C'est à une époque postérieure que la libre pensée devait, dans tous les pays, utiliser les résultats des sciences nouvelles. Avant 1848 elle se servit plutôt des armes fournies par la philosophie, l'histoire et la politique. La philosophie allemande au siècle précédent avait puissamment affirmé son indépendance : Kant a pu être nommé le fondateur de la morale laïque. Dans la période suivante les deux maîtres de la pensée germanique, Schelling et Hegel, malgré les audaces de leur doctrine, s'appliquèrent à établir la paix entre la philosophie et la religion.

Schelling fut même appelé à Berlin par Frédéric-Guillaume IV pour enseigner l'accord entre la raison et la foi. Mais si les disciples de Schelling furent le plus souvent des orthodoxes, quelques élèves de Hegel refusèrent de se prêter à ces prudents compromis ; Strauss fut dépassé en audace par le groupe de la gauche hégélienne. Le principal représentant de ce groupe, Feuerbach, émut toute l'Allemagne intellectuelle par son grand ouvrage, *L'essence du christianisme* (1841) ; il montrait dans la religion soi-disant révélée une simple divinisation de l'humanité, niait la légitimité de la métaphysique et ramenait la philosophie au positivisme. Même ardeur, avec plus de violence encore, chez Bruno Bauer, qui s'attaqua au grand inquisiteur Hengstenberg et qui prétendit compléter l'œuvre de Strauss ; destitué comme professeur en 1843, il redoubla de furie agressive en publiant *Le christianisme dévoilé* (1843). Ces libres penseurs allemands reprochaient à leurs amis français trop de timidité, trop de goût pour la religiosité déiste prête à s'accorder avec un christianisme réformé.

En Angleterre, les attaques dirigées contre le dogme étaient plus rares : les hommes les plus ardents à combattre l'Église anglicane étaient des dissidents, c'est-à-dire des chrétiens convaincus. Cependant la tradition des libres penseurs du XVIII^e siècle se conserva dans un groupe assez peu nombreux, mais important par son autorité croissante, celui qui reconnaissait un chef dans Jérémie Bentham. Sans doute le fondateur de la doctrine utilitaire ne possédait point dans son pays la même notoriété qu'à l'étranger ; tandis que, de Saint-Pétersbourg à Buenos-Ayres, quantité d'hommes saluaient en lui le grand inspirateur des législations modernes, la Grande-Bretagne accordait à ses théories une attention distraite et quelque peu dédaigneuse. Néanmoins son influence grandissait, non seulement par la propagande suivie de James Mill et de quelques amis dévoués, mais par ses relations de plus en plus fréquentes avec les chefs des radicaux politiques et du mouvement ouvrier. Bentham était devenu franchement irréligieux. Son livre sur l'Église anglicane (1818) traçait le programme d'un christianisme sans dogmes et purement moral ; sa brochure consacrée à saint Paul (*Not Paul but Jesus*, 1823) opposa les impostures d'un apôtre ambitieux à la pure doctrine de Jésus. Un de ses disciples, le futur historien Grote, rédigea d'après ses notes le petit volume intitulé *Analyse de l'influence de la religion naturelle sur le bonheur temporel de l'humanité* (1822) : malgré

quelques formules prudentes sur la différence entre les religions révélées et la religion naturelle, c'était une condamnation de toutes les croyances qui apportent à l'homme des douleurs sans profit et des privations inutiles.

A la même époque divers publicistes faisaient ouvertement campagne pour l'athéisme. Le plus connu de tous, Richard Carlile, fut condamné en 1818 et resta sept ans en prison. Comme cette condamnation mettait en cause la liberté de conscience et la liberté de la presse, les amis de Bentham, Ricardo et le jeune Stuart Mill, prirent la défense du prisonnier. Bentham était aussi en relations avec Robert Owen, le théoricien du socialisme : or une des idées favorites d'Owen, une des bases de son système psychologique et social, fut la nécessité d'éliminer l'idée religieuse. Cependant l'athéisme agressif était trop contraire aux sentiments du peuple anglais ou écossais pour trouver beaucoup d'adhérents ; ce fut plus tard seulement que le public s'intéressa au positivisme des Hamilton, des Stuart Mill et des Herbert Spencer. Quant à la critique biblique allemande, elle demeura trop peu connue en Angleterre avant 1848 pour émouvoir une nation nourrie de l'Ancien Testament. L'autre peuple anglo-saxon, en Amérique, demeurerait également fidèle à son culte pour la Bible. Cependant là aussi l'orthodoxie régnante fut ébranlée, non point par une propagande athée, mais par un schisme à l'intérieur des Églises protestantes : les Unitariens, les rationalistes chrétiens qui croyaient en Jésus, mais qui niaient la Trinité, trouvèrent un représentant remarquable dans Channing, le grand moraliste évangélique.

En France, la littérature du XVIII^e siècle, insuffisante et vieillie aux yeux des romantiques, reprenait faveur chaque fois que le parti prêtre devenait menaçant. Dès 1825 le *Mémorial catholique* annonça que, depuis 1814, l'imprimerie avait mis en circulation 1.598.000 exemplaires des œuvres complètes de Voltaire, 480.500 de celles de Rousseau, 207.900 des autres écrivains du même temps. Cette diffusion du voltarianisme ne fut pas sans contribuer à l'enthousiasme qui allait accueillir les journées de juillet. Ce fut pourtant une autre philosophie, celle de Victor Cousin, qui triompha au lendemain de 1830. Spiritualiste convaincu, il multipliait les formules respectueuses envers le christianisme, et la jeunesse avait accueilli longtemps avec joie sa théorie sur l'alliance nécessaire des « deux sœurs immortelles », la philosophie et la religion. Pendant les dix-huit années de Louis-Philippe l'éclectisme fut enseigné dans tous les collèges

de l'Université ; mais la prudence de Cousin n'empêcha pas les catholiques de flétrir une doctrine suspecte de panthéisme, une école qui laissait à la foi une modeste place à côté de la raison et voulait seulement « une religion pour le peuple ».

Une philosophie plus hardie, qui parut à l'origine plus dangereuse pour l'Église, fut exposée de 1830 à 1842 dans son *Cours de philosophie positive* par Auguste Comte, qui rejetait définitivement la théologie et la métaphysique comme choses du passé. Un disciple d'Auguste Comte, Littré voulut répandre ces idées, comme il essaya de propager le livre de Strauss ; mais sa tentative ne devait réussir qu'après 1848. L'attention publique allait à d'autres adversaires de l'Église, plus éloquents et plus vivants. Lamennais, après s'être séparé de Rome et avoir même rompu avec la religion chrétienne, opposait à celle-ci la religion de l'humanité, complètement affranchie du surnaturel ; son *Esquisse d'une philosophie* lui valut l'approbation chaleureuse de Mazzini. Un jeune polémiste socialiste, Proudhon, énuméra dans de fougueuses diatribes les « crimes de Dieu ». Ces professions d'athéisme, il est vrai, choquaient les contemporains : c'était le déisme du Vicaire savoyard et de Benjamin Constant qui inspirait la plupart des adversaires de l'Église, depuis Michelet ou Quinet jusqu'à George Sand.

Les discussions philosophiques n'atteignaient que les classes dirigeantes, formées par l'enseignement secondaire ; dans ces classes d'ailleurs la majorité revenait à la religion chrétienne ou lui témoignait de la sympathie. La franc-maçonnerie était en décadence et ne possédait ni la force ni le caractère nettement irréligieux que lui attribuaient les encycliques des papes, la confondant avec les sectes politiques. Mais l'irréligion commençait à pénétrer dans la petite bourgeoisie et chez les ouvriers : c'était la réponse des classes populaires à l'union du trône et de l'autel. Quelques-uns des principaux chefs du mouvement ouvrier en Angleterre, Hetherington, Holyoake, furent condamnés à la prison pour des manifestations publiques d'athéisme. Le second, qui joua un grand rôle dans le mouvement syndical et coopératif, devait être considéré plus tard comme le patriarche de la propagande rationaliste chez les prolétaires anglais. En France, la plupart des instituteurs formés par la loi de 1833 étaient détachés de l'Église et souffraient d'obéir aux curés. L'activité des Frères des Écoles chrétiennes où des nouveaux ordres créés pour l'enseignement populaire, n'empêchait point une désaffection croissante.

Montalembert, en 1839, écrivit à Lacordaire qu'il voyait à la campagne « une absence presque totale de la foi chez les hommes, un nombre infiniment petit de communions et de confessions, un immense mépris pour le prêtre ». Proudhon en 1844 signalait à Lyon une multitude de ménages ouvriers qui avaient rompu toutes relations avec l'Église.

Monarchistes ou républicains, riches ou pauvres, lettrés ou ignorants, tous les ennemis de l'Église romaine avaient une passion commune, la haine des jésuites ; et même parmi ses fidèles, beaucoup demeuraient peu favorables à la Compagnie restaurée en 1814. Plus elle s'étendait et se fortifiait, plus elle éveillait d'inquiétudes et de colères. Metternich dans ses premières années, le pieux roi Louis I^{er} de Bavière lui témoignèrent une égale méfiance. En France, les passions déchaînées par le gallican Montlosier, entretenues par la presse libérale et par les chansons de Béranger contre ces « hommes noirs, moitié renards et moitié loups », firent explosion à la chute de Charles X. Le provincial de l'ordre écrivait en 1831 : « Qui dit Jésuite en France, à Paris du moins, dit une bête sauvage à laquelle il faut courir sus. » Ces violences ne durèrent pas ; mais plus tard Michelet et Quinet au Collège de France, Thiers dans un rapport à la Chambre des députés, prouvèrent que la tradition des *Provinciales* subsistait vivace dans la bourgeoisie. D'ailleurs l'archevêque de Paris, le gallican Affre, se montrait nettement hostile. Ouvriers et bourgeois lurent le *Juif errant* d'Eugène Sue, qui fut traduit dans toutes les langues. « Toute la terre le dévore ; il voyage plus rapidement que le choléra », écrivait Ballanche. En Italie, Gioberti, ce prêtre si dévoué à la papauté, lança un formidable pamphlet contre le « Jésuite moderne ». En Suisse, la haine des jésuites prépara l'écrasement du Sonderbund. Ce n'étaient pas seulement les jésuites, mais tous les moines, qui avaient retrouvé depuis 1814 dans la péninsule ibérique une terre d'élection ; voilà pourquoi toutes les révolutions s'acharnèrent contre eux. Celle de 1820 ferma en Espagne 800 couvents sur 1.700 ; en 1836 trente-sept couvents furent encore fermés à Madrid, quelques autres brûlés à Murcie, à Barcelone. En 1837 on calcula qu'il y avait 24.000 religieux espagnols chassés de leurs maisons, dans lesquelles d'ailleurs ils allaient rentrer quelques années plus tard. Mêmes crises violentes chez les Portugais en 1822, en 1833, en 1834. Et, parmi les moines, c'étaient les jésuites qu'on attaquait toujours les premiers.

VIII. — LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT¹.

Entre partisans et adversaires des Églises chrétiennes, les disputes les plus vives éclatèrent au sujet de la direction de l'enseignement. Jusqu'en 1789 l'enseignement primaire ou secondaire, sauf quelques tentatives isolées, était resté en tout pays dans les mains ou sous le contrôle du clergé, ou du moins pénétré d'esprit religieux ; l'enseignement supérieur, plus indépendant, laissait pourtant une place importante à la théologie. Le principe nouveau, celui de l'enseignement laïque ouvert aux maîtres et aux élèves de toutes les confessions, fut affirmé en France par les Assemblées révolutionnaires² ; Napoléon le fit appliquer lorsqu'il créa l'Université de France dotée du monopole, ce qui ne l'empêcha pas de proclamer que l'éducation devait y avoir pour base les préceptes de la religion. La Restauration, comme on l'a vu, essaya de conserver le monopole en cléricalisant l'Université, tandis que les catholiques militants s'efforçaient de le tourner en développant les petits séminaires. La Charte de 1830 promit une loi sur la liberté d'enseignement ; et cette promesse fut invoquée pendant dix-huit ans par les catholiques. Ce furent les anciens disciples de Lamennais, les catholiques libéraux, qui engagèrent dès 1843 une lutte en règle, non seulement contre le monopole, mais contre l'Université. Leur chef, Montalembert, accusa ce corps d'avoir fait triompher « l'athéisme officiel » en France ; il demanda aux catholiques d'employer les élections, les journaux, les pétitions, toutes les armes qu'offrait le régime moderne pour assurer la victoire de la bonne cause. Un puissant publiciste, Louis Veillot, reprenant la tentative de l'*Avenir*, fit de l'*Univers* le premier grand journal catholique ; des pamphlets, des sermons dénoncèrent les écrits des universitaires, les leçons des professeurs de philosophie. Ceux-ci ripostèrent de leur mieux ; beaucoup d'universitaires applaudirent aux audaces de Michelet et de Quinet dans leurs

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages indiqués dans les paragraphes précédents et p. 75 et 78, ajouter Grimaud, *Histoire de la liberté d'enseignement* (Paris, 1898, in-8°) ; Max Lenz, *Geschichte der königlichen Friedrich-Wilhelms-Universität zu Berlin* (Halle, 1910-1918, 3 vol. in-4°), livre qui est l'histoire, non seulement d'une Université, mais de toute la vie intellectuelle en Prusse jusqu'en 1848 ; Gordon Wilson, *The University of London and its colleges* (Londres, 1923, in-8°).

2. Voir G. Lefebvre, R. Guyot et Ph. Sagnac, *La Révolution française* (t. XIII de la présente *Histoire générale*), notamment le livre IV.

cours du Collège de France ; les autres, et avec eux beaucoup d'hommes politiques, préféraient la modération du grand maître de la philosophie officielle, Victor Cousin, affirmant qu'il faut respecter la religion catholique, mais que l'État doit surveiller l'enseignement et conserver les collèges où des élèves de toutes les confessions apprennent à se connaître et à s'aimer. Ces polémiques n'aboutirent à aucun résultat pratique avant 1848, mais le principe du monopole universitaire était sérieusement menacé.

C'était l'enseignement secondaire qui suscitait ces polémiques en France parce qu'il y était alors le seul florissant, le seul aussi qui intéressât les classes dirigeantes sous le régime censitaire. En Grande-Bretagne la controverse porta davantage sur l'enseignement primaire. Un pédagogue anglican, Bell, avait inauguré avec succès dans l'Inde, pour instruire les enfants du peuple sans frais excessifs, les écoles d'enseignement mutuel ; le parti tory transporta l'institution dans la métropole et ouvrit des écoles réservées aux enfants de familles anglicanes. Un quaker, Lancaster, voulut faire appliquer la méthode de Bell dans les écoles neutres, ouvertes à tous les enfants du peuple, et réduisit l'enseignement religieux à la lecture de la Bible ; on le dénonça comme athée. Bentham dans sa *Chrestomathie* (1814), James Mill et d'autres prirent vigoureusement parti contre l'intolérance anglicane ; tout le parti radical se passionna bientôt pour le problème de l'éducation, que l'éloquence chaleureuse de Brougham rendit populaire en Écosse comme en Angleterre. En Écosse d'ailleurs, malgré la domination presbytérienne, les écoles réunissaient des élèves de confessions diverses. Devenu ministre, Brougham exposa devant la Chambre des lords (1837) un programme complet d'enseignement populaire. John Russell fit créer un Comité spécial pour distribuer aux écoles nouvelles la subvention de 20.000 livres inscrite au budget depuis 1833 ; mais quand il voulut imposer à ces écoles subventionnées des inspecteurs laïques, former leurs maîtres dans une école normale non confessionnelle, anglicans et dissidents s'unirent contre une pareille tentative, et le gouvernement dut reculer devant cette coalition chrétienne. Dans l'enseignement supérieur les anglicans faisaient bonne garde autour de leurs forteresses d'Oxford et de Cambridge. Les partisans de l'enseignement neutre, toujours menés par le groupe de Bentham, obtinrent du moins la fondation de l'Université de Londres (1825), qui devint un groupement de collèges et

qui plus tard, avec l'appui des dissidents, reçut une Charte royale lui accordant le droit de conférer les grades (1837-1838).

Ce n'étaient ni l'enseignement primaire, ni l'enseignement secondaire qui faisaient l'objet de conflits semblables en Prusse ; on y discutait plutôt l'enseignement supérieur. Mais l'État était trop fort, l'Église trop soumise pour que le débat se poursuivît à Berlin de la même façon qu'à Paris ou à Londres. Il mettait aux prises deux partis politiques, les bureaucrates modernes qui suivaient la tradition de Hardenberg, et les féodaux qui voyaient dans la religion un appui nécessaire pour l'État contre les audaces révolutionnaires de la science et de la philosophie. Les féodaux espèrent l'emporter auprès de Frédéric-Guillaume III pendant plusieurs années ; mais celui-ci avait choisi en 1817 un nouveau ministre de l'instruction publique, Altenstein, qui allait devenir le défenseur des Universités. Ami et protégé de Hardenberg, passionné pour la science, résolu à faire de Berlin la capitale intellectuelle de l'Allemagne, Altenstein était très mal vu des réactionnaires. Pourtant une grande souplesse lui permit de traverser sans dommage les années sombres qui suivirent les décrets de Carlsbad, et l'aide précieuse qu'il fournit au grand projet de Frédéric-Guillaume III, la réunion des églises protestantes, lui assura la confiance durable du vieux roi ; Altenstein resta ministre jusqu'à sa mort, pendant vingt-deux ans. C'est lui qui fit la grandeur de l'Université de Berlin. S'il laissa l'orthodoxie fanatique s'installer à la Faculté de théologie avec Hengstenberg, il protégea le libéralisme de Schleiermacher contre toutes les attaques ; Hegel, appelé par lui à la chaire que Fichte avait occupée, devint le maître incontesté de la philosophie allemande. Un grand juriste libéral, Gans, fut l'idole des étudiants en droit. En somme, malgré les dénonciations continuelles des orthodoxes et des féodaux, qui eurent la joie de faire frapper le professeur De Wette, malgré la surveillance des curateurs imposés par le roi, les Universités prussiennes conservèrent sous Altenstein la liberté scientifique dont elles étaient fières. Quant aux écoles primaires et aux gymnases, le gouvernement prussien savait y prévenir tout conflit : l'enseignement primaire surtout était nettement confessionnel, soumis selon les communes au contrôle du pasteur ou du curé, mais dirigé de haut par les agents de l'État.

Dans d'autres pays l'enseignement suscitait les mêmes luttes. En Belgique, ce fut la question scolaire qui mit fin à l'alliance

formée entre catholiques et libéraux depuis 1830. Les mêmes divergences éclataient parmi les grands éducateurs, souvent indifférents à la politique de parti, qui présentaient leurs programmes à la société nouvelle. En Suisse, Pestalozzi, le disciple de Rousseau, écartait de son école l'enseignement confessionnel; le P. Girard, le célèbre pédagogue de Fribourg, faisait de la religion la base des études. En Allemagne Herbart disait que la religion doit être enseignée hors de l'école; Overberg voulait que les écoles catholiques en fussent pénétrées. Ces controverses devaient prendre toute leur ampleur pendant l'époque suivante.

CHAPITRE II

LE ROMANTISME⁴.

Il n'est point question ici de faire le tableau de la littérature et des arts dans la première moitié du XIX^e siècle ni de dresser la liste des écrivains et des artistes qui se signalèrent au cours de cette période féconde. Nous laissons également de côté la polémique ardente qui se poursuit depuis le début du XX^e siècle sur la valeur morale et patriotique des œuvres publiées entre 1815 et 1848. Il s'agit seulement d'indiquer les rapports de la vie intellectuelle avec la vie politique, religieuse et sociale, de replacer dans son milieu ce grand mouvement qui se nomme le romantisme.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Farinelli, *Il romanticismo nel mondo latino* (Turin, 1927, 3 vol. in-8°); Van Tieghem, *Le mouvement romantique* (Paris, 1912, in-12; 2^e édition complétée, 1925), très utile résumé, avec citations et bibliographie; *The Cambridge history of English Literature*, t. XII, XIII et XIV (Cambridge, 1915-1916, in-8°); Olivier Elton, *A survey of English Literature* (Londres, 1912, 2 vol.; in-8°); Legouis et Cazamian, *Histoire de la littérature anglaise* (Paris, 1924, in-16). *A history of American literature* (supplément à la *Cambridge History* indiquée plus haut), t. I et II (Cambridge, 1918-1919, in-8°); Wittner, *Deutsche Literaturgeschichte* (Dresde, 1927, in-8°); H. Kurz, *Deutsche Literaturgeschichte* (Berlin, 1927, in-8°); Thadée Grabowski, *La littérature polonaise*, cours publié dans la *Revue des cours et conférences*, XXVI^e année (1925); Arthur Luther, *Geschichte der russischen Literatur* (Leipzig, 1924, in-4°); Lirondelle, *La poésie lyrique russe* (Paris, [1925], in-16, « Collection des cent chefs-d'œuvre étrangers »), traductions précédées d'une courte préface; Americo Castro, *Les romantiques espagnols* (dans la même collection); Walter, *La littérature portugaise à l'époque romantique* (Paris, 1913, in-8°); Henrik Schück, *Histoire de la littérature suédoise* (Paris, 1923, in-8°); de la « Bibliothèque scandinave ». — Pour la France, Gustave Lanson, *Histoire de la littérature française* (Paris, 1894, in-16; 20^e édition corrigée, 1929), aussi parue sous le titre d'*Histoire illustrée de la littérature française* (Paris, [1923], 2 vol. in-4°); *Histoire de la littérature française*, publié sous la direction de J. Bédier et P. Hazard (Paris, [1923-1924], 2 vol. in-4°). Ces œuvres capitales sont accompagnées de bibliographies importantes. Henri Girard et Henri Moncel, *Pour et contre le romantisme* (Paris, 1928, in-8°, 11^e cahier des « Études françaises fondées par la Société des professeurs français en Amérique »). Voir aussi le numéro spécial de 200 pages consacré au romantisme par la *Revue de littérature comparée* (janvier-mars 1927) et son autre numéro de 200 pages sur « le romantisme après 1830 » (janvier-mars 1930). — Sur les origines du mouvement intellectuel résumé ici, voir les tomes XIII et XIV de la présente Histoire générale.

I. — TRAITS GÉNÉRAUX DU ROMANTISME¹.

On a donné de nombreuses définitions du romantisme ; aucune n'a paru assez juste pour rendre compte de tous les aspects de ce mouvement si puissant et si complexe. La meilleure peut-être, à cause de sa modestie, est celle de Stendhal : « Le romantisme est l'art de présenter aux peuples les œuvres littéraires qui, dans l'état actuel de leurs habitudes et de leurs croyances, sont susceptibles de leur donner le plus de plaisir possible ». Insistons seulement sur deux traits essentiels. Le romantisme, c'est la résurrection de la poésie : l'imagination recouvre ses droits ; le poète veut éveiller chez ceux qui le lisent l'écho des sentiments qui agitent son âme ; enfin la beauté de la nature s'impose à son admiration attendrie. Le romantisme, c'est aussi l'amour du passé, l'attachement aux vieilles traditions, la curiosité pour les époques où les peuples, bercés de légendes, créaient une poésie naïve, un peu enfantine, mais sincère et spontanée.

Ce mouvement se présente comme une réaction contre les tendances de l'âge précédent ; et comme la littérature classique, au XVIII^e siècle, avait atteint son apogée en France, le romantisme rejette les idées, les formes d'art et les goûts littéraires du XVIII^e siècle français. L'époque de Voltaire aimait la prose claire et précise ; les romantiques préfèrent le vers ou la prose poétique. Le XVIII^e siècle glorifiait la raison et la logique ; ils donnent la prédominance à l'intuition, à la passion. Les philosophes s'occupaient de l'homme social, avec le désir d'améliorer la société ; les romantiques célèbrent l'individu isolé, à l'âme triste et noble, qui s'insurge contre les règles sociales, contre l'oppression de la foule médiocre et inepte. Les Encyclopédistes n'avaient que dédain pour le passé ; fermement persuadés que l'humanité obéit à la loi du progrès, ils s'intéressaient au présent et comptaient bien préparer un meilleur avenir. Les romantiques, choqués par les vulgarités du présent, se

1. OUVRAGES A CONSULTER. — *Le romantisme et les lettres* (Paris, 1929, in-4°), recueil de conférences faites à la Sorbonne par divers auteurs sur les caractères généraux du romantisme ; Henri Girard, *Émile Deschamps* (Paris, 1921, in-8°) ; du même, *La pensée religieuse des romantiques*, dans la *Revue de l'histoire des religions*, t. LXXXIX (1924), p. 138-162 ; Viatte, *Le catholicisme chez les romantiques* (Paris, 1922, in-8°) ; du même, *Les sources occultes du romantisme* (Paris, 1928, 2 vol. in-8°) ; Trahard, *Le romantisme défini par le Globe* (Paris, 1925, in 16 ; n° 3 des « Études romantiques ») ; Baldensperger, *Études d'histoire littéraire* (Paris, 1907-1910, 2 vol. in-8°).

réfugient dans le passé qu'ils idéalisent. Les voltairiens combattaient l'Église et conservaient tout au plus la religion naturelle, simplifiée d'ailleurs et presque desséchée; les romantiques, tout pénétrés de religiosité, ont une sympathie marquée pour le catholicisme parce que l'art et la poésie de nombreuses générations l'ont embelli. Enfin, dans le domaine proprement littéraire, les romantiques déclarent inutiles et surannés les procédés, les règles de la littérature classique; ils opposent le drame à la tragédie, substituent au genre noble un style plus varié, plus riche, et renouvellent complètement la versification.

Les circonstances extérieures et la politique devaient favoriser la transformation intellectuelle. Le XVIII^e siècle avait produit la Révolution française, qui à son tour engendra l'empire napoléonien; les aristocrates, ennemis-nés de la Révolution, tous ceux qui détestaient la Terreur, les Européens qui avaient lutté contre la tyrannie de Napoléon se trouvèrent disposés à condamner les doctrines et les écrits du XVIII^e siècle. A la libre pensée, qui déchaîne la rébellion et les fureurs populaires, ils opposèrent la religion, source de l'ordre et du respect. Enfin la philosophie française avait prétendu s'adresser à la raison de tous les peuples, sans distinguer entre eux; la Déclaration des droits de l'homme, imprégnée de son esprit, attribue ces droits « naturels et imprescriptibles » à l'homme de tous les pays et de toutes les races. Les guerres napoléoniennes, au contraire, en suscitant les résistances populaires, éveillèrent chez les nations en lutte le très vif désir de sauvegarder leur indépendance, de manifester fortement leur individualité. Joseph de Maistre avait écrit, bien avant 1815 : « J'ai vu dans ma vie des Français, des Italiens, des Russes; je sais même, grâce à Montesquieu, qu'on peut être Persan; mais quant à l'homme, je déclare ne l'avoir rencontré de ma vie; s'il existe, c'est bien à mon insu. » Quel meilleur moyen pour un peuple de conserver, d'affirmer sa personnalité que de la rattacher à son passé, à ses coutumes, à sa littérature et à sa langue? La réaction politique devait se trouver ici d'accord avec la réaction philosophique et littéraire contre les hommes de 1789.

Voilà les traits communs du romantisme à ses débuts; ils persistèrent longtemps. L'alliance entre la politique antirévolutionnaire et la littérature nouvelle semblait évidente à beaucoup de contemporains. Et c'est pourquoi le jeune Auguste Blanqui, rentrant chez lui le 29 juillet 1830 encore tout chaud de la bataille, criait à sa famille : « Enfoncés, les romantiques ! »

Mais les grands mouvements intellectuels sont très complexes ; modifiés selon la diversité des pays et des milieux, ils produisent parfois des conséquences contraires à celles qui paraissent inévitables. En somme, le romantisme était une lutte contre l'ancienne discipline littéraire et les règles établies ; la révolution poétique ne devait point tarder à laisser voir quelques affinités avec la révolution politique. Le romantisme, disait Vitet dans le *Globe* (1825), c'est « le protestantisme dans les lettres et les arts ». Et le chef de l'école nouvelle en France, Victor Hugo, écrira au début de 1830 : « Le romantisme, c'est le libéralisme en littérature ». Ces novateurs, en effet, voulaient secouer le joug que les académies, les coteries influentes faisaient peser sur les lettres. Et ce n'étaient pas seulement les règles littéraires, mais toutes les institutions sociales que menaçait le romantique par excellence, Byron, lorsqu'il déclarait la guerre, au nom des droits de l'individu, à l'aristocratie hautaine et hypocrite qui régnait sur la Grande-Bretagne.

La glorification du passé amena d'autres conséquences, d'un genre tout différent, qu'on ne pouvait guère prévoir. Les maîtres de l'école romantique composaient, de ces âges anciens chantés par eux, des tableaux quelque peu fantaisistes : à leur exemple on fit des romans historiques à la Walter Scott, des épopées barbares qui suivaient de loin les *Martyrs* de Chateaubriand. Mais l'intérêt pour ce passé ignoré suscita dans le public le désir de le connaître d'une façon plus précise. L'histoire désormais attire quantité de chercheurs que passionne la chasse aux documents authentiques. L'archéologie reconstitue les monuments, les costumes et les arts d'autrefois ; la philologie étudie la formation et la filiation des idiomes ; la paléographie déchiffre les vieux manuscrits. On comprend la nécessité de lier entre eux tous ces témoignages, de faire de toutes ces sciences les auxiliaires de l'histoire. Ressuscitées par les poètes, elles sont bientôt pratiquées par des érudits spécialistes, qui substitueront à l'imagination aventureuse le souci du vrai.

↳ Ce goût de l'étude s'applique d'abord au moyen âge, à ces siècles de foi religieuse qui bâtirent les grandes cathédrales et composèrent les chansons de geste, à ces temps que les classiques, les jugeant barbares, avaient négligés et dédaignés. Peu à peu les autres siècles bénéficient à leur tour du regain d'intérêt que suscite l'histoire ; le romantisme, qui repousse la notion du beau absolu, enseigne qu'il ne doit point exister d'époques sacrifiées, que chaque âge a pu créer des œuvres originales.

On arrive ainsi à renouveler même l'histoire des deux peuples que les classiques avaient déclarés seuls dignes d'être étudiés : la Grèce et Rome, grâce aux découvertes archéologiques, prennent une physionomie rajeunie. Si quelques romantiques s'attachent surtout à retrouver la poésie spontanée, anonyme, des peuples primitifs, à mettre en lumière les *Nibelungen* ou le *Romancero* espagnol, d'autres veulent ramener l'attention vers les grands génies méconnus de l'étranger, ceux qui joignent la perfection de la forme à la puissance de l'idée : Dante, Cervantes, Shakespeare trouvent ainsi dans tous les pays des hommes capables de les comprendre et de les admirer.

C'est une des originalités les plus heureuses du romantisme que de concilier l'amour des traditions nationales avec le goût pour les littératures étrangères. Cet élargissement des idées et des connaissances, Mme de Staël l'avait préconisé : « On se trouve bien en tout pays, disait-elle, d'accueillir les pensées étrangères ; car dans ce genre, l'hospitalité fait la fortune de celui qui la reçoit. » C'est la même pensée qu'exprime le *Globe* à ses débuts :

Rien de ce qui se fait chez un peuple n'est étranger à l'autre ; il y trouve exemple et profit. C'est donc une grande utilité que de propager dans un pays la connaissance de tous les autres ; et cette connaissance ne saurait mieux s'établir que par celle des diverses littératures : car la littérature des nations, c'est leur vie.

De là des relations de plus en plus étroites entre les littératures européennes et même transatlantiques, dont les principaux représentants pratiquèrent, pour employer un mot de Villemain, « ce plagiat éternel que toutes les nations se font réciproquement ».

II. — LES TROIS GRANDS PAYS ROMANTIQUES¹.

En 1825 les écoles romantiques d'Allemagne et d'Angleterre ont déjà un passé glorieux. Le romantisme allemand, régénéré par les passions patriotiques de 1813, règne sur tous les pays de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages cités p. 214 on peut ajouter divers travaux récents. Pour l'Angleterre, voir Arthur Symons, *The romantic movement in English Poetry* (Londres, 1909, in-8°). Parmi les nombreux livres suscités par le centenaire de la mort de Byron, une des meilleures biographies est celle d'Éthel C. Mayne, *Byron* (Londres, 1912, 2 vol. in-8°, 2^e éd., 1924) ; voir aussi Boutet de Monvel, *La vie*

littérature germanique. Il n'a pas eu d'ailleurs, comme le romantisme anglais ou français, à réagir violemment contre une école classique démodée. Le grand classique de l'Allemagne, c'est Goëthe, encore actif et puissant : tous les romantiques honorent le maître de Weimar et se glorifient d'avoir puisé dans ses œuvres des inspirations et des exemples. Goëthe accepte ces hommages, car il a éprouvé longtemps une réelle sympathie pour le lyrisme nouveau de ces épigones, pour les belles découvertes qu'ils font dans le trésor des poésies populaires. Mais il est bientôt choqué par leur fausse piété, leur idolâtrie moyenâgeuse et nationaliste ; il s'étonne de l'épidémie de maladies physiques ou morales qui les ravagent : Novalis est mort tout jeune, Kleist s'est suicidé, Hoffmann sombre dans l'opium, Brentano dans le mysticisme le plus fou, et Zacharias Werner finit sous le froc d'un moine fanatique. Aussi Goëthe rend-il cet arrêt : « J'appelle classique ce qui est sain, romantique ce qui est malade ».

Et cependant la poésie de langue allemande va produire bien des œuvres dignes de désarmer le mépris du maître de Weimar. A l'est du monde germanique, Vienne, à son tour, accueille la poésie nouvelle : tandis que Raimund conquiert les Viennois de toutes les classes à la comédie populaire, Lenau et Grillparzer apparaissent comme les glorieux rivaux des écrivains de l'ouest. Lenau, un pur lyrique, d'une sensibilité malade qui le mènera finalement à la folie, enthousiasmé la jeunesse ; Grillparzer, plus rigoureux et plus riche, est à la fois poète lyrique et dramaturge ; il puise à pleines mains dans l'histoire nationale qui plaît à cet « Autrichien endurci », selon sa propre expression. A la même époque, aux bords du Rhin, se lève un des plus grands poètes de l'Allemagne, le juif Henri Heine, de Düsseldorf. Par son lyrisme profond, son imagination brillante, le sens du mystérieux et de l'inexpliqué, le goût des vieilles légendes rhénanes, c'est un romantique, dédaigneux des « lumières » et du rationalisme de Nicolaï

de lord Byron (Paris, 1924, in-16), et André Maurois, *Byron* (Paris, [1930], 2 vol. in-12). — Pour la France, voir Jules Marsan, *La bataille romantique* (Paris, 1912, in-8°) ; Larat, *La tradition et l'exotisme dans l'œuvre de Charles Nodier* (Paris, 1923, in-8°) ; Maurice Souriau, *Histoire du romantisme en France* (Paris, 1927, 3 vol. in-8°) ; Pour l'Allemagne, citons O. Walzel, *Deutsche Romantik* (Leipzig, 1923, in-8°) ; Georg Stefanky, *Das Wesen der deutschen Romantik* (Stuttgart, 1923, in-8°). Le livre de Sismondi, qui eut de l'action sur les romantiques français, est étudié par Pellegrini, *Il Sismondi e la storia delle letterature dell'Europa meridionale* (Genève, 1926, in-8°).

et du siècle passé ; mais c'est un romantique libéral, démocrate, opposé à l'idéal clérical de la Sainte-Alliance, à celui de l'Église du moyen âge et du Saint Empire ; admirateur passionné du pays des droits de l'homme et de Lafayette, il vient se fixer à Paris afin de respirer librement.

En Angleterre la première génération des poètes romantiques était vite revenue de son enthousiasme pour la France révolutionnaire ; quant au grand romancier de l'Écosse, Walter Scott, nul n'apportait plus d'énergie à défendre le traditionalisme politique et religieux cher aux tories. Mais la seconde génération romantique est dominée par Byron. Cet admirateur de Pope était resté classique de goût, mais *Childe Harold* répand dans le monde une poésie nouvelle. Brouillé avec cette aristocratie anglaise qui prétend imposer à tous ses membres le même joug social, qui blâme les caprices et les excès de la passion individuelle ce grand seigneur célèbre l'individu révolté contre la société, foulant aux pieds convenances et devoirs au nom des droits de l'amour. Devenu dès 1816 exilé volontaire, il promène à travers l'Europe sa gloire et ses agitations théâtrales. Mais ce chantre de la passion, ce dandy égoïste se dresse en défenseur convaincu de la liberté politique, en ami de tous les peuples qui peuvent secouer le joug des despotes étrangers. En 1820 il espère que son pays de prédilection, l'Italie, va s'affranchir des Autrichiens ; bientôt il se passionne pour les Grecs, leur fournit des armes, des volontaires, et va mourir à Missolonghi (1826). Cette noble fin propagea dans le monde entier l'admiration que ses écrits inspiraient déjà aux poètes et aux lettrés.

C'est encore la violence du sentiment, avec le mépris de la morale, qui se déchaîne dans les œuvres de plusieurs écrivains contemporains. C'est un exalté que Shelley, peut-être le type le plus complet du romantique anglais ; dans les vers de Keats ou la prose de Thomas de Quincey on trouve une sensualité morbide. Ces dévergondages mettaient en défiance une nation sérieuse, conservatrice et puritaine. Elle se reconnut plutôt dans le romantisme assagi de Tennyson et dans ses évocations idylliques du passé.

Le romantisme français, plus tardif, put s'inspirer des modèles allemands ou anglais. Trois livres, *L'Allemagne* de M^{me} de Staël (1813), la traduction de Schlegel par M^{me} Necker de Saussure (1814), les *Littératures du midi de l'Europe* (1817) par Sismondi, un vulgarisateur des critiques allemands, font connaître aux

Français les idées, les aspirations et la poésie de la race germanique. Ces trois livres ont été composés sur les bords du lac de Genève, où séjournèrent aussi Benjamin Constant et Bonstetten, et où les écrivains semblent avoir pour mission d'assurer le commerce intellectuel entre la France et l'Allemagne. Ces intermédiaires étaient nécessaires, car les romantiques français en général n'ont pas su l'allemand ; un Gérard de Nerval, qui à dix-neuf ans traduit avec aisance le *Faust* de Goethe, reste une exception. Ils n'ont bien connu que cinq ou six lieds, *Lénore*, le *Chasseur féroce*, le *Roi des aulnes*, *Mignon*, le *Roi de Thulé*, la *Revue nocturne* ; ils y ont puisé quelques idées, quelques thèmes saisissants. Ils ont à peu près ignoré les vrais romantiques allemands, Tieck, Novalis, Brentano, Arnim, et leur ont préféré des écrivains de moindre valeur comme Ruckert et Hoffmann. Ce sont plutôt les philosophes, les historiens et les critiques, depuis Cousin, Michelet, Quinet jusqu'à Lermnier, Blaze de Bury et Saint-René Taillandier, qui ont visité l'Allemagne et pénétré dans sa vie intellectuelle.

La littérature anglaise est mieux étudiée en France après 1815 ; le flot des voyageurs qui accourent de Grande-Bretagne sur le continent contribue à la répandre. Walter Scott jouit à Paris d'une vogue sans égale ; Byron y conquiert des admirateurs de plus en plus nombreux ; Shakespeare, quoique mal compris encore, sera bientôt célébré comme le maître du drame romantique. Les représentations de Shakespeare, données en anglais par des acteurs venus de Londres, sont peu suivies en 1823, mais obtiennent un grand succès en 1827. Cependant ici encore la connaissance approfondie de la langue fait le plus souvent défaut ; les Français lisent les traductions de Pichot, de Guizot, mais ne savent pas assez d'anglais pour goûter la beauté du style. Un poète comme Shelley demeure pour eux un inconnu. L'influence des littératures du nord ne fut donc point assez profonde pour compromettre l'originalité de ceux qui s'en proclamaient les disciples ; mais elle leur permit d'opposer les grands noms de Shakespeare et de Goethe à la renommée des Delille et des Campistron, et les affranchit du joug des modèles classiques du xvii^e siècle. En même temps elle leur fit prendre conscience de sentiments jusque là mal définis. Plus d'un parmi eux aurait pu dire ce qu'un de leurs admirateurs, Cornudet, confiait en 1824 à son ami, le jeune Montalembert : « Mon âme s'identifie tellement avec ce caractère rêveur, mélancolique, mystérieux de la poésie allemande qu'il me semble

que je trouve quelque chose que je cherchais, que j'ai rencontré la réalité d'un rêve que j'avais fait, qu'un sens inaperçu en moi s'est tout à coup révélé. »

En 1820 parurent les *Méditations* de Lamartine. Ce livre enthousiasma la jeunesse, non sans émouvoir plus d'un survivant de l'époque précédente : après l'avoir lu, Talleyrand avouait qu'il était resté une nuit sans dormir. Vers la même date on publiait les poésies d'André Chénier (1819), qui furent une révélation ; charmés par sa grâce, émus par sa fin tragique, les novateurs l'invoquèrent aussi comme un devancier, quoiqu'il fût, par la forme, tout le contraire d'un romantique. Les classiques, dominant de leur autorité la vieille génération, fulminèrent contre la jeune école. « Le romantisme, écrivit l'un d'eux, n'est pas un ridicule, c'est une maladie comme le somnambulisme et l'épilepsie. » L'Académie française écoutait en 1824 son secrétaire perpétuel, Auger, déclamer contre les folies romantiques. De même qu'en Allemagne Platen raillait les bizarreries des dramaturges nouveaux, Baour-Lormian s'amusait à exposer le goût des jeunes écrivains pour

L'amas incohérent de spectres et de charmes,
D'amantes et de croix, de baisers et de larmes,
De vierges, de bourreaux, de vampires hurlants,
De tombes, de bandits, de cadavres sanglants...

Pour la bataille contre la tyrannie académique, les jeunes poètes se groupèrent ; ils se rencontraient à la bibliothèque de l' Arsenal, autour de Charles Nodier, et aux bureaux de la *Muse française* (1823-1824), qui publia leurs écrits. Déjà paraissaient les premières œuvres lyriques de Vigny, de Victor Hugo. Ces poètes catholiques et royalistes furent mal accueillis par la presse libérale, qui leur reprochait d'imiter l'étranger, d'aimer les vainqueurs de Waterloo. Un des protagonistes les plus actifs du mouvement, Émile Deschamps, répondit en condamnant la « patrioterie » dans l'art et la littérature ; il demandait que le public français abandonnât « cette fatuité d'ignorance qui va jusqu'au burlesque ». Dès ses premières années d'ailleurs l'école recrute plusieurs adhérents qui sont loin d'incliner vers les idées ultra-royalistes. Un des plus ardents, Stendhal, qui sacrifiait Racine à Shakespeare, demeure quand même un admirateur du XVIII^e siècle et un disciple des idéologues. Le *Globe*, organe des néo-libéraux depuis 1824, ouvre ses colonnes à Sainte-Beuve et à d'autres partisans du romantisme. C'est à la même date

que Chateaubriand, le patriarche célébré par toute l'école nouvelle, quitte la majorité de droite pour se dresser en adversaire acharné de Villèle ; cette « défection », importante en politique, ne fut pas sans effet sur les écrivains. Bientôt le *Mercure du XIX^e siècle* va publier quelques pièces des poètes nouveaux, en déclarant qu'on peut être à la fois libéral et romantique.

Plus encore que la poésie lyrique, la poésie dramatique a toujours passionné les Français. Les novateurs insurgés contre les règles de la tragédie classique, après avoir invoqué des maîtres aujourd'hui oubliés, Guiraud et Soumet, se réclament surtout de Shakespeare : aux soirées théâtrales anglaises de 1827 on voit parmi les manifestants Berlioz et Théophile Gautier, Alexandre Dumas et Victor Hugo. Celui-ci, d'abord éloigné des coterie littéraires, déclarait en 1824 ne pas savoir « ce que c'est que le genre classique et le genre romantique » ; bientôt il consent à devenir le chef de l'école dramatique nouvelle et, dans la préface de *Cromwell* (1827), va lui donner son manifeste. L'école romantique remporte un premier succès quand Alexandre Dumas inaugure le drame historique avec *Henri III et sa cour* ; mais c'est la représentation d'*Hernani* en 1830, devant les « Jeune-France » ivres d'enthousiasme et d'ardeur combative, qui assure le triomphe du romantisme au théâtre. La révolution de juillet, survenue peu après, consacre l'alliance des poètes romantiques avec la monarchie des barricades. Alors commence une période féconde. Lamartine, bien que la politique l'attire de plus en plus, écrit les *Harmonies* et *Jocelyn* ; les grands recueils lyriques de Victor Hugo sont contemporains de ses grands drames ; Musset, Vigny se partagent aussi entre la poésie lyrique et le théâtre ; Théophile Gautier s'essaie à rivaliser avec eux.

III. — LE ROMANTISME EN EUROPE¹.

Angleterre, Allemagne et plus tard France, voilà les trois foyers de la poésie romantique. Mais elle conquiert toutes les nations européennes. Voisins de l'Allemagne, les pays scandi-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres cités p. 214 on joindra G. Charlier, *Le mouvement romantique en Belgique*, dans le *Bulletin de l'Académie royale de langue et de littérature françaises*, t. V (1926-1927), p. 129-146 ; Monrad, *Søren Kierkegaard* (Paris, 1909, in-8°) ; Wartenweiler-Haffter, *Ein nordischer Volkserzieher* (Berne, 1913, in-8°), sur Grundtzig ; Lirondelle, *Shakespeare en Russie* (Paris, 1912, in-8°) ; Jules Legras, *La littérature en Russie* (Paris, 1929, in-16, de la petite « Collection Armand

naves admirent ses grands écrivains et leur sacrifient les modèles français purement classiques, dont ils s'étaient inspirés auparavant. Un vigoureux conférencier, Steffens, disciple de Schelling et ami de Tieck, vient révéler à Copenhague la richesse et la profondeur du romantisme allemand : parmi ses auditeurs figurent les meilleurs écrivains danois, y compris Ling, ce poète qui sera plus tard le rénovateur de la gymnastique. Un journaliste et critique influent dans les pays scandinaves, Heiberg, se fait l'apôtre de l'hégélianisme et tâche de montrer le lien entre la philosophie de Hegel et la poésie de Gœthe. Ensuite apparaissent deux penseurs danois originaux, Kierkegaard et Grundt wig. Ils se détestaient réciproquement, tout en s'élevant à un même idéal de christianisme libre et populaire. Kierkegaard, si curieux par un mélange de mélancolie malade et d'ironie socratique, recommande à l'homme d'affirmer sa personnalité, de se conquérir soi-même ; il arrive par ce chemin à la foi religieuse. Grundt wig, dont la curiosité universelle aborde les sujets les plus divers, est avant tout un grand poète, qui célèbre la patrie et le christianisme, et un grand homme d'action, qui se fait l'éducateur du peuple et veut le tirer de son indifférence pour l'idéal. Longtemps persécuté par l'Église où il est pasteur, ses psaumes l'imposent à l'admiration des fidèles.

Comme les Allemands, les Scandinaves se passionnent pour les vieilles légendes, l'antique mythologie, les chansons populaires. Tous les peuples du nord accueillent avec joie le livre de Grundt wig sur la mythologie scandinave. Les Norvégiens prennent le goût le plus vif pour les trésors de chansons que leur offre Lindeman et les contes recueillis par Asbjornson et Mœ. Les écrivains scandinaves apprennent avec émotion que dans la Finlande, arrachée depuis peu aux Suédois, un apôtre de la poésie populaire, Lœnnrot, a passé des années à noter les chansons des bardes paysans, puis les a incorporées dans une vaste épopée finnoise, le *Kalevala* (1835). A côté des érudits et des penseurs se lèvent les poètes originaux, les maîtres du romantisme scandinave : Tegner et Geijer en Suède, Oehlen-

Colin ») ; J. Sarrazin, *Les grands poètes romantiques de la Pologne* (Paris, 1906, in-16) ; le numéro consacré par le *Monde slave* (juin 1929) à Mickiewicz ; Enrique Pineyro, *El romanticismo en España* (Paris [1926], in-18) ; G. Boussagol, *Angel de Saavedra, duc de Rivas* (Toulouse, 1926, in-4°) ; Manuel de Montolieu, *Manual d'història de la Literatura catalan moderna* (Barcelone, 1922, in-8°) ; Amade, *Origines et premières manifestations de la renaissance littéraire en Catalogne au XIX^e siècle* (Paris, 1924, in-8°) ; Émile Ripert, *La renaissance provençale* (Paris, 1918, in-8°).

schläger en Danemark. Rapprochés par des idées et des sympathies communes, ils inaugurent vers 1820 un « scandinavisme » qui trouve de l'écho dans les Universités ; Tegner couronne solennellement Ehlerschläger dans la cathédrale de Lund, et lui-même reçoit à Copenhague un accueil triomphal.

A l'est de l'Europe, la Russie accueille le romantisme. Soumise à la domination littéraire de la France au temps de Catherine II, abandonnant presque la langue russe au peuple, la classe instruite ne tarde point à s'émanciper. Remplis d'orgueil par la victoire de 1812, convaincus de la mission particulière que le destin assigne à la Russie, les écrivains donnent enfin ses lettres de noblesse à la langue populaire. L'Allemagne et l'Angleterre éveillent leur intérêt pour la poésie romantique. Joukovsky, l'ami et le héraut de la nouvelle école, est surtout un traducteur, qui admire et imite la littérature allemande ; ses contemporains se passionnent davantage pour Byron et Shakespeare. Le jeune Pouchkine, quand il compose dans son exil de Crimée ses *Poèmes du sud*, est tout pénétré de Byron ; mais déjà il commence à puiser aux sources nationales, s'intéressant à la Russie d'en bas comme à celle d'en haut. Les traditions populaires de la Russie méridionale lui fournissent le sujet de *Rousslane et Loudmila* (1820), sa première œuvre glorieuse. Bientôt l'histoire confuse et semi-légitime de son pays lui fera connaître un des créateurs de la Russie moderne, le héros de la tragédie de *Boris Goudounov*. Le byronisme apparaît aussi chez Lermontov, l'exquis poète lyrique si vivement blessé par la vulgarité de la vie ; comme Pouchkine il meurt victime d'un duel, après une vie plus courte encore. Ces poètes sont aussi des romanciers. Ils prennent leurs modèles parmi les viveurs cyniques et blasés de Saint-Petersbourg, comme l'Oniéguine de Pouchkine, le Petchorine de Lermontov ; c'est un héros byronien également que représente le jeune Herzen dans son premier livre, *A qui la faute ?* Mais bientôt l'influence généreuse et humanitaire de George Sand va se substituer à celle du chantre de Manfred. L'élite russe ne méprise plus la poésie populaire : elle s'intéresse à un autodidacte génial, Koltsov, le poète formé loin des collèges et des universités. Au sud de la Grande-Russie, l'Ukraine fait son entrée dans la vie littéraire : non seulement elle envoie Gogol dans la capitale, mais un fils de serf, Chevtchenko, n'hésite pas à employer le dialecte petit-russien pour célébrer les légendes et les spectacles grandioses de la steppe.

La poésie romantique est plus remarquable encore chez les Polonais : les malheurs de la patrie donnent une impulsion puissante à la sensibilité de leurs grands écrivains. Le romantisme a commencé pourtant avant la catastrophe de 1831 ; la nation qui avait goûté la littérature classique et mondaine chère à la cour de Stanislas-Auguste recherchait maintenant le réalisme vigoureux de Fredo, le Molière polonais, et accueillait avec faveur la poésie allemande. Mais il fallut l'écrasement de la Pologne pour que la littérature polonaise prît son essor : ce fut une patrie morale où demeurèrent unis des hommes asservis à trois souverains étrangers ou contraints de subir les douleurs de l'exil.

On vit apparaître à la même époque trois grands lyriques, Mickiewicz, Krasinski et Slowacki. Mickiewicz est le plus complet des trois. Ce Polonais de Lituanie était déjà connu comme poète lorsque les Russes l'arrêtèrent en 1823 comme membre d'une société secrète. Interné en Russie, où Pouchkine fut son ami, où les futures décembristes se lièrent avec lui, Mickiewicz put y faire paraître une épopée historique, *Conrad Wallenrod*, sans que la censure russe comprît qu'elle excitait les Polonais contre les nouveaux oppresseurs. Autorisé en 1829 à partir pour l'Occident, il alla voir Goëthe, qui l'accueillit avec estime, et se trouva en France prêt à recevoir les fugitifs de Varsovie. Une idylle gracieuse lui fournit, dans *Monsieur Thadée*, l'occasion de décrire toutes les classes de la société polonaise. C'est surtout le martyr de la Pologne qui l'inspire désormais : il célèbre ces réfugiés, ces « pèlerins » polonais, qui doivent être les pèlerins de la liberté, qui doivent la défendre, la rechercher non seulement pour eux, mais pour tous les peuples. Il poursuit cet apostolat de 1840 à 1844 dans la chaire de littératures slaves créée pour lui au Collège de France. Mickiewicz, tout comme Krasinski, le poète anonyme, et Slowacki, le chantre de la steppe, cherche une consolation dans le mysticisme religieux, dans les espérances messianiques ; il deviendra ainsi le disciple du prophète chrétien André Towianski. Cette Lituanie qu'il célèbre avec un amour filial renferme un peuple à part, le peuple juif, isolé au milieu des chrétiens : ce peuple s'ouvre, lui aussi, à la littérature, et la traduction des *Mystères de Paris* d'Eugène Sue (1847) inaugure à Vilna le romantisme hébreu.

Le réveil littéraire qui se produisait à la même époque chez les autres peuples slaves, ceux de l'Autriche, sera exposé plus

tard à cause des conséquences politiques importantes qu'il devait avoir. Les Habsbourgs tenaient également sous leur autorité un peuple d'une autre race, fier d'avoir conservé son autonomie et ses libertés constitutionnelles ; et voici que la Hongrie, à son tour, s'éprend de la poésie nouvelle. La fondation du théâtre national à Pest (1837) marque le premier succès du romantisme. Après Kisfaludy, qui en est l'initiateur, apparaissent deux maîtres : Vörösmarti célèbre l'épopée d'Arpad, l'ancêtre légendaire, et donne aux Magyars leur hymne national. Le jeune Petöfi, un fils du peuple, ravit ses compatriotes par des poésies qui décrivent la grandeur et la tristesse de la puzta, la beauté du Danube et de la Tisza ; il les amuse par l'épopée comique du héros Jean, par ses portraits de brigands et de pauvres hères. Bientôt il se fera tuer pour son pays dans la guerre de 1848.

L'Europe du midi séduisit, passionna par sa lumière et sa beauté beaucoup des grands écrivains romantiques du nord. L'Italie surtout conquiert Byron, Keats, Shelley, comme elle agit sur Tieck, Novalis et Henri Heine. Les peuples méridionaux, également, quittèrent les traditions classiques pour se convertir aux exemples et à l'esthétique du romantisme. L'Italie est peut-être le pays le plus réfractaire à cette poésie. Au commencement du siècle un Monti, un Foscolo, tout en combattant la tyrannie des modèles français, en ont conservé les procédés littéraires ; Léopardi se révèle comme un grand romantique par son lyrisme attristé, par la passion nationale qui anime ses vers, mais il défend avec chaleur les classiques attaqués par ses contemporains. Ceux-ci néanmoins, sans écouter les conseils de Monti, puisent leur inspiration dans les littératures du nord. Mme de Staël, dans la *Biblioteca italiana* (1816), engage les Italiens à les connaître afin de rajeunir leur propre littérature ; elle provoque ainsi un vif débat où le poète Berchet, traducteur des ballades de Burger, présente l'apologie du romantisme. La nouvelle école, avec Milan pour centre, a une revue, le *Conciliatore*, qui met à la mode le terme italien de « romanticismo » ; là Silvio Pellico déclare la guerre à Boileau ; il s'agit d'associer le réveil intellectuel au réveil national et de combattre à la fois l'Autriche et les vieilles règles. A Milan aussi règne Manzoni, le maître du romantisme italien. Disciple de Fauriel, qui lui a enseigné la valeur de la poésie populaire, unissant dans la même passion le sol natal et la foi chrétienne, Manzoni donne aux Italiens le livre qu'ils attendaient, le roman

des *Fiancés*. L'amour de l'Italie inspire également ses grands drames. Parmi les poèmes qui saluèrent en 1821 la mort de Napoléon, aucun n'est supérieur au *Cinq mai*, l'ode où il a célébré la fin du héros. Manzoni demeure à l'écart des luttes politiques ; mais la passion pour l'indépendance y entraîne plusieurs de ses contemporains, Rosetti qui doit s'exiler à Malte, puis à Londres ; Niccolini, dont les drames historiques sont des manifestes ; d'Azeglio qui compose des romans patriotiques avant de se jeter dans l'action. Également passionnés pour la patrie italienne, ces écrivains communient tous dans le culte de Dante ; celui-ci devient pour eux le héraut de la gloire italienne, la personnification de l'esprit d'union qui doit rapprocher Piémontais et Florentins, Romains et Napolitains.

L'Espagne ancienne avait, dès l'époque de Herder, admirateur du *Romancero*, attiré l'attention des romantiques allemands. Ils s'étaient épris de Cervantès, que Tieck traduisit avec talent, que La Motte-Fouqué prit comme modèle ; puis un mysticisme croissant les attira vers Calderon et ses drames religieux. Grillparzer admirait et imitait Lope de Vega. Les poètes français goûtèrent plutôt le *Romancero* du moyen âge, tel qu'ils avaient appris à le connaître dans les traductions de Creuzé de Lesser et d'Abel Hugo. De leur côté les écrivains espagnols secouèrent le joug des classiques, imitateurs du xviii^e siècle français ; mais les persécutions sous Ferdinand VII, puis les guerres civiles, enfin l'influence du clergé, contribuèrent à paralyser le réveil littéraire. Espronceda, le Byron espagnol, exilé à Londres en 1823, combattant de juillet 1830 à Paris, plus tard champion du parti des Exaltés, mourut en 1842 à trente-deux ans, laissant une œuvre belle, mais incomplète. Plus courte encore fut la vie d'un remarquable prosateur, Larra, qu'un sombre pessimisme conduisit au suicide à l'âge de vingt-sept ans. Au contraire, le poète romantique Zorilla parcourut une longue carrière et put exercer une influence marquée sur la génération suivante. En Portugal, la révolution romantique fut l'œuvre d'un seul homme : Garrett, libéral chassé par la réaction de 1823, puis par l'avènement de don Miguel, qui revint dans son pays en 1832, et, tout en continuant une carrière politique souvent brillante, lui donna les modèles du drame, de la poésie lyrique, de tous les genres nouveaux qu'il avait appris à connaître à Londres et à Paris.

L'attrait de la poésie de terroir et des traditions locales est si général en Europe, grâce à l'influence du romantisme, qu'il se

fait sentir même dans le pays le plus fortement unifié, celui où la capitale semblait avoir étouffé par sa puissance politique et intellectuelle toutes les individualités provinciales. Ce régionalisme littéraire qui apparut alors en France eut, il est vrai, son point de départ et son foyer à Paris. Sans parler des écrivains qui, depuis Michelet jusqu'à Balzac, attirèrent l'attention sur les caractères particuliers des diverses provinces, de grands érudits de Paris préparèrent le public instruit à saluer le réveil de la langue d'oc. Celle-ci était depuis longtemps négligée par les lettrés quand Raynouard publia un choix des poésies des troubadours (1816-1821). Les romantiques allemands, attentifs à toutes les productions littéraires du moyen âge, avaient déjà glorifié la poésie du midi. En France elle dut sa réhabilitation complète à Fauriel, le grand historien des littératures. « Fauriel, a dit Renan, est sans contredit l'homme du siècle qui a mis en circulation le plus d'idées, inauguré le plus de branches d'études et aperçu, dans l'ordre des travaux historiques, le plus de résultats nouveaux ». Attiré comme Herder par les époques primitives, il exalta les troubadours, jusqu'à leur attribuer les origines de toute l'épopée française du moyen âge. Des philologues, des amateurs composaient des grammaires ou des dictionnaires de la langue provençale. Enfin le brillant accueil que Paris fit au poète perruquier Jasmin annonça le triomphe prochain du félibrige avec Mistral.

Les romantiques étudièrent aussi la poésie des peuples celtiques. Fauriel prenait un vif intérêt au breton, que le médecin Laennec, un fils de l'Armorique, aimait à parler devant lui. Bientôt parut un recueil de vieilles poésies bretonnes, le *Barzaz breiz* (1838). Si cet ouvrage ranimait la curiosité des celtistes, alors très rares, les Français apprirent à sentir le charme de la Bretagne dans les poésies de Brizeux et les romans d'Émile Souvestre. En Corse, un magistrat poète, Salvatore Viale, rassembla les chants populaires composés dans le dialecte de l'île et, depuis 1843, les fit imprimer à Bastia.

Non loin de la France un pays espagnol, la Catalogne, avait devancé les félibres et retrouvé le souvenir de son brillant passé littéraire, éclipsé depuis trois siècles. Un prêtre, Ballot y Torres, publiait en 1814 à Barcelone sa grammaire catalane ; quelques érudits retrouvaient les trésors de la vieille poésie populaire. De nouveaux poètes les suivirent. C'est en 1833 qu'Ariba, dans une ode aujourd'hui fameuse, l'*Ode à la patrie*, proclama son amour pour la terre natale et pour la langue maternelle ; un

groupe d'écrivains, dominé par Rubio y Ors, marcha dans la voie ouverte par lui et trouva des imitateurs chez les Catalans de Majorque tout comme chez les Catalans français du Roussillon.

Intermédiaire entre la poésie et l'histoire, tenant à la première par l'emploi de la fiction, à la seconde par son goût pour la vérité des mœurs et des caractères, le roman acquit dans la première moitié du XIX^e siècle une variété, un éclat qu'il n'avait jamais connus. Les *Martyrs* de Chateaubriand et, mieux encore, les livres de Walter Scott fondèrent la popularité du roman historique. Ce genre enthousiasma une génération qui aimait l'histoire, mais qui lui demandait surtout des récits vivants et des évocations pittoresques. Aussi brille-t-il d'un éclat pareil en Italie avec Manzoni et d'Azeglio, en France avec Vigny et Victor Hugo. Rzewuski, en Pologne, décrit la société de son pays au moment des partages qui viennent d'y détruire l'ancien régime. Le Hongrois Josika, qui apparaît pénétré des exemples de Walter Scott, s'essaie à faire revivre l'ancienne Transylvanie. C'est l'histoire nationale aussi qui remplit les romans du Danois Ingemann, du Hollandais Van Lennep, du Flamand belge Henri Conscience. Le roman lyrique, sentimental, purement romanesque, est porté à son apogée par George Sand ; cette femme généreuse et passionnée trouve des lecteurs et des imitateurs en tout pays, principalement en Russie. Le roman d'analyse psychologique, d'une précision minutieuse et impitoyable, est employé par Benjamin Constant à se décrire lui-même dans *Adolphe* ; bientôt Stendhal aborde ce genre dans ses œuvres maîtresses, qui, selon sa prédiction, ne seront goûtées que plus tard. Le roman de mœurs fournit le cadre de livres puissants, variés, où l'imagination vient aider l'observateur à dépeindre les diverses classes de la société, leurs désirs, leurs travers et leurs passions. Balzac, en France, en est le maître incontesté ; Dickens rivalise avec lui en Angleterre, tandis que des hommes politiques, Bulwer Lytton et Disraéli, se servent de la fiction pour répandre leurs idées. En Allemagne, le roman de mœurs est représenté surtout par Immermann. En Russie, Gogol, après avoir abordé le roman historique et réveillé le souvenir des anciens Cosaques dans *Tarass Boulba*, dépeint son époque dans *Les âmes mortes*. Kémény, qu'on a parfois nommé le Balzac hongrois, et le fécond Kraszewski, le Balzac polonais, ont le même goût pour un mélange de romantisme parfois étrange et de réalisme vigoureux.

Le roman produisit de véritables chefs-d'œuvre littéraires. Mais il était trop amusant pour attirer les seuls lettrés ; des lecteurs de plus en plus nombreux, indifférents aux qualités du style ou à la force de la pensée, vinrent lui demander une distraction passagère. La presse, qui prenait alors son grand développement, utilisa ce moyen de plaire ; le roman-feuilleton devint, en France particulièrement, un accessoire obligé pour les journaux qui voulaient vivre et prospérer. Alexandre Dumas fut l'amuseur préféré, l'inépuisable improvisateur qui, avec la collaboration d'écrivains non moins féconds, tira du roman historique des ressources inépuisables ; Eugène Sue émut le peuple comme les délicats en décrivant la vie qu'on mène dans les faubourgs de Paris ; les joyeuses inventions de Paul de Kock firent les délices de la Russie aussi bien que de la France.

IV. LES SCIENCES HISTORIQUES¹.

L'époque de la poésie lyrique et du roman fut aussi, nous l'avons dit, celle de l'histoire. Toutes les sciences sociales, de même que les sciences naturelles, furent peu à peu renouvelées depuis la fin du XVIII^e siècle par cette idée que l'étude du passé peut seule faire comprendre le présent, que la véritable explication des phénomènes politiques, religieux, linguistiques, juridiques, se trouve dans l'histoire. Et l'histoire est d'autant plus

1. OUVRAGES A CONSULTER. — G. von Below, *Die deutsche Geschichtschreibung von den Befreiungskriegen bis zu unseren Tagen* (Leipzig, 1916, in-8° ; 2^e éd., 1924) ; Louis Halphen, *L'histoire en France depuis cent ans* (Paris, 1914, in-16) ; Benedetto Croce, *Storia della storiografia italiana* (Bari, 1921, 2 vol. in-8°) ; Tronchon, *La fortune intellectuelle de Herder en France* (Paris, 1920, in-8°) ; Howald, *Der Kampf um Creuzers Symbolik* (Tübingen, 1926, in-8°) ; Henri Sée, *Science et philosophie de l'histoire* (Paris, 1928, in-8°).

Le meilleur guide d'ensemble est E. Fueter, *Geschichte der neueren Historiographie* (Munich, 1911, in-8°), dont il a paru une traduction, *Histoire de l'historiographie moderne* (Paris, 1914, in-8°). On en peut rapprocher le livre de G. P. Gooch, *History and historians in the nineteenth century* (Londres, 1913, in-8° ; 2^e éd., 1913), écrit d'un point de vue plus général ; et l'on recourra utilement à Ch. V. Langlois, *Manuel de bibliographie historique* (Paris, 1901-1904, in-12), où l'on trouvera des indications très précises et un tableau des principales entreprises historiques dans la première moitié du XIX^e siècle.

Sur la philologie, voir l'introduction de Michel Bréal au t. I de la traduction de la *Grammaire comparée* de Bopp (Paris, 1866, gr. in-8°) et l'appendice de Meillet, *Introduction à l'étude comparative des langues indo-européennes* (Paris, 1903, in-8°). — Sur l'archéologie, Ad. Michaelis, *Die archäologischen Entdeckungen des 19^{ten} Jahrhunderts* (Leipzig, 1906, gr. in-8°) ; A. Moret, *L'égyptologie en France*, dans la *Revue de Paris*, 15 novembre 1909, p. 329-343 ; *Société asiatique. Le livre du centenaire* (Paris, 1922, in-8°).

populaire que le romantisme y intéresse tous les lettrés, que la politique y découvre des arguments pour tous les partis.

L'archéologie, complétée par l'épigraphie et la numismatique, fournit à l'histoire des matériaux nouveaux. La facilité plus grande des voyages permet aux explorateurs d'aller visiter les monuments lointains ; la curiosité des Européens cherche même sous terre ceux qui, abandonnés par les hommes, ont été recouverts par les sables. Dans les Universités, dans les Académies, les savants s'appliquent à étudier, à commenter les inscriptions et les antiquités rapportées par les voyageurs. La préhistoire, favorisée par l'essor tout récent de la géologie et de la paléontologie, va commencer à faire figure de science. Un Danois, Thomsen, reconnaît l'existence de trois âges préhistoriques, ceux de la pierre, du bronze et du fer. Les Autrichiens entament les fouilles de Hallstatt (1846) ; la même année un Français tout à fait inconnu, Boucher de Perthes, affirme l'existence de silex taillés par les hommes préhistoriques dès le début de la période quaternaire.

Si la préhistoire laisse encore le public indifférent, il s'intéresse aux découvertes qui font connaître les premières civilisations historiques. L'Inde, à qui Schlegel vient d'attribuer une place d'honneur parmi les éducatrices de l'humanité, révèle ses secrets aux philologues et aux historiens qui étudient le sanscrit et qui utilisent les travaux de Colebrooke et de Burnouf. L'Égypte a été ouverte par l'expédition de Bonaparte : Champollion reprend la tentative de l'Anglais Young et trouve (1822) sur la pierre trilingue de Rosette le moyen de déchiffrer les hiéroglyphes. Guillaume de Humboldt écrivait à ce propos à son frère : « C'est admirable, et une des découvertes les plus curieuses qu'on ait faites. » Mort jeune, Champollion aura en France des successeurs comme Mariette, et les autres pays fourniront à l'égyptologie d'excellents travailleurs comme le Prussien Lepsius et l'Anglais Birch. L'antique Assyrie s'ouvre au consul français de Mossoul, Botta, qui se consacre aux fouilles de Khorsabad (1843-1844). Son exemple suscite l'émulation de l'Anglais Layard, qui bientôt procède aux fouilles de Kouyoumdjik, sur l'emplacement de Ninive. Les caractères cunéiformes commencent à livrer leurs secrets à des déchiffreurs patients et habiles comme Grotefend et le Danois Westergaard. Il y a déjà un public d'orientalistes assez nombreux pour faire vivre plusieurs Sociétés asiatiques ; les Hollandais à Batavia, les Anglais à Calcutta en avaient formé dès la fin du XVIII^e siècle ;

l'Europe voit naître celles de Paris en 1822, de Londres en 1823, d'Allemagne en 1844.

La Grèce antique, remise en honneur par Winckelmann, profite après 1820 de l'intérêt que la Grèce moderne éveille chez tous les peuples chrétiens. Le Parlement anglais s'est décidé en 1816 à voter l'achat, pour le British Museum, des marbres du Parthénon, rapportés par lord Elgin ; les marbres d'Égine, découverts en 1811, partent pour Munich où l'on construit la Glyptothèque afin de les recevoir ; la France acquiert la Vénus de Milo. Des fouilles commencent à Olympie et dans la Grèce méridionale. Athènes, sous le roi bavarois Othon, appelle des archéologues allemands, puis la France fonde l'École d'Athènes (1846). Les pays hellénisés d'Asie Mineure, quoique d'un accès plus difficile, sont déjà visités par des voyageurs érudits : l'Anglais Fellows rapporte de Lycie une collection magnifique (1838-1840). Un émigré français, Dubrux, se met en 1830 à chercher les traces de l'art hellénique dans les tombes royales de Crimée. Les monuments grecs ainsi découverts sont étudiés, commentés, surtout dans les Universités allemandes, par des savants comme Bœckh et Otfried Muller.

Rome plus qu'Athènes attire les archéologues. Les Allemands y sont nombreux, protégés et encouragés par les célèbres intellectuels que la Prusse envoie comme ambassadeurs auprès des papes, Guillaume de Humboldt, Niebuhr, Bunsen. Niebuhr est l'auteur de cette *Histoire romaine* qui a bouleversé dans leur quiétude les fidèles de Tite Live, et qui apparaît bientôt à beaucoup de savants comme un chef-d'œuvre de l'esprit critique ; elle émeut l'Angleterre, où Thomas Arnold se fait le disciple des grands historiens allemands. L'Italie cherche des renseignements sur quelques peuples mystérieux tels que les Étrusques ; elle en trouve sur la plus belle époque de l'empire romain, avec les fouilles de Pompéi commencées au xviii^e siècle, reprises en 1808. L'archéologie révèle dans les pays classiques une antiquité que l'humanisme traditionnel des lettrés n'avait point soupçonnée.

On devait s'intéresser plus encore aux monuments du moyen âge : quelle joie de contribuer à cette réhabilitation que le romantisme considérait comme un de ses titres de gloire ! Des précurseurs, tels que Horace Walpole, Chateaubriand, Frédéric Schlegel, avaient préparé les voies ; des archéologues anglais avaient appris aux gens de Rouen et de Caen à s'arrêter devant les églises de Normandie et à les apprécier ; le Musée

des monuments français, créé par Alexandre Lenoir¹, avait jusqu'en 1816 permis aux Parisiens de contempler les chefs-d'œuvre de l'art national. Tous les pays travaillèrent bientôt à sauver les églises délabrées, à restaurer, quelquefois avec maladresse, celles dont quelques portions étaient ruinées. En Allemagne, les rois romantiques, Frédéric-Guillaume IV de Prusse et Louis I^{er} de Bavière, se passionnèrent pour cette œuvre ; on mit un point d'honneur national à restaurer, à finir la cathédrale de Cologne ; la collection d'objets d'art du moyen âge formée par les frères Boisserée devint populaire. La Grande-Bretagne écouta les adjurations de Carlyle qui prêchait à ses compatriotes le respect des grands édifices religieux.

La France, terre natale de l'architecture gothique, vit des hommes de tous les partis s'unir pour en glorifier et conserver les monuments. Il était temps, car le mépris pour l'art du moyen âge autorisait les pires méfaits : lors des préparatifs du sacre de Charles X, on abattit sur la façade de la cathédrale de Reims plus de deux cents têtes de saints. Beaucoup d'églises abandonnées étaient devenues des halles, le Mont-Saint-Michel une prison, la Sainte-Chapelle un magasin d'archives. Des amateurs intelligents, Alexandre de Laborde, Taylor, commencent après 1815 à révéler aux Français les richesses artistiques éparses dans les diversés parties de la France. Victor Hugo, dans *Notre-Dame de Paris*, qui est de 1831, idéalise la cathédrale gothique et la fait vibrer de la vie tumultueuse et bariolée du moyen âge. Il n'est pas jusqu'à Mérimée, Parisien sceptique et incroyant, qui, devenu inspecteur du nouveau service des « monuments historiques », ne cède à l'enthousiasme général. A plus forte raison Montalembert appelle-t-il tous les amis du beau à lutter contre le vandalisme des architectes, des prêtres, des conseils municipaux. Cette flamme anime l'érudition elle-même. Un archéologue normand, qui rêve de soustraire les provinces à la domination de Paris, Arcisse de Caumont, publie dès 1824 son *Essai sur l'architecture religieuse* ; puis Didron, fougueux novateur et laborieux érudit, fonde les *Annales romantiques*. Le gouvernement de juillet, qui porte au pouvoir, dans l'entourage de Guizot, tout un groupe d'érudits et de romantiques, institue la « Commission des monuments historiques » en 1837, fonde le musée de Cluny en 1843, confie des chaires d'archéologie à Didron, à Quicherat ; celui-ci, républicain démocrate, excelle

1. Voir le volume XIII de cette histoire générale, *La Révolution française*, p. 473.

à décrire, à expliquer les monuments du passé comme à faire connaître pour la première fois aux Français les pièces authentiques du procès de Jeanne d'Arc. Enfin Viollet-le-Duc, leur disciple, inaugure par l'habile restauration de l'église de Vézelay sa brillante carrière; plus hardi que ses maîtres, il va lancer un appel aux architectes modernes et leur proposer pour modèles les édifices gothiques, les monuments nationaux de leur pays.

La philologie allait de pair avec l'archéologie. Sous Napoléon l'orientalisme avait eu son foyer le plus brillant à Paris, avec des maîtres illustres, Silvestre de Sacy et Abel Rémusat; mais après 1815 c'était l'Allemagne qui possédait sans conteste les centres d'études philologiques les plus nombreux et les plus actifs. « Elle est au milieu de l'Europe comme une Université savante », écrivait en 1828 un amateur intelligent et curieux, Charles de Rémusat; et ses professeurs apportaient aux recherches linguistiques un enthousiasme presque religieux. Il suffit de suivre la carrière d'un des plus remarquables, Jacob Grimm. A l'Université de Marbourg son maître Savigny lui a démontré que toutes les créations de la vie sociale, aussi bien le droit que les idiomes, ont leur source dans l'histoire du peuple; ensuite les poètes qui retrouvent ou imitent les vieilles ballades populaires, Tieck et Uhland, Arnim et Brentano, achèvent d'éveiller la vocation philologique de l'ardent érudit et de son frère Guillaume, aussi laborieux, moins génial, peut-être plus scientifique. Bibliothécaires à Cassel, professeurs à Göttingen, puis à Berlin depuis 1837, les deux frères se consacrent quarante ans à leur tâche avec un zèle d'apôtres. Ils composent ensemble quelques livres, surtout ce recueil de contes populaires qui allait devenir universellement célèbre; Guillaume s'applique ensuite à faire connaître à ses compatriotes les *Nibelungen* et l'*Edda*, pendant que Jacob entreprend des œuvres plus vastes. Il publie sa *Grammaire allemande*, qui est en réalité une histoire de la langue allemande, ou plutôt de tous les dialectes germaniques. S'il interrompt parfois ce grand travail, c'est pour étudier les antiquités juridiques de la Germanie, le cycle de *Renard*, la mythologie allemande. C'est toujours le passé de son peuple qu'il fait revivre avec la passion d'un patriote et la piété d'un dévot romantique.

D'autres philologues fondent la grammaire comparée. En Allemagne, Bopp, éclairé par l'étude du sanscrit, publie son premier livre en 1816 : la conjugaison du sanscrit, dit-il, comparée

à celle du grec, du latin, des langues germaniques, prouve qu'un lien de parenté unit les idiomes indo-européens. En cette même année 1816 Raynouard donne l'ouvrage qui fonde la grammaire comparée des langues romanes. En 1818 le Danois Rask, sans connaître ni le sanscrit ni Bopp, démontre la parenté des langues germaniques avec le latin, le grec et le letto-slave. A côté de la philologie comparée se développe la mythologie comparée, malgré les obstacles que lui suscitent certaines inquiétudes ecclésiastiques. La *Symbolique* de Creuzer, dont les hypothèses aventureuses ont charmé plus d'un romantique allemand, est traduite en français par Guigniaut (1825-1851). Ce que Grimm faisait pour la mythologie des Germains, un jeune savant, Alfred Maury, l'entreprend avec un remarquable esprit critique pour les légendes pieuses du moyen âge français (1843). Ces progrès de la science étaient parfois nuisibles aux légendes aimables mises en honneur par le romantisme littéraire : c'est ainsi que Bopp, expliquant l'origine des flexions, détruisit sans pitié les illusions de Frédéric Schlegel sur les facultés extraordinaires qui auraient permis à l'humanité primitive de créer les lois du langage.

L'érudition s'appliquait à réunir les documents manuscrits, annales, chroniques, mémoires, qui fournissent les matériaux de l'histoire. Le grand patriote allemand Stein, sorti de la politique militante, accepte la présidence du comité qui va commencer la publication des *Monumenta Germaniae historica*, avec cette épigraphe : « Sanctus amor patriae dat animum » (le saint amour de la patrie donne du courage). En France, le gouvernement des Bourbons fonde l'École des chartes (1821). Vers la même époque l'Académie des inscriptions et belles-lettres, qui venait d'être reconstituée, choisit les entreprises collectives dont elle assumait la charge : les unes, les *Notices et extraits des manuscrits*, le *Recueil des ordonnances des rois de France*, furent empruntées par elle à sa devancière de l'ancien régime ; les autres, comme le *Recueil des historiens des Gaules et de la France* et l'*Histoire littéraire de la France*, étaient un héritage des Bénédictins de Saint-Maur. Guizot, avant 1830, avait dirigé la publication, en français moderne, des vieux mémoires sur l'histoire de France comme sur celle d'Angleterre ; devenu ministre, il créa la collection des *Documents inédits sur l'histoire de France* et favorisa les débuts de la Société de l'histoire de France. La Restauration voulait exalter l'ancien régime, la monarchie de juillet voulait faire

l'apologie de la monarchie moderne ; l'une et l'autre, par leurs fondations, servirent la science historique.

Parmi les historiens proprement dits, bien rares furent ceux qui échappèrent à l'influence du romantisme ou de la politique. La passion pour les drames du passé, pour les belles scènes émouvantes et brillantes, anime Carlyle quand il écrit son *Histoire de la Révolution française* (1837). Sans doute il s'est moqué du romantisme, il a raillé les jeunes gens atteints du « mal du siècle » ; cependant c'est là, malgré ces plaisanteries, qu'il faudra chercher plus tard les origines de sa doctrine historique, de cette conception d'après laquelle l'humanité obéit aux « héros », à tous ceux, depuis Odin jusqu'à Napoléon, qui possédèrent non pas la froide raison, mais l'intuition prophétique de la vérité. Macaulay, au contraire, subordonne l'histoire à la politique : lorsqu'il raconte la révolution de 1688 ou la vie des deux Pitt, son but constant est de justifier le libéralisme whig, la doctrine formulée par les Fox et les Grey sur les progrès permanents de la raison et des lumières.

L'enthousiasme romantique pour le moyen âge anime de brillants narrateurs allemands, tels que Raumer écrivant l'histoire des Hohenstaufen. Le libéralisme dicte à Schlosser ses jugements sévères sur les vices des cours, ses anathèmes contre les maîtresses des rois. C'est un conservateur, au contraire, que le grand historien Ranke, tout disposé à s'incliner devant le pouvoir du roi et les droits supérieurs de l'État ; mais il s'efforce, plus que ses contemporains, de mettre en honneur l'histoire impartiale, objective, renouvelée par les documents précieux qu'il va chercher dans les archives de la république de Venise. Cette impartialité ne saurait convenir à des historiens propagandistes comme Gervinus et Dahlmann : le premier, avec sa fougue d'Allemand du sud, célèbre à la fois les progrès de la liberté dans le monde et ceux de l'idée unitaire dans les pays germaniques ; le second, plus réfléchi, plus lourd, s'applique à développer chez ses compatriotes la notion du lien national fortifié par le droit historique de la race allemande. Cet esprit patriotique inspire aussi les historiens du midi, par exemple un Italien comme César Cantù, et les historiens slaves, un Karamzin en Russie ou un Palatsky en Bohême. Lelewel, en Pologne, a voulu d'abord faire de l'histoire une science, mais peu à peu l'idée nationale et démocratique domine complètement ses récits.

En France les maîtres du roman historique ont agi sur plus

d'un historien. L'influence de Walter Scott est visible chez Barante quand il commence à publier sa pittoresque *Histoire des ducs de Bourgogne*. Les idées et les sentiments romantiques sont plus manifestes encore chez Augustin Thierry. Lui-même a raconté, en l'exagérant peut-être, l'impression que produisit sur lui le récit de la bataille entre Gaulois et Francs, dans les *Martyrs*; formé aussi par les leçons de son maître Saint-Simon, adepte chaleureux du libéralisme de 1820, l'historien des *Temps mérovingiens* et de la *Conquête normande* accorde au peuple, à la foule anonyme et opprimée, la place que les froids narrateurs de l'époque précédente réservaient tout entière aux monarques et aux barons. Bientôt Michelet apparaît; c'est bien, comme il l'annonce, une « résurrection » du moyen âge qui est tentée dans les premiers volumes de son *Histoire de France*. Guizot a beau être grave et austère, aussi intéressé par les idées que Thierry ou Michelet par les images, c'est toujours le romantisme qui lui dicte ses jugements sur la grandeur de la civilisation européenne à l'époque féodale.

Aucun des historiens français n'échappe non plus à la politique. Augustin Thierry célèbre les origines et les premiers combats de la bourgeoisie française, comme Guizot exalte la bourgeoisie puritaine qui résiste aux Stuarts; l'un et l'autre considèrent la révolution de 1789 comme la juste revanche des Gaulois sur les Francs. C'est dans le même esprit que Thiers écrivait l'histoire de la Révolution. Mais ces classes moyennes, tant vantées par les vainqueurs de 1830, apparurent bientôt à d'autres comme une aristocratie nouvelle, aussi égoïste que l'ancienne. Lamartine, Louis Blanc et Michelet, abordant tous les trois en 1847 l'histoire des hommes de 1789, célébrèrent les droits et les vertus de la démocratie. Les catholiques en tout pays songeaient aussi à faire de l'histoire la base de leur apologétique : la *Vie de sainte Élisabeth* par Montalembert (1836) est un panégyrique écrit par un disciple du romantisme.

Les hommes de cette génération aimèrent la philosophie de l'histoire; ils avaient le goût de ces grandes spéculations qui tendent à expliquer par une formule simple et brève tout le développement de l'humanité. L'esprit critique en souffrait souvent. Des savants de premier ordre, comme Bopp et Jacob Grimm, se laissèrent eux-mêmes quelquefois séduire par des hypothèses aventureuses. Les germanistes exaltés prêtèrent aux anciens Germains toutes les vertus; les celtistes convaincus, le philosophe Jean Reynaud, l'historien Henri Martin, attri-

buèrent aux druides une philosophie savante et raffinée. Même adoration du passé le plus lointain chez les historiens slaves. Un goût quelque peu naïf pour les textes qui offrent la saveur des temps barbares et des civilisations naissantes prépara le succès facile des mystificateurs. Le XVIII^e siècle s'était épris du pseudo-Ossian présenté par Macpherson. Les Français de l'époque romantique prennent au sérieux les fantaisies d'un Charles Nodier, les contes soi-disant espagnols ou illyriens d'un Mérimée ; les amis de la langue d'oc sont victimes des habiles supercheries de Moquin-Tandon, et les fidèles de la langue bretonne acceptent comme authentiques les pièces fabriquées ou arrangées par La Villemarqué. En Bohême un enthousiasme à la fois littéraire et patriotique fait accueil aux poésies tchèques du moyen âge « découvertes » par Hanka en 1817. Il faudra plus d'un demi-siècle pour décider les Tchèques à reconnaître cette erreur¹. Mais le goût des vieux textes amène quelques historiens à entreprendre l'étude sérieuse et approfondie des documents historiques. Michelet lui-même, si peu exigeant parfois en matière d'érudition, fit de longs séjours aux Archives Nationales ; Augustin Thierry entreprit avec soin de réunir les documents relatifs à l'histoire du Tiers État français. La critique d'un Niebuhr décida plusieurs historiens à soumettre d'autres époques et d'autres légendes à un examen sévère.

V. — LE DROIT ET LA PHILOSOPHIE².

Le renouveau de l'histoire se fit sentir aussi dans le droit. La France avait donné à l'Europe le Code civil, chef-d'œuvre du rationalisme juridique ; introduit dans tous les pays où pénétrait la domination napoléonienne, il trouva beaucoup d'admirateurs, et plusieurs théoriciens étrangers demandèrent qu'on fit dans leurs pays une œuvre semblable. Un juriste allemand, Thibaut, conseilla la rédaction d'un code commun à tous les États de la nouvelle Confédération germanique. Il fut réfuté par un autre professeur du même pays, Savigny :

1. Ce manque d'esprit critique fait aussi comprendre le succès obtenu à cette époque par certaines légendes, survivance de Louis XVII en France, survivance d'Alexandre I^{er} en Russie, mystère de Gaspard Hauser en Allemagne.

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Julien Bonnecase, *La Thémis* (Toulouse, 1912, in-8° ; 2^e éd. très augmentée, 1913) ; du même, *L'école de l'exégèse en droit civil* (Paris, 1920, in-8° ; 2^e éd., 1924), ouvrage important sur la conception française du droit dans la première moitié du XIX^e siècle ; Charmont, *La renaissance du droit naturel* (Paris, 1910, in-8°) ; Alfred Manigk, *Savigny und der Modernismus im Recht* (Berlin, 1914, in-8°).

c'était la résistance de l'Allemagne à l'influence française, mais c'était aussi le défi jeté par le romantisme à la philosophie du siècle précédent, l'opposition du droit historique au droit naturel. D'après Savigny et son école, les droits de l'homme formulés par l'Assemblée Constituante n'existent pas dans la réalité ; l'individu isolé n'est qu'une fiction, l'homme est toujours membre d'une famille, d'une nation, d'un État. Chaque âge accepte comme loi l'état de choses qui lui convient ; chaque âge se conforme à un droit à la fois nécessaire et libre, nécessaire parce qu'il ne dépend pas des caprices d'un législateur, libre parce qu'il est l'œuvre du peuple. Le droit est issu de l'histoire, de la conscience nationale : celle-ci produit la coutume, puis la loi écrite qui peut sans cesse être modifiée par l'action du peuple, c'est-à-dire de l'État.

‡ L'école de Savigny gagna sans cesse du terrain ; un de ses disciples, Puchta, poussa jusqu'à l'idolâtrie le respect de la coutume, qu'il plaçait bien au-dessus de la loi écrite. Ces idées furent combattues dans quelques Universités par les défenseurs du droit naturel. Un des principaux doctrinaires du libéralisme, Rotteck, reprochait à Savigny de sacrifier le présent au passé, de refuser à ses contemporains le droit de préparer un avenir meilleur. Mais les idées du chef de l'école historique répondaient trop bien aux tendances de sa génération pour ne pas triompher dans une grande partie de l'Europe. La France, au contraire, tout en apprenant à connaître Savigny par les leçons de Lermnier, conserva la notion du droit naturel, antérieur et supérieur aux lois rédigées dans les divers pays. Ce droit, les juristes français en trouvaient l'expression la plus parfaite dans les codes napoléoniens ; ce fut le temps des grands commentateurs du Code civil, Aubry et Rau à Strasbourg, Duranton à Paris. Mais si les partisans de la bourgeoisie voyaient là une construction définitive, les défenseurs de la démocratie, républicains et socialistes, en aperçurent les lacunes et affirmèrent que l'œuvre du Consulat demeurait incomplète. C'est le code de la propriété, disaient-ils, ce n'est pas le code du travail ; suffit-il d'ailleurs de déclarer les Français égaux en « droit », quand la pauvreté ôte à la plupart d'entre eux le « pouvoir » de devenir les égaux des riches ?

Comme l'histoire et le droit, la philosophie ressentit les effets du romantisme et lui emprunta la notion du développement historique et progressif. La doctrine de Schelling plut aux romantiques allemands par son caractère nuageux, ses appels

à l'intuition, à l'extase ; ils furent heureux de l'entendre dire que la science est le premier degré seulement de la vie spirituelle, que l'art est une révélation plus complète de l'absolu. Schelling, dominé de plus en plus par le mysticisme, déclara ensuite la religion supérieure à l'art et finit par entraîner ses élèves dans les rêveries théosophiques d'un Jacob Bœhme.

Son grand rival, Hegel, déjà illustre en 1815, vint occuper à Berlin en 1818 cette chaire d'où il apparut pendant de longues années comme le maître de la philosophie européenne. Des milliers de lettrés se sont passionnés pour la *Logique* de Hegel, pour sa théorie du progrès considéré comme l'évolution simultanée de la pensée et de l'être, évolution accomplie selon le rythme trinaire de la thèse, de l'antithèse et de la synthèse. Ce rythme s'applique, par exemple, à l'histoire de l'art : après l'art de l'Orient, dominé par l'infini, vint l'art grec, purement humain et fini, puis l'art chrétien et romantique a uni les contradictoires en subordonnant la forme, le fini, au nouvel infini moral.

Les innombrables disciples de Hegel le comprirent de façons différentes. L'absolu, disait-il, loin d'être étranger à la nature et à l'histoire, est immanent à la réalité ; donc « tout ce qui est rationnel est réel, et tout ce qui est réel est rationnel ». La plupart des commentateurs, insistant sur la seconde partie de cette formule, développèrent les théories conservatrices et autoritaires qui répondaient à la pensée finale du maître. N'avait-il pas fait sa leçon d'ouverture à Berlin sur la parenté originelle de l'État prussien et de la philosophie hégélienne ? Ils affirmèrent comme lui que l'individu a son développement naturel dans l'État, que le droit se ramène à la liberté de l'État et que l'État se personifie dans le monarque, représentant de l'idée, possédant le droit avec la force. L'État supérieur, dit encore Hegel, a toujours le droit d'absorber l'État inférieur ; la nation victorieuse est meilleure que la nation vaincue, sa victoire même est la preuve de son droit. Cette justification de la force et du succès devait avoir en Allemagne un long retentissement, et préparer tous les partis à se rallier aux victoires de Bismarck.

Dans la gauche hégélienne, au contraire, on s'attacha de préférence à la première moitié du fameux axiome : « Tout ce qui est rationnel est réel. » On en tira le droit de défendre le rationnel contre des institutions actuellement puissantes, mais contraires à la raison. C'est ainsi, nous l'avons vu, que Feuerbach et Strauss attaquèrent la religion ; de même les radicaux,

tels que Bruno Bauer et Arnold Ruge, invoquèrent l'hégélianisme contre l'État semi-féodal, tandis que Max Stirner en tirait la doctrine anarchiste qui reconnaît à l'individu seul des droits certains. Gauche et droite s'occupaient avec une telle passion de commenter les aphorismes obscurs de Hegel qu'on écouta peu un autre penseur de son pays, Schopenhauer, dont le principal ouvrage avait paru dès 1818. Celui-ci opposait à l'hégélianisme les philosophes du siècle précédent, soit les allemands comme Kant, soit les français comme Cabanis et Bichat ; la renommée ne devait commencer pour lui que trente ans plus tard.

La France put croire après 1815, en lisant les livres de Joseph de Maistre, de Bonald, de Lamennais, que la philosophie allait redevenir la servante de la théologie. Lamennais renouvelait l'apologétique en cherchant ses preuves, non plus dans les démonstrations de la raison individuelle, mais dans le consentement universel des peuples et des siècles ; cette méthode le mettait en communion avec les romantiques, puisqu'ils admiraient les œuvres collectives issues du génie populaire. Plus tard, quand il eut créé le catholicisme libéral, l'*Avenir* encouragea et loua les grandes œuvres de la poésie romantique. Cependant la jeunesse universitaire, bientôt revenue de la réaction politique et religieuse de 1815, avait cru trouver son véritable maître en Victor Cousin. Celui-ci comprit de bonne heure l'intérêt de la philosophie allemande et passa le Rhin en 1817 et en 1824, pour aller visiter les maîtres et s'entretenir avec eux. Il n'eut cependant qu'une connaissance très sommaire et superficielle de leurs systèmes, mais il leur emprunta cette idée essentielle : que, par une dialectique interne, l'histoire de la philosophie a peu à peu constitué la philosophie elle-même et que, grâce à l'histoire, une doctrine se forme conservant et combinant tout ce qu'il y a de vrai dans les systèmes des grands penseurs. Tel fut le principe de l'éclectisme. Cousin composa cette doctrine avec des formules prises à Reid et à Royer-Collard, à Descartes et à Maine de Biran, à tous les philosophes spiritualistes qui lui semblaient exempts d'audaces dangereuses pour l'ordre social. Après 1830 il imposa aux maîtres de l'Université ce système sage, clair, modéré, qui plaisait à la bourgeoisie dominante, mais qui souleva contre lui les défenseurs de l'Église en même temps que beaucoup d'esprits libres. Parmi ces derniers plusieurs en France revinrent à la philosophie du XVIII^e siècle, tant dédaignée par les éclectiques ; c'est à l'école de Condorcet

que s'était mis Auguste Comte pour établir son positivisme. Ce système était encore peu compris en France ; mais il faisait des progrès en Angleterre où Stuart Mill, correspondant et admirateur d'Auguste Comte, commençait à exposer sa psychologie physiologique, sa morale utilitaire, et à proclamer son dédain pour la métaphysique.

VI. — LES ÉCHANGES LITTÉRAIRES ENTRE LES NATIONS¹.

Le romantisme avait conquis l'Europe lettrée pendant les quarante premières années du XIX^e siècle. Il donnait à la jeunesse de tous les pays un idéal commun. « La littérature, a dit un homme de ce temps, fut le grand lien des âmes. » L'amour de la poésie ou du roman suscita la recherche des livres étrangers, l'admiration pour les écrivains qui apportaient un parfum d'exotisme. Ces enthousiasmes, il faut le dire, allèrent souvent aux amuseurs plutôt qu'aux grands écrivains : l'Angleterre traduisit les romans d'Alexandre Dumas et d'Eugène Sue avant de s'intéresser à Victor Hugo ; l'Allemagne réserva son accueil le plus chaleureux aux pièces de Scribe ; aux yeux de beaucoup de Russes, Paul de Kock personnifia la littérature française ;

1. OUVRAGES A CONSULTER. — La *Revue de littérature comparée*, fondée en 1921, est le recueil essentiel qui permet d'étudier cette question, soit par ses articles, soit par ses bibliographies détaillées. Parmi les nombreux ouvrages publiés par les « comparatistes », voir quelques-uns des plus importants : Baldensperger, *Goethe en France* (Paris, 1904, in-8°) ; du même, *Orientations étrangères chez H. de Balzac* (Paris, 1927, in-8°) ; Edmond Estève, *Byron et le romantisme français* (Paris, 1907, in-8°) ; Floris Delattre, *Dickens et la France* (Paris, 1927, in-16) ; L. Maigron, *Le roman historique à l'époque romantique. Essai sur l'influence de Walter Scott* (Paris, 1898, in-8° ; 2^e éd., réduite et sans notes, 1912) ; Egzli, *Schiller et le romantisme français* (Paris, 1927, in-8°) ; P. Reynaud, *L'influence allemande en France au XVIII^e et au XIX^e siècle* (Paris, 1922, in-8°) ; Partridge, *The French romantics' knowledge of English literature* (Paris, 1924, in-8°) ; Martinenche, *L'Espagne et le romantisme français* (Paris, 1922, in-8°) ; Drouhet, *Vasile Alessandri si scriitorii francezi* (Bucarest, 1924, in-8°) ; V. Tibal, *L'influence allemande en France au temps du romantisme*, dans les *Mélanges dédiés à Charles Andler* (Strasbourg et Paris, 1924, in-8° ; fasc. 21 des *Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg*), p. 335-349 ; F. Szinnéyci, *Le romantisme français et le roman hongrois avant 1848*, dans la *Revue des études hongroises et finno-ougriennes*, t. V (1927), p. 66-73 ; Mlle Noli, *Les romantiques français et l'Italie* (Paris, 1928, in-8°) ; X. Price, *English-German literary influences. Bibliography and survey* (Berkeley, 1919-1929, 2 vol. in-8°) ; Luise Sigmann, *Die englische Literatur von 1800-1850 im Urteil der zeitgenössischen deutschen Kritik* (Heidelberg, 1918, in-8° ; fascicule 55 des « Anglistische Forschungen ») ; J. M. Carré, *Goethe en Angleterre* (Paris, 1920, in-8°) ; Bertrand, *Cervantes et le romantisme allemand* (Paris, 1914, in-8°) ; Lavinia Mazzuchetti, *Schiller in Italia* (Milan, 1913, in-16) ; Farinelli, *Dante in Spagna, Francia, Inghilterra, Germania* (Turin, 1922, in-8°). Voir aussi divers articles dans *Le Livre du centenaire. Cent ans de vie française à la Revue des Deux Mondes* (Paris, 1929, in-8°).

mais le succès vint aussi pour les grands maîtres du roman. De bonne heure Walter Scott fut populaire à l'étranger. « La nation française est folle de Walter Scott », écrivait Stendhal; et Henri Heine disait en 1822 qu'à Berlin, « depuis la comtesse jusqu'au commissionnaire, depuis le comte jusqu'à la couturière, tout lit les romans du grand Écossais. » Dickens eut en Allemagne des admirateurs sans nombre. Quand Balzac vint séjourner en 1837 à Milan, il reçut un accueil triomphal qui montra combien ses livres étaient connus et goûtés. George Sand conquit à l'étranger une renommée plus grande encore.

Il se trouva aussi dans tous les pays des élites pour admirer les grands génies poétiques : Dante et Shakespeare furent alors compris, même à l'étranger, mieux qu'ils ne l'avaient été auparavant dans leur pays natal; puis vinrent les grands contemporains, Chateaubriand, Byron, Goethe. Byron est aimé par Lamartine comme par Léopardi, par Pouchkine comme par Mickiewicz; tous les lettrés lisent ses œuvres et tous les peuples sont émus par sa fin glorieuse. Goethe jusqu'à sa mort, en 1832, reçoit à Weimar les hommages, non seulement de ses compatriotes, mais des étrangers qui veulent le saluer. Les jeunes voyageurs anglais se succèdent à sa porte; un éditeur de Londres lui apporte un message posthume de Byron. Les visiteurs français ne sont pas moins nombreux, depuis Benjamin Constant jusqu'à Victor Cousin et David d'Angers. En France, après avoir connu seulement l'auteur de *Werther*, on s'enthousiasme pour l'auteur de *Faust*. Gérard de Nerval traduit brillamment cette grande tragédie; Quinet envoie à Weimar sa traduction de Herder, Delacroix ses lithographies sur Faust, David d'Angers ses médaillons, Berlioz la *Damnation de Faust*. En Angleterre, c'est Carlyle qui se charge de faire comprendre à ses compatriotes la grandeur de Goethe. Les romantiques français, plus jeunes, avaient commencé par emprunter à leurs devanciers allemands ou britanniques; bientôt ils deviennent à leur tour des modèles qu'on admire et qu'on imite. C'est vrai dans un pays de langue latine comme la Roumanie : Alecsandri, qui fit ses études à Paris, qui entra en relations avec Lamartine, lui adresse une ode enthousiaste, puis compose des *Orientales* inspirées de Victor Hugo; mais c'est vrai aussi pour un pays de culture très différente comme la Hongrie : « Nous étions tous, dira plus tard Jokai, les disciples de l'école française, de cette école qui va de Lamartine à Hugo et de Dumas à Béranger. » Vers 1840 Lamartine est admiré en Hollande autant qu'en Roumanie;

Victor Hugo inspire Petöfi comme les poètes nouveaux de l'Allemagne, Herwegh et Freiligrath.

Plusieurs circonstances favorisèrent ces échanges intellectuels. Comme autrefois les huguenots fuyant Louis XIV, les émigrés avaient servi d'intermédiaires entre la France et les États qui leur donnaient asile. Puis ce furent les réfugiés libéraux, les proscrits de tous les pays qui, pourchassés en 1820, en 1830, souvent renvoyés d'un exil à un autre, apprirent à connaître des œuvres, des idées jusque là ignorées. Le goût nouveau du public fit se multiplier, à Londres comme à Paris, à Augsbourg comme à Florence, les traductions d'auteurs étrangers. Plus importante encore fut la naissance des revues qui s'appliquèrent à résumer, à commenter les œuvres nouvelles parues au delà des frontières. La Grande-Bretagne avait donné l'exemple par des recueils comme la *Revue d'Édimbourg* ou la *Quarterly Review* qui, créés dans une pensée politique, attribuèrent peu à peu une place croissante à la littérature. En Allemagne la *Gazette d'Augsbourg*, tout en se ménageant la protection de Metternich, visait à renseigner ses lecteurs sur la vie littéraire de l'Europe. En France la *Revue des Deux Mondes*, inaugurée en 1829, commença en 1831 sa glorieuse carrière : elle possédait un directeur de premier ordre, Buloz, qui sut non seulement grouper les meilleurs écrivains français, mais faire exposer les grandes nouveautés intellectuelles des autres pays par les juges les plus compétents. L'un d'eux, Philarète Chasles, écrivait en 1832 : « L'histoire de la propagation des idées sera désormais le point capital de toutes les recherches littéraires. » Ces traductions, ces analyses révélaient à des jeunes gens intelligents des trésors où ils puisaient pour préparer leurs œuvres futures. Le jeune Nietzsche lisait avec joie les moralistes sceptiques de la France, depuis Montaigne jusqu'à Stendhal, puis se prenait d'admiration pour le fier individualisme d'Emerson. Le jeune Renan, commençant à étudier l'Allemagne, écrivait en 1845 : « J'ai cru entrer dans un temple quand j'ai pu contempler cette littérature si pure, si élevée, si morale et si religieuse. »

VII. — LA FIN DU ROMANTISME¹.

Vers 1840 l'éclat du romantisme commence à pâlir. Le succès a été trop complet : les maîtres de l'école nouvelle ont suscité

¹. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres indiqués p. 214, 218 et 223, il faut ajouter, Émile Bouvier, *La bataille réaliste* (Paris, 1903, in-8°); Hesnard, *Fr. Th. Vischer* (Paris, 1921, in-8°); Cassagne, *La théorie de l'art pour l'art en France chez les derniers romantiques et les premiers réalistes* (Paris, 1906, in-8°).

un trop grand nombre d'imitateurs maladroits, qui oublient combien le sublime frise de près le ridicule. On se lasse des étalages de sentiments passionnés, des invraisemblances où tombe une imagination dérégulée. Ce changement de l'opinion publique est net surtout en France, où l'esprit parisien saisit les côtés comiques du romantisme outré. Dès 1834, en pleine ferveur littéraire, les anathèmes puérils contre la société qu'Alexandre Dumas met dans la bouche de son *Antony* provoquent de vives protestations. On se lasse également des grandes scènes imaginaires empruntées à un moyen âge de convention ; l'échec des *Burgraves* de Victor Hugo (1843) prouve ce revirement. Des poètes qui avaient figuré dans les cénacles de 1820 ou de 1824 rompent avec le romantisme et même le critiquent sans ménagement : témoin la satire impitoyable de Musset dans les *Lettres* de Dupuis et Cottonet (1836). Sainte-Beuve comptait parmi les novateurs des premiers jours ; il avait essayé d'introduire en France la poésie intime et familière dont Wordsworth et les autres *lakists* lui donnaient l'exemple. Mais vers 1840 il trouve sa véritable voie, la critique littéraire appliquée à la biographie intellectuelle et morale des écrivains. Ses études sur Port-Royal vont de pair avec des articles où l'ancien ami de Victor Hugo met une complaisance maligne à relever les défauts et les ridicules du romantisme. Cette réaction ramena beaucoup d'admirateurs aux classiques. La Comédie française fit applaudir de nouveau les tragédies de Corneille et de Racine interprétées par une grande artiste, Rachel. On voulut s'enthousiasmer pour les néo-classiques : l'année de la chute des *Burgraves* fut celle du succès bien artificiel obtenu par la *Lucrèce* de Ponsard. Mais le véritable héritier du romantisme fut le réalisme.

Ce n'est point qu'il faille établir entre les deux écoles littéraires un de ces contrastes qui existent seulement dans l'esprit des théoriciens. Le romantisme prêchait le retour à la nature : la préface de *Cromwell* montre que le grotesque, le laid, doit avoir sa place à côté du beau. Mais un nouveau public demandait aux écrivains moins de sensibilité déclamatoire, moins d'imagination dérégulée, un plus grand souci d'exactitude dans la description des hommes et des choses. La bohème littéraire de Paris, si longtemps romantique, vit un des siens, Champfleury, évoluer vers le réalisme. Les Dickens, les Balzac, les Tourguenev en donnèrent les modèles, mais sans condamner l'école où ils avaient puisé leurs premières inspirations ; le

maître du roman réaliste, Gustave Flaubert, demeura toujours pénétré de romantisme.

Un autre débat se poursuivait parmi les lettrés. Faut-il préférer l'art pour l'art ou l'art social ? Ces deux tendances avaient toujours coexisté dans le romantisme : il revendiquait l'indépendance de l'artiste, son devoir d'atteindre avant tout à la beauté ; mais il apparaissait aussi, principalement en Allemagne, comme l'allié de la religion et du patriotisme. Byron, qui sacrifiait toutes les morales à l'amour, s'était voué plus tard à l'indépendance des peuples asservis. L'art pour l'art sembla longtemps plaire aux poètes : « Il n'y a de vraiment beau, écrivait Théophile Gautier, que ce qui ne peut servir à rien. » Ne fallait-il point défendre la beauté contre le vulgaire, contre les « philistins » d'Allemagne ou les « épiciers » de France ?

Mais bientôt l'art social trouve des adeptes parmi les meilleurs des écrivains. Les poètes français en particulier, qui n'ont pas la culture philosophique des poètes allemands et leur goût pour la métaphysique, se prennent d'un intérêt très vif pour les problèmes sociaux. Au lendemain de 1830 Victor Hugo fulmine contre les tyrans :

Et j'ajoute à ma lyre une corde d'airain.

Les héros de ses drames, Didier, Triboulet, Ruy Blas, dénoncent les vices des grands seigneurs et des rois. Lamartine, bien que formant à la Chambre des députés à lui tout seul le « parti social », déclare que la poésie doit contribuer au relèvement des classes inférieures. En Allemagne la question est beaucoup plus discutée. Hebbel raille les tirades prétentieuses des poètes chers à la Jeune Allemagne ; Otto Ludwig leur reproche de faire du libéralisme une marchandise commode à vendre. Mais d'autres écrivains, les Herwegh, les Freiligrath, se jettent avec ardeur dans la bataille politique ; Anastasius Grün, à Vienne, ose combattre le régime de Metternich. En Italie personne ne défend plus l'art pour l'art ; toute la littérature groupe ses forces pour servir la cause de l'indépendance nationale. En Angleterre l'époque du chartisme voit apparaître les poètes sociaux : Thomas Hood écrit le sinistre *Chant de la chemise*, Ebenezer Elliott prend la défense des pauvres, les lyriques artistes font cortège à l'ardent Thomas Cowper. Le grand critique russe Biéliniski, après avoir longtemps prêché pour l'art

inutile et indépendant, se laisse convertir par Herzen à l'idéal de l'art social.

C'est le roman surtout qui devient l'écho des revendications nouvelles. George Sand abandonne le roman consacré aux seules passions de l'amour et propage les théories sociales que lui enseigne Pierre Leroux. Eugène Sue réussit à éveiller dans toutes les classes l'intérêt pour les pauvres, pour les ouvriers des faubourgs parisiens. Dickens, dans *Temps difficiles*, décrit quelques scènes du chartisme dont il a été le spectateur ému; Disraéli, dans *Sibyl*, invite les Tories aristocrates à prendre la défense de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Tourgueniev commence à publier les récits menus et précis qui formeront les *Mémoires d'un chasseur* et qui gagneront tant de Russes à l'idée que le servage doit disparaître; le jeune poète Nekrassov dénonce les exploités et met en relief la misère morale des paysans. Eötvös dans son roman célèbre, le *Notaire de village*, veut montrer aux Magyars la nécessité d'en finir avec le régime féodal. Ainsi à la veille de 1848 le roman répond aux aspirations d'une Europe avide de changements et de réformes.

VIII. — LES RAPPORTS LITTÉRAIRES AVEC L'AMÉRIQUE¹.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de l'Europe. Elle-même s'inquiétait peu de savoir s'il existait une vie littéraire dans les autres parties du monde. Si quelques philologues étudiaient les langues de la Chine ou de l'Inde, on pensait que l'Amérique, peuplée de colons européens, était incapable de rien produire d'original. L'Angleterre, à qui les États-Unis avaient tenu tête avec succès en 1783, manifestait un grand dédain pour ses « cousins » d'outre-mer. La *Revue d'Édimbourg* écrivait en 1820 : « Qui, dans les quatre parties du monde, lit un livre américain, va voir une pièce américaine, regarde un

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les histoires générales de la littérature aux États-Unis, on consultera utilement Mantz, *French criticism of American literature before 1850* (New-York, 1917, in-8°); M. Howard Jones, *America and French culture, 1750-1848* (Chapel Hill, 1927, in-8°); Mlle Gibb, *Le roman de Bas-de-Cuir* (Paris, 1927, in-8°); Bosset, *Fenimore Cooper et le roman d'aventures en France* (Paris, 1929, in-8°). Cf. L. Lemonnier, *Edgar Poe et la critique française de 1485 à 1875* (Paris, 1928, in-8°). Sur les rapports avec la littérature anglaise, voir *Cambridge history of American literature* citée p. 214; sur l'Amérique latine, l'ouvrage de Farinelli cité p. 214; et aussi Alfred Coester, *The literary history of Spanish America* (New-York, 1916, in-8°); L. Wagner, *Die spanisch-amerikanische Literatur* (Leipzig, 1924, in-8°).

tableau ou une statue américaine ? » En 1820 déjà ce dédain n'était plus justifié. Sans doute la chasse au dollar, l'occupation des terres libres de l'ouest, les discussions politiques et les sermons du dimanche suffisaient à remplir la vie de la plupart des Yankees ; les notes ironiques écrites plus tard sur eux par Dickens ne manquent pas de vérité. Mais les États de l'est renfermaient une minorité cultivée qui désirait lire autre chose que la Bible et le journal. Vers 1815 elle fut heureuse de trouver quelques livres intéressants composés par des compatriotes. Ceux-ci cherchaient des guides ou des modèles en Europe, surtout dans la littérature anglaise : la langue était la même, et une contrefaçon peu scrupuleuse permettait aux éditeurs américains de reproduire à bon compte les œuvres publiées au vieux pays. Wordsworth et Coleridge rencontrèrent de bonne heure à New-York et à Boston des lecteurs enthousiastes. L'enseignement universitaire fut plutôt modelé sur celui de l'Allemagne, car les séjours prolongés en Grande-Bretagne n'étaient guère attrayants au lendemain de la guerre de 1812. Un étudiant de Harvard, Ticknor, voulant aller suivre des cours en Europe, se décida pour l'Allemagne après avoir lu l'ouvrage de Mme de Staël. En 1815 il vint à l'Université de Göttingen où il rencontra Everett, un professeur de Harvard. Leur exemple y attira bientôt Bancroft, qui devait plus tard diriger vers Göttingen son élève Motley, destiné à devenir ainsi le camarade de Bismarck. Ils contribuèrent à mettre en honneur la littérature allemande. On s'intéressait aussi au pays de Lafayette, et l'on fut satisfait des jugements portés par Tocqueville sur la démocratie nouvelle ; mais l'influence intellectuelle de la France demeura peu étendue.

La littérature américaine fit ses débuts avec deux grands écrivains, Washington Irving et Fenimore Cooper. Irving s'inspira de l'humour de Goldsmith et fit en Angleterre (1815) la connaissance de plusieurs écrivains dont le commerce lui fut précieux ; néanmoins ce sont des œuvres originales que l'histoire comique de New-York, racontée par M. Knickerboker (1823), et surtout le *Livre d'esquisses* avec ses fines descriptions de l'Angleterre et de la vie anglaise. De plus en plus séduit par l'Europe, Irving attira l'attention de ses lecteurs vers l'Espagne. Ce pays illustré par Christophe Colomb, riche en vieux monuments, étranger à la vie moderne, devait plaire à beaucoup d'Américains par le contraste qu'il offrait avec les États-Unis. Cooper sut réaliser le rêve qu'il avait formé de devenir le

Walter Scott américain. Nourri des œuvres du grand Écossais, il remporta son premier succès avec *l'Espion* (1821); bientôt il eut conscience de son originalité véritable et devint le romancier de la prairie et de la forêt américaines. Devenu célèbre dans sa patrie, lui aussi vint faire de longs séjours en Europe; il amusa les Européens en essayant de les corriger de leurs défauts, et choqua les Américains en leur disant qu'ils avaient encore besoin d'imiter le vieux monde. C'est le premier écrivain des États-Unis dont la réputation ait traversé l'Atlantique; on le traduisit en français dès 1827. Le poète Bruyant, aussi renommé que lui à New-York, demeura ignoré hors de son pays.

Après 1830 la Nouvelle-Angleterre prit dans la vie intellectuelle du pays le rang tenu jusque là par New-York. Boston, l'Athènes des États-Unis, faisait maintenant à la littérature une place au moins aussi grande qu'à la théologie; l'Université Harvard, à côté de la ville, s'éveillait à une vie nouvelle avec des maîtres comme Everett et Georges Ticknor; un périodique vraiment littéraire, la *Revue de l'Amérique du nord*, favorisait les débuts des jeunes écrivains. C'est en Nouvelle-Angleterre que naquit le transcendantalisme, qui fut à la fois un mouvement littéraire, apparenté au romantisme, un mouvement religieux tendant au christianisme libre, et un mouvement social influencé par les doctrines de Fourier. Ses principaux adeptes se groupèrent tantôt dans le phalanstère de Brook Farm, qui brûla en 1836, tantôt dans la petite ville de Concord, où vivait Emerson. Celui-ci fut le philosophe du groupe, qui eut son apôtre féminin avec Margaret Fuller, son rêveur puritain avec Alcott et son poète avec Thoreau, le peintre de la forêt. On vit quelque temps se fourvoyer à Brook Farm un brillant lettré comme Nathaniel Hawthorne, qui aimait les écrits et les choses d'Angleterre. Emerson, au contraire, malgré l'amitié qui le liait à Carlyle, malgré la sympathie que son voyage de 1847 lui inspira pour les Anglais, demeurait un génie purement américain; son fier stoïcisme, son radicalisme démocratique, sa passion pour les droits et les devoirs de l'individu le destinaient à devenir l'éducateur de son peuple. Plus tard seulement ses livres furent connus en Europe et lui valurent des admirateurs illustres. L'Amérique possédait aussi, mais sans l'estimer à sa valeur, un poète, un conteur, dont la vie dérégulée souleva les colères puritaines: Edgard Poe fut le premier écrivain de ce pays dont l'influence devait s'exercer très vite sur l'Europe. Les traductions de quelques-uns de ses contes parurent dans les

revues françaises ; l'une d'elles fut lue en 1847 par Baudelaire qui éprouva, il le dit lui-même, une « commotion singulière », à la découverte d'un génie apparenté au sien.

De pareils écrivains n'étaient appréciés dans les villes des États-Unis que par une minorité lettrée. Le grand public préféra les livres où Bancroft, orateur autant qu'historien, exaltait les débuts et les progrès du peuple américain, et ceux où Prescott, en digne contemporain de Michelet, décrivait brillamment la conquête du Mexique et du Pérou par les grands aventuriers espagnols. Quant aux orateurs du Congrès, les Américains admiraient leur éloquence et, à propos de Daniel Webster, prononçaient les noms de Démosthène et de Cicéron.

L'Amérique latine fut affranchie par une génération dont les chefs avaient reçu la culture littéraire de l'Europe. Accoutumés à composer des poésies faciles imitées des classiques, ils partageaient le goût de la métropole espagnole pour le drame, pour le lyrisme brillant, pour l'éloquence pompeuse et déclamatoire. Les écrivains de ce temps se passionnèrent pour l'indépendance et, tout en prenant une part active aux luttes politiques intérieures, se firent les Tyrtées de la révolution. Le plus grand de ces poètes, le Cubain José Maria de Hérédia (qui ~~la~~ eut plus tard un homonyme français) voulut soulever son île contre l'Espagne, et, banni par ses ennemis, alla vivre à New-York ; ses odes célébrèrent les grands spectacles de la nature américaine, la puissance de l'Ouragan ou la splendeur du Niagara. Son rival fut un écrivain de l'Équateur, Olmedo, l'ami de Bolivar. Il chanta la victoire de Junin dans une ode où le dernier des Incas apparaît pour maudire les conquérants espagnols et prédire la délivrance ; Bolivar, en le remerciant, joignit à ses félicitations quelques fines remarques sur les dangers d'une mythologie démodée.

Après l'émancipation, l'Amérique latine fut en proie pendant longtemps à des guerres civiles faites pour étouffer toute vie intellectuelle. Néanmoins elle ne perdit pas complètement le goût des lettres. Le romantisme fut révélé à l'Argentine par Echeverria, un poète qui, pendant son long séjour à Paris, avait appris à goûter à la fois les vers de Byron et la philosophie sociale de la France. Il fut le chef du groupe d'écrivains libéraux qui, fuyant le despotisme de Rosas, cherchèrent un asile soit à Montevideo, soit au Chili, et lancèrent des imprécations ardentes contre le tyran. Le Vénézuélien André Bello, devenu le maître de l'enseignement au Chili, garda le goût de la poésie, témoin son

adaptation de *La prière pour tous* de Victor Hugo. Dans le Brésil, qui avait une existence plus calme que ses voisins, le romantisme fut apporté par Gonzalve de Magalhães (1811-1882), qui avait séjourné à Paris et qui chanta Napoléon vaincu à Waterloo. D'autres tentatives heureuses montrèrent que les nouveaux États, une fois sortis de l'anarchie, sauraient retrouver les traditions de Calderon et de Camoëns.

IX. — LE ROMANTISME DANS L'ART ¹.

Le romantisme conquiert la peinture comme la littérature. Là également ce fut avant tout une réaction contre les théories et les procédés classiques. Les classiques affirmaient l'existence d'une beauté absolue qui, accessible surtout à la raison, apparaît la même en tout pays ; les romantiques répondent qu'il y a divers types de beauté, différents selon les pays et les races, et qu'il appartient à la sensibilité de les saisir et de les rendre. La beauté de l'homme, disent les classiques, ne se manifeste que par le nu ; le costume, ripostent les romantiques, reproduit avec un soin attentif, modifié selon les usages de chaque peuple, fait partie de la beauté humaine. Ils veulent peindre, non des poses hiératiques ou solennelles, mais la vie et le mouvement ; au lieu de mettre en scène quelques personnages disposés avec art, ils aiment décrire des foules nombreuses et agitées. Le peintre classique, trouvant les modèles de la beauté consacrée dans les statues antiques, devait s'en inspirer en s'attachant surtout au dessin ; le peintre romantique n'admet pas la subordination de la peinture à la sculpture et se moque, avec Charlet, de la « rotule des Atrides ». Il prend ses modèles dans la nature, qui lui offre partout la couleur et la lumière ; les imitateurs des statues ne sont-ils pas condamnés à ignorer la sensation de la chair vivante, à supprimer l'atmosphère

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Dans le grand ouvrage collectif, *Histoire de l'art*, dirigé par André Michel, le tome VII (1^{re} partie) a pour titre *L'art en Europe et en Amérique au XIX^e siècle* (Paris, 1925, in-4^o) ; c'est une étude remarquablement faite par des spécialistes compétents qui donnent des bibliographies bien choisies. J'y ajoute seulement quelques ouvrages parus postérieurement : *Le romantisme et l'art* (Paris, 1928, in-4^o), recueil de conférences générales faites à la Sorbonne par divers spécialistes ; A. Scheffler, *Geschichte der europäischen Malerei im XIXten Jahrhundert*, t. I^{er} (Berlin, 1926, in-8^o) ; P. Focillon, *La peinture aux XIX^e et XX^e siècles* (Paris, 1927, in-8^o) ; Louis Réau, *Histoire de l'expansion de l'art français* (Paris, 1924-1928, 2 vol. in-8^o) du même, *L'art français aux États-Unis* (Paris, 1926, in-8^o) ; R. Escholier, *Delacroix peintre, graveur, écrivain* (Paris, 1926-1929, 3 vol. in-4^o) ; Marcel Brion, *Turner* (Paris, 1929, in-12).

où sont baignées les formes? Dans le paysage les classiques réclament toujours la présence de l'homme, car l'homme seul est intéressant; les romantiques trouvent la nature assez belle, assez pleine de mystère, pour émouvoir l'âme et charmer les yeux. Enfin, de même que Victor Hugo dans son œuvre fait place au grotesque, ils admettent que le peintre a le droit de reproduire toute la réalité, jusque dans ses laideurs. Ils applaudissent à l'audace de Devéria mettant un nain difforme au premier plan de son tableau, *La naissance d'Henri IV*.

C'est en France que la peinture romantique eut son foyer principal et produisit ses plus belles œuvres. Mais elle reçut l'éveil, comme la poésie, de quelques influences étrangères. Plusieurs futurs artistes avaient vu sous l'Empire, au Musée Napoléon, les chefs-d'œuvre enlevés par le vainqueur aux collections européennes et repris à la France en 1814; ils connurent et admirèrent ainsi l'art de Rubens. Après 1814 la peinture anglaise, qui auparavant leur était inconnue, frappa leur attention, d'autant plus qu'elle avait seule échappé à l'imitation des anciens; Géricault dans ses derniers jours se passionna pour elle et s'inspira de Lawrence; Delacroix fut influencé par Wilkie avant d'admirer les paysages de Constable. Enfin un peintre fixé à Paris et demeuré très anglais par son talent, Bonington, fut l'ami et parfois le conseiller des romantiques. Ceux-ci possédaient une vigoureuse originalité qui se donna bientôt libre carrière; ils formèrent, non pas une école dirigée par un chef, mais un groupe d'artistes indépendants, travaillant chacun selon son tempérament. David banni comme régicide, n'habitait plus Paris, mais son école y régnait; les romantiques d'ailleurs avaient trouvé dans Guérin un professeur sympathique et dans Gros un maître digne d'admiration. Et s'ils firent figure de révolutionnaires sous la Restauration, les Salons accueillirent pourtant leurs œuvres, grâce à la largeur de vues que les Bourbons apportaient dans les questions d'art.

Géricault, après une carrière déjà brillante et audacieuse au temps de l'Empire, exposa en 1819 le *Radeau de la Méduse*; ce tableau, romantique par le nombre et les mouvements des personnages, réaliste par l'étude minutieuse du teint que la maladie et la faim donnent aux mourants, surprit beaucoup le public. Son ami Delacroix étonna plus encore les spectateurs du Salon de 1822 par la *Barque du Dante*; un jeune critique d'art, Thiers, inspiré par Gros, écrivit dans le *Constitutionnel*: «Aucun tableau ne révèle mieux l'avenir d'un grand peintre que

celui de M. Delacroix ». Ce fut le Salon de 1824 qui fit paraître aux yeux de tous l'existence et la force du nouveau mouvement artistique : on y vit face à face Ingres et Delacroix, le *Vœu de Louis XIII* et les *Massacres de Scio* ; les amis du paysage apprirent à connaître Constable et Bonington. Au Salon de 1827 (l'année de la préface de *Cromwell*) ce sont de nouvelles révélations : Corot et Paul Huet font leurs débuts, tandis que le public discute ardemment sur *Devéria* et la *Naissance de Henri IV*, ou s'attroupe autour des grands tableaux de Delacroix, *Sardanapale* et *Marino Faliero*. La jeunesse fêta Delacroix comme elle devait bientôt acclamer Victor Hugo. Le grand peintre ne tarda point à s'imposer à tous ; protégé par Louis-Philippe, toujours bien vu de Thiers, il continuait à travailler, fuyant le monde, se bornant à faire ce voyage au Maroc (1842) d'où sortirent quelques chefs-d'œuvre. Shakespeare, Gœthe, Byron lui fournirent beaucoup de ses sujets ; mais cet artiste, qui demeurait un classique en littérature, conserva aussi l'amour des anciens et le culte de Virgile.

L'orientalisme inspira heureusement d'autres peintres de ce temps, entre autres Decamps après son voyage en Asie Mineure. Mais une des principales gloires du romantisme est d'avoir provoqué la renaissance du paysage. Un ami de Delacroix, Paul Huet, fut un des premiers à s'insurger contre les traditions des froids paysagistes en honneur sous l'Empire. Plusieurs grands artistes, s'attachant comme lui à reproduire avec une obstination fervente les sites et les paysages de l'Île-de-France, travaillèrent, longtemps ignorés, dans la forêt de Fontainebleau et dans ce village de Barbizon qu'ils allaient immortaliser : Théodore Rousseau, Daubigny, Jules Dupré, ainsi que les animaliers comme Troyon, ne devaient arriver à la renommée qu'après 1848. Un autre maître du paysage, Corot, formé par l'Italie, ne reniait pas la tradition classique, mais renouvela son art par le don qu'il possédait de saisir les jeux changeants de la lumière, notamment à l'aube et au crépuscule ; lui aussi devait subir longtemps les mépris de l'Institut.

Les adversaires du romantisme demeurèrent, en effet, tout-puissants à l'Académie des Beaux-Arts ; ils possédaient là un champion infatigable dans Quatremère de Quincy, qui fut secrétaire perpétuel de cette compagnie de 1816 à 1839. La perfection n'est plus à trouver, disait-il, puisque Rome et la Grèce l'ont réalisée. La vue des marbres du Parthénon, rapportés d'Athènes à Londres par lord Elgin, le confirma

dans cette conviction ; parmi les modernes, Raphaël et Canova lui paraissaient avoir le mieux compris comment on arrive à la beauté en s'inspirant des anciens. Révolté par le romantisme, il affirma que la régression de l'art depuis l'antiquité allait de pair avec la progression dans les sciences. Il eut le bonheur de voir ses théories acceptées, pratiquées par Ingres.

Ingres avait longtemps passé pour un novateur, infidèle à David, ami des primitifs italiens du xv^e siècle ; mais quand il revint de Rome à Paris en 1824 après un exil volontaire de dix-huit ans, les classiques saluèrent en lui un chef d'école. Cet adorateur de la beauté protestait contre ceux qui voulaient aussi reproduire le laid ; cet artiste probe et laborieux n'eut que mépris pour ceux qui niaient l'importance du métier, qui se fiaient aux improvisations du génie. Admirable portraitiste, il reprochait aux romantiques de négliger le portrait ou d'y réussir assez mal. Désormais on l'opposa toujours à Delacroix : les deux adversaires, l'un dans sa sérénité orgueilleuse, l'autre dans son inquiétude malade, se ressemblaient d'ailleurs par la persévérance dans le travail. Ingres quitta encore une fois Paris en 1834 pour la direction de l'Académie de France à Rome ; quand il y rentra en 1841, ce fut pour donner une série d'œuvres nouvelles qui devaient rester parmi ses meilleures.

Ne pourrait-on pas, en négligeant les querelles d'école, unir le dessin d'Ingres au coloris de Delacroix ? C'est ce que pensa un grand artiste, Chassériau, demeuré longtemps trop peu connu du public. C'est ce que pensèrent aussi quelques peintres moins remarquables que lui, mais plus habiles à comprendre ce qui plaisait à la foule. Celle-ci aimait chez les romantiques la vie et la couleur, mais repoussait leur mépris pour la tradition ; elle aimait les sujets historiques en peinture, comme dans les opéras de Meyerbeer ou les romans d'Alexandre Dumas. Paul Delaroche et Horace Vernet devinrent ainsi les favoris de la génération de 1830 : le premier l'éblouit par ses grandes toiles, surtout celles dont les sujets étaient empruntés à l'histoire d'Angleterre ; le second la charma par l'étonnante facilité qu'il déployait dans ses tableaux militaires, notamment ceux où il se fit le peintre de la conquête de l'Algérie. Leurs imitateurs eurent une ample matière à traiter dans les galeries de Versailles. Le romantisme contribuait à développer, en France comme à l'étranger, ce qu'on nomma la « muséomanie » ; Louis-Philippe sauva de la ruine le château de Louis XIV en en faisant un musée, mais il le remplit de tableaux où la recherche

d'une leçon patriotique l'emportait trop souvent sur le souci de la beauté.

En peinture comme en littérature, la France vers 1840 parut disposée à favoriser une réaction contre le romantisme. Le retour triomphal d'Ingres à Paris sembla rendre aux classiques leur prépondérance ; mais cette réaction profita au réalisme, qui d'ailleurs était favorisé par les théories et les exemples des peintres romantiques. L'heure était proche où la justice allait venir pour les maîtres de Barbizon, comme pour Millet et Courbet.

Aucun pays à cette époque ne pouvait rivaliser avec la France dans la peinture. Pendant l'Angleterre et l'Allemagne avaient de grands artistes. En Angleterre la génération des portraitistes prit fin avec Lawrence, comme celle des paysagistes avec Constable. Mais l'imitation des maîtres hollandais, jointe au goût général pour l'aquarelle, entretint chez les peintres anglais l'habitude d'observer la nature et de travailler en plein air ; un artiste puissant, Turner, se fit ainsi le digne successeur de Claude Lorrain comme peintre de la lumière. Autour de lui les artistes faiblissaient, ne savaient plus que se répéter ; la jeunesse voulait autre chose, et l'école préraphaélite se révéla pour la première fois en 1844 avec le concours ouvert pour la décoration de Westminster.

Ce nom de préraphaélites aurait pu être adopté aussi par les peintres qui formaient l'école la plus originale de l'Allemagne, les Nazaréens. Ces artistes étaient pénétrés de l'esprit de mysticisme, de réaction sociale, qui a caractérisé les hommes de 1815 ; Rome les attira et les éblouit, non la Rome des Césars, mais celle des martyrs et des papes. Pfarr, Veit, Overbeck, Cornelius allèrent y travailler ; les trois premiers, qui étaient protestants, se convertirent ; Cornelius, né catholique, fortifia dans la ville de saint Pierre sa foi religieuse. Amoureux de l'art chrétien du xv^e siècle, qui charmait Ingres à la même époque, ils s'éprirent de Frà Angelico et de sa simplicité ; ils prêchèrent le retour à la fresque, procédé favori des peintres chrétiens. Rentré en Allemagne en 1818, Cornelius régna successivement à Dusseldorf, à Munich et à Berlin. Les Nazaréens connurent quelque temps une grande popularité en Allemagne et dans les pays voisins ; ils eurent même quelque action sur les peintres religieux de Lyon, et Cornelius fut brillamment reçu par Louis-Philippe en 1838. Mais leur renommée baissa vite ; on se lassa, en Allemagne comme ailleurs, de cette pein-

ture pleine de nobles idées, de généreuses intentions, mais de plus en plus indifférente au charme de la couleur. On se fatigua des grandes scènes d'histoire de la civilisation qui s'étaient sur les murs des nouveaux monuments de Munich. La faveur du public revint au paysage romantique de Friedrich ; elle alla surtout au réalisme, à la peinture des « bons bourgeois » (*Biedermeiermalerei*). Ce fut l'époque des portraitistes exacts, minutieux, à l'horizon borné, mais ayant le goût du terroir, les Oldach et les Kruger, les Burkel et les Kobell.

C'était la peinture française qu'on imitait à l'étranger. L'Espagne, où Goya fut le maître admiré jusqu'en 1828, chercha ensuite ses modèles en France. L'Italie elle-même demeurait sous la domination de David ; quelques peintres seulement, comme Hayez, le maître de Milan, adoptèrent un romantisme modéré, analogue à celui de Delaroche. Seuls les pays du nord s'inspirèrent de l'art allemand. Il pénétra en Norvège avec Dahl, le grand paysagiste romantique fixé durant presque toute sa vie à Dresde, auprès de son ami Friedrich. Il conquiert aussi, comme tout ce qui était allemand, la faveur de Nicolas I^{er} et de sa cour. Mais l'art français lui disputait, notamment en Suède, l'admiration des peintres scandinaves ; Horace Vernet fut accueilli à la cour de Russie comme le roi de la peinture. Le romantisme, en éveillant le sentiment national des peintres comme des poètes, favorisa les débuts de Manes chez les Tchèques et prépara l'œuvre patriotique de l'artiste polonais Matejko.

La peinture a toujours été secondée, popularisée par la gravure. Celle-ci connut à cette époque un développement prodigieux, avant que la découverte de la photographie vint lui susciter une concurrence redoutable. La gravure au burin trouva des maîtres classiques avec Henriquel-Dupont en France et Calametta en Italie. La gravure sur bois fut rajeunie par un procédé nouveau, découvert en Angleterre, qui passa ensuite sur le continent. La gravure à l'eau-forte occupa non seulement des artistes spéciaux, mais plusieurs grands peintres. Delacroix comme Goya, Daubigny comme Wilkie ont laissé de belles eaux-fortes. Mais la découverte remarquable qui allait inaugurer pour l'estampe une vie nouvelle fut celle de la lithographie. Ce procédé inventé en Allemagne par Senefelder passa dans les autres pays depuis 1820 et facilita beaucoup la diffusion des œuvres d'art ; le romantisme s'en servit pour faire connaître à tous les richesses nationales, les monuments reli-

gieux et les sites pittoresques. En France un groupe de graveurs sut faire de la lithographie l'égal des arts majeurs : Charlet popularisa les souvenirs familiers de la légende napoléonienne, Raffet en fit ressortir avec une singulière puissance les aspects épiques ; Gavarni devint le peintre tour à tour attendri et amusé des mœurs parisiennes ; enfin divers caricaturistes, parmi lesquels le plus grand fut Daumier, menèrent une guerre sans merci contre Louis-Philippe et l'égoïsme insolent de la bourgeoisie triomphante. La lithographie attira aussi beaucoup de grands peintres, depuis Géricault et Delacroix jusqu'à un jeune artiste prussien destiné à la célébrité, Adolphe Menzel. Cette richesse de procédés permit à la gravure de conserver en plusieurs pays, en Russie par exemple, un art national populaire et savoureux, à côté de l'art classique adopté par les classes dirigeantes.

X. — LA RÉSISTANCE CLASSIQUE DANS L'ART¹.

Cet art classique dominait surtout dans l'architecture, et il avait sa capitale à Rome. Rome redevint pendant les premiers tiers du XIX^e siècle la ville sainte où les artistes non seulement allaient en pèlerinage, mais rêvaient de passer une partie de leur vie ; Ingres, Cornelius, Thorvaldsen y attirèrent par leur exemple quantité de peintres, de sculpteurs. Les meilleurs peintres de la Russie, par exemple, ont été se fixer à Rome ou en Italie, au point de perdre presque tout contact avec la terre natale : c'est en Italie que Brullov termina vers 1830 son grand tableau, *Le dernier jour de Pompéi* ; c'est en Italie qu'Ivanov, artiste religieux comme les Nazaréens, travailla pendant vingt ans à son œuvre maîtresse, *L'apparition du Christ au peuple*. Mais Rome fut plus encore la ville des architectes. C'est là qu'ils venaient se pénétrer des modèles antiques, admirer le Panthéon, étudier les frontons et les péristyles, les colonnes et les chapiteaux. Les plus hardis visitaient aussi les temples grecs de Paestum ou de Sicile, et préféraient parfois à l'antiquité romaine l'antiquité hellénique. Un véritable style international s'imposa pour tous les monuments qui devaient avoir un caractère décoratif. En Italie, quand les rois restaurés à

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres indiqués p. 252, ajouter Chenesseau, *Sainte-Croix d'Orléans* (Paris, 1921-1922, 3 vol. in-4°) ; Sir Banister Fletcher, *A history of architecture* (Londres 1902, gr. in-8° ; 8^e éd., très augmentée, 1928).

Naples et à Turin en 1814 voulurent chacun élever une église pour commémorer cet événement, leurs architectes firent des copies du Panthéon. En France le style Empire, dont Percier et Fontaine avaient été les maîtres, maintint la prédominance des anciens; il régnait à la Madeleine comme à la Bourse, au fronton du Panthéon parisien comme à l'Arc de triomphe de l'Étoile. En Allemagne l'architecte de Berlin, Schinkel, bâtit le théâtre et le musée dans le style des anciens, et c'est encore l'antiquité que l'architecte de Munich, Léo de Klenze, imite quand il construit la Glyptothèque et la Pinacothèque ou reproduit les Propylées. Un disciple de Schinkel élève à Christiania (aujourd'hui Oslo) l'Université, qui est un édifice néogrec. Saint-Pétersbourg est peut-être la capitale où, après 1815, les architectes purent le mieux réaliser un ensemble imposant de monuments classiques : Russes comme Rossi, Allemands comme Klenze, Français comme Ricard de Montferrand, tous obéissent au même idéal quand il s'agit d'orner la capitale des tsars, d'élever le musée de l'Ermitage ou la cathédrale Saint-Isaac. Le royaume de Pologne met à profit son autonomie éphémère, entre 1815 et 1830, pour embellir Varsovie par une série de monuments classiques, la Banque, la Monnaie, l'Université, construits en majeure partie par l'Italien Corazzi. En Angleterre, si la peinture échappe aux théories de Winckelmann et de David, l'architecture est classique; le style Régence, comme l'appellent les Anglais, correspond à ce que les Français nomment le style Empire.

La toute-puissance de l'art gréco-romain est cependant ébranlée, même en architecture, par les idées romantiques. Celles-ci n'engendrent point un art nouveau, mais opposent aux pastiches de l'antiquité les pastiches du moyen âge. C'est l'Angleterre qui se montre le plus disposée à les accepter, car elle n'a jamais cessé de construire, à côté des monuments classiques, des monuments gothiques. Lorsqu'un incendie eut dévoré Westminster en 1834, on décida, non sans hésitation, que le nouveau palais du Parlement serait élevé dans le style perpendiculaire, cher aux Anglais du xv^e siècle; ce grand ouvrage fut confié à Barry, qui eut un aide précieux dans le dessinateur Pugin, fils d'un graveur français émigré. En France le romantisme réussit principalement à sauver de la ruine les monuments gothiques du passé; Viollet-le-Duc inaugura à Vézelay ses grandes restaurations; mais l'art gothique ne produisit pas d'édifices nouveaux dignes de rivaliser avec le

moyen âge, pas même à Orléans, où la cathédrale achevée en 1829 avait été commencée depuis deux siècles. Sainte-Clotilde, à Paris, fut une copie, d'ailleurs ingénieuse, des anciennes cathédrales. L'Allemagne également ne sut faire que la restauration de Cologne. Quand les architectes russes, pour plaire à Nicolas I^{er}, prétendirent employer un style pseudo-national, le résultat fut très médiocre.

Néanmoins des besoins nouveaux se révélaient, qui allaient forcer les architectes à secouer le joug du passé. Des matériaux comme le fer commençaient à être employés : Labrousse, à Paris, s'en servit pour construire la bibliothèque Sainte-Geneviève, qui étonna ses contemporains. Écoles et mairies, prisons et hôpitaux, gares et grandes usines, autant de bâtiments qui se multipliaient, posant une foule de problèmes jusque-là inconnus. Mais on se refusait encore à voir le lien de ces questions pratiques avec l'art proprement dit.

La sculpture demeura également soumise pendant longtemps à la domination des modèles anciens. Cette domination était acceptée, en effet, par les deux rois de la sculpture, Canova et Thorvaldsen. Canova en 1815 était à l'apogée de sa gloire : son ami Quatremère de Quincy louait en lui le plus parfait représentant vivant de l'art classique. Le grand sculpteur danois Thorvaldsen, venu en Italie dès 1797, y resta trente-neuf ans avant d'aller faire des tournées triomphales en Allemagne et dans les pays scandinaves ; ce fut le Canova de l'Europe septentrionale. Cette prédominance de l'idéal classique fut renforcée par le spectacle des œuvres anciennes apportées de Grèce ; les marbres du Parthénon, exposés à Londres, servirent de modèles à la plupart des sculpteurs anglais. C'est en France que les artistes réussirent le mieux à s'affranchir. Pradier est encore un classique, mais sa grâce toute sensuelle suffit à le rendre original. David d'Angers donna tout à tour des gages aux deux écoles rivales : ce grand portraitiste, qui a conservé dans plus de cinq cents médaillons l'effigie de ses plus illustres contemporains, sculpta aussi nombre de héros nus à la mode classique. Rude qui, après un exil volontaire de douze ans en Belgique, revint en France en 1817, s'inquiétait peu des querelles d'écoles ; mais la *Marseillaise* de l'Arc de triomphe de l'Étoile, malgré la nudité classique des personnages, a fait de lui pour tous les Français le grand sculpteur du romantisme. Républicain et bonapartiste à la fois, comme tant d'hommes de ce temps, il apporta autant de passion que de

talent à représenter Napoléon s'éveillant à l'immortalité ou Godefroy Cavaignac étendu dans la tombe. Barye se réclamait hautement du romantisme, comme son ami Delacroix ; mais ce grand sculpteur d'animaux, qui observa si longtemps les fauves du Jardin des Plantes sans reculer devant des études précises d'anatomie, fut en vérité un des maîtres du réalisme.

Les autres pays réagirent moins que la France contre la sculpture classique, d'autant plus que, selon le mot de Théophile Gautier, cet art « se prêtait peu à l'expression de l'idée romantique ». Cependant on remarque un certain éclectisme chez les sculpteurs de Berlin, Schadow et Rauch, qui fit le tombeau de l'héroïne nationale, la reine Louise. Il est curieux de constater que ce fut l'Italie qui se défendit le mieux contre la domination de Canova, grâce à des sculpteurs de Florence et de Milan qui se réclamèrent du xv^e siècle italien, grâce à un réaliste comme Vela, dont le *Spartacus* émut en 1847 les patriotes ennemis de l'Autriche.

XI. — LA MUSIQUE¹.

La royauté musicale conquise par l'Allemagne au xviii^e siècle lui fut conservée dans la génération suivante. Beethoven, malgré les passions qui troublaient sa vie, malgré la surdité qui attristait son travail, ne cessa de produire des œuvres également admirées des classiques et des romantiques. Ce fut, au contraire, une existence très courte que celle de Schubert, mais cet enfant prodige laissa une œuvre immense, faite pour plaire aux contemporains de Brentano et de Jacob Grimm, car il incarna le *lied* allemand. En 1821 Weber fit jouer à Berlin le *Freischütz*, « opéra romantique », selon l'annonce du programme : c'est le diable qui en conduit l'action. Le romantisme s'imposa aussi à la gravité de Mendelssohn, à la délicate sensibilité de Schumann.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Jules Combarieu, *Histoire de la musique*, t. II et III (Paris, 1913-1919, in-8°) ; *Histoire de la musique*, par divers auteurs dans l'*Encyclopédie de la musique*, dirigée par Albert Lavignac (Paris, [1920], 2 vol. in-4°) ; G. Adler, *Handbuch der Musikgeschichte* (Francfort, 1924, in-8°) ; Adolphe Boschot, *Histoire d'un romantique : Berlioz* (Paris, 1906-1913, 3 vol. in-16). Dans la collection *Les Maîtres de la musique*, dirigée par J. Chantavoine (Paris, in-12), voir Chantavoine, *Beethoven* ; Paul-Marie Masson, *Berlioz* ; H. Bidou, *Chopin* ; Chantavoine, *Liszt* ; C. Bellaigue, *Mendelssohn* ; L. Dauriac, *Meyerbeer* ; H. de Curzon, *Rossini* ; C. Gérold, *Schubert* ; Victor Basch, *Schumann* ; A. Cœuroy, *Weber*. — Sur Beethoven il a paru de nombreux livres dans tous les pays en 1927, à l'occasion du centenaire de sa mort, notamment Romain Rolland, *Beethoven* (Paris, 1929, 2 vol. in-8°). — Sur l'Angleterre, Henry Davey, *History of English music* (Londres, 1924, in-8°).

Vers le même temps apparut un autre compositeur que les maîtres saluèrent aussitôt comme l'égal des plus grands ; mais le public devait passer bien des années avant de comprendre pleinement le génie de Richard Wagner, quoique Dresde ait fait bon accueil dès 1843 au *Hollandais volant*.

Au siècle précédent la musique allemande avait rencontré la rivalité de la musique italienne, plus classique, plus séduisante, exigeant un moindre effort d'attention. Il en fut de même au temps du romantisme. Rossini, partout où il séjourna, excita un véritable enthousiasme parce qu'il possédait le don de la mélodie et que, négligeant la profondeur de la pensée ou du sentiment, il savait charmer l'oreille. *Le barbier de Séville* (1816) et *Guillaume Tell* (1829) devinrent aussitôt populaires. L'habile homme s'arrêta ensuite et cessa de produire, se contentant de savourer sa gloire et de diriger la musique italienne à Paris. A défaut de lui, bien d'autres, Spontini, Bellini, Donizetti, continuèrent les traditions aimables d'une école qui, parfois critiquée par les maîtres, obtenait dans tous les pays la sympathie des foules.

L'Allemagne (en y comprenant l'Autriche) et l'Italie étaient les deux principaux foyers de l'art musical ; mais ces deux pays encore pauvres, divisés en petits États, n'offraient que des récompenses médiocres aux compositeurs ou à leurs interprètes. Si Vienne avait une cour et un public également passionnés pour la musique, des villes comme Berlin, Dresde ou Naples ne suffisaient point à les retenir. A Saint-Pétersbourg la protection impériale donna aux représentations de l'Opéra un éclat très vif ; mais les artistes recherchèrent plus encore les capitales de l'Occident, Londres et Paris. A Londres l'aristocratie, goûtant peu la musique nationale, faisait excellent accueil aux étrangers et leur témoignait une générosité sans limites. Paris avait le même attrait pour les musiciens que pour les écrivains ou les réfugiés politiques, et la faveur des rois décida plusieurs d'entre eux à y rester. Les Bourbons s'attachèrent Cherubini, puis Rossini ; Donizetti vécut à Paris longtemps. Si Richard Wagner ne réussit point à se faire connaître pendant son séjour de 1839-1842, Meyerbeer jouit d'un succès constant pendant les seize années qu'il y demeura. Cet artiste allemand, élevé d'abord à l'école des Italiens, avait le style brillant qui plaisait aux Parisiens ; le choix de ses sujets historiques, son romantisme tempéré, adouci, contribuèrent au triomphe de *Robert le Diable* et des *Huguenots*.

Si accueillant pour les étrangers, Paris ne le fut pas toujours autant pour les musiciens français. Parmi eux se trouvait un puissant génie, digne de représenter le romantisme dans la musique : « Hector Berlioz, écrivait Théophile Gautier, nous paraît former, avec Victor Hugo et Eugène Delacroix, la trinité de l'art romantique. » L'approbation des connaisseurs et la faveur des fils de Louis-Philippe ne compensèrent point aux yeux de Berlioz la froideur du public parisien. Celui-ci préférerait aux symphonies la musique dramatique et, au théâtre, il recherchait les opéras de Rossini et de Meyerbeer, à côté desquels Halévy conquist une place honorable ; il aimait plus encore l'opéra-comique, avec ses pièces aimables, peu fatigantes, où l'orchestre, au lieu de dominer la scène, demeurait le serviteur du chant. Boïeldieu en avait donné le modèle avec *La dame blanche* (1825). Mais l'enfant gâté de Paris fut Auber : heureux musicien, secondé par l'ingéniosité de Scribe, son librettiste, ce compositeur facile ne connut que des victoires. Un Hérold, un Adam obtinrent des succès pareils, provoquant les imprécations de Berlioz contre la bourgeoisie vulgaire, ignorante, incapable de comprendre la vraie musique.

Les capitales se disputaient les virtuoses les plus en vue et voulaient posséder le violon de Paganini ou le piano de Liszt. Certains de ces virtuoses étaient aussi de remarquables compositeurs, comme Liszt, qui eut le mérite singulier d'apprécier dès leurs débuts un Berlioz et un Wagner. Plus grande encore fut la renommée de Chopin. Cet enfant prodige, célèbre à Varsovie dès l'âge de huit ans, fixé à Paris depuis 1831, ne fut pas seulement un pianiste admirable, mais un génie musical qui, par ses œuvres, contribua plus encore que Mickiewicz à éveiller les sympathies pour la Pologne martyre. Partout la bourgeoisie, par mode ou par goût, s'intéressait à la musique ; vers 1840 le piano devint un élément presque nécessaire de l'éducation donnée aux jeunes filles. Mais le peuple, en France comme en Angleterre, demeurait dépourvu de cet instinct musical qui, en Allemagne, en Italie ou dans les pays slaves, étonnait les voyageurs.

Le romantisme contribua beaucoup à rapprocher la littérature et l'art. Les poètes, amoureux des belles images et sensibles à la sonorité du vers, se prirent de goût pour la peinture et la musique, et pour les monuments de l'architecture. Peintres et musiciens puisèrent leur inspiration dans la poésie et l'histoire. Victor Hugo se délasse de son travail poétique par de beaux

dessins ; Delacroix aime les grands poètes et ne se fatigue pas d'écouter Chopin au piano. Même alliance en Allemagne entre écrivains et artistes. Le romantisme tendait à élargir l'esprit et la sensibilité.

Le mouvement romantique a-t-il servi le nationalisme ou le cosmopolitisme ? Il est si riche, si complexe que son développement a favorisé les théories, les passions les plus opposées. Qu'il ait aidé, en général, le nationalisme, c'est évident ; les peuples qui s'éveillaient à des aspirations nouvelles ou qui reprenaient conscience d'un passé glorieux conçurent un orgueil parfois agressif, mêlé d'antipathie contre l'étranger. On le vit chez plusieurs peuples slaves, et mieux encore en Allemagne, où le romantisme encouragea le soulèvement de 1813 comme la subite explosion de gallophobie en 1840. Mais la sympathie pour les œuvres exotiques, l'admiration pour les grands génies pouvaient aussi préparer le triomphe de la concorde. Beaucoup d'hommes de ce temps auraient signé la circulaire où les fondateurs de la Société de géographie de Paris déclarèrent, en 1821, vouloir travailler « aux progrès de la civilisation, à l'anéantissement de toutes les haines et de toutes les rivalités nationales, et à l'amélioration des destinées de l'espèce humaine ».

CHAPITRE III

LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE¹

Est-ce la littérature ou la science qui, à l'époque du romantisme, a le plus agi sur les peuples? Question probablement insoluble; mais il ne faut pas oublier que le temps de Byron et de Victor Hugo fut également celui de Fresnel et de Stephenson.

I. — LES SAVANTS ET LES INVENTEURS².

La transformation sociale qui avait accompagné l'époque révolutionnaire fit sentir ses effets sur la vie et le recrutement des savants. Au XVIII^e siècle c'étaient en majorité des amateurs, possédant une fortune personnelle ou rémunérés par une pension, une occupation peu absorbante, si bien qu'ils disposaient de loisirs prolongés; il n'en est plus de même au XIX^e. L'Angleterre seule, demeurée le plus aristocratique des pays européens, possède encore bon nombre de ces cher-

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — *Histoire des sciences en France* par E. Picard, H. Andoyer, Ch. Fabry, P. Humbert, A. Colson, M. Caullery et R. Lote, dans l'*Histoire de la nation française* dirigée par G. Hanotaux, t. XIV et XV (Paris, 1924, 2 vol. in-4°); George Sarton, *Au Introduction to the history of Science*, t. I (Londres, 1928, in-8°), publication de la « Carnegie Institution » de Washington, qui renferme des bibliographies utiles; *Geschichte der Wissenschaften in Deutschland. Neuere Zeit* (Munich, 1864-1899, 24 vol. in-8°), grande œuvre collective publiée par la Commission historique de l'Académie de Munich. P. Tannery a donné, en outre, un résumé commode de l'histoire des sciences dans la première moitié du XIX^e siècle au t. X de l'*Histoire générale*, publ. sous la direction d'E. Lavissee et A. Rambaud (Paris, 1898, in-8°), p. 732-768.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Alfred Picard, *Le bilan d'un siècle*, t. I (Paris, 1906, grand in-8°); Daniel Bellet, *L'évolution de l'industrie* (Paris, 1914, in-16), de la « Bibliothèque de philosophie scientifique »; Vierendeel, *Esquisse d'une histoire de la technique* (Bruxelles, 1921, 2 vol. in-12, de la « Collection Lovanium »), une des meilleures études d'ensemble qui existent sur le sujet; Iles, *Leading American Inventors* (New-York, 1882, in-8°); Samuel Smiles, *Men of invention and industry* (Londres, 1884, in-8°); Thompson, *The age of invention. A Century of mechanical conquest* (New-York, 1921, in-8°, vol. XXXVII des « Chronicles of American series »); J. H. Clapham, *An economic history of modern Britain. The early railway age, 1820-1850* (Cambridge, 1927, in-8°); important surtout pour l'histoire économique, ce livre a sa valeur aussi pour l'histoire de la technique.

cheurs indépendants et riches ; ils deviennent rares sur le continent, quoique la France puisse nommer un Dutrochet travaillant dans son laboratoire de Touraine ou un Boucher de Perthes méditant sur les origines de l'homme dans sa résidence d'Abbeville. La plupart des savants sont maintenant des professeurs, qui trouvent dans les laboratoires annexés à leurs chaires les instruments de travail indispensables. Ce régime existait depuis longtemps déjà dans les Universités allemandes ; il s'y développe encore davantage depuis 1825, parce que les gouvernements de Berlin et de Munich se font gloire de favoriser leurs Universités, de fondation récente, et se disputent les professeurs les plus renommés. Si les vieilles Universités d'Angleterre somnoient quelque peu, celles d'Écosse abordent activement les sciences nouvelles. La France laisse végéter ses Facultés de province, réduites au rôle de jurys de baccalauréat ; mais le Collège de France et le Muséum d'histoire naturelle, rivalisant avec la Faculté des sciences, l'École Polytechnique et l'École Normale, font de Paris un centre incomparable de vie intellectuelle. Ces trois pays tiennent la tête du mouvement scientifique, sans en avoir le monopole ; bien d'autres nations y collaborent, depuis les pays scandinaves, qui se glorifient d'un Berzélius et d'un CErsted, jusqu'à l'Italie où Galvani et Volta trouvent des successeurs dignes d'eux, un Pixii, un Pacinotti. Quelquefois on vit des familles de savants se transmettant de père en fils le goût du travail, l'habitude des observations précises et réfléchies : tels furent les La Rive et les Candolle à Genève, les Siemens en Allemagne, les Geoffroy Saint-Hilaire et bientôt les Becquerel en France.

Les savants devenus des professeurs exposent volontiers à la jeunesse leurs recherches et leurs découvertes ; celles-ci peuvent donc se répandre plus vite qu'autrefois. Néanmoins d'un pays à l'autre les communications sont difficiles, la poste mal organisée, les voyages longs et coûteux ; aussi arrive-t-il souvent que des travaux portant sur le même sujet soient poursuivis simultanément dans diverses villes par des savants qui s'ignorent. La première géométrie non-euclidienne fut construite à peu près en même temps par l'Allemand Gauss, le Russe Lobatchevski et le Transylvain Bolyai ; la galvanoplastie fut découverte en 1838 et par l'Anglais Spencer et par le Russe Jacobi ; Le Verrier quelques années plus tard achevait à Paris les calculs qui lui permirent d'affirmer l'existence de la planète Neptune, tandis qu'Adams, à Cambridge, arrivait de son côté

aux mêmes conclusions. Cependant cet isolement diminue. Des relations personnelles se nouent entre maîtres de divers pays. Alexandre de Humboldt, l'illustre naturaliste prussien qui a passé une partie de sa vie à Paris, demeura toujours lié d'une étroite amitié avec Arago et Gay-Lussac. L'expérience d'Ersted à Copenhague (1820) fut aussitôt refaite à Genève, puis à Paris, ensuite en Angleterre, où Davy en montra l'importance capitale à son disciple Faraday. Mais le moyen le plus sûr d'assurer des rapports réguliers entre les chercheurs était l'existence de périodiques scientifiques. Crelle en Allemagne commence (1826) un recueil de travaux mathématiques bientôt renommé; Liouville, en France, inaugure son *Journal de mathématiques pures et appliquées* (1836), et l'Académie des Sciences, adoptant le projet d'Arago, se met à publier (1835) les comptes rendus hebdomadaires de ses séances. Les idées nouvelles circulent ainsi d'un pays à l'autre, développant cet internationalisme scientifique si précieux pour les découvertes.

A toutes les époques les recherches les plus désintéressées, parfois les plus abstraites, ont pu donner lieu à des applications d'une grande utilité pratique. Il en fut de même alors; Ampère et Faraday, par exemple, en étudiant d'un point de vue purement scientifique les effets de l'électricité, ont préparé la construction de machines puissantes. Mais ce qu'on n'avait pas vu encore, c'est de nombreux savants s'appliquant volontairement à chercher des inventions techniques. L'élan donné depuis un demi-siècle par les créateurs de machines, la révolution industrielle qui gagne sans cesse du terrain, les besoins nouveaux de la société poussent les chercheurs dans cette voie. La mécanique, par exemple, s'était longtemps bornée à l'étude et au perfectionnement des grandes théories inaugurées par Galilée; désormais elle s'intéresse à l'art de l'ingénieur, elle étudie les treuils et les appareils de levage, les turbines à eau comme les turbines à vapeur, la résistance des matériaux, la stabilité des constructions. Souvent des travaux pratiques mettent sur la voie de nouveaux progrès théoriques. Le savant doit, pour ses expériences, utiliser les moyens qu'il a sous la main; l'industrie en se développant sert donc la science.

En réalité, ce ne sont pas les savants qui, à cette époque, ont le plus contribué aux progrès de la technique; ce sont les inventeurs. Ceux-ci furent ordinairement de simples ouvriers ou des fils d'ouvriers, vivant dès l'enfance au milieu des machines,

connaissant de près les défauts de chaque outil et les essais faits pour y porter remède. Une intuition soudaine les amène quelquefois à découvrir le secret vainement cherché avant eux ; mais le plus souvent il leur faut de longs tâtonnements pour mettre au point la première découverte, pour amener à sa complète réalisation l'idée restée d'abord confuse. Le perfectionnement d'un des rouages d'une machine en fait imaginer d'autres, qui suscitent à leur tour de nouvelles trouvailles. Ce travail passionne ceux qui s'y sont voués. « De toutes les choses folles de cette vie, disait James Watt, il n'en est pas de plus folle que de faire des inventions » ; cela ne l'empêcha pas d'en entreprendre encore en 1819, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Ces inventeurs étaient encouragés par le régime moderne qui, dans un pays après l'autre, s'imposait à la production ; la ruine des corps de métiers privilégiés et des jurandes les délivrait du péril de voir leurs initiatives étouffées par la routine, par des règlements étroits et surannés. Tous les pays fournirent des inventeurs ; mais les plus nombreux apparurent chez les Anglo-Saxons, chez ces peuples de Grande-Bretagne et des États-Unis qui avaient le goût de l'industrie, la passion du commerce, le désir de faire fortune. D'ailleurs l'avance prise depuis un demi-siècle par l'Angleterre et l'Écosse, le succès bientôt légendaire des Watt et des Fulton entretenaient dans ces pays, chez les ingénieurs comme chez les ouvriers, une fièvre de recherches favorable aux trouvailles heureuses. La technique ne fut donc point alors la fille de la science ; mais très souvent l'invention d'un ouvrier peu cultivé fut ensuite reprise, examinée minutieusement dans les laboratoires des savants, si bien qu'on en tira des conséquences auxquelles l'inventeur n'avait point songé. Science et technique devinrent inséparables.

II. — LES GRANDS PROGRÈS SCIENTIFIQUES¹.

Sans prétendre exposer ici le mouvement scientifique dans son ensemble, il est indispensable d'indiquer les principaux progrès accomplis, de citer quelques noms particulièrement

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres indiqués p. 265, voir Hannequin, *Études d'histoire des sciences et d'histoire de la philosophie*, t. I (Paris, 1908, in-8°) ; Edmond Hoppe, *Geschichte der Physik* (Braunschweig, 1926, in-8°) ; traduction française : *Histoire de la physique* (Paris, 1928, in-8°) ; E. C. Whittaker, *History of the theories of æther and electricity* (Cambridge, 1910, in-8°) ; Delacre, *Histoire de la chimie* (Paris, 1920, in-8°) ; Oswald, *L'évolution de la chimie au XIX^e siècle* (Paris, [1921],

illustres, enfin d'insister sur les principales transformations que les sciences appliquées apportèrent entre 1815 et 1848 dans la vie des sociétés humaines.

L'avance des mathématiques ne fut point aussi remarquable qu'au xvii^e siècle ou à la fin du xviii^e. Pourtant les grands travailleurs ne firent point défaut. Quelques-uns n'eurent qu'une courte vie, comme le Norvégien Abel ou le Français Évariste Galois, et moururent avec la douleur de croire que leurs travaux demeureraient ignorés, perdus dans les archives des Académies. D'autres parcoururent une carrière très longue et vite glorieuse : Gauss, professeur à Göttingen, mena toujours de front l'observation astronomique, l'analyse et le calcul ; Cauchy, célèbre dès l'âge de vingt ans, publia près de huit cents mémoires, tous originaux ou intéressants, grâce à la dextérité merveilleuse avec laquelle il maniait l'analyse. Les connaisseurs suivirent avec intérêt les travaux de Legendre et de Michel Chasles, de Steiner et de Plucker, de Jacobi et de Sophus Lie. Les progrès des mathématiques profitèrent à l'astronomie comme à la mécanique. L'astronomie, avant même d'aboutir à la découverte fameuse de Le Verrier en 1846, fut popularisée en France par les brillants exposés d'Arago, ce grand savant qui trouvait du temps pour la politique militante et pour la vulgarisation de toutes les découvertes. La mécanique alla toujours plus loin dans la voie des applications, avec Poncelet, Poinsot et Navier, qui formula les règles générales de la technique.

Les sciences trouvaient grand avantage à communiquer entre elles, à explorer les frontières qui les avaient longtemps séparées. Fourier donna une vive impulsion à la physique mathématique, de même que Dalton et Gay-Lussac à la physico-chimie. Les recherches de la mécanique sur les moyens de vaincre le frottement conduisirent à la théorie qui allait transformer la physique. Celle-ci était encore au début du xix^e siècle telle que Newton l'avait constituée. Les diverses propriétés de la matière, considérées comme fondamentales, ayant la masse pour substratum — pesanteur, chaleur, lumière, électricité — restaient considérées comme indépendantes, sans lien entre elles. La lumière était une émission de corpuscules infiniment petits. Tout reposait sur la matière bien plus que sur le mouvement.

in-16); Archibald Geikie, *The founders of geology* (Londres, 1905, in-8°); Albert Bordeaux, *Histoire des sciences physiques, chimiques et géologiques au XIX^e siècle* (Paris, 1920, in-8°); Henri Daudin, *Les classes zoologiques et l'idée de série animale en France à l'époque de Lamarck et de Cuvier, 1790-1830* (Paris, 1926, 2 vol. in-8°).

Maintenant les idées allaient changer : ce ne furent plus la matière et la masse, mais le mouvement que les savants considérèrent avant tout. Ils confirmèrent l'intuition de Descartes, pressentant que toutes les forces ne sont que des modes divers du mouvement. Un jeune ingénieur, Sadi Carnot, fils du conventionnel, affirma l'équivalence du travail et de la chaleur (1824) dans une courte brochure qui passa d'abord inaperçue ; puis un médecin allemand, Robert Mayer, philosophe à peu près étranger aux expériences de laboratoire, développa les mêmes idées et fonda la thermodynamique dans ses *Remarques sur les forces de la nature* (1842). L'électricité, à son tour, fut mise en relation avec le travail et la chaleur par le physicien anglais Joule. Ainsi les principaux phénomènes physiques étaient reconnus comme des modes du mouvement, déterminés, calculés ; c'était le triomphe de l'explication mécanique de l'univers.

Quelle était la nature de ce mouvement ? La théorie newtonienne de l'émission dominait les esprits et paraissait expliquer la plupart des faits ; la théorie des ondulations, présentée par Huyghens, avait été négligée depuis plus d'un siècle. Elle fut reprise avec de nouveaux développements par le physicien français Fresnel, qui mourut avant d'avoir fait triompher complètement ses idées. Ampère aborda également ces problèmes dans un mémoire célèbre de 1826. Faraday fit définitivement passer au second plan l'idée de matière et de masse et montra les transformations instantanées de la force.

Ces théoriciens préparèrent les applications pratiques de l'électricité. Ørsted avait montré (1820) l'action d'un courant sur un aimant et donné ainsi naissance à l'électro-magnétisme. Averti de ces expériences, Ampère, qui joignait l'esprit d'observation à la science mathématique, découvrit l'action d'un courant sur un courant : ce fut l'origine de l'électrodynamique (1820). Puis Faraday reconnut (1821) l'action directrice d'un aimant sur un courant. Ils allèrent plus loin encore dans la voie des réalisations : Ampère inventa le solénoïde et parvint à obtenir des électro-aimants ; Faraday sut découvrir l'induction (1831) et montrer les résultats pratiques de ce phénomène. Encouragés par ces travaux de laboratoire, les techniciens s'appliquaient aux machines employant l'électricité : Becquerel et d'autres améliorèrent la pile par les dépolarisants ; Dal Negro à Padoue réalisa le premier moteur électrique (1831) ; divers inventeurs essayèrent les magnétos, perfectionnées peu après par le Belge Nollet (1840).

La chimie s'était organisée au temps des Lavoisier, des Priestley, des Berthollet. Leur plus grand héritier, Davy, terminait vers 1812 sa véritable carrière scientifique pour se consacrer désormais à l'art et à la philosophie. Ce fut alors un Suédois, Berzélius, qui apparut pendant trente ans à l'Europe comme le maître de la chimie minérale ; le traité publié en 1816 par le professeur de Stockholm devint classique, et ses rapports annuels sur les progrès de la physique et de la chimie étaient attendus avec impatience dans toutes les Universités. Dulong et Petit à Paris, en formulant des lois chimiques nouvelles (1819), se proclamèrent ses disciples. Le chimiste français Gay-Lussac, admiré par les travailleurs sérieux, conseiller scientifique du gouvernement de Paris, n'avait pas cependant la renommée internationale de Berzélius ; mais celui-ci vit plus tard son autorité battue en brèche par les créateurs de la chimie organique. Elle prit son essor avec Jean-Baptiste Dumas, qui était à la fois un grand savant, un professeur aimé du public et un administrateur actif et impérieux. Il sut imposer sa direction à de nombreux collaborateurs ; cependant il y en eut deux qui résistèrent, les plus intelligents, Laurent, l'auteur de la théorie des substitutions, et Gerhardt, l'auteur de la classification sériale. L'Angleterre aussi contribuait à la création de la chimie organique avec Williamson et l'Allemand Kolbe. Un compatriote de ce dernier, Liebig, se fit l'émule et souvent l'adversaire des chimistes français. Ses découvertes rendirent célèbre le laboratoire de Giessen.

Les applications de la chimie étaient déjà nombreuses et mettaient beaucoup de produits utiles aux mains des ingénieurs et des industriels, comme des médecins et des pharmaciens. Les successeurs de Lavoisier s'appliquaient sans relâche à déterminer de nouveaux éléments indestructibles, métaux et métalloïdes, malgré l'imperfection des appareils de chauffage dont ils disposaient : Wöhler, en Allemagne, avança beaucoup dans cette voie et parvint à obtenir l'aluminium ; Balard, en France, trouva le brome (1826), dont il établit la parenté avec le chlore et l'iode. Deux professeurs à l'École de pharmacie de Paris, Pelletier et Caventou, donnèrent à leurs confrères la strychnine (1818), la brucine (1819), la quinine (1820) ; ils utilisaient la méthode préconisée par Braconnot, le directeur du jardin botanique de Nancy, qui transforma la cellulose du bois et des chiffons en sucre (glucose), en les faisant bouillir avec

l'acide sulfurique (1819). Ce dernier produit, d'une importance capitale pour l'industrie, commençait à être fabriqué en grand. Des travailleurs anglais et allemands isolèrent successivement la naphthaline et la benzine, l'aniline et la morphine, enfin le phénol dont l'utilité apparut aussitôt. Le Codex pharmaceutique français de 1837 fit pour la première fois aux préparations « chimiques » une place distincte à côté des préparations « galéniques ».

Les sciences naturelles étaient moins avancées que la physique et la chimie. La puissante impulsion que leur avaient donnée des hommes tels que Lamarck et Bichat ne se ralentit pas cependant, surtout dans les Universités allemandes : Johannes Muller fraya des voies nouvelles en biologie comme Schleiden en histologie ; Baer découvrit l'œuf d'où sortent les mammifères. Des discussions ardentes et un peu confuses s'engageaient sur l'origine des espèces animales ou végétales, sur la formation des cellules, sur la nature de cette matière primitive à laquelle le botaniste allemand Mohl donna en 1843 le nom de protoplasma. En 1830 un débat fameux, suivi avec un intérêt passionné par Goethe, mettait aux prises, à Paris, devant l'Académie des Sciences, Cuvier, affirmant la fixité des espèces, et Geoffroy Saint-Hilaire, défenseur du transformisme.

Nulle part l'incertitude n'était plus grande qu'en géologie. Cette jeune science avait provoqué dès sa naissance une querelle entre « plutoniens » et « neptuniens ». Werner, le professeur de Freiberg, avait fait prévaloir la théorie neptunienne, mais les plutoniens, chaque jour plus nombreux, finirent par gagner à leur cause le plus remarquable de ses disciples, Léopold de Buch, qui fut converti par une visite aux volcans éteints de l'Auvergne. On discutait également sur la manière dont s'étaient accomplies les transformations du globe : fallait-il les attribuer à des catastrophes subites, effondrements brusques, éruptions produisant en quelques heures un nouveau cratère, ou à des causes régulières agissant lentement d'une façon continue ? Cette dernière opinion finit par gagner les suffrages des principaux savants après que Lyell en Angleterre et Constant Prévost en France l'eurent appuyée de solides arguments. Si les doctrines demeuraient confuses, la géologie affirma son existence par d'excellentes études régionales qui, en attendant bien d'autres applications pratiques, permirent de dresser des cartes précieuses pour les ingénieurs comme pour les géographes. En Grande-Bretagne Hutton avait laissé

de nombreux élèves ; c'est en 1815 que parut la carte de William Smith, le « père de la géologie anglaise ». En France les travaux de Brongniart et de Cuvier avaient suscité des imitateurs : Élie de Beaumont et Dufrenoy établirent la carte géologique de tout le pays (1825-1840). La géologie amena ses adeptes à étudier les fossiles et fit naître ainsi la paléontologie. Les sciences naturelles progressaient donc au milieu des polémiques ; elles attiraient plusieurs hommes jeunes, encore inconnus, qui travaillaient en silence à résoudre les énigmes nouvelles posées par ces progrès. C'était Darwin qui, après avoir fait son voyage autour du globe sur le *Beagle*, se retirait à la campagne pour se consacrer à ses recherches sur l'origine des espèces ; c'était Boucher de Perthes qui formulait déjà ses idées révolutionnaires ; c'était Claude Bernard qui réalisait dès 1843 ses premières découvertes en physiologie.

Savants et inventeurs se heurtèrent souvent à l'indifférence générale ou à ces moqueries qui accueillent à l'ordinaire les théories contraires aux opinions reçues. Plus d'une fois les maîtres de la science, chargés de gloire et d'honneurs, méprisèrent les nouveautés inconnues au temps de leur jeunesse. Davy railla le projet d'établir à Londres l'éclairage au gaz ; Arago, dans un rapport à la Chambre des députés sur les chemins de fer projetés par l'État, soutint que les voyageurs sortant des tunnels seraient exposés à des fluxions de poitrine très graves. Quand le professeur allemand Ohm eut publié en 1827 l'étude où il exposait la loi de la circulation des courants électriques, ses collègues l'accablèrent d'avaries, on parla de lui interdire l'enseignement. Nombreux sont aussi les inventeurs qui ont traîné une vie misérable, soit parce qu'on ne prenait pas leurs chimères au sérieux, soit parce qu'ils ne trouvaient point les capitaux nécessaires pour donner vie à leurs idées. Philippe de Girard, gentilhomme à l'existence agitée, tout bouillonnant de conceptions ingénieuses, mais dépourvu d'esprit pratique, mourut pauvre, bien qu'on eût commencé depuis peu à reconnaître ses mérites. La machine à coudre fut inventée par Thimonnier vers 1830, mais ce modeste ouvrier tailleur ne parvint jamais à en tirer parti. Le contremaître alsacien Josué Heilman, ayant construit le métier à broder, ne put le faire accepter en France et dut le vendre à des Suisses. Dans les pays anglo-saxons les inventeurs ont eu plus souvent la chance de rencontrer des capitalistes entreprenants, qui ne craignaient pas de risquer de l'argent pour

essayer une nouvelle machine ; ce fut une des causes de l'avance technique prise par la Grande-Bretagne et les États-Unis. Cependant là aussi les échecs furent nombreux, et la routine paralysa plus d'un homme de valeur.

III. — LES GRANDES APPLICATIONS TECHNIQUES¹,

Parmi les principales applications techniques découvertes après 1815 on peut signaler d'abord une invention séduisante qui devint aussitôt populaire, sans que le public soupçonnât le profit qu'on en pourrait tirer. Le problème de la photographie se trouva résolu par Nicéphore Niepce en 1823 ; Daguerre qui avait de son côté imaginé le « diorama », s'associa bientôt avec lui, et l'œuvre ainsi achevée en commun fut connue de tous lorsqu'Arago eut fait à l'Académie des Sciences la description du « daguerréotype » (1839). Beaucoup plus utiles apparurent les inventions qui transformaient l'éclairage public ou privé. Les travaux des chimistes sur les corps gras, en particulier ceux que Chevreul poursuivit avec sa méthode rigoureuse, permirent à la bougie de remplacer la triste chandelle de suif, conservée quelque temps encore dans les campagnes. Dans les villes l'adoption de l'éclairage au gaz fut une véritable révolution. On avait fait à Londres quelques essais malheureux, qui excitèrent la verve railleuse de Walter Scott ; puis l'Allemand Winsor, personnage remuant qui joignait aux dons de l'inventeur le sens de la réclame, obtint en 1814 l'autorisation d'organiser l'éclairage public dans la paroisse de Westminster. Le succès fut tel que la grande métropole anglaise tout entière s'empressa d'adopter le nouveau système. Les capitales du continent, quelque temps effrayées par les dangers d'incendie ou d'explosion, l'imitèrent quand même, Berlin en 1828, Paris en 1829, Vienne en 1833. Leur exemple fut suivi

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre l'ouvrage capital de Clapham, cité p. 265, voir Jackman, *The development of transportation in modern England* (Cambridge, 1916, 2 vol. in-8°) : cette étude, qui va jusqu'en 1830, montre l'importance des routes, avant les chemins de fer. Les livres de L.-J. Gras sur la région de Saint-Étienne dépassent l'importance d'études locales, surtout son *Histoire économique générale des mines de la Loire* (Saint-Étienne, 1922, 2 vol. in-8°), son *Histoire des premiers chemins de fer français* (Saint-Étienne, 1924, in-8°), et son étude sur *Les routes du Forez* (Saint-Étienne, 1925, in-8°). Quoique traitant de l'époque napoléonienne, on peut utiliser pour la période postérieure Marcel Blanchard, *Bibliographie critique de l'histoire des routes des Alpes occidentales* (Paris, 1920, in-8°). Voir aussi Alfred Picard, *Les chemins de fer* (Paris, 1918, in-8°) ; Léon Guillet, *Cent ans de vie de l'École centrale des arts et manufactures* (Paris, 1929, in-8°).

assez rapidement par toutes les villes de quelque importance. Cette industrie du gaz d'éclairage devait avoir sur la science chimique une influence bienfaisante, car elle fournit dans ses résidus goudronneux quantité de corps nouveaux, qui devinrent l'objet d'études précises, inaugurées par l'Allemand Kékulé. Enfin l'éclairage des côtes, resté jusque-là dangereusement insuffisant, fut rendu possible par l'invention des phares. Ce fut l'œuvre de Fresnel, aussi remarquable comme constructeur que comme théoricien. Il créa les lentilles assurant une lumière assez puissante pour guider les vaisseaux à travers la nuit ou la brume.

L'agriculture avait déjà fait des progrès pendant la période napoléonienne, grâce à deux nouveautés, la multiplication des mérinos et l'introduction de la betterave à sucre. Après 1815 la chimie et la mécanique travaillèrent également à la rénover. La chimie démontra la nécessité de substituer à la culture empirique l'exploitation rationnelle, de rendre à la terre en principes fertilisants l'équivalent de ce que les moissons lui ont enlevé, d'améliorer les terrains médiocres en leur fournissant les substances utiles qui leur manquent. Elle trouva le moyen d'utiliser comme engrais non plus seulement le fumier du bétail, mais les vidanges, les boues, les eaux d'égout ; plus tard on devait y ajouter les engrais minéraux. Lavoisier, puis Davy avaient établi les principes de la chimie agricole ; le livre de Liebig (1840), les exposés de J.-B. Dumas préparèrent les grands propriétaires fonciers à comprendre la belle œuvre accomplie par Boussingault à la station agronomique de Pechelbronn. L'agriculture en même temps reçut des machines nouvelles, fabriquées par les inventeurs anglais et américains. Les cultivateurs anglais en avaient besoin depuis que le développement des usines rendait la main-d'œuvre paysanne de plus en plus rare, et par conséquent, de plus en plus chère ; les États-Unis souffraient plus encore du manque de bras, qui les empêchait de mettre en valeur les déserts immenses et féconds enlevés par la population blanche aux Indiens. Les deux pays trouvèrent d'abord les batteuses mécaniques, puis multiplièrent les essais qui aboutirent à la moissonneuse de Mac Cormick ; son brevet, daté de 1824, lui amena peu d'acheteurs, mais au bout d'une dizaine d'années le succès de l'invention était certain, et les Américains possédaient l'outil nécessaire pour le défrichement de l'ouest.

Le continent européen s'intéressait moins aux nouvelles

machines : dans la plupart des régions les artisans de villages conservaient le monopole des instruments aratoires et les fabriquaient d'après les modèles traditionnels. Les pays comme la France, où le travail acharné des petits propriétaires et l'abondance de la main-d'œuvre paysanne rendaient le machinisme superflu, ignorèrent presque complètement l'outillage nouveau. Un grand agronome comme Mathieu de Dombasle, après avoir donné à la Lorraine dans sa ferme de Roville un magnifique exemple de culture rationnelle, finit incompris et ruiné. Mais partout se rencontrèrent des propriétaires intelligents que l'amour de la richesse et le goût de l'action incitaient à essayer les méthodes agricoles recommandées par la science. Tels furent deux jeunes gentilhommes campagnards d'éducation bien différente, mais destinés à une égale célébrité : l'un d'eux, Bismarck, appliquait dans sa terre de Kniephof les leçons des Thaer et des Thunen ; l'autre, Cavour, instruit de ses propres yeux par l'exemple de l'Angleterre, transforma sa propriété de Leri en se servant de bonnes machines et d'engrais, en multipliant le bétail et en cultivant la betterave. La mécanique et la chimie agricoles allaient contribuer, au même titre que les nouveaux moyens de transport, à faire disparaître ces famines qui étaient demeurées pendant tant de siècles une cause d'effroi permanente pour le monde civilisé.

Le progrès le plus considérable à signaler entre 1815 et 1848, c'est la transformation des moyens de transport. On crée des chemins et des véhicules d'un type inédit ; c'est la vapeur qui fournit l'agent principal de ce changement. Cependant l'emploi de la vapeur et des chemins de fer fut précédé par l'amélioration des routes. Celles-ci avaient reçu au temps de Napoléon divers perfectionnements, quand les ingénieurs français construisirent les grandes chaussées alpines. Mais les progrès décisifs s'accomplirent en Grande-Bretagne, grâce à l'ingéniosité de deux Écossais, Telford et Mac-Adam ; celui-ci donna son nom au « macadamisage », et ce terme symbolisa l'esprit d'innovation et de progrès. Ils voulurent des fondations assises sur un terrain ferme et bien drainé, puis une superstructure formée de matériaux bien choisis. Pendant une génération la Grande-Bretagne connut, avant les chemins de fer, les malles-postes rapides à chevaux courant sur ces belles routes. Celles-ci apparurent bientôt sur le continent ; là aussi les compagnies de messageries multiplièrent les « diligences » qui luttaient de vitesse. Les 728 kilomètres de Paris à Toulouse demandaient en

1832 aux messageries ordinaires 110 heures, à la malle-poste 70 heures ; en 1848 les premières ne mettaient plus que 80 heures, la seconde 54. Les autres pays européens, qui avaient un réseau routier inférieur à celui de l'Angleterre ou de la France, le développèrent à leur tour en employant la technique nouvelle. C'était nécessaire, car la poste prenait un essor jusque-là inconnu. Longtemps elle avait été gênée par le prix exagéré des transports ; comme ce prix était proportionnel aux distances parcourues, la correspondance entre personnes très éloignées demeurait trop coûteuse pour le plus grand nombre. En 1840 l'Angleterre adopta la réforme proposée par Rowland Hill, qui substituait à ces multiples tarifs la taxe unique d'un penny ; une lettre de Londres pour Édimbourg coûta désormais deux sous au lieu de vingt-huit. Si la réforme pendant plusieurs années fut onéreuse pour le budget de l'État, elle provoqua dès le début un accroissement prodigieux du nombre des lettres.

Pour le transport des marchandises lourdes, qui peuvent circuler lentement, la route le cédait à la voie fluviale, beaucoup moins onéreuse ; encore fallait-il joindre les fleuves par des canaux. Les États-Unis, dès le lendemain de l'indépendance, avaient compris la nécessité des travaux de ce genre, et le canal de l'Érié, première grande entreprise de leurs ingénieurs, mit les nouveaux territoires de l'ouest en communication avec les vieilles colonies de l'Atlantique. La Grande-Bretagne avant 1815 avait déjà uni par de nombreux canaux ses fleuves très courts, mais précieux parce que le flot de la marée les remonte fort loin à l'intérieur. Le gouvernement français de la Restauration, quoique hostile aux dépenses de travaux publics, n'hésita pas à donner des sommes importantes pour divers canaux qui furent achevés sous Louis-Philippe. En Allemagne les voies naturelles ne manquaient point, mais la navigation en était entravée par les péages multiples des États riverains et les privilèges surannés des corporations de bateliers. Comme le congrès de Vienne avait prescrit l'amélioration du régime commercial du Rhin, les pays intéressés parvinrent au bout de quelques années à lever la plupart de ces obstacles. Sur l'Elbe aussi des réglemens compliqués datant du moyen âge furent modifiés par la loi prussienne de 1818, et les riverains signèrent l'acte de 1832 qui établissait en principe la liberté de transit.

La navigation fluviale se développa considérablement grâce au bateau à vapeur. C'est sur un fleuve, l'Hudson, que l'Amé-

ricain Fulton avait fait les expériences décisives qui désarmèrent les sceptiques. Le bateau à propulsion mécanique apparut bientôt sur les fleuves et les canaux d'Europe, supprimant peu à peu le halage accompli par l'effort des chevaux ou des hommes; de grands vapeurs sillonnèrent le Rhin et les lacs suisses. Longtemps on put croire que la découverte de Fulton servirait surtout à la navigation d'eau douce, que les États-Unis portèrent au plus haut point de perfection. C'est ce que put constater, pendant son voyage de 1835, l'économiste français Michel Chevalier.

Ce furent les Américains aussi qui vers 1815 améliorèrent de diverses façons la navigation maritime à voiles; les bateaux furent allongés, ce qui les rendit plus rapides, puis les constructeurs augmentèrent le tonnage et substituèrent au bois le fer, ensuite l'acier. Des services mensuels furent établis entre New-York et Liverpool, entre New-York et le Havre. La navigation à vapeur fit son apparition sur l'Océan: le *Savannah* en 1819 accomplit la traversée d'Europe en Amérique. Mais ce voyage difficile et coûteux, achevé à grand'peine, demeura un de ces exploits qu'on admire sans les imiter. Le moteur à vapeur avait besoin d'être complété par une autre invention, celle de l'hélice, qui remplaça les roues du navire; déjà réalisée techniquement par Sauvage à Boulogne-sur-Mer en 1832, l'hélice allait quelques années plus tard entrer dans la pratique, lorsque Smith, un fermier anglais, puis Ericsson, l'infatigable inventeur suédois qui promenait ses nombreux projets de Londres à New-York, eurent convaincu le public britannique des avantages du nouveau procédé (1837). Celui-ci allait permettre de franchir l'Océan: dès 1838 le *Sirius* et le *Great-Western* firent en dix-sept jours le voyage d'Angleterre à New-York. Il fallait maintenant un homme d'action qui sût trouver l'argent et recruter le personnel nécessaire pour assurer la vie de l'entreprise: ce fut l'Écossais Cunard, qui établit un service régulier fait par quatre bateaux, construits avec soin à Glasgow et montés par des équipages de choix. L'arrivée du *Britannia* en 1840 à Boston, après un voyage de quatorze jours, consacra le triomphe définitif du bateau à vapeur sur l'Océan.

L'autre grande conquête de la vapeur, la locomotive, a été précédée d'un siècle par le rail; l'un comme l'autre, comme la machine à vapeur elle-même, furent inventés pour les besoins de l'exploitation économique de la houille. La Grande-

Bretagne avait compris depuis longtemps l'avantage que lui procurait sa richesse en combustible minéral ; ses maîtres de forges remplaçaient la fonte au bois par la fonte au coke. En 1806 il n'existait plus en Angleterre que deux hauts fourneaux au bois contre 227 au coke, alors qu'en France une enquête de 1840 révélera qu'il n'y avait encore à cette date que 41 hauts fourneaux au coke sur 402. Dès le début du XVIII^e siècle, au Northumberland et dans le Durham, on charriait le charbon au moyen de rails saillants, solidement établis sur les routes et pouvant supporter de lourdes voitures traînées par des chevaux. Une fois que la machine à vapeur fut devenue d'un usage courant, plusieurs inventeurs essayèrent de l'adapter à un véhicule circulant sans rails sur les routes ; mais c'était là un problème encore trop difficile pour qu'on sût le résoudre. D'autres voulurent du moins faire une voiture à vapeur qui circulerait sur des rails ; mais la plupart des techniciens croyaient que des roues lisses tournant sur des rails lisses feraient patiner la voiture sans qu'elle avançât. Divers inventeurs s'acharnèrent donc à imaginer des systèmes compliqués de rails à crémaillère.

Alors parut Stephenson. Ce fils d'ouvrier, d'abord chauffeur, puis conducteur de machines dans plusieurs houillères, acquit la réputation d'un bon mécanicien. Tout en complétant seul son instruction générale, il trouvait le temps d'étudier à loisir les ressources encore inemployées de la pompe à feu. Les trois premières locomotives construites par lui en 1815, 1816 et 1817 pour les houillères de Killingworth portaient la trace de ses tâtonnements et de ses progrès. Plein de confiance en lui-même et dans son invention, précisant avec l'assurance d'un prophète l'avenir prodigieux de la nouvelle machine, il étouffait dans le cercle étroit où le sort l'avait confiné. Un premier succès notable fut l'adoption de sa locomotive en 1825 pour le chemin de fer de Stockton à Darlington. Mais l'occasion décisive se présenta quand il s'agit d'unir par une voie ferrée deux grandes cités, Liverpool et Manchester. La société chargée de construire cette ligne faisait une enquête sur le meilleur mode de traction ; les experts consultés proposèrent d'installer entre les deux villes vingt et une machines fixes qui supporteraient une traction par câbles. Les directeurs de la société, gens d'affaires avisés, se montrèrent plus perspicaces que les techniciens et préférèrent la locomotive. Quelle locomotive choisirait-on ? Le concours de 1829 mit

en présence quatre machines sur lesquelles deux étaient sérieusement étudiées : celle d'Ericsson représentait l'improvisation remarquable d'un inventeur occupé jusque là par d'autres besognes ; celle de Stephenson, la *Fusée*, était l'œuvre accomplie d'un grand constructeur qui s'appliquait depuis douze ans à perfectionner chaque rouage de sa locomotive. Il y avait introduit, par exemple, une importante nouveauté, la chaudière tubulaire, déjà employée avec succès par Marc Seguin sur la ligne de Saint-Étienne à la Loire. L'inauguration du chemin de fer de Liverpool à Manchester, le 15 septembre 1830, consacra le triomphe de Stephenson. L'accident qui, pendant la cérémonie, coûta la vie à Huskisson valut à l'inventeur une réclame involontaire, car le monde apprit avec quelle rapidité la nouvelle machine avait conduit le blessé jusqu'à l'hôpital le plus voisin. La locomotive allait recevoir à bref délai de nombreux perfectionnements, tout en restant conforme au type créé par Stephenson.

Cette belle invention, à la différence de beaucoup d'autres, suscita un enthousiasme général et immédiat. Les résistances des actionnaires de compagnies de canaux, des propriétaires fonciers, des maîtres de poste furent emportées par la fièvre qui s'empara du public britannique. Les États-Unis seuls rivalisèrent de rapidité avec lui. Un notable inventeur, de bonne famille, ancien colonel dans la guerre de l'Indépendance, John Stevens, étudiait depuis longtemps les mêmes questions que Stephenson et achevait en 1826 la première locomotive qui ait roulé sur des rails américains. Bientôt des compagnies se formèrent pour entreprendre la construction de lignes nouvelles. Stephenson avait eu la chance d'arriver à l'heure opportune. Un groupe d'hommes actifs et intelligents était prêt à faire les études économiques ou techniques indispensables pour que l'invention pût donner tous ses effets. Brassey, par exemple, un entrepreneur devenu l'ami de Stephenson, partageait sa foi dans l'avenir illimité des chemins de fer ; il se mit à étudier la nature du sol qui leur convenait, les courbes et les rampes des voies à construire, le degré de résistance des matériaux, le creusement des tranchées, la consolidation des tunnels, autant de choses nécessaires qui devaient assurer pour quelque temps la supériorité de la technique anglaise. Les autres pays fournirent aussi leur part de collaboration. Ainsi un modeste conducteur français des ponts et chaussées, Bourdaloue, chargé des nivel-

lements à faire pour la construction des premières voies ferrées, montra dans ce travail une telle maîtrise qu'on devait lui confier plus tard le nivellement général de la France.

Toutes ces inventions s'enchaînent. La machine à vapeur et le rail ont préparé la locomotive ; la locomotive amène l'établissement régulier des voies ferrées ; ce travail oblige les constructeurs à perfectionner l'emploi du fer, à étudier les différents types de têtes et de boulons, à utiliser la fonte et bientôt l'acier. Ces progrès à leur tour vont permettre la construction des grands ponts métalliques dont les chemins de fer avaient besoin pour aller droit devant eux, en négligeant les obstacles. Le pont suspendu de 120 mètres, jeté sur le détroit de Menai entre le pays de Galles et Anglesey (1826), révéla ces possibilités nouvelles ; bientôt l'Europe vit s'élever en Suisse le pont métallique de Fribourg sur la Sarine (1837). Ce fut Stephenson qui, secondé par un exécutant remarquable, Fairbairn, jeta de 1846 à 1850 le gigantesque pont *Britannia* sur la ligne de Chester à Holyhead : travail qui fit connaître, avec les avantages du fer laminé, la puissance des poutres en caisson.

Routes macadamisées, canaux perfectionnés, paquebots à vapeur, chemins de fer à locomotives, tout contribuait au même résultat : la rapidité de la circulation, le transport facile des personnes et des marchandises. A ce progrès s'ajouta la réduction considérable des prix. Les canaux, sur lesquels des groupes de riverains percevaient souvent des péages exorbitants, furent obligés d'abaisser leurs tarifs ; là où la malle-poste réclamait au voyageur 17 centimes et demi par kilomètre, le chemin de fer put se contenter de tarifs réduits de plus de moitié. C'était donc une transformation économique prodigieuse qui s'annonçait. Mais l'ampleur des changements qui allaient s'accomplir ne put être aperçue avant 1848. Il fallait du temps et de l'argent pour construire les voies ferrées, malgré la belle émulation de tous les pays après 1840. En 1830, il n'y avait que 195 kilomètres de rail (dont 91 en Angleterre, 66 aux États-Unis et 38 en France) ; en 1840 il y en avait déjà 7.712, et en 1850 on en put compter 38.592. Les avantages du bateau à vapeur furent manifestes beaucoup plus vite ; puisqu'il avait sa voie toute tracée, il détermina au bout de quelques années à peine le commencement des grandes émigrations européennes en Amérique.

Si tous les savants et les techniciens comprenaient en 1848

que la vapeur était en passe de devenir la reine du monde, l'électricité demeurait une force encore trop mystérieuse pour qu'on en devinât les multiples applications. Les tentatives faites pour l'utiliser n'étaient encore que des expériences de laboratoires. Seul le télégraphe électrique conquit dès ce moment droit de cité. On usait auparavant de la télégraphie optique, et c'était la France, le pays de Chappe, qui avait le mieux organisé le réseau de stations transmettant les signaux. L'expérience d'Ørsted et les travaux d'Ampère suscitèrent nombre d'inventeurs européens, qui arrivèrent presque simultanément à des résultats pratiques; mais la victoire devait rester à l'Américain Morse. Instruit et artiste, il fit longtemps de la peinture comme Fulton et, dans ses voyages d'Europe, gagna l'amitié de Thorvaldsen et d'Alexandre de Humboldt, celle d'Arago et de Daguerre; le démon des inventions s'empara de lui et, après des années de misère et d'opprobre, il fut assez heureux pour convaincre enfin les incrédules par un échange de télégrammes entre Washington et Baltimore (1844). L'invention revint plus tard du Nouveau Monde à l'Ancien.

Les inventions se répandirent d'autant plus vite que, l'une après l'autre, les capitales se piquaient maintenant d'attirer le public à des expositions industrielles, où les visiteurs étrangers pouvaient regarder les appareils récents, et faire d'utiles comparaisons. L'Angleterre en organisait depuis longtemps; Paris en eut en 1819, en 1823, en 1827, puis de plus importantes en 1834, 1839 et 1844. Cette même année 1844, la première exposition industrielle du Zollverein fut un grand événement pour l'Allemagne. Ceux qui découvraient des procédés nouveaux trouvèrent une garantie dans les lois sur les brevets d'invention. Ici encore l'Angleterre avait donné l'exemple depuis longtemps; la France, après en avoir adopté le principe dès 1790, le précisa par la loi de 1844, précieuse pour les inventeurs, mais moins complète que la législation américaine. Celle-ci, formulée dans les lois de 1836 et de 1842, institua l'examen préalable, assurant ainsi aux découvertes importantes la garantie du Patent Office. Dans plusieurs pays continentaux l'État s'efforçait d'encourager les techniciens, mais en s'attribuant un patronage souvent oppressif. L'un d'eux, Kœnig, l'inventeur de la presse à vapeur, se trouva en mesure de comparer la tutelle ainsi exercée en Allemagne et en Italie avec la liberté accordée par les lois anglaises; sa conclusion fut que «le continent doit apprendre de l'Angleterre le meilleur moyen d'encourager les arts mécaniques».

IV. — LES APPLICATIONS MÉDICALES¹.

C'étaient la mécanique, la physique et la chimie qui accomplissaient ensemble une immense révolution industrielle. Les sciences naturelles donnèrent des résultats beaucoup plus modestes parce qu'elles étaient moins avancées ; encore plus lents furent les progrès en médecine et en chirurgie. Un naturaliste remarquable par la sûreté de ses expériences, Magendie, put affirmer que la médecine était une « science entièrement à faire ». Cependant là aussi le progrès, quoique lent, fut réel. La belle découverte de Jenner, l'inoculation, ne rencontrait presque plus d'incrédules. Magendie lui-même, en faisant de la physiologie une science expérimentale, assurait à la médecine, jusque-là purement descriptive, la possibilité de devenir explicative. La pratique médicale fit aussi un grand pas en avant quand Laënnec eut introduit l'usage de l'auscultation (1816-1819). Le malheur était que plusieurs maîtres de la médecine préféraient les idées préconçues, les systèmes ambitieux, à l'observation modeste et précise des faits. En France, par exemple, le corps médical sembla quelque temps près d'accepter sans résistance les doctrines de Broussais. Professeur à l'École de médecine militaire du Val-de-Grâce, sûr de lui, tranchant, d'une extrême violence dans la polémique, Broussais prétendait ruiner toutes les théories anciennes, expliquer toutes les maladies par « l'irritation », les ramener toutes à la gastro-entérite. « La nature, disait-il, n'a aucun pouvoir de guérison naturelle » ; donc il fallait y suppléer par la diète, les sangsues, les saignées ; pour combattre l'irritation des plaies il fallait user des cataplasmes. Ces théories unilatérales finirent par soulever des contradictions ; un médecin notoire, Andral, établit qu'elles étaient simplistes à l'excès et ne suffisaient pas à tout expliquer.

La chirurgie avait progressé pendant les guerres napoléoniennes, qui ne lui offraient que trop de sujets d'expérience ; toutefois elle négligea longtemps, même sous des maîtres tels que Dupuytren, Cooper et Langenbeck, le problème fondamental,

1. OUVRAGES À CONSULTER. — L. Meunier, *Histoire de la médecine* (Paris, 1910, in-8° ; nouv. éd., 1924) ; T. Meyer-Steineg, *Geschichte der Medizin im Ueberblick* (Iéna, 1921, in-8°) ; W. Libby, *The history of medicine in its salient features* (Londres, 1923, in-8°) ; Charles Singer, *A short history of medicine* (Londres, 1928, in-8°) ; Lecène, *L'évolution de la chirurgie* (Paris, 1923, in-12) ; Daremberg, *Les grands médecins du XIX^e siècle* (Paris, 1907, in-8°).

celui de l'infection qui accompagne l'opération. Tandis que la science pathologique des chirurgiens se perfectionnait, leur pratique demeurait arriérée, causant une mortalité formidable. Le mal fut aggravé par l'influence de Broussais : on multipliait, pour combattre l'irritation, des pansements dangereux. Quelques observateurs, en cherchant le remède, comprirent les changements nécessaires. Deux d'entre eux constatèrent que l'infection puerpérale était un mal contagieux inoculé du dehors; tandis qu'Oliver Wendell Holmes exposait cette idée à Boston (1847), Semmelweiss l'appliquait à Vienne et obligeait ses internes à se laver les mains à l'eau de Javel pour ne pas contaminer les malades. Ils préparèrent ainsi une révolution dans la chirurgie. Une autre commençait à la même époque avec la découverte des anesthésiques. Un dentiste américain, Morton, renseigné par le chimiste Jackson, employa l'éther et décida un de ses compatriotes, le chirurgien Collins Warrens, à en user pour les grandes opérations. Le rival de l'éther, le chloroforme, était fabriqué à l'état pur depuis quelques années par des chimistes, Soubeiran en France et Liebig en Allemagne; Simpson à Édimbourg fut le premier (1847) à l'employer dans les opérations chirurgicales.

A côté des maîtres et des chefs d'école, on ne doit pas oublier les services éminents rendus un peu partout par certains praticiens de campagne à l'esprit observateur. Ce furent eux, en France, qui opposèrent les premiers quelques faits précis aux tranchantes affirmations de Broussais. On peut même citer parmi eux un homme de génie: Bretonneau, en Touraine, sut le premier déterminer les caractères spécifiques de la fièvre typhoïde, puis de la diphtérie, à l'époque même où un chercheur indépendant, partagé pendant toute sa vie entre la science et la politique, Raspail, commençait à entrevoir après Spallanzani l'importance de ces germes doués de vie animale, que Pasteur allait nommer les microbes, et dont l'étude méthodique devait révolutionner la biologie et la médecine.

LIVRE IV

Le mouvement économique et social dans la première moitié du XIX^e siècle

CHAPITRE PREMIER

LA BOURGEOISIE ET LE CAPITALISME¹.

Des études récentes ont montré qu'il est quelque peu exagéré de parler, même en Angleterre, de « révolution industrielle ». Il y eut plutôt une évolution, qui a duré depuis le début du XVIII^e siècle jusqu'au milieu du XIX^e. C'est une transformation à la fois très profonde et très complexe, produite par la coïncidence de divers changements économiques, scientifiques, politiques, démographiques. La circulation des capitaux est faci-

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — L'ouvrage de Clapham, cité p. 265, est particulièrement important, car il montre la lenteur et la complexité de l'évolution économique ; voir du même, *The economic development of France and Germany, 1815-1914* (Londres, 1921, in-8°) ; Werner Sombart, *Der moderne Kapitalismus*, t. III : *Das Wirtschaftsleben im Zeitalter des Hochkapitalismus* (Munich, 1927, in-8°) ; Lujo Brentano, *Eine Geschichte der wirtschaftlichen Entwicklung Englands*, t. III (Iéna, 1927, in-8°) ; Corrado Barbagallo, *Le origine della grande industria contemporanea, 1750-1850*, t. I (Venise, 1929, in-8°), qui finit en 1814. — Sur la France, Henri Sée, *La vie économique de la France sous la monarchie censitaire* (Paris, 1927, in-8°) ; du même, *Esquisse d'une histoire économique et sociale de la France* (Paris, 1929, in-8°), avec de bonnes bibliographies. — Sur l'Allemagne, Sartorius von Waltershausen, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte, 1815-1914* (Iéna, 1920, in-8° ; 2^e éd. corrigée, 1923). — Sur les États-Unis, Victor Selden Clark, *History of manufactures in the United States* (Washington, 1916-1928, 2 vol. in-8°). — Pour l'agriculture, Gras, *A History of agriculture in Europe and America* (New-York, 1925, in-8°).

Parmi les meilleurs résumés, voir Josef Kulischer, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit*, t. II (Munich, 1929, in-8°, du « Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte » dirigé par G. von Below et Fr. Meinecke) ; Georges Renard et Dulac, *L'évolution industrielle et agricole depuis cent-cinquante ans* (Paris, 1912, in-8°) ; Nogaro et Qualid, *L'évolution du commerce, du crédit et des transports depuis cent-cinquante ans* (Paris, 1914, in-8°), ces deux derniers ouvrages dans l'*Histoire universelle du travail* dirigée par G. Renard ; A. Segre, *Storia del commercio* (Turin,

litée par le développement des banques ; à son tour elle facilite les entreprises de travaux publics et privés. La circulation des produits est activée par ces travaux ; le commerce dispose maintenant de bonnes routes et commence à utiliser chemins de fer et bateaux à vapeur. Les machines inventées au XVIII^e siècle par l'Angleterre continuent à se répandre ailleurs, et l'on se met à en créer chaque jour de nouvelles. La chimie n'est pas moins féconde en inventions que la mécanique. L'accroissement de la population fournit à l'industrie, en même temps qu'une main-d'œuvre plus abondante, des clients plus nombreux. La ruine du régime corporatif brise les barrières qui entravaient la production. Les victoires politiques de la bourgeoisie favorisent les progrès du capitalisme. Mais ces changements, qu'on aperçoit dans presque tous les pays, ne se produisent point partout à la même allure. Dans un même État, certaines régions évoluent rapidement, d'autres sont à peine touchées par le progrès. L'agriculture demeure la principale occupation des peuples ; et chez tous on trouve les diverses formes d'exploitation rurale, les différents procédés de culture, depuis les routines les plus archaïques jusqu'aux méthodes enseignées par les grands agronomes anglais, par les livres de Thaer ou les exemples de Mathieu de Dombasle. Rarement la vie économique a donné le spectacle d'une pareille diversité.

I. — LE CRÉDIT ET LES BANQUES¹.

Les États comme les particuliers après 1815 eurent besoin de capitaux considérables, qui ne pouvaient être fournis que par le crédit. Le gouvernement français dut trouver les sommes

1912, 2 vol. in-8° ; 2^e éd., 1923). Ajoutons M. Melvin Knight, Elmer Barnes et Felix Flugel, *Economic history of Europe in modern times* (Boston, 1928, in-8°), manuel commode pour étudiants.

Parmi les instruments de travail il faut recommander Judith Blow Williams, *A guide to the printed materials for English social and economic history, 1750-1850* (New-York, 1926, 2 vol. in-8°, public. de l'Université Columbia), et Eileen Power, *The industrial revolution (1750-1850), a select bibliography* (Londres, in-8°, public. de l'« Economic History Society »). On consultera utilement aussi dans la série des *Historical revisions*, que publie la revue *History*, les articles de H. S. Beales, *The industrial revolution*, au t. XIV (1929), p. 125-129, et de J. L. Hammond, *The movement of population during the industrial revolution*, au t. XII (1927), p. 146-148.

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les livres indiqués au paragraphe précédent, voir Germain Martin, *Histoire économique et financière* (Paris, 1927, in-4°, formant le t. X de l'*Histoire de la nation française*, dirigée par G. Hanotaux) ; Paul Leroy-Beaulieu,

nécessaires pour payer l'énorme indemnité de guerre imposée par le second traité de Paris ; les autres États belligérants, qui depuis la paix ne recevaient plus la manne des subsides anglais, furent également obligés d'emprunter pour liquider les dépenses militaires et réparer les dévastations des armées. Plus tard, à l'époque des chemins de fer, les gouvernements qui désiraient les construire eux-mêmes firent plus d'une fois appel aux capitalistes. Le crédit public avait été fondé en Grande-Bretagne par l'honnêteté scrupuleuse avec laquelle l'État, surtout depuis le second Pitt, s'acquittait de ses obligations. Les États-Unis, dès les premières années de leur existence, avaient adopté la même politique sous l'impulsion de Hamilton. La France acquit une pareille renommée lorsque le gouvernement de la Restauration, représenté par le financier irréprochable qu'était le baron Louis, eut reconnu les dettes contractées sous l'Empire. Tous les pays européens constatèrent les avantages pratiques de la probité financière. L'Amérique aussi recourut à l'emprunt. Les États nouveaux de l'Amérique latine, à peine affranchis de l'Espagne, demandèrent à l'Europe les fonds nécessaires pour s'organiser ; mais il leur fallut bien des années avant de comprendre que le paiement régulier des intérêts dus aux créanciers était la condition nécessaire de la prospérité pour les débiteurs.

De même que les gouvernements, les particuliers se mirent à emprunter. Il fallait beaucoup d'argent pour utiliser dans l'industrie les découvertes de la science, pour créer les grandes usines et les grands magasins, doter le pays de voies navigables et de voies ferrées, pour exploiter les mines et aménager les ports. Sociétés industrielles ou maritimes sollicitèrent les prêteurs en promettant des intérêts fixes ou de gros dividendes. C'est ainsi que les établissements de crédit prirent une importance toute nouvelle. Jadis la plupart des banquiers avaient été avant tout des changeurs, quand de nombreux petits États possédaient chacun sa monnaie. Après 1815 les choses furent

Traité théorique et pratique d'économie politique, t. III (Paris, 1896, in-8°) ; *Andréadès, Essai sur la fondation et l'histoire de la Banque d'Angleterre* (Paris, 1901, in-8°) ; *Riesser, Die deutschen Grossbanken* (Iéna, 1905, in-4° ; 3^e éd., 1910) ; *Chlepner, La banque en Belgique, étude historique et économique*, t. I : *Le marché financier avant 1850* (Bruxelles, 1926, gr. in-8°, de la collection des « Travaux publiés par l'Institut Solvay »), livre très fouillé, dont l'importance dépasse les frontières de la Belgique. — Sur la Banque de France, outre les publications officielles faites par elle, voir *Gabriel Ramon, Histoire de la Banque de France* (Paris, 1929, in-8°).

simplifiées, en Allemagne par exemple, par la disparition d'une poussière de menues principautés ; pourtant la Confédération germanique avait encore sept systèmes monétaires différents, et les arrangements nécessaires qui en résultaient firent de Francfort la capitale financière de l'Europe centrale. Cependant le change devint pour les banques moins important que la participation aux emprunts.

Le crédit fut l'instrument le plus efficace de la création des richesses. L'argent qui dormait auparavant inutile et caché servit à exploiter des houillères, à monter des fabriques ; il rapporta des dividendes parfois si considérables que le capital, remboursé à l'actionnaire en quelques années, pouvait subventionner des entreprises nouvelles. Ces phénomènes économiques se produisirent surtout en Angleterre. De 1815 à 1848 ce pays occupa dans le monde une situation unique : bien qu'il n'ait pas encore l'immense empire colonial qui se formera plus tard, son crédit et son industrie lui assurent une avance marquée sur toutes les autres nations. La Bourse d'Amsterdam, qui avant 1815 était la principale du monde entier pour les opérations internationales, cède sa primauté à celle de Londres. L'habileté commerciale des Anglais, le génie inventif des Écossais augmentent chaque jour cette prééminence économique ; tous les pays admirent la richesse de la Grande-Bretagne, l'envient et cherchent de loin à l'imiter. Certains instruments précieux de la vie financière, comme le chèque ou la compensation des dettes (*clearing-house*), passeront de Londres à d'autres capitales.

A côté des banques privées, certaines nations avaient de grands établissements privilégiés destinés à être les clefs de voûte du crédit, à régulariser la vie financière, à émettre les billets qui ajoutaient une monnaie de papier à la monnaie métallique devenue insuffisante : les nouvelles mines d'or, en Californie et en Australie, ne devaient être exploitées qu'à partir de 1848. Ces banques privilégiées se borneraient-elles à collaborer avec l'État, ou pourraient-elles en même temps réaliser la plupart des opérations qui faisaient la fortune des banques privées ? Grave question qui fut longuement discutée à Londres. La Banque d'Angleterre était en 1815 le plus vaste dépôt de capitaux qui existât dans le monde ; son prestige grandit encore lorsque la loi de 1819, adoptée à l'unanimité par les Communes, appliquée dès 1821, eut ordonné la reprise des paiements en monnaie métallique. Londres devint la place

de compensation des engagements de tous les pays ; le billet de la Banque d'Angleterre était le seul que le commerce européen acceptât pour la même valeur que l'or.

Cette confiance risqua d'être compromise par l'esprit aventureux des directeurs de la Banque. La clientèle de l'État leur valait divers profits, surtout l'abonnement payé par lui pour que la Banque assurât la charge de gérer la dette publique ; mais ils trouvaient ces profits insuffisants et ne craignaient pas de disputer aux banques privées les affaires lucratives. Cet esprit commercial exposait la Banque à des risques sérieux aux moments d'une crise. On le vit déjà en 1825. En 1837 sa participation à la « folie des chemins de fer » la força d'invoquer le secours de la Banque de France qui, aidée par douze maisons de Paris, lui avança jusqu'à deux millions de livres sterling. Aussi le Parlement britannique finit-il par voter la loi de 1844 qui demeura en vigueur pendant tout le XIX^e siècle ; elle sépara le « département monétaire » du « département bancaire », fixa un maximum à l'émission des billets et un rapport invariable entre le montant de l'encaisse métallique et celui du papier-monnaie en circulation. Mais, tout en surveillant la Banque d'Angleterre, ministres et députés s'appliquaient à fortifier son privilège. Beaucoup trop d'établissements de crédit possédaient un droit d'émission et faisaient circuler des billets qui avaient cours seulement dans une région restreinte ; on constata que, de 1831 à 1843, quatre-vingt-deux banques locales, dont vingt-neuf pourvues du droit d'émission, avaient suspendu leurs paiements. Voilà pourquoi le Parlement réserva désormais à la Banque d'Angleterre seule le droit de mettre en circulation des billets ayant cours légal.

La Banque de France était très inférieure à sa grande rivale par l'abondance des capitaux comme par l'esprit d'entreprise ; mais une gestion sage et prudente lui permit de vaincre la défiance qu'inspirait le papier-monnaie dans un pays récemment éprouvé par la crise des assignats. La façon dont elle passa les jours sombres de 1814 et de 1815 et surmonta la crise qui suivit la révolution de 1830 affermit son crédit. Néanmoins sous Louis-Philippe on ne pouvait point, à quarante lieues de Paris, changer un billet contre de l'or sans perdre quelques centimes. Hors de Paris, la Banque de France laissait le champ libre aux banques départementales, multipliées jusqu'en 1838 et pourvues d'un privilège pour l'émission de billets régionaux. Plusieurs faisaient de bonnes affaires, mais d'autres péricli-

tèrent en consentant des prêts à longue échéance, alors que leurs ressources provenaient de dépôts à court terme ; le ministère des finances, en France comme en Angleterre, voulut réagir contre cette dispersion. Depuis 1840 l'État résolut de ne plus autoriser de nouveaux établissements régionaux, et comme on renouvelait cette même année le privilège de la Banque de France, il lui demanda, en échange de cette faveur, de multiplier ses succursales dans les départements. Jusqu'en 1848 son capital effectif resta de 67.900 actions, dont chacune valait 1.000 francs au pair. Il n'y avait pas encore de petits billets : en 1847 la coupure la plus modeste était celle de 200 francs.

Comme centre de banques privées, Paris en 1815 était dépassé non seulement par Londres, mais par Amsterdam et Francfort. Les banquiers notables de ces places jouèrent à cette époque un rôle d'autant plus important que les monarchies de l'Europe continentale ne possédaient pas encore un crédit assez bien établi pour adresser un appel direct au public ; avant de faire un emprunt elles s'assuraient le concours d'une maison connue qui se portait caution pour l'État emprunteur auprès des capitalistes, mais en se faisant payer très cher un pareil service. Baring à Londres était le plus célèbre de ces banquiers ; il venait d'augmenter encore sa force en contractant une alliance avec la maison Hope d'Amsterdam. Baring et Hope se chargèrent de placer les emprunts nécessaires à la France pour payer sa dette aux vainqueurs et libérer son territoire. Peu après les délégués des nouveaux États sud-américains vinrent aussi négocier des emprunts à Londres et, comme les affaires allaient bien entre 1822 et 1824, ils rencontrèrent le meilleur accueil. Comment résister à l'attrait d'un intérêt de 6 ou 8 pour 100, quand les valeurs anglaises rapportaient seulement 3 ou 4 ? Ce fut alors une fureur générale de spéculation.

II. — LA SPÉCULATION ET LA HAUTE BANQUE INTERNATIONALE¹.

Il y avait là une conséquence inévitable du développement pris par les banques et le crédit ; à la richesse réelle produite

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres indiqués p. 286, voir Richard Ehrenberg, *Grosse Vermögen. Ihre Entstehung und ihre Bedeutung* (Iéna, 1902, in-4°) ; comte Égon Corti, *Der Aufstieg des Hauses Rothschild* (Leipzig, 1927, 2 vol. in-8°) ;

par celui-ci vint s'ajouter la richesse factice qui est le résultat de la spéculation. Émettre des actions à 500 francs et profiter de la faveur publique, provoquée par une habile réclame, pour les faire monter, puis les revendre à 1.000 ou 1.500 francs, c'était là une source de profits qui semblaient sûrs, faciles, et qui devaient séduire, outre certains professionnels de la finance, un grand nombre de naïfs éblouis par ces perspectives radieuses. Il en résulta de nombreuses crises de Bourse. Une époque de prospérité faisait naître beaucoup d'établissements financiers qui rivalisaient d'ardeur pour offrir aux acheteurs des titres nouveaux ; le public vivant dans une atmosphère d'optimisme apportait son argent, et la hausse appelait la hausse. Mais on constatait bientôt que les dividendes promis n'arrivaient point, des rumeurs fâcheuses commençaient à circuler, on apprenait que telle valeur cotée très haut ne reposait sur rien de solide. Aussitôt chacun voulait vendre pour devancer la débâcle et contribuait ainsi à la précipiter ; il se produisait un *run*, une course vers la banque pour se faire rembourser. Le plus souvent la panique obligeait l'établissement ainsi assailli à suspendre ses paiements, non sans entraîner dans sa chute les banques alliées ou clientes. Des crises de ce genre ont eu lieu à toutes les époques, même avant le siècle de Law et de la mer du Sud. Ce qu'il y eut de nouveau après 1815, ce fut le retour presque périodique de ces crises, résultant d'une activité financière chaque jour plus intense ; ce fut aussi leur extension dans l'espace, venant de ce que les grands établissements de crédit commençaient à prendre un caractère international.

La place de Londres avant 1825 avait eu quelques années prospères qui provoquèrent des espérances illimitées. On se disputait les titres des États de l'Amérique latine et les actions des sociétés qui se formaient pour exploiter leurs trésors. La Compagnie minière anglo-mexicaine émit des actions qui, après un premier versement de 10 livres, montèrent en un mois de 43 à 150 livres. Un spéculateur écossais, lançant un projet de colonie à créer dans le pays des Mosquitos au Nicaragua, usa si bien de la réclame qu'il trouva tous les capitaux demandés. On a calculé que 150 millions de livres furent

traduit sous le titre : *L'ascension de la maison Rothschild* (Paris, 1929, in-8°) ; Werner Sombart, *Die Juden und das Wirtschaftsleben* (Leipzig, 1911, in-8°), trad. française, *Les Juifs et la vie économique* (Paris, 1923, in-8°), livre intéressant, mais contestable ; Arthur-Lévy, *Ouvrard* (Paris, 1929, in-16).

ainsi engagés dans l'Amérique latine. Bien d'autres entreprises apparaissaient : une compagnie de « prêts d'équité », qui flétrissait les profits des usuriers, promit à ses bailleurs de fonds de leur faire faire une œuvre philanthropique tout en leur donnant 40 pour 100 de bénéfices ; elle trouva des souscripteurs. Ce vertige amena la débâcle de 1825, une des plus graves du XIX^e siècle ; ce ne fut qu'après deux années que l'Angleterre cessa d'en ressentir les effets. On l'oublia bientôt, et l'on reprit goût aux entreprises nouvelles, d'autant plus que le Trésor avait profité de son crédit et de ses abondantes recettes pour accomplir avec succès une conversion des rentes qui diminua le taux de l'intérêt. Alors eut lieu la crise de 1836 ; elle s'aggrava l'année suivante à cause de la déconfiture des banques américaines, causée en partie par la politique financière du président Jackson. Ce cataclysme financier, après avoir produit ses ravages à Londres, puis à Hambourg, atteignit la France et causa 600 faillites importantes à Paris dans le premier semestre de 1839. Car la Bourse de Paris, beaucoup moins active que celle de Londres et, par suite, moins sujette aux crises, connut aussi les hausses vertigineuses préluant aux « krachs » retentissants ; les sociétés d'asphalte et de bitume, entre autres, n'eurent qu'une existence éphémère. En 1847 l'Angleterre subit une nouvelle crise, causée par l'abus de la spéculation sur les titres de chemins de fer.

Ces abus n'empêchaient pas les établissements de crédit d'être indispensables à tout pays qui voulait acquérir les instruments nouveaux du progrès économique. Ils allèrent donc se multipliant. A côté des anciennes banques se formèrent en Grande-Bretagne les sociétés anonymes par actions (*joint-stock companies*) ; ce fut le résultat de la loi en vertu de laquelle la responsabilité de l'actionnaire, au lieu d'être illimitée, ne devait plus dépasser le montant de ses actions. En France on commença timidement avant 1830 à constituer quelques sociétés de ce genre, avec des actions de 5.000 francs souscrites par un petit nombre de capitalistes ; puis sous Louis-Philippe l'initiative privée s'enhardit et forma, sinon des sociétés anonymes, au moins un grand nombre de sociétés en commandite. Un pays beaucoup plus petit, mais très entreprenant, la Belgique, montra plus d'audace. Le roi Guillaume I^{er} avait fondé en 1823, dans l'intérêt de ses provinces méridionales, la Société générale des Pays-Bas, qui pendant quelque temps exploita surtout les vastes domaines cédés par le sou-

verain. Après 1839, quand Belgique et Hollande furent séparées, cette banque devint la « Société générale pour favoriser l'industrie nationale » ; renonçant aux spéculations sur les immeubles ruraux, elle s'intéressa aux charbonnages, aux usines métallurgiques et aux voies ferrées ; elle créa plusieurs sociétés anonymes qui furent ses filiales. C'est un des premiers types remarquables de la banque d'affaires, que certaines villes de la région rhénane, comme Elberfeld, essayaient aussi d'organiser.

Le caractère international des banques, déjà très apparent chez les Baring et les Hope, ou chez les Parish de Hambourg, fut la marque distinctive des Rothschild. C'étaient les cinq fils d'un banquier juif de Francfort, qui avait reçu en dépôt et bien géré la fortune de l'électeur de Hesse-Cassel fuyant devant Napoléon ; devenus les protégés de l'Autriche qui les anoblit et les créa barons, ils s'établirent à Londres, Francfort, Paris, puis Vienne et Naples. Leur assiduité au travail, leur ponctualité inspirèrent confiance à tous ceux qui avaient affaire à eux ; leur étroite union facilitait les échanges de renseignements utiles, ainsi que les opérations de paiements internationaux qui étaient alors onéreuses et compliquées. Ils savaient garder le secret sur leurs projets, se contenter dans chaque affaire d'un bénéfice moyen, se retirer à temps des entreprises trop ambitieuses. Leur souci de recueillir des informations sûres, de créer des services de courriers rapides (l'un d'eux recourut aux pigeons voyageurs), assurait à ces maisons dans les moments graves une avance décisive sur des concurrents moins bien renseignés ; il leur permit aussi de rendre aux gouvernements européens des services que ceux-ci payaient par de nombreuses faveurs.

La conférence d'Aix-la-Chapelle en 1818 marque une date dans l'histoire de la finance ; à côté du congrès des souverains et des premiers ministres on vit siéger à Aix un congrès de banquiers, chargés d'achever le règlement de l'indemnité de guerre française. Dans cette réunion d'experts le premier rang appartenait à Baring ; il obligea Richelieu à modifier un de ses contrats d'emprunt parce qu'une baisse des rentes avait rendu ce contrat nuisible aux intérêts privés de Metternich et de Nesselrode. Gentz, qui accompagnait le chancelier autrichien à Aix-la-Chapelle, fut heureux de voir et de consulter ces grands financiers. Malgré la prééminence de Baring, les Rothschild lui parurent plus intéressants. « Ce

sont », écrivait-il à son ami Adam Muller, « des Juifs ordinaires, sans instruction, de bonne tenue extérieure..., dépourvus de toute idée sur l'harmonie supérieure des choses, mais doués d'un instinct admirable qui leur fait toujours choisir la solution juste, et entre deux solutions justes la meilleure ». Les Rothschild surent d'ailleurs entretenir par des moyens appropriés les bonnes dispositions de l'intelligent et vénal collaborateur de Metternich. Ils lui firent composer en 1826 une étude apologétique sur leur maison, qui parut dans le *Konversations-Lexicon*, puis dans d'autres encyclopédies.

Le plus remarquable des cinq frères était celui de Londres, Nathan-Mayer, qui avait déjà fourni un concours très apprécié au gouvernement anglais pendant les guerres napoléoniennes. Est-il vrai que, averti le premier de la victoire de Waterloo, tandis que Londres croyait à une défaite, il put faire ainsi un coup de Bourse gigantesque ? Ce n'est peut-être qu'une légende. Un autre frère, James, venu en France pour toucher au nom des alliés les fonds de l'indemnité de guerre, se fixa définitivement à Paris. Avant 1818 ce n'était pas encore à cette famille que les gouvernements s'adressaient pour leurs opérations financières ; l'Angleterre consultait Baring, l'Autriche se servait de Parish et la Russie de Hope. A Paris, le financier le plus en vue était Ouvrard ; ce prodigieux brasseur d'affaires, tant de fois utilisé ou persécuté par Napoléon, cherchait à se rendre indispensable aux Bourbons et réussit à gagner la confiance de Richelieu. Il joua son rôle dans les pourparlers du gouvernement français avec Baring et Hope. Mais la fortune des Rothschild grandit sans cesse. Nathan-Mayer, à une époque où un emprunt public de 50 millions semblait considérable, émit des emprunts d'État pour une somme totale de 523 millions ; il sut échapper à la crise de 1825 et, à cette occasion, rendit de notables services à la Banque d'Angleterre. Ses concurrents étaient moins habiles. David Parish, après des spéculations malheureuses, finit par le suicide. Ouvrard pendant l'expédition d'Espagne en 1823 sut fournir des vivres à l'armée française menacée de la famine par l'impéritie de l'intendance militaire ; mais on l'accusa de s'être fait payer trop largement ce service, les Chambres critiquèrent sa gestion, et il passa plusieurs années en prison. Les gouvernements se tournèrent donc vers les Rothschild : la Prusse dès 1818 recourut à eux pour un emprunt. L'Autriche l'imita, et ce fut elle qui leur ouvrit les portes des salons diplomatiques en nommant

consuls ceux de Londres et de Paris, puis, on l'a vu, en accordant aux cinq frères le titre de barons. Villèle, désirant échapper à la tutelle de Baring et ne voulant pas recourir aux grands banquiers français, les Laffitte et les Casimir Périer, ses adversaires politiques, fit alliance avec James de Rothschild ; celui-ci conquiert ainsi une grande situation à Paris et, sous la monarchie de juillet, devint le roi de la Bourse. Henri Heine a maintes fois noté sa puissance et l'art singulier qu'il avait de reconnaître les capacités des individus. Salomon de Rothschild, à Vienne, fut non seulement le conseiller financier, mais l'ami fidèle de Metternich. Le Rothschild de Naples, arrivé avec l'armée autrichienne en 1821, força plus tard le roi des Deux-Siciles à rendre le ministère des finances à un personnage ami de sa banque. Celui de Francfort, souvent gêné par l'hostilité du Sénat de la ville, eut à ses pieds toute la noblesse allemande, qui trouvait en lui un prêteur obligeant. Les cinq frères habituèrent les nations riches à souscrire aux emprunts étrangers, qui leur assuraient un intérêt plus élevé ; ils facilitèrent les choses en créant une organisation internationale qui permettait au souscripteur hollandais ou anglais de toucher les intérêts dans son pays et en monnaie de ce pays. Les Rothschild ont vraiment régné sur l'Europe financière de 1830 à 1848. Ils eurent soin d'ailleurs d'associer les banques moins importantes à leurs émissions d'emprunts. Quantité de banquiers de divers pays firent fortune à cette époque où tous les États recouraient à leur entremise, où sans cesse étaient créées des entreprises nouvelles et lucratives.

III. — L'INDUSTRIE ET LES CHEMINS DE FER¹.

Les progrès de l'industrie allaient de pair avec ceux de la banque. Celle-ci avança les capitaux nécessaires à ceux qui voulaient monter des fabriques et se procurer les nouvelles machines. Ces machines, continuellement transformées et

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres cités dans les paragraphes précédents on joindra Lewinski, *L'évolution industrielle de la Belgique* (Bruxelles, 1911, in-8°, de la collection des « Travaux de l'Institut de sociologie Solvay. Etudes sociales », fasc. 7) ; F. Baasch, *Holländische Wirtschaftsgeschichte* (Iéna, 1927, in-8°, du « Handbuch der Wirtschaftsgeschichte », dirigé par Brodnitz) ; Mlle Gasiorowska, en 1928, a fait au congrès d'Oslo une communication sur les débuts de la grande industrie dans le royaume de Pologne après 1815. — Sur la France, Hubert et Georges Bourgin, *Le régime de l'industrie en France de 1814 à 1830* (Paris, 1912-1920, 2 vol. in-8°).

perfectionnées, fournirent le moyen de produire beaucoup, de produire vite, enfin de produire à bon marché ; plus on vendait, plus on pouvait se contenter d'un bénéfice modeste sur chaque article ; plus on abaissait les prix, plus on trouvait d'acheteurs, ce qui donnait un stimulant nouveau à la production. Ce n'est pas le machinisme seul qui fit le succès de la grande industrie ; elle le dut aussi à sa forte organisation, à la discipline groupant tous les ouvriers de l'usine, affectant les travailleurs des deux sexes, d'après leur âge et leur force, aux différentes parties de la fabrication. Cette division du travail fut aussi précieuse pour elle que le progrès technique.

L'Angleterre ici encore servit de modèle au monde entier parce qu'elle possédait à la fois les machines créées par ses inventeurs, les capitaux qui en permettaient l'emploi, les industriels novateurs capables d'organiser les fabriques, une main-d'œuvre abondante et spécialisée, enfin la flotte nécessaire pour aller chercher partout les matières premières et vendre partout les produits ouvrés. Cette supériorité industrielle et commerciale, qui avait permis à la Grande-Bretagne de supporter les dépenses des guerres napoléoniennes, s'affirma plus encore pendant les années de paix. L'industrie cotonnière, industrie jeune et qui n'était gênée par aucune tradition, inaugura dès le début des méthodes nouvelles en appelant dans de vastes usines des milliers d'ouvriers. L'industrie lainière, plus ancienne et plus traditionaliste, fut obligée de la suivre. La métallurgie, les constructions mécaniques se développèrent avec la même rapidité.

Le gouvernement tory voulut continuer après 1815 à prohiber à la fois l'exportation des machines et l'émigration des ouvriers qualifiés : vieux procédés que les Anglais avaient imaginés pour se réserver le monopole de la puissance manufacturière. Mais au XVIII^e siècle déjà ces prohibitions étaient fréquemment violées ; il y avait en Angleterre une telle surabondance de capacités, un si grand nombre d'ingénieurs et d'ouvriers habiles que beaucoup, malgré les défenses officielles, ne se firent pas faute d'accepter les offres brillantes qui leur étaient faites sur le continent ; ils servirent de conseils pour les fabricants et d'instructeurs pour les ouvriers étrangers. D'autres allèrent créer des fabriques de type anglais, recourant à une contrebande ingénieuse pour faire sortir de Grande-Bretagne, par pièces détachées, les « mécaniques » dont ils avaient besoin. L'Angleterre comprit qu'il fallait renoncer à

des interdictions périmées ; l'esprit nouveau permit la libre sortie des machines, qui devinrent un des articles essentiels de l'exportation britannique.

Sur le continent la petite industrie demeura prédominante jusque vers 1848 ; mais des tentatives commencées partout montrèrent que la révolution industrielle était en marche et ne s'arrêterait plus. En France les efforts du gouvernement sous Napoléon avaient beaucoup développé la grande industrie et l'emploi des machines ; Chaptal avait fait venir d'Angleterre des instructeurs compétents ; mais l'initiative ministérielle donnait à ce mouvement quelque chose de factice et d'éphémère. Après 1815, et surtout après 1830, ce furent des particuliers qui se mirent à employer les méthodes nouvelles, surtout dans l'industrie cotonnière. Des ouvriers anglais fondèrent en 1816 l'industrie de la dentelle à la mécanique, d'où allait sortir la fortune de Saint-Pierre-lès-Calais. La métallurgie, beaucoup plus routinière, conservait ses fours à bois ; elle avait encore des fabriques nombreuses et médiocres, sauf quelques maisons d'avant-garde comme Fourchambault, Decazeville, Denain, surtout le Creusot. Les frères Jackson, des Anglais établis dans la région de la Loire, initièrent les maîtres de forges français à la préparation des aciers. La Belgique, pays d'initiatives heureuses, suivait plus hardiment l'exemple donné par Cockerill à Seraing, près de Liège ; néanmoins un recensement de 1846 donnait 92.000 patrons (sur 114.000) occupant seulement 126.000 ouvriers (sur 314.000). Les choses allaient lentement aussi en Allemagne : la fabrique fondée par Frédéric Krupp à Essen avait à sa mort, en 1826, 4 ouvriers ; en 1835, lorsqu'elle installa dans ses locaux la première machine à vapeur, elle occupait 67 travailleurs, et 122 en 1846. Paris en 1848, sur 64.000 patrons, en comptait 32.000 qui travaillaient seuls ou n'avaient qu'un ouvrier avec eux. La petite industrie se bornait encore, dans une grande partie de l'Europe, à satisfaire une clientèle locale : le fabricant de la ville travaillait pour les gens de la campagne qui venaient chez lui faire leurs achats le jour du marché ; souvent même il ne travaillait que sur commande. Mais les nations rurales elles-mêmes voyaient apparaître des essais nouveaux : c'était en Pologne l'œuvre quelque peu artificielle, mais énergique, de Lubecki ; c'était en Hongrie la propagande commencée par Szechényi pour décider ses compatriotes à imiter l'Angleterre.

L'industrie nouvelle, avec ses fortes dépenses et sa production abondante, ne pouvait se contenter d'une clientèle aussi restreinte ; il lui fallait, selon les degrés, un marché régional ou national, ou même des débouchés lointains. Les inventions techniques transformant les moyens de transport allaient donc répondre à un besoin primordial pour elle. Les grandes routes firent disparaître les barrières que les distances et les prix avaient longtemps maintenues entre les ports et les villes de l'intérieur. Les voies navigables devinrent plus accessibles : c'est en 1824 que le premier vapeur hollandais remonta le Rhin ; bientôt Brême et Hambourg, jusque-là ports internationaux à peu près étrangers à l'Allemagne intérieure, communiquèrent avec elle par la Weser et l'Elbe. Quant aux chemins de fer, le public anglais s'y intéressa dès 1830 et fournit des capitaux à toutes les compagnies privées qui se formèrent ; de nombreuses lignes furent ouvertes de Leeds à Hull (1834), de Liverpool à Birmingham (1835), de Manchester à Sheffield (1835), de Londres à Birmingham (1837), suivies par beaucoup d'autres. L'industrie put envoyer ses produits en toute saison dans toutes les parties des îles Britanniques, en même temps qu'elle multipliait ses exportations.

Sur le continent ce fut la Belgique devenue indépendante qui trouva la première des hommes d'État capables de comprendre l'avenir des chemins de fer. Un des plus intelligents, Rogier, qui avait vu de ses yeux la locomotive de Stephenson, proposa dès 1833 la construction, non pas d'un tronçon de quelques kilomètres, mais d'une ligne Anvers-Cologne qui traverserait toute la Belgique et lui assurerait une des voies du transit international. Beaucoup d'opposants énumérèrent les maux qu'allait causer le « remorqueur », terres labourables gâchées, voituriers ruinés, bétail affolé. On adopta un projet plus modeste, et la ligne de Bruxelles à Malines fut ouverte en 1835 ; grâce à la densité de la population belge, elle transporta dans ses douze premiers mois plus de voyageurs que toutes les lignes anglaises réunies pendant le même temps. Il n'y eut plus personne en Belgique pour combattre les chemins de fer.

En France le gouvernement ne montrait point une pareille audace. Une société privée avait inauguré en 1825 une voie ferrée entre les mines de houille de la Loire et le fleuve, mais exclusivement destinée au transport du charbon. Ce fut un groupe d'utopistes considérés comme peu pratiques et même

un peu fous, les saint-simoniens, qui signala au grand public l'intérêt général des chemins de fer. Ces hommes qui prônaient l'association universelle prédirent que les nouveaux moyens de transport fourniraient l'instrument nécessaire pour la réaliser. Les polytechniciens, les ingénieurs, les financiers qui venaient écouter Bazard et Enfantin s'entretinrent des affaires à créer; deux financiers appartenant à la secte, les frères Péreire, mirent sur pied la société qui ouvrit aux voyageurs le chemin de fer de Paris à Saint-Germain (1837). Néanmoins la Chambre des députés restait encore hésitante; n'avait-elle pas entendu Thiers dire en 1836 : « Si l'on venait m'assurer qu'on fera en France cinq lieues de chemins de fer par an, je me tiendrais pour fort heureux? » Les compagnies de messageries, très prospères, protestaient contre une innovation qui les ruinerait. Ceux même qui avaient confiance dans les nouvelles voies hésitaient entre deux systèmes opposés, la construction par l'État ou par des compagnies libres. Cependant on inaugura en 1839 la ligne de Paris-Versailles où le train fit, dit un spectateur émerveillé, « jusqu'à une lieue en cinq minutes ». Enfin la loi de 1842 établit une combinaison mixte, une série de contrats entre les compagnies et l'État, et fixa pour l'avenir le plan général du réseau français. Restait à réunir les capitaux nécessaires. La France ne les aurait sans doute pas fournis à elle seule; mais les Anglais, encouragés par le succès de leurs premières lignes, écoutant les conseils du banquier Edward Blount, souscrivirent beaucoup d'actions, et les Français rassurés firent de même. Puis James de Rothschild comprit qu'il y avait là une source de profits considérables et forma la compagnie du Nord.

En Allemagne on était encore plus timide qu'en France. La Prusse, généralement disposée à donner l'exemple du progrès économique, demeura cette fois en retard; le vieux Frédéric-Guillaume III déclarait ne voir aucun intérêt à ce qu'on pût arriver à Potsdam en économisant quelques heures de voyage; le directeur général des postes, fier d'avoir établi un excellent système de diligences, ne voulait pas que son œuvre fût compromise. Les financiers prussiens, croyant comme la plupart de leurs contemporains que les nouvelles lignes destinées aux voyageurs ne transporteraient guère de marchandises, affirmèrent qu'elles ne pouvaient pas faire leurs frais. Ce furent quelques bourgeois entreprenants de Nuremberg qui les premiers s'associèrent pour faire construire la petite ligne allant à la ville voisine de Furth. Mais la cause

fut gagnée seulement lorsqu'on eut ouvert le chemin de fer de Dresde à Leipzig (1839) ; d'autres suivirent pour lesquels les Rothschild apportèrent, comme en France, leur concours financier. Vienne eut son chemin de fer du Nord en 1839. En Russie, Nicolas I^{er} était retenu pas son ministre des finances, le prudent Kankrine, qui détestait les chemins de fer, « cette maladie du temps » ; finalement il passa outre à ces craintes surannées et fit commencer la ligne de Saint-Pétersbourg à Moscou. La Suisse et l'Italie suivaient avec lenteur le mouvement général. En 1848 on comptait environ 5.900 kilomètres de voies ferrées exploités en Grande-Bretagne, 4.306 en Allemagne, 1921 en France, 1.632 en Autriche. Mais le réseau continental, construit un peu au hasard, sans liaisons et sans mesures capables de favoriser le trafic international, était encore trop insuffisant pour qu'on pût prévoir avec quelque précision les conséquences économiques des nouveaux moyens de transport.

III. — LA VICTOIRE DU LIBRE ÉCHANGE EN ANGLETERRE¹.

Favorisée par les progrès de la technique, la circulation des produits rencontrait un obstacle sérieux dans les tarifs douaniers dont étaient hérissées toutes les frontières. Mais, grâce à la diffusion des écrits des économistes, les questions douanières, réservées jusqu'alors aux administrateurs, aux fabricants et aux commerçants, commencèrent à intéresser la masse des consommateurs. Maintiendrait-on les vieux règlements, où les prohibitions alternaient avec les mesures protectionnistes ? Beaucoup de gens le voulaient, car ce régime procurait aux gouvernements des recettes fiscales et aux producteurs de tout ordre, industriels ou cultivateurs, une sécurité réelle due à la possession du marché national. Ou bien adopterait-on, conformément à la maxime « laissez faire, laissez passer », un système de libre échange qui décuplerait le commerce, ferait baisser les prix, substituerait à l'économie nationale une économie internationale ? Le problème était

1. OUVRAGES A CONSULTER. — L'ouvrage essentiel est celui de John Morley, *The life of Richard Cobden* (Londres, 1881, 2 vol. in-8°), souvent réédité depuis ; traduction française abrégée : *Vie de Richard Cobden* (Paris, 1885, in-8°). Voir aussi Alexander Brady, *Huskisson and liberal Reform* (Londres, 1928, in-8°).

complexe et le choix difficile. Chacun des deux régimes avait ses doctrinaires, qui invoquaient la science économique et l'intérêt général ; mais les intérêts privés, très variables selon les pays et même, dans chaque pays, selon les régions et les professions, tenaient une place plus grande encore dans ces débats sans cesse renouvelés.

C'est en Grande-Bretagne que la discussion prit toute son ampleur, parce que l'antagonisme des intérêts s'y révéla plus aigu qu'ailleurs. L'industrie nouvelle, avec sa production chaque jour plus abondante, avait beaucoup souffert des barrières que lui avait opposées le blocus continental ; dès 1814 elle s'efforça d'écouler à l'étranger les stocks énormes accumulés dans ses magasins. Le libre échange, brusquement prescrit en 1814 par une ordonnance du comte d'Artois, lui ouvrit le marché français ; les fabriques de sucre de betterave, par exemple, succombèrent toutes quand l'Angleterre vendit au rabais les sucres coloniaux dont elle était encombrée. En 1816 un Allemand écrivait qu'à Hambourg et à Magdebourg il avait fallu transformer de nombreuses maisons en entrepôts pour recevoir les marchandises anglaises. Menacés de la ruine par cette invasion, les États continentaux se défendirent par des tarifs protecteurs. L'industrie anglaise comprit ainsi les avantages du libre échange. Elle savait que, dans une lutte engagée à tarifs égaux, la supériorité de son outillage, de ses capitaux, de son personnel ouvrier ou technique lui assurerait la victoire sur les concurrents étrangers. L'essentiel était de nouer avec les autres pays des relations suivies ; pour leur vendre des produits fabriqués il fallait leur acheter des produits agricoles. Maintenir à grands frais la culture du blé indigène, refuser d'acheter les céréales qui abondaient en Allemagne et aux États-Unis, c'était obliger ces pays à créer des manufactures, à fabriquer eux-mêmes les produits qu'ils ne pouvaient acquérir dans les usines de Manchester ou de Birmingham. Le libre échange, au contraire, permettrait à l'industrie de se procurer à bas prix les matières premières, de fabriquer à bon marché, par conséquent de vendre beaucoup. Toutes les classes en profiteraient. Avec une population qui allait toujours augmentant, comment l'Angleterre pourrait-elle maintenir les salaires à un niveau convenable si elle ne trouvait pas un nombre toujours plus grand de clients au dehors ? Mais si l'on donnait à l'ouvrier le pain à bon marché, la baisse du salaire deviendrait sans danger pour lui, elle lui assurerait même un travail toujours

plus abondant. Ainsi raisonnaient les défenseurs de l'industrie.

Ils rencontrèrent une opposition acharnée dans l'aristocratie, qui possédait la plus grande partie du sol. Les propriétaires fonciers, encouragés par la hausse considérable du prix du blé pendant les guerres napoléoniennes, avaient donné la plus grande extension possible à une culture si rémunératrice, qui d'ailleurs était nécessaire dans un pays menacé par la famine ; ils se vantaient d'avoir ainsi contribué à la victoire. Après le retour de la paix ils voulurent continuer à percevoir une partie au moins des bénéfices habituels en restreignant ou en empêchant par des tarifs élevés l'importation des blés étrangers. C'était la juste récompense, disaient leurs partisans, de l'ardeur qu'ils avaient mise à multiplier les *enclosures*, à faire valoir les anciens « communs » stériles (*open fields*), à remplacer les procédés primitifs des villageois par ceux de la grande culture ; c'était le moyen de préserver les îles Britanniques de la famine en temps de guerre ; c'était une nécessité enfin pour maintenir la richesse et le rang social de l'aristocratie terrienne, tête véritable de la nation.

La question des droits sur les blés ne cessa d'être discutée aux Communes. La loi votée en 1815 prohiba l'importation des blés étrangers tant que le blé indigène se vendait au-dessous de 80 shillings le *quarter* (215 kilogrammes environ), prix très élevé pour l'époque. Rassurés par cette protection, les propriétaires laissèrent de côté cultures maraîchères et prairies pour semer du blé, même dans de mauvaises terres qui n'étaient pas propres à cette culture. De là vint une surproduction qui amena la baisse des prix ; dès 1822 il fallut réduire le prix-limite à 70 shillings. Jusque-là c'étaient les radicaux seuls qui avaient combattu la prohibition au nom de l'intérêt des classes ouvrières ; les industriels hésitaient à prendre parti contre les propriétaires fonciers, parce que les uns et les autres bénéficiaient du régime protectionniste. Les choses changèrent quand un groupe de ministres nouveaux, Wallace, Robinson et surtout Huskisson, décida le gouvernement à proposer quelques mesures libre-échangistes pour activer le commerce maritime. L'Acte de navigation, qui datait de Cromwell, fut pratiquement réduit à rien ; les anciennes prohibitions contre les produits fabriqués au dehors disparurent. Ces nouveautés mises en vigueur entre 1822 et 1824 atteignirent aussi le régime des blés, puisque la prohibition fut remplacée par l'échelle mobile : d'après la loi de 1823, la taxe sur les

blés étrangers, de 23 shillings quand le *quarter* en coûtait 64, descendait par étapes au chiffre nominal d'un shilling quand le blé indigène montait à 73. Mais ce système et la façon dont il fut appliqué, permirent aux propriétaires fonciers de conserver une situation privilégiée.

Pendant quelques années les débats religieux et politiques absorbèrent l'activité du pays. Après 1832, quand les représentants de l'industrie siégèrent en nombre dans le Parlement réformé, ils s'attaquèrent à l'échelle mobile. C'était une question économique; c'était aussi une question sociale, qui mit aux prises la bourgeoisie et l'aristocratie. Elle fut posée dans toute son ampleur par la Ligue contre les lois sur les blés qui, succédant à une première société mort-née, se forma en 1838 à Manchester. Celle-ci allait durer parce qu'elle trouva en Richard Cobden le chef nécessaire. Fils d'un fermier pauvre de l'Angleterre du sud, longtemps employé de commerce et commis-voyageur, puis négociant, établi dès 1828 à Manchester, ensuite fabricant, Richard Cobden se donna tout entier à la campagne contre les lois maudites. Il voyait dans le libre échange le moyen, non seulement d'enrichir l'industrie britannique, mais de procurer le bien-être à tous, de créer des rapports pacifiques entre les peuples, d'inaugurer pour l'humanité une ère nouvelle. Dès 1838 il écrivait à propos de la question douanière : « Il me paraît qu'on peut traiter ce sujet dans un esprit moral et même religieux. Si l'on agite la question de la même manière que celle de l'esclavage, ce sera irrésistible. »

Cette ferveur d'apôtre s'unissait chez lui au génie de la propagande; sans être grand orateur, il avait le don de la persuasion, le talent de répondre sur-le-champ aux objections, l'art de traiter sans cesse le même sujet sous des formes nouvelles, la résistance à la fatigue physique ou morale. En 1841 vint se joindre à lui l'autre grand missionnaire de la Ligue, John Bright; il complétait Cobden, car son éloquence âpre et vigoureuse excitait les passions de ses auditeurs contre l'orgueil des féodaux et l'égoïsme des landlords. La Ligue obtint des souscriptions volontaires considérables quand elle eut persuadé aux industriels, selon le mot de Cobden, qu'il fallait risquer une partie de leur fortune pour sauver le reste; elle put alors employer tous les moyens d'agitation, journaux, brochures, thés-conférences, mais surtout meetings innombrables. Au commencement, ces réunions rencontrèrent des difficultés : dans les villages soumis aux propriétaires fonciers la muni-

eipalité refusait l'hôtel de ville, l'aubergiste n'osait pas louer une salle; mais peu à peu la Ligue eut assez d'influence pour faire écouter partout les discussions contradictoires qu'elle acceptait ou qu'elle provoquait.

Cobden et la Ligue s'adressèrent au pays parce que les Communes, après comme avant 1832, n'étaient élues que par une faible minorité. Cependant c'était le Parlement qui devait finalement voter les réformes nécessaires. Cobden y entra en 1841, bien résolu à ne pas se lier aux deux grands partis politiques, déclarant qu'il réclamerait le libre échange au whig lord John Russell comme au tory sir Robert Peel. Celui-ci venait de reprendre le pouvoir; chef du parti de la protection, ce grand opportuniste commençait à se convertir au libre échange. Le budget présenté par lui en 1842 réduisit à un chiffre purement nominal les droits d'entrée sur les matières premières et sur les produits, à moitié confectionnés au dehors, qui venaient chercher le finissage en Angleterre; sur les autres produits fabriqués il diminua les taxes de manière que les industriels étrangers pussent tenter la concurrence contre ceux de l'intérieur. L'activité commerciale devait ainsi progresser beaucoup et compenser bientôt les pertes que la réduction des droits entraînerait pour le budget; en attendant, il proposa un impôt sur le revenu (de 7 pence par livre), qui serait probablement nécessaire pendant cinq ans. Le parti conservateur accepta, non sans étonnement, l'audacieuse réforme que son chef lui imposait. Pour les blés, Robert Peel conservait le système de l'échelle mobile; tout au plus faisait-il adapter celle-ci au prix moyen réel, qui descendait alors à 56 shillings le *quarter*. Les libre-échangistes reprochèrent vivement au premier ministre de s'arrêter à mi-chemin; il s'ensuivit entre le ministre et Cobden une brouille qui dura un temps assez long. Les Communes, préoccupées depuis 1842 par l'agitation chartiste, puis rassurées en 1844 par la reprise des affaires, écartèrent les motions du petit groupe des novateurs. La Ligue redoubla donc d'efforts en Angleterre comme en Écosse; Cobden affirma au Parlement que la première disette mettrait fin à cette sécurité trompeuse. Dès 1845 la mauvaise récolte des pommes de terre vient lui donner raison. C'est la famine en perspective pour l'Irlande: aussi Peel, ébranlé depuis quelque temps déjà par les arguments de Cobden, proposait-il à ses collègues de suspendre le droit sur les blés; les ministres hésitent, ajournent la décision. Cependant Russell écrit aux

électeurs de la Cité de Londres une lettre publique où il prend nettement parti pour la réforme. Un instant Peel démissionne à cause des divisions de son parti, mais comme le chef des whigs n'a pas réussi à constituer un ministère, il forme un nouveau cabinet, résolu cette fois à réaliser le libre échange.

Son projet de loi réduisit provisoirement les droits de l'échelle mobile à 10 shillings, en ajournant l'abolition complète à l'année 1849. Allait-il être voté ? On eut quelques doutes. Le parti conservateur se partagea : si les « Peelites » se joignaient à l'opposition libérale pour faire triompher ce bill, les protectionnistes intransigeants, groupés sous la direction nominale de lord George Bentinck et sous la direction réelle de Disraëli, déclarèrent la guerre au premier ministre qu'ils accusaient de trahison. La Ligue fit une rapide campagne en faveur du projet ministériel, en déclarant qu'on ne pouvait réclamer davantage ; la Chambre des Communes le vota, et la Chambre des Lords jugea la loi trop populaire pour ne pas la ratifier (1846). La Ligue en même temps prononçait elle-même sa dissolution, tandis que des souscripteurs nombreux faisaient à Cobden un don de 80.000 livres afin de remplacer la fortune qu'il avait perdue en négligeant ses propres affaires. Les libéraux, qui revinrent au ministère peu après, abolirent les droits sur le sucre, complétant ainsi le triomphe du libre échange. Appelée à choisir entre l'industrie et l'agriculture, la Grande-Bretagne optait pour l'industrie ; elle assurait aussi, comme l'avaient si souvent affirmé Bright et Cobden, la victoire de la bourgeoisie sur la vieille noblesse.

V. — LES QUESTIONS DOUANIÈRES SUR LE CONTINENT¹.

Tandis que la classe moyenne imposait au gouvernement anglais un régime douanier nouveau, ce fut le gouvernement

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages cités p. 285, ajouter W. Sombart, *Die deutsche Volkswirtschaft im XIX ten Jahrhundert* (Berlin, 1903, in-8°) ; et une petite étude de R. Braun, *Die Männer des Zollvereins* (Berlin, 1881, in-8°). En français, on n'a pas fait mieux que l'ouvrage ancien d'Henri Richelot, *L'Union douanière allemande ou le Zollverein* (Paris, 1845, in-8° ; 2^e éd. refondue, 1859). — Sur l'Autriche, voir Hudczek, *Österreichische Handelspolitik im Vormärz, 1815-1848* (Vienne, 1918, in-8°). — Sur la Suisse, *La Suisse au XIX^e siècle*, ouvrage collectif dirigé par Paul Seippel (Lausanne, 1899-1901, 3 vol. in-8°). Parmi les études locales parues sur la vie économique de la France, il faut faire une place à part aux ouvrages de Paul Masson dans *Les Bouches-du-Rhône, Encyclopédie départementale*, surtout les t. VII et VIII (Paris et Marseille, 1926-1928, in-4°).

prussien qui assura l'avenir économique de l'Allemagne en créant le Zollverein. En 1815 chaque État de la Confédération germanique avait ses douanes ; d'où une gêne intolérable pour le commerce et des dépenses excessives imposées aux gouvernements pour l'entretien de multiples administrations douanières. La Prusse, où l'élan réformiste imprimé par les Stein et les Hardenberg n'était pas encore affaibli, voulut améliorer ce régime en commençant par unir ses provinces. Des fonctionnaires tels que Maassen, inspirés d'Adam Smith, rédigèrent en 1818 une loi qui supprimait toutes les douanes intérieures et soumettait l'entrée des produits étrangers à un régime de protection modérée. Puis, comme de nombreux domaines d'autres princes allemands étaient enclavés au milieu du territoire de la Prusse, elle voulut englober dans ses douanes ces îlots qui autrement deviendraient des repaires de contrebandiers. Les petits princes de la Confédération hésitaient par amour-propre ; mais comme les frais de leurs douanes en absorbaient les revenus, ils acceptèrent l'un après l'autre, de 1819 à 1826, les offres avantageuses de Berlin. Alors le ministre Motz, devinant les conséquences politiques futures de l'union douanière, entama des négociations avec les États voisins. Son traité avec la Hesse-Darmstadt (1828) fut un premier succès, que d'autres suivirent. L'exemple était si engageant que la Bavière et le Wurtemberg conclurent entre eux une entente semblable, puis la Saxe groupa autour d'elle plusieurs principautés de l'Allemagne centrale. On put croire un moment que trois unions douanières se partageraient le territoire de la Confédération. La Prusse engagea de nouveaux pourparlers, faisant de larges concessions sur le partage des bénéfices ; aussi les trois unions fusionnèrent et le Zollverein entra en vigueur le 1^{er} janvier 1834.

Les tiraillements et les difficultés intérieures ne manquèrent point durant les dix premières années ; mais tous ces obstacles furent surmontés, et le Zollverein, auquel la pression brutale de la Prusse obligea le Luxembourg à se joindre en 1842, fournit désormais à l'Allemagne le cadre économique très large où son activité allait pouvoir se développer. D'autre part, la convention de Dresde (1838) marqua le premier pas des États allemands vers l'unité monétaire. Metternich avait laissé faire : comme Frédéric-Guillaume III acceptait la direction politique de l'Autriche, celle-ci devait abandonner à sa rivale en Allemagne l'initiative économique. Il comprenait cependant

qu'un danger nouveau allait menacer l'hégémonie des Habsbourgs; mais le gouvernement de Vienne, moins pratique et moins audacieux que celui de Berlin, ne parvint ni à s'assurer une place dans le Zollverein, ni à le dissoudre (il l'essaya pourtant), ni même à faire accepter dans les États autrichiens en 1844 un projet de tarif douanier qui mettrait fin aux anciennes prohibitions. L'industrie autrichienne, qui avait eu un moment brillant vers 1830, se trouva distancée.

L'exemple de l'Allemagne intéressa la Suisse, où la vie économique était paralysée par l'opposition entre les cantons commerçants, partisans du libre échange, et les cantons agricoles, fidèles au protectionnisme. Cependant les barrières douanières entre les cantons furent supprimées en 1835; mais la formation d'un Zollverein suisse, poursuivie avec ardeur par Berne, combattue par les autonomistes, ne devait aboutir qu'après la victoire des radicaux sur le Sonderbund. Quant à la Belgique, ce pays si entreprenant dans la création des banques et des chemins de fer n'osait pas encore chercher dans le libre commerce avec l'étranger une compensation à la perte du marché hollandais. Il adopta même en 1842 une politique franchement protectionniste. Les États continentaux craignaient tous d'abaisser les tarifs qui les défendaient contre le péril sans cesse menaçant d'une inondation de produits anglais. Cobden se décida en 1846 à un voyage de quatorze mois en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Russie, afin de prêcher l'évangile du libre échange. Partout on l'accueillit comme un triomphateur; Louis-Philippe et Nicolas I^{er} aussi bien que Pie IX le comblèrent d'égarde, industriels et commerçants lui offrirent des banquets et des fêtes. Mais il n'obtint nulle part qu'on renonçât au régime protectionniste.

Le pays le plus attaché à ce régime était la France. Tandis qu'en Angleterre les propriétaires fonciers se trouvaient aux prises avec les industriels, ces deux groupes sociaux s'allièrent en France pour maintenir des tarifs douaniers très élevés. Les propriétaires voulaient vendre à haut prix leurs denrées; les manufacturiers, qui ne se sentaient ni les moyens ni le désir de travailler beaucoup pour l'exportation, n'avaient aucun intérêt à s'y opposer, pourvu que le monopole du marché national leur fût réservé. « La France produit trop », disait à la tribune, un peu avant 1830, Sirieys de Mayrinhac, directeur général des douanes et député, qui ne redoutait rien tant que la baisse des prix. Fabricants et propriétaires dominaient dans les

Chambres de la Restauration, grâce au chiffre élevé du cens; il leur fut facile de se mettre d'accord. Malgré les événements politiques cette alliance continua pendant toute la durée de la monarchie de juillet. Si quelques ministres eurent parfois des velléités libre-échangistes, ils les abandonnèrent devant cette puissante coalition d'intérêts. Dès 1826 les représentants de la France à Munich avaient recommandé une entente douanière avec la Bavière et le Wurtemberg; en 1829 comme en 1831 quelques membres du gouvernement français voulurent entrer dans ces vues afin de prévenir la formation du Zollverein, mais le conseil supérieur du commerce écarta leurs propositions. Douze ans plus tard les projets d'union douanière entre la France et la Belgique échouèrent non seulement devant l'opposition de la Grande-Bretagne, mais devant celle des producteurs français. Les villes maritimes seules, comme Bordeaux et Marseille, réclamaient un régime nouveau; la Chambre de commerce de Bordeaux l'avait déjà prôné sous la Restauration; en 1846 les Bordelais, stimulés par la victoire de Richard Cobden, constituèrent une ligue libre-échangiste, mais la voix de celle-ci, en dépit des efforts de l'économiste Bastiat, demeura sans écho dans le pays. La vie économique de la France ne ressemblait point à celle de la Grande-Bretagne.

VI. — LA PUISSANCE DE LA BOURGEOISIE¹.

Le développement de la banque et de l'industrie, les progrès du commerce et de la division du travail étaient dus à la bourgeoisie; aussi lui assurèrent-ils dans plusieurs pays le rôle prépondérant qui avait jadis appartenu à la noblesse et au clergé. Il a toujours été difficile de fixer avec précision les frontières de la bourgeoisie. Ce qui est certain, c'est que l'essor du crédit et la révolution industrielle mirent à sa tête une élite composée d'hommes actifs, entrepreneurs, souvent d'humble origine, qui avaient créé de toutes pièces leur fortune ou développé un patrimoine modeste. A la naissance ils opposaient la richesse; en face de la propriété foncière, conservée en partie par les familles anciennes, ces parvenus donnèrent toute son importance à la propriété mobilière.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — W. Sombart, *Der Bourgeois* (Munich, 1913, in-8°); trad. française : *Le bourgeois* (Paris, 1926, in-8°); D. C. Somervell, *English thought in the nineteenth century* (Londres, 1929, in-8°).

Les plus énergiques d'entre eux se pénétrèrent de cet « esprit capitaliste » qui ne considère jamais la fortune comme assez grande, qui redoute le « manque à gagner » à l'égal d'une honte, qui regarde la richesse comme destinée à fournir, non point un revenu permettant de bien vivre, mais l'instrument nécessaire de gains nouveaux. Déjà la richesse ne leur suffisait plus ; non contents de l'influence qu'elle procure toujours dans la société, ils voulurent participer directement au pouvoir politique.

La Grande-Bretagne renfermait beaucoup de ces créateurs, de ces « capitaines d'industrie », installés dans les grandes villes qui s'étaient formées dans le voisinage des mines de houille. Devant eux se dressait une aristocratie puissante et hautaine, disposée à laisser pénétrer les plus notables et les plus riches d'entre eux dans la Chambre des lords, mais à condition de les absorber et de conserver sa situation prédominante. Comme cette aristocratie était divisée par la politique, la bourgeoisie en profita ; elle s'unit avec la noblesse whig pour faire la réforme électorale. Ce fut du groupe des industriels de Birmingham que partit l'initiative ; les bourgeois des grandes villes entraînèrent la classe ouvrière, et tous ensemble soutinrent lord Grey. Après 1832 la bourgeoisie se sentit assez forte pour agir sans l'appui de cette classe ouvrière qui lui devenait de plus en plus hostile. « C'est un mouvement de classe moyenne », disait Cobden de l'agitation libre-échangiste ; ni les propriétaires tories, ni les ouvriers chartistes ne purent l'empêcher d'aboutir. L'aristocratie britannique d'ailleurs, fidèle à ses traditions, savait s'intéresser aux améliorations économiques, aux entreprises lucratives ; et des mariages fréquents unirent les filles des lords du coton ou du fer aux fils des familles anciennes.

Une des grandes forces de la bourgeoisie britannique, c'est qu'elle non plus n'était point une caste fermée. Comme on vivait dans un temps de nouveautés, de découvertes, d'inventions quotidiennes, elle accueillit dans ses rangs les nouveaux enrichis, pourvu qu'ils eussent une valeur personnelle ; surtout elle ne rejeta point *a priori* les projets des inventeurs ; elle étudiait les idées souvent surprenantes qu'on lui soumettait. Stephenson apprend vers 1817 qu'un fabricant de Darlington, le quaker Pease, désire établir un chemin de fer sur route ; il va le trouver, lui expose le plan de sa locomotive et les avantages qu'on pourra en tirer ; Pease consent à la voir et, désormais convaincu, devient pour lui un bailleur de fonds

et un ami. Le même Stephenson rencontre un compagnon plus précieux encore dans l'entrepreneur Brassey, véritable conducteur d'hommes qui choisit les meilleurs de ses manœuvres pour en faire des chefs d'équipes et leur assure une part dans ses bénéfices. Un fils d'ouvrier, Josiah Mason, fabricant de plumes à Manchester, s'intéresse en 1829 aux offres de deux inventeurs, les Elkington, pour la dorure et l'argenture ; il utilise leurs idées en les perfectionnant et les applique avec un éclatant succès à l'argenture des couverts en zinc. C'est un fils d'ouvrier aussi que John Brown, de Sheffield ; d'abord petit apprenti coutelier, il parvient à être le roi du fer. James Baird, le fils d'un pauvre fermier d'Écosse, met en exploitation des mines de houille et de fer, crée des forges, attache à ses usines l'inventeur Nielson, invente lui-même et devient finalement l'homme le plus riche du Royaume-Uni. Bien d'autres parvenus de grande valeur prennent place avec eux dans les rangs les plus élevés de la bourgeoisie.

Si l'aristocratie anglaise acceptait la haute bourgeoisie comme une égale, l'aristocratie française tenta sous la Restauration de rejeter sa rivale au second rang. La Charte de 1814 opposa, dans le corps électoral censitaire, les propriétaires fonciers, nobles pour la plupart, et les « patentés » bourgeois. Ces deux groupes sociaux pouvaient bien s'allier pour défendre des tarifs douaniers qui servaient leurs intérêts, mais en politique ils demeuraient ennemis. Entre émigrés et acquéreurs de biens nationaux la réconciliation était difficile. Beaucoup de bourgeois dédaignèrent d'être anoblis ; quand un ministre offrit le titre de comte à Royer-Collard, « comte vous-même », répondit l'orgueilleux doctrinaire. Le grand fabricant Ternaux, créé baron par Louis XVIII, annonça en pleine Chambre qu'il renonçait à ce titre pour continuer à diriger ses usines. Voilà pourquoi Charles X en 1830 voulut rayer les patentés de la liste électorale ; voilà pourquoi certains industriels parisiens fermèrent leurs usines afin d'encourager les ouvriers à combattre pour la Charte. De la révolution de juillet ce fut la bourgeoisie qui recueillit tous les bénéfices. Les grands bourgeois enrichis reçurent pour récompense la pairie viagère. La garde nationale, c'est-à-dire la bourgeoisie armée, défendit l'ordre existant contre les émeutes ouvrières. Deux banquiers, Laffitte et Casimir Périer, dirigèrent les deux groupes opposés du parti qui soutenait la nouvelle dynastie. Casimir Périer personnifie l'activité de la nouvelle classe

dominante. Fils d'un financier déjà puissant, il avait fondé avant 1815 une maison de banque qui prospéra bientôt. « Il faisait tout, embrassait tout », raconte un de ses biographes, « armements maritimes, banque, spéculations sur propriétés, créances publiques et particulières, manufacture, fonderie de métaux, verrerie, raffinerie de sucre, fabrique de savon, mouture ; le tout sur une grande échelle. » La politique l'attira bientôt : deux brochures de 1817 et de 1818, qui reprochaient au gouvernement de s'adresser pour ses emprunts à des banquiers étrangers, lui valurent une élection de député à Paris : début de la carrière qui devait le mener au ministère de 1831. Un contemporain de Casimir Périer, Dupin aîné, qui fut longtemps président de la Chambre des députés, représente un autre groupe dirigeant de la bourgeoisie : c'est le légiste laborieux, intelligent, âpre au gain, ennemi des dépenses inutiles et des imprudences généreuses. Cette classe tient à conserver tous ses privilèges : un des plus précieux est l'exemption du service militaire, que les lois lui assurent en autorisant le remplacement à prix d'argent.

Dans d'autres pays également la bourgeoisie prit une place prépondérante, car les « capitaines d'industrie » commençaient à se multiplier sur le continent. La Belgique en eut sous les yeux plusieurs modèles : Liévin Bauwens, qui avait risqué sa vie et sa liberté pour aller chercher en Angleterre, à une époque d'interdiction absolue, les ouvriers et les machines indispensables à l'industrie nouvelle ; John Cockerill, le puissant fabricant de Seraing, le protégé, l'ami du roi Guillaume I^{er} des Pays-Bas ; Orban, l'habile spéculateur de Liège, qui devina la hausse nécessaire des terrains dans une ville destinée à grandir. La Suisse vit naître la puissance de Kuntz, le « roi des filateurs », qui fonda et fit prospérer les usines d'Uster, près de Zurich.

Dans les grands États absolutistes la bourgeoisie n'est pas si avancée ; jusqu'en 1848 elle demeure subordonnée à la noblesse ; mais cette infériorité lui pèse, et par divers moyens elle cherche à en sortir. Comme elle fournit à la Prusse une bonne partie de ses fonctionnaires, ceux-ci deviennent souvent les chefs ou les adhérents d'une opposition qui lutte contre le retour au passé, contre la prépondérance de la noblesse terrienne. D'ailleurs beaucoup parmi les nobles, même les plus hostiles à l'esprit nouveau, travaillent comme les bourgeois, souvent avec eux, au progrès économique ; les hobereaux

prussiens, réactionnaires en politique, sont novateurs en agromonie. Une bourgeoisie beaucoup plus semblable à celle de la Grande-Bretagne se forme dans la Prusse rhénane, si différente par son esprit du vieil État brandebourgeois. A Aix-la-Chapelle, à Cologne, à Elberfeld, plusieurs hommes nouveaux, banquiers, commerçants, fabricants, après avoir fait fortune, deviennent des meneurs politiques : un Hanseman, un Becke-rath, un Camphausen prennent le commandement de l'opposition libérale qui va diriger la majorité au Landtag uni de 1847. Dans les États de l'Allemagne du sud il y a des Chambres où la bourgeoisie, représentée surtout par des députés fonctionnaires, s'essaye bien timidement encore à la vie politique et s'attache à détruire les restes du régime féodal et des institutions du Saint-Empire.

VII. — LA PRESSE ET L'ENSEIGNEMENT¹.

Les progrès de la bourgeoisie allaient de pair avec ceux de la presse. La classe nouvelle, soucieuse de renseignements précis, d'innovations utiles, voulait connaître par les journaux ce qui se passait dans son pays et à l'étranger ; comme des journaux libres peuvent seuls informer leurs lecteurs d'une façon complète et sûre, elle désira la liberté de la presse. Un état d'esprit volontiers frondeur envers le pouvoir, envers les fonctionnaires, envers le clergé, disposait fabricants et commerçants à l'indulgence pour les écarts de langage des journaux ; les polémiques acerbes de ces publicistes les amusaient. Les journaux se multiplièrent, depuis la petite feuille locale, bornée aux nouvelles et aux annonces de la commune, jusqu'au grand

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur la presse, Fox Bourne, *English newspapers. Chapters in the history of journalism* (Londres, 1887, 2 vol. in-8°) ; Henri Avenel, *Histoire de la presse française depuis 1789 jusqu'à nos jours* (Paris, 1900, in-8°) ; Ludwig Salomon, *Geschichte des deutschen Zeitungswesens*, t. III (Leipzig, 1906, in-8°) ; Willard Grosvenor Bleyer, *Main currents in the history of American journalism* (Cambridge, Mass., 1927, in-8°) ; William H. Wickwar, *The struggle for the freedom of the press, 1819-1832* (Londres, 1928, in-8°) ; Nora Atkinson, *Eugène Sue et le roman-feuilleton* (Nemours, 1929, in-8°).

Sur l'enseignement, voir François Guex, *Histoire de l'instruction et de l'éducation* (Lausanne, 1906, in-8°) ; Sandys, *A history of classical scholarship* (Cambridge, 1903-1908, 3 vol. in-8°), le t. III ; John William Adamson, *A short history of education* (Cambridge, 1919, in-8°) ; du même, *A guide to the story of education* (Londres, 1920, in-16) ; Archer, *Secondary education in the XIX th century* (Cambridge, 1924, in-8°) ; Georges Weill, *Histoire de l'enseignement secondaire en France au XIX^e siècle* (Paris, 1921, in-16) ; G. Dupont-Ferrier, *Du collège de Clermont au lycée Louis-le-Grand*, t. II et III (Paris, 1922-1925, 2 vol. in-8°).

organe politique. Cette puissance jusque-là inconnue effraya les gouvernements. Pour la maîtriser, le moyen le plus commode leur parut être la censure préalable, qui supprimait avant leur publication les articles dangereux ou les phrases fâcheuses ; mais dans les pays libres la censure devint impossible. Alors on essaya d'effrayer les écrivains par la sévérité des lois répressives. Tous les gouvernements aussi, dans un dessein à la fois social et fiscal, grevèrent les journaux de lourdes charges, cautionnement, impôt du timbre, sans compter les frais de poste qui étaient alors considérables. L'abonnement à un périodique demeura ainsi un luxe réservé aux classes aisées. D'ailleurs celles-ci défendirent les intellectuels qui se compromettaient pour leur cause ; chez elles se recrutaient les membres du jury, qui accorda bien souvent aux publicistes poursuivis par les magistrats officiels un acquittement triomphal.

En Angleterre la presse avait dès le xviii^e siècle remporté une éclatante victoire sur les ministres de Georges III. La réaction tory après 1815 vit souvent les sévérités légales paralysées par l'indulgence des jurés. La Chambre des Communes voulait soustraire aux indiscretions des journaux le secret des votes individuels de ses membres ; elle dut y renoncer. De lourdes peines frappaient encore le *libel*, la diffamation injurieuse ou calomnieuse ; mais la loi de 1844 limita soigneusement la portée de ce mot. Dans toutes les crises graves, entre 1815 et 1830, les gouvernements du continent redoutèrent le franc-parler de la presse anglaise, sachant que plus d'un opposant de leur pays s'adressait à elle pour divulguer les faits qu'ils auraient voulu tenir cachés.

Rien ne montre mieux la puissance de la presse en Grande-Bretagne que l'autorité conquise par le *Times*. Le fondateur était John Walter, un de ces Écossais audacieux et ingénieux qui ont créé les principaux journaux de Londres un peu avant 1800 ; le fils de celui-ci, qui administra le *Times* pendant toute la première moitié du xix^e siècle, fut un homme d'action et d'initiative supérieur encore à son père. John Walter II, comme on l'appelait, sut découvrir des *editors*, des directeurs de premier ordre, Barnes, qui remplit ces fonctions pendant vingt-quatre ans jusqu'à sa mort, puis un tout jeune homme, Delane, qui se trouva être son digne successeur. L'un et l'autre parvinrent à conserver l'indépendance du journal, ne se mettant à la remorque d'aucun parti, négociant d'égal à égal avec tous les ministères, tâchant de se tenir toujours d'accord avec

l'opinion moyenne des classes dirigeantes. A plus forte raison ne voulaient-ils pas plier devant un pouvoir étranger. Guizot, mécontent du *Times*, tâcha de retarder de Marseille à Calais les courriers qui lui apportaient des nouvelles d'Orient, afin d'en réserver la primeur à un journal anglais plus complaisant. Mais Walter établit un nouveau service par dromadaires de Suez à Alexandrie, par bateau autrichien d'Alexandrie à Trieste, enfin par courriers de Trieste à Ostende ; Guizot dut s'avouer vaincu.

Tous les progrès de la science, de la technique, des communications étaient mis à profit par la presse britannique. Ce fut un jour mémorable (29 novembre 1814) que celui où le *Times* parut imprimé pour la première fois par les presses mécaniques de l'inventeur allemand Kœnig. Chacune des nouvelles lignes de chemin de fer donna aux journaux de Londres le moyen de conquérir un surcroît de clientèle en province ; ils y rencontraient d'ailleurs une sérieuse concurrence, car des feuilles régionales importantes, comme le *Scotsman* depuis 1817, le *Manchester Guardian* depuis 1821, commençaient à s'installer dans les grandes villes. C'est le *Morning Chronicle* qui, le premier, utilisa le télégraphe électrique en 1845. Industriels et commerçants comprenaient de plus en plus l'importance de la publicité, de la réclame ; en apportant leurs annonces aux journaux les plus répandus, ils leur fournissaient les ressources nécessaires pour tenter d'autres améliorations. Ne pouvait-on aller plus loin, tripler, quadrupler le nombre des lecteurs en abaissant les prix des journaux ? Sept pence le numéro, c'était trop cher pour la plus grande partie des classes moyennes. On ne pouvait changer cela qu'en réduisant l'énorme impôt du timbre. Beaucoup de libéraux et de radicaux le demandèrent depuis 1830 ; retardée par la lutte pour la réforme électorale, cette campagne aboutit en 1836 à un dégrèvement sérieux, qui allait ouvrir à la presse des perspectives nouvelles.

Il y avait un pays où la presse, plus libre même qu'en Angleterre, suivait de près chaque progrès des feuilles londoniennes pour en faire son profit ; c'étaient les États-Unis. Déjà même les journaux américains cherchaient à surpasser leurs émules européens par des initiatives hardies. C'est en 1833 que parut à New-York le *Sun*, le premier grand journal à un penny qui ait réussi à vivre et à prospérer. Le succès de la presse à bon marché allait lui amener quantité de lecteurs inattendus, peu cultivés, assez indifférents à la grande politique, friands de récits

amusants et d'émotions fortes. C'est ce que comprit un novateur audacieux, d'origine écossaise comme tant d'autres : James Gordon Bennett, en créant le *New-York Herald* (1835), fut le père du journalisme « sensationnel » et trouva de nombreux imitateurs. Cependant la presse de discussion, d'éducation politique, possédait aussi des représentants de haute valeur ; le plus remarquable de tous, Horace Greeley, fonda la *Tribune* en 1841.

En France la révolution de 1830 fut la victoire des journaux sur la censure préalable, que la nouvelle Charte prohiba en termes formels. Mais le gouvernement de juillet revint assez vite aux lois répressives et multiplia les poursuites contre les feuilles antidynastiques. Celles-ci, grâce à l'indulgence du jury, purent continuer la lutte ; même après les lois de septembre, le *National*, journal républicain, brava la branche cadette comme le *Constitutionnel* avait bravé la branche aînée. La plus célèbre des feuilles dynastiques, le *Journal des Débats*, était la propriété des Bertin ; Bertin aîné, le grand bourgeois dont Ingres a laissé un portrait célèbre, eut à Paris quelque chose de l'autorité que possédait John Walter à Londres. Sa famille après lui sut maintenir l'influence de ce journal bien écrit, libéral, résolu à défendre le régime censitaire contre la démocratie.

La grande presse française, qui recourait assez peu aux annonces, qui ne connaissait guère la vente au numéro, demandait à ses abonnés 80 francs par an¹. Un publiciste brillant et fécond en idées originales, Émile de Girardin, aimait tous les genres de spéculations ; il comprit comme les Anglais l'importance de la publicité, comme les Américains l'avantage d'abaisser les prix et de gagner toute une masse nouvelle de lecteurs ; c'est par le roman-feuilleton qu'il espérait se l'attacher. *La Presse*, fondée par lui en 1836, obtint, en effet, un succès durable ; un autre journal inauguré en même temps et au même prix (40 francs), le *Siècle*, réussit mieux encore et devint la feuille préférée de la petite bourgeoisie. Quant à la presse départementale, un peu plus active sous Louis-Philippe que sous la Restauration, elle ne pouvait encore faire aux journaux parisiens une sérieuse concurrence.

L'Angleterre et la France étaient, avec certains États secondaires comme la Belgique, les pays bénis du journalisme. Elles faisaient un singulier contraste avec l'Europe du centre et de

1. Pour convertir cette somme en francs de 1930, il ne suffit pas de la multiplier par 5, ce qui donne 400 francs ; il faut se rappeler aussi que la valeur de l'argent à cette époque était beaucoup plus grande qu'aujourd'hui.

l'est; là c'était le règne de la censure. En Allemagne la presse avait cru pouvoir s'épanouir en 1814 et 1815, quand Gœrres, dans le *Mercur rhénan*, soulevait le peuple contre la tyrannie étrangère, quand Blucher l'encourageait à écrire librement. Bientôt le journal de Gœrres fut supprimé par la Prusse; le grand-duc de Saxe-Weimar, ayant accordé la liberté aux journaux, fut assailli de réclamations par les autres souverains; puis les décrets de Carlsbad organisèrent une répression systématique. Une seconde poussée de la presse libérale en 1830 fut bien vite arrêtée. La plupart des journaux végétaient, se bornant à donner les nouvelles jugées inoffensives par les gouvernements. Il fallait, pour conserver à un périodique son intérêt, une dextérité spéciale comme celle de Cotta, le propriétaire de la Gazette d'Augsbourg (*Allgemeine Zeitung*). Ce grand bourgeois, plus tard anobli, aimait les initiatives utiles; fondateur de la première compagnie de bateaux à vapeur sur le lac de Constance, il fut aussi un des premiers dans l'Allemagne du sud à s'intéresser au Zollverein prussien. Il vint pour cela négocier à Berlin, et les hobereaux furent scandalisés de voir ce marchand invité à la table du roi. Cotta était plus encore l'ami de l'Autriche, le protégé de Metternich et de Gentz. Une grande prudence lui permit de conserver leur faveur tout en renseignant bien le public, non sur les choses d'Allemagne, mais sur celles de France et d'Angleterre. L'étroitesse de la censure bavaroise le poussait parfois à bout; il cédait finalement, non sans essayer quelques tentatives audacieuses, comme d'accepter les correspondances parisiennes d'Henri Heine. Cotta était une exception; les journalistes prussiens qui prirent au sérieux les promesses libérales de Frédéric-Guillaume IV durent bientôt reconnaître leur erreur.

Non contente des journaux, la bourgeoisie instruite fit bon accueil aux revues, mensuelles ou bi-mensuelles, qui se multiplièrent partout. Les meilleures furent à la fois politiques et littéraires dans les pays d'Occident, et répondirent à la curiosité de leurs lecteurs en s'annexant chaque jour d'autres domaines, la philosophie, les voyages, les sciences, les beaux-arts. Dans les pays soumis à la censure elles laissèrent bon gré mal gré la politique de côté, ce qui permit à plusieurs d'entre elles de mener une existence honorable; même en Autriche, même en Russie, des revues littéraires purent faire connaître à des lecteurs instruits et avertis les dernières productions du roman ou de la poésie.

Amie de la presse, la bourgeoisie était aussi amie de l'instruction ; elle voulait donner à ses fils la culture générale assurée par l'enseignement secondaire. Ici, loin d'être novatrice, elle s'inclina devant la tradition ; l'enseignement organisé au xvi^e siècle par les humanistes, protestants ou jésuites, qui avait formé pendant deux cents ans les jeunes nobles, lui parut le meilleur pour préparer les jeunes bourgeois à parler, à écrire, à commander. La décadence des collèges, qui s'était manifestée partout pendant les guerres napoléoniennes, fut suivie d'un relèvement. Il s'accomplit assez lentement en Grande-Bretagne où les écoles secondaires, affranchies du contrôle de l'État, offraient les types les plus divers. Nombreuses étaient celles où des directeurs sans scrupules cherchaient uniquement à bien vivre aux dépens de leurs pensionnaires : Dickens a tracé le portrait fameux de Dotheboys Hall. Mais la régénération des deux grandes Universités, Oxford et Cambridge, prépara celle qu'inaugurèrent dans les écoles secondaires quelques grands éducateurs pénétrés d'humanisme, protestants comme Thomas Arnold, le célèbre directeur de Rugby, catholiques tels que Newman, ou disciples de la philosophie ancienne comme Pattison. En France l'Université napoléonienne, demeurée fortement centralisée sous la direction de l'État, régissait l'enseignement secondaire ; qu'elle eût à sa tête un prélat comme Frayssinous ou un philosophe comme Victor Cousin, elle enseignait surtout le latin et restait un foyer de rhétorique élégante. C'étaient les langues anciennes aussi qu'on apprenait, avec un souci plus grand de la philologie, dans les gymnases allemands ; ceux de Prusse, qui donnaient le ton aux autres, furent célèbres par le niveau élevé de leurs études. Les pays voisins les imitaient : en Russie un décret de 1828 dénonça la paresse d'esprit causée par « le luxe de la polymathie » et prescrivit de tout subordonner à l'enseignement du grec et du latin.

Pendant les besoins évidents d'un âge scientifique faisaient introduire dans les programmes bien des études nouvelles, et l'attachement exclusif aux humanités commençait à soulever des critiques ; on se demanda si les études organisées pour l'aristocratie oisive et mondaine d'autrefois convenaient à une bourgeoisie laborieuse, créatrice, chargée de mener de grandes entreprises. La *Revue d'Édimbourg*, l'organe du libéralisme whig, entama vers 1830 une campagne en règle contre les écoles anglaises ; elle leur reprocha de donner un

enseignement purement grammatical et formel, qui ne faisait pas même connaître aux élèves la vie et la pensée des Grecs et des Romains, et d'ignorer, de mépriser le monde moderne. En France des savants comme Arago, des économistes comme Michel Chevalier protestèrent contre la domination exclusive du latin. Mais ces débats, qui devaient se renouveler périodiquement jusqu'à nos jours, n'ébranlèrent pas encore la royauté de l'humanisme; la bourgeoisie voyait en lui une des garanties de sa domination. Les collèges secondaires, en effet, à part un petit nombre de boursiers destinés au recrutement du corps enseignant, ne renfermaient que les fils des classes aisées; l'instruction qu'ils y recevaient les distinguait nettement des classes inférieures. La bourgeoisie attachait beaucoup moins d'importance à la formation intellectuelle de ses filles; celles-ci faisaient des études sommaires, soit à la maison avec des institutrices privées, soit dans des pensions de valeur inégale, soit dans les couvents des congrégations enseignantes.

Quant à l'éducation physique de la jeunesse masculine, elle était très négligée. Les Scandinaves les premiers cherchèrent à l'organiser : les Danois instruisirent Jahn, le célèbre patriote allemand, et Ling, le fondateur de la gymnastique suédoise. C'est dans la Burschenschaft, parmi les élèves de Jahn, que se forma Spiess; chassé d'Allemagne par la réaction, il alla mettre au service de la Suisse un remarquable talent d'éducateur. La France méprisait la gymnastique, malgré les efforts de quelques maîtres étrangers, le Suisse Clias et l'Espagnol Amoros, un officier libéral qui avait dû fuir la tyrannie de Ferdinand VII. L'Angleterre n'accordait encore aux sports qu'une place restreinte; Thomas Arnold fut un des premiers à les recommander pour la formation du caractère. On commençait aussi à se plaindre du surmenage : dans cette Prusse dont les gymnases étaient si renommés, des universitaires, des médecins dénoncèrent la charge imposée à la jeunesse, et le vieux Frédéric-Guillaume III déclara leurs critiques fondées.

VIII. — L'IDÉALISME DE LA BOURGEOISIE¹.

Cette bourgeoisie pratique et soucieuse de s'enrichir avait pourtant son idéal. C'est d'abord l'horreur du sang versé.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — B. Grøethuysen, *Die Entstehung der bürgerlichen Welt- und Lebensanschauung in Frankreich*, t. I (Halle, 1925, in-8°); traduction françaises :

Rousseau et Kant lui ont appris l'éminente dignité de la personne humaine. Le XVIII^e siècle avait flétri la torture et les supplices barbares d'autrefois ; le XIX^e s'applique à réduire le domaine de la peine de mort. Mackintosh, après Romilly, avait pris l'initiative de cette réforme à la Chambre des Communes au nom des whigs ; Robert Peel en 1823 fait supprimer une centaine de cas de peine capitale. Le Code pénal français de 1832 arrive au même résultat, surtout en accordant les circonstances atténuantes. La législation s'adoucit également dans les autres pays. Les cruautés des Turcs massacrant les Grecs, celles des négriers martyrisant les esclaves soulèvent des explosions de colère. Le respect de la vie humaine s'unit à l'esprit commercial pour développer l'amour de la paix. La bourgeoisie, qui soustrait ses fils à la caserne, aime peu la vie militaire ; sur le continent, elle se distingue ainsi profondément de la noblesse, tout entière habituée aux armes ; en Grande-Bretagne, bourgeois libéraux et grands seigneurs tories ont la même répugnance pour le militarisme.

L'idéal de la bourgeoisie peut se résumer d'un mot : « libéralisme ». Elle veut la liberté individuelle garantie par la loi, la liberté civile protégée par une justice indépendante, la liberté religieuse défendue contre l'intolérance des Églises, la liberté politique assurée par une constitution. Cet idéal est vanté, magnifié par les juristes et les économistes. Les juristes se font les apôtres du droit naturel, que leur a enseigné le XVIII^e siècle. D'après eux, l'individu possède une volonté libre ; les relations d'une volonté libre avec d'autres volontés libres font du contrat l'acte juridique par excellence. Tout contrat libre est juste. Le droit positif a pour objet principal d'empêcher les empiètements des uns sur la liberté des autres. Cet idéal libéral et rationaliste inspire le Code Napoléon, si cher aux juristes français. La doctrine juridique anglaise, quoique formée à d'autres sources, aboutit aux mêmes résultats ; elle s'incarne dans Bentham, ce bourgeois utilitaire qui, en présence de toutes les

Origines de l'esprit bourgeois en France, t. I : *L'Église et la bourgeoisie* (Paris, 1927, in-8°), de la « Bibliothèque des idées » ; Charles Gide et Charles Rist, *Histoire des doctrines économiques* (Paris, 1909, gr. in-8° ; 5^e éd. corrigée, 1926) ; René Gonnard, *Histoire des doctrines économiques* (Paris, 1927, 3 vol. in-8°) ; Ernest Teilbac, *L'œuvre économique de Jean-Baptiste Say* (Paris, 1927, in-8°), et *Histoire de la pensée économique aux États-Unis au XIX^e siècle* (Paris, 1928, in-8°) ; Léon Duguit, *Les transformations générales du droit privé* (Paris, 1920, in-16 ; 2^e éd., 1920) ; Max Hætzzel, *Friedrich List* (Berlin, 1929, in-8°) ; du même, *List-Bibliographie*, parue en appendice à la réimpression du livre célèbre de List, *Das nationale System der politischen Ökonomie* (Stuttgart, 1925, in-8°).

institutions, même les plus vénérables par leur passé, pose cette question : « A quoi cela sert-il ? », et c'est Fox qui a popularisé le nouvel idéal en lui donnant le premier le nom de « libéralisme ». Bientôt les radicaux philosophes, disciples de Bentham, s'unissent aux bourgeois écossais groupés autour de la *Revue d'Édimbourg*.

Les intérêts de la bourgeoisie sont d'accord avec ses convictions juridiques pour la pousser à faire supprimer le retrait lignager et les autres coutumes féodales qui gênent le commerce des biens, les lois contre l'usure qui nuisent au crédit, les corporations qui entravent l'essor de l'initiative individuelle; ils approuvent le partage ou la vente des biens communaux, jusque-là soustraits à la circulation. Libéralisme devient presque synonyme de progrès économique; aussi les juristes libéraux ont-ils pour alliés les économistes libéraux. Ces disciples d'Adam Smith portent son évangile dans tous les pays. L'économie politique, disent-ils, est une science comparable aux sciences physiques et naturelles, depuis qu'elle a déterminé la grande loi des sociétés, la loi de l'offre et de la demande. Cette loi, quand on la laisse jouer librement, développe la richesse et le bonheur de l'humanité; comme chaque individu sait mieux que les étrangers ce qui lui est utile, on doit laisser chacun chercher librement le bien-être. La liberté du commerce multipliera les échanges et portera les produits de tout l'univers aux pays qui en manquent; elle fera comprendre à tous les peuples l'intérêt qu'ils ont à voir les autres peuples riches et prospères, afin de trouver chez eux des fournisseurs et des clients. La liberté du travail, supprimant les entraves corporatives et syndicales, permettra aux plus habiles, aux plus actifs, de gagner davantage, de créer de nouvelles usines, des sources de richesses profitables à tous. Les capitalistes qui fourniront l'argent nécessaire à ces entreprises recevront un intérêt suffisant, légitime récompense du service qu'ils rendent à la société.

Le premier grand théoricien qui ait développé ces idées, Adam Smith, trouva en Grande-Bretagne des disciples nombreux et convaincus; ils conquièrent les classes dirigeantes, grâce à la campagne de Richard Cobden, et fondèrent l'« école de Manchester » dont la domination devait durer pendant la plus grande partie du règne de Victoria. Cependant quelques-uns des économistes anglais ne se faisaient point illusion sur les vices et les dangers du nouveau régime. Le péril était grand

de voir les hommes se multiplier plus vite que les subsistances : Malthus continuait, après comme avant 1815, à le dénoncer avec une vigueur peu commune. Un grand banquier, Ricardo, dans ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1819), ne craignit pas de montrer avec une forte logique l'inévitable opposition d'intérêts entre le capitaliste et le salarié, chacun voulant réduire la part de l'autre dans le profit; et surtout ce banquier, s'associant à la lutte de la bourgeoisie contre le protriarysme tout-puissant, insista sur l'opposition entre le propriétaire de la terre, qui exige la rente foncière, et le fermier ou le tenancier, qui est obligé de payer cette rente contraire à l'intérêt social. Ces doctrines pessimistes qui allaient fournir tant d'arguments à la polémique socialiste n'empêchaient pas Ricardo de conclure en faveur de la liberté du travail, de la production et de l'échange.

Ce pessimisme n'effleura point le grand disciple français d'Adam Smith, Jean-Baptiste Say. Ami des idéologues, libéral intraitable, ayant toujours détesté Napoléon, Say devint rapidement célèbre par son *Traité d'économie politique*, beaucoup mieux construit et mieux présenté que la *Richesse des nations*. L'ouvrage fut traduit dans toutes les langues; la traduction anglaise eut aux États-Unis quatorze éditions pendant que l'original en avait six en France. La théorie exposée par lui sur les débouchés nécessaires de la production, sur les liens de solidarité qu'ils établissent entre les peuples, apparut comme la meilleure justification morale du capitalisme. Say trouva des continuateurs éloquents tels que Dunoyer ou Bastiat, qui s'efforça de faire pénétrer jusque dans les classes ouvrières l'amour de la science nouvelle. Même enthousiasme pour les bienfaits des lois naturelles chez certains économistes allemands, les Kraus et les Sartorius. Carey, aux États-Unis, s'inspira beaucoup de Say; mais l'observation des faits sociaux propres à l'Amérique lui permit de réagir et de prendre contre son maître la défense du protectionnisme.

Il ne faudrait pas croire, en effet, que l'école économique libérale, l'école classique, ait rencontré une adhésion sans réserve dans les classes dirigeantes. La bourgeoisie industrielle, particulièrement en France, lui reprochait sa campagne ardente contre le protectionnisme; d'autres blâmaient son attachement à des principes abstraits qui lui faisaient oublier les réalités sociales. Mais plusieurs de ces adversaires s'entendaient avec elle pour exalter la puissance et encourager l'activité de la

bourgeoisie. Tel fut l'homme qui proposa aux Allemands de faire la conquête économique du monde, Frédéric List, un de ces grands agitateurs comme les pays germaniques en ont peu connu. Il résolut de secouer l'indolence de ses compatriotes et, s'il se pouvait, de susciter chez eux cette activité fébrile qu'il avait admirée dans ses voyages aux États-Unis et en Angleterre. C'est à la bourgeoisie allemande, surtout aux marchands, qu'il prodigua ses conseils pendant dix ans. Sa campagne en faveur du Zollverein facilita la tâche des ministres prussiens ; son enthousiasme pour les chemins de fer ne fut pas inutile aux hommes qui formèrent les premières compagnies destinées à les construire. Ce goût pour le progrès technique et industriel rapprochait List des économistes orthodoxes, mais leur enthousiasme pour le libre échange trouva chez lui un adversaire déterminé. La Grande-Bretagne seule, disait-il, grâce à la supériorité de son organisation, profitera du libre échange ; elle est sûre d'écraser les concurrents qui renonceraient à la protection des tarifs douaniers. La France et les États-Unis l'ont compris ; à l'Allemagne de le comprendre à son tour.

List s'inspirait-il de Daniel Raymond, l'économiste américain dont le livre, paru en 1820, était une protestation très nette contre l'économie classique ? Le point demeure douteux ; mais il s'inspirait certainement des faits observés en Amérique. En 1841 le fougueux théoricien publia le *Système national d'économie politique* pour combattre le cosmopolitisme cher aux économistes : il leur reprochait de ne considérer que l'individu, abstraction faite de la nationalité ; il leur reprochait aussi de ne voir dans tous les produits du monde que des valeurs d'échange, et d'oublier qu'une nation doit disposer de ses forces productives, de ses manufactures, car elle développe en même temps ses forces morales. Cependant il admettait pour plus tard, dans un siècle peut-être, une union douanière de l'Europe, destinée à défendre cette partie du monde contre la prépondérance des États-Unis. Frédéric List formula aussi un gigantesque programme pangermaniste. La réalité répondait si peu à ces rêves grandioses que l'apôtre de l'économie nationale finit par le suicide (1846). Un autre théoricien moins brillant et plus pratique, Nebenius, travailla comme lui à éveiller chez les Allemands l'esprit d'entreprise.

Au point de vue religieux, la bourgeoisie se tenait également éloignée du cléricalisme et de l'athéisme. Elle reprochait

au clergé de ne pas comprendre les temps nouveaux. Église anglicane luttant contre la réforme électorale, évêques français défendant Charles X ou rêvant le retour d'un Henri V, pasteurs prussiens faisant cause commune avec les hobereaux, moines russes exaltant l'autocratie dans leurs sermons, partout elle voyait les Églises opposées au libéralisme et désirait les tenir à l'écart de la politique. Mais elle avait trop le sentiment de la mesure et des convenances pour ne pas être choquée par l'incrédulité agressive ; l'éducation religieuse lui paraissait une garantie pour l'ordre social. Beaucoup de bourgeois croyaient sincèrement qu'il faut une religion pour le peuple.

La France fut le pays où la bourgeoisie atteignit sous Louis-Philippe à la puissance la plus complète ; aussi est-ce là qu'elle trouva ses apologistes les plus convaincus. Un philosophe, Victor Cousin, formula pour l'enseignement secondaire la morale qui devait convenir à une société de juste milieu, honnête et rangée. Un homme d'État, Guizot, glorifia éloquemment le règne de ces classes moyennes qui avaient triomphé par le bon sens et le travail ; il les montra prêtes à recevoir dans leurs rangs tous ceux qui sauraient à leur tour conquérir la fortune et s'élever par un labeur intelligent. Un historien, Augustin Thierry, saluait dans la monarchie de juillet « la fin providentielle des siècles écoulés depuis le douzième ». Un économiste, Bastiat, exposa les harmonies que la nature établit entre les intérêts divergents des individus. Les juristes, Proudhon, Toullier, Duranton, louèrent dans le Code civil le chef-d'œuvre d'une législation qui assure à tous la liberté, la propriété, le respect des contrats.

Mais la riche bourgeoisie formée depuis un demi-siècle faisait-elle encore partie des classes moyennes ? N'était-ce pas une aristocratie nouvelle, assez forte et assez fermée pour maintenir dans un état de dépendance définitive les classes inférieures ? A propos de la construction des chemins de fer, un pamphlétaire vigoureux, Toussenel, dénonça l'avènement de la « féodalité financière » qui, menée par les Rothschild et les banquiers saint-simoniens, achevait de conquérir la France en mettant la main sur les voies nouvelles. Un gentilhomme aux vues larges, Alexis de Tocqueville, s'inquiéta de l'abîme que la grande industrie allait creuser entre le patron, forcé d'étendre toujours davantage ses projets, ses capacités, ses ambitions, et l'ouvrier d'usine, obligé par la division du travail à restreindre son cercle d'action, à faire indéfiniment un morceau

d'outil, une tête d'épingle, un fragment d'habit. Et l'auteur de la *Démocratie en Amérique* arrivait à cette conclusion : « L'aristocratie manufacturière que nous voyons s'élever sous nos yeux est une des plus dures qui aient paru sur la terre ; mais elle est en même temps une des plus restreintes et des moins dangereuses. » Cette dureté, Disraéli ne cessait de la reprocher aux nouveaux barons de l'usine et du rail ; et la réserve rassurante ajoutée par Tocqueville semblait peu justifiée aux défenseurs des classes ouvrières et aux théoriciens du socialisme.

CHAPITRE II

LES OUVRIERS ET LE SOCIALISME¹.

La transformation économique et sociale qui fortifiait et enrichissait la bourgeoisie causa de grandes souffrances à la classe ouvrière. Malgré les dénégations des doctrinaires optimistes, il fallut bientôt reconnaître la réalité de ces maux. Comment pouvait-on les guérir et mettre fin aux crises redoutables qui menaçaient la société ? La solution fut cherchée à la fois par des penseurs appartenant aux classes instruites et par des travailleurs manuels pressés de s'assurer une vie moins pénible. Le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier grandirent ensemble, tantôt s'ignorant mutuellement, tantôt se rapprochant et prenant contact ; parfois la doctrine influa sur la pratique, parfois l'action ouvrière inspira les théoriciens.

Ceux-ci apparurent surtout en Angleterre et en France. La France avait détruit l'ancien régime et prétendu apporter un idéal nouveau de justice et de bonheur, non seulement à ses enfants, mais au monde entier. Son rôle fut donc très grand dans l'élaboration et surtout dans la propagation des théories socialistes : le saint-simonisme a été plus connu sur le continent que les systèmes d'Owen ou de Spence. Mais l'avance industrielle que la Grande-Bretagne avait prise sur le reste du globe lui valut aussi le dangereux avantage de posséder la première un prolétariat nombreux, misérable et groupé en masses compactes. Comme le socialisme ouvrier dérive de la grande industrie, c'est ce pays seul qui l'a pleinement connu

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Aux livres, cités p. 329, de Gide et Rist et de Gonnard, joindre, sur l'Angleterre, l'ouvrage capital de Clapham, cité p. 265 ; J. et Barbara Hammond, *The skilled labourer* (cité p. 35) ; Fay, *Life and labour in the XIXth century* (Cambridge, 1920, in-8°). — Pour la France, à l'ouvrage vieilli d'É. Levasseur, on joindra ceux de Fournière, *Le règne de Louis-Philippe* (Paris [1906], in-4°), formant le t. VIII de l'*Histoire socialiste*, dirigée par J. Jaurès ; du même, *De Babeuf à Proudhon* (Paris, 1904, in-8°). — Sur l'Allemagne, l'ouvrage socialiste classique est celui de Mehring, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie* (Stuttgart, 1897, 4 vol. in-8° ; 12^e éd., 1922).

avant 1848; c'est lui qui invente les programmes, les formules, les procédés de combat destinés à reparaître plus tard chez les travailleurs manuels des autres nations.

I. — LA QUESTION OUVRIÈRE EN GRANDE-BRETAGNE¹.

A la fin du XVIII^e siècle, la Grande-Bretagne avait connu de nombreux projets de réformes : réforme politique proposée par les radicaux dont quelques-uns, en 1776, réclamaient déjà le suffrage universel ; réforme agraire prêchée par Thomas Paine ; réformes socialistes annoncées par Godwin et Spencer. Les guerres contre la France avaient tout arrêté : le gouvernement tory, se raidissant contre les troubles intérieurs, avait puni les libellistes, supprimé les associations, traqué les grévistes. Les guerres prirent fin en 1815, et la recrudescence des crises économiques réveilla le mouvement ouvrier. Le ministère le réprima encore : ce furent les jours sombres de Peterloo et de Bonnymuir². Mais on ne pouvait pas opposer indéfiniment la force brutale à des plaintes qui allaient se multipliant, à des maux qui éclataient aux yeux de tous.

Ce qui rendait la question ouvrière angoissante, c'est qu'elle se posait non seulement dans les villes, mais aussi dans les campagnes. La dépossession des paysans propriétaires, des *yeomen*, au profit des gros fermiers et des *landlords*, poursuivie depuis longtemps, s'acheva après 1815; les *enclosures*, utiles pour le progrès économique général, supprimèrent ces « champs ouverts » où les pauvres avaient trouvé autrefois une ressource. La grande industrie, en ruinant par sa concurrence les industries paysannes, finit de transformer les petits propriétaires en journaliers. A

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux histoires générales de Spencer Walpole et d'Élie Halévy, citées p. 32, on ajoutera des livres sur les théories sociales et sur les faits sociaux. Sur les théories, voir M. Beer, *Geschichte des Sozialismus in England* (Stuttgart, 1913, gr. in-8°) ; l'ouvrage est refondu et beaucoup plus complet dans l'édition anglaise, *A history of British socialism* (Londres, 1919-20, 2 vol. in-8°) ; Élie Halévy, *Thomas Hodgskin* (Paris, 1903, in-12) ; les nombreux ouvrages sur Owen énumérés dans *A bibliography of Robert Owen, the socialist* (2^e éd., Aberystwyth, 1925, in-8°).

Sur les faits, outre Clapham, cité p. 265, voir Arthur Redford, *Labour migration in England, 1800-1850* (Manchester, 1926, in-8°) ; Gerald B. Hurst, *The Dorchester labourers (1834)*, dans l'*English historical Review*, t. XL (1925), p. 54-66 ; l'ouvrage cité (p. 35) de J. L. et Barbara Hammond, et leur livre, *The Town labourer, 1760-1832* (Londres, 1917, in-8°). Un bon résumé a été donné par G. D. H. Cole, *A short history of the British working class movement*, t. I : *1789-1848* (Londres, 1925, in-8°).

1. Voir plus haut, p. 36.

défaut d'indépendance, ils conservaient au moins l'assistance paroissiale garantie par la loi des pauvres. Cette assistance, conformément à l'exemple donné par les magistrats municipaux de Speenhamland en 1795, servait surtout à compléter les salaires trop faibles par un secours proportionnel au nombre des enfants. Le système de Speenhamland, appliqué depuis vingt ans, s'était révélé néfaste : il avait pour résultats la dégradation morale des journaliers, habitués à mendier, et le maintien des salaires à un niveau très bas, les employeurs laissant volontiers aux paroisses le soin de fournir le supplément nécessaire.

Le mal était plus visible encore dans les villes, principalement dans les nouvelles cités industrielles. Les ouvriers venaient s'y fixer en nombre toujours croissant, autour des fabriques où se trouvaient les machines. On les logea dans des taudis infects, vrais nids à maladies contagieuses, dépourvus de tout ce qui faisait jadis le charme du cottage familial. Les philanthropes dénoncèrent les caves et les cours pestilentielles de Liverpool, la triste banlieue de Birmingham. A Londres c'était pire : une enquête faite dans la paroisse de Saint-Georges révéla que pour 929 familles le logement se composait d'une seule chambre, et que 623 d'entre elles n'avaient qu'un lit. Un autre quartier, Whitechapel, peuplé d'étrangers, d'Irlandais, de vagabonds de toute origine, devint tristement célèbre.

Les habitants de ces affreux logements ne possédaient même pas la sécurité du lendemain. Leur salaire pouvait s'élever ou baisser chaque mois, parfois chaque semaine ou chaque jour. Les usines produisaient beaucoup, même trop, encombrant si bien le marché qu'il fallait souvent réduire ou suspendre le travail, imposer aux salariés un chômage synonyme de misère. C'était d'autant plus nécessaire que l'industrie britannique, toujours à la recherche de débouchés, travaillait pour le monde entier. Sa prospérité se trouvait donc dépendre de tous les événements imprévus qui survenaient dans les diverses parties du globe : une crue insuffisante du Gange, une mauvaise récolte de coton aux États-Unis, une émeute xénophobe en Chine, et la faim sévissait dans les faubourgs de Manchester ou de Sheffield. Même si le travail était abondant, l'avenir demeurait peu sûr : l'invention d'une machine, un perfectionnement de l'outillage, comme il arrivait sans cesse, pouvaient entraîner le congédiement d'une partie des ouvriers ou les contraindre à un nouvel et pénible apprentissage.

Souvent les machines, faciles à manier, faciles à faire tourner,

rendaient superflu l'emploi d'ouvriers qualifiés connaissant les finesses du métier; pour les besognes peu compliquées on embauchait des femmes, des enfants, moyennant un salaire infime dont les hommes faits ne pouvaient se contenter. Ces travailleurs sans défense furent soumis à une exploitation formidable, comme le prouvèrent les enquêtes ordonnées à plusieurs reprises par la Chambre des Communes entre 1820 et 1850. Des enfants de quatre à cinq ans étaient amenés par leurs parents à de véritables marchés d'esclaves et vendus aux représentants des fabriques; celles-ci les tenaient cloîtrés des journées entières, occupés à rouler des écheveaux de coton, à ouvrir ou fermer les portes. D'après ces enquêtes l'économiste Ure nota, en 1835, que les manufactures mécaniques visitées employaient 4.800 garçons et 5.300 filles âgées de moins de onze ans, 67.000 garçons et 89.000 filles entre onze et dix-huit ans. Beaucoup de femmes travaillaient la nuit, dans une promiscuité complète avec les hommes; celles qui ne travaillaient que le jour étaient obligées souvent de chercher dans la prostitution un supplément de ressources. Hommes et femmes, accablés par des journées de quatorze à seize heures, trouvaient quelques moments d'oubli dans l'ivresse ou dans les voluptés brutales, particulièrement dans les orgies du samedi soir qui suivaient la paye hebdomadaire. Dans les grandes villes se constituait ainsi un prolétariat nombreux, farouche, capable tour à tour de résignation passive et de fureurs subites; il prenait conscience de la solidarité ouvrière et se préparait à la lutte inévitable contre les patrons.

Dans les villes moyennes et anciennes la petite industrie, fondée sur le travail à domicile, gardait encore une place importante; mais la grande industrie, dure pour ses propres ouvriers, faisait une concurrence impitoyable à ces rivaux qui essayaient de maintenir des coutumes périmées. Le travail mécanique, plus rapide et plus fécond, tuait le travail manuel par le bon marché de ses produits; le tisserand voulant rester chez lui ne pouvait conserver son métier qu'à la condition de regagner par la longueur des journées ce que la baisse des prix lui enlevait. Après avoir tenu le plus longtemps possible, il était bien des fois obligé de s'avouer vaincu; lui qui avait été si fier de son indépendance, il venait frapper à la porte de la grande usine, augmentant cette concurrence entre ouvriers qui faisait la partie belle aux employeurs. Il faut ajouter que ceux-ci furent souvent forcés de réduire le salaire au minimum; comme

on n'exploitait pas encore les mines de Californie et d'Australie, la quantité d'or et d'argent circulant dans le monde ne suffisait plus aux besoins d'un trafic toujours croissant. De là une baisse générale des prix, qui compromettait les capitaux engagés dans les entreprises nouvelles ; pour les sauver, on économisa sur les frais de main-d'œuvre.

Les ouvriers, pour la plupart, n'étaient point capables de faire connaître au public les maux dont ils souffraient, ni d'en chercher les remèdes et de préciser leurs vœux. Parmi eux cependant, se forma une minorité active et intelligente qui allait essayer d'organiser la masse. Le nouveau régime, accablant pour les faibles, mettait en relief les forts ; les hommes qui fabriquaient ou conduisaient les machines, sans avoir souvent un Stephenson parmi eux, possédaient les éléments d'une véritable élite. Un ami de la classe ouvrière, Francis Place, parlait en 1824 de la joie qu'il avait éprouvée en voyant une assemblée de huit à neuf cents mécaniciens, convenablement vêtus, écouter une conférence de chimie. En Amérique une voyageuse visitant Pittsburg, la première cité industrielle, remarquait la bonne tenue des ouvriers mécaniciens, « les seuls gentlemen de l'endroit » (1828). Quelques ouvriers anglais apprirent à réfléchir et à parler dans les réunions des sectes baptistes ou wesleyennes. La vie commune dans les fabriques, dans les faubourgs des grandes villes, permit aux meneurs d'acquérir une influence jusque-là inconnue. Mais ce furent surtout quelques hommes sortis des classes cultivées qui dénoncèrent le mal social et réclamèrent une prompte guérison par des moyens appropriés.

Certains d'entre eux crurent que le remède ne pouvait être qu'un système plus ou moins utopique, une transformation sociale complète : Thompson, Gray, Hodgskin, dignes successeurs des théoriciens les plus audacieux du xviii^e siècle, exposèrent des plans aussi vastes que chimériques et trouvèrent de nombreux lecteurs. Les réformateurs plus attentifs aux résultats pratiques se divisèrent sur le choix des méthodes de combat : les uns conseillèrent aux ouvriers l'action politique, les autres l'action syndicale. Les premiers montraient la nécessité de changer les lois ; or les lois, disaient-ils, sont faites par le Parlement, et tant que les Communes seront élues par les riches, elles feront des lois favorables aux riches ; donc il est opportun de s'allier avec tous ceux qui désirent accomplir la réforme électorale. N'était-ce pas aussi le seul moyen de transformer

les institutions locales qui soumettaient les prolétaires aux juges de paix nobles dans les campagnes, aux corporations bourgeoises dans les villes ? C'est ce que le grand journaliste radical Cobbett ne cessa de répéter à des lecteurs de plus en plus nombreux ; des organes hebdomadaires de même nuance, fondés à l'imitation de son *Political register*, appuyèrent sa campagne. Les leaders parlementaires du radicalisme, les Hume et les Burdett, contribuèrent à fonder les Hampden Clubs où les bourgeois whigs se rencontrèrent avec les ouvriers militants pour demander un suffrage élargi, l'abolition des droits sur les blés et des lois contre les coalitions.

Cette dernière réforme intéressait également les hommes qui à l'action politique préféraient l'action syndicale. On pouvait l'obtenir plus facilement que les autres, puisqu'elle répondait de plus en plus aux conceptions des classes dominantes. Les théories d'Adam Smith, poussées par ses disciples jusqu'à leurs dernières conséquences, condamnaient l'ancienne législation protectrice des ouvriers. Le pouvoir donné jadis aux tribunaux locaux de fixer les tarifs de salaires leur avait été retiré en 1813 ; les statuts d'Élisabeth sur l'apprentissage eurent le même sort en 1814. On appliquait donc la théorie du «laisser faire» dans tous les cas où elle était défavorable aux ouvriers ; il était naturel de l'appliquer aussi à leur avantage, en leur accordant la liberté de s'associer. Cette opinion fit d'autant plus de progrès que les lois sur les coalitions, aggravées par les Six Actes, avaient leur part dans l'hostilité que le régime réactionnaire de 1819 inspirait aux libéraux de toutes nuances.

Le moment opportun fut saisi par Francis Place. Cet ancien prolétaire, devenu un habile maître tailleur, avait gardé un véritable attachement pour la classe dont il était sorti ; c'était un chef habile et sûr, un tacticien politique radical dans ses idées, opportuniste par sa manière d'agir. Sa prudence avisée, secondée par l'ardeur du député Joseph Hume, prépara le vote de la loi de 1824, qui accordait aux coalitions ouvrières la liberté complète¹. Les Communes, qui avaient émis ce vote sans en peser les conséquences, furent immédiatement effrayées de leur œuvre ; mais la loi de 1825, tout en introduisant quelques restrictions, laissa définitivement aux ouvriers le droit de s'entendre sur le chiffre des salaires ou la durée des journées et,

1. Voir ci-dessus, p. 76.

en cas de conflit avec les patrons, de cesser au besoin le travail. C'étaient les deux points essentiels pour eux¹. Ils n'y gagnèrent pas grand'chose dans les premiers temps, car la crise financière de 1825 pesait sur l'industrie, et les nouveaux progrès du tissage mécanique achevèrent la ruine des petits métiers. Bientôt ils écoutèrent de nouveau les chefs radicaux lorsque ceux-ci, encouragés par le réveil du parti whig, les entraînèrent à soutenir avec ce parti la réforme électorale. Pendant deux ans les associations ouvrières prirent une part active à la grande agitation de l'opinion qui aboutit au vote du bill de 1832.

L'action des politiciens radicaux sur les ouvriers militants fut contre-balancée par l'influence de Robert Owen. Parmi les théoriciens novateurs, Owen occupait une place à part : ce n'était point un doctrinaire isolé au milieu de ses livres, mais un homme d'action, un industriel qui avait fait vivre et prospérer une grande usine écossaise ; on respectait chez lui la richesse et le succès. Les heureuses innovations hygiéniques et humanitaires essayées dans ses établissements de New-Lanark avaient attiré l'attention des philanthropes et suscité les visites de grands seigneurs amis du peuple ; elles avaient même contribué au vote de quelques lois sociales. Ce grand fabricant se mit tout à coup à préconiser le bouleversement pacifique, mais total de la société : une éducation nouvelle changerait les mœurs et les idées en supprimant la religion ; la vie familiale, tout comme la vie économique, serait transformée par la création des colonies communistes, véritables cellules de l'humanité future. Passant de la prédication à la réalisation, Owen alla créer aux États-Unis la première de ces colonies, New-Harmony. Cette fondation, dont ses compatriotes ignorèrent longtemps le rapide échec, avait augmenté encore son prestige lorsqu'il revint en Europe (1829). Les ouvriers étaient prêts à l'écouter. Il leur prêcha l'association sous toutes ses formes. Les petits syndicats locaux devaient faire place à des fédérations de tous les métiers ; ainsi deviendrait possible la grande *Trade-Union* qui serait une confédération générale du travail. En même temps devaient s'organiser des sociétés coopératives : il entendait par là, non pas des sociétés pratiques de production ou de consommation au sens actuel, mais de véritables

1. Le premier État qui suivit l'Angleterre dans cette voie fut, en Amérique, le Massachusetts ; le grand juge Shaw déclara en 1842 que la légalité d'une association, même formée contre les patrons, doit être appréciée d'après les procédés qu'elle emploie.

cités collectivistes. Pour les fonder beaucoup de gens riches, entraînés par son apostolat, fournirent des sommes considérables.

Entre 1830 et 1832 l'agitation pour la réforme électorale, blâmée par Owen comme inutile aux ouvriers, avait diminué son influence dans leurs syndicats. Mais ils s'aperçurent que le bill de réforme si ardemment soutenu par eux profitait exclusivement à la bourgeoisie ainsi qu'aux tenanciers à 40 shillings : pas un ouvrier ne devint électeur. La désillusion fut d'autant plus amère que les industriels, encouragés par leur victoire politique, s'efforçaient d'étouffer le mouvement syndical. Ainsi les patrons de Liverpool, inquiets de voir grandir l'Union du bâtiment, exigèrent de tout travailleur qui voulait se faire embaucher l'engagement écrit de la quitter. Les pouvoirs publics aidaient les patrons : quelques ouvriers agricoles de Dorchester, accusés d'avoir fait prêter un serment d'affiliation à un syndicat, furent condamnés à sept ans de rélegation (1834) ; ce jugement indigna le prolétariat anglais, souleva des protestations dans la presse, mais sans résultat utile pour la cause ouvrière. Alors on se souvint de l'ami du peuple qui avait prédit ces déceptions : Owen redevint le guide écouté des militants. Ils déployèrent une ardeur infatigable entre 1832 et 1834 : les brochures et les journaux inventèrent les cris de ralliement qui sont ceux du socialisme d'aujourd'hui, lutte des classes, grève générale, suffrage des femmes, entente internationale des prolétaires. Mais ce mouvement n'aboutit qu'à des échecs. La grande *Trades-Union*, trop ambitieuse, mal dirigée, n'ayant pas une base durable dans de puissants groupes locaux, disparut en 1834. En même temps sombra la Bourse du travail de Londres, où n'importe quel petit producteur pouvait venir déposer en vue de la vente les objets fabriqués par lui, à condition de prendre en échange des marchandises dans les magasins de l'établissement ; ce système de troc se révéla vite insuffisant à fournir le nécessaire aux familles ouvrières.

II. — LE CHARTISME¹.

Les mécomptes réitérés du prolétariat organisé contrastaient avec les progrès méthodiques de la bourgeoisie. Elle fit

¹ 1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ed. Dolléans, *Le chartisme* (Paris, 1912-1913, 2 vol., in-8°) ; Mark Howell, *The chartist movement* (Londres, 1918, in-16 ; 2^e éd., 1925, dans les

voter par les Communes réformées la nouvelle loi des pauvres. Il s'agissait d'en finir avec le système de Speenhamland qui transformait les ouvriers en mendiants. Cette loi institua les Unions de paroisses, chacune avec son assemblée électorale, en plaçant au-dessus d'elles une commission parlementaire de trois membres, munie de pleins pouvoirs pour cinq ans. C'était le premier essai d'une législation rationnelle, centralisatrice, telle que l'entendaient les disciples de Bentham; elle choquait les traditions de l'Angleterre, habituée à laisser les paroisses maîtresses chez elles et à renvoyer aux magistrats locaux toutes les questions douteuses. Ce qui révolta le plus les ouvriers, c'est que les indigents valides cessaient de recevoir des secours à domicile; la moindre aumône reçue entraînait l'obligation d'entrer à la « maison de travail » (*workhouse*), et on la fit misérable pour que la vie du mendiant fût inférieure à celle du travailleur se suffisant à lui-même. Une grande agitation commença en 1836 contre les bagnes ouvriers et contre les trois « tyrans » chargés de faire appliquer la loi par les Unions de paroisse.

A cette agitation prirent part les chefs syndicalistes qui venaient de former dans la capitale un nouveau groupement composé d'ouvriers des métiers supérieurs, l'« Association des travailleurs de Londres (*London Working Men Association*). Parmi ces hommes d'élite figurait Lovett, personnage grave, mélancolique, instruit, toujours disposé à devenir le secrétaire et l'utile conseiller des groupes ouvriers. Une autre association formée à Birmingham par des intellectuels radicaux et des ouvriers joignit ses efforts à ceux des Londoniens pour mener contre la loi une propagande raisonnée.

Ces démonstrations calmes, ces méthodes scientifiques ne convenaient point aux comtés du nord de l'Angleterre, où vivaient des masses ouvrières incultes, presque barbares, accessibles seulement aux élans de passion, aux invectives des tribuns. C'est à elles que s'adressèrent deux meneurs venus du

publications de l'Université de Manchester, n° 116); Julius West, *History of chartism* (Londres, 1920, in-8°); Sidney et Beatrice Webb, *History of Trade Unionism* (Londres, 1894, in-8°; continué jusqu'en 1920 dans l'éd. parue en 1920; traduction française: *Histoire du trade-unionisme* (Paris, 1897, in-8°); A. Rothstein, *Une époque du mouvement ouvrier anglais. Chartisme et trade-unionisme* (Paris, 1928, in-8°), écrit du point de vue communiste; George Jacob Holyoake, *The history of the cooperation* (Londres, 1906, 2 vol. in-8°). Il est nécessaire de rappeler que, sur tous les personnages de cette époque, on trouve des articles très soigneusement faits dans le *Dictionary of National Biography*.

méthodisme, Oastler et Stephens ; ils mirent au service de la cause révolutionnaire les procédés de prédication violente, saisissante, par lesquels les missionnaires wesleyens tâchaient d'exciter chez leurs auditeurs la peur de l'enfer. Stephens, ministre méthodiste en exercice, ne craignit pas de déclarer que tous les moyens étaient licites pour empêcher la mise en vigueur de la nouvelle loi des pauvres. Il s'écriait dans un meeting :

Si le mousquet et le pistolet, si l'épée et la pique ne servent à rien, laissez les femmes prendre les ciseaux, les enfants l'épingle ou l'aiguille. Si tout cela échoue, alors le tison, oui, le tison, le tison, je le répète. Le palais doit brûler.

L'influence de Stephens fut bientôt dépassée par celle d'O'Connor. Cet Irlandais riche et instruit, qui fut plusieurs fois membre du Parlement, tenait de son origine les dons naturels du meneur d'hommes avec le goût de la politique et un besoin de mouvement. Causeur séduisant, orateur vigoureux, doté de poumons infatigables, O'Connor possédait aussi les qualités du journaliste. Avant lui le socialisme avait eu déjà au lendemain de 1830 un journal important et vivant, le *Poor man's Guardian* ; O'Connor fonda en 1838 à Leeds le grand organe quotidien du chartisme, le *Northern Star*, qui tira un moment à 48.000 exemplaires, chacun de ceux-ci passant par les mains de plusieurs lecteurs.

L'agitation contre la loi des pauvres prépara le chartisme. Celui-ci fut un mouvement ouvrier, mais avec un programme purement politique ; on ajournait le programme syndicaliste pour s'attacher à la conquête des pouvoirs publics : il s'agissait de compléter la réforme électorale de 1832 et de substituer au pouvoir de la bourgeoisie celui de la démocratie. La grande pétition appelée « Charte du peuple », qui donna son nom au mouvement, contenait six demandes : suffrage universel, députés éligibles sans condition de cens, députés payés, scrutin secret, Parlement annuel, circonscriptions électorales égales. Ce programme atteste l'intérêt traditionnel que les Anglais de toutes les classes portent à la vie politique. Le grand meeting de Birmingham en 1838 marqua le début officiel de l'agitation chartiste. De nombreuses réunions publiques firent connaître à tous les « six points » et nommèrent la « Convention générale des classes industrielles » qui devait représenter les ouvriers. Démocrates jacobins comme O'Brien, qui traduisit l'ouvrage

de Buonarroti sur Babeuf, agitateurs bruyants aux conceptions incertaines comme O'Connor, leaders sages et tenaces comme Lovett, les militants de toutes les opinions adhérèrent un moment au chartisme. Quant aux masses ignorantes et crédules, si gravement éprouvées par les crises économiques depuis 1837, elles espéraient une fois de plus l'avènement du règne de Dieu sur la terre et mettaient dans la Convention des espoirs extravagants. Mais elles n'étaient capables que d'efforts de courte durée ; il leur manquait un programme précis, expliqué à tous par une longue propagande, et assez populaire pour que la foule y restât fidèle, malgré les échecs passagers et le découragement inévitable qu'ils produisent.

La Convention réunie à Londres en février 1839 trompa les espérances de ceux qui l'avaient nommée. Composée par moitiés égales de bourgeois doctrinaires et d'ouvriers, cette assemblée d'une cinquantaine de délégués reçut dès ses premières séances une nouvelle fâcheuse : la Grande pétition n'avait réuni que 600.000 signatures. Siégeant tour à tour à Londres, à Birmingham et encore à Londres, elle repoussa l'emploi de la violence. Les formules menaçantes, le tableau des mesures à prendre si les députés rejetaient la pétition ne donnèrent pas le change au grand public. Lorsque les Communes eurent voté le rejet (juillet 1839), la Convention ne se décida qu'avec peine à recommander la grève générale ; ses atermoiements brisèrent l'élan des masses ouvrières avant même qu'elle se fût déclarée dissoute.

Les classes dirigeantes, au contraire, étaient pleines de résolution et prêtes à se défendre. Le gouvernement dénonça les assemblées illégales d'hommes en armes, autorisa la formation d'unions civiques et l'enrôlement de *constables* armés ; enfin il mit le district du nord, le plus menacé par l'émeute, sous le commandement militaire de Napier, le futur conquérant du Pendjab. Les magistrats locaux, se voyant soutenus, multiplièrent les arrestations. Le soulèvement de Newport, dans le Montmouthshire, pour délivrer un militant détenu, fut réprimé en quelques minutes par une fusillade. Tous les meneurs, violents comme O'Connor ou modérés comme Lovett, allèrent en prison ; de juin 1839 à juin 1840 il y eut 543 condamnations. Les partisans de la violence, de la « force physique », avaient échoué. Le peuple anglais n'étant point soumis au service obligatoire dans l'armée n'avait pas les habitudes militaires qui rendirent beaucoup plus redoutables, pour les gouverne-

ments d'autres pays, les révoltes ouvrières menées par d'anciens soldats.

L'agitation reprit en 1840, employant cette fois les méthodes de recrutement régulier par les meetings et les tracts, qui avaient fait leurs preuves en Grande-Bretagne ; la *National Charter Association*, formée en 1841, dirigea cette campagne. O'Connor sorti de prison retrouva sa popularité d'autrefois et lança une pétition nouvelle. On était en pleine crise industrielle et commerciale, une crise qui fit de l'année 1842 la plus triste peut-être que les ouvriers anglais aient connue au XIX^e siècle. Après que la Chambre des Communes eût fait subir à la seconde pétition le même sort qu'à la première, une grève générale, commencée à propos des salaires, continuée pour appuyer la Charte du peuple, s'étendit un instant à la moitié du pays. Mais les chefs chartistes ne voulurent pas ou n'osèrent pas tenter la révolution ; il y eut seulement quelques troubles épars et superficiels, dont les autorités eurent vite raison. Sur 1.500 individus arrêtés, 710 comparurent devant les assises et la plupart furent condamnés. Cette fois c'était le désastre. O'Connor, abandonnant l'agitation ouvrière, songea désormais à prêcher la réforme agraire et fit des avances à Richard Cobden, son ancien ennemi. Son étoile d'ailleurs pâlissait ; encore une fois élu député en 1847, il acheva de se discréditer à la Chambre. Le chartisme depuis 1843 ne traîna plus qu'une existence languissante ; la révolution française de 1848 allait un instant le galvaniser, mais pour le mener à une dernière et piteuse débandade.

Il devenait évident que la classe ouvrière, quand elle était réduite à ses propres forces, ne pouvait faire aboutir une grande réforme telle que le suffrage universel. La leçon avait été comprise depuis 1840 par quelques militants qui, revenant à l'œuvre propre des ouvriers, abandonnèrent le chartisme pour le syndicalisme. Beaucoup de travailleurs les imitèrent bientôt, ce qui permit le réveil des *Trade Unions* locales, peu à peu groupées entre elles. L'Union des potiers et l'Association des filateurs de coton furent les premières à s'organiser de façon pratique ; elles inaugurèrent ce mouvement qui, ne s'arrêtant plus désormais, devait avoir de si précieux résultats pour les prolétaires de toutes les parties de la Grande-Bretagne.

D'autres cherchèrent le salut dans la création de sociétés coopératives. Les coopératives « owenites », c'est-à-dire les groupements communistes modelés sur celui de New-Harmony, dis-

paraissaient l'une après l'autre; la dernière sombra en 1845. A côté d'elles les ouvriers avaient formé de nombreuses sociétés de production et de consommation; aussi les congrès coopératifs réunis de 1830 à 1832 s'étaient-ils montrés confiants dans l'avenir. Mais la plupart de ces sociétés finissaient par une déconfiture due à leur inexpérience commerciale, au manque de gérants capables, et surtout aux conflits entre les idéalistes, qui voulaient mettre de côté les bonis pour des œuvres sociales, et les gens pratiques, désireux de les partager entre les actionnaires. En 1844 un petit groupe de tisserands, qui avaient presque tous passé par l'owenisme ou le chartisme, fonda la coopérative de Rochdale (près de Manchester). Ils adoptèrent une nouvelle formule proposée par l'un d'eux, Howarth : les bénéfices désormais seraient répartis entre les acheteurs proportionnellement au montant de leurs achats. Telle fut l'idée qui allait procurer aux coopératives de consommation un développement inespéré. Les « Équitables pionniers » de Rochdale étaient des hommes d'affaires, mais aussi des apôtres, qui décidèrent de consacrer une somme annuelle aux œuvres d'éducation. Le réveil des *trade unions*, la forme nouvelle des coopératives montraient que, pour les ouvriers militants de Grande-Bretagne, la période romantique avait pris fin et que celle du sage réalisme commençait.

III. — LE SOCIALISME EN FRANCE¹.

La France n'avait pas en 1815 une classe ouvrière nombreuse et groupée dans de grandes fabriques. Les paysans y formaient

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur le saint-simonisme, aux livres de S. Charléty (*Histoire du saint-simonisme*, Paris, 1896, in-16) et de Georges Weill (*Saint-Simon et son œuvre*, Paris, 1894, in-16); *L'école saint-simonienne*, Paris, 1896, in-16), il faut joindre des ouvrages plus récents : Maxime Leroy, *La vie du comte de Saint-Simon* (Paris, 1925, in-16); l'introduction de C. Bouglé à *L'œuvre d'Henri de Saint-Simon*, textes choisis, avec un utile appendice bibliographique par A. Pereire (Paris, 1925, in-16); Willy Spühler, *Der Saint-Simonismus* (Zurich, 1926, in-8°), bonne étude sur Bazard. — Sur le fouriérisme, voir Hubert Bourgin, *Fourier* (Paris, 1905, in-8°); Charles Gide, *Fourier précurseur de la coopération* (Paris, 1924, in-8°); M. Friedberg, *L'influence de Fourier sur le mouvement social contemporain* (Paris, 1926, in-8°); Dommanget, *Considérant* (Paris, 1929, in-8°). — Voir, en outre, Prudhommeaux, *Étienne Cabet et les origines du communisme icarien* (Nîmes, 1907, in-8°); Ed. Renard, *La vie et l'œuvre de Louis Blanc* (Toulouse, 1922, in-8°); J. L. Puech, *La vie et l'œuvre de Flora Tristan* (Paris, 1925, in-8°). — Sur Sismondi, très étudié aujourd'hui, voir Aftalion, *L'œuvre économique de Simonde de Sismondi* (Paris, 1899, in-8°); Henry Grossmann, *Simonde de Sismondi et ses théories économiques* (Varsovie, 1924, in-8°). — Sur le mouvement féministe, Marguerite Thibert, *Le féminisme dans le socialisme français*

l'immense majorité ; pendant que le peuple anglais perdait la terre, celui de France l'avait conquise. La vente des biens nationaux et le partage égal des successions multipliaient les propriétaires. D'un autre côté, la petite industrie dominait dans la France entière ; malgré les essais tentés sous l'Empire et encouragés par Chaptal, la grande usine organisée à l'anglaise demeurait une exception. Rares étaient les écrivains capables de suivre l'évolution économique et de discerner les maux du prolétariat ; mais nombreux étaient les penseurs habitués depuis 1789 à réfléchir sur les révolutions, les publicistes prêts à répandre les idées nouvelles. Ces idées trouvaient facilement un écho à Paris, où les classes instruites avaient reçu depuis un demi-siècle l'éducation donnée par les philosophes et les économistes, où les faubourgs contenaient une population laborieuse et inflammable, fière de son passé révolutionnaire, toujours prête à se passionner pour la cause de la démocratie.

C'est à Paris que vécurent les contemporains et les émules d'Owen, Saint-Simon et Fourier. Ce n'étaient pas comme lui des fabricants possédant la connaissance directe et pratique de l'industrie ; leurs premières recherches eurent pour objet, non point d'améliorer le sort des ouvriers, mais de présenter une doctrine sociale nouvelle au monde ébranlé par la révolution, dévasté par les guerres napoléoniennes. Saint-Simon appartenait à la haute noblesse de l'ancien régime ; enrichi sous le Directoire par des spéculations sur les biens nationaux, ruiné aussi vite sous le Consulat par une vie fastueuse de mécène donnant sans compter, il mena de 1805 à 1825 une existence précaire et parfois misérable. Ses écrits hâtifs, ébauches plutôt que livres, préparé avec la collaboration de jeunes gens intelligents qu'il sut découvrir, comme Augustin Thierry et Auguste Comte, abordèrent tour à tour les mathématiques, la physique, la physiologie, pour s'attacher enfin aux questions politiques et sociales. Son premier ouvrage, les *Lettres d'un habitant de Genève* (1803), signalait déjà aux propriétaires le danger possible d'une révolution qui serait l'œuvre des non-propriétaires. D'autres brochures semblables suivirent : puisque l'ancienne noblesse,

(Paris, 1926, in-8°). — Sur le mouvement coopératif, l'ouvrage très important de Jean Gaumont, *Histoire générale de la coopération en France* (Paris, 1924, 2 vol. in-8°). — Citons enfin deux esquisses générales, assez tendancieuses, mais bien présentées, par Paul-Louis, *Histoire du socialisme en France depuis la Révolution* (Paris, 1925, in-8°), et *Histoire de la classe ouvrière en France depuis la Révolution* (Paris, 1927, in-8°). — Sur l'émeute lyonnaise de 1831, voir une étude documentée d'E. Tarlé, *L'insurrection ouvrière de Lyon*, dans la *Revue marxiste* (1929), n^{os} 2, 3 et 4.

disait-il, a fait son temps, c'est aux industriels d'assumer la direction de la société ; ils doivent l'enrichir, la pacifier, l'organiser, en prenant pour guide une religion de philanthropie, de solidarité, qui sera le Nouveau christianisme.

A sa mort (1825) Saint-Simon laissait quelques disciples qui, développant et coordonnant ses idées éparses, en firent un système. L'école saint-simonienne se constitua sous deux chefs, Bazard et Enfantin : le premier surtout exposa dans une série de leçons publiques à Paris, en 1828 et 1829, les principes et les idées maîtresses de la doctrine. L'humanité, disaient les saint-simoniens, passe par des époques organiques, où elle obéit à un système social accepté par les peuples, consacré par la religion, et des époques critiques où elle cherche un système nouveau ; l'époque critique présente, commencée depuis la décadence du christianisme au XVIII^e siècle, va faire place à une époque organique où régnera la religion nouvelle, fondée sur l'amour. L'histoire de l'humanité a reposé jusqu'à présent sur l'exploitation de l'homme par l'homme ; cette exploitation a pris successivement diverses formes, de plus en plus atténuées, l'esclavage, le servage, le salariat. A l'antagonisme qui subsiste entre possédants et non-possédants doit être substitué le principe de l'association ; à la société reposant sur la propriété individuelle doit succéder une société communiste. Il ne s'agit point d'un communisme égalitaire, mais hiérarchisé, de façon que chacun reçoive une juste rétribution : « A chacun selon sa capacité ; à chaque capacité selon ses œuvres. » L'antagonisme entre les classes est accompagné aujourd'hui de l'antagonisme entre les peuples : celui-ci aussi disparaîtra grâce à l'association universelle, fondée sur le sentiment religieux.

Charles Fourier, à la différence de Saint-Simon, a toujours mené une vie régulière et monotone d'employé, à Lyon, puis à Paris. Le spectacle des fraudes que l'usage et la concurrence imposaient aux commerçants lui donna la volonté de trouver un nouvel ordre économique. Pour cela il fallait se conformer à la nature, éviter la contrainte communiste aussi bien que la corruption des « civilisés », prendre l'homme tel qu'il est, avec ses passions et son goût pour la liberté. Des associations libres, les « phalanges », se formeront, dans lesquelles chacun choisira le travail qui lui semble attrayant ; ainsi disparaîtront les conflits qui empoisonnent la vie des hommes d'aujourd'hui. Ces associations se multipliant, s'unissant les unes avec les autres, l'humanité se trouvera organisée pour le bonheur et

la paix ; l'attraction, où Newton découvrit la loi du monde physique, présidera également à l'ordre social. Plus encore que Saint-Simon, Fourier laissait libre cours à son imagination et voguait en plein rêve : de là ses utopies sur le monde physique futur, où des « antibaleines » traîneront les vaisseaux à travers des océans de limonade, et sur l'humanité future, où les besognes malpropres seront joyeusement faites par des enfants groupés en « petites hordes ».

Le public français ignora longtemps l'existence et les œuvres de ces réformateurs, que seule goûta d'abord une élite peu nombreuse de lettrés et de savants. Quant aux questions ouvrières, on ne soupçonnait pas qu'elles pussent causer aucune difficulté ; la police vigilante organisée sous Napoléon savait prévenir ou étouffer les conflits entre patrons et salariés. Le premier observateur qui révéla toute la gravité de ces problèmes fut un étranger, le Genevois Sismondi, à qui sa culture cosmopolite avait donné l'esprit européen et les moyens d'information sur les divers pays occidentaux. Il avait d'abord été, comme tant de futurs socialistes, le disciple convaincu d'Adam Smith ; mais le spectacle des maux qui accompagnaient la nouvelle industrie l'amena ensuite à réagir contre l'optimisme des économistes libéraux. Les *Nouveaux principes d'économie politique* (1819) décrivirent avec une précision attristée l'écrasement de l'homme par la machine. Sismondi hésitait d'ailleurs sur le remède qui permettrait d'enrayer le développement du machinisme ; par contre, il affirmait que, si l'on n'y prenait point garde, le fléau qui sévissait déjà si violemment en Grande-Bretagne gagnerait l'un après l'autre tous les pays de l'Europe. Ce cri d'alarme ne fut guère entendu.

Il fallut la révolution de juillet pour faire connaître à la France et les doctrines socialistes et le mouvement ouvrier. Le Paris des trois Glorieuses était prêt à écouter les prophètes et les apôtres ; ce fut le saint-simonisme qui lui parla d'abord. Cette secte jusque-là ignorée devint immédiatement célèbre ; c'était en grande partie un succès de curiosité, de scandale, mais beaucoup d'hommes réfléchis comprirent que les problèmes sociaux traités par cette école s'imposaient désormais à l'attention de tous. Les polytechniciens, qui venaient de fraterniser avec les prolétaires sur les barricades, lui fournirent quantité de recrues. Le saint-simonisme prodigua les conférences à Paris, les missions en province, et publia un journal, le *Globe*, qui eut des lecteurs attentifs en France comme à l'étranger. Mais la

discorde éclata entre les deux hommes, les deux Pères, qui avaient transformé l'école en secte religieuse : tandis que Bazard visait à la rénovation philosophique et sociale, Enfantin voulait fonder une morale nouvelle, changer la loi qui règle les rapports entre les sexes et détruire le mariage. Le schisme ainsi accompli provoqua de nombreuses désertions. Enfantin garda cependant un petit groupe de fidèles, qui vinrent demeurer avec lui dans le couvent socialiste de Ménilmontant, se partageant les plus humbles besognes pour donner le modèle de la société de l'avenir. Mais le Père fut condamné par le tribunal correctionnel à un an de prison ; pendant qu'il était détenu, l'école se dispersa, ayant semé des germes qui devaient fructifier plus tard.

Si la révolution de juillet attira l'attention publique sur les questions ouvrières, c'est que la victoire était due aux ouvriers des faubourgs. C'étaient eux qui avaient pris l'Hôtel de Ville, chassé les Suisses des Tuileries ; braves dans le combat, ils s'étaient montrés humains et honnêtes après la victoire. La bourgeoisie triomphante les combla d'éloges ; quelques-uns de ses membres dirent avec Armand Carrel : « C'est le peuple qui a vaincu, c'est pour lui que devront être tous les résultats de la lutte. » Mais les nouveaux gouvernants pensèrent que les ouvriers n'avaient qu'à reprendre le travail, satisfaits de voir flotter le drapeau tricolore. Les ouvriers, au contraire, estimaient qu'on leur devait une amélioration matérielle et morale de leur sort ; le triomphe remporté sur les tenants de l'ancien régime éveillait chez eux le sentiment de leur dignité, la conscience de leurs droits. Ils supportèrent d'autant plus difficilement la crise économique engendrée par la révolution et bientôt aggravée par les progrès du machinisme. Des grèves nombreuses éclatèrent, que le gouvernement réprima. L'agitation se manifestait surtout à Lyon, grande ville ouvrière où les travailleurs de la soie, les canuts, étaient depuis longtemps ouverts aux idées politiques et disposés à discuter les projets de rénovation sociale. Ruinés par le chômage, ils voulurent imposer aux patrons un tarif de salaires ; comme on les en empêchait, ils prirent les armes en promenant sur un drapeau le tragique mot d'ordre : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant. » L'émeute fut un instant maîtresse de Lyon ; étonnée de sa victoire, elle s'arrêta d'elle-même et se laissa désarmer, non sans avoir donné aux ouvriers militants de la France entière l'idée qu'une autre prise d'armes, préparée à loisir et prévue

dans toutes ses conséquences, pourrait avoir pour leur classe des résultats heureux et durables (novembre 1831).

La révolte lyonnaise n'avait aucune tendance politique. Mais à Paris et dans les autres grandes cités les ouvriers les plus actifs allèrent au parti qui, se rapprochant sur ce point des radicaux anglais, montrait dans l'émancipation politique la préface nécessaire de l'émancipation économique. Le parti républicain tantôt leur enseigna, tantôt reçut d'eux les idées socialistes. Plusieurs ouvriers, se trouvant en prison avec des républicains bourgeois condamnés pour émeute, connurent par eux et lurent avidement le livre de Buonarroti sur la conjuration de Babeuf ; c'est ainsi que le lien fut renoué avec le socialisme de 1796. Parmi les chefs notoires du parti républicain plus d'un inclinait vers le socialisme, surtout Raspail, le médecin sans diplôme, bienfaiteur des pauvres, si populaire dans les faubourgs de Paris. La loi rigoureuse de 1834 contre les associations, l'écrasement des émeutes qu'elle provoqua chez les ouvriers de Lyon, puis de Paris, arrêtaient le grand mouvement de propagande qui se faisait publiquement dans toutes les villes. Alors naquirent les sociétés secrètes, celle des « Familles », puis celle des « Saisons ». Leurs principaux chefs, Barbès et Blanqui, étaient à la fois républicains et socialistes ; ils exerçaient une grande action, le premier par sa nature chaude et enthousiaste, le second par une ténacité froide qu'aucun échec ne décourageait. Leur défaite, au 12 mai 1839, laissa quand même subsister quelques sociétés secrètes où socialistes, communistes, égalitaires se disputaient sur le dogme et sur l'organisation future, mais s'unissaient dans une haine commune contre la bourgeoisie et son représentant Louis-Philippe.

L'échec subi par le parti républicain ramena les ouvriers aux revendications syndicales. En 1840 Paris fut le théâtre d'une agitation très étendue, menée par divers corps de métiers avec un programme purement professionnel : ouvriers tailleurs combattant le livret obligatoire, ouvriers du bâtiment luttant contre le marchandage, c'est-à-dire contre l'exploitation par les intermédiaires, autres corps de métier entraînés par leur exemple, soit environ 40.000 individus en grève. Le gouvernement effrayé opéra plus de quatre cents arrestations, et les tribunaux condamnèrent la plupart des prévenus, puisqu'en France la grève demeurait un délit.

Existait-il pour les prolétaires d'autres moyens pratiques d'assurer leur sort ? Un accord entre patrons et ouvriers pour

un tarif de salaires, comme celui des typographes en 1840, était exceptionnel; non moins exceptionnel, et d'ailleurs mal vu par l'autorité publique, fut le projet d'un patron, Leclaire, qui essaya d'instituer dans ses ateliers le système de la participation aux bénéfices. Le vieux groupement ouvrier, le compagnonnage, était toléré par les gouvernants qui le savaient peu dangereux; mais des traditions surannées, des batailles continuelles entre associations affiliées, le rendaient peu utile pour ses adhérents. Les sociétés de secours mutuels progressaient lentement; on les surveillait de près, pour les empêcher de se transformer en sociétés de résistance. Les sociétés coopératives apparurent à Lyon: un fabricant novateur, Derrion, eut là dès 1835 l'idée de la découverte qui allait être quelques années après accomplie à Rochdale. A Paris quelques disciples de Buchez, ancien saint-simonien converti au socialisme chrétien, entreprirent de créer une coopérative de production; c'étaient des ouvriers d'élite, en nombre infime, qui réussirent à faire vivre assez longtemps leur œuvre ainsi que le journal fondé par eux, l'*Atelier*. Mais la plupart des militants, ne trouvant dans les institutions existantes que barrières et contraintes, écoutèrent de plus en plus volontiers les nouveaux théoriciens qui leur annonçaient, avec la transformation de l'ordre social, la fin de la misère et de la servitude.

Ces nouveaux théoriciens ne présentaient plus, comme Saint-Simon ou Fourier, un système complet du monde; ils se targuaient d'avoir mis de côté les utopies sur la transformation de la planète. Voulant se faire écouter par les ouvriers comme par les bourgeois, ils exposèrent un programme clair et séduisant. Si les saint-simoniens abandonnaient la propagande sociale pour s'intéresser aux chemins de fer ou au percement de l'isthme de Suez, le fouriérisme fut rajeuni après la mort du maître par son disciple, Considerant, qui sut rendre la doctrine accessible à tous et lui gagner des fidèles. Dans les ouvrages touffus de Fourier, dans ses aperçus innombrables, il choisit ce qui pouvait se comprendre, ce qui semblait facile à réaliser: grâce à lui, la formule du grand théoricien sur le « droit au travail » devint rapidement populaire en France et en Europe.

Beaucoup plus profonde fut l'influence de deux républicains venus au socialisme, Louis Blanc et Cabet. Louis Blanc, écrivain brillant qui savait mettre l'histoire au service de ses idées, fit le tableau précis des maux causés à la société entière, mais surtout au prolétariat, par le développement de la libre concurren-

rence, par la lutte effrénée des producteurs contre les producteurs, des marchands contre les marchands, des salariés contre les salariés. Il indiqua un remède qui serait d'une utilité immédiate : des « ateliers sociaux », subventionnés par l'État et donnant un salaire égal à tous les travailleurs, se formeraient dans chaque branche d'industrie ; leurs progrès, qu'il prévoyait certains et rapides, les amèneraient à conquérir et absorber peu à peu l'industrie privée, à l'organiser. *Organisation du travail*, tel était le titre de son petit livre (1839). Le mot fit fortune parce qu'il annonçait la fin du désordre, de l'anarchie industrielle, des périodes de chômage succédant aux périodes de surproduction. Cabet, ancien militant de la Charbonnerie, un instant procureur général, puis député au commencement du règne de Louis-Philippe, dut se réfugier quelque temps en Angleterre, où il connut Owen ; la renommée lui vint quand il eut publié le *Voyage en Icarie* (1840). Ce tableau enchanteur d'une société communiste imaginaire, ce roman d'une simplicité puérile, d'un optimisme vulgaire, devait charmer des lecteurs ignorants et naïfs.

Bien d'autres communistes lui disputèrent la faveur des ouvriers sans leur prêcher, comme lui, l'action pacifique et la propagande légale. Certains novateurs aimaient peu le communisme, le trouvant à la fois barbare et contraire à la nature humaine ; mais ils critiquaient avec une égale âpreté la société présente. Lamennais avait gagné le cœur du peuple par ses *Paroles d'un croyant*, cet évangile humanitaire qui faisait tressaillir d'enthousiasme dans leur atelier les typographes chargés de l'imprimer ; il montra dans le prolétariat un nouvel Homme-Dieu crucifié par les méchants. Pierre Leroux, tout en réhabilitant la famille, la patrie, la propriété individuelle, attaquées par divers utopistes, flétrit les méfaits de la « ploutocratie » (le mot fut créé par lui) et recommanda un régime fondé sur la solidarité. Un vigoureux logicien, Proudhon, entraît aussi en lice : dans des ouvrages subtils, chargés de syllogismes, il montra que la propriété privée, que l'économie politique orthodoxe ne peuvent se justifier devant la raison. Ses raisonnements ingénieux, où l'on sent l'influence de Hegel, attirèrent l'attention des novateurs étrangers : il gagna l'amitié de Bakounine et connut Karl Marx, qui devait le réfuter. Mais les ouvriers français, qui l'appréciaient encore assez peu, retinrent de lui seulement quelques formules brèves, surtout celle-ci : « La propriété, c'est le vol. »

La propagande sociale trouvait même des auxiliaires parmi les femmes. Flora Tristan, par exemple, parcourut la France pour encourager les ouvriers à l'union et à l'action. D'ailleurs le féminisme, déjà exposé dans toute l'ampleur de son programme au public anglais par Mary Wollstonecraft, s'imposait à l'attention de nombreux socialistes français depuis que l'école saint-simonienne avait annoncé la réhabilitation de la femme.

Ainsi toutes les idées, toutes les institutions acceptées et consacrées par la bourgeoisie victorieuse subissaient l'épreuve de la critique socialiste.

IV. — LES PROGRÈS DU SOCIALISME ET KARL MARX¹.

Paris devint un foyer toujours brûlant de revendications nouvelles qui se répandirent de là sur le monde. Les systèmes des grands utopistes étaient assez vastes pour que chaque pays trouvât de quoi y puiser. Le saint-simonisme, par exemple, eut un rayonnement universel. L'Angleterre y fut le moins accessible, puisqu'elle se créait à elle-même ses doctrines sociales; cependant Stuart Mill a témoigné sa reconnaissance à l'école de Saint-Simon. L'Allemagne connut cette école par les brillantes descriptions de ses grands émigrés, Bœrne et Heine. Les

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur Marx et Engels, comme sur les autres socialistes allemands, quantité de documents nouveaux ont été publiés par Gustav Mayer. Mais surtout l'Institut Marx-Engels, fondé à Moscou par le gouvernement des Soviets, a préparé, sous la direction scientifique de Rjazanov, une édition monumentale qui commence à paraître : Karl Marx, Friedrich Engels, *Historisch-kritische Gesamtausgabe*, t. I (Francfort, 1928, in-8°). L'Institut publie aussi depuis 1925 un périodique spécial, le *Marx-Engels-Archiv*. Cf. Th. Basya, *Karl Marx à Bruxelles*, dans la *Revue générale*, t. CXVIII (1927), p. 584-601. Voir aussi Georges Weill, *Le saint-simonisme hors de France*, dans la *Revue d'histoire économique et sociale*, t. IX (1921), p. 103-114; Miss E. M. Butler, *Sanit-Simonism in Germany* (Cambridge, 1926, in-8°). — Pour les débuts, modestes encore, du socialisme en divers pays, voir Louis Bertrand, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique*, t. I (Bruxelles, 1906, in-4°); toire de la même, *L'ouvrier belge depuis un siècle* (Bruxelles, 1924, in-12); Ludwig Brügel, *Geschichte der österreichischen Sozialdemokratie*, t. I (Vienne, 1926, in-8°); W. Sombart, *Der proletarische Sozialismus* (Iéna, 1924, 2 vol. in-8°), ouvrage qui est la dixième édition, refondue, de *Sozialismus und soziale Bewegung* (Iéna, 1901, in-8°). — Sur la coopération, J. Gaumont, *Histoire abrégée de la coopération* (Paris, 1921, in-16); Totomiantz, *La coopération mondiale* (Villeneuve-Saint-Georges, 1923, in-16).

Sur le mot « socialisme », voir Carl Grünberg, *L'origine des mots « socialisme » et « socialiste »*, dans la *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, t. II (1909), p. 289-308; Ernst Czobel, *Zur Verbreitung der Worte Sozialist und Sozialismus in Deutschland und in Ungarn*, dans l'*Archiv für die Geschichte des Sozialismus*, t. III (1913), p. 481-485. — Sur les réfugiés russes à Paris, voir Hélène Iswolsky, *La vie de Bakounine* (Paris, 1930, in-16).

romanciers de la Jeune Allemagne, Gutzkow en tête, demeurèrent longtemps imprégnés de saint-simonisme; des théoriciens, Lorenz von Stein, Rodbertus, y puisèrent beaucoup d'idées fécondes. La Belgique au lendemain de 1830 eut quelque temps une église saint-simonienne organisée. La doctrine pénétra dans des pays plus lointains. Elle émut la jeunesse de Russie : « Le saint-simonisme, a écrit Herzen, devint le fond de toutes nos convictions. » Elle fut portée en Suède par Nils Nilsson et en Norvège par Henri Wergeland. L'Italie eut quelque temps des groupements saint-simoniens à Florence et à Pise. Jusqu'en Argentine apparut une « section saint-simonienne », formée parmi les libéraux ennemis de Rosas. Le fouriérisme eut une influence moins rapide peut-être, mais plus durable. Bien d'autres théoriciens français furent connus et goûtés à l'étranger. L'Allemagne s'en inspira souvent : nous savons par le démocrate Carl Schurz et le duc de Saxe-Cobourg avec quelle passion les libéraux, jeunes et vieux, lisaient les livres de Louis Blanc et de ses émules.

L'Allemagne à son tour apporta sa contribution propre au socialisme international ; mais elle n'avait pas, comme l'Angleterre et la France, la liberté de la presse, ni comme l'Angleterre, la grande industrie. Celle-ci était encore l'exception, et les ouvriers, surveillés par une police tracassière et vigilante, pouvaient difficilement s'entendre et s'organiser. Cela n'empêcha pas les coalitions de se former quelquefois, même dans le royaume de Prusse où la discipline était si forte : la grève des tisserands silésiens en 1846, par exemple, dura longtemps et fut terminée par une sanglante répression que les vers indignés de Heine rendirent célèbre. Cette grève d'ailleurs n'avait point pour cause le machinisme : les tisserands du lin travaillaient à la main, avec un salaire misérable, pour une journée de seize heures. Mais les ouvriers prussiens étaient encore soumis et les paysans étaient trop absorbés par le soin de mettre à profit leur émancipation récente pour songer à la révolte. Ce fut la bourgeoisie instruite et réfléchie qui s'intéressa aux idées nouvelles; et comme les journaux, trop surveillés, ne pouvaient guère les exposer, les lecteurs allemands, patients et attentifs, ne craignirent pas de les étudier dans de gros livres. Lorenz von Stein résuma non seulement le système saint-simonien, mais les autres grandes théories sociales de l'étranger dans un ouvrage savant et approfondi (1843). A côté des idées, les faits; Engels, suivant l'exemple qu'avait déjà donné un disciple français de

Sismondi, Buret, se servit des enquêtes faites par les commissions de la Chambre des Communes et des rapports contenant les dépositions recueillies par elles pour dépeindre, en 1845, la misère des ouvriers de Grande-Bretagne.

Beaucoup d'Allemands avaient quitté le territoire du *Bund*, soit pour vivre plus librement dans les pays moins soumis à la police politique, soit pour échapper aux répressions qui suivirent les mouvements démocratiques. Ces libéraux passèrent d'autant plus facilement au socialisme, qu'il y avait parmi eux des ouvriers. La « Fédération des Bannis », formée par les Allemands de Paris vers 1834, réunit les ouvriers aux bourgeois et suivit les leçons d'un docteur, Schuster, qui s'était instruit à l'école de Sismondi et de Saint-Simon. Elle fut remplacée ensuite, également à Paris, par la « Fédération des Justes, » beaucoup plus prolétarienne, qui se donna des chefs et se mit en rapports étroits avec la société révolutionnaire française des « Saisons ». Quand celle-ci fit la journée du 12 mai 1839¹, quelques Allemands vinrent combattre avec elle. Aussi la société dut-elle fuir Paris pour se reformer partie en Suisse, partie à Londres. Bientôt Paris attira de nouveau les Allemands radicaux. En 1843 tout un groupe s'y réunit pour sceller l'alliance intellectuelle entre les radicaux de France et d'Allemagne ; le principal publiciste de ce groupe, Arnold Ruge, fonda les *Annales franco-allemandes*, qui n'eurent qu'un seul numéro. Mais la capitale gouvernée par Guizot n'offrait plus un asile assuré aux révolutionnaires étrangers : « Il faut purifier Paris, disait Louis-Philippe, des doctrines subversives de l'Allemagne. » On expulsa quelques réfugiés, entre autres l'Allemand Karl Marx en 1845 et le Russe Bakounine en 1847. La Suisse également, sur les instances des gouvernements voisins, avait renvoyé ou condamné les réfugiés socialistes allemands. Mais deux pays restèrent prêts à les recevoir, l'Angleterre et la Belgique. L'Angleterre conservait ses traditions hospitalières à l'égard des bannis du monde entier. Quant à la Belgique, c'était alors l'État le plus libre de l'Europe continentale ; on y trouvait déjà quelques socialistes, anciens disciples de Buonarroti, récents auditeurs de Considerant, ou propagandistes comme Kats, qui s'adressa aux ouvriers flamands dans leur langue ; on y trouvait aussi quelques syndicats ouvriers, qui avaient succédé aux anciennes sociétés corporatives de secours mutuels.

1. Voir ci-dessus, p. 148.

C'est parmi les réfugiés allemands que se développèrent quelques théories qui, inspirées de l'étranger, ont pourtant leur originalité. Le tailleur Weitling poursuivit tour à tour à Paris, en Suisse, à Londres, l'élaboration d'un système utopique pénétré de communisme; croyant, comme tant d'autres, au miracle du « grand soir » où triompherait la révolution, il parlait d'ouvrir brusquement les prisons et les bagnes pour lancer les détenus à l'assaut de la société. Ces meneurs issus de la classe ouvrière furent éclipsés par deux néophytes sortis de la bourgeoisie, Engels et Marx. Riches et instruits, tous les deux avaient fait leurs premières armes dans les journaux radicaux d'Allemagne. Engels était venu ensuite en Angleterre pour y développer les affaires de la maison de commerce paternelle; bientôt il s'y consacra surtout à préparer son livre sur l'état des ouvriers, puis à collaborer aux journaux d'extrême gauche. Il écrivit dans le *Northern Star* d'O'Connor et, quand la *Réforme* eut été fondée à Paris par Ledru-Rollin, ce fut lui qui lui fournit des informations sur le mouvement ouvrier en Angleterre et en Allemagne. Karl Marx à Paris avait collaboré avec Arnold Ruge à la fondation des *Annales franco-allemandes*; il était entré en rapports avec Proudhon et d'autres novateurs français. Chassé de France, il alla s'installer à Bruxelles où Engels ne tarda pas à le rejoindre.

Ces deux réformateurs se lièrent d'une amitié qui devait durer autant que leur vie; en même temps ils travaillèrent à éclaircir leurs idées, à formuler une doctrine, à réfuter âprement les autres systèmes. Ils furent bientôt les oracles de la société allemande ouvrière de Bruxelles, puis leur influence gagna le groupe des communistes réfugiés à Londres. Un congrès organisé par ceux-ci (1847) chargea les deux chefs de file de composer un exposé de principes; ce fut le *Manifeste des communistes*. L'histoire de l'humanité, disaient-ils, c'est l'histoire de la lutte des classes. La classe bourgeoise a réussi, après une longue bataille, à vaincre la noblesse; mais elle a engendré une nouvelle classe, le prolétariat, qui se prépare à la déposer à son tour. La bourgeoisie, en effet, lui impose une situation chaque jour plus misérable; elle ne sait plus « assurer à ses esclaves la subsistance qui leur permette de supporter l'esclavage ». De là viennent les progrès du socialisme, sous des formes diverses qui doivent toutes faire place à la nouvelle doctrine, au socialisme scientifique. Celui-ci triomphera par

l'accord international des ouvriers : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous¹. »

Ce manifeste, imprimé en 1848, n'est devenu que plus tard le catéchisme des socialistes et des syndicalistes du monde. L'Allemagne l'ignora longtemps. Mais les pays de la Confédération, malgré la censure et la police, recevaient l'écho de ce qui se disait et s'écrivait chez les réfugiés allemands de Zurich, de Bruxelles ou de Londres. Un théoricien appartenant aux classes élevées, Rodbertus, commençait à exposer sa conception du socialisme d'État. L'anarchisme lui-même, vaguement formulé par Proudhon, était préconisé dans les articles de Karl Grün ou dans le livre d'une logique abstraite de Max Stirner. La surveillance de Metternich n'arrêtait rien. Elle ne pouvait même pas empêcher les idées occidentales de venir « infecter » les provinces allemandes de l'Autriche. La paisible ville de Vienne connut avant 1848 les groupements socialistes et les syndicats ouvriers.

L'Europe du sud, qui avait peu d'industrie, n'ignora cependant pas les idées nouvelles, car les paysans malheureux étaient capables de se convertir au socialisme agraire. L'Italie apprit par Buonarroti les théories de Babeuf sur la propriété du sol. Mazzini vers 1845 fut obligé de mener rude guerre contre les communistes qui gênaient par leur propagande les progrès de l'idéal unitaire et national. En 1846 on découvrit une association communiste à Ferrare, et le tribunal de Pise eut à juger un groupe convaincu de répandre les mêmes idées. En 1847 les troubles que provoquait la disette en Lombardie comme en Toscane furent aggravés, d'après les rapports de police, par l'influence des meneurs communistes. En Espagne le socialisme agraire avait ses apôtres ; Florez Estrada, auteur de *La question sociale* (1839), réclamait la nationalisation du sol. Des usages anciens, des formes diverses de propriété foncière collective, surtout municipale, préparaient les paysans espagnols à comprendre ce langage. Les théoriciens français qui préconisaient des colonies collectivistes, Cabet, plus encore Fourier, eurent aussi leurs disciples espagnols après 1840 ; un fouriériste convaincu parvint à réunir cinq millions de pesetas pour construire près de Xérès un phalanstère, qui échoua comme les tentatives du même genre en France.

1. Cette formule sert déjà de devise à l'unique numéro de la Gazette communiste (*Kommunistische Zeitung*) qui parut à Londres en septembre 1847.

Hors d'Europe il y avait un pays où l'industrie, munie des nouvelles machines et enrichie de nombreuses inventions, commençait à se développer : c'étaient les États-Unis. Aussi voit-on là de bonne heure des syndicats et des grèves. Un mouvement syndical assez fort apparaît depuis 1827 dans l'État le plus industriel de l'Union, la Pennsylvanie ; c'est là également que se fait le premier essai de parti ouvrier en 1828. Un peu plus tard les syndicats inaugurèrent la campagne pour la journée de dix heures, à peu près à l'époque où le problème se posait en Angleterre, et le succès remporté sur ce point par les charpentiers de Philadelphie encouragea les autres corporations. Mais le mouvement ouvrier aux États-Unis était encore dans l'enfance. On s'y intéressa davantage aux idées et aux tentatives apportées d'Europe. La terre ne manquait pas, l'argent non plus ; les novateurs américains, amis des réalisations, essayèrent donc en divers lieux de faire vivre ces colonies communistes, ces phalanstères, que l'Europe avait de la peine à créer. Nous avons vu Robert Owen fonder New-Harmony ; le fouriérisme eut plus de succès encore lorsqu'il fut propagé par un disciple américain, Brisbane, qui avait un instant adhéré à l'école saint-simonienne. Après 1840 on put compter un moment jusqu'à trente colonies inspirées de l'idéal phalanstérien, la plupart dans les États de New-York, de Pennsylvanie et d'Ohio ; mais toutes échouèrent assez vite. La célèbre colonie de Brook Farm, cette abbaye de Thélème pour lettrés et philosophes, se convertit aussi au fouriérisme sans avoir une destinée meilleure. Cabet, venu en Amérique pour fonder l'Icarie, ne réussit pas mieux que son émule Owen. Les autres théories européennes trouvèrent cependant dès l'origine quelques disciples en Amérique. Weitling vint y organiser une association en 1847. L'anarchisme lui-même y fut enseigné par Josiah Warren. Mais la masse du public américain demeura indifférente.

V. — LA PROPAGANDE POUR LES LOIS SOCIALES¹.

Karl Marx et Frédéric Engels commençaient leur manifeste en disant : « L'Europe est hantée par le spectre du commu-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres indiqués p. 325, 337 et 345, on ajoutera J. L. et Barbara Hammond, *Lord Shaftesbury* (Londres, 1923, in-8°) ; Raymond Weiss, *Daniel Le Grand* (Paris, 1926, in-8°) ; E. Laskine, *La démocratie conservatrice en Angleterre*, dans la *Revue d'histoire économique et sociale*, t. VIII (1920), p. 129-178 ; Louis

nisme. » C'était une singulière hyperbole. Il n'y avait parmi les ouvriers que de très faibles minorités pour songer à la transformation sociale qui changerait leur sort. La plupart des prolétaires ne possédaient pas encore l'esprit d'union, la conscience de classe. Les rivalités traditionnelles des métiers s'effaçaient lentement. En France le compagnonnage entretenait les conflits séculaires des deux corps ennemis, les « Gavots » et les « Dévorants », et ce point d'honneur puéril ne cédait pas encore aux conseils de quelques ouvriers, tels qu'Agricol Perdiguer, animés d'un esprit plus moderne. Les travailleurs ne se trouvaient d'accord pour l'action qu'en présence d'un péril tangible, immédiat, surtout une machine nouvelle qui menaçait de les faire congédier. Les Luddites anglais réparurent en 1816, plus dangereux qu'en 1811. La même année, un rapport de police français contenait cette affirmation optimiste : « On ne brise pas les métiers en France comme en Angleterre. » C'est que les métiers étaient peu nombreux. Mais en 1819 l'arrivée d'une machine souleva les ouvriers de Vienne en Dauphiné ; après les journées de juillet 1830 les typographes parisiens voulurent forcer leurs patrons à renoncer aux « mécaniques ». A Uster en Suisse, quand on installa dans une usine vingt-cinq métiers à tisser (1832), une foule furieuse les démolit et mit le feu à la fabrique ; ce fut seulement cinq ans plus tard qu'on se risqua de nouveau à monter dans cette ville des métiers mécaniques, et cette fois sans résistance. A part ces brusques sursauts de colères, à part les années assez fréquentes où l'insuffisance de la récolte faisait le pain cher, les ouvriers vivaient dans une morne passivité sous le joug de ces classes supérieures si bien organisées, si convaincues de leur droit au pouvoir.

Les ouvriers militants commencèrent à comprendre que, les problèmes et les souffrances étant les mêmes dans tous les pays, un accord entre les opprimés faciliterait les solutions. Puisqu'il y avait un internationalisme conservateur et un internationalisme libéral, puisque les socialistes parlaient pour tous les peuples, pourquoi n'y aurait-il pas un internationalisme ouvrier ? L'idée apparut dans la classe ouvrière la plus développée, celle d'Angleterre ; Lovett semble avoir inauguré les manifestations de solidarité prolétarienne quand il fit envoyer en 1836, par la *London working men Association*, une

Gueneau, *La législation restrictive du travail des enfants*, dans la *Revue d'histoire économique et sociale*, t. XV (1927), p. 420-503 ; Antony Babel, *Essai sur les causes et le développement de la législation du travail en Suisse* (Genève, 1925, in-8°).

adresse amicale aux ouvriers belges. Le *Northern Star* s'occupa souvent des travailleurs du dehors, et son directeur O'Connor, venu en Belgique en 1845, y reçut une adresse de félicitations des communistes allemands. Cependant les ouvriers étaient trop pauvres et trop mal organisées pour établir des relations régulières de pays à pays, à une époque où les chemins de fer et le télégraphe naissaient à peine, où la poste coûtait cher ; tout au plus y eut-il quelque propagande internationaliste faite par les émigrants qui allaient à l'étranger pour fuir une persécution ou chercher du travail. Le conseil d'union donné aux prolétaires du monde entier par les auteurs du manifeste de 1847 ne devait se réaliser que plus tard.

Quant aux classes dirigeantes, elles n'étaient pas unanimes dans la résistance aux revendications nouvelles. C'est chez elles, on vient de le voir, que le socialisme trouva presque tous ses théoriciens. Ce sont elles qui ont fourni aux radicaux leurs principaux militants ; et les radicaux, inspirés par l'idéal démocratique, arrivaient souvent à demander pour le peuple non seulement des réformes politiques, mais des améliorations économiques. Une tendance analogue s'affirma parfois dans les classes conservatrices, dans les anciennes aristocraties, pénétrées du sentiment de la charité chrétienne, pénétrées aussi d'un sentiment hostile à cette bourgeoisie industrielle qui les avait dépossédées de leur influence. Ces opinions favorables au prolétariat se manifestèrent surtout dans le pays où il était le plus nombreux, où sa misère apparaissait la plus inquiétante ; l'esprit religieux, si fort en Grande-Bretagne, devait également y contribuer. Membres des sectes dissidentes qui, pareils aux Niveleurs du xvii^e siècle, étaient amenés par l'esprit puritain aux réformes sociales ; anglicans ralliés au mouvement évangélique, si actif depuis le début du xix^e siècle ; partisans de l'aristocratie tory, qui rappelaient le temps où les barons protégeaient les faibles, tous ces hommes reprochèrent aux industriels, aux bourgeois, d'oublier les préceptes de l'Évangile, de ne voir dans les ouvriers que des machines analogues aux machines de fer et de bois. Le méthodiste Stephens, ce tribun aux discours incendiaires, n'était-il pas un tory, qui appelait ses concitoyens à défendre le Trône et le Cottage contre la Fabrique ?

Ces conservateurs inspirés par l'esprit chrétien avaient obtenu l'abolition de la traite des nègres en 1808 ; ils obtinrent celle de l'esclavage en 1833. Plusieurs d'entre eux voulurent agir en

faveur des ouvriers d'Angleterre surtout et des « petits esclaves blancs », âgés de six ou huit ans. La loi de 1802 pour la protection des enfants mis en apprentissage par les paroisses, puis celle de 1819 sur les enfants livrés aux fabriques par leurs parents, n'avaient pas eu grand résultat parce que rien n'était organisé pour en surveiller l'application. La loi de 1833 fut beaucoup plus importante : non seulement elle interdisait le travail en fabrique aux enfants au-dessous de neuf ans et fixait un maximum de huit heures par jour pour les enfants de neuf à treize ans, mais elle créait quatre inspecteurs du travail des enfants, résidant à Londres et faisant des tournées régulières dans tout le pays. Dans cette institution de fonctionnaires payés on reconnaît l'esprit de Bentham, si puissant chez les radicaux du Parlement réformé par l'Acte de 1832. Mais l'auteur principal de la loi n'était ni un benthamite ni un radical ; c'était un conservateur pur, un tory anglican et féodal, lord Ashley (plus tard lord Shaftesbury), qui se voua désormais à la cause des ouvriers en demandant l'intervention de la loi en leur faveur.

Le Parlement consentait à s'intéresser aux enfants ; il songea même aux adolescents, puisque la loi ne permettait pas d'imposer une journée de plus de douze heures aux travailleurs de treize à dix-huit ans. Pourquoi ne défendrait-elle pas également les adultes contre l'exploitation industrielle ? Pendant quelque temps il n'y eut aucune chance de faire accepter par les Communes un bill relatif aux hommes adultes ; mais on pouvait les émouvoir en faveur des femmes, en invoquant l'intérêt de la famille et l'avenir de la race. Lord Ashley aborda cette nouvelle tâche avec la ténacité des Wilberforce, des John Russell, de tous ces parlementaires anglais qui, partisans d'une réforme, la proposaient chaque année sans se laisser décourager par quelques échecs. Le projet de loi fixant un maximum de dix heures pour la journée des ouvrières fut rejeté plusieurs fois, mais finalement adopté (1847). Les porte-parole du libéralisme économique, c'est-à-dire les représentants de l'industrie, John Bright et Cobden, l'avaient combattu avec acharnement ; Cobden raillait la prétendue philanthropie de ces lords qui faisaient tout pour maintenir le pain cher. Mais la loi fut défendue par un groupe nombreux du parti conservateur. Disraéli, entre autres, se fit l'avocat du torysme social. Dès 1838, pendant le débat engagé aux Communes sur la première pétition chartiste, il avait flétri l'égoïsme des industriels, des nouveaux

riches qui se débarrassaient du patronage bienfaisant exercé au profit des faibles par l'ancienne féodalité. Puis il créa le groupe de la « Jeune Angleterre », pour défendre et propager cette doctrine nouvelle qui unissait le système tory aux réformes ouvrières les plus audacieuses. La littérature vint au secours de cette politique originale. Le fondateur de la Jeune Angleterre avait écrit *Sibyl*. Le plus grand des romanciers contemporains, Dickens, se rapprochait de Disraéli par ses idées : il dépeignit dans son roman des *Temps difficiles* cette misère qui poussait les chartistes à la révolte; *Olivier Twist* révéla que le workhouse était un véritable bain pour indigents. Mais nul ne lança contre le régime industriel un acte d'accusation plus terrible que Carlyle. Dès 1839, dans sa brochure sur le charisme, il disait :

L'Angleterre gît, malade et mécontente, se tordant d'impuissance sur le lit où la fièvre la cloue, sombre et presque désespérée, dans sa misère, dans sa nudité, dans son imprévoyance, et dévorant son chagrin.

Dans un autre livre, *Passé et présent* (1844), il opposa le tableau idyllique du moyen âge aux hontes et aux maux de la classe ouvrière sacrifiée à Mammon ; il demanda l'intervention de l'État, l'effort de l'aristocratie, l'autorité de l'Église, pour guérir les blessures causées par le laisser-faire et l'individualisme. Carlyle préparait ainsi la campagne de Ruskin contre les méfaits de l'industrie. Des hommes aux tendances très différentes, beaucoup plus voisins des partis radicaux, un Kingsley, un Maurice, présentaient le programme du socialisme chrétien.

En France, l'aristocratie qui essaya de reconquérir sa primauté pendant la Restauration ignorait ces problèmes nouveaux ; le seul grand seigneur qui en comprît l'importance, Voyer d'Argenson, était un radical qui passa plus tard au socialisme révolutionnaire. Un autre grand seigneur, La Rochefoucauld-Liancourt, groupa autour de lui des philanthropes actifs et intelligents ; mais son libéralisme le rendit suspect à la noblesse ultra-royaliste. Après 1830 l'aristocratie vécut à l'écart, boudant la monarchie usurpatrice, et ne compta plus comme corps politique. Quelques-uns de ses membres signalèrent alors les maux du prolétariat. Un ancien préfet du Nord, qui avait pu voir de près la misère de ce pays de fabriques, le vicomte de Villeneuve-Bargemont, décrivit le fléau dans son

Économie sociale chrétienne. A la Chambre des pairs Dubouchage, un légitimiste, prit la défense des ouvriers, quelquefois soutenu par le chef des catholiques, Montalembert. Mais c'étaient des exceptions. La noblesse française laissait des hommes de gauche, Buchez et ses disciples, créer la doctrine du christianisme social. Et c'étaient des écrivains pénétrés des idées républicaines qui abordaient les questions ouvrières : Michelet y fit allusion dans le *Peuple* (1846) ; George Sand, instruite par Pierre Leroux, aborda le roman social ; Eugène Sue apitoya d'innombrables lecteurs sur les drames qui se passaient dans les faubourgs de Paris. Plusieurs littérateurs de second ordre s'intéressèrent à des infortunes qu'ils connaissaient d'ailleurs par expérience, car bien souvent ils étaient eux aussi menacés par la misère, et c'est pour améliorer leur sort que la Société des gens de lettres se fonda en 1838.

Les romanciers trouvèrent un secours inattendu chez quelques-uns de ces économistes libéraux qui, en France comme en Angleterre, célébraient avec tant de conviction les bienfaits du régime industriel. Une observation impartiale des faits les guérit de leur optimisme. Léon Faucher, après Buret, fit connaître à ses compatriotes ce qui se passait dans les grandes villes ouvrières de l'Angleterre. Adolphe Blanqui, aussi conservateur que son frère Auguste Blanqui était révolutionnaire, décrivit les taudis qu'habitaient beaucoup de familles dans les villes ouvrières de France. Mais l'ouvrage le plus saisissant fut celui de Villermé ; chargé d'une enquête par l'Académie des sciences morales et politiques, il publia en 1840 le *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*. C'est un rapport précis, net, sans aucune déclamation. Il prouve que les ouvriers inférieurs, journaliers et tisserands, ont grand'peine à ne pas mourir de faim ; les autres peuvent se suffire s'ils restent seuls, mais les pères de familles ne vivent qu'au jour le jour, trop heureux s'ils ne subissent pas de chômage. La journée de travail atteint parfois seize et dix-sept heures ; on trouve dans les ateliers des enfants de trois ou quatre ans, utilisés pour de menues besognes. La plupart des patrons, aiguillonnés par la concurrence, ne font rien pour remédier à ces misères.

Le livre de Villermé contribua beaucoup à faire voter la loi de 1841, la seule loi de protection ouvrière qu'on doive à la monarchie de juillet. Il fut interdit aux industriels d'employer dans les manufactures les enfants au-dessous de huit ans ;

mais le soin de surveiller l'application de cette loi était laissé aux autorités locales, surtout aux conseils généraux des départements ; la plupart négligèrent de créer des inspecteurs du travail, si bien que la loi demeura lettre morte. Elle avait été faite à l'imitation de la loi anglaise de 1833. Celle-ci allait servir de modèle à divers pays qui s'appliquèrent à protéger l'enfance. L'ordonnance royale de 1839 en Prusse interdisait le travail dans les fabriques jusqu'à neuf ans, et limitait la journée à dix heures jusqu'à seize ans. Plusieurs cantons suisses prirent des mesures analogues. Zurich fermait les fabriques de coton aux enfants au-dessous de dix ans, mais permettait ensuite une journée de douze heures. Le Massachusetts n'autorisa point les enfants de moins de quinze ans à entrer dans les manufactures s'ils n'avaient auparavant suivi régulièrement les leçons d'une école.

Puisque les questions ouvrières se posaient dans tous les pays, puisque les fabricants opposaient aux lois le besoin de se défendre contre la concurrence étrangère, pourquoi n'y aurait-il point une législation internationale ? Cette idée fut inspirée par l'esprit social chrétien à Daniel Le Grand, un fabricant d'Alsace ; il était l'élève d'Oberlin, un pasteur à l'âme généreuse qui avait transformé sa petite paroisse vosgienne par l'éducation et par le développement des œuvres de solidarité. Daniel Le Grand avait décidé les fabricants protestants du Haut-Rhin, groupés depuis 1825 dans la Société industrielle de Mulhouse, à demander qu'on arrachât les petits enfants à la fabrique ; leur pétition avait aidé autant que le livre de Villermé à faire voter la loi de 1841. Ce philanthrope voulait davantage ; il entretenait une correspondance amicale avec lord Ashley ; une occasion propice lui permit de soumettre ses idées au roi de Prusse. Mais l'idée d'une législation internationale sur les questions ouvrières était prématurée ; l'Angleterre n'y songeait point, et les autres pays avaient trop peu de grande industrie pour s'y intéresser.

Les idées nouvelles font créer des mots nouveaux ; vers 1830 les termes « socialiste » et « socialisme », que l'on trouve déjà en 1803 dans le livre d'un obscur écrivain italien, Giuliani, mais qui passèrent inaperçus, acquièrent droit de cité dans les langues européennes. Une revue inspirée des idées de Robert Owen, le *Cooperative magazine*, parle en 1827 des « communionnistes ou socialistes » ; un journal protestant français, le *Semeur*, en 1831 emploie « socialisme » dans un sens presque religieux. Le journal

saint-simonien le *Globe* en 1832 oppose la « personnalité » au « socialisme ». Le mot apparaît en 1840 en allemand, et vers cette époque il prend son sens moderne, quoique très vague encore. Celui de « communisme », plus ancien, est plus employé, surtout quand il s'agit de politique.

VI. — L'INSTRUCTION DU PEUPLE¹.

Si les classes dirigeantes ne songeaient guère au bien-être matériel du peuple ouvrier, elles commencèrent du moins à se préoccuper de son instruction². Sans doute il se trouva de nombreux conservateurs pour dire tout haut ou murmurer tout bas que c'est chose dangereuse d'apprendre à lire aux pauvres; en 1807 la Chambre des lords avait repoussé, comme suspecte de jacobinisme, une proposition en faveur de l'enseignement primaire obligatoire. Mais partout il y avait des hommes désireux de répandre l'instruction, les uns obéissant à l'esprit humanitaire du XVIII^e siècle, les autres invoquant la tradition chrétienne et réservant à l'Église le soin de diriger ce travail. Les pays protestants avaient déjà beaucoup fait pour l'enseignement primaire; les pays catholiques s'y intéressaient moins, malgré l'activité de quelques congrégations, surtout celle des Frères de la doctrine chrétienne en France. La grande nouveauté du XIX^e siècle fut l'intervention des laïques et des gouvernements. On a vu plus haut que ce fut un des principaux motifs de combat entre partisans et adversaires des Églises; mais quelle que fût l'opinion dominante sur ce point, la nouvelle classe dirigeante, la bourgeoisie, était assez pratique pour comprendre que l'instruction primaire lui préparerait les ouvriers qualifiés, les contremâtres et les employés dont elle avait besoin.

En Angleterre la rivalité de l'anglican Bell et du quaker Lancaster avait été profitable au développement des écoles primaires; mais il fallut attendre la réforme électorale de 1832 pour que le Parlement nouveau consacraît un crédit de 20.000 livres

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres cités p. 312, voir E. Levasseur, *L'enseignement primaire dans les pays civilisés* (Paris, 1897, in-8°); Émile Clay et Henri Champeau, *L'instituteur* (Paris, 1928, in-16, de la « Bibliothèque sociale des métiers »); Riboulet, *Histoire de la pédagogie* (Paris, 1925, in-8°), manuel catholique.

2. Quant à la presse, la baisse des prix commencée en 1836 ne la mettait pas encore à la portée des prolétaires. Un militant, l'imprimeur Hetherington, fit divers essais de presse ouvrière depuis 1830, sans parler du lancement du *Poor Man's Guardian*: le gouvernement réussit à les faire échouer.

à la construction d'écoles (1833). Six ans plus tard fut créé le Comité d'éducation privée, première ébauche d'un ministère de l'instruction publique. Bientôt des subventions officielles furent attribuées, non seulement aux sociétés qui voulaient bâtir des écoles, mais à celles qui demandaient le moyen d'améliorer le traitement des maîtres. En Écosse l'Église presbytérienne avait beaucoup fait pour les écoles primaires depuis le xvi^e siècle; l'Église libre fondée en 1843 fit davantage encore. En Irlande, où le problème religieux était si difficile à résoudre, on essaya depuis 1831 de créer des écoles « nationales », c'est-à-dire des écoles d'État, ouvertes aux enfants des différentes confessions.

La méthode d'enseignement mutuel imaginée par Lancaster était quelque peu grossière, mais elle avait l'avantage d'être économique, puisque les meilleurs des élèves devenaient des moniteurs aidant le maître. Aussi fit-elle des prosélytes nombreux sur le continent. Le Danemark publia en 1814 les ordonnances qui organisaient l'instruction du peuple et demanda des précisions à Lancaster. Alexandre I^{er} envoya des missions russes (1816-1817) pour voir fonctionner les écoles mutuelles en Angleterre. Un grand pédagogue suisse, le Père Girard, les imitait à Fribourg. En France la Société pour l'instruction élémentaire, fondée pendant les Cent-Jours, ouvrit à Paris en 1816 une école qui employa le même système, et les libéraux français dans toutes les grandes villes s'appliquèrent à développer l'enseignement mutuel. En face d'eux les Frères des écoles chrétiennes réorganisaient leurs maisons, en demeurant fidèles au principe de l'enseignement simultané. L'État français laissa faire les particuliers, se bornant depuis 1816 à inscrire au budget un modeste crédit de 50.000 francs pour achat de livres. Mais l'initiative privée obtenait beaucoup moins de résultats en France qu'en Angleterre, et dans les partis les plus opposés on réclamait un plan gouvernemental d'organisation scolaire. Ce plan, ce fut la monarchie de juillet qui le réalisa par la loi de 1833, promulguée quelques semaines avant le vote du crédit de 20.000 livres par la Chambre des Communes : dans les deux pays le libéralisme vainqueur travaillait à la même œuvre. La loi française, bien rédigée par Guizot, prescrivit l'ouverture d'une école normale dans chaque département et des écoles primaires dans toutes les villes; mais comme elle ne rendait pas l'instruction primaire obligatoire, les communes rurales, désireuses d'éviter une dépense nouvelle pour un objet dont elles n'appréciaient pas l'utilité, opposèrent

souvent la force d'inertie aux injonctions du gouvernement. Les statistiques militaires nous apprennent qu'en 1829 il y avait parmi les conscrits de l'armée française 53 % d'illettrés, et 38 % en 1848.

Le gouvernement prussien avait dès le XVIII^e siècle pris de l'avance sur le reste de l'Europe en affirmant le principe de l'obligation scolaire. Les réformateurs qui arrivèrent au pouvoir après Iéna résolurent de le mettre en pratique. Altenstein partageait leurs idées et put les appliquer d'autant mieux qu'il réunissait dans son ministère les affaires ecclésiastiques, l'instruction publique et la médecine; grâce à lui, l'ordonnance de 1819 organisa les écoles, et bientôt les « séminaires », c'est-à-dire les écoles normales, leur fournirent des maîtres compétents. L'exemple de la Prusse fut suivi par plusieurs États allemands. Remarquons en passant que, dans ces pays, le régime scolaire permit d'appliquer facilement les lois nouvelles qui interdisaient l'entrée des manufactures aux enfants au-dessous de huit ou de neuf ans. La Suède, où la plupart des enfants savaient déjà lire, élaborà la loi scolaire de 1842. Cette même année la Belgique, où les écoles laïques fondées au temps du royaume des Pays-Bas périllicitaient depuis 1830, obligea par une loi toute commune à posséder au moins une école fondée ou bien adoptée, c'est-à-dire subventionnée par elle. La plupart des cantons suisses furent aussi actifs entre 1830 et 1848. Même les grands États réactionnaires, l'Autriche et la Russie, publièrent des ordonnances qui impliquaient la création et la direction des écoles primaires par le gouvernement; il est vrai que ces ordonnances furent peu appliquées.

La démocratie américaine s'intéressa de bonne heure à la même tâche; elle fit d'ailleurs de nombreux emprunts à l'Europe. Les quakers américains trouvèrent naturel d'appliquer les méthodes propagées par leur coreligionnaire Lancaster. Le rapport français de Victor Cousin sur les écoles prussiennes, traduit en anglais à New-York en 1835, fut très répandu; après l'avoir lu, un professeur alla étudier ces écoles sur place et revint organiser un système analogue dans l'Ohio. Le fils aîné d'Owen, Robert Dale Owen, et Francis Wright firent campagne à la fois pour l'école primaire et pour l'école professionnelle; leur programme était inspiré par les doctrines des pédagogues suisses, Pestalozzi et Fellenberg. Le Massachusetts possédait un pédagogue remarquable dans Horace Mann; il fit créer en 1837 un service d'État, un *Board of education*,

dont il fut le surintendant. Son influence pendant dix ans gagna bien d'autres États, qui suivirent ses conseils dans la création de leurs écoles normales et Horace Mann trouva un digne émule dans Barnard, commissaire des écoles publiques de Rhode-Island à partir de 1843.

Devait-on aller plus loin, ouvrir aux enfants du peuple un enseignement plus élevé? L'enseignement secondaire leur était à peu près fermé; tout au plus admettait-il dans ses collèges, lycées ou gymnases, un certain nombre de boursiers, généralement issus de la petite bourgeoisie, et destinés selon les pays au recrutement du corps ecclésiastique ou du corps enseignant. Mais ne pourrait-on pas, tout en réservant les collèges aux fils de la haute bourgeoisie, donner aux élèves les plus intelligents des écoles primaires le moyen de continuer leurs études, au grand profit de la nation entière? On le pensa dans plusieurs pays, et l'on essaya de créer des établissements nouveaux sous des noms très variés : enseignement primaire supérieur, enseignement intermédiaire, enseignement spécial, écoles bourgeoises. Sur le caractère de ces établissements les divergences apparurent aussitôt, les uns disant qu'ils devaient servir à compléter la culture générale, les autres qu'ils devaient être entièrement pratiques et professionnels. L'enseignement primaire supérieur en France, et bien plus encore les écoles bourgeoises en Prusse marquèrent un commencement de réalisation.

Les libéraux songèrent aussi à faire créer un enseignement pour les adultes illettrés qui voulaient réparer le temps perdu pendant les années de jeunesse ou pour les prolétaires intelligents qui voulaient développer leur esprit et se mettre au courant des progrès de la science. L'Écosse, le pays de Brougham et des whigs progressistes, inaugura l'enseignement des adultes pour l'élite ouvrière. Les succès obtenus à Glasgow par la fondation d'Andersen, puis en Angleterre, à dater de 1826, par les *Mechanics Institutes*, et à Paris depuis 1830 par l'Association polytechnique, prouvèrent que cette élite savait s'imposer le labeur nécessaire pour compléter son instruction. A Boston l'Institut Lowell eut un succès pareil quand il ouvrit en 1839 ses cours scientifiques populaires. Vers la même époque l'ardente prédication de Grundtvig décida un de ses disciples, Kristen Kold, à inaugurer ces Hautes écoles du peuple qui ont élevé si vite le niveau intellectuel et moral des paysans danois. Mais tout cela demeurait exceptionnel, suspect aux classes dirigeantes, peu populaire chez les ouvriers et moins encore chez les paysans.

VII. — LA PRÉVOYANCE ET L'ÉMIGRATION¹.

Ceux qui voulaient que le peuple apprît à lire cherchèrent à lui inculquer aussi des habitudes de tempérance et d'économie; de là vint la propagande en faveur des caisses d'épargne. L'idée, qui n'était pas nouvelle, se précisa vers 1800 : Bentham recommandait la création de *frugality banks*. La théorie de la caisse d'épargne semble avoir été formulée à Zurich, la pratique avoir commencé en 1810 à Ruthwell, une petite ville d'Écosse. Les grandes villes suivirent, le Parlement les encouragea par la loi de 1817; en 1844 on comptait dans les Îles Britanniques 578 caisses d'épargne. En France, où la Convention avait adopté en 1793 le principe d'une « caisse nationale de prévoyance », la première caisse d'épargne fut ouverte à Paris en 1816 par La Rochefoucauld-Liancourt et les philanthropes libéraux qui l'entouraient. Il y en avait quatorze en 1830; il y en eut davantage sous Louis-Philippe, quand la loi de 1835 eut organisé l'achat des rentes françaises par ces institutions. Aux États-Unis, Philadelphie et Boston commencèrent comme Paris en 1816. Mais ces fondations faites aussi en d'autres pays, profitèrent surtout aux domestiques et à la petite bourgeoisie. Les ouvriers ne voulaient pas ou ne pouvaient pas épargner. Beaucoup préféraient à l'économie, difficile et ennuyeuse, les émotions et les espérances que donnait la loterie; les gouvernements résolurent de la supprimer pour les engager à l'épargne. La Grande-Bretagne interdit toute loterie en 1823; la loterie royale, abolie en France par la loi de 1832, disparut quatre ans plus tard.

En somme, tous les procédés essayés ou imaginés pour guérir les maux du prolétariat européen n'aboutissaient qu'à de faibles résultats. Il y avait un autre remède possible, auquel on songea de bonne heure, l'émigration des Européens dans les

1. OUVRAGES A CONSULTER. — E. Bayard, *La caisse d'épargne et de prévoyance de Paris, 1818-1900* (Paris, 1909, in-8°); H. Cargill, *Memorial of the celebration of the century of Saving Banks held at Edinburgh* (Edimbourg, 1910, in-4). Sur l'émigration, voir René Gonnard, *Essai sur l'histoire de l'émigration* (Paris, 1928, in-8°); Imprenczi, *International migrations*, t. I : *Statistics* (New-York, 1929, gr. in-8°), très important, utilisant beaucoup de documents jusque là inconnus. Ferenczi a publié aussi une *Étude historique des statistiques des migrations*, dans la *Revue internationale du travail*, t. XX (1929), p. 376-405.

terres libres que renfermaient les autres parties du monde. Dans le *Wilhelm Meister* de Goethe on voit « Frau Suzanna », effrayée par les progrès des machines nouvelles, se demander s'il ne faudra point quitter l'Europe. Cette nécessité se révéla comme particulièrement impérieuse en Grande-Bretagne. La nouvelle industrie favorisait le développement de la natalité. Alors que le paysan propriétaire de France commençait à limiter le nombre de ses enfants pour éviter le partage de sa terre en parcelles infimes, le tisserand d'Angleterre n'avait point de pareilles préoccupations. Les paysans français ne voulaient point imposer à leur fils une condition inférieure à la leur; les ouvriers anglais savaient que leurs enfants deviendraient comme eux des salariés et pourraient comme eux vivre au jour le jour.

En vain les économistes formés à l'école de Malthus recommandaient aux pauvres de ne pas augmenter trop vite le nombre des bouches à nourrir; la loi des pauvres, assurant au moins un morceau de pain à tous les enfants des indigents, permettait à ceux-ci de s'abandonner à leurs instincts. Les variations brusques des salaires leur enlevaient le sentiment de la prévoyance. Le rapprochement des sexes dans les ateliers favorisait les unions précoces, légitimes ou non. Aussi, malgré une mortalité infantile considérable, mais un peu diminuée par les progrès de la vaccine, les habitants grouillaient dans le nord et l'ouest de l'Angleterre. En 1825 le Royaume-Uni comptait déjà 20.800.000 âmes; le total fut de 24 millions en 1831, de 26.700.000 en 1841, et il devait passer à 27.300.000 en 1851 malgré l'énorme saignée causée par l'émigration irlandaise. N'était-il pas naturel d'envoyer le trop plein de cette population dans les pays neufs où se trouvaient d'immenses espaces libres, où le climat convenait aux Européens? Ce serait un bienfait pour les prolétaires, qui trouveraient là de quoi manger, et pour les classes possédantes, qui n'auraient plus à craindre les insurrections de la misère. Ce serait un bienfait pour l'humanité entière, puisque ces pays où vivaient quelques tribus sauvages, uniquement occupées de chasse ou de pêche, seraient défrichés par les nouveaux venus et fourniraient des produits agricoles aux nations industrielles. Ainsi disparaîtrait le danger de famine générale annoncé par les malthusiens.

La révolution industrielle ne fut point la seule cause de l'émigration. En Écosse les propriétaires des *highlands* transformaient les terres cultivées en terrains de chasse ou en ter-

rains de pâturages ; l'homme était chassé par le mouton. En Irlande la ruine de l'industrie par la concurrence anglaise, l'incertitude annuelle des récoltes et une natalité très forte rendaient l'émigration indispensable. Certains hommes politiques avaient de bonne heure compris l'utilité de diriger, d'organiser ce mouvement ; Huskisson le recommanda aux Communes, pour favoriser l'essor commercial et colonial dont il prévoyait les magnifiques résultats. Les penseurs étaient d'accord avec eux ; Carlyle, après avoir tracé le tableau saisissant des maux du paupérisme, indiquait deux remèdes, l'éducation et l'émigration. Quant aux économistes, ils étaient hésitants. Jean-Baptiste Say se montrait défavorable à l'émigration ; en Allemagne, si Roscher la jugeait dangereuse, List désirait l'orienter vers des régions déterminées, où les colons allemands feraient masse. Du moins les économistes s'accordaient-ils, au nom des principes libéraux, à déclarer que l'émigration ne doit pas être interdite.

Le gouvernement britannique, lorsqu'il résolut d'aider à l'émigration, eut la pensée de conduire les émigrants dans ses colonies. La commission d'enquête de la Chambre des Communes le lui recommanda en 1841, parce que les tisserands qu'il s'agissait de faire partir étaient encore à demi paysans et capables, par conséquent, de cultiver les terres du Canada ou de l'Australie. Mais la plupart préférèrent se diriger vers les États-Unis, sachant qu'on y échappait aux contraintes imposées par le gouvernement aristocratique de la métropole, et surtout parce que le prix d'achat des terres y était peu élevé.

Il y eut aussi des émigrants allemands. Une première vague apparut en 1816-1817 ; plus de 20.000 Badois, par exemple, demandèrent des passeports au gouvernement grand-ducal, qui n'en accorda qu'un cinquième. Le mouvement se ralentit ensuite pour reprendre en 1828. L'abolition du servage dans plusieurs pays allemands après 1830 supprima le principal obstacle légal qui entravait l'émigration. Plusieurs États de la Confédération, inquiétés par les prophéties de Malthus, favorisèrent ou même subventionnèrent l'émigration ; certains voulurent la prohiber. Les autres pays européens fournissaient encore peu d'émigrants. En France ils partaient surtout d'Alsace ; dès 1825 aussi on signala des Basques français en Argentine. Mais l'exode de nombreux prolétaires n'empêchait point la question ouvrière de rester en 1848 une cause de graves soucis pour tous les pays industriels.

LIVRE V

Les monarchies et les peuples en Europe (1840-1848)

CHAPITRE PREMIER

L'AUTOCRATIE EN AUTRICHE ET LES NATIONALITÉS¹

Vers 1840 le principal groupement de puissances en Europe était celui des trois grands États absolutistes, Russie, Autriche et Prusse. Leur union, troublée de temps en temps par des rivalités politiques ou économiques, s'était chaque fois rétablie. Ce bloc formidable paraissait bien plus fort que la France, toujours troublée par des crises politiques, ou l'Angleterre, agitée par le malaise social. En réalité chacun des trois États, sans que l'étranger s'en aperçût, était miné par un mal intérieur, la Russie par les vices du servage, la Prusse par la naissance du libéralisme, l'Autriche par les conflits des nationalités. C'était aussi le sentiment national qui soulevait les peuples demeurés malgré eux sous la dépendance des trois autocrates, la Pologne, l'Italie et l'Allemagne.

I. — LA COUR ET LE GOUVERNEMENT DE VIENNE²

Lorsque François I^{er} mourut en 1835, le prestige de l'Autriche était considérable. Le vieux souverain qui avait régné quarante-trois ans dans une des périodes les plus agitées de

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — B. Auerbach, *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie* (Paris, 1898, in-8°; 2^e éd. refondue, 1927); J. Redlich, *Das österreichische Staats- und Reichsproblem*, t. I, en 3 vol. (Leipzig, 1920, 3 vol. in-8°), ouvrage de premier ordre, accompagné d'une bibliographie critique très importante. — Ouvrage de premier ordre, cité p. 5, de H. von Srbik, a été vivement critiqué par Victor Bibl, *Metternich in neuer Beleuchtung und sein geheimer Briefwechsel mit dem bayerischen Staatsminister Wrede* (Vienne, 1928, in-8°).

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Victor Bibl, *Der Zerfall Österreichs*, t. II (Vienne, 1924, in-8°); Hans Schlitter, *Aus Österreichs Vormärz* (Leipzig, 1920, in-8°), bonne

l'histoire, qui avait finalement vaincu Napoléon et réprimé les soulèvements de 1830, faisait figure de triomphateur. A l'intérieur de ses États, les flatteurs avaient créé la légende du bon empereur François, ennemi du faste, accessible aux plus humbles, et travaillant sans cesse pour le bien de ses peuples. En réalité, ce prince égoïste et dur, médiocre et paperassier, laissait l'Autriche dans une situation difficile. Les réformes commencées avec prudence par Marie-Thérèse, continuées avec une énergie fébrile par Joseph II, interrompues ensuite par les guerres, n'avaient jamais été reprises; l'empire d'Autriche, créé en 1805, ne possédait pas une véritable organisation politique ni administrative. L'autorité demeurait divisée entre quantité de chancelleries, de cours, de bureaux qui se paralysaient mutuellement. Les finances, gravement compromises par les guerres napoléoniennes, ne furent point assainies pendant la longue période de paix qui suivit; on ne vivait que d'expédients. L'ordre intérieur, François en chargeait surtout la police. Il avait trouvé pour la diriger depuis 1817 l'homme selon son cœur, Sedlnitzky, un bureaucrate borné, inculte, mais laborieux, dévoué à sa tâche, qui rendit la police de Vienne célèbre en Europe. On la compléta par une censure non moins vigilante, qui avait pour devoir de maintenir l'ordre moral et d'empêcher l'infiltration du libéralisme d'Occident.

Le prestige qui entourait les dernières années de François lui venait de son chancelier. Metternich avait su mettre à profit la crise de 1830 pour refaire l'alliance des trois souverains absolus contre la révolution, si bien qu'en 1835 l'Autriche apparaissait comme la clef de voûte du système européen. L'empereur et le chancelier ne se ressemblaient point: l'empereur laborieux, indifférent aux lettres et aux arts (excepté la musique), d'une dévotion pointilleuse et machinale, différait du ministre lettré, sceptique, paresseux et mondain, qui avait gardé l'esprit du XVIII^e siècle. Mais tous les deux restaient unis par une haine commune contre la révolution, par un attachement croissant au maintien de l'état de choses établi. Metternich était sincèrement dévoué au souverain; celui-ci, heureux de posséder un tel chancelier, ne voulait cependant point croire ni laisser croire

étude sur l'opposition dans les diètes provinciales; M. Baptista Schweizer, *Kirchliche Romantik*, dans l'*Historisches Jahrbuch* de Munich, t. XLVIII (1928), p. 389-460 (détails curieux sur la vie religieuse dans la haute société). Sur la période un peu antérieure, voir les mémoires du comte de Sainte-Aulaire, *Souvenirs sur son ambassade à Vienne, 1832-1841* (Paris, 1927, in-8°).

qu'il eût besoin d'un premier ministre. Aussi Metternich, toujours approuvé par lui dans sa politique extérieure, n'intervenait-il qu'avec prudence dans les affaires intérieures. Trop intelligent pour ne pas voir les défauts de l'État, il ne songeait pas plus que son maître à une constitution, mais il avait depuis 1814 proposé quelquefois des réformes administratives, en particulier la création d'un *Reichsrat* ou Conseil d'Empire qui centraliserait les travaux des différents ministères ; comme l'empereur ne lui en parlait que pour ajourner sa réponse, le chancelier n'insista pas.

François laissa la couronne à son fils aîné Ferdinand ; c'était un anormal, un simple d'esprit, « difforme et imbécile », écrivait l'ambassadeur de France. Quelques parents et serviteurs de François, inquiets de l'avenir, lui avaient conseillé de faire signer par son fils un acte de renonciation au trône ; mais l'empereur et Metternich repoussèrent une pareille atteinte au principe de l'hérédité. Ferdinand fut proclamé ; le chancelier annonça fièrement aux ambassadeurs étrangers que rien n'était changé en Autriche, que tout irait comme auparavant. Cette formule dissimulait d'étranges réalités. L'empereur étant majeur était censé gouverner ; mais, comme le disait un haut fonctionnaire, « il ne comprend pas un mot de ce qu'on lui expose, et il est toujours prêt à signer ce qu'on lui présente ». Le pouvoir, en vertu du testament de François, quelque peu modifié, passa donc à la « conférence d'État », composée de trois personnes : l'archiduc Louis, frère de François I^{er}, représentait la famille impériale ; ses deux conseillers étaient Metternich et Kolowrat. Deux autres frères de François, les généraux qui avaient combattu Napoléon, l'archiduc Charles et l'archiduc Jean, étaient populaires et préconisaient tous les deux un rajeunissement de l'administration ; le second, esprit curieux et ouvert aux nouveautés, encourageait le réveil littéraire de divers groupements autrichiens ; l'un et l'autre furent tenus à l'écart.

Tout comme l'empereur défunt, l'archiduc Louis voulait ne rien changer ; la chose lui fut d'ailleurs facilitée par la rivalité entre Metternich et Kolowrat. Ce dernier, grand seigneur de Bohême arrivé au ministère depuis 1826, s'était peu à peu rendu indispensable par sa compétence financière ; il en profita pour exiger en 1835, malgré le testament de François, un pouvoir égal à celui du chancelier. Aussi attaché que ce dernier à l'absolutisme, il se posa en libéral pour gagner l'appui

de certains courtisans qui frondaient la politique trop conservatrice de Metternich. Ni l'un ni l'autre n'essaya de faire congédier son rival ; un pareil éclat ne convenait point à leur indolence ; mais chacun des deux s'appliquait à diminuer l'autorité de l'autre par des intrigues souvent compliquées. L'archiduc Louis n'était pas fâché de cette lutte sourde qui lui laissait le rôle d'arbitre. On devait aussi ménager les influences cléricales, très puissantes chez l'épouse de l'empereur Ferdinand et chez sa belle-sœur, l'archiduchesse Sophie, mère du futur empereur François-Joseph, femme énergique et volontaire. « le seul homme de la cour », disait l'ambassadeur prussien. C'est pour plaire à la famille impériale que Metternich s'éloigna du joséphisme, fit quelques avances aux théoriciens ultramontains et même se rapprocha des jésuites. Ce gouvernement sénile et divisé dirigea l'Autriche pendant treize ans et mena l'ancien régime à sa ruine.

Les fonctionnaires autrichiens, mal payés et peu considérés, faisaient un travail médiocre. Dans les rangs supérieurs les hommes de valeur ne manquaient pas ; mais ils étaient paralysés par la faiblesse d'en haut, et comme les plus capables d'entre eux sortaient de la bourgeoisie, on leur préférait souvent, même quand ils étaient anoblis, les fils des grandes familles. Un des plus remarquables, Kubeck, ami et protégé de Metternich, appliqua son activité à développer les forces économiques du pays. Pour la création des chemins de fer il réussit, grâce à l'appui des Rothschild ; mais il ne put ni rétablir l'équilibre budgétaire, car tous les courtisans s'opposaient à la compression des dépenses, ni abaisser les tarifs douaniers et préparer l'union avec le Zollverein. Son journal, qui nous a été conservé, montre souvent le dégoût que lui inspire « l'anarchie » régnant à Vienne, ainsi que le danger d'une « monarchie absolue sans monarque ».

L'étranger, ignorant ces faiblesses, parlait volontiers de l'attachement des Autrichiens à la dynastie, de la joyeuse indifférence des Viennois pour tout ce qui n'était pas galanterie, bonne chère ou musique. La censure parvint longtemps à étouffer les réclamations des mécontents. Mais ils se mirent à publier leurs écrits en Allemagne ; de nombreuses brochures, imprimées à Leipzig ou à Hambourg, commencèrent à pénétrer dans l'empire. L'une d'elles surtout fit grand effet : cet écrit anonyme, intitulé *L'Autriche et son avenir*, avait pour auteur Andrian, un gentilhomme du Tyrol, aussi loyaliste que libéral. L'Autriche,

disait-il, ignore le patriotisme qui unit tous les citoyens; il s'est créé un sentiment national slave, hongrois ou italien; il n'y a pas de sentiment national autrichien, car le gouvernement n'a rien fait pour en susciter un. L'initiative ne peut venir ni de la noblesse, qui a été systématiquement affaiblie, ni de la bureaucratie, qui a été réduite à une routine stérile. L'Autriche, concluait Andrian, est en Europe ce que la Chine est en Asie.

Cette brochure, dont l'auteur a visiblement subi l'influence de Tocqueville et de la *Démocratie en Amérique*, cherchait le salut dans l'autonomie des pays et des communes. Des milliers d'exemplaires en furent vendus en Autriche, malgré la police, depuis 1843. Andrian revint à la charge en 1847 et précisa ses critiques. Bien d'autres pamphlétaires lui faisaient écho, mais avec plus de violence; presque tous prenaient à partie Metternich, personnification du régime. A Vienne les étudiants se répétaient les chansons contre le chancelier; le poète Grillparzer l'attaquait dans des satires amères et commentait avec une sombre ironie la vieille formule mystérieuse des Habsbourgs, A. E. I. O. U. (*Austria erit in orbe ultima*¹).

L'opposition trouva des organes quasi officiels dans les Diètes. Ces États provinciaux, recrutés d'après des coutumes très anciennes, représentant uniquement les classes privilégiées, se bornaient depuis longtemps à enregistrer les décisions de Vienne ou à régler de petites questions locales. Aussi l'empereur François lui-même avait-il consenti à les rétablir dans plusieurs provinces où ils ne se réunissaient plus, à les créer dans d'autres: le Tyrol eut son Landtag en 1816, la Galicie en 1817, puis la Carniole en 1818, Salzbourg plus tard (1826). Ces assemblées paisibles et conservatrices ne paraissaient pas plus dangereuses que les États provinciaux créés par le roi de Prusse en 1823. Mais précisément ces derniers commencèrent à se ranimer quand Frédéric-Guillaume IV eut succédé à son père en 1840, et, à leur exemple, quelques-unes des assemblées autrichiennes se réveillèrent. La Diète de Bohême fut la première à entrer en lutte contre le gouverneur de la province, le comte Chotek, un grand seigneur du pays; aidée par des intrigues de cour à Vienne, elle finit par lui arracher sa démission. Alors elle entama, pour obtenir le droit de voter l'impôt, une longue campagne qui dura encore en 1848. Dans la capitale même les États de la Basse-Autriche furent incités à l'action par un

1. C'est-à-dire: « L'Autriche sera la dernière dans le monde. »

groupe de nobles libéraux dont le chef était Doblhoff, le futur ministre. Ils demandèrent la réforme du régime agraire, sans obtenir autre chose qu'une loi, inapplicable faute d'argent, sur la suppression des corvées. Ils rouvrirent les États aux députés de la bourgeoisie, qui réclamèrent avec eux la publicité des comptes du Trésor.

Cette assemblée se trouvait encouragée par le mouvement politique de plus en plus actif qui secouait l'apathie viennoise. Il y avait une fronde de salons, où se distinguaient de futurs gouvernants comme Schmerling. En 1845 une pétition signée par 99 écrivains, artistes et savants, demanda que l'arbitraire de la censure fît place à une loi précise. Le gouvernement se contenta d'une réforme anodine et tâcha de gagner les intellectuels en créant l'Académie des beaux-arts et celle des sciences, et en autorisant quelques sociétés littéraires. L'une d'elles, le « Cercle de lecture politico-juridique », d'abord inoffensive et officieuse, devint peu à peu un foyer de libéralisme. Le peuple également s'agitait. Une crise causée par la grande disette de 1847 fit piller des boulangeries à Vienne. Dans les districts industriels de la Bohême on avait vu dès 1844 et 1846 des troubles ouvriers, suivis de répressions sanglantes.

II. — LE RÉVEIL DE LA HONGRIE¹.

L'Autriche était cependant bien paisible en comparaison de la Hongrie. Les deux pays différaient complètement. Si l'empereur d'Autriche était un autocrate, le roi de Hongrie devait respecter la constitution traditionnelle qui assurait l'autonomie du pays et la toute-puissance de l'aristocratie. Non moins grandes étaient les différences économiques. Les réformes de Marie-Thérèse et de Joseph II, les progrès accomplis même sous François I^{er} avaient assuré aux provinces autrichiennes un

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres cités p. 365, il faut joindre Ferenc Eckhart, *Introduction à l'histoire hongroise* (Paris, 1928, in-8°), excellent résumé avec de bonnes bibliographies; Gyula Szekfű, *Három nemzedék* [trois générations] (Budapest, 1918, in-8°; 2^e éd., 1922); du même, *Adatok a magyar államnyelv kérdésének történetéhez 1790-1848* [Contributions à l'histoire de l'avènement du hongrois comme langue officielle] (Budapest, 1926, in-8°); István Friedreich, *Gróf Széchenyi István élete* [Vie du comte Étienne Szechenyi] (Budapest, 1915, 2 vol. in-8°); D. Angyal, *Le comte Étienne Széchenyi*, dans la *Revue des études hongroises et finno-ougriennes*, t. VI (1926), p. 5-28; Louis Eisenmann, *Le compromis austro-hongrois* (Paris, 1904, in-8°), avec une bonne introduction sur la Hongrie d'avant 1848; du même, *La Hongrie contemporaine* (Paris, 1921, in-8°). On consultera utilement le tome I de la *Bibliographia Hungariae* (Berlin, 1923, in-8°).

développement industriel et commercial déjà très appréciable. Rien de pareil en Hongrie; ce royaume était exclusivement agricole, ignorant de ce qui se faisait au dehors. L'agriculture elle-même restait stationnaire, paralysée par les institutions du moyen âge : la propriété foncière demeurait avant tout familiale, avec de nombreux ayant droit ; si la famille venait à s'éteindre, le domaine pouvait faire retour à la couronne. En somme, l'individu actif et entreprenant n'était jamais sûr de garder ni pour lui ni pour ses héritiers directs le fruit de son travail. Crédit foncier, routes convenables, améliorations techniques, tout cela était presque indifférent à une société purement féodale.

Le pays avait à sa tête quelques centaines de magnats, propriétaires d'immenses domaines atteignant jusqu'à 16.000 hectares pour un seul maître. La noblesse moyenne, comprenant 30.000 familles, vivait convenablement de ses terres et des fonctions publiques; enfin la petite noblesse, comprenant environ 160.000 familles, était pauvre et turbulente. Magnats et simples gentilshommes s'entendaient pour diriger à leur gré les assemblées locales des comitats et pour maintenir leur autorité sur les paysans ; il n'y avait presque pas de bourgeoisie. A part un certain nombre d'agriculteurs libres, la grande masse de ces paysans était soumise au servage par les nobles, à l'impôt direct par le roi. La noblesse dominait donc les paysans magyars ; quant aux peuples allogènes qui relevaient de la couronne de Saint-Étienne, elle accueillait volontiers dans ses rangs leurs familles aristocratiques, mais faisait peser un joug très dur sur les Slovaques au nord, les Roumains à l'est et, quand c'était possible, sur les Croates et les Serbes au sud.

Après avoir gouverné près de quinze années sans convoquer la Diète hongroise, François la réunit en 1825. Elle se plaignit d'une période si longue de despotisme sans frein et manifesta pour la constitution du royaume l'attachement exclusif qui était cher aux comitats ; leur esprit chicanier se plaisait à opposer la lettre du vieux texte médiéval aux empiétements de Vienne. Elle réclama une seule nouveauté, qui montrait combien l'orgueil national avait grandi depuis la résistance heureuse à Joseph II : le hongrois devait remplacer le latin comme langue officielle des délibérations dans les deux Chambres de la Diète. C'est alors qu'entra en scène l'homme qui allait proposer à ses compatriotes la transformation complète de leur

pays, le comte Étienne Széchenyi. Ce magnat qui possédait une des plus grandes fortunes de la Hongrie avait servi comme officier de 1809 à 1815, puis voyagé en Occident. Il avait admiré en Angleterre une aristocratie intelligente, active, qui utilisait tous les progrès agricoles ou commerciaux, qui ne reculait devant aucune innovation bienfaisante ; pourquoi l'aristocratie hongroise ne suivrait-elle pas cet exemple ? Ce serait le moyen de sauver une nation menacée de ruine : « Beaucoup, disait-il, pensent que la Hongrie a été ; pour moi, j'aime à croire qu'elle sera. »

Széchenyi voulait une réforme intellectuelle : puisqu'on allait faire du hongrois, abandonné jusque là aux paysans, la langue officielle de l'État, il fallait épurer, anoblir cette langue en instituant une Académie. Voilà pourquoi il annonça devant la Diète de 1825 un don considérable qui rendit cette fondation possible. Il voulait une réforme sociale : la noblesse améliorerait la condition matérielle et juridique des paysans, renoncerait à ses immunités fiscales et s'assurerait ainsi la fidélité du peuple. Surtout il voulait une réforme économique : modification des vieilles lois sur la propriété foncière, création de tribunaux de commerce, emploi de techniciens agricoles dans les grands domaines, essais de crédit agricole, tout cela préparerait la prospérité matérielle dont la Hongrie avait besoin. Széchenyi ne se borna point à exposer ce programme dans des livres, écrits en hongrois et non en latin ; il inaugura les applications pratiques. Un pont suspendu joignit Bude et Pest, jusque là séparées par le Danube ; une société se forma pour inaugurer la navigation à vapeur sur le grand fleuve, que Széchenyi voulait rendre plus accessible en supprimant les obstacles naturels des Portes de fer. Bien d'autres entreprises naquirent sur l'initiative de celui qu'on a surnommé le grand Magyar ; sa propagande avait gagné une partie de la noblesse moyenne, et la Diète de 1832, inspirée de ses idées, fit un sérieux effort pour améliorer la condition des serfs.

Toutes ces réformes, Széchenyi comptait les réaliser avec l'appui du roi et du gouvernement ; pour obtenir le progrès économique il ajournait tout changement politique et voulait faire écarter les éternels débats sur la constitution. Mais les obstacles apparurent bientôt. Il y avait d'abord l'inertie du gouvernement de Vienne, étonné, gêné par cette activité débordante. Metternich estimait l'intelligent magnat, mais lui disait : « Otez une pierre à l'édifice, tout s'écroulera. » Kolowrat,

qui appartenait à la noblesse tchèque, s'intéressait peu aux Magyars. Il y eut aussi les résistances de ces derniers. La plupart des magnats entendaient ne rien changer au régime qui leur assurait la toute-puissance et la richesse; la petite noblesse, que sa pauvreté condamnait parfois à vivre comme les paysans, tenait à conserver les privilèges qui la distinguaient d'eux, l'exemption de l'impôt et l'autorité dans les comitats. Enfin l'indifférence, la mauvaise volonté des gouvernants amenaient une partie de la noblesse à faire de l'opposition, à se lancer dans ces luttes politiques dont Széchenyi aurait voulu la tenir éloignée.

Bientôt il rencontra un adversaire formidable dans Kossuth. Ce membre de la petite noblesse apparut à la Diète de 1832; pendant les quarante mois qu'elle dura, il en fit connaître les délibérations au public par des bulletins qui révélèrent son talent de journaliste. La Diète finie, on le condamna pour ce motif à la prison, et il demeura détenu de 1837 à 1840; ce fut le commencement de sa popularité. Kossuth à l'origine avait les opinions et les connaissances des hommes de sa classe; il s'appliquait à maintenir intactes les vieilles traditions des comitats. Puis ses idées s'élargirent sous l'influence des écrits de l'Occident; il voulut et prêna dans le journal fondé par lui, le *Pesti Hirlap*, toutes les réformes économiques et juridiques recommandées par Széchenyi. Mais de graves divergences les séparaient: Széchenyi voulait conserver à la haute aristocratie sa prépondérance; Kossuth exprima l'antipathie de la petite noblesse contre l'orgueil des magnats et réclama l'égalité de tous les nobles magyars. C'était condamner l'ancienne constitution, aborder ces débats politiques jusque-là écartés par son rival. Kossuth présentait aussi un nouveau programme économique: sous l'influence de List, qui reçut un brillant accueil à Pest, il réclamait pour la Hongrie un système douanier autonome; elle pourrait ainsi créer une industrie, assurer son indépendance économique, au lieu d'aller se perdre dans le Zollverein allemand, comme le proposaient certains Viennois. Beaucoup de Hongrois intelligents, parmi lesquels on commençait à remarquer Déak, sans approuver les violences de Kossuth, se rallièrent à son programme.

A Vienne on demeura longtemps passif: Metternich évitait de brutaliser les Hongrois, espérant arriver par la douceur et la lenteur à endormir leur opposition, comme l'avait fait jadis Marie-Thérèse. Il voyait avec plaisir Széchenyi

lancer des attaques passionnées contre Kossuth, la petite noblesse faire échouer à la Diète la suppression de l'immunité fiscale, puis les libéraux entrer en lutte contre les centralistes qui voulaient détruire l'autonomie des comitats. Mais l'union des partis hongrois se réalisait sur d'autres questions : ils arrachèrent ainsi au gouvernement des concessions importantes, l'égalité du protestantisme avec le catholicisme dans les lois sur les mariages mixtes, surtout l'obligation de parler désormais hongrois dans les séances des Chambres. Metternich, voyant des changements constitutionnels impossibles à éviter, s'efforça de les accomplir en s'appuyant sur le parti conservateur, sur les magnats, et de brider les comitats en y envoyant des « administrateurs » nommés par la couronne. Mais tandis que Széchenyi se ralliait aux conservateurs, les libéraux menés par Kossuth faisaient rage contre l'apparition des administrateurs, et les deux partis se trouvèrent en nombre à peu près égal dans la Diète convoquée en novembre 1847. Celle-ci eut à remplacer le palatin, pris dans la famille souveraine, qui représentait le roi en Hongrie. La mort venait d'enlever le vieil archiduc Joseph, très populaire chez les Magyars; elle nomma son fils, l'archiduc Étienne. Ce jeune prince avide d'action et de popularité, mais ignorant des affaires publiques, faisait volontiers des promesses qui demeuraient vaines. Il avait ainsi montré une bonne volonté impuissante comme gouverneur de Bohême; son autorité ne fut pas plus grande en Hongrie, surtout en face d'une Diète dominée par l'éloquence de Kossuth, aussi remarquable orateur que journaliste.

III. — LA RENAISSANCE SLAVE¹.

La Hongrie depuis la fin de la domination turque avait conservé son autonomie et sa constitution; le réveil linguistique et littéraire pouvait y donner au patriotisme une impul-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. Fischel, *Der Panslavismus bis zum Weltkrieg* (Stuttgart, 1929, in-8°), peu favorable aux Slaves, mais rempli de renseignements précis. En tchèque, il existe une grande œuvre collective, *Literatura česka XIX století* [La littérature tchèque du XIX^e siècle] : la période comprise entre 1830 et 1850 y est traitée dans les deux parties du tome III (Prague, 1905-1908, 2 vol. in-8°). Le centenaire de la fondation du Musée national a provoqué la publication de l'important ouvrage de J. Hanus, *Narodni Museum a naše obrození* [Le Musée national et notre renaissance] (Prague, 1921-1923, 2 vol. in-8°). Voir aussi Matthias Murko, *Deutsche Einflüsse auf die Anfänge der slavischen Romantik* (Graz, 1897, in-8°); Louis Léger, *Russes et Slaves* (Paris, 1890-1899, 3 vol. in-16); du même, *La renaissance tchèque au XIX^e siècle* (Paris, 1911, in-16); Tourtzer, *Louis Stur et l'idée de l'indépendance slovaque, 1815-*

sion nouvelle, mais celui-ci reposait depuis des siècles sur une base solide. Rien de pareil chez les peuples slaves soumis aux Habsbourgs. Ils avaient perdu le sentiment de leur personnalité, parfois jusqu'à leur nom. Leur histoire, ils ne la connaissaient pas ; leurs langues, parlées dans le peuple, mais rarement écrites ou imprimées, tombaient au rang de dialectes négligés par la classe élevée, décomposés en divers patois par les fantaisies phonétiques ; on les écrivait si mal que les plus érudits ne savaient quelle orthographe adopter. Ajoutons que les peuples slaves s'ignoraient mutuellement ; comme l'écrivait Chafarik en 1827 dans une lettre à Kollar, le Serbe était plus lié avec le Turc qu'avec le Tchèque ou le Polonais, le Tchèque méprisait le Serbe ou le Bulgare, n'y voyant qu'un Turc.

Les choses changèrent dans la première moitié du XIX^e siècle. Dans tous les pays slaves des philologues, des historiens, des lettrés se consacrèrent à un travail d'exhumation et de reconstruction. Ils recueillirent et notèrent les chants populaires que la tradition orale conservait chez les paysans ; ils retrouvèrent dans les bibliothèques des villes et des couvents les anciennes chroniques et les imprimèrent. Nous avons vu que le mouvement romantique provoquait des travaux analogues dans l'Europe entière, en Finlande comme en Norvège, en Catalogne comme en Provence ou en Grèce. Le romantisme allemand surtout recherchait les œuvres anciennes où revivait l'esprit du peuple (*Volksgeist*) ; la science allemande n'oublia pas les Slaves. Avant 1789 un professeur de Göttingen, Schläzer, avait inauguré les études sur leurs idiomes ; Herder, dans les *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité* (1784), avait écrit un chapitre ému sur les souffrances et les qualités morales de ces peuples. Mais les philologues slaves, ressuscitant des langues devenues étrangères à la littérature, avaient une tâche plus difficile que ceux d'Occident. Ils firent des grammaires, des dictionnaires, proposant une orthographe uniforme, choisissant parmi les variétés d'un même dialecte celle qui leur paraissait la plus propre à servir de langue écrite ;

1856 (Paris, 1913, in-8°) ; Ernest Denis, *La Bohême depuis la Montagne-Blanche*, t. II (Paris, 1903, in-8°) ; du même, *Les Slovaques* (Paris, 1918, in-16). Pour ce paragraphe, comme pour tous ceux concernant les peuples slaves, on consultera utilement Kerner, *Slavic Europe. A selected bibliography in the western european languages*, publié par l'Université Harvard (Cambridge, Mass., 1918, in-8°). Pour les travaux sur l'histoire politique et juridique des peuples slaves, un guide précieux est fourni par l'article de Schmid, *Die wichtigsten neueren Mittel zur Einführung in die Rechtsgeschichte der slavischen Völker*, dans la *Zeitschrift für osteuropäisches Recht*, t. 11 (1926).

quelquefois ils simplifièrent les caractères employés pour l'écriture.

Les événements politiques vinrent seconder l'action de ces précurseurs. Les principes de 1789, les idées libérales devaient se traduire, chez les Slaves comme chez les Allemands ou les Italiens, par le réveil des nationalités. Les guerres napoléoniennes en Occident, les guerres turco-russes en Orient remuèrent tous les peuples des régions danubiennes. Les deux mouvements d'idées opposés, mouvement révolutionnaire venu de France, mouvement romantique venu d'Allemagne, contribuèrent l'un et l'autre à donner aux études paisibles des hommes de cabinet un écho inattendu. A ces foules jusque-là inertes on apprit qu'elles possédaient une histoire glorieuse, une littérature brillante, et qu'au mépris des peuples dominants elles pouvaient opposer des titres imprescriptibles. L'œuvre des érudits prépara la renaissance intellectuelle, qui devait conduire à la renaissance politique.

Dans le nord des États appartenant aux Habsbourgs, ce travail s'accomplit chez deux peuples surtout, les Tchèques et les Slovaques. Leurs territoires se touchaient; l'histoire les avait longtemps réunis. Mais au XIX^e siècle ils étaient séparés : les Tchèques étaient soumis à l'Autriche, les Slovaques à la Hongrie. S'ils avaient la même langue écrite, les dialectes qu'ils parlaient différaient beaucoup ; et chacun de ces peuples était lui-même divisé entre catholiques et protestants. Les Slovaques n'avaient plus de classe dirigeante, leur noblesse étant allée se fondre dans l'aristocratie hongroise. Les Tchèques étaient tombés moins bas, mais leur nation ne se relevait guère de l'écrasement qui avait suivi la bataille de la Montagne-Blanche. La langue tchèque, abandonnée aux paysans, restait si négligée par les classes élevées, si altérée par les germanismes, qu'un lettré patriote, Jungmann, écrivait en 1828 : « Nous avons eu la triste destinée d'être les témoins de l'anéantissement définitif de notre langue nationale. »

Précisément alors cette parole cessait d'être vraie. Les Tchèques avaient connu l'épopée russe de 1812 ; ils avaient vu passer chez eux en 1813 les Cosaques vainqueurs de Napoléon ; comme les Russes étaient des Slaves, ils se sentirent fiers d'appartenir à la même race. La noblesse de Bohême, qui par ses origines était à la fois allemande et slave, parlait plus volontiers l'allemand que le tchèque ; cependant elle comprenait plusieurs grands seigneurs qui, amis du romantisme,

admirateurs des temps féodaux et curieux de belles traditions, se firent les mécènes de l'érudition. Certains d'entre eux, se souvenant de la lutte menée contre les réformes unitaires de Joseph II, désiraient maintenir les privilèges de leur classe et de leur province, toujours menacés par la bureaucratie de Vienne. Les plus dévoués à la dynastie, comme le prince Schwarzenberg, le généralissime de la coalition en 1814, portaient un vif intérêt à la vie intellectuelle de la Bohême, quelle que fût la langue des écrivains. Ils fondèrent en 1818 à Prague le Musée national, à la fois musée, bibliothèque et académie, qui fournit un centre à la renaissance littéraire tchèque et slovaque. Protestants et catholiques aidaient à cette œuvre. Parmi les catholiques les plus généreux furent les comtes Thun, surtout Léo Thun, aristocrate lettré, à la fois très religieux et très libéral, qui devait devenir plus tard ministre de François-Joseph.

Le créateur des études slaves en Bohême fut l'abbé Dobrovsky (1753-1829). Il connaissait plusieurs langues slaves et n'y voyait que des dialectes différents d'une langue unique; le journal érudit *Slavin*, fondé par lui à Prague en 1806, fut le premier centre d'études et de recherches autour duquel se groupèrent tous les travailleurs. Le slavon, la langue de l'Église orthodoxe, l'occupa tout particulièrement. Aucune arrière-pensée politique ou nationale ne troublait ce grand philologue; lorsque parurent les manuscrits soi-disant « découverts » par Hanka, il fut le premier à déclarer que l'un d'eux était apocryphe¹. Sa renommée déjà grande se répandit encore lorsque parut son œuvre principale, les *Institutiones linguae slavicae dialecti veteris* (1822).

Dobrovsky était catholique; plus important encore fut le rôle des protestants, Kollar, Chafarik (ou Šafařík), Palatsky (ou Palački), descendants de ces hussites qui avaient si longtemps résisté à la domination allemande. Chez eux l'idée nationale vient encourager, illuminer le travail scientifique. Tous emploient d'abord l'allemand, la langue apprise par eux au collège, la langue littéraire de l'ensemble des pays autrichiens, la seule avec le latin qui soit alors comprise des érudits; puis ils s'enhardissent et ne craignent plus d'écrire en tchèque. Si Palatsky est un Tchéque de Moravie, Kollar et Chafarik sont des Slovaques: issus de ce peuple qui végète sous la domination hongroise, ils se consolent de n'avoir point de patrie en reportant leur amour sur la grande Slavie.

1. Voir ci-dessus, p. 239.

Chafarik (1795-1861) fut le camarade de Kollar au collègue évangélique de Presbourg (aujourd'hui Bratislava). Après avoir publié un recueil des chants populaires slovaques, il écrivit en allemand son *Histoire de la langue et de la littérature slaves dans tous les dialectes* (1826); c'est une œuvre d'érudition où l'auteur montre, comme Dobrovsky, l'étroite parenté des neuf langues slaves. Plus tard parurent les *Antiquités slaves* (1837), écrites en tchèque; ce livre, toujours scientifique, mais beaucoup plus vivant, plus fait pour l'action, idéalisait les Slaves primitifs, peuple européen depuis les temps préhistoriques, et non masse de barbares asiatiques amenés par les invasions du ^ve siècle. Ne faisant la guerre que pour se défendre, ce peuple doux, paisible, ignorait le servage ou l'esclavage, qui furent apportés aux Slaves du nord par les Allemands, aux Slaves du sud par les Grecs et les Valaques; mais il était affaibli par les querelles intestines et l'habitude puéride d'imiter l'étranger. Enfin Chafarik aborda le temps présent dans son *Ethnographie slave* (1842). Grâce aux renseignements assez vagues sur la répartition des idiomes, il compte non plus 55 millions de Slaves en Europe, comme en 1826, mais 78 millions, dont 16 en Autriche; que ces divers peuples apprennent à se connaître et s'estimer réciproquement, et peut-être, selon lui, on pourra songer alors à établir un alphabet commun, à choisir une langue littéraire commune. Ce livre, traduit en russe et en polonais, acheva d'illustrer Chafarik; c'est le plus populaire de ses ouvrages. Les patriotes slaves de Bohême lui servirent une pension annuelle pour qu'il pût continuer en paix ses travaux.

Chafarik est le philologue de la renaissance tchèque; Kollar (1794-1852) en est le poète. Ce futur pasteur alla, selon l'usage, achever ses études théologiques à l'Université d'Iéna. Ses maîtres d'Iéna cherchaient dans le moyen âge et dans la littérature populaire de quoi exalter le germanisme; leur élève appliqua ces méthodes à la glorification du slavisme. Témoin de la fête de la Wartbourg (1817) et de l'ardeur de la Burschenschaft, il rêva de voir ses compatriotes vibrer d'un pareil enthousiasme pour la cause de leur race. L'œuvre qui a fait la renommée de Kollar, la *Fille de Slava* (1824), est un recueil de sonnets tchèques décrivant le martyre des Slaves sous le joug des Magyars et des Allemands, après les trois grands désastres de leur race, l'Amsfeld, la Montagne-Blanche et Maciejowice. Le peuple slave peut se relever, car ce n'est pas le sol qui fait la

patrie, ce sont les mœurs et une langue communes ; c'est surtout l'union, l'union qui doit s'accomplir entre catholiques, protestants et orthodoxes : Jean Huss, Jean Népomucène et Cyrille n'appartiennent-ils pas à tous les Slaves ? — Le succès du livre fut considérable en Bohême. Une seconde édition (1832) renferma de nouveaux sonnets, inspirés de Dante, qui décrivent le paradis et l'enfer des Slaves : le paradis où sont leurs grands hommes, héros, saints, martyrs ; l'enfer où sont leurs ennemis et leurs calomnieurs, surtout des Allemands.

Devenu pasteur d'une communauté évangélique à Pest, Kollar publia plus tard en allemand, pour se faire entendre de tous les gens instruits, une brochure dont le retentissement répondit à son attente. Elle avait pour titre : *Les rapports littéraires entre les groupes et les dialectes divers de la nation slave* (1837). Laisant de côté la politique, il ne parle que de relations intellectuelles ; comme son ami Chafarik, il rappelle que les Slaves sont maintenant l'élément le plus nombreux de la population de l'Europe. Leur devoir est de sortir d'une infériorité honteuse par l'union des esprits et des cœurs. Que les gens cultivés apprennent au moins les quatre langues fondamentales, le russe, l'illyrien, le polonais et le tchèque : dans toutes les villes notables il se trouvera des libraires pour vendre es livres écrits dans les diverses langues slaves ; les auteurs échangeront leurs ouvrages. On fondera des chaires, on publiera des livres scolaires, un Plutarque slave. Les érudits rédigeront des grammaires et des dictionnaires comparés, des recueils de proverbes et de poésies populaires ; les écrivains feront la chasse aux mots étrangers, enrichiront chaque langue de termes empruntés aux langues sœurs. Et Kollar, se souvenant peut-être des vers d'Arndt sur la patrie de l'Allemand, dit à ses frères de race : « Partout où retentit la langue slave, la Panslavie est notre patrie. »

A côté du philologue et du poète, voici l'historien, Palatsky (1798-1876). Sa culture est plus étendue que celle des deux grands Slovaques : à la connaissance de l'allemand il joint celle de l'anglais et du français. Attaché au Musée national de Prague, puis nommé par la Diète historiographe de Bohême, Palatsky fut à même de poursuivre ses recherches pendant de longues années. Il publia en allemand depuis 1836 une *Histoire de Bohême* qui, réécrite à partir de 1848 dans sa langue maternelle, devint une *Histoire du peuple tchèque*. Ainsi fut révélée à ses compatriotes la grandeur de leur nation au temps d'Ottokar,

de l'empereur Charles IV et des hussites; ils apprirent que la lutte contre les Allemands faisait le fond de l'histoire nationale.

Bien d'autres seraient à citer parmi les artisans de la renaissance nationale chez les Tchèques et les Slovaques. Un des premiers, Jungmann s'était appliqué à relever, à enrichir la langue tchèque; il y travailla comme lettré, en traduisant l'*Atala* de Chateaubriand, et comme philologue, en publiant un dictionnaire tchèque. Plus tard apparut un vigoureux publiciste, Havlitchek, dont le journal, la *Gazette de Prague*, fit beaucoup pour répandre la langue nationale; à la veille de 1848 il trouvait moyen de combattre d'une façon détournée la bureaucratie de Vienne en décrivant les maux de l'Irlande, sa misère due au détestable gouvernement de fonctionnaires étrangers. Un poète slovaque, Tomaschik, voulant encourager ses amis à la résistance contre les Magyars, composa en 1834 un appel, « Debout, Slovaques! », où il a suffi de remplacer « slovaque » par « slave » pour en faire plus tard le chant national de toute la race. L'union morale des Tchèques et des Slovaques fut accomplie dès ce moment par les grands lettrés de la renaissance slave. Pourtant certains publicistes slovaques défendaient leur dialecte contre l'invasion de la langue tchèque. Le plus remarquable d'entre eux, Stur, demeura intraitable sur ce point, car il voulait se faire comprendre du peuple. On ne remarqua pas beaucoup cette dissidence, parce que l'effort constant de Stur porta plutôt sur la défense de ses compatriotes contre la tyrannie des Magyars. Chez les Slovaques, et plus encore chez les Tchèques, le public instruit, mondain, commençait à soutenir les écrivains. En 1840 on avait organisé à Prague un bal tchèque, où tous parlaient la langue nationale; en 1847 les funérailles de Jungmann furent une imposante manifestation.

IV. — LES SLAVES DU SUD¹.

Le réveil des Tchèques et des Slovaques demeura longtemps inconnu à l'Europe occidentale, où l'on ignorait tout de ces peuples. Quand le ministère de l'instruction publique français

1. OUVRAGES À CONSULTER. — A l'ouvrage essentiel de Fischel cité p. 374 et aux autres livres cités *ibid.*, ajouter Louis Leger, *Le monde slave* (Paris, 1872, in-16; 2^e éd., 1897); du même, *Serbes, Croates et Bulgares* (Paris, 1913, in-8°); Wladimir Zagorsky, *François Rački et la renaissance scientifique et politique de la Croatie* (Paris,

proposa la création d'une chaire de littératures slaves au Collège de France, l'exposé des motifs du projet affirma que la langue *serbe* était parlée en Bohême. Les Slaves du sud n'étaient guère plus connus. On savait que les Croates fournissaient à l'Autriche des cavaliers excellents, redoutables pour l'ennemi, très fidèles à la dynastie. On ne savait pas que, près d'eux, vivaient deux autres peuples de même race, à l'est les Serbes, soumis à la Hongrie, à l'ouest les Slovènes, soumis à l'Autriche.

Napoléon, en créant le gouvernement des provinces illyriennes, avait secoué leur torpeur, et à la même époque la révolte heureuse des Serbes de Turquie avait ému leurs frères de Hongrie. Mais après 1815 tous ces peuples étaient revenus à leur apathie accoutumée. Un Croate plus tard initié à la culture de l'Europe, Emeric de Tkalac, a décrit la vie qu'on menait dans son pays entre 1830 et 1840. L'ignorance des choses contemporaines était complète : pendant longtemps personne ne sut qu'il y avait eu une révolution à Paris en 1830. La transformation industrielle n'était pas soupçonnée. « Je vis, dit-il, pour la première fois, l'image d'une locomotive et de la ligne de Birmingham-Manchester sur un mouchoir en coton anglais que j'achetai pour pouvoir montrer ces merveilles à l'école. » Les écoles primaires n'existaient pas ; les deux lycées, tenus par les jésuites, n'enseignaient guère que le latin, un peu l'allemand et depuis 1837 le hongrois ; les professeurs ne savaient pas grand'chose. L'idée nationale n'existait point. Mais les Slaves du sud, eux aussi, eurent leurs apôtres et là aussi les philologues et les lettrés précédèrent les politiques.

Les Slovènes étaient menacés dans leur langue, dans leur individualité nationale, par le germanisme, le magyarisisme et l'italianisme. Quelques lettrés commencèrent la résistance ; ils trouvèrent un protecteur dans l'archiduc Jean, prince très allemand de cœur, mais dilettante qui s'intéressait aux langues parlées par les divers peuples de l'Autriche. La fondation faite par lui à Graz, le Joanneum, servit de premier modèle aux créateurs du Musée national de Prague. En outre, les Slovènes

1909, in-8°) ; le petit résumé de Stanef, *Geschichte der Bulgaren, vom Beginn der Türkenzeit bis zur Gegenwart* (Leipzig, 1918, in-16, t. VI de la « Bulgarische Bibliothek » ; Gyula Miskolezy, *A horvát kérdés története* [Histoire de la question croate] (Budapest, 1927, in-8°), en hongrois ; Milan Prelog, *Slavenska Renesansa, 1780-1848* (Zagreb, 1924, in-8°), en serbe. Les *Souvenirs de jeunesse d'un Croate*, par Emeric de Tkalac, ont paru en traduction française dans plusieurs numéros de la *Revue britannique* (1897). Sur les Roumains, voir N. Iorga, *Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie*, t. II (Bucarest, 1916, in-16).

eurent la chance de trouver dans leur compatriote Kopitar (1780-1844) un digne émule de Dobrovsky et de Chafarik. Il publia en allemand (1808) sa *Grammaire de la langue slave en Carinthie, Carinthie et Styrie*; comme ces deux initiateurs, il affirma l'unité de la langue slave et demanda qu'on arrivât tout au moins à l'unification de l'alphabet ainsi que de l'orthographe. Kopitar devint bibliothécaire de la cour de l'empereur à Vienne; cette situation privilégiée lui permit de rendre de nombreux services aux lettrés slaves, ce qu'il fit avec une obligeance constante. L'archiduc Jean, d'autre part, obtint pour la société d'agriculture de Laibach l'autorisation de publier un journal technique hebdomadaire en langue slovène; le secrétaire de ce recueil, Bleiweis, en fit un organe de culture générale qui ranima dans toutes les classes l'estime pour la langue populaire. Celle-ci fut illustrée par un poète de haute envolée, Preschern, qui fut bientôt fêté par les Slovènes, surtout quand ils eurent appris qu'un des écrivains notoires de Vienne, Anastasius Grün, louait et même traduisait ses œuvres.

Chez les Croates le principal initiateur du réveil fut Gaï (1809-1871). Élève des Universités allemandes, lui aussi avait découvert dans ces foyers de science la force de l'idée nationale; venu ensuite à Pest pour achever ses études de droit, il y connut Kollar, subit son influence et voulut réaliser l'union intellectuelle des Slaves du sud comme son maître l'essayait chez les Slaves du nord. Bulgares et Serbes, Croates et Slovènes devaient se rapprocher, se comprendre : entreprise paradoxale, puisque la religion mettait un abîme entre les deux premiers peuples, orthodoxes, et les deux derniers, catholiques romains; mais Gaï ne désespéra point. Après une orthographe unique, il proposa une langue littéraire commune et l'appela du nom ressuscité par Napoléon et parfois employé par la papauté, la langue illyrienne. Pour le choix du dialecte, Gaï n'hésita point à sacrifier le sien, le croate, au profit du plus doux et du plus pur, celui de Raguse (aujourd'hui Dubrovnik). Fixé dans la capitale de la Croatie, Agram (aujourd'hui Zagreb), Gaï y fit paraître en 1835 la *Gazette croate*, qui s'appela dès l'année suivante *Gazette nationale illyrienne*. L'orthographe et le dialecte adoptés par ce journal gagnèrent sans cesse des adhérents, malgré l'opposition

1. Voir ci-dessus, p. 162. Il faut signaler encore un autre organe de la renaissance slave : des sociétés se formèrent pour payer les frais d'impression de livres écrits dans les langues ressuscitées ; ce furent les Matices (ruches). Il y eut une Matice tchèque, une Matice serbe, puis d'autres suivirent.

d'une partie du clergé ou l'indifférence des classes élevées. Celles-ci changèrent peu à peu d'attitude : Gaï, qui avait déjà pour lui la jeunesse, le bas clergé, les intellectuels, vit les nobles se rallier à sa cause; la mode le favorisa : les dames se remirent à porter le costume national.

Gaï était un homme d'action beaucoup plus qu'un linguiste. Chez les Serbes, au contraire, le mouvement fut dirigé par un grand philologue, Vouk Karadjitch (1787-1864). Celui-ci avait eu quelques précurseurs, tels que le moine Dosithée Obradovitch; mais il trouva devant lui une tâche difficile, car le clergé serbe, seul détenteur de la science et de l'éducation, dédaignait la langue populaire et ne s'intéressait qu'à la langue de l'Église orthodoxe, le slavon. Le réformateur était un autodidacte paysan, patient et persévérant; il eut la double chance d'obtenir l'amitié de Kopitar, qui lui fournit à la fois des conseils scientifiques et une protection efficace, et d'être remarqué par les frères Grimm, qui firent connaître son œuvre à l'Allemagne savante. Son *Recueil des chants populaires et épiques des Serbes* (1814) répondait si bien aux goûts du romantisme que ce premier volume, puis le second, publié en 1823 à la demande des Grimm, rencontrèrent un succès inattendu. Sa grammaire serbe (1814), traduite en allemand par Jacob Grimm, fut bientôt suivie d'un dictionnaire; il compléta l'alphabet serbe et, comme Gaï, déclara que la langue de Raguse devait servir de langue littéraire commune aux Slaves du sud. Les Serbes furent plus lents que les étrangers à comprendre la valeur de Vouk. Le clergé, dirigé par l'archevêque de Karlowitz (aujourd'hui Karlovac), condamna l'homme qui poussait à négliger l'étude du slavon, qui osait publier un calendrier où les noms des saints et des fêtes étaient marqués dans la langue des paysans, qui éditait à Vienne une traduction serbe du Nouveau Testament; dans la Serbie indépendante ses écrits furent longtemps interdits, et le prince Miloch le persécuta et le protégea tour à tour. La constance de Vouk Karadjitch devait à la fin l'emporter. Quant aux Bulgares, ils avaient peu de rapports avec les Serbes; mais nous avons vu que chez eux également quelques écrivains ressuscitaient la langue populaire¹.

Ce mouvement qui rapprochait tous les Slaves engendra l'idée du « panslavisme ». Le mot paraît avoir été employé pour la première fois par un écrivain slovaque, Herkel, dans un écrit

1. Voir ci-dessus, p. 162.

latin sur la langue slave universelle (1826); il y parle du *verus panslavismus*. Le terme reparut ensuite chez Kollar et Chafarik, puis devint d'un usage courant. Il s'agissait d'un panslavisme intellectuel et moral; mais le renouveau littéraire ne pouvait manquer d'avoir, comme chez les Italiens ou les Allemands, des conséquences politiques. Celles-ci n'apparurent guère avant 1848. Les initiateurs de la renaissance slave en Autriche étaient de loyaux sujets des Habsbourgs. Quelques-uns éprouaient une sympathie particulière pour la Russie, la seule nation slave qui fût parvenue à créer et à maintenir un État indépendant et puissant; mais la plupart étaient reconnaissants aux empereurs autrichiens de respecter dans leurs États la variété des races et des langues, de n'encourager ni le germanisation à l'ouest ni la magyarisation à l'est; ce furent les théoriciens de « l'austroslavisme. »

Ils n'avaient eu qu'à se louer de l'empereur François, toujours désireux d'appliquer le précepte : « diviser pour régner ». Seldnitzky, le grand chef de la police, originaire de Bohême comme Kolowrat, avait décidé le souverain à faire parvenir un témoignage de satisfaction au vieil abbé Dobrovsky, si attaché à la dynastie. François partageait l'avis de Kopitar, au dire de qui protéger les novateurs, c'était les éloigner de la Russie. Ne serait-il pas bon également de se servir d'eux contre les Magyars, si difficiles à conduire? L'empereur accorda en 1834 une audience à Gaï, qui reçut la permission de fonder son journal; quelques années plus tard le journaliste recevait officiellement un cadeau du nouveau souverain; et ce fut au mépris des Hongrois que Stur obtint l'autorisation de fonder sa gazette slovaque en 1845.

Metternich même encourageait cette méthode. Malgré son origine, malgré sa volonté de maintenir à l'Autriche et aux classes dominantes le caractère allemand, il avait renoncé à la politique de germanisation de Joseph II et trouvait convenable de laisser aux divers peuples de l'empire l'usage de leur langue. Ce réveil littéraire et philologique lui paraissait peu dangereux. Il payait sa cotisation à la société du Musée national de Prague et fit donner dans cette ville un poste à Chafarik. Parfois cependant son naturel soupçonneux reparaisait; il se demandait si les sociétés littéraires slaves n'étaient point du nombre de ces sociétés secrètes, de ces « sectes » qui demeureraient son cauchemar; la police, en effet, signala chez certaines d'entre elles des tendances politiques subversives. Quelquefois

aussi la colère des Magyars l'obligeait à l'action : en 1843 une ordonnance royale interdit d'employer publiquement les mots « Illyrie » et « illyrien » mis à la mode par Gaï. Quant à Kolowrat, il se moquait des craintes inspirées à son rival par le tchéquisme. Et Metternich, lui aussi, trouvait l'austroslavisme utile contre la Russie et contre les Hongrois.

La renaissance slave fut accueillie de façons très différentes par les deux peuples dominants de la monarchie danubienne. Les Allemands n'y virent qu'un mouvement littéraire intéressant, conduit par des élèves des Universités allemandes, inspiré par les idées et les sentiments du romantisme germanique. La *Gazette d'Augsbourg* félicitait le gouvernement autrichien d'accorder un égal respect à toutes les nationalités. Le premier président du Musée national à Prague fut le comte Sternberg, un ami de Gœthe ; le grand poète lui-même s'intéressa aux travaux des Tchèques et fit bon accueil à Vouk. Lorsque l'empereur François mourut, Gaï le loua dans son journal d'avoir compris la valeur de seize millions de sujets slaves fidèles et d'avoir encouragé leurs efforts pour se donner une langue unique.

Les Magyars se montrèrent beaucoup plus défiants. Eux qui disaient proverbialement : « Le Slave n'est pas un homme », ils s'inquiétaient de voir leurs sujets slaves se réveiller. Chez les Slovaques ils multiplièrent les efforts pour hâter la magyarisation ; ils cherchèrent à unir l'Église luthérienne, qui était slovaque ou allemande, avec l'Église calviniste, purement hongroise. Mais ils eurent surtout affaire aux Croates à propos de la question des langues. La Diète croate d'Agram possédait une existence autonome, tout en envoyant des députés siéger à Pest ; dans l'une et l'autre ville, jusqu'en 1825, on employa pour les délibérations le latin, un « latin de hussards », disaient les moqueurs. Lorsque la Diète hongroise eut substitué au latin le hongrois, les députés croates à Pest réclamèrent le droit de continuer à parler la langue ancienne ; les Magyars s'y refusèrent, et le conflit devint aigu. Le gouvernement de Vienne, après avoir tergiversé longtemps, s'arrêta au compromis de 1844 : au bout de six ans, les députés croates seraient tenus de parler hongrois à Pest, mais le latin resterait la langue officielle d'Agram. La solution mécontenta les Croates ; comme le latin était en baisse chez eux de même qu'ailleurs, un groupe de plus en plus nombreux commença une campagne pour la substitution du croate au latin comme langue de la Diète

d'Agram. Ce conflit avec les Hongrois avait passionné toutes les classes ; leurs partisans, les « Magyarones », étaient considérés par les patriotes comme des traîtres. On citait ces paroles menaçantes de Gaï : « Les Magyars ne sont qu'une île qui flotte sur le grand océan slave ; je n'ai créé ni cet océan ni ces flots ; mais que les Magyars fassent bien attention de ne pas déchaîner cet océan, de peur que les flots ne passent par-dessus leur tête et que l'île ne s'engloutisse. »

Quelques Magyars comprirent qu'il y avait là un péril pour l'avenir. Széchenyi déclara qu'une des tâches essentielles de la Diète hongroise rénovée serait d'assurer l'entente avec les autres peuples soumis à la couronne de Saint-Étienne. Mais Kossuth voulait mater les allogènes, les Slaves comme les Roumains. Ceux-ci, de beaucoup les plus nombreux en Transylvanie, formaient une masse paysanne inculte, à peine affranchie du servage, méprisée par les propriétaires nobles, qui étaient des Magyars, comme par les bourgeois des villes, qui étaient des Allemands, des Saxons. Cependant il y avait au-dessus des paysans une élite roumaine instruite, qui s'efforça de faire pénétrer chez eux le sentiment de la nationalité. Depuis 1837 un jeune professeur, Barit, publiait à Kronstadt (aujourd'hui Brasov) un journal roumain de sciences générales et appliquées. Lorsque l'évêque de l'Église roumaine orthodoxe à Hermannstadt (aujourd'hui Sibiu) mourut en 1845, le clergé proposa comme successeur André Saguna, personnage énergique, dominateur, qui allait incarner les revendications de son peuple ; Vienne le nomma officiellement évêque en janvier 1848. Les paysans opprimés prêtèrent l'oreille aux paroles de certains prêtres patriotes qui les excitaient contre les seigneurs étrangers. Pendant ce temps, Kossuth, à la Diète de Pest, soulevait des applaudissements unanimes en fulminant contre le gouvernement royal, parce qu'il n'avait pas encore accompli l'union définitive de la Transylvanie avec la Hongrie.

CHAPITRE II

L'AUTOCRATIE EN PRUSSE ET EN RUSSIE¹

Si la Prusse et la Russie avaient un régime politique analogue à celui de l'Autriche, leur structure sociale était très différente. Ici point de nationalités multiples, à peu près égales en nombre, parlant chacune son idiome, conservant des coutumes distinctes grâce à une tolérance traditionnelle ; point de pays autonome et indocile comme la Hongrie. Dans l'un et l'autre État, si l'on met à part les Polonais, il y a un peuple dominant dont tous les membres parlent la même langue et possèdent les mêmes traditions. Néanmoins le pouvoir des autocrates est menacé par des tendances nouvelles : un esprit d'opposition apparaît, encouragé en Prusse par les promesses et les hésitations du roi, réprimé en Russie par la sévérité impitoyable du tsar.

I. — LES PREMIÈRES ANNÉES DE FRÉDÉRIC-GUIL- LAUME IV (1840-1847)².

La Prusse fut gouvernée jusqu'en 1840 par Frédéric-Guillaume III. Ce prince, qui régna quarante-trois ans comme François I^{er} en Autriche, avait vu Iéna et Tilsitt, puis Leipzig et Waterloo ; fatigué de bouleversements, méfiant à l'égard

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Sur la Prusse, outre l'histoire de Treitschke (citée p. 13), voir Hans von Zwiédineck-Südenhorst, *Deutsche Geschichte von der Auflösung des alten bis zur Errichtung des neuen Kaiserreiches*, t. II (Stuttgart, 1903, in-8°) ; Ernest Denis, *L'Allemagne, 1810-1852* (Paris [1898], in-8°, de la « Bibliothèque d'histoire illustrée »). Sur la Russie, outre l'ouvrage de Schiemann cité p. 62, consulter Presniakov, *Apogei samaderjavia. Nicolaï I* [L'apogée de l'autocratie. Nicolas I^{er}] (Leningrad, 1925, in-8°).

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre l'ouvrage de Max Lenz, cité p. 210, consulter les biographies des chefs libéraux, surtout A. Caspary, *Ludolf Camphausen* (Stuttgart, 1902, in-8°), et A. Bergengrün, *David Hansemann* (Berlin, 1901, in-8°) ; en outre, Paul Matter, *Bismarck et son temps*, t. 1 (Paris, 1905, in-8°) ; Willy Andreas, *Die russische Diplomatie und die Politik Friedrich-Wilhelms IV*, dans les *Abhandlungen der preussischen Akademie der Wissenschaften*, ann. 1926 ; Ernst Czöbel, *Zur Geschichte des Kommunistenbundes*, dans l'*Archiv für die Geschichte des Sozialismus*, t. XI (1923),

des projets trop ambitieux présentés par les partisans de l'unité allemande, il s'était surtout appliqué à maintenir la Prusse intacte et soumise. Mais ses tendances conservatrices ne l'avaient point amené, comme l'empereur d'Autriche, à écarter systématiquement toute innovation. Les fonctionnaires intelligents et pleins d'initiative qui l'entouraient avaient pu, même après Carlsbad, même après 1830, continuer leurs réformes : tandis qu'Altenstein favorisait l'essor des Universités, Motz, Maassen et leurs collaborateurs avaient réussi à faire vivre depuis 1833 cette institution du Zollverein qui, très fragile encore, inspirait déjà de la fierté à la plupart des Allemands. L'armée prussienne était la seule d'Europe où l'on eût institué le service obligatoire sans remplacement ; les officiers y avaient appris l'art de la guerre jusqu'en 1831 sous la haute direction intellectuelle et morale de Clausewitz. La bureaucratie, dure, hautaine, tracassière, mais probe, laborieuse et entreprenante, améliorait toutes les parties du royaume. Richard Cobden en 1838 célébrait la Prusse comme le modèle des États actifs et novateurs.

Le vieux monarque vivait en bons termes avec les autres autocrates. Satisfait de la prépondérance économique obtenue par la Prusse dans la Confédération, il suivait généralement les avis du chancelier autrichien en politique, surtout quand il fallait sévir contre les révolutionnaires. Plus intimes encore étaient ses relations avec Nicolas I^{er} ; le tsar avait épousé sa fille, et ce mariage qui fut heureux consolidait l'alliance demeurée toujours stable depuis 1815. Les Prussiens qui aspiraient à une vie plus libre savaient que Frédéric-Guillaume III ne changerait rien, n'accorderait rien ; ils attendaient l'avènement de son fils.

Celui-ci inspirait de grandes espérances. Très différent de son père et de la plupart des Hohenzollern, il avait une imagination vive, une sensibilité ardente ; ami des lettres et des arts, ayant des clartés de tout, c'était un causeur intarissable et séduisant. Mais ceux qui le connaissaient avaient appris à redouter chez

p. 299-335, article qui montre, entre autres choses, les progrès du communisme chez les officiers prussiens. Voir aussi Victor Fleury, *Le poète Georges Herwegh* (Paris, 1909, in-8°) ; du même, *Les précurseurs de la république allemande*, dans la *Révolution de 1848*, t. XIV (1918-1919), p. 133-152 ; Schalck de la Faverie, *Robert Blum*, dans la même revue, t. XVI (1919-1920), p. 49-65. — Sur le mouvement ouvrier, Wilhelm Friedensburg, *Stephan Born und die Organisationsbestrebungen der Berliner Arbeiterschaft, 1840-1848* (Leipzig, 1928, in-8°, fasc. 1 des « Beihefte zum Archiv für die Geschichte des Sozialismus »).

lui le manque de bon sens et d'équilibre, l'habitude de se griser de mots, la facilité à faire des promesses irréalisables, qu'il niait ensuite avec une complète sincérité. Les souvenirs de sa jeunesse entretenaient chez lui la haine de la France ; les leçons d'Ancillon lui inspiraient la haine de la Révolution et du XVIII^e siècle. Entouré de théoriciens du romantisme, il s'était de bonne heure pris de passion pour le moyen âge, le bon vieux temps, l'État chrétien allemand d'Otton le Grand et de Frédéric Barberousse. Il adoptait la doctrine de Savigny sur la valeur inestimable de la coutume et sur le respect sacré de la tradition populaire qui se personnifie dans le roi. De là son horreur pour les constitutions modernes, ces « feuilles de papier » qui viennent s'interposer entre le monarque et son peuple. Non moins grande était sa répugnance pour les assemblées formées par des électeurs ayant tous le même droit au vote : la répartition en « ordres » était, selon lui, la base d'un régime social durable. Son influence avait contribué à faire rédiger la loi de 1823, qui créait des États provinciaux divisés en trois ordres : noblesse, villes, paysans. Cette loi devait servir de point de départ aux libertés nouvelles. D'ailleurs les mots usuels prenaient dans sa bouche un sens tout particulier : ce qu'il appelait la « liberté allemande », c'était l'obéissance volontaire et joyeuse au roi.

Les premiers jours du nouveau règne furent une vraie lune de miel. Les patriotes unitaires virent avec joie Frédéric-Guillaume IV s'associer à l'explosion d'enthousiasme gallophobe qui accueillit les menaces de la France après le traité de Londres¹. Les protestants orthodoxes furent charmés par la ferveur chrétienne du roi, par les effusions de piété qui remplirent ses premiers discours. Les catholiques appréciaient son admiration pour leurs monuments et lui savaient gré d'effacer aussitôt les dernières traces du conflit qui, à propos de l'archevêque de Cologne, avait éclaté entre la Prusse et la papauté². Les libéraux furent plus satisfaits encore lorsqu'une amnistie ouvrit les portes des prisons aux « démagogues » punis après 1819 et 1830, lorsque Jahn fut réhabilité, Arndt réintégré dans sa chaire et Boyen, l'un des anciens chefs du parti réformateur, nommé au Conseil d'État. Comme successeur d'Altenstein le roi choisit Eichhorn, un patriote qui avait combattu avec le major Schill en 1809, avec les volontaires en 1813, et

1. Voir ci-dessus p. 156.

2. Voir ci-dessus p. 180.

qui passait pour favorable à toutes les libertés. La suppression de la censure préalable apparut comme le signe avant-coureur d'un régime nouveau.

La désillusion commença bientôt. Les divers groupements comblés par le souverain de bonnes paroles s'aperçurent qu'elles ne répondaient à aucune réalité ; les promesses libérales ne s'accordaient guère avec son attachement au dogme du droit divin des rois. Il avait annoncé l'intention d'assurer à l'Université de Berlin un éclat incomparable ; mais, comme Eichhorn, il parut surtout préoccupé d'en changer l'esprit, de substituer à l'influence de Hegel l'influence plus religieuse, plus conservatrice de Schelling. Celui-ci, appelé de Munich en 1841, n'eut qu'un succès médiocre. La chaire occupée autrefois par Gans, le grand juriste à l'esprit si ouvert, fut donnée à Stahl, le théoricien du mysticisme piétiste et de la réaction politique. Le roi dès 1840 avait accordé aux huit assemblées d'États provinciaux quelques attributions nouvelles, notamment la périodicité, avec le droit de publier les procès-verbaux de leurs délibérations ; ensuite huit commissions élues par eux furent convoquées à Berlin pour approuver un emprunt destiné à la construction des chemins de fer. Il fut annoncé enfin qu'on étudiait un projet de constitution. Mais des années se passèrent, et les études n'aboutissaient pas.

Cette longue attente inquiéta, troubla l'opinion publique et augmenta le nombre des opposants. Il y en avait de différentes nuances. Les libéraux proprement dits étaient nombreux à l'ouest, dans cette Prusse rhénane où s'était formée une bourgeoisie industrielle et commerçante, pareille à celles de France et d'Angleterre ; les notables de Cologne et d'Aix-la-Chapelle désiraient une constitution semblable à celle de la Belgique. Mais il y avait aussi des radicaux à Cologne, les rédacteurs de la *Gazette rhénane* où débuta Karl Marx. On en trouvait également à l'autre bout du royaume, à Kœnigsberg où Jacoby, un publiciste audacieux et mordant, réunit de nombreux partisans. Et, derrière eux le peuple commençait à s'agiter ; on signalait diverses traces de mécontentement chez les paysans.

Les réformes rencontraient aussi de nombreux adversaires. L'ancien parti des féodaux, si puissant pendant le règne précédent, ne désespérait pas de reprendre son influence ; il s'accordait souvent avec le groupe des amis de jeunesse de Frédéric-Guillaume IV, des romantiques réactionnaires, celui qu'on

appela bientôt le parti de la *Gazette de la croix*. Ces opposants de droite pouvaient compter sur le frère du roi, le prince de Prusse, héritier présomptif du trône (le futur empereur Guillaume Ier) ; il prétendit même un instant que le roi n'avait pas le droit de changer le régime politique sans l'approbation de la famille royale. Enfin Frédéric-Guillaume IV recevait les avis de ses alliés de Vienne et de Saint-Petersbourg, très défavorables à une réforme constitutionnelle qui exciterait chez leurs sujets des aspirations dangereuses. Metternich multipliait les conseils de prudence ; le tsar, plus inquiet encore, invitait son beau-frère, en termes tour à tour amicaux et menaçants, à ne pas jouer avec le feu en Pologne, à ne pas compromettre l'alliance de la Prusse et de la Russie.

Entre ces avis opposés le roi hésitait, changeait sans cesse d'opinion. Une caricature fameuse le montra tenant d'une main « ordre », de l'autre « contre-ordre », et « désordre » inscrit sur le front. Son ministre Bodelschwingh cherchait vainement une solution moyenne. Ces variations troublaient la bureaucratie prussienne, accoutumée à des directives précises. Les fonctionnaires eux-mêmes étaient divisés : si les uns craignaient de voir se détendre la forte armature de la Prusse, les autres, souvent en lutte avec les hobereaux, désiraient un régime libéral pour continuer les réformes pratiques. La presse, laissée libre pendant quelque temps, avait fini par attaquer directement le roi. On dévora le pamphlet où l'auteur de la *Vie de Jésus*, Strauss, racontant l'histoire de Julien l'Apostat, faisait en réalité la satire du roi ; son livre avait pour titre : *Un romantique sur le trône des Césars*. Le roi laissa faire quelque temps. Le poète radical Georges Herwegh, réfugié en Suisse depuis plusieurs années, autorisé à rentrer, eut une audience de lui en 1842 ; un autre poète vaguement socialiste, Freiligrath, reçut d'abord une pension. Puis Frédéric-Guillaume se fâcha devant « l'ingratitude » scandaleuse de tous ces mécontents ; il expulsa Herwegh, supprima la *Gazette rhénane* de Karl Marx et les *Annales allemandes*, menaça Freiligrath qui prit la fuite, invita la censure à déployer son ancienne sévérité. Il poursuivit même les opposants à l'étranger ; ce fut à la demande du gouvernement prussien que le ministère français en janvier 1845 voulut expulser une douzaine d'écrivains allemands, dont Herwegh, Arnold Ruge et Karl Marx. Ces violences ne réussissaient guère : un « privat-dozent » de l'Université de Bonn, Bruno Bauer, frappé d'une interdiction d'enseigner, rencontra

de nombreux défenseurs dans le corps enseignant comme dans la presse ; un magistrat, Henri Simon, irrité par une loi qui supprimait l'indépendance des tribunaux, donna sa démission et devint un des chefs des radicaux. « La dissolution de la vieille machine politique prussienne est un fait accompli », écrivait Metternich dès 1843, « la nouvelle machine est encore à créer ».

On discutait sans relâche sur ce qu'il fallait craindre ou espérer quand parut subitement, par un véritable coup de théâtre, la « patente » de février 1847. Elle décidait la réunion de tous les États provinciaux à Berlin dans le Landtag Uni, avec pouvoir de voter les impôts nouveaux et de présenter des pétitions ; à part cela, son rôle devait être purement consultatif, et la périodicité ne lui fut pas garantie. Si les radicaux déclaraient ces concessions ridicules, beaucoup de libéraux accueillirent quand même avec plaisir un premier pas dans la voie constitutionnelle. Mais le discours d'ouverture du roi les irrita :

Héritier d'une couronne que j'ai reçue intacte et que je dois et veux laisser intacte à mes successeurs, jamais je ne permettrai qu'une feuille écrite vienne s'interposer, pour jouer le rôle d'une deuxième Providence, entre Dieu, notre Seigneur du ciel, et ce pays, pour nous gouverner par ses paragraphes et pour remplacer par eux la sainte et antique fidélité... La même franchise m'engage maintenant à vous donner ma parole de roi que jamais je ne vous aurais convoqués si j'avais eu le moindre soupçon que vous puissiez songer à jouer le rôle de soi-disant représentants du peuple.

Les débats prouvèrent au roi que ce langage n'était plus de mise. Une minorité de féodaux, où l'on remarqua pour la première fois le jeune Bismarck, protesta violemment contre les idées nouvelles, surtout contre la pensée de déclarer les droits politiques « indépendants des confessions religieuses » ; mais la majorité, menée par des nobles progressistes comme Vincke, et par les grands bourgeois libéraux des bords du Rhin, Becke-rath, Hansemann, Camphausen, rappela les promesses faites par Frédéric-Guillaume III en 1815 et repoussa les deux emprunts auxquels tenait surtout le gouvernement, l'un pour les banques hypothécaires, l'autre pour les chemins de fer. Le roi, de son côté, maintint le refus d'accorder la périodicité des sessions. Il n'y eut pas de rupture officielle, mais l'assemblée se sépara sans aucun résultat (juin 1847) ; elle avait passionné l'opinion publique et révélé de grands talents. « Il ne devait pas ouvrir la porte, écrivit Metternich ; il l'a ouverte,

et ce qui est une fois entré par là, on ne peut plus le faire sortir. » Frédéric-Guillaume IV demeura encore hésitant : cependant les « commissions réunies », qu'il avait promis de convoquer tous les quatre ans, furent appelées à Berlin en janvier 1848 pour donner un avis sur le projet de code pénal.

II. — NICOLAS I^{er} ET SON GOUVERNEMENT¹.

Les velléités et les variations du roi de Prusse faisaient mieux ressortir la constance inflexible du despote qui gouvernait la Russie. Les événements avaient fortifié la foi de Nicolas I^{er} dans l'autocratie. Arrivé au trône un jour de révolution, obligé plus tard de dompter la Pologne, il gardait la haine et le mépris de cet Occident qui répandait les idées anarchiques. Cet homme irréprochable dans sa vie privée, attaché à des conceptions morales très fermes, qui disait : « Je considère la vie comme un service », voulut faire partout régner l'ordre. C'était l'ordre extérieur qui se manifeste par des fonctionnaires portant correctement l'uniforme, par des collégiens sagement assis à leur banc, surtout par des bataillons bien alignés et immobiles sous les armes. Pour ceux qui violaient l'ordre, toute peine était légitime, y compris la salle de police prodiguée aux fonctionnaires civils à propos de fautes légères. Nicolas aimait aussi la magnificence et, quoique peu cultivé, désirait assurer à son règne le prestige que donne l'éclat des lettres et des arts. Il arracha Pouchkine aux fréquentations révolutionnaires en se faisant son protecteur ; Gogol fut comblé de ses bienfaits.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres indiqués p. 5 et 62, et dont le plus important est celui de Schiemann, il faut joindre G. Tchoulkov, *Les derniers tsars autocrates*, traduit du russe (Paris, 1928, in-8°) ; A. Polievkiov, *Nikolaï I. Biografia i obzor tsarstovaniâ* [Nicolas I^{er}. Biographie et aperçu du règne] (Moscou, 1918, in-8°). L'ouvrage d'Anatole Leroy-Beaulieu, *L'empire des tsars et les Russes* (Paris, 1886-1890, 3 vol. in-8°), quoique ne se rapportant pas spécialement à ce règne, est précieux pour le faire comprendre. On peut y joindre les études générales de Masaryk, *Russland und Europa* (Léna, 1913, in-8°), et de Paul Milioukov, *La crise russe* (Paris, 1907, in-8°) ; voir aussi Maxime Kovalewsky, *Institutions politiques de la Russie* (Paris, 1908, in-16). — Sur la question agraire en particulier, Kovalewsky, *Le régime économique de la Russie* (Paris, 1898, in-8°) ; Plékhanov, *Introduction à l'histoire sociale de la Russie*, traduction (Paris, 1926, in-8°) ; Schkaff, *La question agraire en Russie* (Paris, 1922, in-8°) ; Kalia Berbéroff, *Étude sur le servage en Russie* (Grenoble, 1912, in-8°). — Sur toute l'histoire russe de la première moitié du XIX^e siècle, on utilisera les travaux de A. E. Presniakov, *Alexandre I^{er}* (Leningrad, 1924, in-8°), étude sur le caractère de l'empereur ; du même, *14 diekabria 1825 goda* [le 14 décembre 1825] (Moscou, 1924, in-8°) ; du même, on consultera le livre déjà cité (p. 387) sur Nicolas I^{er}.

Le grand musicien Glinka composa *La vie pour le tsar*, opéra qui célèbre un héros paysan de Russie tué par les Polonais ; la première représentation de cette pièce (1836) fut une grande cérémonie à la fois artistique et nationale. Les architectes mirent à la mode un style pseudo-russe antique. On entreprit aux frais du Trésor deux superbes publications, les *Antiquités de l'empire de Russie* et les *Antiquités du Bosphore cimmérien*.

Ses victoires avaient donné à Nicolas I^{er} une confiance très grande en lui-même. Les ministres n'osaient guère se hasarder à combattre ses vues, à présenter leurs objections. Le seul à qui sa compétence garantît une autorité véritable fut le Hessois Kankrine, ministre des finances, à qui l'empereur disait un jour : « Tu sais qu'il y a deux hommes en Russie qui ne peuvent pas donner leur démission, moi et toi. » Ce travailleur acharné quitta ses fonctions en 1844 seulement, quand la vieillesse l'y obligea. Spéransky rentra en faveur, mais après avoir consenti à diriger la punition des décembristes, à renier ses projets libéraux ; il se contenta de rester un habile administrateur et un bon juriste, qui eut l'honneur d'achever le code russe. Nesselrode, qui devint chancelier titulaire en 1835, avait renoncé peu à peu à toute initiative dans la politique extérieure et se bornait à traduire sous une forme élégante et modérée les ordres impériaux. Ces hommes avaient débuté sous Alexandre I^{er}, à l'époque des belles réformes et des grandes espérances ; les ministres formés sous Nicolas ne les valaient pas. Le plus intelligent, Oubarov, ministre de l'instruction publique, ami des lettres et des écrivains, se fit le défenseur de l'obscurantisme pour plaire au souverain ; c'est lui qui inventa la formule devenue chère à Nicolas : « autocratie, orthodoxie, nationalisme ». Tous les ministres savaient que le tsar n'accordait jamais sa confiance d'une façon définitive, qu'une disgrâce demeurait possible ; tous voyaient que sa faveur allait surtout aux militaires, aux hommes chargés de maintenir l'ordre, à Paskiévitich, le dompteur de la Pologne, à Benckendorf, le général qui assurait à la police et à la gendarmerie, avec une organisation savante, un pouvoir sans limites.

La doctrine officielle, adoptée par tous, était nettement optimiste. Le peuple russe, disaient-ils, est content de son sort. Le régime du *mir* lui assure le pain et l'empêche d'imiter l'égoïsme féroce des paysans propriétaires ; l'orthodoxie le protège contre le rationalisme protestant et la tyrannie romaine. Fait pour le régime patriarcal, ce peuple aime l'empereur comme

un père ; il faut le tenir à l'abri des troubles qui ont toujours eu pour cause des excitations venues de l'étranger. Nicolas répétait ces formules, et souvent il y croyait. Cependant il connaissait trop bien la réalité pour ne pas savoir qu'elle était en contradiction avec les apologies officielles. C'est ce qui fait le caractère tragique de son règne : ce despote obéi de tous trembla toute sa vie devant le danger d'une révolution sociale ; mais il n'osa pas entreprendre les réformes propres à la prévenir, faute de trouver le personnel capable de les appliquer. Parmi les hauts fonctionnaires, on citait quelques spécialistes compétents, incités au travail par l'exemple et les récompenses de l'empereur. Quant à la masse des fonctionnaires inférieurs, aucun stimulant ne la poussait à bien faire. Peu instruits, mal payés, recrutés au hasard, ils jouissaient d'un pouvoir quasi discrétionnaire dans leurs circonscriptions ; la plupart en abusaient, soit pour imposer l'ordre mécanique et puéril qui plaisait au souverain, soit pour amasser de l'argent. La conception orientale, d'après laquelle le pouvoir est fait d'abord pour le bénéfice de ceux qui le détiennent, avait de tout temps produit chez les membres du *tchine* des effets corrupteurs. Le tsar n'ignorait pas ces pratiques, mais se sentait hors d'état de les corriger. Il se contenta d'une vengeance inoffensive : quand Gogol eut décrit dans sa comédie du *Réviseur* les travers des fonctionnaires de province, Nicolas supprima le veto de la censure, vint assister à la première représentation et stupéfia l'auditoire en applaudissant les passages les plus satiriques.

Le problème douloureux de la Russie demeurait celui du servage. Les propriétaires fonciers, les nobles, entendaient le conserver ; Nicolas s'efforça de les contenter parce qu'ils maintenaient l'ordre dans leurs terres ; d'ailleurs les fils de Paul I^{er} n'ont jamais oublié ce qu'il en coûtait à un tsar de se brouiller avec la noblesse. Néanmoins, comme Catherine II, comme Alexandre, il voyait les maux du régime seigneurial. Le servage était devenu plus rigoureux que jamais ; beaucoup de serfs avaient la condition de véritables esclaves ; leurs femmes, leurs filles devaient subir tous les caprices des nobles. Contre les récalcitrants il existait une peine plus terrible que le fouet, c'était l'envoi au régiment, la perspective de ces vingt-cinq ans de service militaire qui faisaient frémir les plus endurcis. Le servage nuisait aux nobles eux-mêmes parce qu'il empêchait tout progrès économique. Certains d'entre eux songèrent

à mettre en pratique les préceptes de Thaer, le grand agronome allemand, sur l'exploitation rationnelle et intensive du sol. Pour cela il fallait des capitaux et des machines perfectionnées : les capitaux, ils n'en avaient pas ; la machine était remplacée par le travail du serf, qu'on ne pouvait point rendre meilleur ni plus productif. Quelques ministres méditèrent des améliorations. Le général Kisslev, à qui le succès de son gouvernement dans les pays roumains faisait pardonner des idées libérales et progressives, rédigea des projets intéressants. Un autre ministre, Pérovsky, écrivait dans un mémoire officiel que beaucoup de nobles « commencent à comprendre que les paysans sont un fardeau pour eux, et qu'il serait désirable de changer des rapports désavantageux pour les uns et les autres ». Mais ce n'était vrai que pour une minorité. L'empereur en 1842 essaya une réforme très modeste : il permit aux serfs d'acquérir les biens qui leur seraient cédés par les seigneurs moyennant une redevance fixe annuelle. Or le chargé d'affaires français écrivit à son gouvernement que la résistance passive de la noblesse décidait l'empereur à ne pas appliquer son oukase. Un gentilhomme allemand compétent, Haxthausen, fut appelé en Russie par Nicolas pour étudier le régime du mir et donner son avis sur les changements possibles ; bien qu'il eût rassemblé des documents intéressants, le résultat fut nul. En 1847 le tsar promit la liberté aux serfs qui achèteraient les terres grevées de dettes et d'hypothèques ; la noblesse devait faire abolir cet oukase en 1849.

Ni la tyrannie des seigneurs, ni celle des fonctionnaires n'empêchèrent les masses, en apparence dociles et passives, de manifester quelquefois leur colère par des accès de révolte. Les archives du ministère de l'intérieur, ouvertes au xx^e siècle, nous apprennent que de 1825 à 1854 il y eut 547 émeutes agraires ; quelques-unes, causées par une famine ou par les promesses d'un imposteur, furent vraiment dangereuses. Elles ne tendaient point à un changement politique : les émeutiers parlaient toujours du tsar comme de leur protecteur naturel contre les *barines* et les *tchinoisniks*. Il y eut aussi des révoltes industrielles. Certains seigneurs actifs et désireux d'augmenter leurs revenus voulaient imiter l'Occident, créer des fabriques sur leurs terres. Les serfs quittaient avec répugnance le travail de la terre pour s'enfermer dans des usines qui leur semblaient des prisons ; la loi policière de 1835 augmenta encore leur antipathie pour la vie de fabrique. La loi protectrice de

1845, interdisant le travail de nuit pour les enfants de moins de douze ans, ne fut pas mieux observée que la loi française de 1841. Les actes de vengeance individuels n'étaient point rares : de 1835 à 1859 il y eut 142 assassinats de propriétaires et 175 tentatives manquées. Même dans les colonies militaires, ce triste héritage d'Alexandre et d'Arakhtchév, on connut des rébellions furieuses : celle de 1831 dans le gouvernement de Novgorod, après avoir coûté la vie à deux généraux et à une centaine d'officiers, fut punie par le knout et par d'autres châtements infligés à 3.272 soldats. A la même époque, le gouvernement persécutait les Juifs, torturait les Uniates. On comprend le mot de Pouchkine à Gogol : « Dieu ! comme notre Russie est triste ! » Biélinisky parla aussi de la « hideuse réalité russe ». La légende ajoutait aux choses vraies des anecdotes sinistres : on contait dans les salons qu'après la condamnation d'un malheureux à la prison perpétuelle, le tsar le fit déclarer mort, prescrivit de marquer sa tombe au cimetière et obligea sa femme à porter le deuil.

III. — LA POLICE INTELLECTUELLE EN RUSSIE¹.

Craignant toujours les révoltes paysannes, le tsar ne voyait qu'un moyen de maintenir le peuple dans le devoir, c'était d'empêcher les classes élevées de contaminer ces illettrés par les idées de l'Occident². Il aggrava les mesures prises avant

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les livres cités p. 62 et 993, ainsi que les histoires de la littérature russe. On y joindra Milioukov, *Essais sur l'histoire de la civilisation russe* (Paris, 1901, in-8°) ; Émile Haumant, *La culture française en Russie* (Paris, 1910, in-8°) ; G. Alexinsky, *La Russie et l'Europe* (Paris, 1917, in-16). Deux livres récents ont une importance particulière : Raoul Labry, *Alexandre Ivanovič Herzen* (Paris, 1928, in-8°) ; Alexandre Koyré, *La philosophie et le problème national en Russie au début du XIX^e siècle* (Paris, 1929, in-8°, fasc. 10 de la « Bibliothèque de l'Institut français de Leningrad »). — Sur l'opposition de la jeune noblesse, voir les mémoires de Kropotkine, dont il a donné un texte français intitulé *Autour d'une vie* (Paris, 1902, in-12). Parmi les articles de revues, citons E. Haumant, *Nicolas I^{er} et la France*, dans la *Revue de Paris*, 15 avril 1902, p. 835-857 ; du même, *Les Allemands en Russie*, dans la même revue, 15 janvier 1917, p. 297-320 ; du même, *La crise du patriotisme russe*, dans la même revue, 15 janvier 1919, p. 405-419 ; Dumaine, *Le marquis de Custine et la Russie*, dans la même revue, 1^{er} février 1922, p. 476-502 ; la princesse Mathilde, *Souvenirs*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1928, p. 359-386, intéressant tableau de la cour.

2. Cette peur du soulèvement populaire était bien antérieure à l'avènement de Nicolas. Quand Alexandre I^{er} eut prononcé en 1818 le discours libéral de Varsovie, Spéransky écrivit : « Le danger est que dans la masse obscure du peuple s'est formée la conviction que non seulement la liberté lui est promise, mais déjà donnée, et que seuls les propriétaires empêchent qu'elle soit proclamée ou eachent qu'elle l'a déjà été... Ce qui peut résulter de ceci est terrible et facile à imaginer, »

lui : défense aux Russes d'aller en Europe sans permission, défense aux Européens d'entrer dans l'empire sans pouvoir indiquer de répondants, guerre aux livres venant de l'étranger. Nicolas se défiait de la science, des Universités : « Voici l'ancre du loup », disait-il en regardant celle de Moscou. Cependant on ne pouvait s'en passer ; on en créa même une nouvelle à Kiev (1833) pour combattre le polonisme en Ukraine. Mais Oubarov imposa aux Universités l'enseignement de la théologie et de l'histoire ecclésiastique ; il invita tous les professeurs à exalter la religion, ceux de sciences naturelles à faire ressortir à la fois la sagesse divine et l'imperfection de nos organes, ceux d'histoire à montrer que la Russie avait pris la première place dans le monde. L'enseignement de la philosophie subit plusieurs amputations ; dans celui du droit on finit par supprimer l'exposé des institutions occidentales. Néanmoins l'esprit libéral de beaucoup d'étudiants et de quelques professeurs demeura pour le gouvernement un sujet d'inquiétude.

Nicolas tenait à se procurer le personnel de savants, d'ingénieurs et d'administrateurs qui lui faisait défaut. Il s'adressa donc à l'Allemagne, où la Prusse autocratique et les petits États surveillés par Metternich semblaient échapper aux influences révolutionnaires de l'Occident. La Russie depuis Pierre le Grand n'avait pas cessé de recruter en Allemagne quantité de fonctionnaires instruits et laborieux. Nicolas eut parmi ses ministres un Nesselrode et un Kankrine ; dans l'armée qui vainquit les Turcs en 1829, le général en chef Diébitch et onze généraux sur vingt-six étaient des Allemands. Beaucoup de professeurs allemands occupèrent des chaires dans les Universités russes et y firent pénétrer les livres de leur pays. Mais, comme ces Universités ne donnaient le plus souvent qu'une instruction insuffisante, les étudiants russes furent autorisés à séjourner dans les Universités d'Allemagne, particulièrement à Berlin. Ils y furent éblouis par la science des maîtres, par la curiosité intellectuelle des élèves, par la vie intense qui, en dépit des curateurs établis après 1820, faisait de ces hautes écoles de remarquables foyers scientifiques. La philosophie allemande satisfit leur goût pour les constructions idéales, pour les systèmes édifiés en dehors de la réalité. Schelling en séduisit plusieurs, mais ce fut Hegel surtout qui les attira : chaque livre, chaque brochure du maître devenait, comme les versets des Écritures, un texte livré aux subtilités de l'exégèse. Beau-

coup d'ailleurs adoptaient les interprétations révolutionnaires de Feuerbach et de la gauche hégélienne.

L'influence allemande était la plus forte ; mais l'influence française, qui avait régné jusqu'en 1812, ne fut jamais entièrement éclipsée ; elle était favorisée par la connaissance de la langue, toujours demeurée à la mode. Nicolas, qui détestait la France de Louis-Philippe, se servait du français dans ses lettres intimes à la tsarine. Ceux qui se lassaient des commentaires sans fin sur les théories nébuleuses de l'Allemagne trouvèrent en France des livres clairs, entraînants, faits pour l'action. Les prohibitions officielles n'empêchèrent pas ces livres d'entrer en Russie ; même il était de bon ton, chez les gens cultivés, de pouvoir dire qu'on possédait les ouvrages interdits. Un Russe de ce temps, Saltykov, rappelant ses souvenirs des années 1846 et 1847, a dit :

De la France, naturellement pas de la France de Louis-Philippe et de Guizot, mais de la France de Saint-Simon, Cabet, Fourier, Louis Blanc et surtout de George Sand, coulait en nous la foi en l'humanité ; d'elle rayonnait chez nous la persuasion que l'âge d'or n'est pas derrière, mais devant nous.

Il se forma donc une classe d'écrivains, de journalistes, le commencement de « l'intelligence » russe. Elle composa et lut de nombreux périodiques, soi-disant philosophiques et littéraires, qui effleuraient volontiers la politique. Ce ne fut pas sans risque pour les auteurs. Tchaadajev, un catholique défavorable à l'Église orthodoxe, publia en 1836 un article pessimiste sur la Russie : demeurant isolé entre l'Occident et l'Orient, disait-il, ce pays ne s'est assimilé aucune des deux cultures et n'a rien donné au monde. L'audacieux rédacteur fut déclaré fou, livré aux médecins pendant un an, puis acheta sa grâce par des rétractations humiliantes. Beaucoup d'autres, sans commettre de pareilles imprudences, arrivaient à se faire comprendre dans un pays où les gens instruits savaient lire entre les lignes. Malgré les vingt-deux censures spécialisées qui fonctionnaient dans l'empire, les disciples de l'Europe, les Occidentaux, comme on les appelait, ne cessèrent jamais d'écrire et de faire des adeptes.

Le type le plus représentatif de cette opposition de l'élite éclairée au régime despotique fut Alexandre Herzen. Étudiant à Moscou de 1829 à 1833, il partagea l'enthousiasme de ses camarades à la nouvelle de la révolution parisienne de juillet 1830,

de la révolution polonaise de novembre ; il partagea bientôt leurs déceptions et leurs colères. Impliqué dans un procès de société secrète (1834), il est relégué à Perm, et la grâce ne viendra qu'au bout de cinq ans. Cependant, libre ou interné, il dévore les écrits de l'Europe, français et allemands. Le saint-simonisme d'abord l'éblouit, si bien qu'il écrira vers la fin de sa vie : « Le saint-simonisme devint la base de nos convictions, et il l'est resté immuablement dans ce qu'il a d'essentiel. » Mais bientôt il est conquis par Hegel et fait de la *Phénoménologie* son livre de chevet. Comme nous l'avons vu, Hegel offrait de quoi satisfaire et les conservateurs et les révolutionnaires. C'étaient les conservateurs qui l'avaient d'abord accueilli, et parmi eux deux des plus brillants contemporains de Herzen, Biélsky et Bakounine. Mais bientôt, désabusés par le spectacle de l'autocratie russe, ils changent de camp ; Biélsky devient le grand critique libéral ; Bakounine se rallie à l'idée révolutionnaire extrémiste. Herzen encourage leur conversion. Lui-même, tout en gardant le respect de la philosophie allemande, s'intéresse de plus en plus aux écrits des socialistes français ; lecteur fidèle de Pierre Leroux depuis longtemps, il étudie avec admiration l'*Histoire de dix ans* de Louis Blanc, la *Destinée sociale* de Considerant, puis s'attache aux premiers écrits de Proudhon. Finalement il veut sortir de Russie, obtient en 1847 la permission d'aller en Europe, en France. Le Paris de Louis-Philippe, où règnent les puissances d'argent, le scandalise à première vue ; mais ses impressions sur l'Occident sont encore assez confuses lorsque survient la révolution de 1848. Il faut ajouter que ce fils de famille riche avait vu de bonne heure le mépris des hommes de sa classe pour les inférieurs, leur dureté pour les paysans. Tourguenev, lui aussi riche et noble, avait une mère féroce pour les serfs qui lui appartenaient, et pareillement Kropotkine assista dans son enfance à des scènes odieuses qui devaient lui laisser une impression ineffaçable.

Il y eut donc toujours une opposition libérale, qui se recrutait dans la minorité instruite ; et parmi les membres de « l'intelligence » on voyait, chose nouvelle, non plus seulement des nobles, mais des fils de bourgeois et même des prolétaires. Ne se contentant pas des revues censurées, ils faisaient bon accueil à la littérature « illégale », livres russes imprimés en cachette (ou même circulant manuscrits) et livres étrangers qui pénétraient sans trop de peine en contrebande. Ce serait pourtant une erreur de croire que cet esprit d'opposition fût

dominant dans la noblesse. Elle appréciait la situation qui lui était faite par les tsars. Catherine II avait supprimé pour elle l'obligation de servir l'État; ses héritiers avaient achevé d'émanciper la haute classe, qui gardait ainsi les bénéfices de l'état social existant sans en subir les charges. Cette générosité des empereurs envers la classe dominante s'explique par le mot de Nicolas I^{er} montrant l'avantage de posséder ainsi « 150.000 préfets de police gratuits ». La réaction contre la Révolution française avait développé chez les seigneurs un état d'esprit conservateur. Le vague libéralisme en honneur sous Alexandre I^{er}, qui assura tant de sympathies aux décembristes, fut contrebalancé par l'orgueil national, si développé depuis le triomphe de 1812. Lorsque l'historien Karamzine publia en 1816 les premiers volumes de l'ouvrage qui exaltait le passé de la Russie, les 3.000 exemplaires parus furent vendus en trois semaines. La révolution de Varsovie éveilla d'ardentes colères contre l'esprit anarchique de l'Occident; on admira le souverain qui battait la Turquie, domptait la Pologne et forçait l'entrée de l'Asie centrale. Plusieurs des écrivains qui procuraient à la Russie une gloire nouvelle se rallièrent au système autocratique. Pouchkine, dans les dernières années de sa courte vie, abandonna les idées révolutionnaires et lança l'anathème aux calomnieux de son pays. Gogol écrivait qu'un État sans monarchie absolue est comme un orchestre sans chef.

A l'école des Occidentaux s'opposa donc celle des Slavophiles. D'après eux, toutes les nations de l'Occident, après avoir connu des jours de gloire, sont maintenant vieilles. « Dans toute l'humanité civilisée, dit le jeune Kiréevski, deux peuples seulement ne partagent point l'engourdissement général, deux peuples jeunes et frais respirent l'espérance : ce sont les États-Unis d'Amérique et notre patrie. » Lui et ses amis reprochent à l'Europe de n'avoir fait qu'une œuvre incomplète : sa culture ne développe que l'intelligence et néglige le sentiment; son individualisme mène, précise-t-il, à la lutte effrénée de tous contre tous; son régime social a créé le prolétaire anglais, esclave de l'usine et privé de foyer, tandis que le paysan russe est protégé par le mir et possède la terre. Les slavophiles eurent leur philosophe dans Kiréevski, leur théologien dans Khomiakov, leur historien dans Constantin Aksakov. « L'histoire de la Russie, écrivait ce dernier, a la valeur d'une histoire sainte; elle doit être lue comme une hagiographie. » L'avenir, pensent-ils, sera encore plus beau que le passé. Malgré

leur dédain pour l'Occident, les slavophiles avaient subi l'influence du romantisme allemand et l'empreinte de Hegel ; ils adoptèrent sa théorie du peuple élu, mais ce peuple devait être cherché parmi les Slaves, et non chez les Germains. Aucune intention servile ne peut leur être imputée ; ils condamnaient l'œuvre de Pierre le Grand, blâmaient le despotisme des bureaucrates, voulaient pleins pouvoirs pour le souverain, pleine liberté de parole pour le peuple. Surtout ils réclamaient l'abolition du servage et plaçaient dans le moujik une confiance presque mystique.

Cette école éprouvait une sympathie naturelle pour le mouvement panslaviste ; l'affranchissement des Serbes, la guerre contre les Turcs développèrent cette sympathie en Russie. Karamzine, dont l'*Histoire de Russie* (1816) exalta l'orgueil national, consacrait sa préface au passé malheureux, à l'avenir certain des Slaves. Le panslavisme intellectuel obtint la protection du gouvernement. Ouvarov, désirant faire enseigner les langues slaves dans les Universités russes, envoya quatre jeunes érudits les étudier en Europe ; ils purent, notamment à Prague, s'aboucher avec les auteurs de la renaissance philologique, et commencèrent leurs cours en 1843. Pogodine, professeur d'histoire à l'Université de Moscou, ami des slavophiles, rendit visite aux principaux novateurs, à Kollar entre autres ; dans ses mémoires au ministre, il insista sur la sympathie de tous les Slaves d'Autriche pour la Russie et recommanda le programme de Kollar sur les institutions destinées à rapprocher tous les groupes de la race. Le tsar envoya des cadeaux à Chafarik, à Gaï, à Hanka, et permit à une société privée de se former pour aider financièrement leurs publications.

Mais si Nicolas se complaisait dans ce rôle de mécène, il se méfiait des rêves du panslavisme politique. Cela sentait la révolution, et c'était une déloyauté envers l'empereur d'Autriche ; il préférait conserver l'alliance des trois autocrates. Surtout il ne voulait pas que le réveil des Slaves autrichiens nuisît aux efforts qu'il tentait pour russifier tous les Slaves de son empire. Il s'était formé à Kiev en 1845 une société secrète, la société des Saints Cyrille et Méthode, qui aspirait à ressusciter l'Ukraine, à faire de la Russie une fédération de peuples slaves ; elle avait aussi un programme social inspiré de Saint-Simon et de Fourier. En 1847 les autorités purent la découvrir, la dissoudre et châtier ses membres : des trois chefs de la renaissance ukrainienne, l'un, le poète Chevtchenko, fut envoyé à la

caserne; le second, l'historien Kostomarov, fut interné; le troisième, le romancier Koulich, se vit interdire de rien publier. Le tsar désormais redoubla de défiance envers le panslavisme : n'avait-on pas découvert une épître enthousiaste adressée par Chevchenko à Chafarik ?

Tout en haïssant l'Occident, Nicolas tenait à gagner l'opinion européenne ; ses voyages en Angleterre (1844) et en Italie (1845) lui permirent de déployer son art de séduction. Seul Louis-Philippe, à qui le tsar était heureux d'avoir infligé la défaite diplomatique de 1840, resta pour lui le roi usurpateur, le protecteur des émigrés polonais ; les relations entre les deux pays demeurèrent très froides, bien que la politique de plus en plus conservatrice de Guizot en Europe se rencontrât parfois avec celle de Saint-Petersbourg. Nicolas invitait volontiers des étrangers de marque et leur accordait une hospitalité fastueuse : Alexandre de Humboldt, pendant son grand voyage en Russie, trouva partout les fonctionnaires préparés à le fêter ; Horace Vernet, appelé à la cour impériale et chargé de commandes, fut comblé de cadeaux et d'honneurs. Si quelques personnages de l'aristocratie obtenaient la permission d'entrer dans cet empire fermé, ils étaient reçus avec égards, promenés dans les grandes villes, et revenaient de ces tournées à la Potemkine avec une haute idée de la Russie et de son maître. Un seul fit exception : le marquis de Custine, bien accueilli pourtant à la cour, publia en 1843 un long ouvrage, *La Russie en 1839*, qui révélait toutes les cruautés et les faiblesses de l'autocratie. « La Russie, disait-il, est le pays de la terre où les hommes sont le plus malheureux, parce qu'ils y souffrent à la fois des inconvénients de la barbarie et de ceux de la civilisation. » Il montrait les nobles incapables de rien faire pour l'État, mais tout-puissants pour le mal dans leurs terres. La description d'une révolte de moujiks, brûlant à petit feu leurs seigneurs et dévastant une province au cri de « Vive l'empereur ! » complétait ce tableau. L'ouvrage eut un succès retentissant, mais fut vite oublié.

Les émigrés politiques n'étaient pas encore assez nombreux et assez connus pour agir sur l'opinion européenne. Le principal d'entre eux, le décembriste M. J. Tourguénev (un homonyme du romancier), tâcha vainement de faire connaître la vérité dans un ouvrage paru en 1847. L'Occident ne savait rien du péril social qui menaçait les hautes classes. Plus d'un Européen admirait l'empereur tout-puissant et inébranlable. Owen et Considerant ne songèrent-ils point à invoquer son aide pour

la réalisation de leurs utopies ? Plus nombreux étaient ceux qui en parlaient avec effroi. Entre Frédéric-Guillaume de Prusse, hésitant et bavard, et Ferdinand d'Autriche presque idiot, le tsar apparaissait comme la personnification redoutable du despotisme conquérant. Les écrivains anglais répétaient les prédictions sinistres d'Urquhardt sur le triomphe de la tyrannie russe dans les pays turcs et en Asie. Les écrivains français commentaient le mot de Napoléon : « L'Europe sera républicaine ou cosaque. » Les partis d'opposition dans l'Europe centrale étaient plus inquiets encore. A Pest les radicaux proclamaient que, la Pologne ayant succombé, la Hongrie devenait le boulevard avancé de l'Europe contre l'invasion moscovite. A la Chambre du grand-duché de Bade le radical Hecker déclarait en 1846 que, pour tenir tête à la Russie appuyée sur le panslavisme, l'Allemagne devait réaliser son unité. Personne alors ne pouvait croire que le colosse eût des pieds d'argile.

CHAPITRE III

LES PEUPLES SOUMIS A L'AUTOCRATIE¹

En Autriche comme en Prusse et en Russie, quelles que fussent les raisons de plaintes ou de colère, le loyalisme des sujets envers le souverain demeurait un sentiment traditionnel, très fort dans toutes les classes. Mais les autocrates imposaient leur autorité à trois autres peuples, qui n'avaient aucun motif de leur témoigner une fidélité personnelle. Les Polonais connaissaient les maux de l'oppression étrangère ; les Italiens éprouvaient une aversion croissante pour le monarque autrichien qui prétendait les dominer ; enfin les Allemands, qui ne pouvaient considérer les souverains de Berlin et de Vienne comme des étrangers, aspiraient à un régime nouveau. Chez ces trois peuples apparaissait l'idée de l'unité.

I. — LES ESSAIS DE RÉSISTANCE CHEZ LES POLONAIS¹.

Les Polonais, à la différence des Tchèques ou des Croates, n'avaient, pour prendre pleine conscience d'eux-mêmes, aucun besoin d'une renaissance linguistique ou littéraire, car leur nationalité depuis des siècles demeurait vivace, et pendant

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Sur la Pologne, outre le manuel de H. Grappin (cité p. 127), voir le livre déjà cité (p. 62) de Schiemann sur Nicolas 1^{er}. — Sur l'Italie, l'ouvrage d'Italo Raulich (cité p. 52) donne un tableau d'ensemble au t. III (1844-1848). Voir, en outre, la bibliographie de la p. 134, ainsi que l'ouvrage important de Ch. Vidal, *Charles-Albert et le Risorgimento italien* (Paris, 1927, in-8°). Pour l'Allemagne, les livres de Zwiedineck-Südenhorst et d'Ernest Denis, cités p. 387, traitent de toutes les parties de la Confédération.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres cités p. 123 et 127, il faut joindre l'ouvrage d'un juriste, Bohdan Winiarski, *Les institutions politiques en Pologne au XIX^e siècle* (Paris [1918], in-8°), qui fait connaître particulièrement la vie agitée de la république de Cracovie. On trouvera des renseignements sur les écrits polonais dans Br. Chlebowski, *Literatura Polska 1795-1905* [Littérature polonaise] (Lwow et Varsovie, 1923, in-8°) ; Wojciechowski, *Dzieje Literatury Polskiej* [Histoire de la littérature polonaise] (Lwow et Varsovie, 1926, gr. in-8°) — Sur la Galicie en 1846, voir l'ouvrage de Schlitter cité p. 366 ; sur la Posnanie, Kunkel, *Der Posener Marcinkowski-Verein für Unterrichtshilfe*, dans la *Vierteljahrsschrift für Sozial-und Wirtschaftsgeschichte*, t. XVI (1921), p. 148-167 ; sur les mystiques de l'émigration polonaise, Szerlecka, *Un saint des temps modernes* (Paris, 1912, in-8°), consacré à Towianski.

le premier quart du XIX^e siècle Napoléon, puis Alexandre leur avaient donné l'espoir d'un rétablissement de leur unité. Aussi leurs écrivains et leurs savants s'intéressèrent-ils fort à la renaissance slave. La « Société des Amis des sciences », qui travailla à Varsovie entre 1800 et 1832, fut la première à exposer la mission historique des peuples slaves, la nécessité pour eux de se connaître et de s'unir ; c'est dans les *Annales* de cette société que Staszitch déclara définitive l'union des Polonais et des Russes. Le philologue Linde, ami de Dobrovsky et de Kopitar, publia son grand dictionnaire polonais, où il développait l'idée d'une langue slave unique ; Lelewel, professeur à l'Université de Varsovie, montra chez les Slaves primitifs l'attachement au régime démocratique.

Après la révolution de 1830 et la formidable répression de 1832, il ne fut plus question de linguistique ni d'histoire, ni de fraternité slave. Le joug des trois autocrates étrangers se fit sentir lourdement à leurs sujets polonais, mais celui du tsar fut le plus dur. Nicolas organisa une sorte d'état de siège permanent, sous les ordres du feld-maréchal Paskiévitich, prince de Varsovie, qui fut nommé gouverneur général avec des pouvoirs spéciaux. Le tsar voulait surtout la ruine progressive des restes d'autonomie que semblait maintenir le Statut organique de 1832. Le Conseil d'État polonais fut supprimé en 1841, de même que le tribunal de cassation et la cour d'appel ; la monnaie polonaise disparut la même année. L'autonomie douanière fut diminuée en 1842 ; le code pénal russe remplaça le code polonais en 1845. L'enseignement public, faisant seule exception, se donnait encore en polonais ; mais depuis 1839 il fut soumis à un curateur qui relevait directement de Saint-Petersbourg et qui, pour administrer les écoles, employa souvent des officiers. Au début de 1846 le tsar, passant à Varsovie, ordonna brusquement la fermeture des gymnases, c'est-à-dire des collèges secondaires de la ville. Pour les fonctionnaires l'essentiel demeurait l'œuvre policière, la surveillance des complots. Un émissaire des réfugiés de France, arrêté en 1838, fut torturé, puis fusillé. En 1844 Paskiévitich annonça la découverte d'une conspiration ; plusieurs Polonais furent envoyés en Sibérie.

L'accord de Munchengrætz¹ avait garanti au tsar l'effort simultané de ses deux alliés contre la nation rebelle. Tandis

1. Voir ci-dessus, p. 139.

que Paskiévitch travaillait à la russification, Flottwell à Posen, avec une méthode plus savante, poursuivait l'œuvre de germanisation. L'Autriche, moins active, possédait cependant une police également vigilante ; quand elle eut découvert en Galicie une société secrète qui groupait de nombreux affiliés (1838), le procès, prolongé pendant plusieurs années, se termina par une série de condamnations. Enfin les trois souverains ne perdaient pas de vue le dernier débris de la Pologne indépendante, cette ville libre de Cracovie que pas un seul n'avait consenti en 1815 à laisser à un de ses voisins. Elle était sous la protection, c'est-à-dire sous la tutelle soupçonneuse des trois résidents. Soupçons justifiés d'ailleurs : c'est là que les conspirateurs pourchassés par l'une des trois polices venaient chercher un asile, que les émissaires des sociétés secrètes pouvaient se concerter.

L'accord des trois souverains pour la répression parut prendre fin à l'avènement de Frédéric-Guillaume IV. Le roi sur qui tant d'Allemands fondaient leurs espérances parla aussi de satisfaire les aspirations des Polonais. Flottwell fut déplacé, la germanisation officielle se modéra, l'amnistie qui suivit l'avènement comprit les insurgés polonais de 1831 ; la prédominance de la langue polonaise fut rétablie dans les écoles et dans les tribunaux. Sous ce nouveau régime la Posnanie respira et se développa. « Soyons plus instruits et plus riches que les Allemands », avait dit un gentilhomme de Posen dès 1829 ; ce conseil fut appliqué par quelques hommes d'élite. Ainsi le médecin Marcinkowski, fils d'un aubergiste, illustré par ses efforts heureux contre le choléra en Angleterre et en France, travailla pendant dix ans à Posen à créer des œuvres d'intérêt public, surtout la « Société pour le soutien de la jeunesse studieuse », qui a subsisté jusqu'à nos jours. Quelques mécènes patriotes fondèrent des bibliothèques ; des philosophes, des poètes, firent de Posen un foyer de vie intellectuelle.

La tolérance du roi profitait aux autres Slaves de Prusse, qui participèrent à la renaissance intellectuelle de leur race. Tandis que ceux de Lusace, ayant leur centre à Bautzen, subissaient l'influence de Prague, les Kachoubes, misérables pêcheurs catholiques habitant la vieille Prusse, étaient ramenés par leur clergé à la langue polonaise. Le roi voulut aussi créer des chaires de langues slaves dans les Universités ; quand la Russie elle-même en instituait, la Prusse, le pays modèle de l'enseignement supérieur, ne pouvait faire moins. Elle essaya d'attirer Cha-

farik ; celui-ci, tout en refusant, soumit un programme détaillé au ministre et fit donner à un philologue tchèque notoire, Chelakovsky (ou Čelakovský), la chaire de Breslau (1842). Enfin c'est au roi de Prusse, au moins autant qu'aux instances de la France, que fut due la fin de l'occupation militaire de Cracovie en 1844. Tous les Polonais apprirent avec joie que la petite république recouvrait une semi-indépendance.

Mais la bonne volonté de Frédéric-Guillaume se heurtait à de nombreux obstacles. En Prusse, fonctionnaires et féodaux protestaient avec une même énergie contre des mesures qui mettaient les Slaves du royaume sur un pied d'égalité avec les Allemands. Le tsar craignait les projets constitutionnels du monarque prussien, mais il redoutait bien davantage les concessions faites aux Polonais : lettres personnelles, visite de l'impératrice de Russie à son frère qui l'aimait, notes de la police de Saint-Petersbourg, tout fut employé pour détourner le danger. Paskiévitich écrivait à son maître que, si la Posnanie obtenait des libertés étendues, la situation des Russes à Varsovie deviendrait difficile. La faveur témoignée par Frédéric-Guillaume IV au clergé catholique ne fit qu'augmenter le mécontentement de Nicolas I^{er}. Enfin certaines résistances venaient des Polonais eux-mêmes. C'était l'aristocratie qui, dans les trois parties de l'ancienne Pologne, formait l'opposition, imbuë de l'idée nationale ; bien rares étaient les gentilshommes, dans la petite noblesse principalement, qui renonçaient à l'espoir de l'indépendance complète.

La noblesse de Galicie, plus rude, plus rurale, avait paru demeurer longtemps indifférente aux questions générales ; aussi les autres Polonais traitaient-ils les Galiciens de Béotiens. Pourtant le réveil intellectuel avait commencé là aussi, particulièrement sous l'influence d'un grand seigneur, le comte Ossolinski. Il avait fondé à Lemberg (aujourd'hui Lvov) en 1817, un an avant la création du Musée national de Prague, un Institut qui, comprenant une bibliothèque, un musée et des archives, donnait des cours publics et publia quelque temps une revue. On l'inaugura comme établissement national en 1827. Des fonctionnaires tchèques semblent avoir aussi contribué à faire pénétrer l'idée slave dans la province. Le problème se compliquait ici à cause de la présence d'un autre peuple slave, celui des Ruthènes. Ceux-ci, parlant la même langue que les Ukrainiens de Russie, avaient eu jusqu'au XIX^e siècle une classe supérieure à peu près entièrement polonisée. Grâce à la renaiss-

sance slave, ils eurent désormais leurs historiens, leurs philologues. Le principal, Sachkiévitch, était en relations avec les grands maîtres, Kopitar et Chafarik. Après les chants populaires ruthènes, qui parurent à Lemberg en 1843, le recueil préparé par lui, *la Nymphe du Dniestr*, parut hors de Galicie en 1847. Le clergé ruthène, en majorité uniate, se divisait en partisans du polonisme et partisans de la langue populaire. La noblesse galicienne fit de son mieux pour étouffer le mouvement ruthène : les Polonais, ailleurs persécutés, prenaient ici figure de persécuteurs. Le différend fut aggravé par la question agraire. Cette immense province, où il n'y avait pas une seule véritable ville, était exclusivement rurale. L'Autriche voulait qu'elle le restât ; c'était une colonie, qui devait fournir des denrées et acheter les produits fabriqués de Vienne ou de la Bohême. Les paysans étaient là comme partout soumis à la dure autorité des seigneurs ; ils avaient de lourdes redevances à payer, de nombreuses corvées à faire. De là un conflit d'autant plus vif que, dans une bonne partie de la province, les paysans étaient ruthènes et les propriétaires polonais. Le gouvernement autrichien ne voyait aucun inconvénient à cet antagonisme, qui pouvait au besoin servir contre une noblesse récalcitrante. Celle-ci fut laissée libre de faire enseigner le polonais dans les écoles ; mais elle trouva peu d'aide pour les réformes économiques. Elle eut de la peine à créer une banque ; lorsque la Diète galicienne en 1843 présenta un programme pour le rachat des corvées, les bureaucrates de Vienne ajournèrent la solution, soit par habitude, soit pour maintenir la lutte des classes.

Délivrée des troupes étrangères, Cracovie était redevenue un centre d'agitation panpolonaise, et cette agitation était encouragée par les émigrés. Il y avait une Pologne du dehors, surtout en France. Au commencement de 1846, d'après une statistique d'ailleurs peu sûre, on comptait 5.300 familles émigrées, dont 4.800 en France, 300 en Angleterre, 100 en Belgique, le reste en Suisse et en Amérique. Mêlés depuis 1833 à tous les mouvements révolutionnaires de l'Occident, les émigrés tenaient bien davantage à en fomenter dans leur pays d'origine ; ceux qui parlaient à Posen de progrès lent et pacifique étaient considérés par eux comme des traîtres. Quelques démocrates polonais de Paris, touchés par la propagande socialiste, songeaient à l'utiliser pour gagner à l'idée nationale leurs compatriotes paysans, jusque là si indifférents. Profitant de la liberté

relative accordée par la Prusse, ils organisèrent dès 1843 à Posen un comité central clandestin, qui voulait agir dans les trois Polognes, mais en laissant de côté provisoirement la Pologne russe, où la surveillance était trop rigoureuse. Beaucoup de nobles, de prêtres même, travaillèrent à répandre le communisme en Galicie. Quant au général en chef désigné par les émigrés, c'était Mieroslawski, personnage brillant et théâtral, séduisant et léger. Il se contenta de préparatifs à peine ébauchés ; on avait peu d'argent, peu d'hommes, peu d'armes, et l'on voulait vaincre à la fois la Prusse, l'Autriche et la Russie.

Le soulèvement devait commencer à Posen le 22 février 1846. La police prussienne prévenue arrêta Mieroslawski et ses principaux lieutenants, puis mit la main sur environ sept cents individus suspects. L'équipée ridicule d'un noble de Posen en Pologne russe ne signifiait rien. Il n'y eut de troubles sérieux qu'en Autriche. Le gouvernement avait opéré des arrestations à Lemberg, mais quelques révoltés gagnèrent Cracovie, où s'établit une dictature à la fois nationaliste et socialiste, qui réussit à mettre en fuite une colonne autrichienne mal commandée. Alors le général Benedek, approuvé par son gouvernement, excita les paysans contre les seigneurs. Les serfs ruthènes avaient peu compris le communisme qu'on cherchait à leur prêcher ; ils comprirent fort bien les appels contre leurs maîtres polonais ; ils comprirent mieux encore les agents officieux qui promettaient une prime de dix florins pour tout propriétaire séditieux livré mort ou vif. Ils assassinèrent leurs seigneurs — 162, suivant une liste qu'on possède — avec des raffinements de cruauté qu'un témoin, le jeune Sacher Masoch, devait décrire plus tard dans un de ses romans. L'entrée des troupes russes et autrichiennes à Cracovie marqua la fin de cette rébellion mal préparée, mal dirigée.

La répression allait suivre. Nicolas multiplia les mesures de russification, si bien que Paskiévitich fit entendre qu'on allait un peu loin. En Prusse une enquête minutieuse prépara le procès, qui aboutit à la condamnation à mort (fin 1847) de Mieroslawski avec dix complices ; la révolution de 1848 devait leur rendre la liberté. Cracovie fut condamnée à disparaître comme ville libre. Frédéric-Guillaume IV hésitait à la laisser à l'Autriche ; Metternich le désarma par des concessions économiques, obtint le consentement du tsar et proclama l'annexion. L'Angleterre et la France protestèrent ; le chancelier, rassuré par le conflit qui venait d'éclater entre les deux puissances occiden-

tales¹, répondit à leurs notes par des dissertations savantes. En Autriche un manifeste de l'empereur à « ses fidèles Galiciens » remercia les paysans ; cependant le gouvernement conservateur de Metternich était effrayé par leurs revendications et leur refus des redevances aux nobles. Il se contenta de faire quelques légères concessions, sans toucher au régime de la propriété. Une ordonnance anodine prépara un meilleur aménagement des droits féodaux et des corvées (novembre 1846) ; mais le nouveau gouverneur en ajourna l'exécution pendant toute l'année 1847. La seule nouveauté rapidement réalisée fut la division de cette vaste région en deux provinces : Galicie orientale et Galicie occidentale.

Les Polonais avaient encore une fois échoué. Leurs souffrances les rendaient de plus en plus indifférents à l'idée panslaviste, et les plus fermes tenants de cette idée se trouvaient gênés, paralysés par l'abîme de haine qui séparait les deux peuples slaves. Certains d'entre eux blâmaient l'intransigeance des Polonais, leur isolement farouche, leur dureté pour les Ruthènes. Le Tchèque Jungmann avait applaudi, au nom de l'intérêt général des Slaves, à la victoire de la Russie, à la prise de Varsovie en 1831. Quelques hommes parlèrent de réconciliation. Il ne s'agissait pas seulement du prince Lubecki ; devenu conseiller du tsar à Saint-Pétersbourg, il s'était définitivement séparé de ses compatriotes. Mais un gentilhomme qui avait pris part à l'insurrection de 1830, le comte Gurowski, publia en 1834 *La vérité sur la Russie*, et recommanda une entente profitable pour la grande race tout entière. Ce langage demeura sans écho jusqu'au jour où l'oppression autrichienne sembla dépasser en cruauté l'oppression russe. Le marquis Wielopolski fit paraître en 1846 la *Lettre d'un gentilhomme polonais sur les massacres de Galicie* ; après avoir flétri la perfidie crininelle de l'Autriche, il y invitait son peuple à se rapprocher de la Russie dans l'intérêt de tous les Slaves. De son côté, le slavophile russe Pogodine, dans un mémoire adressé à Ouvarov, conseillait au gouvernement du tsar la douceur envers la Pologne, le respect de sa langue et de sa culture, s'il voulait gagner les peuples apparentés à la Russie par leurs origines. La pensée d'un rapprochement reparut chez les grands poètes de la Pologne ; elle inspira les leçons vibrantes et nuageuses que Mickiewicz fit au Collège de France depuis 1840. Elle inspira aussi les mystiques,

1. Voir ci-dessous, p. 448.

annonciateurs d'un nouvel état religieux, politique et social, que la Pologne produisit alors en grand nombre, depuis le mathématicien Hoéné Wronski jusqu'au thaumaturge André Towianski.

Mais le projet d'une alliance polono-russe provoqua des protestations nombreuses et indignées. Un savant, Cyprien Robert, successeur de Mickiewicz dans sa chaire du Collège de France, conseilla d'opposer au panslavisme russe, redoutable pour le monde entier par sa volonté de domination, le panslavisme occidental qui rapprocherait tous les peuples de la même race, à l'exception des sujets du tsar. La noblesse polonaise, émigrée ou enfermée dans ses châteaux, persista dans une opposition irréductible à la Russie. Quant aux révolutionnaires, ils confondaient la cause de la Pologne avec celle de toutes les classes opprimées. On put le voir le 29 novembre 1847, quand Marx et Engels à Londres, Bakounine à Paris, prirent la parole dans les réunions organisées en souvenir de la révolution varsovienne du 29 novembre 1830.

II. — LE MOUVEMENT NATIONAL EN ITALIE¹.

Si l'Autriche partageait la surveillance de la Pologne avec ses alliées, c'était elle seule qui entendait régenter l'Italie. En 1838, à la suite d'un accord conclu entre Paris et Vienne, les troupes envoyées par Casimir Périer à Ancône avaient évacué l'État pontifical en même temps que les soldats autrichiens. Depuis ce moment l'autorité autrichienne dans la péninsule était sans rivale. D'ailleurs la région italienne appartenant à l'empereur, le royaume lombard-vénitien, avait une administration qui pouvait supporter avantageusement la comparaison avec celles de Rome ou de Naples. C'était la partie

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres cités p. 134, on joindra les suivants : Mazziotti, *Napoleone III e l'Italia* (Milan, 1925, in-8°) ; Fr. Guardione, *La Sicilia nella rigenerazione politica d'Italia, 1795-1860* (Palerme, 1942, in-8°) ; G. Prato, *La metamorfosi economico-sociale del Piemonte di Carlo-Alberto*, dans la *Nuova rivista storica*, t. IV (1920), p. 250-277 ; G. Andriani, *Socialismo e comunismo in Toscana tra il 1846 ed il 1849*, dans la même revue, t. V (1921), p. 3-28 ; Hortis, *Le reunioni degli scienziati italiani prima delle guerre dell'indipendenza (1839-1847)*, dans les *Atti della Società italiana per il progresso delle scienze* (Città di Castello, 1922, in-8°). — Sur la jeunesse de Cavour, l'important ouvrage de Ruffini, *La giovinezza del conte di Cavour* (Turin, 1912, 2 vol. in-8°) a été suivi du livre français de Paul Matter, *Cavour et l'unité italienne*, t. I (Paris, 1922, in-8°), et du livre anglais de A. J. Whyte, *The early life and letters of Cavour* (Oxford, 1925, in-8°). Voir aussi les premiers chapitres de George Macaulay Trevelyan, *Manin and the Venetian Revolution of 1848* (Londres, 1923, in-8°). — Sur les débuts de Pie IX, se reporter aux livres indiqués p. 186.

la plus prospère de l'Italie, grâce aux progrès accomplis depuis vingt ans par l'agriculture et l'industrie. Les fonctionnaires se montraient généralement honnêtes ; la justice et la police étaient moins dures, moins brutales qu'à Modène ou à Palerme ; les écoles primaires et les collèges étaient mieux organisés qu'en Angleterre. La Lombardie fabriquait des tissus de coton très recherchés ; Venise profitait du grand arsenal installé par le gouvernement de Vienne pour sa marine militaire. Et malgré cela, si les paysans acceptaient sans se plaindre la domination des Autrichiens, toutes les autres classes leur devenaient de plus en plus hostiles. Après l'avènement de l'empereur Ferdinand une amnistie avait ramené beaucoup de détenus et de bannis, mais sans les rallier à la cause du gouvernement. La haute classe, intelligente, cultivée, multipliant les cabinets de lecture dans toutes les villes, souffrait d'être tenue à l'écart des fonctions les plus élevées, d'obtenir avec peine des passeports en vue de voyages au dehors, et surtout on ne pardonnait point aux Autrichiens d'être des maîtres étrangers ; d'une extrémité à l'autre de l'Italie grandissait le même sentiment de haine contre les *Tedeschi*.

Unis dans cette haine contre l'Autriche, les patriotes italiens restaient profondément divisés. Les conspirateurs, les révolutionnaires étaient toujours nombreux, prêts à recommencer leurs entreprises dangereuses. Pour ne citer qu'un de ces militants comme exemple, Riciotti, sujet du pape, arrêté dès 1821, condamné à vingt ans de prison, fut libéré au bout de neuf ans ; il reprit les armes en 1831, put s'enfuir en France, alla en Espagne combattre les carlistes, revint prendre part aux mouvements italiens de 1843, succomba enfin dans la révolte des *Bandiera*. Les hommes de cette trempe, qui n'étaient point rares, suivaient presque tous les directives de Mazzini. Après l'échec de l'expédition de Savoie en 1834, celui-ci était resté en Suisse, errant d'asile en asile, osant même créer à Bienne un journal, *la Jeune Suisse*, pour donner des conseils aux démocrates du pays qui l'abritait. Les gouvernements des États voisins obtinrent enfin qu'il quittât l'Europe centrale pour aller se fixer à Londres (1836). Les débuts furent très durs pour l'exilé, dans la grande ville brumeuse et indifférente ; il dut y lutter contre la misère et l'oubli. Mais un homme tel que lui devait se relever bientôt, par l'effet de cette « attraction magnétique » déjà signalée dans le rapport d'un policier autrichien en 1821. Il devint l'idole de quelques salons whigs, où ses

rencontres furent fréquentes avec un autre exilé, Louis-Napoléon Bonaparte. Carlyle se lia d'une étroite amitié avec lui. Mazzini put ainsi faire connaître aux Anglais, par ses articles et ses brochures, les maux et les vœux de l'Italie. Quand on apprit que le ministère anglais, pour plaire à Metternich, faisait ouvrir ses lettres, la presse et le Parlement exigèrent l'abandon de pareils procédés.

Mazzini énonçait parfois des vues étonnantes sur l'avenir ; le réveil des peuples slaves, si peu connu en Occident, l'intéressa de bonne heure, et en 1843 il affirma que le soulèvement des Croates et des Slovènes, appuyé par les Italiens, effacerait l'Autriche de la carte de l'Europe. Mais cela ne l'empêchait point de travailler pour le présent : non content de grouper et d'endoctriner les artisans italiens de Londres, il ressuscitait la Jeune Italie. Un ministre de Charles-Albert avait dit justement que cet avocat sans ressources était « le plus terrible ennemi qui se fût attaqué à la Restauration ». Ses compatriotes réfugiés en divers pays regardaient toujours vers lui. Garibaldi, parti d'Italie depuis 1834 à cause de sa participation à des complots mazziniens, lui écrivit du Brésil en 1836 : « Pas un jour ne s'écoule sans que votre nom soit prononcé avec respect à Rio. » Les exilés se répétaient ses enseignements : « La vie est une mission. La vertu est le sacrifice. Le sacrifice seul est saint. » Nourris de ces formules, beaucoup étaient prêts à combattre dès qu'il l'ordonnait. Le « moderne Catilina », comme l'appela Metternich, l'ordonnait souvent. Ce romantique banni, vivant loin du monde, espérait que des milliers d'hommes se lèveraient à l'appel d'une poignée de conspirateurs. Il crut chaque fois à la victoire prochaine ; mais la défaite elle-même n'était pas inutile, parce que les exemples d'héroïsme donnés par les martyrs faisaient l'éducation des foules italiennes. Nombre d'hommes fanatisés par lui donnèrent leur vie sans proférer un murmure contre l'apôtre qui restait à l'abri du péril dans son logis de Londres. Plusieurs de ses fidèles se lancèrent même dans des entreprises folles, quoi qu'il eût fait pour les retenir. C'est ce qui arriva en Romagne en 1843, en Calabre en 1844. Dans les deux cas il se trouva un traître pour avertir la police. Les plus célèbres de ces insurgés furent les deux frères Bandiera, fils d'un Italien devenu amiral dans la flotte autrichienne, et eux-mêmes officiers de marine ; partis de Corfou avec quarante hommes pour soulever la Calabre, ces deux jeunes enthousiastes furent pris et moururent en criant : « Vive l'Italie ! » (1844).

Il se forma parmi les patriotes une autre école, nettement opposée à Mazzini, parce qu'elle lui reprochait d'envoyer à la mort les plus héroïques des Italiens et de fournir par des émeutes puérides un prétexte commode aux réactions violentes. On devait, selon elle, préparer l'avenir en développant chez les Italiens de toutes les classes le sentiment national ; si la révolution venait alors, elle trouverait le terrain préparé. Toutes les manifestations de la vie littéraire, scientifique, technique furent considérées par ces opportunistes comme de nature à propager l'idée patriotique. Une élite de gentilshommes novateurs, tels que le comte Balbo, le baron Ricasoli, le comte Petitti, les deux marquis d'Azeglio, travaillait dans cette voie, aidée par plusieurs intellectuels qui avaient renoncé à l'action révolutionnaire. Les congrès leur servirent beaucoup. En 1839 se réunit à Pise, avec la permission du grand-duc de Toscane, le premier congrès scientifique italien ; un Bonaparte, le prince de Canino, avait contribué à l'organiser. Depuis lors ces réunions se renouvelèrent chaque année, tenues successivement dans chacun des États italiens avec l'autorisation de princes qui ne voulaient point paraître plus défiants ou moins généreux que les autres. Dans ces réunions inoffensives la grande pensée reparaisait toujours : la géographie montrait l'Italie parfaitement une ; les communications techniques précisaient les moyens d'étendre au midi les procédés de culture plus avancés en usage dans le nord ; les études économiques portaient sur la façon de réaliser l'unité des poids, des mesures, des monnaies. Un travail sur les résultats du Zollverein suggérait la pensée de l'union douanière italienne. Les philologues et les lettrés sacrifiaient les dialectes régionaux à la langue littéraire de la Toscane. Les hommes d'affaires signalaient tous les essais de chemins de fer, tous les tronçons de lignes commencés un peu partout, et réclamaient les grandes voies péninsulaires utiles pour « coudre la botte ».

En même temps quelques écrivains présentèrent à l'Italie un idéal de renaissance morale et politique. Le principal fut Gioberti. Ce prêtre piémontais se mêla de bonne heure à la politique ; banni par le gouvernement de Charles-Albert en 1833, il séjourna quelque temps à Paris, puis vint se fixer à Bruxelles où des Italiens lui trouvèrent un poste de professeur. Quelques travaux philosophiques, où il discutait Joseph de Maistre et Benjamin Constant, Hegel et Cousin, l'avaient ramené à l'idée chrétienne, à la notion d'un catholicisme rajeuni et favorable aux aspirations modernes. En 1843 il publia le *Pri-*

mato, dédié à Silvio Pellico, le martyr du Spielberg, l'homme qui personnifiait l'alliance du patriotisme et de la religion. Ce livre, comme l'indique le titre, est destiné à démontrer la « primauté » des Italiens en Europe. « La modestie excessive, dit-il, quelquefois louable chez les hommes privés, est toujours blâmable chez un peuple, dont elle affaiblit la vigueur nécessaire pour les grandes actions. » Il s'applique donc à réveiller l'orgueil de la nation qui a produit Dante, Vico, Napoléon ; il glorifie Rome, la Rome des Césars comme celle des papes. De même que Fichte avait rendu à ses compatriotes la confiance en eux-mêmes par les *Discours de la nation allemande*, Gioberti rappelait à un peuple asservi quelles merveilles il était capable d'accomplir. Quant à son programme politique, il fut très modéré, avec une lacune volontaire sur le rôle de l'Autriche. La papauté, seule capable de faire l'unité morale du pays, présiderait la fédération des souverains italiens ; elle s'appuierait principalement sur le Piémont, État militaire et vigoureux. « De l'union de Rome et de Turin dépend le destin de l'Italie. »

Ce livre fit de Gioberti le rival de Mazzini. Les deux hommes avaient eu des rapports amicaux vers 1833 ; mais Gioberti, après la folle expédition de Savoie, n'avait pas caché à Mazzini son dessein d'adopter à l'avenir une autre méthode. En 1840 il opposait à l'école mazzinienne l'école de la liberté tempérée, « morale, religieuse, italienne, une école de civilisation aussi éloignée de la pensée des démagogues que de celle des despotes. » Ils différaient à la fois sur les moyens et sur le but de la politique. Pour Mazzini, comme la nationalité est sacrée, il faut réaliser l'unité ; la fédération, acceptée par Gioberti, n'est qu'un système matérialiste et anarchiste, favorable aux égoïsmes locaux. Mazzini veut la république ; Gioberti la sacrifie à la conquête de l'indépendance. Néanmoins les deux théoriciens ennemis défendaient plusieurs idées communes. Tous les deux avaient foi dans l'Italie et jugeaient que son passé répondait de son avenir : le peuple italien est pour Mazzini ce que le peuple allemand est pour Hegel, le peuple russe pour Aksakov, le peuple-messie dont l'humanité a besoin. Tous les deux pensaient que Rome, et Rome seule, peut être la capitale de l'Italie. Tous les deux enfin protestaient contre la place privilégiée que la plupart des démocrates européens accordaient à la France ; après avoir combattu le scepticisme voltairien, ils niaient la primauté révolutionnaire de Paris. La gallophobie d'Alfieri s'était transmise à l'un comme à l'autre.

Certains admirateurs de Gioberti ne dissimulèrent pas les faiblesses de son livre. Il reprenait la tradition des guelfes ; il représentait cette école néo-guelfe dont les historiens s'appliquaient depuis vingt ans à combattre la théorie de Machiavel, attribuant à la papauté l'échec de tous les essais d'unité italienne. Beaucoup d'Italiens, qui voyaient Grégoire XVI à l'œuvre, ne partageaient point la confiance de l'écrivain dans la volonté réformatrice du Saint-Siège ; au-dessus des nombreux curés patriotes ils apercevaient un épiscopat réactionnaire. Le silence de Gioberti sur le rôle futur de l'Autriche leur sembla indigne d'un homme qui voulait préparer l'avenir. Enfin sa gallophobie offensait tout un groupe de libéraux attachés à la France, comme Romagnosi et Ferrari qui, fixé à Paris depuis 1836, finit par se faire naturaliser Français. Elle déplaisait aussi à l'homme qui, tout en glorifiant Gioberti, essaya de le compléter. Le comte César Balbo lui dédia ses *Espérances d'Italie* (1844). Gioberti a bien fait, disait-il, de désavouer les complots, de louer le christianisme ; il a eu tort de trop compter sur le pape et de ne rien dire de l'Autriche. Celle-ci doit abandonner le royaume lombard-vénitien. Comment l'y décider ? En lui réservant l'héritage de l'empire ottoman qui va être disponible. Aux Italiens de se tenir prêts afin d'imposer cet échange au gouvernement de Vienne.

Si Balbo dédiait son livre à Gioberti, d'Azeglio dédia le sien à Balbo. L'État pontifical, où subsistaient les institutions les plus surannées du moyen âge, majorats, biens de main morte, avec des tribunaux confiés à un clergé ignorant, contenait beaucoup de mécontents. La Romagne, toujours inflammable, fut en 1845 le théâtre de troubles vite réprimés. Le jeune marquis Maxime d'Azeglio, jusque là occupé surtout d'art et de littérature, les raconta dans une courte brochure qui eut un succès éclatant (1846). Lui aussi blâmait les émeutes, que la grande masse italienne, dépourvue d'éducation civique, ne songeait point à soutenir ; lui aussi affirmait son attachement à l'Église ; mais sa description du gouvernement pontifical révéla tous les maux d'un régime d'arbitraire et d'immobilité.

Les patriotes séparés de l'école républicaine de Mazzini appelaient de leurs vœux le souverain qui saurait se mettre à la tête de l'Italie. Certains avaient cru autrefois le trouver dans le prince énergique arrivé au trône des Deux-Siciles en 1830, parce qu'il affirmait sa volonté de ne pas être le vassal de l'Autriche ; mais le bourreau des Bandiera ne pouvait

plus être pour eux qu'un ennemi, et l'activité de Ferdinand II, très féconde pendant quelques années, s'était réduite à la lutte permanente contre les complots libéraux. Il fallait donc se retourner vers Charles-Albert ; d'ailleurs Gioberti, Balbo et d'Azeglio, trois Piémontais, connaissaient et appréciaient la force de l'État subalpin. Que pouvait-on attendre de Charles-Albert ? Le ministre de France en 1831, Barante, le dépeignait « triste, découragé, méfiant, solitaire, instruit et raisonnable, mais sans conviction forte, sans volonté arrêtée, craignant l'influence d'autrui sans savoir exercer la sienne, vaillant dans l'action, timide dans la détermination, peu bienveillant pour les personnes, sans foi dans les opinions ». Ce portrait paraissait encore vrai quinze ans plus tard. Les libéraux n'oubliaient ni les accusations portées contre lui en 1821, ni sa cruauté froide en 1833 ; mais ils ne pouvaient méconnaître l'importance de l'œuvre accomplie sans bruit par ce monarque silencieux. Modérant le protectionnisme rigoureux accepté par ses prédécesseurs, il signa vingt-six traités de commerce et de navigation, développa le port de Gênes, améliora les routes, supprima le régime des corporations ; tandis que ses voisins italiens construisaient quelques petites voies ferrées d'un intérêt assez restreint, il fit dresser un plan d'ensemble soigneusement étudié. Son œuvre sociale n'était pas moins importante ; il supprimait le régime féodal en Sardaigne, mettait fin aux persécutions contre les Vaudois, enfin donnait au pays tout entier un code inspiré de l'esprit moderne. On le savait animé de l'antipathie traditionnelle des souverains piémontais contre l'Autriche ; celle-ci venait précisément d'engager avec lui une âpre querelle douanière. Balbo et d'Azeglio, qui n'avaient subi aucune disgrâce pour leurs livres audacieux, se demandaient jusqu'où irait son appui. D'Azeglio, voulant en avoir le cœur net, alla lui exposer les projets des patriotes, et fut ému d'entendre le roi lui dire de son ton glacial que, l'occasion venue, « sa vie, celle de ses fils, ses forces, ses trésors, son armée, tout serait dépensé pour la cause italienne ». Mais d'autres, connaissant les tendances d'une bonne partie de son entourage, et surtout de son principal ministre, conservaient leur défiance envers le prince versatile et peu sûr qu'un poète satirique surnomma le Roi Girouette.

L'année 1846 vit disparaître François IV, le despote de Modène, puis Grégoire XVI, le pape réactionnaire qui repoussait toutes les nouveautés, y compris les chemins de fer ou les

congrès scientifiques. Le conclave élit rapidement Pie IX. L'amnistie accordée par lui dès les premiers jours aux condamnés politiques déchaîna dans l'État romain, puis dans toute l'Italie, un enthousiasme qui allait gagner peu à peu le monde entier. Le pape annoncé par Gioberti, l'homme providentiel était enfin venu ! Quand on le vit supprimer la censure préventive des livres, accorder la formation d'une garde civique, la joie populaire se manifesta plus bruyamment que jamais sur les bords du Tibre. La Romagne si souvent révoltée acclama le pontife; les villes de cette région, séparées par des inimitiés traditionnelles, fraternisèrent dans l'amour de Pie IX. Celui-ci d'ailleurs étonné, troublé par les espérances qu'on mettait en lui, cherchait à calmer les illusions : « Je ne veux pas faire, disait-il, ce que veut Mazzini, je ne peux pas faire ce que veut Gioberti. » Mais l'Italie entière, éblouie par les nouvelles de Rome, sortait de sa torpeur et de son indifférence. On apprenait avec fierté les succès de Garibaldi à Montevideo¹, et dans tous les États italiens s'ouvrait une souscription pour lui offrir une épée d'honneur. Bientôt l'exemple de Pie IX porta ses fruits : le grand-duc Léopold de Toscane, un Habsbourg, accorda une amnistie, la liberté de la presse, la formation d'une garde nationale, la création d'une Consulte d'État (mai 1847). Charles-Albert, malgré les conseils pacifiques de son confesseur, opposa une raideur de plus en plus marquée aux réclamations de l'Autriche, même appuyées par une note hautaine de la Russie. Il accorda lui-même des réformes politiques, élection des conseils communaux et provinciaux, régime plus doux pour la presse : quelques nouveaux journaux prirent naissance, entre autres le *Risorgimento*, inauguré à Turin (décembre 1847) sous la direction de Balbo et d'un jeune seigneur encore peu connu, Cavour. En même temps le roi se décidait à congédier Solaro della Margherita, le ministre habile et actif qui avait si longtemps défendu auprès de lui la politique de la Sainte-Alliance.

Ce réveil italien était un réveil antiautrichien ; Metternich le voyait et s'en inquiétait. Le royaume lombard-vénitien, si calme depuis une dizaine d'années, se trouva gagné à son tour par l'agitation générale. Milan venait de manifester pour la première fois en décembre 1846 aux funérailles du comte Confalonieri, l'ancien proscrit ; la haute société milanaise n'ac-

1. Voir ci-dessous, p. 544.

cepta plus les invitations du vice-roi. Venise, longtemps docile, fut secouée par l'avocat Manin, qui devint l'âme du congrès scientifique tenu dans cette ville en 1847, et par Tommaseo, un Dalmate de culture italienne qui désirait l'alliance des hommes de la péninsule avec les Slaves du sud. On osa rappeler aux gouvernants autrichiens le manifeste libéral que leurs devanciers avaient adressé à l'Italie en avril 1815 et demander pourquoi les promesses d'autrefois étaient complètement oubliées. Cette opposition inattendue avait exaspéré dès le premier jour le commandant de l'armée autrichienne dans le royaume, le vieux maréchal Radetzky ; cédant à ses instances, Metternich laissa la garnison de la citadelle de Ferrare occuper cette ville pontificale (août 1847), comme le permettait le traité de Vienne en cas d'agitation dangereuse. A cette nouvelle toute l'Italie s'indigne contre l'outrage fait à Pie IX. Charles-Albert envoie au pape une lettre où il lui offre son appui sans réserve, et en laisse publier une autre où il a promis de conduire l'armée dans une guerre faite pour l'indépendance italienne ; Garibaldi écrit d'Amérique à Pie IX pour lui offrir son épée. Un compromis termina l'incident, qui avait encore augmenté la popularité du pape. Ne favorisait-il point aussi le projet, cher aux patriotes italiens, de réaliser l'union douanière entre les États de la péninsule ?

L'Autriche n'était cependant pas la seule à résister au courant. Le nouveau duc de Modène se montrait digne de son père, et les Bourbons demeuraient irréductibles. L'un d'eux, Charles-Louis, aima mieux vendre son duché de Lucques au grand-duc de Toscane que d'imiter la politique libérale de ce dernier ; devenu peu après, conformément aux conventions de 1815, duc de Parme à la mort de Marie-Louise (décembre 1847), il annonça la résolution de ne rien innover. L'autre Bourbon, le roi des Deux-Siciles, était inquiet du contraste chaque jour plus saisissant qui s'accusait entre la conduite de Pie IX et la sienne ; aussi ordonna-t-il à sa police plus de rigueur que jamais, à Naples comme en Sicile. Ce joug si dur décida les libéraux des deux moitiés du royaume à laisser de côté la rivalité traditionnelle qui avait aidé souvent le despotisme à vaincre ses adversaires. La Sicile conservait encore, avec des superstitions dignes d'autrefois, un attachement passionné pour ses coutumes propres, pour son régionalisme original ; aussi les Siciliens étaient-ils prêts à suivre les patriotes contre le roi qui avait supprimé les derniers vestiges de leur autonomie.

Là aussi le cri de ralliement dans les manifestations fut : « Vive Pie IX ! » Elles préludèrent à la révolution de Sicile qui allait être en 1848 la première des révolutions européennes.

III. — L'AGITATION POLITIQUE EN ALLEMAGNE¹.

Plus heureuse que la Pologne et que l'Italie, l'Allemagne n'avait point de maîtres étrangers ; les Habsbourgs et les Hohenzollern étaient des Allemands. Si Metternich respectait la langue et les coutumes des Magyars et des Slaves, il disait quand même en 1847 à l'ambassadeur prussien : « L'Autriche est allemande par son histoire, par le noyau de ses provinces, par sa civilisation. » Le *condominium* austro-prussien continuait à fonctionner sans trop de conflits ; le chancelier autrichien, malgré les inquiétudes que lui inspirait le Zollverein, laissait la Prusse l'organiser, le fortifier, la diplomatie prussienne, en retour, l'aidait si bien que les chauvins de Berlin accusaient les ambassadeurs de leur monarque à Vienne d'être de bons Autrichiens. Cet accord des deux cours permettait à la Diète de Francfort de continuer sa vie somnolente et inutile.

Mais les institutions de 1815 devinrent odieuses à un nombre croissant d'Allemands dont le programme tenait en deux mots : liberté, nationalité. La liberté politique était demandée par tous les novateurs, libéraux ou radicaux ; ceux même qui adoptaient les nouvelles idées communistes s'associaient aux autres pour soutenir quelques réformes précises, liberté de la presse, garde nationale, publicité des audiences judiciaires, et surtout pour réclamer une constitution moderne, semblable à celle de la Belgique. Mais comment fortifier la nationalité ? Ici l'accord était plus difficile. En Allemagne comme en Italie, peu d'hommes possédaient la notion précise de l'unité : beaucoup plus qu'en Italie cette unité paraissait une chimère, puisqu'il fallait choisir entre deux grandes puissances. L'unité sous la direction de l'Autriche était rendue impossible par le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres cités p. 405, on consultera plusieurs articles du recueil de Haupt sur la *Burschenschaft* indiqué p. 46. Le vieil ouvrage de Saint-René Taillandier, *Études sur la révolution en Allemagne* (Paris, 1853, 2 vol. in-8°), mérite encore d'être lu, ainsi que le livre de Lévy-Bruhl, *L'Allemagne depuis Leibnitz* (Paris, 1890, in-16). Voir aussi Rachfahl, *Deutschland, König Friedrich-Wilhelm IV und die Berliner Märzrevolution* (Halle, 1901, in-8°) ; Erich Brandenburg, *Die deutsche Revolution* (Leipzig, 1912, in-8°, n° 74 de la collection « Wissenschaft und Bildung ») ; Franz Mehring, *Sozialistische Lyrik*, dans l'*Archiv für die Geschichte des Sozialismus*, t. IV (1913), p. 191-222.

refus certain de Vienne et par l'existence d'une majorité non germanique dans les États des Habsbourgs. L'unité sous la direction de la Prusse ne pouvait se faire que si l'on écartait l'Autriche ; la plupart des patriotes ne se résignaient point à faire un pareil sacrifice, à créer la Petite Allemagne au détriment de la Grande. Mais tous pensaient qu'on devait abandonner le régime de 1815, avec son organe central dépourvu d'initiative et de moyens d'action ; presque tous voyaient dans l'élection populaire le meilleur procédé pour substituer l'État fédéral (*Bundesstaat*) à la fédération d'États (*Staatenbund*). Ces idées se développèrent à la suite du grand élan national provoqué par la menace française de 1840 ; Metternich remarquait sans plaisir que l'état d'esprit de l'Allemagne était redevenu celui de 1813.

Il aurait fallu aux souverains des petits États allemands beaucoup de sagesse et de sens politique pour lutter contre ces tendances nuisibles à leur autonomie, pour ménager cette fidélité que Henri Heine signalait, non sans ironie, comme le trait distinctif du peuple allemand. Plusieurs d'entre eux, au contraire, semblèrent prendre à tâche d'irriter leurs sujets. L'exemple leur avait été donné, avant 1840 déjà, par le roi de Hanovre. En 1837 l'avènement de la reine Victoria au trône de Grande-Bretagne avait fait passer le Hanovre, fief masculin, au duc de Cumberland, oncle de la jeune reine ; les journaux anglais marquèrent leur satisfaction de voir s'éloigner de Londres ce tory ultra-conservateur. Il trouva dans son nouveau royaume la constitution accordée après 1814 par les souverains britanniques et respectée depuis. D'après l'ancien droit monarchique, un prince qui prend la couronne peut considérer comme caducs les engagements de ses prédécesseurs tant qu'il ne les a pas confirmés ; Ernest-Auguste invoqua cette règle pour supprimer la constitution et rétablir des États provinciaux à l'ancienne mode. Grande fut la colère dans l'élite éclairée : sept professeurs de l'Université de Göttingen publièrent une protestation contre ce coup d'État ; parmi les signataires se trouvaient des hommes déjà illustres, comme les frères Grimm, et un autre qui allait le devenir, Dahlmann. Le roi les dépouilla de leurs chaires. Ce scandale secoua le sommeil où l'Allemagne était plongée depuis les mesures de réaction de 1834 et 1835. De nombreuses adresses furent envoyées aux professeurs destitués. Les souverains mêmes leur offrirent des chaires dans leurs Universités : la Prusse et la Saxe, par exemple, se dis-

putèrent Albrecht, un juriste renommé ; les deux Grimm furent bientôt appelés à Berlin. Mais la Diète fédérale refusa d'intervenir, et le roi de Hanovre maintint son œuvre. Ses actes ultérieurs n'étaient pas faits pour lui rendre la popularité : quand les États lui proposèrent en 1847 d'autoriser la publicité de leurs délibérations, il répondit par un brutal refus.

La Hesse-Cassel était plus célèbre encore par les caprices ridicules et honteux de ses tyranneaux. Le prince électoral, régent au nom de son père, ne pardonnait pas au chef des libéraux, Jordan, d'avoir rédigé la constitution établie en 1831 ; en 1839 Jordan fut arrêté comme coupable de haute trahison, et l'on fit traîner son procès jusqu'en 1845 ; quand il sortit de prison enfin acquitté, on ne lui rendit pas sa place. Lorsque le régent devint électeur à la mort de son père en 1847, il voulut imiter le roi de Hanovre et changer la constitution ; mais les temps étaient devenus plus durs pour les souverains et, sur les conseils de Berlin et de Vienne, il dut maintenir le *statu quo*. Non loin de la Hesse le royaume de Saxe, où l'industrie grandissait, apprit à connaître les agitations ouvrières ; un agitateur éloquent passé des bords du Rhin à Leipzig, Robert Blum, y devint un tribun populaire assez écouté pour apaiser un conflit entre les soldats et la foule à Dresde en 1845.

L'Allemagne du sud avait des constitutions plus modernes ; au lieu d'États provinciaux divisés en trois ordres, on y trouvait des Chambres vraiment représentatives. C'était, aux yeux des souverains de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, une garantie contre la domination excessive de l'Autriche et de la Prusse ; mais chacun de ces princes voulait maintenir son Landtag dans les limites étroites imposées par la charte constitutionnelle. De leur côté les députés se plaignaient de ce rôle restreint, sans oser toutefois pousser la résistance trop loin, de peur d'inciter les monarques à imiter les grands autocrates voisins. Les discussions des Chambres formèrent un personnel libéral qui savait défendre ses idées, protester contre les excès de la censure ou de la police. Le grand-duché de Bade, voisin de la France et de la Suisse, était le pays le plus avancé de l'Allemagne. Un des grands doctrinaires du libéralisme, le professeur Welcker, y publia en 1844 les documents complets sur la réaction de 1819 et de 1834, en les accompagnant d'un commentaire indigné. Le mouvement d'opposition prit même une telle force que le grand-duc appela

au pouvoir un ministère libéral vers la fin de 1846, et les radicaux y étaient assez nombreux pour y former un parti, dont Struve devint l'orateur écouté. Le Wurtemberg était plus calme, sous le gouvernement énergique du roi Guillaume. Quand la disette provoqua une émeute à Stuttgart en 1847, on le vit monter à cheval pour diriger lui-même la répression. Les opposants lui reprochaient d'avoir marié son fils à une grande-duchesse, la fille du tsar exécré.

En Bavière le roi Louis I^{er}, qui gouvernait depuis 1825, avait donné bien avant Frédéric-Guillaume IV de Prusse l'exemple d'un romantique sur le trône : on connaissait partout son activité intellectuelle, ses fondations artistiques, et aussi la haine qu'il témoignait à la France, la fierté qu'il conservait en face de Metternich. Personnage étrange et fantasque, il donnait le pouvoir tour à tour aux libéraux et aux catholiques ; ces derniers le gardèrent plusieurs années de suite, et leur autorité vexatoire et tâtillonne rendit impopulaire le premier ministre Abel, qui était déjà menacé de disgrâce quand apparut Lola Montez. Cette danseuse espagnole, d'origine écossaise, acquit une telle influence auprès de Louis I^{er} que le ministère catholique protesta publiquement et fut renvoyé (1847). De là des manifestations violentes à l'Université de Munich. La colère devint générale quand on sut que la favorite avait causé aussi le renvoi d'un ministère libéral (décembre 1847). Les troubles ne devaient plus cesser jusqu'à l'abdication du roi.

Dans plusieurs parties de l'Allemagne les agitations religieuses venaient s'ajouter aux agitations politiques. L'ardeur des catholiques organisant les pèlerinages de Trèves¹ souleva des protestations nombreuses ; un prêtre révolté contre l'Église, Ronge, trouva beaucoup d'adhérents qui, dans quelques villes, provoquèrent des discordes. La question juive causait aussi des conflits. Certains radicaux du sud parlaient d'anéantir à la fois les princes, la noblesse et les Juifs. Au Landtag Uni de Berlin un des chefs libéraux, Camphausen, demanda l'émancipation des Juifs ; au contraire, le jeune Bismarck parla d'eux en termes hostiles et réclama, comme tous les conservateurs, le respect de l'État chrétien.

Bien qu'on ne songeât point encore à opposer la Grande Allemagne et la Petite Allemagne, c'est vers la Prusse que

1. Voir ci-dessus, p. 185.

se tournaient depuis longtemps ceux qui aspiraient à la rénovation du pays. Depuis l'avènement de Frédéric-Guillaume IV, les patriotes allemands espéraient qu'il prendrait l'initiative de la réforme, tout comme les libéraux prussiens attendaient de lui une constitution. Les uns et les autres avaient à la fois raison et tort. La bonne volonté ne manquait point au roi romantique ; sur la question nationale comme sur les libertés prussiennes il avait des projets confus, des velléités changeantes et vagues. Dès 1840, à peine sur le trône, il avait exprimé à Metternich son désir de fortifier leur « chère patrie allemande ». Profitant du grand élan qui, peu de semaines après, unit tous les Allemands contre la France, il obtint de l'Autriche la mise en train de la réforme militaire. A diverses reprises encore il proposa au gouvernement de Vienne de préparer en commun les institutions nouvelles ; Metternich ne disait jamais non, il envoyait même des fonctionnaires à Berlin pour écouter les exposés du roi, mais toujours surgissait un nouveau motif d'ajourner la décision. Frédéric-Guillaume ne se découragea point ; si le tsar était hostile à tout changement, Albert de Saxe-Cobourg, le mari de la reine Victoria, lui conseillait de prendre la tête du mouvement national (1847).

Parmi les confidents du roi, un des plus sûrs était Radowitz, catholique romantique et patriote. Le mémoire qu'il composa sur la réforme reçut l'approbation royale en novembre 1847 : il contenait une critique sévère de la faiblesse de la Diète et des tergiversations des souverains. « La force la plus puissante d'aujourd'hui, disait-il, la nationalité, est devenue l'arme la plus dangereuse dans les mains des ennemis de l'ordre légal. » La centralisation nécessaire devait commencer par trois réformes : celles de l'armée fédérale, du droit criminel et du régime commercial, en y comprenant les poids et mesures, les postes, les chemins de fer. Cependant l'auteur du mémoire esquiva la question la plus importante, celle de l'attitude à prendre si l'Autriche opposait son veto. Frédéric-Guillaume IV aussi évita d'examiner franchement la difficulté, mais il envoya Radowitz à Vienne, où les événements de Suisse et d'Italie fournirent un nouveau prétexte pour ajourner la réponse. Elle n'était pas encore donnée en mars 1848. Metternich se croyait très habile en gagnant ainsi du temps ; il ne voyait pas que le mouvement national avait acquis une force irrésistible depuis que l'Allemagne tout entière se passionnait pour le problème du Slesvig-Holstein.

IV. — LE RÉVEIL DU NATIONALISME EN ALLEMAGNE¹,

Le Danemark, privé de la Norvège en 1814, conserva jusqu'en 1848 un régime autocratique. Frédéric VI, qui régna de 1808 à 1839, pratiquait le despotisme éclairé à la façon du XVIII^e siècle ; tout au plus accorda-t-il en 1834, sur le modèle de la Prusse, des États provinciaux purement consultatifs. Le monarque possédait aussi, d'après des règles remontant au moyen âge, les duchés de Slesvig et de Holstein (auxquels fut ajouté en 1815 le petit duché allemand de Lauenburg). Ils ne faisaient point partie du Danemark ; mais le roi était duc dans ces deux pays. Le Holstein parlait allemand ; l'allemand et le danois se partageaient le Slesvig sans qu'il y eût conflit, chaque paroisse étant à peu près libre d'adopter la langue de son choix. Les rois avaient pris l'habitude de laisser aux duchés une existence autonome ; c'était abandonner l'autorité à la noblesse, entièrement germanisée, qui jouissait de grands privilèges et qui domina dans les nouveaux États provinciaux. En 1839 eut lieu l'avènement de Christian VIII, prince lettré, savant, brillant, que l'on compara bientôt à Frédéric-Guillaume IV de Prusse. Il n'avait qu'un fils, dépourvu d'enfants, si bien que la couronne devait revenir ensuite à une branche collatérale héritière par les femmes. Or, les duchés étaient des pays de succession masculine ; aussi une autre branche, celle des ducs d'Augustenburg, avait-elle soin de revendiquer ses droits éventuels.

Ce problème, embrouillé par les complications du droit féodal, aurait pu être facilement réglé au moyen d'un compromis ; mais la question dynastique allait se transformer en question nationale. Déjà sous Frédéric VI la noblesse du Holstein,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres cités p. 405, voir, sur la question des duchés, parmi les ouvrages danois, le *Manuel historique de la question du Slesvig*, publ. par un groupe d'historiens danois sous la direction de Franz de Jessen, d'abord en danois (*Haandbog i det nord-slesvigske Spørgsmaals Historie*, Copenhague, 1901, in-8°), puis en français (Copenhague, 1906, in-8°) ; P. Lauridsen, *Da Sønderjylland vaagnede* [Quand le Slesvig s'éveilla] (Copenhague, 1909-1922, 8 vol. in-8°). — Sur l'histoire générale du Danemark, voir *Det Danske Folks Historie*, ouvrage collectif dirigé par Aage Friis, Axel Linwald et Mackeprang, t. VI (Copenhague, 1928, in-8°). L'exposé allemand le plus complet est celui de Brock, *Die Vorgeschichte der Schleswig-Holsteinischen Erhebung von 1848* (Göttingen, 1916, in-8°) ; il y a aussi plusieurs études de Brandt, qui est remonté aux origines lointaines du conflit dans *Geistesleben und Politik in Schleswig-Holstein um die Wende des 18ten Jahrhunderts* (Berlin, 1925, in-8°). Le meilleur tableau des idées de la jeunesse allemande à la veille de 1848 se trouve dans les Mémoires de Carl Schurz, *Lebenserinnerungen* (Berlin, 1906-1912, 3 vol. in-8°).

menacée dans son pouvoir par l'absolutisme du roi, avait commencé à colorer sa résistance de patriotisme germanique. Le Holstein d'ailleurs (comme le Lauenburg) faisait partie depuis 1815 de la Confédération germanique ; le Slesvig n'en faisait point partie, mais les deux duchés depuis longtemps étaient considérés comme « indissolublement unis ». Le réveil linguistique, ici comme dans les pays autrichiens, vint envenimer les conflits ; le danois et l'allemand s'affrontèrent dans le nord du Slesvig. Puis la science historique renforça les arguments des linguistes et des juristes. L'Université de Kiel était presque entièrement allemande ; parmi ses maîtres se trouvait Dahlmann, personnage grave, respectable, célèbre en Allemagne pour avoir entraîné ses collègues de Gœttingen dans la résistance au coup de force du roi de Hanovre. Ses traités de science politique étaient dominés par la notion du droit historique ; c'est ce droit qu'il invoqua pour affirmer le caractère allemand des duchés, avec la légitimité de la succession masculine. Ces controverses n'intéressaient encore qu'une minorité lorsque Christian VIII, voulant affirmer à la fois ses droits et sa modération, publia en 1846 une *Lettre ouverte*, où il déclarait le Slesvig régi par les mêmes règles de succession que le Danemark et réservait pour une étude ultérieure la décision à prendre touchant le Holstein.

Ce fut la *Lettre ouverte* qui déchaîna l'orage. L'Université de Kiel devint le centre de la résistance ; Dahlmann secoua l'inertie des autres maîtres et fit appel au sentiment allemand ; de jeunes historiens formés par lui, Waitz et Droysen, le soutenaient avec chaleur. Neuf professeurs de Kiel signèrent une consultation qui affirmait à la fois les droits de la famille d'Augustenburg et l'impossibilité de séparer le Slesvig du Holstein. Cette consultation fut répandue dans toute l'Allemagne ; ce pays d'Universités suivit ses professeurs. Heidelberg avait parmi ses maîtres un patriote militant, Gervinus, non moins renommé dans l'Allemagne du sud que Dahlmann dans celle du nord. Il rédigea l'adresse d'adhésion que son Université allait envoyer à Kiel ; dans tous les autres centres universitaires, on fit de même. Les États provinciaux du Holstein et surtout du Slesvig, protestant contre la lettre royale, furent admirés pour leur énergie.

C'était un nationalisme agressif et conquérant qui s'affirmait ainsi. En 1840 des hommes de tous les partis, depuis le capitaine de Moltke jusqu'au jeune radical Frédéric Engels,

non contents de riposter aux menaces françaises, avaient réclamé la « reprise » de l'Alsace : maintenant on parlait de reprendre la marche septentrionale de l'Allemagne. Le vieux poète Arndt, rappelant le temps où la mer du Nord et la Baltique étaient dominées par la Hanse germanique, s'écriait : « Si l'on nous enlève encore le Holstein, nous perdrons d'un seul coup tout espoir de recouvrer jamais la Baltique, notre propriété. » Dès 1844 avait commencé à circuler dans les duchés un *lied* patriotique composé par Strass et Chemnitz, *Slesvig-Holstein entouré par la mer* (*Schleswig-Holstein, meerumschlungen*), qui renfermait, avec une allusion à l'Alsace, un appel à tous les Allemands ; cette chanson devint aussi populaire que le *Rhin allemand* de Becker l'avait été six ans plus tôt.

Au patriotisme allemand s'opposa le patriotisme danois. Si la masse paysanne demeurait indifférente à la vie publique, la capitale, Copenhague, devenait de plus en plus vivante ; le pays réveillé par des hommes tels que Grundtvig, Kierkegaard et Œhlenschlæger, protestait contre le maintien de la monarchie absolue. Le parti libéral, recruté dans les classes élevées, avait espéré sous Frédéric VI que le prince héritier donnerait une constitution ; mais Christian VIII, comme le roi de Prusse, ajourna l'exécution de ses promesses, et plus tard il fut absorbé par l'affaire des duchés. Comme en Allemagne, les libéraux danois étaient en même temps nationalistes ; ils reprochaient à la noblesse des duchés à la fois ses privilèges féodaux et son caractère germanique. Parmi eux se forma un parti qui résuma son programme dans une formule précise : « Le Danemark jusqu'à l'Eider ! » A la différence de quelques intransigeants, il se désintéressait du Holstein, mais voulait rattacher le Slesvig au Danemark par des liens politiques et administratifs très solides. La science danoise tenait tête à la science allemande : les philologues de Heidelberg ou d'Iéna recevaient les répliques de Madvig, le grand philologue de Copenhague, et même à l'Université de Kiel un professeur de droit, Paulsen, combattait les arguments de ses collègues. En face du germanisme enfin apparaissait le scandinavisme ; on prêchait l'union des trois peuples du nord, et les propositions danoises trouvaient un écho en Norvège, plus encore en Suède.

Les souverains allemands ne purent garder le silence. Plusieurs d'entre eux avaient des liens de famille ou d'amitié avec la branche d'Augustenburg, qui sollicitait leur appui. La Prusse

et l'Autriche se méfiaient d'un mouvement déchaîné par les libéraux, mais ne voulaient point s'y opposer publiquement. Sous leur direction, la Diète de Francfort adopta une formule modérée qui, tout en ménageant la personne et le pouvoir de Christian VIII, réservait l'avenir et les droits des duchés. C'était beaucoup pour la Diète ; cela parut insuffisant aux patriotes. Leur passion contre le Danemark fit oublier à beaucoup d'entre eux la vieille antipathie contre la Pologne. Certains étaient mêmes disposés à voir dans les Polonais des alliés libéraux nécessaires contre la Russie.

Les unitaires prenaient contact dans les congrès. L'Allemagne avait organisé bien avant l'Italie ces congrès nationaux où se réunissaient tour à tour les naturalistes, les géographes, les linguistes. Metternich avait déclaré les congrès d'Allemagne beaucoup moins dangereux que ceux d'Italie parce qu'ils ne déviaient point vers la politique : bientôt cet éloge ne fut plus mérité. Le congrès des germanistes à Francfort (1846) écouta surtout l'exposé de la thèse allemande sur les duchés ; celui de Lübeck (1847) salua de ses acclamations le vieux Jacob Grimm embrassant Dahlmann, et s'intéressa aux réformes libérales à introduire dans le système judiciaire. Dans toutes ces réunions apparaissait le ruban tricolore, bleu-blanc-rouge, adopté par les Allemands des duchés en vertu d'une vieille tradition. Les audacieux, les étudiants surtout, portaient aussi en cachette un autre ruban tricolore, noir-rouge-or : c'étaient les couleurs de la *Burschenschaft*, prosrites depuis 1819, mais toujours chères à ceux qui rêvaient de l'unité allemande.

Metternich ne se faisait plus illusion sur les périls qui menaçaient le système personnifié par son nom. « La phase dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Europe, écrivait-il à un de ses ambassadeurs, est, d'après mon sentiment intime, la plus dangereuse que le corps social ait eu à traverser dans le cours des soixante dernières années. » Le 9 octobre 1847 il disait à l'ambassadeur prussien à Vienne : « Je suis un vieux médecin, je sais distinguer les maladies passagères des maladies mortelles : nous en sommes à celles-ci. » En Prusse la session du Landtag Uni, la vigueur des orateurs libéraux avaient secoué l'inertie générale ; dans ce pays accoutumé au silence on admirait les discours de Vincke, de Camphausen, de Hansemann. L'armée prussienne elle-même, le pilier fondamental de la monarchie, semblait s'ouvrir aux idées nouvelles, et aux plus hardies. En 1846 Anneke, un jeune officier coupable de théories subver-

sives, comparut devant un tribunal d'honneur, composé d'officiers, qui devait le chasser de l'armée ; il fut acquitté à l'unanimité, et le roi dut intervenir, faire nommer un nouveau tribunal composé uniquement d'officiers d'état-major pour qu'on renvoyât ce partisan du communisme. Deux autres officiers suivirent son exemple peu après et vinrent grossir le groupe communiste de Cologne.

Mais le communisme n'attirait qu'une poignée d'hommes ; le nationalisme passionnait toutes les classes instruites. Les plus ardents des patriotes invitèrent Gervinus à préciser leur programme. Le professeur de Heidelberg avait conquis une autorité considérable par ses manifestes, et surtout par son *Histoire de la littérature allemande*, qui exhortait les lecteurs à délaisser la spéculation métaphysique pour l'action politique ; cet ouvrage en cinq gros volumes avait eu grand succès chez un peuple « liseur de livres », selon le mot de Karl Marx. Les libéraux badois fondèrent en juillet 1847 la *Gazette allemande*, qui eut Gervinus pour directeur ; il écrivit pour l'Allemagne entière, empruntant ses collaborateurs à l'élite militante et lettrée de tous les pays de la Confédération. Il fallait transformer cette dernière : c'est ce que demandèrent, dans les derniers jours de 1847, les libéraux assemblés à Heppenheim, comme les radicaux réunis à Offenbourg. Les premiers voulurent mettre à profit le commencement d'unité réalisé par le Zollverein ; ils proposèrent de créer un Parlement douanier pourvu de droits politiques, représentant par conséquent la Petite Allemagne. Les seconds, plus ambitieux, réclamèrent une représentation communale à tous les pays germaniques. Ce rêve allait prendre corps quelques mois après dans le Parlement de Francfort.

CHAPITRE IV

LE LIBÉRALISME EN ANGLETERRE ET EN FRANCE¹

En face des trois autocrates qui dominaient l'Europe orientale et centrale, les deux grandes puissances de l'Occident représentaient le libéralisme. En France comme en Grande-Bretagne, le régime parlementaire avait triomphé de toutes les résistances ; à Paris comme à Londres il était admis que les ministres, officiellement choisis par le roi, ne pouvaient garder le pouvoir sans l'appui de la majorité de la Chambre élective. Dans l'un et l'autre pays la bourgeoisie avait conquis le premier rang ; mais en Angleterre il lui était encore disputé par l'aristocratie, tandis qu'en France elle régnait sans partage. Quant à l'avènement de la démocratie et du suffrage universel, on ne le considérait que comme une chimère puérule ou dangereuse.

I. — LE RÉGIME PARLEMENTAIRE EN GRANDE-BRETAGNE².

Nous avons vu que la réforme électorale de 1832 était modérée, incomplète, puisqu'elle laissait une bonne partie de la classe

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Voir les livres (cités p. 32 et 102) d'Élie Halévy (jusqu'en 1841) et de Spencer Walpole pour la Grande-Bretagne, de Charléty pour la France. Ajouter H. W. Carless Davis, *The age of Grey and Peel* (Oxford, 1929, in-8°).

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres cités p. 106, les grandes biographies que les Anglais consacrent aux chefs des partis politiques sont indispensables. Parmi les plus importantes citons Spencer Walpole, *John Russell* (Londres, 1889, 2 vol. in-8°), à compléter par une publication récente de papiers inédits de Russell (*The later correspondence of Lord John Russell, 1840-1878*, Londres, 1925, in-8°) ; W. F. Monypenny et G. E. Buckle, *Disraeli*, dont les trois premiers volumes (Londres, 1910-1914, in-8°) se rapportent à la période antérieure à 1848 ; John Morley, *Gladstone* (Londres, 1903, 3 vol. in-8°). Ch. Stuart Parker, *Robert Peel* (Londres, 1891-1899, in-8°). Voir aussi, George Kitson Clark, *Peel and the conservative party* (Londres, 1929, in-8°), étude approfondie sur le rôle de Peel de 1832 à 1841. — Sur Palmerston le livre déjà ancien de Bulwer, *Palmerston* (Londres, 1871, 3 vol., in-8°), est à compléter par la biographie plus résumée de Guedalla (Londres, 1926, in-8°). — Sur la jeunesse et le mariage de la reine Victoria, le livre vivant et amusant de Lytton Strachey, *Queen Victoria* (Londres, 1921, in-8°) a été traduit en français (Paris, 1923, in-16). — Sur l'Irlande il y a beaucoup de choses nouvelles dans l'ouvrage passionné, mais bien documenté, d'un Irlandais catholique, George O'Brien, *The economic history of Ireland. From the Union to the famine* (Londres, 1921, in-8°).

moyenne, avec toute la masse ouvrière, privée de droits politiques ; mais cette première brèche pratiquée dans l'édifice puissant de l'ancien régime rendit possible une évolution générale des lois et des coutumes. La bataille gagnée contre les bourgs pourris encouragea tous les novateurs ; ils exposèrent leurs projets, que d'autres discutaient ; ce fut une époque de vie intense. « La génération suivante, de 1846 à 1870, a écrit John Morley, vécut sur le fonds de sentiments et de pensées des sept ou huit années qui précédèrent la chute du parti libéral en 1841. » Cette agitation étonnait, scandalisait ceux qui avaient connu, aimé l'Angleterre conservatrice de Castlereagh et de Wellington. Mérimée, visitant ce pays en 1835, entendait les dames s'écrier : « Comment pourrons-nous vivre quand viendra la Révolution ? » Vers la même époque le vieux Talleyrand, donnant sa démission d'ambassadeur à Londres, exposait au gouvernement de Paris son peu de sympathie pour l'Angleterre nouvelle, si différente de l'Angleterre traditionaliste qu'il avait longtemps admirée.

En réalité, le danger révolutionnaire était beaucoup moins grand que ne le croyaient les observateurs superficiels. Les institutions britanniques restaient solides ; le parti qu'on accusait de vouloir tout bouleverser, le parti radical, ne pouvait rien sans l'alliance avec les whigs. Les radicaux eux-mêmes étaient divisés, sur les questions religieuses comme sur les questions politiques : les partisans de l'État laïque ne s'entendaient point avec les représentants des sectes puritaines ; les partisans de la centralisation administrative se heurtaient à des novateurs qui voulaient réformer les autorités locales, mais en maintenant leur autonomie traditionnelle.

L'aristocratie, même après 1832, garda son pouvoir dans les régions rurales de l'Angleterre ; les *squires* ne perdirent pas leurs fonctions de juges de paix ; les *landlords* continuèrent à jouir de leurs immenses propriétés, qu'aucun changement n'atteignit avant la réforme douanière de 1846. La Chambre des Lords demeurait donc une force ; comme la plupart de ses membres étaient tories, elle se sentait capable de tenir tête aux ministères whigs, et repoussait la plupart des projets de lois présentés par eux jusqu'à ce qu'ils fussent corrigés, amendés selon ses vues. Mais les leaders conservateurs avaient trop d'expérience politique pour ne pas accepter les compromis nécessaires quand l'opinion publique imposait une réforme et que les Communes mettaient une énergie particulière à la défendre.

La loi de 1832 avait donné à la Chambre des Communes un personnel en partie nouveau. Ce n'est pas que l'aristocratie en fût exclue ; même après la suppression des bourgs pourris les cadets de grande famille trouvèrent facilement des sièges. Cependant on y voyait moins de jeunes nobles fraîchement émoulus d'Oxford ou de Cambridge, et plus d'industriels ou de commerçants qui avaient abordé la politique assez tard. Ces bourgeois laborieux aimaient les débats minutieux, les enquêtes menées avec soin par des commissions qui réunissaient tous les documents utiles. Quoique sensible à la grande éloquence, la Chambre préférait les *debaters* à l'esprit clair qui apportaient des arguments précis, en laissant de côté les citations de Virgile ou d'Homère. L'ensemble du pays s'intéressait à ces discussions depuis que les journaux les lui faisaient connaître en détail. Malgré les anciens règlements, la publicité des séances et des votes commençait à devenir la règle, si bien que la Chambre elle-même depuis 1836 publia les noms des votants et n'essaya plus de sévir contre les indiscretions des journalistes. Cet accord de la Chambre et de la presse allait donner à l'une et à l'autre une puissance irrésistible.

On rencontrait toujours aux Communes les deux partis traditionnels, ayant à leur tête les deux « équipes » dont la présence paraissait nécessaire à la vie politique chez les Anglo-Saxons. Le parti libéral maintint l'alliance conclue avant 1832 entre les whigs et les radicaux ; ceux-ci trouvaient ceux-là souvent trop timides, mais votaient avec eux sur toutes les questions importantes. Le parti eut désormais sa forteresse en Écosse ; la réforme de 1832, introduite par une loi spéciale dans ce pays qui jusque-là ignorait les institutions électives, y développa aussitôt une très forte vie politique, inspirée par des sentiments presque démocratiques. Le pays de Galles également se déclara pour les libéraux, tandis que la vieille Angleterre donnait volontiers ses voix aux conservateurs. Ceux-ci demeurèrent en principe les défenseurs de l'ordre de choses ancien, mais en acceptant les réformes accomplies et en admettant peu à peu que d'autres pourraient devenir nécessaires ; quelques-uns mêmes prêtaient déjà l'oreille aux avis audacieux de Disraéli, qui préconisait l'alliance de la noblesse avec les ouvriers contre une bourgeoisie arrogante composée de gens récemment enrichis. Les deux partis comptaient plusieurs grands seigneurs, ou les fils de ceux-ci, parmi leurs chefs ; tous les deux étaient d'accord pour soutenir le régime parlementaire, pour défendre l'ordre

établi contre les tentatives du prolétariat, et même pour assurer la suprématie de l'Angleterre protestante sur l'Irlande catholique. Aussi arrivait-il à des personnages notables de quitter un parti pour l'autre sans que le public en fût scandalisé : Stanley, le futur lord Derby, abandonna ainsi les libéraux, et, à la veille de 1848, on pouvait prévoir que le jeune Gladstone quitterait bientôt le parti conservateur.

La réforme de 1832 et la grande victoire électorale qui la suivit donnèrent aux libéraux la force nécessaire pour continuer pendant quelques années l'œuvre novatrice. On réalisa l'abolition de l'esclavage, la nouvelle loi des pauvres et la première loi vraiment efficace de protection ouvrière¹. On aborda les réformes religieuses, destinées à supprimer les abus si nombreux dans l'organisation administrative de l'Église anglicane ; on voulut mettre fin à la surveillance tracassière qu'elle exerçait encore sur les Dissidents². Surtout les libéraux abordèrent un grand travail qui devait se faire lentement et par étapes, en Écosse d'abord, puis en Angleterre, puis en Irlande, la réforme des institutions locales. La classe moyenne, qui venait d'obtenir l'entrée à la Chambre des Communes, réclamait également sa place dans les municipalités, jusque-là réservées à des oligarchies se recrutant par cooptation ; le plus souvent dévouées aux Tories, elles excluaient des emplois locaux les whigs, les radicaux et toutes les personnes étrangères à l'Église anglicane. A ces réclamations politiques s'ajoutaient des arguments pratiques : les disciples de Bentham et de l'école utilitaire montrèrent que les exigences de la vie moderne, les nouveaux services d'éclairage, de voirie, de surveillance des eaux, dépassaient les capacités de magistrats amateurs et les obligeaient à s'effacer devant les spécialistes compétents, les professionnels payés pour se consacrer à leur besogne. La loi municipale de 1835 fut la principale conquête réalisée par les novateurs ; elle détruisit le pouvoir des vieilles oligarchies en accordant le droit de vote à tous ceux qui payaient des impôts ; elle remplaça par un commencement d'uniformité l'infinie confusion des chartes communales. Vers la même époque diverses lois créèrent entre la paroisse et le comté une circonscription intermédiaire, l'« union », qui fut chargée d'appliquer la nouvelle loi des pauvres, s'occupa aussi des questions d'hygiène et

1. Voir ci-dessus, p. 333 et 353.

2. Voir ci-dessus, p. 190-192.

qui, sous le nom de « district », eut mission d'entretenir les routes. Ces réformes se firent, au profit non point du pouvoir central, mais des autorités locales élues, secondées par un personnel compétent. Si la *gentry* resta maîtresse des campagnes, elle perdit son ancienne autorité sur les villes. D'ailleurs les élections municipales de 1835 furent un véritable triomphe pour les partisans du régime nouveau.

Ces brillants succès du parti libéral contrastaient avec son impuissance en face des questions irlandaises, qui empoisonnèrent la vie publique pendant toute cette période. L'émancipation des catholiques laissait à résoudre de graves problèmes sociaux. De même qu'avant 1829¹, les progrès économiques de la Grande-Bretagne nuisaient de plus en plus à l'île sœur. L'Ulster seul, la province protestante colonisée par les presbytériens, mettait à profit les nouvelles industries textiles ; dans les autres provinces les fabriques se fermaient depuis qu'on avait supprimé en 1824 le droit de 10 % que payaient les marchandises britanniques à l'entrée en Irlande. L'agriculture, seule ressource de la masse catholique, était encore arriérée ; beaucoup de propriétaires voulurent la rendre plus productive en substituant à la petite culture le régime des grandes fermes bien exploitées ; ils multiplièrent ces « évictions » qui transformaient les tenanciers en journaliers, menacés par le chômage, rétribués d'une façon dérisoire. Les paysans se vengèrent par des attentats. Lord Grey, dans un discours prononcé en 1833, disait qu'on avait relevé pendant l'année 1832 plusieurs milliers d'actes criminels, dont 568 incendies, 290 mutilations de bestiaux, 242 homicides ; aucun Irlandais n'osait dénoncer les auteurs de ces méfaits, de peur d'être puni comme traître.

L'inégalité religieuse aggravait cette guerre sociale permanente. On avait aboli l'Acte du Test, mais l'Église anglicane demeurait en Irlande l'Église « établie », richement dotée, en face de l'Église catholique simplement tolérée, sans ressources régulières. Ce qui exaspérait surtout ces paysans pauvres et pieux, dominés par leurs prêtres, c'était de verser la dîme à l'Église des oppresseurs. Refus de paiement suivis de saisies, assassinats de collecteurs, des incidents toujours nouveaux entretenirent la « guerre des dîmes » qui dura, plus ou moins violente, pendant nombre d'années.

1. Voir ci-dessus, p. 77.

Contre ces désordres il existait un remède violent, que l'Angleterre avait souvent employé : c'étaient les lois de coercition imposées aux districts particulièrement troublés. Celle de 1833 renouvela les mesures extraordinaires : défense de quitter son domicile la nuit sans motif valable, perquisitions pour saisir les armes à feu, juridiction des conseils de guerre. Mais si quelques membres du ministère libéral appliquaient volontiers ces mesures, les autres cherchaient les réformes durables qui mettraient fin à l'état de guerre. Les plus audacieux, comme lord John Russell, désiraient « l'appropriation », c'est-à-dire l'affectation d'une partie des revenus de l'Église anglicane d'Irlande à des dépenses utiles pour le développement économique du pays ; mais une réforme aussi hardie soulevait l'opposition des conservateurs, des sectes puritaines, de tout un peuple demeuré fidèle à son mépris pour les papistes irlandais. A la Chambre des Communes la majorité libérale ne voyait pas sans inquiétude les ministres négocier avec O'Connell. Ce redoutable tribun était, au fond, un parlementaire habile, ami de la légalité, disposé à s'entendre avec les radicaux, à soutenir le cabinet ; son influence croissante choquait les préjugés des deux partis traditionnels. Les grands projets de réformes vinrent échouer devant la Chambre des Lords : elle accepta seulement la loi de 1833, qui supprimait dix évêchés anglicans, puis la loi de 1838, qui substituait à la dîme une taxe foncière perçue par l'État. Elle autorisa la même année le ministère à introduire en Irlande la loi des pauvres, promulguée depuis quelque temps en Angleterre. Cette mesure fut prise malgré O'Connell ; mais le gouvernement conserva l'appui du tribun en tenant compte de ses recommandations pour le choix des fonctionnaires irlandais.

C'était la question irlandaise qui avait amené lord Grey à laisser la place de premier ministre à lord Melbourne (1834). Peu après, comme on l'a vu ¹, Guillaume IV congédia le ministère de sa propre autorité afin de rendre le pouvoir aux conservateurs ; mais la colère causée par ce coup d'État royal assura l'échec de Robert Peel et le retour de Melbourne, qui allait rester premier ministre jusqu'en 1841. C'est alors que la mort du roi fit arriver au trône la jeune Victoria (1837). Elle était fille du duc de Kent, frère de Guillaume IV, et d'une princesse de Saxe-Cobourg, sœur du roi des Belges Léopold I^{er}. La jeune

1. Ci-dessus, p. 110.

reine trouva dans Melbourne le conseiller qu'il lui fallait ; ce grand seigneur, qui avait la finesse et l'esprit du XVIII^e siècle, sut diriger avec tact son éducation politique. Elle recevait aussi les avis de Léopold ; mais celui-ci put constater bientôt que Victoria n'entendait point se laisser mener par un souverain étranger. Il réussit du moins à lui faire prendre pour mari leur cousin Albert de Saxe-Cobourg. Cette union, qui fut d'ailleurs pour elle un mariage d'amour, eut des conséquences politiques heureuses. Demeurée sous le charme de Melbourne, la reine dissimulait mal son antipathie pour les tories et leur chef, le grave et glacial Robert Peel ; ceux-ci, de leur côté, accueillirent froidement son époux et décidèrent les Communes à lui voter une dotation de 30.000 livres au lieu des 50.000 demandées. Mais le prince-consort, habile et prudent, fit comprendre à Victoria qu'elle devait accueillir également bien les chefs des deux partis quand les élections leur donnaient le pouvoir. Ce fut le triomphe définitif du régime parlementaire. En même temps le ménage royal rendait à la cour d'Angleterre une dignité, une correction qu'elle ne connaissait plus depuis le temps de Georges III ; le prestige de la couronne y gagna beaucoup.

Quant au ministère libéral, son existence entre 1838 et 1841 devint de plus en plus difficile. Ce n'était plus seulement la question irlandaise qui amenait chaque jour d'inextricables complications ; l'agitation chartiste parut dangereuse pour tout l'ordre social¹ ; l'agitation libre-échangiste, alors à ses débuts, menaçait les revenus de la propriété foncière². Le cabinet d'ailleurs était divisé : entre Melbourne, désireux d'éviter les changements, d'ajourner les problèmes embarrassants, et John Russell, toujours prêt à soutenir les réformes vigoureuses, les désaccords étaient fréquents. Le succès obtenu en 1840 par lord Palmerston contre Mohamed Ali et ses alliés français releva un instant le prestige du ministère ; mais on lui reprocha bientôt de suivre une mauvaise politique financière, de laisser le déficit grandir sans y porter remède. Battu par un vote de défiance, il recourut à de nouvelles élections. L'Écosse et l'Irlande restèrent fidèles aux libéraux, mais la vieille Angleterre, dans les comtés surtout, assura une forte majorité aux conservateurs.

1. Voir ci-dessus, p. 332.

2. Voir ci-dessus, p. 300.

II. — LA POLITIQUE ANGLAISE DEPUIS 1841.

L'avènement du ministère Peel apparut aux spectateurs superficiels comme la revanche de l'aristocratie agrarienne contre la bourgeoisie urbaine, de l'Église anglicane contre les menaces des radicaux et des sectes dissidentes. Parmi les jeunes parlementaires d'avenir entrés dans le parti conservateur, Gladstone, l'écrivain traditionaliste qui venait de défendre brillamment l'Église établie contre ses adversaires, reçut un poste de premier ministre ; mais celui-ci laissa de côté Disraéli, l'audacieux novateur qu'on dénonçait comme un allié du chartisme. C'était pourtant un singulier tory que l'homme qui avait accompli la réforme monétaire en 1819, celle du code pénal en 1823, l'abolition du bill du Test en 1829, et qui avait proclamé en 1835 la nécessité pour le roi d'incliner sa prérogative devant les votes formels des Communes. Même dans l'opposition, il venait d'aider le ministère libéral à corriger les abus financiers et administratifs qu'on reprochait à l'Église anglicane. Le parti conservateur tout entier se rallia en 1841 au chef dont on s'accordait à reconnaître le génie politique et la supériorité intellectuelle ; mais les vieux tories se demandaient avec inquiétude quelles surprises leur réservait encore ce personnage taciturne et distant, qui daignait à peine avertir ses amis des changements rendus nécessaires par les circonstances.

Peel arriva au pouvoir en pleine crise et dut avant tout faire face aux mouvements révolutionnaires ; sa conduite envers les chartistes en 1842 fut la même que celle de ses prédécesseurs ; mais ensuite il aborda courageusement les réformes. On a vu comment il combina les mesures libre-échangistes, propres à développer l'industrie, avec l'établissement de l'*income tax*, qui devait parer à l'insuffisance provisoire des recettes². Enfin il supprima les droits sur les blés. Cette mesure audacieuse amena sa chute ; elle provoqua une scission chez les conservateurs, et le gros du parti, conduit nominalemeut par Bentinck et en réalité par Disraéli, renversa l'homme qui avait trahi la cause de la *gentry* et sacrifié l'agriculture à l'industrie.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages cités p. 431, ajouter Raymond Guyot, *La première entente cordiale*, cité p. 147 ; Donald M. Greer, *L'Angleterre, la France et la révolution de 1848. Le troisième ministère de lord Palmerston au Foreign Office* (Paris, 1925, in-8°) ; Otto Breiter, *Historisch-kritische Beiträge zur Frage der spanischen Hevraten* (Berne, 1917, in-8°) ; A. A. W. Ramsay, *Sir Robert Peel* (Londres, 1928, in-8°).

1. Voir ci-dessus, p. 304 et suiv.

Les libéraux n'avaient point osé faire la réforme douanière, qui mettait également aux prises chez leurs partisans des intérêts opposés ; ils profitèrent des querelles entre les tories ; et John Russell, succédant à Peel (1846), compléta l'œuvre économique de celui-ci. La baisse des prix du blé, du sucre, de toutes les denrées nécessaires, ne fut pas étrangère au calme avec lequel l'Angleterre et l'Écosse purent traverser la crise financière de 1847 et la crise politique de 1848.

L'Irlande n'eut point le même bonheur. L'arrivée de Robert Peel au pouvoir l'avait irritée, car elle voyait parmi les nouveaux ministres Graham et Stanley, deux libéraux passés au parti conservateur pour ne pas faire de concessions aux catholiques. O'Connell, n'ayant plus à ménager un ministère ami, voulut rétablir son autorité dans l'île en reprenant la campagne, abandonnée depuis huit ans, pour le « rappel » (abrogation) de l'Union, c'est-à-dire pour l'autonomie politique et administrative. Mais les intransigeants le disaient dépassé, fini ; c'est avec indignation qu'ils le virent se soumettre à l'arrêté qui interdisait le meeting monstre de Clontarf, près de Dublin (1843). Les autorités anglaises d'Irlande voulurent quand même le condamner pour sédition ; cet arrêt inique fut cassé par les juristes de la Chambre des Lords. Le grand agitateur, usé, découragé, alla mourir en Italie (1847). Sa place avait été prise par un nouveau parti, la « Jeune Irlande », qui faisait appel non seulement au sentiment catholique, mais au sentiment national, et qui, de même que les Italiens, les Slaves et les Allemands, recourait à la littérature et à l'histoire pour éveiller la conscience du peuple opprimé. Gavan Duffy, dans son journal la *Nation*, fut l'interprète le plus éloquent de ces idées.

Robert Peel, ici comme en Angleterre, se montrait disposé aux concessions, aux réformes ; seulement il avait à compter avec les répugnances des tories, avec les préjugés des protestants. La commission d'enquête formée par lui en 1843 ne cacha pas les défauts du régime agraire ; mais le bill rédigé sous son inspiration fut rejeté par les Lords. Peel voulut au moins satisfaire le clergé en élevant la subvention que le Parlement votait chaque année depuis longtemps pour le séminaire catholique de Maynooth. Là-dessus anglicans et dissidents s'indignèrent ; on entendit retentir de nouveau le *No popery* ! Gladstone donna sa démission pour ne pas approuver cette offense à l'Église établie (1845). L'année suivante une formidable crise économique

allait rejeter dans l'ombre pour quelque temps la religion et la politique. La maladie des pommes de terre, signalée en Angleterre dès 1845, atteignit l'Irlande en même temps que la France, les Pays-Bas, l'Allemagne. C'était l'unique nourriture des paysans irlandais qui disparaissait ; mauvaise récolte de blé, grande épizootie, tous les fléaux se réunissaient pour accabler ce pays misérable, ce qui décida Peel à proposer l'abolition des droits sur les blés, Wellington à la faire accepter par la Chambre des Lords ; mais, comme la famine provoquait une recrudescence de crimes agraires, le ministère proposa aussi une nouvelle loi répressive. La Chambre des Lords l'adopta ; aux Communes, Disraéli jugea l'occasion bonne pour châtier la « trahison » de Peel et provoquer la coalition des tories intransigeants avec les Irlandais et les whigs. Ce rapprochement assura la chute du ministère et le retour des whigs au pouvoir.

Le cabinet whig se trouva immédiatement aux prises avec l'angoissant problème irlandais. La famine, très grave en 1846, fut pire en 1847 ; suivant les statistiques les plus sûres, elle causa 500.000 morts. Le gouvernement essaya des ateliers nationaux, mais fut rapidement débordé par le flot de ceux qui voulaient s'y faire inscrire : ils étaient 114.000 dès octobre 1846, 440.000 en décembre, 700.000 en février 1847, et l'on n'avait pas de travail sérieux à leur donner. L'État intervint encore en organisant le drainage, en modifiant le régime des *workhouses*, en achetant les parcelles abandonnées ; les particuliers, dans toute la Grande-Bretagne, manifestèrent un magnifique élan de charité. Mais le véritable remède pour l'avenir fut découvert par les Irlandais eux-mêmes : l'émigration vers les États-Unis, qui entraîna le départ de 105.000 individus en 1846, de plus du double en 1847, allait être le grand phénomène social appelé à transformer la vie de ce peuple malheureux.

Quant à la politique extérieure de la Grande-Bretagne, elle obéissait à certaines règles qui ne changeaient point avec les ministères : maintien des traités de 1815, respect de l'intégrité de l'empire ottoman, conservation de la suprématie maritime et coloniale de la Grande-Bretagne, autant de points sur lesquels conservateurs et libéraux étaient d'accord. Mais l'application de ces principes fut très différente suivant que le ministre des affaires étrangères s'appelait Aberdeen ou Palmerston. Aberdeen, à qui Robert Peel confia le Foreign Office en 1841, eut une politique de paix et de conciliation. Il entretint des rapports

corrects avec la Russie, sans accueillir toutefois les ouvertures quelque peu inquiétantes de Nicolas pendant son voyage à Londres (1844). Les querelles avec les États-Unis, qui s'étaient envenimées depuis quelques années, reçurent au traité de Washington une solution satisfaisante (1846). Les rapports avec la France causèrent plus de préoccupations au ministre conservateur. Bien que son passé fît de lui l'adversaire du gouvernement français, il avait désapprouvé la brutalité de Palmerston en 1840 et voulait en effacer le souvenir. La visite de Victoria au château d'Eu (1843) mit fin au blocus moral qui éloignait les monarques européens du pays gouverné par le roi des barricades ; la visite rendue par Louis-Philippe à Windsor (1844), la seconde visite du couple royal d'Angleterre à Eu (1845) parurent confirmer ce que les discours du trône appelaient officiellement « l'entente cordiale ». Rien ne pouvait mieux la fortifier que l'amitié personnelle qui unit désormais Aberdeen et Guizot.

Cette cordialité ne dépassait pas le cercle des souverains et des deux ministres. Les collègues d'Aberdeen, sans désapprouver sa politique, demeuraient défiants : quand Wellington parlait de mesures militaires, pour le cas d'une attaque française, il trouvait en Robert Peel un auditeur attentif. Les diplomates anglais et français continuaient, par tradition, à se contrecarrer dans presque toutes les capitales. D'ailleurs le rapprochement politique n'était point accompagné d'un rapprochement commercial ; le protectionnisme français résistait aux efforts tentés par Londres pour obtenir un traité de commerce avantageux. Entre deux pays mal disposés l'un pour l'autre, le moindre conflit peut prendre des proportions inattendues. C'est ce qu'on vit à propos du droit de visite. Ce droit, exercé par les croiseurs anglais qui réprimaient la traite des nègres sur les côtes africaines, avait été admis dans les accords franco-anglais de 1831 et de 1833 ; l'Angleterre obtint de Guizot en 1841 que ces accords seraient consolidés par une convention internationale. Mais le projet souleva une telle opposition en France qu'on dut y renoncer, revenir même sur les accords antérieurs. Ensuite ce fut l'affaire Pritchard (1844) : un missionnaire anglais, qui excitait les indigènes à Taïti contre l'autorité française, fut arrêté, puis expulsé par ordre de l'amiral français. Les polémiques sur ce maigre incident, aggravées par la passion religieuse en Angleterre, par la passion politique en France, devinrent d'autant plus violentes qu'elles coïncidaient avec

la bataille de l'Isly et les bombardements de Mogador¹ et de Tanger par l'escadre française. La rivalité des agents des deux puissances en Turquie, spécialement en Syrie, ne fut pas étrangère aux troubles de 1845 dans le Liban. Toutes ces querelles, Aberdeen et Guizot les apaisèrent patiemment, non sans être accusés par les deux oppositions de laisser humilier le drapeau national.

Quand le ministère conservateur fut renversé en 1846, Palmerston prit la place d'Aberdeen au Foreign Office. John Russell ne la lui rendait point sans hésitations ; l'année précédente, quand Peel avait déjà voulu démissionner, le chef libéral s'était heurté aux répugnances de plusieurs grands seigneurs whigs contre un collègue encombrant et dangereux. Mais la popularité de celui-ci le rendait nécessaire. Palmerston avait été ministre pendant vingt ans avant 1830 ; il avait dirigé la politique étrangère, sauf un court intermède, pendant dix ans depuis 1830, et couronné sa carrière par le triomphe diplomatique de 1840. La nation anglaise se reconnaissait dans ce personnage énergique, persuadé de la supériorité de son peuple sur tous les autres, partisan de ce qu'un de ses compatriotes appellera plus tard le « splendide isolement ». Russell calma les craintes de ses collègues en permettant de surveiller, de réfréner le ministre des affaires étrangères ; mais il était difficile de réfréner Palmerston. La reine Victoria et le prince consort devaient s'en apercevoir bientôt, comme le premier ministre.

Palmerston entra aussitôt en conflit avec Guizot à propos des mariages espagnols. C'est ici qu'on doit en parler, car ils eurent beaucoup plus d'importance comme affaire anglo-française que comme événement espagnol. La régente Marie-Christine voulait marier ses deux filles, la jeune reine Isabelle et sa sœur l'infante. Louis-Philippe avait résolu, pour des raisons politiques, de renoncer au mariage d'un de ses fils avec la reine ; mais il voulait, comme chef de la maison de Bourbon, qu'elle épousât un Bourbon d'Espagne ; l'infante se marierait avec le duc de Montpensier, dernier fils du roi des Français. La famille d'Orléans rencontra la rivalité d'une famille alliée, celle de Saxe-Cobourg : à Londres, à Bruxelles, en Saxe, on parlait de marier Isabelle au prince Léopold de Cobourg, frère de celui qui avait épousé la reine de Portugal. Ces pourparlers,

1. Voir ci-dessous, p. 447 et 492.

qui avaient déjà fait l'objet des entretiens d'Eu en 1845, se poursuivaient paisiblement quand Palmerston arriva au pouvoir. Tout s'aggrava aussitôt. Les ambassadeurs à Madrid, Bulwer et Bresson, tous les deux violents et indociles, avaient engagé un duel diplomatique et ne rêvaient que plaies et bosses. Bresson, malgré les instructions de Paris, s'entendit avec Christine pour accepter les mariages simultanés d'Isabelle avec don François d'Assise et de l'infante avec Montpensier ; Bulwer, encouragé par les instructions de Londres, dénonça le mauvais gouvernement de Christine et voulut faire exclure Montpensier. Guizot, irrité par les nouvelles de Londres, décida Louis-Philippe à ne pas désavouer Bresson, et les mariages espagnols furent définitivement conclus (août 1846).

A Londres la colère fut générale. Victoria rompit ses relations personnelles avec la cour de France ; Peel et Aberdeen furent d'accord avec John Russell pour blâmer Guizot. Quant à Palmerston, il ne devait plus cesser pendant dix-huit mois de chercher une vengeance. Il attaqua personnellement Louis-Philippe ; des lettres compromettantes écrites par le prince en 1809 et 1810, conservées dans les Archives de Londres, furent communiquées aux représentants de l'Angleterre. Même violence contre Guizot : l'ambassadeur anglais à Paris, lord Normanby, osa, dans une lettre qui fut rendue publique, démentir formellement la version des faits présentée par le ministre français. L'incident ne fut apaisé qu'après de longs pourparlers. Palmerston éleva des protestations officielles à Madrid, où Bulwer favorisait tous les ennemis du gouvernement. Enfin, il essaya des démarches auprès des grandes puissances, en invoquant le traité d'Utrecht. Mais les trois autocrates, satisfaits de la rupture entre les deux puissances occidentales, ne voulurent pas intervenir ; Metternich déclara qu'ils n'avaient jamais reconnu la validité du testament fait par Ferdinand VII au profit d'Isabelle et au détriment de Carlos. Il voyait d'ailleurs avec plaisir que ce désaccord empêchait la France et l'Angleterre de protester ensemble contre l'annexion de Cracovie.

C'était un curieux anachronisme que ce conflit survenu entre deux gouvernements parlementaires sur une question dynastique. Mais il ne fut pas sans conséquences pour le mouvement national qui agitait l'Europe. Lord Palmerston était sincèrement libéral, ennemi de l'autocratie, heureux de montrer aux souverains de l'est que le régime parlementaire de la Grande-Bretagne était plus solide que leurs gouvernements. Il comprit

aussi, comme autrefois son maître Georges Canning, la force que donnait à l'Angleterre la sympathie des groupements d'avant-garde si nombreux en Europe. Et comme Louis-Philippe et Guizot devenaient les alliés des partis conservateurs, quel plaisir de soutenir les partis libéraux, de faire sentir à Metternich le danger de trop « flirter » avec Paris ! De 1846 à 1847 les agents anglais en Italie, Abercromby à Turin, Hamilton à Florence, Petre à Rome, Napier à Naples, encouragèrent les souverains à essayer des réformes libérales. Ensuite Palmerston fit mieux encore ; un personnage considérable, lord Minto, membre du cabinet, beau-père de John Russell, fut envoyé en mission extraordinaire à Turin, Florence et Rome. Ses encouragements étaient platoniques, mais produisirent grand effet sur Charles-Albert et Pie IX ; les populations l'acclamèrent. La politique anglaise, on le verra plus loin, ne fut pas moins favorable au parti radical en Suisse. Palmerston prétendait prévenir ainsi les révolutions ; les espérances éveillées par ses agents ne firent que les précipiter.

III. — LE GOUVERNEMENT DE GUIZOT¹.

Arrivé au pouvoir en octobre 1840, Guizot dirigea le ministère sous la présidence nominale du maréchal Soult, puis comme président du conseil en titre, jusqu'en février 1848. Le gouvernement de Guizot, ce fut en réalité le gouvernement personnel de Louis-Philippe ; le roi réussissait maintenant la tentative manquée avec Molé ; après avoir usé les ministres indociles comme Victor de Broglie et Thiers, il imposait son autorité à Guizot, revenu de ses erreurs d'opposant. Personne dans la famille royale n'essayait de lui résister ; seul son fils aîné, le duc d'Orléans, avait fait preuve d'indépendance, mais ce prince brillant et brave, beaucoup plus populaire que son père, mourut d'un accident de voiture à Neuilly (1842). Comme ses droits d'héritier présomptif passaient à un enfant de trois ans, le comte de Paris, le gouvernement fit voter une loi qui assurait la régence éventuelle au second fils du roi, le duc de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages de Thureau-Dangin et de Charléty, cités p. 102, voir les livres de Pilenco et de Greer cités p. 78 et 438, ainsi que le tableau tracé par G. Hanotaux, dans *l'Histoire politique de la nation française de 1804 à 1929* (Paris, 1929, in-4°, tome V de *l'Histoire de la nation française* dirigée par lui).

Nemours ; la duchesse d'Orléans, une princesse allemande qui avait su gagner l'opinion publique, fut mise à l'écart comme trop libérale. Tandis que la jeune reine Victoria renonçait aux velléités de gouvernement personnel qu'avaient encore manifestées ses prédécesseurs, le prince de Joinville écrivait à Nemours (1847) en parlant de leur père : « Tout remonte au roi... Il est habitué à gouverner, et il aime à montrer que c'est lui qui gouverne. »

Guizot n'eut point à se faire violence pour défendre la politique royale. Devenu le chef du parti de la résistance, qui s'appela depuis 1840 le parti conservateur, il jugeait nécessaire de maintenir sans changement le régime établi par la Charte de 1830. Ses adversaires ont prétendu résumer tout son programme dans ce précepte : « Enrichissez-vous » ; c'est dénaturer, en l'isolant, une formule qui figure dans un de ses discours. Mais il est certain que Guizot employa sa majestueuse éloquence à détourner les Français des réformes politiques, en leur assignant comme but le progrès économique. Le droit électoral, en particulier, lui semblait appartenir à ceux qui le méritaient ; les 200.000 ou 240.000 Français qui nommaient les députés constituaient la classe moyenne, véritable élite de la nation. A l'époque où Robert Peel affirmait la nécessité de ne pas négliger l'opinion des non-votants, Louis-Philippe et Guizot s'occupèrent exclusivement du « pays légal », du corps électoral, beaucoup moins nombreux en France qu'en Grande-Bretagne. La garde nationale elle-même qui, d'après la loi de 1831, comprenait tous les Français payant une contribution, finit par leur sembler trop nombreuse, trop indépendante ; on négligea de surveiller les exercices réguliers des légions, des compagnies ; on écarta les moins riches en imposant strictement aux gardes nationaux l'obligation de s'équiper à leurs frais.

La Chambre des pairs n'avait ni le prestige que donne l'hérédité ni la force que procure l'élection. Les membres étaient nommés à vie par le gouvernement ; celui-ci choisit quelquefois des hommes illustres, comme Victor Hugo, mais presque toujours il faisait de la pairie une consolation pour les députés ministériels non réélus, ou une retraite pour les hauts fonctionnaires vieilliss, ou une récompense pour les industriels enrichis. L'assemblée soutint docilement le ministère conservateur. Les Parisiens s'intéressaient parfois à une attaque de Molé contre son rival Guizot, à un discours éloquent de Montalembert défendant la cause catholique ; mais la Chambre des

pairs ne comptait pas d'ordinaire devant l'opinion publique.

C'était la Chambre des députés qui disposait du sort des ministres ; ceux-ci tenaient donc à s'assurer des élections favorables. Ils n'osaient plus, comme les ministres de la Restauration, contraindre publiquement les fonctionnaires à faire campagne pour les candidats officiels, ni encourager discrètement les préfets à effacer des listes électorales les noms des citoyens mal pensants. Ils remplaçaient les menaces par les promesses, l'illégalité par la corruption : subventions de l'État, décorations, faveurs personnelles, rien n'était épargné pour gagner les cinquante ou cent électeurs qui assureraient le triomphe du candidat ministériel. La satire de Louis Reybaud, *Jérôme Paturot*, présenta le tableau à peine chargé de ces pratiques. Le collègue de Guizot à l'intérieur, le comte Duchâtel, y recourait allègrement et sans scrupules ; parfois il employa les mêmes procédés avec les députés, pour assurer au gouvernement un vote favorable sur une question épineuse. On le sut hors de la Chambre ; quelques faits certains donnèrent naissance à l'accusation de corruption, qui alla toujours s'aggravant pendant les dernières années du règne. Personne ne mettait en doute l'honnêteté personnelle de Guizot ; on contesta de plus en plus celle de son entourage.

Un des membres les plus remarquables de l'assemblée, Tocqueville, a bien décrit cette décadence :

Le gouvernement d'alors avait sur la fin pris les allures d'une compagnie industrielle, où toutes les opérations se font en vue du bénéfice que les sociétaires en peuvent retirer. Ces vices tenaient aux instincts naturels de la classe dominante, à son absolu pouvoir, au caractère même du temps. Le roi Louis-Philippe avait peut-être contribué à les accroître.

La Chambre, continue Tocqueville, renfermait beaucoup d'hommes de talent.

Cependant je puis affirmer que ces grands orateurs s'ennuyaient fort à s'écouter entre eux, et, qui pis est, la nation entière s'ennuyait à les entendre... Quelques faits éclatants de corruption découverts par hasard, lui en faisant supposer partout de cachés, lui avaient persuadé que toute la classe qui gouvernait était corrompue, et elle avait conçu pour celle-ci un mépris tranquille, qu'on prenait pour une soumission confiante et satisfaite.

La loi intérieure la plus importante que fit voter le minis-

tère Guizot fut la loi de 1842 sur les chemins de fer. A part cela, même dans le domaine économique, il évita les mesures qui pouvaient lui aliéner tel ou tel groupe d'électeurs. La conversion des rentes, plusieurs fois approuvée par la Chambre, fut abandonnée parce qu'elle aurait lésé les rentiers parisiens; l'abaissement des tarifs douaniers, qui paraissait désirable au ministère, fut sacrifiée à la peur de mécontenter les grands industriels. Une réforme d'un autre genre, l'abolition de l'esclavage dans les colonies, avait des partisans nombreux à droite comme à gauche; le ministère, craignant l'hostilité des planteurs de canne à sucre, n'osa point proposer l'émancipation des noirs.

La politique extérieure de Louis-Philippe et de Guizot, nous l'avons vu, reposa longtemps sur l'alliance anglaise. Elle choqua l'anglophobie toujours très répandue en France, non seulement dans le peuple, chez les ouvriers, mais aussi dans le pays légal. Ainsi la campagne contre le « droit de visite » empêcha le ministère de remporter, aux élections législatives de 1842, un succès aussi complet qu'il l'espérait. A propos de l'affaire Pritchard, sa majorité un moment descendit à huit voix, et les journaux d'opposition flétrirent les « Pritchardistes ». Guizot crut regagner l'opinion publique en tenant tête à Palmerston à propos des affaires d'Espagne. « L'affaire des mariages espagnols, disait-il à la Chambre, est la première grande chose, permettez-moi le mot, la seule grande chose que nous ayons faite seuls, complètement seuls, en Europe depuis 1830. » On s'étonna que le ministre, si conciliant à propos de Taïti ou du Maroc, eût retrouvé son énergie pour obtenir un succès dynastique; on rappela que la politique française avait travaillé tour à tour à marier une fille de Louis-Philippe avec le roi des Belges, un de ses fils avec une archiduchesse autrichienne, un autre avec une infante espagnole. Cette politique dynastique apparaissait aux Français comme un étrange débris du passé. Ils la rapprochaient de la maladresse avec laquelle le roi reprenait le projet, deux fois repoussé déjà, de faire voter par les Chambres une dotation pour le duc de Nemours.

Brouillé avec Palmerston, Guizot voulut s'entendre avec Metternich. Dès 1844 l'ambassadeur français avait été chargé de dire au chancelier que Paris ne voulait point opposer les monarchies constitutionnelles aux monarchies absolues : « Il n'y a qu'une affaire en Europe, ajoutait le ministre, et la même

pour tout le monde : la répression de l'esprit anarchique et le maintien de la paix dans ce dessein. » Depuis 1846 les avances de Guizot à l'Autriche se multiplièrent. Tout en protestant officiellement contre l'annexion de Cracovie, l'ambassadeur eut mission de dire à Vienne, à titre confidentiel, que cette démarche avait pour objet de calmer la presse française. Metternich fit bon accueil aux avances de Guizot, non sans prodiguer ses hautaines leçons aux révolutionnaires convertis. D'ailleurs il se demandait si le ministre, même approuvé par Louis-Philippe, serait assez fort pour imposer à la France une politique extérieure tellement contraire à ses aspirations. Quand Guizot invita l'Autriche à intervenir la première en Suisse, promettant que la France marcherait ensuite, Metternich refusa net ; le gouvernement français, disait-il, serait obligé de se poser en adversaire de l'Autriche, et l'on aurait « une répétition d'Ancône ».

C'est en Italie qu'apparurent les principales difficultés d'un rapprochement franco-autrichien. Là comme partout Louis-Philippe désirait le repos, la stagnation. Un jeune conseiller d'ambassade à Rome, Albert de Broglie, allant rejoindre son poste à la veille du conclave de 1846, rendit visite au roi avant de partir : « Vous direz à M. Rossi, lui dit Louis-Philippe, que ce que je veux, c'est un pape tranquille. Il y a assez de trouble dans le monde. » Et le pape élu fut Pie IX ! Ses innovations, sa popularité croissante inquiétèrent, gênèrent le gouvernement français. Néanmoins, devant le scandale soulevé par l'occupation militaire de Ferrare, Guizot fut obligé de protester à Vienne et de promettre à Pie IX l'aide de la France en cas de besoin. Cette politique indécise était difficile à suivre alors que la mission de lord Minto remplissait d'enthousiasme les peuples italiens.

IV. — L'OPPOSITION CONTRE LOUIS-PHILIPPE¹.

Le roi et son ministre, absorbés par le soin de contenter le « pays légal », n'observèrent point les signes qui attestaient le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur le mouvement bonapartiste, Gabriel Perreux, *Les conspirations de Louis-Napoléon Bonaparte* (Paris, 1926, in-16, dans la collection des « Récits d'autrefois ») ; Simpson, *The rise of Louis-Napoleon* (Londres et New-York, 1909, in-8° ; 2^e éd., 1925) ; sur la légende napoléonienne, Jules Dechamps, *La légende de Napoléon dans la Revue de littérature comparée*, t. IX (1929). A propos de l'affaire de Strasbourg en 1836, un article de G. Delahache, dans *La vie en Alsace*,

progrès des tendances démocratiques. Ces tendances firent la force de trois mouvements qui allaient ébranler peu à peu les classes inférieures, le mouvement bonapartiste, le mouvement républicain, le mouvement socialiste.

Le culte de Napoléon, formé sous la Restauration avec l'attrait d'une religion clandestine et persécutée, puis célébré publiquement après 1830, obtint sa consécration solennelle quand Thiers fit revenir de Sainte-Hélène le corps de l'empereur pour lui donner la sépulture aux Invalides. La cérémonie du 15 décembre 1840 émut le peuple. Un vieux maçon de la Creuse, le père du futur député Martin Nadaud, disait après y avoir assisté : « Maintenant je puis quitter Paris ; les vœux les plus sincères de mon cœur sont accomplis. » Les paysans pensaient comme les ouvriers : ils vénéraient l'auteur des lois qui abolissaient définitivement les droits féodaux et la dîme ; ils avaient vu revenir au village beaucoup des leurs portant les galons d'officier ou la croix. Plusieurs d'entre eux, pareils à ces villageois décrits par Balzac dans le *Médecin de campagne*, croyaient au caractère miraculeux des exploits accomplis par l'empereur. Tous les almanachs populaires publiés entre 1840 et 1848 contribuent à l'apothéose de Napoléon.

C'était le neveu de celui-ci, Louis-Napoléon Bonaparte, qui, depuis la mort du duc de Reichstadt, revendiquait son héritage. Élevé par sa mère, la reine Hortense, dans la conviction que son nom lui imposait de grands devoirs, le jeune conspirateur avait essayé de soulever l'armée à Strasbourg (1836), puis à Boulogne (1840). Ces tentatives mort-nées lui donnèrent dans la bourgeoisie la réputation d'un fou, mais elles firent connaître son nom au peuple. On sut que la Cour des pairs l'avait condamné à la prison ; il y continua sa propagande, essayant de gagner quelques républicains notables. Des fidèles répandirent son livre, l'*Extinction du paupérisme*, où il présentait un plan destiné à préserver du chômage ces masses ouvrières si dédaigneusement traitées par le gouvernement de juillet. Quand il se fut évadé de sa prison de Ham (1846), ce n'était plus un inconnu.

Le mouvement républicain, moins étendu que le mouvement bonapartiste, faisait plus de bruit, grâce à l'existence d'un

ann. 1925, montre quelles sympathies Louis-Napoléon rencontra dans la bourgeoisie alsacienne. — Sur le mouvement républicain, voir le livre (cité p. 42) de Georges Weill, *Histoire du parti républicain* ; sur l'opposition légitimiste, Charles de Lacombe, *Vie de Berryer*, t. II (Paris, 1895, in-8°) ; sur l'opposition de Thiers, Maurice Reclus, *Monsieur Thiers* (Paris, 1929, in-12).

parti organisé. A la Chambre censitaire il avait peu de représentants ; le plus remarquable d'entre eux, Garnier-Pagès, mourut jeune et fut remplacé (1841) par Ledru-Rollin qui ne devait révéler qu'en 1848 sa puissance oratoire et ses dons de tribun. Le parti réalisa des progrès plus sérieux par ses journaux. Le *National* retrouva sous la direction d'Armand Marrast l'importance qu'il avait eue au temps de Carrel ; ses campagnes en faveur de la réforme électorale, sa passion pour la grande nationale, sa critique habile de la faiblesse et de la mesquinerie ministérielles lui assurèrent le succès en dehors même du cercle des républicains. Nombre d'entre eux lui reprochaient de négliger les questions sociales, de se montrer indifférent aux revendications ouvrières ; à ce « Journal des Messieurs » ils opposèrent depuis 1843 la *Réforme*, patronnée par Ledru-Rollin, mais peu lue en dehors de Paris et menant une existence difficile. Toutes les grandes villes avaient des groupes, affiliés au parti républicain ; mais assez peu nombreux, et il demeurait ignoré dans les campagnes.

Le mouvement socialiste était plus restreint encore. Socialisme, communisme, ces deux mots qu'on opposait l'un à l'autre n'avaient pour la plupart des Français, qu'un sens très vague. Les théoriciens du socialisme étaient nombreux à Paris, on l'a vu¹, mais ils trouvaient peu d'adhérents. Seul Cabet, grâce à une activité inlassable, parvenait à constituer dans la classe ouvrière des groupes « icariens » organisés pour la propagande. Cependant si les disciples directs faisaient défaut, l'influence indirecte exercée par les novateurs n'était pas négligeable ; influence vague, parfois difficile à saisir, mais qui répandait chez les pauvres l'idée d'une société mal organisée, d'une grande injustice à réparer. Le préfet de police écrivait à Paris dans un rapport composé au commencement de l'année 1847 :

Cette tendance des partis anarchiques à négliger les questions de politique proprement dite pour se jeter dans les idées de rénovation sociale... est plus vive que jamais, et mérite de la part de l'autorité une attention sérieuse... Là est la véritable plaie de l'époque, et on doit reconnaître que chaque année elle fait de nouveaux progrès.

Bonapartistes, républicains, socialistes paraissaient, en somme, peu redoutables au gouvernement, qui pensait en venir toujours

1. Ci-dessus, p. 337.

à bout avec des mesures de police. Guizot attachait plus d'importance au mouvement catholique et montra quelque desir de donner satisfaction aux partisans de la liberté de l'enseignement ; cependant ici encore la politique d'atermoiement finit par l'emporter¹. La scission de plus en plus marquée entre les catholiques militants et les légitimistes rassurait le roi, toujours très chatouilleux quand les princes de la branche aînée faisaient mine de reparaître sur la scène. Charles X était mort en 1836 ; le duc de Bordeaux, prenant le titre nouveau de comte de Chambord, fit un voyage à Londres (1844), où beaucoup de Français notables vinrent le saluer. Grande fut la colère de Louis-Philippe ; il poussa la Chambre à « flétrir », par un vote solennel, les députés qui avaient ainsi violé leur serment. Dans le pays la manifestation de Londres n'eut pas d'écho. Sans doute l'aristocratie légitimiste restait une force, parce qu'elle possédait une partie de la grande propriété foncière ; plusieurs de ses membres, éloignés des fonctions publiques par la volonté de ne pas servir l'usurpateur, étaient revenus à la terre et savaient la mettre en valeur. Mais cette restauration économique ne leur donnait pas une grande autorité politique ; les paysans demeuraient soumis au gouvernement, parce qu'il était le gouvernement. Les deux hommes qui, au village, auraient pu diriger l'opinion publique nourrissaient une sympathie médiocre pour la monarchie de juillet : le curé avait des tendances légitimistes, l'instituteur des opinions vaguement républicaines. Seulement les cultivateurs n'aimaient guère demander ni à l'un ni à l'autre des directives politiques.

Pour revenir à Paris et à la politique parlementaire, les élections de 1846 donnèrent au ministère une majorité beaucoup plus nombreuse que celles de 1842 ; ce résultat fortifia la confiance de Louis-Philippe et de Guizot dans le système adopté par eux. L'opposition de la presse leur semblait peu dangereuse : la presse de province avait peine à vivre ; la presse parisienne était plus prospère ; mais, tandis que le gouvernement britannique renonçait de plus en plus à poursuivre les journaux d'opposition, le ministère français ne manquait aucune occasion d'intenter des procès aux feuilles légitimistes ou républicaines. Le jury les acquittait souvent ; seulement les poursuites leur coûtaient cher, et parfois une

1. Voir ci-dessus, p. 181 et suiv.

condamnation, accompagnée de lourdes amendes, venait récompenser la persévérance du parquet.

A la Chambre même les oppositions étaient divisées. Les députés républicains avaient peu d'action. L'orateur des légitimistes, Berryer, charmait tous les partis par son éloquence, mais sans entraîner les convictions et les votes. L'opposition dynastique était partagée entre le centre gauche, mené par Thiers et ses alliés souvent indociles, Dufaure et Billault, et la gauche, conduite par ce rhéteur honnête, éloquent et incapable qui s'appelait Odilon Barrot. Habitué à se défendre avec succès contre ces brillants leaders parlementaires, Guizot ne s'inquiétait pas des isolés : peu lui importait qu'un grand poète, Lamartine, eût rompu avec le parti conservateur, qu'un grand historien, Tocqueville, annonçât l'avènement de la démocratie, qu'un grand savant, Arago, réclamât l'organisation du travail. Le succès de sa politique matrimoniale espagnole, à la fin de 1846, vint confirmer encore son optimisme.

Et pourtant cet optimisme était injustifié. La victoire obtenue à Madrid n'eut pas le retentissement qu'espéraient les conservateurs, et la prospérité même du pays, sans cesse invoquée par le ministère comme son plus beau titre de gloire, était sérieusement compromise. La mauvaise récolte du blé, la maladie des pommes de terre, qui éprouvèrent en 1846, si cruellement le peuple irlandais, causèrent aussi en France une grave crise économique; sur plusieurs points commencèrent des troubles qui dans l'Indre, à Buzançais, prirent les proportions d'une véritable révolte agraire. La situation demeura mauvaise jusque vers la fin de 1847. L'état des finances publiques n'était pas meilleur : compromis par les armements de 1840 et les fortifications de Paris, négligé dans les années suivantes, l'équilibre budgétaire laissait fort à désirer.

Les oppositions parlementaires, songèrent à s'unir sur un programme précis, qui comprenait la réforme parlementaire et la réforme électorale. La première fermerait, disait-on, l'entrée de la Chambre aux fonctionnaires et aux courtisans. La seconde, beaucoup plus importante, augmenterait le nombre des électeurs en abaissant le cens, en accordant, selon la formule du temps, « l'adjonction des capacités ». Le projet rédigé par un des chefs de la gauche, Duvergier de Hauranne, aurait donné au pays légal 200.000 électeurs nouveaux, à la Chambre 79 députés de plus. Cette modeste réforme fut acceptée par tous les opposants, même par les républicains,

malgré leur attachement de principe au suffrage universel. Mais le ministère la repoussa et en obtint le rejet au cours de la session de 1847.

Battue à la Chambre, l'opposition allait-elle faire une campagne politique dans le pays? C'était si contraire alors aux habitudes françaises qu'il fallut pour l'y décider un exemple et un défi. L'exemple venait d'outre-Manche : les journaux avaient raconté les exploits de la ligue libre-échangiste, sa victoire de 1846, et Richard Cobden, de passage à Paris, avait renseigné quelques députés sur les procédés techniques par lesquels on organise une agitation. Le défi vint du ministère lui-même : répondant aux partisans de la réforme qui invoquaient l'opinion publique, Duchâtel les invita dédaigneusement à fournir à cette opinion le moyen de se manifester. Une entente fut conclue entre les représentants de la gauche dynastique et les républicains du *National* ; tous ensemble devaient organiser une série de banquets politiques après la session des Chambres, pendant le second semestre de 1847.

Toutes les circonstances intérieures et extérieures semblaient à point nommé fournir d'arguments les orateurs des banquets. Ils accusaient depuis longtemps le ministère d'encourager la corruption, d'avilir les classes dirigeantes : en mai 1847 la Cour des pairs condamna deux anciens ministres, Teste et Cubières, coupables de concussion ; au mois d'août on arrêta un pair de France, le duc de Choiseul-Praslin, convaincu d'avoir assassiné sa femme, et qui prévint une condamnation par le suicide. On reprochait au gouvernement de remplacer l'obéissance à l'Angleterre par l'obéissance à Metternich ; les journaux racontèrent les réformes de Pie IX, les voyages de lord Minto, les événements de Suisse, et montrèrent la politique française partout à la remorque de celle de l'Autriche. On prétendait que Guizot dédaignait maintenant l'intelligence pour flatter uniquement la richesse. *L'Histoire des Girondins*, de Lamartine, parut de mars à juin 1847 ; toute la France cultivée en dévora les huit volumes et, en juillet, devant ses admirateurs accourus à Mâcon, le grand écrivain annonça comme prochaine la « révolution du mépris ».

Commencée en juillet par un banquet à Paris, la campagne se poursuivit dans les villes de France, grandes ou moyennes ; on tint environ soixante-dix réunions. Des notables de toutes les hautes classes y prirent part : ce fut le premier président de la Cour royale qui présida le banquet de Colmar. Les répu-

blicains de la *Réforme*, Ledru-Rollin et ses amis, qui avaient repoussé l'entente avec la gauche dynastique, vinrent bientôt parler à ces banquets, en cherchant à leur donner un caractère hostile à la royauté. Quant aux opposants constitutionnels, certains d'entre eux étaient effrayés, débordés par un mouvement dont ils n'avaient pas prévu la force. Ministériels irrités qu'on eût si bien relevé leur défi, opposants excités par la bataille, tous se retrouvèrent à la Chambre dans les derniers jours de décembre 1847. Et pendant que la lutte parlementaire se poursuivait, un observateur perspicace, le roi des Belges, écrivait au duc de Saxe-Cobourg : « Mon beau-père sera sous peu chassé comme Charles X. »

CHAPITRE V

LE LIBÉRALISME DANS LES ÉTATS SECONDAIRES

Le réveil du libéralisme, résolu à vaincre l'esprit de la Sainte-Alliance, agita les pays, grands et petits, dans toute la moitié occidentale de l'Europe. Ses efforts se poursuivirent de façons très différentes selon le tempérament des peuples et le caractère des rois. Dans les États scandinaves et en Hollande ce furent des luttes pacifiques, où le libéralisme progressa lentement sans jamais perdre le terrain conquis. En Espagne et en Portugal, révolutions et coups d'État se succédèrent sans cesse, remettant chaque fois en question tout ce qui semblait définitivement acquis. En Belgique le monarque et les partis travaillèrent également à organiser la liberté. En Suisse les antagonismes religieux, aggravant les conflits politiques, préparèrent une bataille qui attira l'attention passionnée des États voisins.

I. — LES ÉTATS SCANDINAVES².

Il a déjà été question du Danemark, où les affaires du Slesvig et du Holstein devaient si longtemps dominer, paralyser le développement intérieur du royaume. Les trois États scandinaves, Danemark, Norvège et Suède, se trouvaient dans une situation également fâcheuse en 1814. Leur détresse économique était lamentable ; le Danemark avait payé d'une ruine

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — On trouvera les meilleurs tableaux d'ensemble dans les ouvrages de Seignobos et d'Alfred Stern, cités p. 5.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Christian Schefer, *Bernadotte roi* (Paris, 1899, in-8°); Léonce Pingaud, *Bernadotte, Napoléon et les Bourbons* (Paris, 1901, in-8°); Dunbar Plunket Barton, *Bernadotte prince and king* (Londres, 1925, in-12); du même, *The amazing career of Bernadotte* (Londres, 1929, in-12); *Sveriges historia intill tjugonde seklet* publ. sous la direction d'E. Hildebrand, t. V, par S. Clason (Stockholm, 1910, in-8°; 2^e éd., revue, 1925). — Sur la Norvège, le meilleur livre est celui de Sars, *Norges politiske historie i det XIX Aarhundrede* (Christiania, 1900, in-8°). Voir aussi la traduction française du livre de Halvdan Koht, *Les luttes des paysans en Norvège du XVI^e au XIX^e siècle* (Paris, 1929, in-8°).

commerciale complète son opposition à l'Angleterre et sa fidélité à Napoléon ; la Norvège, possession danoise, avait perdu sa flotte marchande ; la Suède n'avait pas moins souffert de ses luttes contre la France et la Russie. Les traités de 1814 n'apportaient à leur misère aucune compensation politique : le Danemark perdait la Norvège, celle-ci était obligée d'accepter l'union avec la Suède ; et cette dernière, dépouillée récemment de la Finlande, voyait disparaître les derniers vestiges d'une domination de deux siècles en Poméranie.

Norvège et Suède avaient maintenant le même souverain, le prince royal de Suède, l'ancien maréchal Bernadotte, qui en 1818, à la mort de Charles XIII, devint le roi Charles XIV ou, comme l'appelèrent ses sujets, Charles-Jean. Ce prince qui parla toujours très mal le suédois et jamais n'apprit le norvégien, possédait le tact politique et le sens des possibilités. Ancien compagnon de Napoléon et allié du tsar, il avait un goût naturel pour l'autocratie et s'efforça pendant quelques années de la maintenir, au moins en Suède, comme le faisait Frédéric VI en Danemark. Il vit bientôt que c'était impossible et ne s'obstina point, se bornant à modérer le mouvement libéral, à faire peu à peu les concessions nécessaires, et travaillant avec habileté à fortifier l'union qui venait de s'établir entre la Norvège et la Suède. Cette union parut fragile dès le premier jour, bien que l'Acte du 6 août 1815 l'eût établie après accord entre les délégués des deux pays. Les Suédois voyaient dans les Norvégiens un peuple inférieur, soumis par leurs armes ; les Norvégiens, qui conservaient la constitution rédigée en 1814 par leur Assemblée nationale, entendaient qu'on les traitât comme des égaux. Cette opposition était aggravée par les différences de l'état social : l'aristocratique Suède ne ressemblait guère à la Norvège démocratique.

La Norvège avait, en 1814 un million d'habitants, presque tous des paysans et des marins, défiants envers les fonctionnaires, hostiles à la noblesse. La Diète norvégienne, le *Storting*, qui siégeait tous les trois ans, manifesta bientôt ses sentiments et, malgré le veto suspensif du roi, mit fin par la loi de 1821 à l'existence légale d'une noblesse héréditaire. Charles-Jean essaya de faire substituer dans la constitution le veto absolu au veto suspensif ; l'opposition libérale résista et fut encouragée par les révolutions de 1830, qui ébranlaient toute l'Europe. En 1836 le conflit devint si grave que Charles-Jean comprit la nécessité d'une transaction ; il nomma gou-

verneur le comte de Wedel-Jarlsberg, un aristocrate norvégien de grande intelligence, à la fois libéral et partisan de l'Union. L'entente fut rétablie, et même le roi forma une commission suédo-norvégienne pour reviser l'Acte d'union et satisfaire l'amour-propre des Norvégiens, particulièrement sur la question du drapeau.

Ce retour à la paix fut d'autant plus facile que la Norvège commençait à sentir les heureux effets du redressement économique. On avait achevé de payer au Danemark l'indemnité imposée au moment de la séparation ; la marine marchande se relevait : elle retrouvait en 1835 le tonnage qu'elle avait atteint en 1807. Elle avait bénéficié la première des mesures libre-échangistes adoptées par l'Angleterre au temps d'Huskisson et était prête à saisir une occasion d'enrichissement subit, comme celle que devait fournir la guerre de Crimée. Le relèvement économique aidait au progrès intellectuel : l'État développait les écoles primaires ; l'Université de Christiania (aujourd'hui Oslo), fondée en 1811, prit son essor et devint aussi un centre de vie politique. Elle fournit des disciples convaincus au grand poète et publiciste Henri Wergeland, qui préconisait le réveil libéral.

La Suède, elle aussi, profita de la fin des guerres pour réparer ses ruines. La crise des banques et du crédit s'atténua peu à peu. Le commerce extérieur fut stimulé par l'exportation croissante des bois et des fers, par la diminution des droits de douane : car la Suède comme la Norvège fut parmi les premiers pays gagnés à la cause du libre échange. L'achèvement du canal de Gothie en 1834 marqua une date importante pour le commerce intérieur. Le gouvernement favorisait ces progrès en multipliant les centres d'enseignement technique : école forestière à Stockholm, école industrielle à Gœteborg, école des mines à Fahlun, bien d'autres encore formèrent des spécialistes compétents. L'enseignement général ne demeurait point en arrière : la loi de 1842 sur les écoles primaires fut appliquée aussitôt ; les collèges secondaires prospéraient, tout comme les Universités d'Upsal et de Lund. Upsal fut stimulé par la concurrence de Stockholm, où l'École de médecine s'honorait de compter Berzélius parmi ses maîtres.

La nation animée d'un tel esprit de progrès n'entendait point se contenter du despotisme éclairé qui plaisait à Charles-Jean. Une opposition apparut à la Diète, qui avait conservé son antique division en quatre curies : paysans, bourgeois, clergé, no-

blesse. La curie des nobles, qui renfermait près de 700 membres, voulut de bonne heure obliger le monarque à soumettre toutes ses mesures financières au contrôle des États. Ici comme en Norvège, la secousse causée par la révolution française de 1830 valut au mouvement libéral un regain de force. On vit entrer en scène des publicistes vigoureux, décidés à conquérir la liberté de la presse, comme Hierta, le fondateur du *Journal du soir* (*Aftonsbladet*) ; on réclama l'abrogation des lois très dures établies par l'orthodoxie luthérienne contre les dissidents. Geijer, le grand écrivain conservateur, passa au libéralisme. Le roi résista longtemps, fit condamner à mort un journaliste pour crime de lèse-majesté, réprima violemment une émeute en 1838, mais se résigna ensuite aux concessions nécessaires. Il sacrifia un favori impopulaire, accepta la transformation du Conseil d'État et la création de ministres responsables. Les conflits entre la noblesse et le clergé, favorables au maintien de l'ancienne Diète, et les bourgeois et les paysans, qui voulaient des Chambres formées sur le modèle anglais ou belge, lui permirent d'ajourner la révision de la constitution.

Ses concessions lui ramenèrent la sympathie publique. On respectait l'homme qui avait maintenu la paix trente ans ; si les Suédois n'aimaient pas l'alliance russe, toujours conservée par leur roi, ils lui savaient gré d'éviter l'ingérence de Nicolas I^{er} dans leurs affaires intérieures. Tegner, le grand poète romantique, longtemps hostile à Charles-Jean, célébrait maintenant sa gloire. Ce roi économe, très attentif à l'entretien de son domaine privé, avait su faire plus d'une fois des dons généreux à des villes ou des provinces victimes de quelque catastrophe. Le jubilé de 1843, où l'on célébra le vingt-cinquième anniversaire de son avènement, fut dans les deux royaumes une fête nationale. Il survécut un an à cette apothéose. Ce méridional, que son ignorance des langues du nord condamnait souvent au mutisme, se dédommageait le soir devant ses hôtes, les diplomates étrangers surtout, par des conversations ou plutôt de longs monologues en français. Prenant toujours intérêt aux choses de France, il avait vu avec plaisir les Bourbons, qui le considéraient comme un usurpateur, chassés par Louis-Philippe ; en 1833 un vaudeville joué au théâtre du Palais-Royal et dont il était le héros, l'irrita beaucoup, mais l'incident fut vite oublié. Il échangeait avec Pau, sa ville natale, des compliments affectueux. Un Français reçu par lui éprouva une surprise amusée en l'entendant dire : « Moi, un républicain sur le trône. »

Mort à l'âge de quatre-vingts ans, Charles XIV eut pour successeur en 1844 son fils Oscar I^{er}. On accueillit bien ce prince élevé au milieu des Scandinaves, parlant leurs deux langues, déjà connu pour son abord aimable et ses idées libérales. Il s'entoura de ministres nouveaux et fit aboutir la revision de l'Acte d'union, préparée sous le règne précédent ; mais la revision de la constitution suédoise rencontra les mêmes difficultés qu'auparavant et fut ajournée. Peut-être Oscar obéissait-il ainsi à des avis du tsar, non moins défavorable aux réformes libérales en Suède qu'en Prusse. Les avertissements de Saint-Pétersbourg — Nicolas I^{er}, qui se défiait du panslavisme, n'aimait pas davantage le panscandinavisme — détournèrent en outre les souverains, en Suède comme en Danemark, d'encourager le mouvement scandinave. Il resta une agitation anodine d'étudiants et de professeurs, glorifiés par quelques poètes romantiques. L'ardente campagne menée par les Allemands à propos du Slesvig et du Holstein, tout en irritant Suédois et Norvégiens, ne suscita pas une réaction assez forte pour donner au scandinavisme une importance politique.

II. — LES PAYS-BAS¹,

De même que la Suède et la Norvège, la Hollande menait depuis 1830 une vie à part, dépourvue de relations étroites avec le reste de l'Europe, sans toutefois rester à l'écart des grands courants d'idées et de sentiments qui traversaient le monde. Les Hollandais avaient soutenu énergiquement leur roi contre la Belgique révoltée ; mais depuis 1832 l'obstination de Guillaume I^{er}, ses dépenses militaires excessives détachaient peu à peu de lui toutes les classes de la société. Elles réclamaient la fin d'un gouvernement personnel qui avait donné de si fâcheux résultats. Le roi sentit la nécessité de faire quelques concessions politiques et administratives ; ne voulant pas conserver un pouvoir diminué, il abdiqua en faveur de son fils Guillaume II (1840), quitta le pays, que scandalisait son mariage avec une

1. OUVRAGES A CONSULTER. — P. J. Blok, *Geschiedenis van het nederlandsche Volk* t. VII et VIII (Leyde, 1907 à 1908, 2 vol. in-8° ; 3^e éd., augmentée, t. IV, 1926), trad. allemande, sous le titre *Geschichteder Niederlande*, t. VII (Gotha, 1925, in-8°, dans la collection « Geschichte der europäischen Staaten », fondée par Heeren et Ukert). Il existe, en outre un petit et commode résumé de G. Edmundson, *History of Holland* (Cambridge, 1922, in-8°). — Sur la vie économique de ce pays, Posthumus publie un grand recueil de documents (*Documenten betreffende de buitenlandsche handelspolitiek van Nederland in de XIX^e eeuw*) ; le t. V (La Haye, 1927, in-8°) se rapporte à la période postérieure, à 1839.

Belge catholique, et alla mourir dans ses terres d'Allemagne.

Guillaume II était ce prince d'Orange, brave et séduisant, qui s'était posé en libéral dès 1815 et qui, en 1830, avait essayé de regagner les Belges par la douceur. Il eut à liquider la situation financière très grave que son père avait laissée. L'État fut sauvé de la banqueroute par un ministre habile, Van Hall, qui décida la nation à souscrire un emprunt devenu indispensable, et qui put rétablir l'équilibre budgétaire parce que les Indes néerlandaises commençaient à fournir d'importantes recettes. On assistait en même temps aux progrès du libéralisme religieux et politique. Quelques pasteurs, hostiles à la rigueur de l'orthodoxie calviniste, avaient commencé en 1834 à se séparer publiquement de l'Église établie ; les « séparatistes » gagnèrent du terrain, malgré les persécutions, et Guillaume II favorisa les arrangements qui permirent à leur Église d'avoir désormais une existence reconnue. Le libéralisme politique trouva un chef remarquable dans Thorbecke, professeur à l'Université de Leyde ; mais le roi, beau-frère de Nicolas I^{er}, ne voulait pas du régime parlementaire dans son pays. D'ailleurs la maladie des pommes de terre et la disette, qui éprouvèrent les Pays-Bas comme d'autres États en 1846, détournèrent les esprits de ces débats constitutionnels. Ce fut la révolution de 1848 qui décida brusquement Guillaume II à faire les réformes demandées.

III. — LES LUTTES POLITIQUES EN ESPAGNE ET EN PORTUGAL¹.

On a vu qu'en 1834 la capitulation de don Miguel et le départ de don Carlos paraissaient mettre fin aux guerres civiles. Cette illusion ne dura pas longtemps ; Carlos revint d'Angleterre, et la guerre carliste ensanglanta une partie de l'Espagne de 1834 à 1839. Le frère de Ferdinand VII ne possédait ni les qualités d'un roi ni celles d'un général, et sa modeste cour d'Estella devint le rendez-vous des intrigants ; mais sa cause trouvait de magnifiques défenseurs dans les Basques et les autres montagnards pyrénéens, fanatisés par leur passion pour Dieu et le roi légitime, et résolus à conserver leurs libertés

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres cités p. 50, et qui demeurent les plus importants, on peut ajouter ceux de Carlos Cambronero, *Isabel II* (Barcelone, 1908, in-8°) et *Cronicas del tiempo de Isabel II* (Madrid, 1912, in-8°).

locales. Ces libertés, les *jueros*, donnaient aux Basques une autonomie communale à peu près complète et laissaient leurs provinces en dehors du système douanier du royaume ; ils pouvaient donc s'enrichir par le commerce avec la France et par la contrebande avec l'Espagne. Tous les habitants des montagnes luttèrent pour défendre leur pays contre les troupes d'Isabelle ; quelques chefs de valeur guidaient leurs efforts, entre autres le Basque Zumalacarre-guy, qui avait l'étoffe d'un grand capitaine, et le Catalan Cabrera, type du *guerillero* indomptable et féroce. Leurs adversaires n'osaient pas s'aventurer dans cette nouvelle Vendée, où toute la population aidait, renseignait, cachait les carlistes.

Ceux-ci avaient contre eux leur indiscipline, les querelles des chefs locaux, l'hostilité des villes, telles que Bilbao, où Zumalacarre-guy fut blessé mortellement et qui résista sans relâche au prince acclamé par les paysans. Leurs sorties hors des montagnes furent audacieuses, mais sans résultats ; une de leurs colonnes poussa jusqu'en Andalousie (1836) ; une petite armée, où se trouvait Carlos, arriva en vue de Madrid. Jamais ils ne purent prolonger ces efforts, aller soulever leurs partisans dans le centre ou le sud. Les masses populaires d'ailleurs, dans presque toute la péninsule, assistaient passives à cette guerre dynastique.

Si les carlistes, bloqués par la France, mal ravitaillés par mer, purent tenir si longtemps, ce fut à cause des divisions de leurs adversaires. La régente Marie-Christine était dépourvue de talents politiques, sauf un certain art d'opposer l'un à l'autre les ministres ou les chefs militaires qui prétendaient la dominer. Absolutiste par tradition et par goût, elle faisait des concessions au libéralisme pour avoir son appui contre le prétendant cher aux autocrates ; mais ces concessions n'étaient jamais sincères. Ses adhérents, les réactionnaires qui avaient servi Ferdinand VII et les libéraux qu'il avait pourchassés, furent difficilement d'accord ; les uns et les autres devaient compter avec une minorité radicale peu nombreuse, mais prête à l'action parce que ses adhérents se trouvaient concentrés dans les grandes villes. Ces dissensions des *christinos* mirent aux prises les deux partis quelque temps alliés, les « modérés » et les « progressistes » (successeurs des « exaltés »). Tous deux reconnaissaient la royauté d'Isabelle et voulaient une constitution ; mais les modérés entendaient réserver le pouvoir politique aux hautes classes et gagner le clergé ; les progres-

sistes conservaient l'attachement à la constitution de 1812 et toléraient les violences des minorités radicales contre les moines. Plusieurs fois des couvents furent brûlés, des religieux massacrés. Aucun parti ne comptait sur les moyens légaux pour triompher, car les élections n'étaient pas sérieuses ; chacun recourait aux coups de main des généraux ou de n'importe quel groupe d'officiers. Un simple sergent commença la révolution de la Granja (1836), qui imposait à Marie-Christine un régime constitutionnel voisin de celui de 1812. La France appuya les modérés, l'Angleterre les progressistes.

Un général énergique et habile, Espartero, parvint à gagner le principal chef carliste, Maroto : la convention de Vergara (1839) mit fin à la guerre civile, et don Carlos dut fuir en France où le gouvernement le garda interné à Bourges pendant plusieurs années. Ce triomphe mit au premier rang Espartero, débarrassé de son rival Narvaez qui avait dû s'exiler. La régente allait se déconsidérer en épousant un soldat de sa garde, transformé en duc de Rianzarès ; elle ne put tenir contre Espartero quand il eut conquis l'appui des progressistes. Son départ soi-disant volontaire pour la France (1840) laissa la régence au général, qui avait reçu le titre pompeux de duc de la Victoire ; c'était une lourde charge pour un soldat ignorant et orgueilleux. Il maîtrisa d'abord les complots militaires et, soutenu par Londres, brava l'hostilité de la France ; mais quand il voulut jouer au dictateur et dissoudre les Cortès, les conservateurs dynastiques s'allièrent contre lui avec les radicaux menés par deux chefs brillants, Lopez et Olozaga ; Espartero fut chassé d'Espagne (1843).

La coalition gouverna quelque temps sous le nom de la petite reine déclarée majeure ; puis les conservateurs se débarrassèrent d'Olozaga par un procès scandaleux et rappelèrent Marie-Christine qui reprit le pouvoir. Elle s'appuya sur Narvaez, homme à poigne, toujours prêt à faire fusiller ses adversaires politiques ; la constitution de 1845, censitaire et antilibérale, consacra ce triomphe du parti modéré. Il en profita pour négocier ces mariages royaux dont on a vu l'histoire (1846)¹. Le ménage d'Isabelle et de François d'Assise fut bientôt la fable de l'Europe ; le favori de la reine, le général Serrano, fit congédier tous les ministres qui désiraient l'éloigner de Madrid ; les intrigues de l'ambassadeur anglais Bulwer, encouragé par

1. Voir p. 442.

Palmerston, ajoutaient encore au désordre politique. Enfin Narvaez revint au pouvoir (octobre 1847), et sa fermeté assura le calme à l'Espagne pendant la crise de 1848.

Le Portugal fut délivré de don Miguel depuis 1834, bien que le parti miguéliste ait encore subsisté quelque temps. La jeune reine Maria, secondée par son mari, un prince de Cobourg, s'efforça de maintenir l'ordre tant bien que mal entre deux partis rivaux, les « chartistes », semblables aux modérés d'Espagne, qui se réclamaient de la Charte portugaise de 1826, et les « septembristes », plus voisins des progressistes espagnols, qui invoquaient la constitution plus libérale de septembre 1822. Ce pays connut, lui aussi, les révolutions et les coups d'État. En 1846 la reine, en donnant brusquement le pouvoir aux chartistes avec le premier ministre Saldanha, provoqua le soulèvement de Porto, où s'était installée une junta révolutionnaire. L'Angleterre se réservait toujours un droit de regard sur la politique du Portugal; Palmerston empêcha Saldanha de recourir aux troupes espagnoles contre Porto, mais il fit capturer la flotille révolutionnaire par des vaisseaux anglais. La junta se soumit (1847), et un accommodement rétablit la paix intérieure.

IV. — LA PAIX EN BELGIQUE¹.

Tandis que l'Espagne ou la Suède étaient isolées par la géographie, la vie politique de la Belgique ou de la Suisse intéressait plusieurs États voisins, et par contre-coup l'ensemble de l'Europe. En Belgique, toutes les questions importantes avaient été rejetées au second plan jusqu'en 1839 par le souci de régler les rapports avec les Pays-Bas, et principalement le sort du Limbourg et du Luxembourg. Le traité de 1839 apporta aux Belges une cruelle déception, mais le pays put se développer désormais

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages cités p. 110, il faut ajouter l'*Histoire de la Belgique contemporaine*, publiée sous la direction du P. de Harveng; le t. I (Bruxelles, 1928, in-8°) comprend quatre études importantes, par Baudhuin, Eeckhoud, A. de Ridder et Terlinden; F. van Kalken, *La Belgique contemporaine (1780-1930)*, histoire d'une évolution politique (Paris, 1930, in-16, dans la « Collection Armand Colin »), résumé commode. — Sur Léopold 1^{er}, des documents intéressants ont été publiés par Egon Caesar Corti, *Leopold I von Belgien. Sein Weltgebäude Koburger Familienmacht* (Vienne, 1922, in-8°); traduction française très modifiée par Corti et Buffin, *Léopold 1^{er}, oracle politique de l'Europe* (Bruxelles, 1926, in-8°). Voir aussi G. Jacquemyns, *Histoire de la crise économique des Flandres, 1845-1850* (Bruxelles, 1929, in-8°).

sans être obsédé par un péril qui avait jusque-là paralysé le commerce et provoqué une crise générale du crédit. L'activité de tous répara le temps perdu : industriels wallons et cultivateurs flamands rivalisèrent d'ardeur, secondés par l'esprit d'initiative des banquiers et par l'intérêt que les hommes d'État portèrent aux entreprises utiles, surtout aux chemins de fer. Leur énergie fut mise à une rude épreuve par la crise industrielle et agricole qui, depuis 1845, fit sentir ses effets en Flandre pendant plusieurs années.

La Belgique devint populaire aussi chez les libéraux du monde entier par le caractère moderne de sa constitution et par la sagesse avec laquelle les partis politiques surent la mettre en œuvre. Catholiques et libéraux avaient un programme différent sur la question religieuse, en particulier sur la question scolaire : l'école publique serait-elle sous la domination du clergé ou sous la surveillance exclusive de l'État ? L'école privée, fondée par les prêtres, obtiendrait-elle les mêmes droits et les mêmes subventions budgétaires que l'école publique ? Ces problèmes devaient reparaître dans l'histoire de ce pays pendant tout le XIX^e siècle. Mais les chefs catholiques appartenaient au groupe du catholicisme libéral, qui avait accueilli avec enthousiasme les idées de Lamennais ; les chefs libéraux croyaient la morale religieuse nécessaire pour le peuple. Unis pour combattre Guillaume I^{er}, puis pour fonder le nouvel État, résolus également à maintenir le régime censitaire, les uns et les autres jugèrent longtemps utile de collaborer dans des ministères mixtes. « Que signifient, disait un ministre libéral en 1840, ces classifications en libéraux et catholiques, qui n'ont aucun sens en présence des grands principes de liberté consacrés par notre constitution ? » Ces ministères adoptaient volontiers les compromis ; ainsi un libéral modéré, Nothomb, fit voter la loi scolaire de 1842, qui essayait de concilier les droits de la société civile avec ceux de l'Église, et qui rencontra au vote final trois opposants seulement. Mais bientôt cette politique d'entente rencontra des adversaires nombreux, à droite comme à gauche. Les libéraux, qui gagnaient sans cesse du terrain aux élections, se plaignaient de voir leurs progrès paralysés par l'activité intolérante de l'épiscopat ; leurs anciens chefs, tels que Lebeau, étaient dépassés par des nouveaux venus plus énergiques, tels que Frère-Orban. Chez les catholiques aussi apparaissaient des leaders plus militants, comme Malou. En 1847 se forma un ministère libéral résolu à l'action, et les

deux grands partis belges se disputèrent désormais le pouvoir.

La prudence des chefs parlementaires se trouvait d'accord avec celle du roi. Léopold I^{er} ne chercha point comme Louis-Philippe à s'assurer dans la Chambre une majorité soumise ; lorsque le roi des Français écrivit à son gendre en 1846 pour lui conseiller d'interdire un congrès des associations libérales, il ne fut pas écouté. Le prince fit de son mieux pour maintenir les ministères mixtes ; quand ce ne fut plus possible, il accepta un ministère libéral homogène. Attentif aux moindres incidents de la politique intérieure, il se réservait plus spécialement les affaires extérieures et militaires. La neutralité belge lui paraissait devoir s'appuyer sur une armée capable de la défendre ; il surveillait toutes les crises européennes qui pouvaient la compromettre. Ce monarque d'esprit conservateur inspirait une certaine défiance aux grands autocrates qui le jugeaient trop libéral ; il les irrita violemment un jour en prenant dans l'armée belge un des généraux polonais de 1831, et Nicolas I^{er} rompit toutes relations avec lui. Léopold entretenait quand même des relations épistolaires avec Metternich, avec le roi de Prusse ; il faisait passer par sa correspondante habituelle, la reine Victoria, bien des avis destinés à d'autres gouvernements. Enfin il ne perdit jamais de vue les progrès de cette famille de Cobourg qui le considérait comme son chef politique ; mariages du prince consort avec Victoria en Angleterre, du roi consort avec Maria en Portugal, d'un prince de la famille avec Clémentine, fille de Louis-Philippe, d'une princesse avec le duc de Nemours, autant de succès dus en grande partie à on intervention habile et persévérante.

V. — LA GUERRE CIVILE EN SUISSE¹

La Suisse eut à cette époque une existence beaucoup plus agitée que la Belgique. Après les révolutions cantonales accomplies entre 1830 et 1834, ce furent les affaires religieuses qui passèrent au premier plan. Le protestantisme orthodoxe, qui avait la majorité, voyait se former en face de lui un parti catholique ultramontain beaucoup plus agissant qu'autrefois,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — AUX OUVRAGES cités p. 118, ajouter Chaudet, *Histoire du parti radical suisse* (Berne, 1917, in-8°), et Ernst Stähelin, *Der Jesuitenorden und die Schweiz* (Bâle, 1923, in-8°). Cf. Pfulf, *Die Anfänge der deutschen Provinz der Gesellschaft Jesu und ihr Wirken in der Schweiz, 1805-1847* (Fribourg, 1922, in-8°).

et un groupement nouveau, le parti radical, qui inclinait à favoriser les libres penseurs anticléricaux. Les progrès de ce parti mécontentèrent les voisins de la Suisse, non seulement l'Autriche, mais la France. En 1836, Thiers exigea l'expulsion des réfugiés politiques ; le scandale causé par un espion français que la Diète sut démasquer aggrava le conflit. En 1838, autre incident à propos de Louis Bonaparte, qui l'apaisa en quittant spontanément le territoire suisse.

Dans les luttes religieuses l'avantage resta longtemps aux partis conservateurs. Les cantons libéraux de la Suisse allemande appelaient volontiers chez eux les patriotes notables chassés d'Allemagne par la Diète de Francfort ; comme Bâle avait autrefois accueilli Karl Follen, Zurich offrit un poste à Georges Buchner en 1836. Bientôt le gouvernement radical de ce canton, à l'instigation du grand pédagogue Thomas Scherr, osa davantage : il offrit une chaire à Strauss, l'auteur de cette *Vie de Jésus* qui avait scandalisé les croyants dans tous les pays germaniques. Les conservateurs à Zurich, inspirés par le célèbre juriste Bluntschli, provoquèrent d'innombrables pétitions contre ce choix ; le gouvernement cantonal effrayé l'annula, mais trop tard ; les paysans révoltés rendirent le pouvoir aux conservateurs (1839). Pendant ce temps les catholiques l'emportaient dans le Tessin, puis à Lucerne qui devint leur principal centre ; les succès de l'ultramontanisme en Prusse et en Bavière les encouragèrent. Comme la Diète n'obligeait point le canton d'Argovie à rouvrir les couvents (1843), les cantons catholiques l'accusèrent de transgresser l'Acte de 1815 et firent entendre des menaces de sécession. Ils se préparaient aussi à confier officiellement leurs collèges aux Jésuites ; quelques meneurs actifs et passionnés, Leu, Sigwalt, Bernhard Meyer, jugeaient que ce serait la preuve décisive de leur victoire.

Ce projet acheva d'exaspérer les radicaux : l'arrivée des Jésuites, alors attaqués par les libéraux de toute l'Europe, ne serait-elle pas le triomphe définitif de la réaction ? Comme l'Acte de 1815 ne permettait pas à la Diète de s'y opposer, ils résolurent de le modifier ; le problème de la constitution fédérale, négligé depuis 1830, redevint passionnant. Les radicaux voulaient fortifier le pouvoir fédéral, les catholiques maintenir intacte l'autonomie cantonale. Quinze ans d'agitation, de soulèvements cantonaux souvent heureux, avaient habitué les partis à recourir à la force. A la fin de 1844, puis en 1845, des volon-

taires levés par les radicaux marchèrent sur Lucerne ; les deux fois ces cohues indisciplinées et mal armées furent battues. La seconde expédition coûta aux insurgés 105 morts, 1,785 prisonniers, et la dureté des vainqueurs exaspéra toute la Suisse protestante.

L'installation solennelle des Jésuites eut donc lieu à Lucerne (novembre 1845) ; quelques jours plus tard les sept cantons catholiques s'entendaient secrètement pour conclure une alliance défensive. Le secret ne fut pas gardé longtemps ; bientôt chacun sut qu'ils avaient formé une « ligue séparée » — le *Sonderbund* — et, sur une demande officielle d'explication présentée par le canton directeur, Lucerne publia fièrement le texte complet du pacte. Pendant un an les polémiques se poursuivirent, habituant les deux partis à l'idée de la guerre civile. Les radicaux fortifièrent leur position à l'intérieur de la Suisse. Maîtres de dix cantons, il leur en fallait douze pour conquérir la majorité dans la Diète. Ils triomphèrent à Genève (1847), grâce à James Fazy, homme d'État remarquable, tour à tour audacieux et prudent ; ils l'emportèrent à Saint-Gall aux élections de mai 1847. Berne, canton directeur depuis le 1^{er} janvier 1847, avait choisi comme président Ochsenbein, le commandant de la seconde expédition des volontaires ; c'était un défi aux catholiques.

Ceux-ci cherchèrent des appuis à l'extérieur ; ils demandaient aux grandes puissances d'imposer une fois de plus le respect de l'Acte fédéral de 1815. Metternich y était disposé ; après la révolution de Genève, il s'assura l'appui de la Prusse et de la Russie, et finit par entraîner Guizot qui envoya en Suisse un ministre ami des catholiques. Mais Palmerston, également sollicité, répondit que l'État qui venait d'annexer Cracovie n'avait pas le droit d'invoquer les traités de 1815. Bernhard Meyer alla vainement solliciter le concours armé de Charles-Albert, puis de Metternich ; il obtint de Guizot des fournitures secrètes d'armes et de munitions. Les catholiques apparaissaient à la Suisse comme les protégés de l'étranger, soulevant contre eux un patriotisme de plus en plus ombrageux.

La Diète, réunie en juillet 1847, prononça la dissolution du *Sonderbund* comme incompatible avec l'Acte fédéral, affirma qu'il y avait lieu de réviser la constitution et s'ajourna au mois d'octobre. Dans l'intervalle on arma des deux côtés. En octobre la Diète, malgré la dramatique protestation formulée par Bernhard Meyer au nom des sept cantons (Lucerne, Schwytz, Uri, Unterwalden, Zug, Fribourg, Valais), décida qu'il y avait lieu

de détruire le Sonderbund par la force. Elle confia le commandement au général Dufour, ancien élève de l'École polytechnique de Paris, qui, vivant à l'écart des partis, voulait servir la patrie et sauver l'unité nationale. Son énergie fit contraste avec la faiblesse de ses adversaires ; le combat du Rotenberg (23 novembre) fut décisif ; les Lucernois abandonnés par leurs chefs capitulèrent, et les autres cantons se soumirent sans combat. Cette campagne de vingt-six jours avait été peu meurtrière. Le Sonderbund fut supprimé, les Jésuites chassés ; dans la plupart des cantons catholiques le parti libéral prit le pouvoir.

Cependant les grandes puissances, comme on l'a vu, essayaient de se concerter ; Metternich, entraînant la Prusse et la Russie, avait proposé une intervention, tandis que Palmerston, tout en admettant une médiation commune, présentait un contre-projet afin de laisser à la Diète suisse le temps de vaincre le Sonderbund. Mais quand les notes comminatoires des grandes puissances furent présentées à Berne le 30 novembre, le Sonderbund était battu. La Diète, encouragée par les avis de Londres, adressa une réponse modérée, tout en affirmant l'indépendance de la Suisse, et commença de procéder à la révision de la constitution. Si Metternich faisait rédiger encore une note collective signée par les quatre grandes puissances continentales (l'Angleterre s'abstenant), les libéraux des autres pays s'enthousiasmaient pour l'assemblée menacée par les jésuites et la Sainte-Alliance. « Les gens les plus modérés, avait écrit Cavour en novembre 1847, désirent le triomphe de la Diète par haine des Révérends Pères. » Montalembert eut beau, dans un de ses plus éloquents discours, déplorer devant la Chambre des pairs la défaite subie par la cause de la liberté, les partis progressistes, à travers tout le monde occidental, saluèrent la victoire de Dufour comme le premier triomphe remporté depuis dix ans par l'esprit nouveau sur la politique de réaction.

buva : la formation des grandes sociétés de missionnaires protestants fut suivie par la renaissance des missions catholiques. La science y aida également, suscitant des explorateurs pour toutes les terres inconnues. Missionnaires et savants frayèrent, volontairement ou non, la voie aux conquêtes politiques. Celles-ci furent accomplies par trois nations, l'Angleterre, la Russie et la France.

Cette expansion rencontra en Grande-Bretagne un certain nombre d'adversaires pendant la première moitié du XIX^e siècle. Ce n'étaient pas seulement des pacifistes ennemis des conquêtes, mais des hommes pratiques, frappés de la fragilité des entreprises coloniales. Ils montraient les États-Unis perdus pour l'Angleterre, Haïti affranchi de l'autorité française, l'Amérique latine insurgée contre l'Espagne et le Portugal ; quelle valeur conserveraient les colonies à sucre après l'abolition de la traite ? Des traités de commerce, ouvrant les pays lointains à l'industrie britannique, ne valaient-ils pas mieux que des guerres sanglantes et coûteuses ? Mais ces idées ne purent prévaloir contre l'ardente conviction des coloniaux. Elle alla grandissant après 1815, lorsque le continent européen se hérissa de barrières douanières devant les manufactures anglaises ; l'Europe se fermant, l'occupation de vastes colonies deviendrait le plus sûr moyen d'assurer à l'industrie britannique des débouchés permanents. Parmi ces coloniaux fervents figura Huskisson, un des principaux organisateurs du libre échange. Après 1830, quand un important mouvement d'émigration se dessina vers les États-Unis, plusieurs hommes d'État songèrent à le détourner vers des terres anglaises. Enfin le sentiment de l'impérialisme, bien que ce mot ne fût pas encore en usage, existait chez les vainqueurs de Trafalgar et de Waterloo ; jaloux de promener partout leur pavillon, ils voulaient détenir dans les principales contrées du globe des postes et des points de relâche qui assureraient la domination britannique sur les mers. Les écrivains encourageaient les hommes d'État : Carlyle trouva des accents presque religieux pour glorifier le développement indéfini de l'Empire. Puis les circonstances, les initiatives de hardis pionniers favorisèrent des marches en avant et des conquêtes auxquelles aucun plan systématique n'avait présidé.

La Russie, dans un monde entièrement différent, possédait une tradition coloniale plus ancienne encore que l'Angleterre. Il y avait trois siècles que les Cosaques étaient allés occuper la Sibérie occidentale. L'immense plaine où les monts Ourals

marquaient une barrière insignifiante conduisait les hommes de la Russie d'Europe vers la Russie d'Asie, et par là jusqu'aux bords du Pacifique. Une autre tradition nationale des Russes était la guerre sainte contre les musulmans qui détenaient Constantinople et Jérusalem. Cette lutte, poursuivie même pendant les guerres napoléoniennes, leur fit protéger les chrétiens de Géorgie et d'Arménie contre la Turquie et la Perse.

Quant à la France, la ruine de son ancien empire colonial était à peu près complète en 1815. Non seulement l'Angleterre lui enlevait quelques îles, mais la plus riche de ses possessions, Saint-Domingue, lui avait définitivement échappé. Ce fut la prise d'Alger qui lui prépara un empire nouveau. Commencée à propos d'un incident sans importance, continuée quelque temps sans but précis, blâmée par les économistes, conservée au nom de l'honneur national, la conquête de l'Algérie allait poser des problèmes inconnus auparavant et refaire à la France un esprit colonial.

I. — L'EXPANSION BRITANNIQUE¹.

Dans l'Inde la politique belliqueuse et conquérante suivie par Wellesley avait fait place, comme le désiraient la Compagnie et le Parlement, à la politique prudente et pacifique de Cornwallis. Mais on constata que celle-ci développait chez les indigènes, admirateurs de la force, un véritable mépris pour les Européens ; les idées changèrent si bien que l'auteur des conquêtes nouvelles fut lord Moira, plus tard marquis de Has-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur l'Inde, *The Cambridge history of India*, t. V : *British India, 1497-1858*, publ. sous la direction de H. H. Dodwell (Cambridge, 1929, in-8°), avec de copieuses bibliographies, ouvrage capital ; Vincent Smith, *The Oxford history of India* (Oxford, 1919, in-12 ; nouv. éd., 1923) ; Rice Holmes, *Sir Charles Napier* (1889 ; nouv. édition complètement transformée, Cambridge, 1925, in-8°) ; — sur les abords de l'Inde, H. W. Carless Davis, *The great game in Asia, 1800-1844* (Londres, 1927, in-8°) ; — sur l'Australie, Stephen H. Roberts, *History of Australian land settlement* (Londres, 1924, in-8°) ; Sweetman, *Australian constitutional development* (Londres, 1925, in-8°) ; — sur la Nouvelle-Zélande, J. S. Marais, *The colonisation of New Zealand* (Londres, 1927, in-8°) ; sur le Cap, W. M. Macmillan, *The Cape color question. An historical survey* (Londres, 1927, in-8°) ; Eric A. Walker, *A history of South Africa* (Londres, 1928, in-8°) ; — sur le Canada, Kennedy, *The constitution of Canada* (Londres, 1922, in-8°) ; Aileen Dunham, *Political unrest in Upper Canada* (Londres, 1927, in-8°, dans la collection des « Imperial studies monographs ») ; Ch. Bracq, *The evolution of French Canada* (New-York, 1924, in-8°), traduit en français : *L'évolution du Canada français* (Paris, 1927, in-8°) ; la 7^e édition de *l'Histoire du Canada* achevée en 1845 par Garneau (Paris, 1929, 2 vol. in-8°) ; — sur les théories coloniales, André Siegfried, *Edward Gibbon Wakefield* (Paris, 1904, in-8°) ; Paul Knaplund, *Mr. Oversecretary Stephen*, dans le *Journal of modern history* de Chicago, t. I (1929), p. 40-66.

tings, qui avait longtemps blâmé l'esprit agressif de Wellesley. Devenu gouverneur en 1814, il vainquit les rudes montagnards du Népal et conclut avec eux un traité qui fut respecté dorénavant, d'autant plus qu'il leur laissait une large indépendance. Hastings voulut surtout en finir avec les pillards à demi nomades qui, établis dans le centre de l'Inde, étaient la terreur des populations paisibles du Radjpoutana. Les Mahrattes, jadis les plus redoutés, s'étaient assagis depuis un demi-siècle et fixés au sol, mais ils laissaient le champ libre à de nouveaux aventuriers, les Pathans et plus encore les Pindaris. Doué de vrais talents militaires, Hastings réussit contre les plus dangereuses de ces bandes une grande manœuvre d'encerclement; ce fut la fin de la horde des Pindaris (1817). Le principal chef des Mahrattes, le *peishwa*, battu et forcé de se rendre, fut gagné par une grosse pension; leurs souverains héréditaires durent accepter une vassalité déguisée. L'Inde proprement dite se trouvait pacifiée.

Les Anglais songèrent alors à pénétrer dans les pays voisins. Les gouverneurs qui entreprirent ces nouvelles conquêtes croyaient n'accomplir qu'une œuvre défensive: n'était-il pas naturel de protéger l'Inde soumise et d'occuper des positions qui empêcheraient ses turbulents voisins de l'attaquer à l'avenir? Hastings déjà, voyant avec regret qu'on restituait Java aux Hollandais, fit occuper le port si bien situé de Singapour (1819). Un autre gouverneur plus tard punit quelques méfaits des princes de Birmanie par une expédition qui, mal dirigée, réussit quand même et permit d'annexer une partie des côtes birmanes.

Les conquérants s'occupèrent beaucoup plus du nord-ouest. Ils savaient que toutes les invasions historiques ont pénétré dans l'Inde par l'Iran; ils n'oubliaient pas l'ambassade envoyée par Napoléon à Téhéran. Les progrès de la Russie leur paraissaient à surveiller; malgré la distance considérable qui séparait les deux empires dans l'Asie centrale, Palmerston entrevit un péril possible, causé par les conquêtes du tsar ou les entreprises d'un souverain asiatique devenu son instrument. La Perse lui semblait propre à servir d'État-tampon; il lui fit garantir l'indépendance par l'accord anglo-russe de 1834. L'Afghanistan, jadis puissant, mais divisé depuis 1819 en quatre États rivaux, pouvait devenir une proie facile à prendre; elle tentait le chah de Perse qui, vaincu par les Russes à l'ouest, voulait s'étendre à l'est. Ce prince réussit à enlever Serakhs, la redoutable forteresse

des Turkmènes, où il délivra d'innombrables captifs (1834); mais quand il voulut mettre la main sur Hérat (1837), le gouverneur de l'Inde s'y opposa et fit débarquer des cipayes sur le rivage du golfe Persique; le chah comprit le péril et ordonna de lever le siège. Le sultan de Mascate, poussé par les Anglais, occupa une partie de la côte persane. Quant à l'Afghanistan, ils comptaient bien le prendre et le garder; mais un gouverneur incapable, lord Auckland, recourut trop vite à la force, puis se persuada trop vite que le pays était soumis. Un soulèvement général des Afghans obligea le corps d'occupation de Kaboul à battre en retraite; sur 12.000 hommes un seul, un médecin, échappa et vint raconter le désastre (1841). Le prestige britannique exigeait une revanche; un nouveau gouverneur prépara l'expédition qui alla reprendre Kaboul et punir le guet-apens de l'année précédente. Puis on évacua l'Afghanistan, mais en y installant un émir qui avait intérêt à vivre en paix avec les maîtres de l'Inde. Ceux-ci profitèrent de cette campagne pour établir leur suzeraineté sur le Baloutchistan.

Au pied des monts qui bordent l'Iran se trouve le Pendjab. Il ne faisait point partie de l'Inde historique, dont un désert le sépare. Un souverain énergique et rusé, Runjet-Singh (bien dépeint par le voyageur français Jacquemont), avait réussi à s'y maintenir indépendant sans se brouiller avec les Anglais. Mais ceux-ci convoitaient la belle région de l'Indus; un général plein d'ardeur, Napier, entraîna le gouverneur. La mort de Runjet Singh (1839) avait laissé le Pendjab dans l'anarchie, et bientôt une invasion de Sikhs dans l'Inde fournit l'occasion de les poursuivre chez eux, de les soumettre et de porter ainsi les avant-postes britanniques à l'entrée de l'Iran. L'œuvre de conquête semblait terminée en 1848. Elle avait eu pour instrument une armée indigène habilement conduite et encadrée par des Européens, trop docile pour qu'on pût y soupçonner un danger.

Pendant ce temps le pouvoir de la Compagnie des Indes faisait place à l'autorité de la Couronne. Cette évolution commencée depuis 1773 se continua par étapes. Lors du renouvellement de la charte en 1813, on permit le commerce de l'Inde aux vaisseaux britanniques n'excédant pas 350 tonnes; la Compagnie ne conserva que le monopole du commerce avec la Chine. Celui-ci disparut à son tour quand la charte fut renouvelée en 1833. Voté peu après la réforme électorale, ce renouvellement montra que l'esprit moderne pénétrait les

institutions coloniales : le Parlement adopta en principe la suppression du pouvoir politique de la Compagnie, mais elle fut chargée, à titre de fidéicommissaire de la Couronne, d'administrer l'Inde pendant vingt ans encore. La Compagnie d'ailleurs, comprenant la nécessité de gagner les whigs et les radicaux, avait fait envoyer à Calcutta un gouverneur général disposé aux innovations, lord Bentinck (1828-1835). Sévère pour les employés européens, il améliora le sort des indigènes, qui furent admis en nombre beaucoup plus grand qu'autrefois au service de la Compagnie. La peine du fouet fut abolie pour les cipayes, alors qu'en Angleterre elle subsistait encore pour les soldats. Bentinck osa également toucher à des coutumes barbares tolérées avant lui. La religion ordonnait de brûler la veuve sur le bûcher de son époux ; il supprima cette obligation et même interdit complètement de pareils sacrifices humains.

Plus importante encore fut la décision prise à propos de l'enseignement. Les Anglais avaient admis jusque-là que l'Inde, entièrement différente de l'Europe, devait conserver avec la religion brahmanique toutes les traditions, même les plus erronées, enseignées dans les écoles indigènes ; la langue des Européens ne devait point pénétrer dans ces écoles, sauf pour y former quelques fonctionnaires. Mais à partir de 1813 un comité officiel rechercha s'il ne faudrait point faire connaître aux indigènes la langue et la culture scientifique du peuple dominant. L'historien Macaulay, membre du Conseil qui assistait le gouverneur général, soutint cette nouvelle thèse avec toute la ferveur de l'optimisme whig. Il fulminait contre les partisans du passé :

Nous subventionnerons avec les deniers publics des doctrines médicales qui ridiculiseront nos maréchaux ferrants, une astronomie qui ferait éclater de rire une école de petites filles anglaises, une histoire remplie de rois de trente pieds de haut et de règnes de trente mille ans, une géographie faite de mers de méclasse et de mers de beurre.

Macaulay eut gain de cause ; on résolut de former au moins une élite indigène dans quelques collèges organisés à l'euro-péenne. C'était une décision grosse de conséquences pour l'avenir de l'Inde.

Ce pays surpeuplé, au climat tropical, ne pouvait pas attirer les colons britanniques ; mais bien d'autres possessions anglaises

leur offraient des terres libres et un climat tempéré. L'Australie leur parut longtemps peu séduisante, et de 1815 à 1848 les projets de la métropole sur ce continent lointain restèrent incertains ; on hésitait entre l'idée primitive, qui avait été de faire de l'Australie un bague, et les projets nouveaux qui réservaient aux hommes libres ce pays si favorable au développement physique des races européennes. De 1815 à 1825 il arriva 3.000 immigrants volontaires, attirés par le succès des laines australiennes qui, grâce à leur qualité supérieure, commençaient à disputer le marché anglais aux laines européennes ; celles-ci d'ailleurs ne suffisaient plus à une consommation toujours croissante. Les éleveurs de moutons formèrent bientôt un groupe actif, riche, indépendant, qui exigea la cessation des envois de forçats ; elle fut décidée en 1840 dans la colonie principale, la Nouvelle-Galles du Sud, puis dans les autres. A côté des producteurs de laine y avait-il place pour les producteurs de blé ? On le pensa, et Londres s'enthousiasma quelque temps pour la richesse agricole de l'Australie du sud. Un économiste influent auprès des ministres britanniques, Wakefield, fit annoncer qu'on substituerait aux concessions gratuites les ventes de terres, pour attirer capitaux et capitalistes ; il fit aussi donner des subventions aux immigrants arrêtés par la cherté du voyage, et le nombre en augmenta beaucoup. La classe dirigeante restait formée par un petit nombre d'éleveurs, de *squatters* ; quatre d'entre eux en 1845 détenaient près de huit millions d'acres.

Très loin de l'Australie s'étendait la Nouvelle-Zélande. Les Anglais l'occupèrent en devançant de peu un vaisseau français venu pour en prendre possession. Elle reçut dès l'origine des colons libres, à tendances démocratiques, prêts à fonder une colonie autonome et novatrice. Mais ces pays lointains n'attirèrent pas la foule tant que le bateau à vapeur demeura d'un usage peu familier, tant qu'il n'y eut pas les mines d'or pour faire accourir les chercheurs de millions.

En Amérique le Canada mettait en présence deux populations rivales : les Français, gagnés à la Grande-Bretagne depuis 1763 par l'intermédiaire du clergé, demeuraient jaloux de leurs droits et de leurs coutumes ; les Anglais, nombreux grâce à l'arrivée des loyalistes chassés des treize colonies américaines après 1776, prétendaient imposer leur prééminence. Les deux populations ne s'étaient mises d'accord que pour témoigner une hostilité commune aux envahisseurs yankees pendant la guerre

de 1812. Mais le Bas-Canada et le Haut-Canada réclamaient pour la Chambre élective une prépondérance marquée sur le Conseil choisi par la Couronne. En 1828 la province française, le Bas-Canada, présenta la requête des « quatre-vingt-dix résolutions », qui avait recueilli 87.000 signatures ; d'autres manifestations suivirent. Le Parlement britannique n'ayant fait que des concessions insuffisantes, les deux colonies furent le théâtre de troubles sérieux, surtout en 1838 et en 1839. Elles ne songeaient d'ailleurs nullement à se donner aux États-Unis, et ceux-ci, malgré les efforts de quelques chauvins, observèrent une complète neutralité.

Le gouvernement britannique envoya un haut commissaire, lord Durham. Ce grand seigneur whig, gênant par ses allures indépendantes, mais intelligent et original, était parmi les gouvernants d'alors un des plus confiants dans l'avenir des colonies britanniques ; le Canada l'intéressait d'autant plus que c'était la seule où se portât un courant régulier d'immigrants venus de la métropole. Dans un rapport demeuré célèbre, il demanda pour la colonie l'autonomie complète. Sur le moment la hardiesse de ses conclusions scandalisa les ministres et le fit presque regarder comme un complice des rebelles ; Brougham l'attaqua publiquement et obtint son rappel. Malgré cet échec provisoire, Durham convainquit ses compatriotes que le gouvernement canadien devait être responsable devant les élus de la colonie. La loi de 1841 (*Reunion act*) réunit les deux provinces en leur donnant un gouverneur, un Conseil législatif inamovible nommé comme lui par la Couronne, et une Assemblée renouvelée par les électeurs tous les quatre ans. Celle-ci allait prendre une importance croissante ; la Chambre des Communes adopta en 1846 une résolution d'après laquelle le gouverneur devait confier le pouvoir à des hommes jouissant de la confiance de l'Assemblée élective. Ces idées furent bien appliquées par un nouveau gouverneur, lord Elgin, le gendre de Durham ; ses mesures libérales mirent fin à l'agitation qui troublait le Canada depuis un quart de siècle. Les Canadiens français acceptèrent la vie commune, tout en prenant conscience du glorieux passé que leur historien national, Garneau, faisait revivre à ce moment.

Une autre colonie de grand avenir, le Cap, demeurait encore dans la période incertaine des débuts. Cédée en 1815 par les Pays-Bas, qui l'avaient perdue en fait pendant les guerres de la Révolution, elle ne comptait alors que 90.000 habitants, dont 10.000 blancs : ces derniers étaient pour la plupart des Boers,

colons hollandais ou rejetons de huguenots français absorbés par eux. Le gouvernement britannique voulait occuper fortement ce pays qui était la grande station de la route maritime vers l'Inde ; il s'efforça d'y envoyer des colons et, non content d'aider 5.000 de ses nationaux à s'établir en 1820 près de Port-Élisabeth, il attira des immigrants allemands. C'était un moyen de contre-balancer l'hostilité des Boers, indignés de la faveur que les Anglais témoignaient aux indigènes. L'abolition de l'esclavage (1834) provoqua chez eux le premier *trek*, la première de ces migrations vers l'intérieur, qu'ils renouvelèrent plus tard pour aller mener une vie libre au milieu de nègres esclaves. Parmi ces nègres beaucoup étaient des adversaires dangereux, et la principale occupation de la colonie britannique pendant longtemps fut la guerre contre les Cafres. En 1834-1835 surtout elle courut un danger sérieux, et ce ne fut qu'après la victoire qu'on substitua le gouvernement civil au gouvernement militaire. Commerçants et colons britanniques montraient, là comme ailleurs, leur volonté de se gouverner eux-mêmes et de se débarrasser le plus vite possible des chaînes qu'impose le paternalisme officiel.

L'Angleterre prit pied sur quelques autres points de l'Afrique, mais ses établissements de la côte de Guinée subirent une longue crise provoquée par l'abolition de l'esclavage. Il y eut cependant là aussi des conquêtes nouvelles : la forte personnalité d'un Mac Lean, en imposant le respect aux indigènes, allait préparer la naissance de la Côte d'Or.

II. — L'EXPANSION RUSSE¹.

L'expansion russe fut davantage l'œuvre de l'État. Ce dernier, sans négliger le commerce, pensait avant tout à la domination ; une sorte de force irrésistible poussait les Cosaques envoyés par lui à suivre les fleuves, à traverser les déserts, à toujours avancer dans les immenses régions parcourues par des nomades qui ne connaissaient point de frontières. Le gouvernement russe, à

1. OUVRAGES A CONSULTER. — L'étude la plus complète se trouve dans une œuvre collective écrite par divers auteurs allemands, *Russland in Asien* : les tomes I-VII ont paru à Leipzig (1889-1904), in-8°, les tomes VIII-XI à Berlin (1907-1911, in-8°). Dans cette série on doit signaler particulièrement les volumes de Krahmer sur l'Asie centrale et l'Asie orientale. Voir aussi Maurice Courant, *La Sibérie* (Paris, 1920, in-8°).

moitié asiatique, savait gagner des amis et des protégés parmi ces nomades. Ailleurs il utilisait la religion, en protégeant les chrétiens, ou le commerce, en chargeant tel trafiquant grec ou levantin de recueillir des renseignements sur un pays jusque-là fermé. Dans ce monde oriental où règne le *bakchich*, on se faisait chez l'ennemi des partisans et des espions par des cadeaux opportuns. Cette préparation discrète et prudente avait pour conséquence, quand le moment favorable était arrivé, une intervention militaire poursuivie au besoin avec ce mépris de la vie humaine qui a toujours caractérisé la politique des tsars.

La Caucasic s'ouvrit en 1800, quand un roi de Géorgie, pour sauver son peuple chrétien de la tyrannie persane, abdiqua en faveur du tsar. Les victoires russes de 1812 sur les Turcs et de 1813 sur les Persans préparaient d'autres conquêtes. Le traité de Gulistan (1813) avait laissé indécis le tracé de la frontière près du lac Goktcha, et la controverse à propos de ce district se renouvelait sans cesse. Les Persans prirent tout à coup l'offensive en 1826 ; ils semblent avoir été encouragés par les bruits qui leur parvenaient sur le soulèvement des décembristes à Saint-Pétersbourg. Ils eurent d'abord le dessus ; mais la belle résistance de la garnison russe de Choucha donna le temps d'organiser une contre-attaque, et finalement les victoires de Paskiévitich imposèrent le traité de Tourkmanchah (1828), qui livrait à la Russie les territoires septentrionaux de la Perse. Le tsar fut modéré dans ses prétentions parce qu'il avait déclaré la guerre au sultan ; les Persans, ennemis traditionnels de la Porte (ils l'avaient combattue encore en 1823), s'inquiétèrent peu de la solidarité musulmane et laissèrent aux Russes les mains libres contre les Turcs sur lesquels Paskiévitich remporta encore d'éclatants succès ; la paix d'Andrinople (1829), sans lui laisser toutes ses conquêtes, créait une nouvelle province, l'Arménie russe. Établie en Transcaucasie, la Russie ne tenait pas encore le Caucase lui-même ; elle voulut le maîtriser. Alors s'engagea cette guerre de montagnes que Chamyl devait prolonger pendant vingt-cinq ans.

A l'est de la Perse, le Turkestan présentait aux Russes un mélange d'États sédentaires et de tribus nomades. Employant tour à tour la diplomatie et la force, ils s'assurèrent le concours des Kirghiz-Kazaks ; c'est à ces derniers que fut due la victoire finale sur un chef de Tatars, Kassimov, qui depuis 1834 menait contre les Russes une incessante guerre d'escarmouches.

Ils aidèrent aussi les Russes à occuper le Syr-Daria, dont la belle vallée offrait des terres fertiles habitées par des populations agricoles. Beaucoup plus loin se trouvaient les deux grandes oasis de Boukhara et de Khiva. Elles étaient séparées des postes russes par de vastes espaces où erraient des nomades moins maniables que les Kirghiz, les Turkmènes. Ils vivaient de pillage et surtout allaient razzier des captifs asiatiques ou russes, qu'ils vendaient sur les marchés des deux capitales du désert. La Russie prenait patience et cherchait à entrer en rapports avec les souverains de ces deux villes ; Catherine II avait donné l'exemple. En 1820 une mission militaire fut reçue à Boukhara ; elle comptait parmi ses membres le savant Meyendorff, qui a laissé un récit de ce voyage. Un peu plus tard une autre expédition, après avoir exploré le pays à l'est de la Caspienne, parvint à Khiva où l'accueil fut correct ; Mouraviev, le futur gouverneur de la Sibérie, faisait partie de la caravane et en raconta les aventures. Les voyageurs préparaient la route aux soldats. En 1839 une armée quitta le Syr-Daria pour aller soumettre Khiva ; elle fut surprise par une gelée si forte qu'elle dut revenir et que les soldats russes, enfants des pays froids, succombèrent par milliers pendant la marche. On renonça pour longtemps à Khiva, mais l'occupation du Syr-Daria s'acheva par la marche victorieuse de Perowski sur Khokand (1847).

La Sibérie avait un climat aussi rude, mais elle ne causait plus de pareilles surprises à ses maîtres. Ils avaient à combattre ici, non pas les indigènes, mais la distance et le manque d'hommes. La Russie envoya beaucoup d'Européens. Les condamnés de droit commun, comme dans tous les bagnes coloniaux, firent peu de besogne utile. Les condamnés politiques étaient très nombreux depuis que la Russie avait supprimé en principe la peine de mort : coupables condamnés par les tribunaux, mécontents saisis par la police, Polonais déportés comme rebelles. Toute une échelle de peines leur était appliquée. La déportation était un véritable enfer quand elle entraînait les travaux forcés dans les mines de l'Oural ou, ce qu'on redoutait plus encore, dans les mines de Nertschensk en Sibérie orientale. D'autres, punis des travaux forcés à temps, avaient l'espoir de devenir plus tard de simples relégués. La relégation libre était d'ailleurs une peine suffisamment dure quand elle fixait un homme pour sa vie dans ces pays perdus, souvent dans un village où l'autorité appartenait à un Cosaque ignorant et brutal.

Enfin il y avait les paysans libres. Malgré la longueur et les dangers du voyage, on trouva toujours quelques immigrants volontaires, poussés par l'instinct nomade qui existe chez tant de Russes, ou attirés par l'espoir de devenir là-bas des hommes libres, délivrés du servage, propriétaires du sol ; car c'étaient les promesses faites pour les décider. Malheureusement ils retrouvaient en Asie la même bureaucratie qu'en Europe, et encore plus despotique, parce qu'elle interceptait les réclamations envoyées à Saint-Pétersbourg. Cependant on réussit à faire parvenir au tsar une dénonciation motivée ; Alexandre I^{er}, qui éprouvait quelque remords de la disgrâce infligée à Spéransky, chargea ce grand administrateur de faire une enquête, puis de réparer le mal (1819-1921). Spéransky révoqua plusieurs tyranneaux et réalisa des réformes utiles ; revenu dans la capitale et rentré en faveur, il ne cessa de s'intéresser à la Sibérie et d'encourager l'arrivée des colons libres. Ceux-ci étaient plus énergiques et plus actifs que leurs frères d'Europe, dégradés par le servage. De même les marchands sibériens, habitués aux grands voyages, avaient plus d'initiative que leur confrères de Saint-Pétersbourg ou de Moscou. Ces hommes étaient prêts à bien accueillir les personnages déportés en Asie pour crime de libéralisme ; ceux-ci, de leur côté, appartenant d'ordinaire aux classes instruites, contribuèrent à élever le niveau intellectuel et moral des populations au milieu desquelles on fixait leur résidence. Les décembristes surtout furent de précieux éducateurs ; un médecin sibérien, Belogolowy, qui reçut les leçons de quelques-uns d'entre eux, a montré l'influence bienfaisante qu'ils exercèrent à Irkoutsk. Mais le chiffre infime des habitants et le manque de routes laissaient encore la Sibérie dans un état voisin de l'enfance.

Les Russes avançaient toujours. De même qu'ils occupaient la Transcaucasie avant de tenir le Caucase, qu'ils marchaient sur Khiva quand le Syr-Daria n'était pas encore soumis, la tâche considérable à exécuter en Sibérie ne les détourna pas de pousser jusqu'au Pacifique. Les Cosaques avaient même franchi le détroit de Behring et pris possession du nord-ouest américain ; chasseurs et marchands de fourrures les suivirent, allant si loin vers le sud qu'ils inquiétèrent les États-Unis. Ce fut un des motifs, nous l'avons vu, qui dictèrent à Monroe le message fameux de 1823¹.

1. Voir ci-dessus, p. 72.

III. — LA PÉNÉTRATION EN EXTRÊME-ORIENT¹.

L'Asie orientale était un monde à part, à peu près fermé aux Européens comme à tous les étrangers. La Chine vers 1815 apparaissait, à ceux qui la considéraient du dehors, comme parvenue à l'apogée de sa puissance. Les souverains mandchous, qui la dominaient depuis le milieu du xvii^e siècle, avaient réussi à lui donner tout son développement continental, à soumettre la Mongolie, le Turkestan oriental et le Tibet. Le dernier grand monarque de cette dynastie, Kien-long, avait connu jusqu'en 1796 un demi-siècle de victoires. L'éclat de son règne avait été rehaussé par le développement d'un art exquis, dans la céramique surtout, digne de rivaliser avec l'art français de l'époque Louis XV.

Mais cette puissance apparente cachait une faiblesse réelle. Les Mandchous demeuraient des souverains étrangers, haïs en Chine, toujours menacés par des rébellions nouvelles; les sociétés secrètes étaient nombreuses, et la férocité des répressions ne les empêchait pas de recommencer leurs tentatives. Pour faire face au danger il eût fallu des hommes de valeur; les successeurs de Kien-long, Kia-king (1796-1820) et Tao-kouang (1821-1850), furent des personnages incapables, endormis dans les délices du palais impérial. On abandonna le pouvoir aux mandarins, souvent habiles et intelligents, mais hostiles à tout changement, à toute initiative énergique. La

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Henri Cordier, *Histoire générale de la Chine et de ses rapports avec les pays étrangers*, t. III et IV (Paris, 1920, 2 vol. in-8°); H. R. Morse, *The international relations of the Chinese Empire* (Londres, 1918, 3 vol. in-8°); Georges Maspero, *La Chine* (Paris, 1918, in-16; 2^e éd., 1925, 2 vol.); Mao-Yee-Hang, *Les relations politiques et économiques entre la Chine et les puissances de 1842 à 1860* (Lyon, 1923, in-8°); Harold M. Vinacke, *A history of the far east in modern times* (New-York, 1928, in-8°); Charles-B. Maybon et Jean Fredet, *Histoire de la concession française de Changhaï* (Paris, 1929, in-4°). — Sur le caractère juridique des traités, J. W. Keeton, *The development of extraterritoriality in China* (Londres, 1928, 2 vol. in-8°).

Sur le Japon à cette époque, voir Naozo-Yamasaki, *L'action de la civilisation européenne au Japon* (Paris, 1910, in-8°) et cf. l'utile instrument de travail que constitue la *Bibliography of the Japanese Empire* d'Oskar Nachod (Londres et Leipzig, 1928, 2 vol. in-8°), indiquant les livres parus de 1906 à 1926.

Sur l'Indochine, voir Ch. B. Maybon, *Histoire moderne du pays d'Annam 1592-1820* (Paris, 1919, in-8°); une série d'articles de divers auteurs sur *Les Français au service de Gia-Long*, dans le *Bulletin des Amis du Vieux Hué*, de 1917 à 1926; P. Cultru, *Histoire de la Cochinchine française des origines à 1883* (Paris, 1910, in-8°); *Un empire colonial français : l'Indochine*, publ. sous la direction de G. Maspero, t. I (Paris, 1929, in-4°).

Sur l'Insulinde hollandaise, Gonnaud, *La colonisation hollandaise à Java* (Paris, 1905, in-8°); P. J. F. Louw, *De Java-Oorlog van 1825-1830* [La guerre de Java de 1825-1830] (Batavia, 1894-1897, 2 vol. in-8°).

Chine demeurait figée dans le respect du passé, indifférente et hostile aux étrangers dont elle ne désirait connaître ni les sciences ni les découvertes ni les mœurs.

Les étrangers, au contraire, désiraient pénétrer chez elle. C'étaient d'abord les missionnaires, continuant l'œuvre commencée depuis trois siècles. La tolérance dédaigneuse accordée pendant de longues périodes à ces hommes et à leurs fidèles indigènes pouvait faire subitement place à la persécution ; et en effet un édit sévère condamna en 1814 la propagande chrétienne. Le vicaire apostolique Defresse fut décapité en 1815 ; un lazariste, Clet, fut étranglé dans sa prison en 1820. Quant aux commerçants, on leur assignait certains marchés où leur présence était tolérée. Aux Russes on vendait le thé (le célèbre « thé de la caravane ») à la frontière du nord, entre Maïmatchin et Kiachta ; l'entrée de Maïmatchin était défendue aux étrangers. ce qui n'empêcha pas voyageurs et marchands russes d'y pénétrer sous des déguisements ou avec des complicités payées. Quelques-uns visitèrent même la région interdite aux profanes, le Tibet. Une mission officielle russe put se faire admettre à Pékin, non sans éprouver mainte humiliation, L'accueil des Chinois fut si décourageant que le gouvernement sibérien songea à cesser les rapports avec eux, quand la guerre de l'opium vint ouvrir des perspectives nouvelles.

Au sud les Chinois laissaient depuis longtemps au Portugal la possession de Macao, tout en exerçant une surveillance continue sur cette ville où résidaient les agents diplomatiques et consulaires des pays étrangers. Près de Macao ils avaient ouvert au commerce le magnifique port de Canton. Anglais, Américains, Hollandais, marchands de tous les pays s'y rencontraient ; les mandarins autorisaient un trafic profitable pour la Chine et pour eux, mais les rivalités des négociants et les rixes des matelots donnaient aux Célestes une idée peu flatteuse des « barbares »¹. Le commerce anglais tenait le premier rang ; la Compagnie des Indes avait installé à Canton une filiale, *United Company of merchants trading to the East Indies*, qui utilisait son monopole pour vendre l'opium de l'Inde et acheter le thé ; ses agents se pliaient sans résistance aux complications du formalisme chinois. Comme on les molestait, ils obtinrent en 1816 l'envoi d'une ambassade anglaise ; mais

1. On a publié récemment, d'après les archives d'une banque de Breslau, des documents sur les efforts des industriels silésiens pour vendre vers 1830 leurs draps à la Chine, malgré la concurrence anglaise.

lord Amherst, arrivé à Tien-tsin, dut s'en aller sans rien obtenir, parce qu'il avait refusé, sous prétexte de maladie, les trois agenouillements et les neuf prosternements réclamés par les fonctionnaires orientaux. Là-dessus l'empereur de Chine envoya au roi d'Angleterre une remontrance qui se terminait par ces mots : « C'est afin que tu y obéisses longtemps que je t'adresse cet ordre impérial. »

En 1834 la filiale de la Compagnie des Indes perdit le monopole du commerce de Canton, et désormais les choses allaient changer. Au lieu de la Compagnie ce fut un agent officiel qui représenta l'Angleterre, et qui se montra moins disposé que les marchands à supporter des humiliations. Puis les particuliers, autorisés à vendre l'opium, cherchèrent par tous les moyens à en développer la consommation. La Chine résolut de s'y opposer ; un censeur montra au gouvernement de Pékin les maux causés à la santé physique et morale de ses sujets par leur goût croissant pour la plante vénéneuse. L'autorité centrale approuva ce rapport. Elle craignait peu de mécontenter l'Angleterre ; le représentant de celle-ci, Napier, arrivé à Canton et mal reçu par les fonctionnaires, était mort avant d'avoir pu donner suite à ses menaces. On fit donc jeter à la mer 20.000 caisses d'opium ; Palmerston jugea qu'une pareille offense à la Grande-Bretagne et à son commerce justifiait une déclaration de guerre (1840). La guerre de l'opium dura deux ans. Les Chinois, même battus, ne voulaient pas reconnaître leur défaite, et la nouvelle du désastre anglais en Afghanistan les encourageait. Mais que pouvait, sans canons, le Céleste Empire contre l'artillerie européenne ? Après avoir perdu près de 20.000 hommes tandis que les Anglo-Indiens en perdaient 520, il dut signer le traité de Nankin (1842).

Ce traité contenait des réparations pour le passé : les vaincus payaient 21 millions de dollars chinois, soit pour dommages de guerre, soit pour indemnité aux propriétaires de l'opium confisqué. Plus importantes sont les clauses concernant l'avenir : cinq ports, Canton, Amoï, Fou-tchéou, Ning-po, Changhaï, sont ouverts au commerce britannique, et l'île de Hong-kong cédée en toute propriété à l'Angleterre ; les agents consulaires, jouissant pleinement du droit d'exterritorialité, sont seuls juges de leurs nationaux. L'année 1842 est donc pour l'Extrême-Orient une grande date historique. Jusque-là c'était la Chine qui imposait ses conditions aux pays étrangers, prêts à tout accepter dans l'intérêt de leurs commerçants ; main-

tenant ce sont les étrangers qui dictent leurs volontés, en interdisant expressément qu'on les traite de barbares, en assurant à leurs nationaux le régime privilégié des capitulations. Le traité de Nankin est le premier de ces « traités inégaux » devenus si odieux aux Chinois du xx^e siècle.

Ces traités se multiplièrent aussitôt : la Grande-Bretagne, loin de s'y opposer, tenait à montrer qu'elle venait de travailler pour le commerce du monde entier ; la Chine les signa volontiers afin de ne pas demeurer en tête-à-tête avec l'Angleterre, et d'utiliser les rivalités des États étrangers. Les États-Unis, qui avaient déjà quelques maisons de commerce importantes à Canton, signèrent le traité de Wanghia (1844) ; pour se distinguer des Anglais, ils reconnurent l'opium comme un produit de contrebande qui devait être interdit. Ce traité servit de modèle aux conventions signées peu après avec la Belgique et les pays scandinaves. La France, bien que son commerce en Chine fût insignifiant, envoya une mission soigneusement choisie dont le chef, Lagrené, fut assisté par des experts économistes ; elle signa le traité de Whampoa (1845).

Les nouveaux traités furent mis immédiatement à profit, surtout par les Anglais. Bien que les négociants chinois, poussés par leur gouvernement, eussent essayé d'abord de les tenir en quarantaine dans les nouveaux ports ouverts, ils s'y installèrent vite, principalement à Changhaï ; dès 1847, sur une centaine d'étrangers, quatre-vingt-sept Britanniques y représentaient trente-neuf maisons de commerce. Ils avaient commencé à créer dans cette ville à peu près déserte une cité à part, une « concession » ; les Chinois laissèrent faire, assez contents de voir les étrangers s'isoler dans une sorte de ghetto dont ils ne soupçonnaient pas le développement futur. En même temps Hong-kong, déclaré port franc, prospérait vite et attirait les jonques de passage, au détriment de Macao.

Cette grande transformation coïncidait avec les débuts d'un autre phénomène social, non moins important pour l'Extrême-Orient, mais qui fut beaucoup moins remarqué, l'expansion chinoise par mer. L'émigration devenait une nécessité pour ces masses toujours croissantes ; l'ouverture des cinq ports la facilita. Les trafiquants étrangers allèrent chercher dans cet immense réservoir d'hommes la main-d'œuvre demandée par la plupart des pays riverains de l'océan Pacifique ; et partout on accueillit avec satisfaction ces travailleurs dociles, réguliers, peu exigeants sur le salaire et le confort. En 1847 des capitaines

européens transportèrent un convoi de coolies à Cuba et au Pérou : ils ne leur faisaient rien payer d'avance, mais les émigrants s'engageaient à travailler pendant huit ans pour quatre piastres par mois, outre la nourriture et l'entretien. Ainsi commença le grand mouvement qui allait amener les coolies chinois à Cholon comme à Singapour, à Manille comme à Batavia, aux Hawaï comme en Californie, et qui devait plus tard susciter les craintes et les résistances des peuples menacés d'être submergés par cette inondation continue.

Les autres pays de l'Extrême-Orient demeuraient encore fermés à l'activité européenne. La Corée, depuis longtemps disputée entre la Chine et le Japon, cherchait dans l'isolement le moyen de sauvegarder son indépendance. Ses gouvernants laissaient les côtes sans mouillages, pour décourager les navigateurs du dehors qui étaient souvent des pirates ; ils maintenaient une zone dévastée, inhabitée, sur la frontière continentale qui touchait à la Chine. Cela n'avait pas empêché les missionnaires étrangers de pénétrer dans le pays, mais souvent au péril de leur vie : ainsi l'évêque Laurent Imbert et deux religieux français furent exécutés en 1839.

L'Indochine était en pleine crise. Au début du *xix^e* siècle les anciens États du Pégou, du Cambodge, avaient été ruinés par les invasions des Birmans et des Annamites. C'était la victoire des Jaunes sur les Aryens, de l'influence chinoise sur l'influence de l'Inde. L'Annam eut alors à sa tête, après une série de troubles intérieurs, un prince remarquable, l'empereur Gia-long qui, de 1802 à 1820, réussit à constituer un État puissant. Ce parvenu avait l'esprit plus ouvert que les souverains chinois, se souvenant de l'appui que lui avait donné à ses débuts l'évêque Pigneau de Behaine, il traita bien la petite poignée de Français demeurés auprès de lui ; Chaigneau surtout, qui devint consul de France, était son favori. Les navires envoyés depuis 1817 par quelques armateurs de Bordeaux reçurent bon accueil. Mais la mort de Gia-long rendit l'avantage aux ennemis des étrangers et des missionnaires.

Le Japon était parvenu depuis plusieurs siècles à s'enfermer dans ses îles ; la prescription de faire feu sur tout vaisseau étranger qui approcherait des côtes restait encore en vigueur ; tout au plus admettait-on une exception pour les navires en détresse. Le pays conservait ainsi intacts son régime féodal et sa civilisation propre ; celle-ci, avant de disparaître, s'épanouissait dans un art admirable, avec Outamaro et Yeishi,

les peintres de la femme, Hiroshigé, le grand paysagiste, et Hokousaï, le plus puissant de tous ces maîtres. Ces îles mystérieuses étaient guettées par les étrangers. Le Japon refusa d'accueillir la mission navale envoyée en 1846 par les États-Unis ; mais il tolérait le trafic très ancien qui se faisait avec les Hollandais à l'île de Deshima, près de Nagasaki. C'est là qu'un médecin allemand, Siebold, recueillit les premiers renseignements scientifiques sur l'empire inconnu. Ces relations éveillèrent chez quelques Japonais des inquiétudes sur les dangers de l'ignorance que leur gouvernement imposait à ses sujets. En 1810 on avait fondé un bureau de traduction, qui publia la version japonaise de quelques livres techniques et scientifiques hollandais. Certains audacieux apprirent la langue des Hollandais ou leur achetèrent quelques machines nouvelles, même un daguerréotype. Une élite se préparait pour le jour où une impulsion vigoureuse briserait les barrières qui entouraient l'empire du Nippon.

Les Hollandais, qui entretenaient ces rapports avec lui, possédaient alors le seul empire colonial européen de l'Extrême-Orient. Les Anglais avaient quelque temps occupé Java et, croyant garder ce pays, le gouverneur Stamford Raffles y avait commencé des réformes utiles. Mais les Pays-Bas recouvrèrent les îles de la Sonde en 1816, résolus à mettre en valeur une colonie qui devait les dédommager de la perte de Ceylan et du Cap. L'autorité de la couronne fut définitivement substituée à celle de la vieille Compagnie des Indes ; les derniers rebelles de Java furent soumis de 1825 à 1830. Alors apparut le grand organisateur, Van den Bosch, nommé gouverneur général en 1830 ; partisan du despotisme éclairé comme son maître Guillaume I^{er}, il multiplia les avances de fonds à des entrepreneurs bien choisis, à condition que les profits de leurs travaux fussent répartis entre eux, les cultivateurs indigènes et l'État. Un cinquième des terres fut réservé, sous la surveillance du gouverneur, à la culture exclusive de certains produits recherchés sur le marché européen ; celle du café surtout atteignit un grand développement. Cette exploitation d'État procura pendant les vingt premières années des bénéfices considérables.

Ainsi l'esprit de conquête, la passion commerciale, la curiosité des Occidentaux s'imposaient peu à peu à tous les peuples asiatiques. Il manquait à ceux-ci, pour leur résister, non seulement des canons, mais le sens du vrai, du réel, du possible.

« L'Asie, disait Pouchkine, se noie dans le bavardage. » Les souverains d'Orient se trompaient eux-mêmes et cherchaient à tromper les autres en cachant leurs défaites, en entretenant chez leurs sujets le mépris pour les races étrangères. Le chah de Perse, menacé par les Russes, faisait dans son palais une cérémonie symbolique destinée à terrifier les armées ennemies. Le souverain de Birmanie, vaincu par les Anglais, adressait une proclamation à son peuple pour annoncer qu'il accordait généreusement pardon et faveurs aux barbares écrasés par lui. Les mandarins chinois en 1840 ne parlaient-ils pas d'envoyer une armée à travers l'Asie et l'Europe afin de punir la Grande-Bretagne? Vingt ans après la guerre de l'opium, un autre empereur de Chine rappellera dans un manifeste la bonté de son père qui « n'avait pas su se décider à châtier... les hommes venus de loin. » Ces gouvernements faibles ne se défendaient que par une diplomatie subtile, féconde en promesses captieuses et en formules dilatoires.

IV. — L'EXPANSION FRANÇAISE EN ALGÉRIE¹.

La France après 1814 devait recouvrer les cinq villes de l'Inde, en Afrique le Sénégal et Bourbon, en Amérique la Guyane et quelques Antilles. L'exécution de ces clauses n'alla point sans difficultés : ce n'est qu'en 1817 que les Anglais restituèrent le Sénégal, les Portugais la Guyane. Qu'allait-on faire de ces colonies ? Le gouvernement français, non sans hésitations,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Augustin Bernard, *L'Algérie* (Paris, 1929, in-8°), excellente étude d'ensemble, avec des bibliographies bien choisies. — Sur la conquête, G. Esquer, *Les commencements d'un empire. La prise d'Alger* (1923; 2^e éd. transformée, Paris, 1929, gr. in-8°); Gautherot, *La conquête d'Alger* (Paris, 1929, in-8°), d'après les papiers de Bourmont; Paul Azan, *L'émir Abd-el-Kader* (Paris, 1925, in-8°); du même, *L'expédition d'Alger* (Paris, 1930, in-12). Sur la colonisation, Demontès, *La colonisation militaire sous Bugeaud* (Paris, 1916, in-8°); Julien Franc, *La colonisation de la Mitidja*, (Paris, 1923, in-4°, dans la collection du « Centenaire de l'Algérie »); E. F. Gautier, *Un siècle de colonisation* (Paris, 1930, in-4°, même collection), vivant et suggestif; sur les impressions des contemporains, Tailliant, *L'Algérie dans la littérature française* (Paris, 1925, in-8°). Le gouvernement général de l'Algérie publie depuis 1912 à Alger une très importante *Collection de documents inédits sur l'histoire de l'Algérie après 1830*.

Sur Tunis et Tripoli, voir Jean Serres, *La politique turque en Afrique du Nord sous la monarchie de juillet* (Paris, 1925, in-8°); sur le Sénégal, Georges Hardy, *L'enseignement au Sénégal de 1817 à 1854* (Paris, 1920, in-8°); du même, *La mise en valeur du Sénégal de 1817 à 1854* (Paris, 1921, in-8°); sur l'administration coloniale, Duchêne, *La politique coloniale de la France* (Paris, 1928, in-8°); sur les essais océaniques, T. Lindsay Bruick, *The French at Akaroa* (Wellington, 1929, in-8°).

s'efforça de rétablir le régime ancien, reposant sur « l'exclusif » : la métropole fournirait aux colonies tous les produits fabriqués et leur achèterait les denrées tropicales, notamment le sucre. Mais ce régime était compromis par les changements survenus depuis un quart de siècle : l'abolition de la traite des nègres menaçait l'institution fondamentale, l'esclavage ; les illusions sur la reprise de Saint-Domingue furent bientôt dissipées. La question du sucre mit aux prises des intérêts opposés, ceux des planteurs qui voulaient seuls le fournir, des armateurs de Bordeaux qui leur reprochaient de le vendre trop cher, des raffineurs de Paris qui demandaient le droit de l'acheter dans tous les pays producteurs. Il y eut quelques vellétés de conquêtes, au Sénégal où des campagnes furent faites contre les Maures Trarzas, et à Madagascar où une expédition maritime bombardarda en 1829 les positions des Hovas sur la côte orientale. De toutes ces entreprises les résultats furent médiocres.

C'est la prise d'Alger qui allait inaugurer pour la France une nouvelle ère coloniale. La côte nord de l'Afrique, à part l'Égypte qui venait de s'ouvrir, demeurait depuis de longs siècles fermée aux Européens. A l'est du Maroc, empire indépendant, muré dans son isolement farouche, se trouvaient les Régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli. Toutes les trois s'étaient débarrassées des pachas turcs ; mais elles laissaient au sultan de Constantinople, avec la suprématie religieuse, les apparences de la suzeraineté politique. Tripoli et Tunis obéissaient à des familles de beys héréditaires, celle de Tripoli qui régna jusqu'en 1835, celle de Tunis qui subsiste encore aujourd'hui ; ces beys avaient réussi à dompter la milice turque, autrefois maîtresse du pouvoir. Alger, au contraire, voyait sa milice, analogue à celle des janissaires, conserver sa puissance ; belliqueuse et turbulente, cette république militaire faisait la vie difficile au chef élu par elle, le dey.

Ce qui rendait ces trois villes dangereuses pour le monde entier, c'est que la piraterie était devenue pour elles depuis le xvi^e siècle l'industrie nationale, la vente ou les rançons des captifs un revenu régulier. Si Tunis y renonçait peu à peu, Tripoli et surtout Alger continuaient ce métier lucratif. Les peuples méditerranéens n'avaient point réussi à se débarrasser de ce fléau ; les Anglo-Saxons, peu endurants quand il s'agissait de leur commerce, voulurent y mettre fin. Les Américains bombardèrent Tripoli en 1803 ; les Tunisiens ayant opéré dans une petite île voisine de la Sardaigne une razzia de captifs,

les Anglais se firent charger par le congrès de Vienne de punir l'attentat. En 1816 l'amiral Exmouth obligea le dey d'Alger, par un bombardement bien mené, à libérer un millier d'esclaves. Le danger subsistait néanmoins : le dey invité officiellement en 1819 à renoncer à la course refusa net; en 1824 les pirates enlevèrent trois vaisseaux espagnols; en 1825 un nouveau bombardement d'Alger par les Anglais fut inefficace.

La France entretenait avec les Algériens des relations assez pacifiques, malgré divers incidents fâcheux. Pendant la Révolution elle avait pu faire de grands achats de denrées dans leur pays, par l'intermédiaire de deux négociants juifs de Livourne établis en Afrique. En 1819 elle reconnut leur devoir sept millions; le dey, qui prélevait sa part là-dessus, attendit avec impatience le paiement, mais celui-ci fut retardé par les oppositions de plusieurs commerçants français, créanciers des Livournais. Le dey se fâcha et, dans une discussion avec le consul de France, le frappa d'un coup d'éventail (1827).

Il fallait punir cet affront. Villèle, ennemi des campagnes lointaines, se contenta d'un blocus maritime. Le ministère Martignac, absorbé par les affaires de Grèce, ne fit pas davantage. Les Algériens s'inquiétèrent peu du blocus, refusèrent des excuses et finirent par tirer le canon contre un vaisseau français venu en parlementaire (août 1829). Polignac prenait alors le pouvoir; méditant de grandes choses en Europe, il songea d'abord à utiliser en Afrique l'amitié de Mohamed Ali. Le pacha d'Égypte offrait, en effet, de mener une expédition contre Alger; mais il lui fallait l'assentiment de son suzerain, le sultan de Constantinople, et celui-ci le refusa. C'est alors que Polignac, voyant qu'il ne pouvait réaliser ses projets sur le Rhin, voulut chercher un succès en Algérie. Les amiraux montrèrent beaucoup de mauvaise volonté, soutenant que le débarquement d'une armée entière était impossible sur ce rivage dangereux. Le ministre de la marine, d'Haussez, passa outre et fit des préparatifs complets et bien conduits. On avertit les grandes puissances : le tsar, suivi par la Prusse, encouragea chaudement le projet; l'Autriche se montra plus froide, parce que Metternich ménageait toujours la Turquie; l'Angleterre seule multiplia les protestations, les menaces, et tâcha de faire agir le sultan, mais l'envoyé de celui-ci arriva trop tard. D'ailleurs le gouvernement de Paris annonçait le désir de convoquer, après le succès, une conférence internationale qui réglerait le sort définitif d'Alger.

Le débarquement, conforme à un plan préparé au temps de Napoléon, se fit sans difficulté le 14 juin 1830 à Sidi-Ferruch, sous les ordres de l'amiral Duperré. La victoire de Staouéli fut suivie de la prise du fort l'Empereur, qui dominait Alger. Le dey accepta les conditions du général en chef, Bourmont, et quitta l'Algérie avec les troupes turques ; l'armée victorieuse entra dans la capitale (5 juillet). L'occupation d'Oran à l'ouest et de Bône à l'est venait de s'accomplir sans résistance quand on apprit la chute de Charles X. Bourmont eût voulu ramener ses troupes en France pour défendre le roi, mais la flotte refusa de se prêter à ce projet. Il se résigna, consentit à faire hisser le drapeau tricolore, évacua Bône et Oran, puis quitta l'Afrique à l'arrivée du général choisi par la nouvelle monarchie.

Celle-ci allait-elle conserver la conquête ? Beaucoup de ses partisans désiraient y renoncer, afin de faire face à l'éventualité d'une guerre européenne, d'éviter des dépenses inutiles d'hommes et d'argent, et de gagner l'alliance anglaise ; mais d'autres jugeaient impossible de blesser ainsi le sentiment national, surexcité par la révolution de juillet. Dès 1830 le gouvernement prit la résolution de garder Alger ; cependant, ne sachant pas encore où s'arrêterait l'occupation, il évita de faire connaître publiquement ses vues pour ne pas soulever un conflit avec l'Angleterre. Celle-ci de son côté, favorable au nouveau roi des Français, laissait dormir cette question irritante et pensait que le gouvernement de Paris se dégoûterait bientôt de l'Algérie. Le pays offrait des difficultés insoupçonnées. Les Turcs avaient superposé à l'anarchie arabe et kabyle un gouvernement brutal et détesté, mais fort, jugeant sommairement les criminels et se servant des tribus soumises pour obliger les tribus rebelles à payer l'impôt. La France, en renvoyant la milice turque, brisa le pouvoir qui réfrénait les guerres continuelles. Que mettrait-elle à la place ? Innombrables furent les projets ; ce qui manquait, c'étaient les connaissances. On ignorait le pays et le climat : des personnages haut placés parlèrent d'introduire en Algérie la canne à sucre et les autres denrées coloniales. On ignorait les indigènes : il fallut du temps pour distinguer Arabes et Kabyles, Maures et Coulouglis. On ignorait l'arabe vulgaire aussi bien que les dialectes berbères ; les officiers français durent longtemps accepter les intermédiaires suspects qui s'offraient comme interprètes. Plusieurs années furent nécessaires pour établir une séparation définitive entre les vieilles colonies et l'Algérie,

pour poser, sans les résoudre encore, les problèmes nouveaux qui se présentaient.

Le successeur de Bourmont, le général Clauzel, actif et entreprenant, plein de confiance dans l'avenir, voulut inaugurer un régime de protectorat en remplaçant les trois anciens beys turcs, subordonnés au dey, par des princes tunisiens ; Paris n'accepta point ce système. Les successeurs de Clauzel, changés tous les ans, se bornèrent à occuper la plaine d'Alger, poussant jusqu'à l'entrée de l'Atlas, jusqu'à Médéa dont il fallait sans cesse débloquer ou ravitailler la garnison. A Paris le maréchal Soult, ministre de la guerre, s'occupait d'organiser les troupes, mais devait compter avec la Chambre des députés, hostile aux grandes opérations militaires. En 1834 un débat sérieux devant cette assemblée prouva que l'évacuation ne comptait plus guère de partisans. Un gouverneur général fut nommé, avec un programme encore très vague. La seule idée admise par tous était celle de l'occupation restreinte : on devait s'en tenir aux villes de la côte, avec leur banlieue, et tâcher de s'entendre avec les chefs indigènes de l'intérieur.

Ceux-ci voulaient prendre la place laissée vide par la France. A Constantine le dernier des beys turcs, Ahmed, s'efforçait de rester le maître et s'approvisionnait d'armes et de munitions. A l'ouest le sultan du Maroc, reprenant des projets très anciens, avait cherché à mettre la main sur la région d'Oran. Il échoua ; mais les tribus de cette province, ayant besoin d'un chef pour combattre les Français, proclamèrent en 1832 le fils d'un marabout renommé, un jeune homme de vingt-quatre ans, ancien pèlerin de la Mecque, Abd-el-Kader, illustre parmi eux à cause de sa piété. Il créa dans sa nouvelle capitale, Mascara, l'embryon d'un gouvernement. Les généraux français ne s'y opposèrent pas ; ils croyaient avantageux de remplacer des tribus isolées, disséminées et insaisissables, par un État régulier, unifié, dont le souverain serait heureux de faire pénétrer chez lui la civilisation européenne. On se le représentait comme un autre Mohamed Ali. Voilà pourquoi le commandant d'Oran signa en 1834 avec lui un traité qui, à cause la différence entre le texte français et le texte arabe, laissa croire aux indigènes que leur émir était l'égal du roi des Français. Ce malentendu amena bientôt la rupture ; un succès d'Abd-el-Kader à la Macta (28 juin 1835) fit renvoyer en Algérie l'ardent Clauzel qui le battit plusieurs fois et qui, croyant l'ouest soumis, voulut prendre Constantine. Il échoua devant ce nid d'aigle et fut rappelé. Afin

de venger cet échec, on permit à Bugeaud de signer avec Abd-el-Kader le traité de la Tafna (30 mai 1837). La prise de Constantine, le 6 octobre 1837, fut le premier grand exploit qui rendit la guerre d'Afrique populaire en France.

On crut à Paris que la guerre était finie. Le système de l'occupation restreinte semblait réussir. L'émir ménageait la France et recevait avec beaucoup de courtoisie les Français qui venaient le voir. Mais en réalité ce n'était pour lui qu'une trêve ; il voulait obéir au Coran et chasser l'infidèle ; en attendant il soumit les tribus rebelles, poussa jusqu'au Sahara, songea même à étendre son pouvoir sur cette province de Constantine d'où les chrétiens venaient de chasser le bey turc. Le traité de la Tafna, comme celui de 1834, soulevait des difficultés à cause des différences entre les deux textes ; le maréchal Valée, gouverneur général, constatant les progrès de l'émir, voulut affirmer sa force en faisant une promenade militaire de Constantine à Alger par le défilé des Portes de fer. Abd-el-Kader déclare aussitôt le traité violé ; c'est la grande lutte qui recommence (1839).

Bugeaud fut bientôt chargé de la conduire. De même que Hastings, l'ennemi des conquêtes, avait soumis l'Inde, l'Algérie allait être pacifiée par l'homme qui s'était montré longtemps hostile à cette nouvelle colonie. Bugeaud déclara nécessaire de substituer à l'occupation restreinte l'occupation complète. Le gouvernement de Louis-Philippe, résolu à conserver la paix en Europe, humilié par l'échec récent de sa politique en Égypte, sentait le besoin d'une revanche en Algérie. Bugeaud reçut les forces qu'il demandait : grand chef militaire et organisateur incomparable, il adopta une méthode de guerre nouvelle, déjà mise en pratique par quelques brillants officiers comme Lamoricière. Plus de défensive dans les forteresses, plus de colonnes allant détruire un fort, puis revenant à leur point de départ ; les troupes devaient se mouvoir sans cesse, occuper l'intérieur, procéder à des razzias continuelles de céréales et de bétail, à la fois pour se nourrir et pour affamer les tribus nomades. Le système réussit : en deux ans Abd-el-Kader fut expulsé du Tell, pourchassé à travers les hauts plateaux, enfin dépouillé de sa ville flottante, sa *smala*, par l'audace heureuse du duc d'Aumale. Le vaincu se réfugia au Maroc et entraîna le sultan dans la guerre sainte ; Bugeaud, avec 12.000 hommes contre 40.000, battit les Marocains sur l'Isly (14 août 1844). On laissa leur empire intact, mais Abd-el-

Kader n'y trouva plus grand secours. Cependant il reprend l'offensive, obtient quelques succès, apparaît même un instant à l'entrée de la plaine d'Alger : faibles et dernières tentatives, qui sont déjouées par Bugeaud. C'est alors, en pleine victoire, que le vieux maréchal, souvent en désaccord avec Paris, quitta son commandement (1847) ; le duc d'Aumale qui le remplaçait eut le bonheur d'apprendre bientôt que l'indomptable émir, pris entre les Français et les Marocains, venait de se rendre aux premiers (décembre 1847). C'était la fin de la grande guerre.

La France avait pu la mener jusqu'au bout sans en être empêchée par d'autres puissances. L'Angleterre demeurait méfiante, jalouse et chagrine ; elle intervint après l'Isly pour qu'on épargnât le Maroc, mais cette mauvaise volonté n'alla pas plus loin. La Turquie invoqua souvent ses anciens droits sur les Régences. Elle réussit en 1835 à rétablir son pouvoir sur Tripoli, essaya plusieurs fois de faire de même à Tunis et encouragea la résistance de Constantine. La France négligea les protestations turques et maintint l'indépendance du bey de Tunis envers Constantinople ; la visite du bey à Paris en 1846, montra que celui-ci appréciait l'appui du gouvernement français.

L'Algérie deviendrait-elle une terre de colonisation ? Clauzel dès le premier jour l'avait proposé, fondant une ferme modèle pour donner l'exemple. Des colons accoururent et s'installèrent dans la plaine d'Alger, la Mitidja, sans se laisser arrêter par deux ennemis également redoutables, la fièvre et les Arabes. Ils occupaient déjà de nombreuses fermes en 1839 quand la brusque attaque d'Abd-el-Kader défiant la France ruina tous ces établissements. Plusieurs s'obstinèrent : « Aucun sacrifice ne me coûte, écrivait l'un d'eux, si je puis ennoblir mon nom en le gravant sur le berceau de ce nouvel empire. » Bugeaud, également passionné pour l'agriculture et pour l'armée, voulut créer des colonies militaires, en faisant appel surtout aux soldats libérés, à qui serait imposé le travail en commun ; l'opposition des colons libres, des Chambres, du gouvernement, l'échec des premiers essais firent abandonner ces projets. Il fallait achever la conquête avant de songer à coloniser.

Bien que l'Algérie absorbât ses forces, la monarchie de juillet fit quelques autres acquisitions. Sur la côte de Guinée le lieutenant de vaisseau Bouet, qui devint plus tard l'amiral Bouet-Willamez, signa plusieurs traités avec les chefs indigènes, installa divers postes, auxquels s'ajouta celui du Gabon.

Autour de Madagascar le gouverneur de l'île Bourbon, déjà maître de Sainte-Marie, annexait Mayotte et Nossi-Bé (1840-1842). En Océanie on occupa les Marquises, et Taïti, après les incidents provoqués par Pritchard, passa définitivement sous le protectorat français en 1847. D'autres entreprises avortèrent, comme celle d'un groupe bordelais aux îles Hawaï, ou l'établissement dans les îles Soulou, abandonné sur la réclamation de l'Espagne. Le conseil des ministres avait décidé en 1843 qu'on préférerait à une vaste contrée telle que Madagascar l'occupation d'îles faciles à garder, offrant des points de relâche pour la marine.

Quant aux vieilles colonies, elles végétaient. Le Sénégal eut d'abord des gouverneurs actifs, le colonel Schmaltz (1817-1820), qui présenta un plan complet de colonisation, et Roger (1821-1826), qui mit une ardeur d'apôtre à vulgariser chez les indigènes les cultures utiles ; mais ce pays fut bientôt réduit au rôle de simple comptoir. Vingt-sept gouverneurs s'y succédèrent de 1831 à 1854. Pour les îles à sucre, elles étaient menacées par un nouveau danger : le sucre de betterave se développait en France, et la guerre des deux sucres allait devenir la cause de débats sans cesse renaissants.

V. — LES MISSIONS RELIGIEUSES ET SCIENTIFIQUES. L'ESCLAVAGE¹.

Les colonies européennes, anciennes ou nouvelles, attirèrent les missions protestantes et catholiques. Ces dernières étaient tombées en décadence à la fin du xviii^e siècle : après la suppression de la Compagnie de Jésus, la papauté avait souvent confié le soin de la remplacer à des ordres religieux mal préparés à cette tâche ; on le vit particulièrement en Chine. Les guerres de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour les missions catholiques, le meilleur instrument de travail est la *Biblioteca missionum*, par le P. Streit ; de cette vaste bibliographie, en cours de publication, 4 volumes ont paru (Munster, puis Aix-la-Chapelle, 1916-1928, gr. in-8°). On la complètera par la *Revue d'histoire des missions*, publiée à Paris depuis 1924. Sur les missions protestantes il existe des histoires détaillées des divers groupes confessionnels, par exemple Witley, *A history of British Baptists* (Londres, 1923, in-8°). On trouva un résumé commode de leurs origines dans les articles de l'abbé Pisani, *Les missions protestantes au XIX^e siècle*, dans la *Quinzaine*, t. XLII (1901), p. 141-159 et 309-328. Cf. Jean Bianquis, *Les origines de la Société des missions évangéliques de Paris*, t. I (Paris, 1930, in-8°). Les missions en Chine ont été particulièrement bien étudiées : voir le P. de La Servière, *Histoire de la mission du Kiang-Nan*, t. I (Paris, 1914, in-4°) ; le lazariste Alphonse Hubrecht, *Grandeur et suprématie de Peking* (Pékin, 1929, in-4°) ; et K. S. Latourette, *A history of Christian missions in*

la Révolution achevèrent de désorganiser les anciens groupements de missionnaires. Les protestants songèrent à se charger de l'œuvre abandonnée par leurs rivaux. Ici comme en bien d'autres domaines les disciples de Wesley montrèrent aux différentes communautés réformées le chemin à suivre. C'est entre 1790 et 1810 que s'organisèrent, le plus souvent à Londres, les principales sociétés de missionnaires protestants chargés d'évangéliser les infidèles ; en même temps naissaient les sociétés bibliques, beaucoup plus riches, ayant pour objet de répandre la Bible chez les chrétiens comme chez les païens, et de la traduire dans toutes les langues. Dissidents et anglicans se mirent d'accord pour soutenir la société biblique de Londres. Parmi les sociétés de missionnaires, les principales furent celle de l'Église établie, celle des Baptistes, illustrée par le grand linguiste Carey qui traduisit la Bible en trente-quatre idiomes, enfin la société wesleyenne organisée en 1816 ; elles trouvèrent des apôtres tels qu'Ellis et John Williams. La société hollandaise des Missions se forma en 1827. Les États-Unis avaient suivi l'exemple de la Grande-Bretagne ; le comité américain fondé en 1810 (*American Board of commissioners for foreign missions*) déploya son activité en divers pays, surtout aux îles Hawaï depuis 1819. En Allemagne, où les Frères Moraves avaient commencé leur œuvre depuis longtemps, plusieurs sociétés naquirent entre 1820 et 1848 ; elles furent soutenues par l'important groupement de Bâle qui, d'abord allié aux sociétés anglaises, devint ensuite assez fort pour agir seul. En France la société des Missions évangéliques de Paris, fondée en 1822, se tourna bientôt vers l'Afrique du sud ; en 1833 ses premiers missionnaires arrivèrent au Lessouto où l'un d'eux, Bisseux, allait vivre pendant un demi-siècle.

Après 1814 la papauté rajeunie, qui venait de faire revivre la Compagnie de Jésus, entreprit de ressusciter les missions

China (Londres, 1929, in-8°), avec une bibliographie très détaillée. Comme exemple de biographie on peut citer Georges Goyau, *Mère Javouhey* (Paris, 1929, in-12).

Sur l'esclavage, W. L. Mathieson, *British slavery and its abolition* (Londres, 1926, in-8°) ; du même, *Great Britain and the slave trade* (New-York, 1929, in-8°). Pour l'esclavage dans les Antilles françaises, on consultera utilement J. Gazin, *Éléments d'une bibliographie générale méthodique et historique de la Martinique* (Fort-de-France, 1926, in-8°) ; Léon Vignols, *Une expédition négrière en 1821 d'après son registre de bord*, dans la *Revue de l'histoire des colonies françaises*, ann. 1928, qui montre la traite encore pratiquée à Nantes en 1821. Sur les questions commerciales qui divisaient les anti-esclavagistes, voir Thomas P. Martin, *Some international aspects of the antislavery movement, 1818-1823* dans le *Journal of economic and business history* de l'Université Harvard, n° 1 (1928), p. 137-148.

catholiques. Elle trouva dans la France de la Restauration des concours enthousiastes. A Lyon une catholique fervente, Pauline Jaricot, s'entendit avec un groupe stimulé par les appels qu'envoyait d'Amérique l'évêque français de Saint-Louis ; ainsi naquit la « Société pour la propagation de la foi » (1822), qui fut approuvée par le pape dès 1823 et qui gagna bientôt les pays voisins. Vers 1835 elle comptait 700.000 adhérents et publiait des *Annales*, tirées à 150.000 exemplaires, qui prirent la place des anciennes *Lettres édifiantes*. Elle fut complétée ensuite par l'œuvre de la Sainte Enfance. Les autres pays catholiques, non contents d'accueillir la Propagation de la foi, fondèrent quelques groupements nationaux, comme l'« Union de Léopold », en Autriche et l'« Union de Louis », en Bavière. Les missionnaires militants vinrent surtout de France. La « Société des missions étrangères », qui remontait à 1683, reprit son activité ; les jésuites recommencèrent comme les lazaristes à s'occuper de l'Asie. En Syrie les jésuites repaurent dès 1831 ; le séminaire fondé par eux à Ghazir en 1843 devait être le berceau de l'Université de Beyrouth. Aux congrégations anciennes se joignaient des sociétés nouvelles. A Bordeaux, par exemple, un grand organisateur, Chaminade, fonda l'ordre des Maristes. Le Saint-Siège encourageait et dirigeait cette renaissance ; il créa les Missions d'Océanie, et Grégoire XVI en 1833 divisa cette partie du monde en deux vicariats apostoliques, l'un confié à la Société de Picpus, l'autre à celle de Marie. Les autres pays catholiques suivaient de loin la France : le clergé portugais de Goa gêna par son indiscipline l'œuvre des missionnaires français dans l'Inde, et les lazaristes portugais de Macao combattirent le retour des jésuites en Chine ; mais ceux-ci furent aidés par le gouvernement français à la prière de la reine Marie-Amélie. Quant au monde musulman, il ne fut guère entamé par cette propagande. On y songea cependant : un disciple de Lamennais, Eugène Boré, devenu un orientaliste marquant, visita le Levant et déclara qu'on pouvait profiter de la décomposition de l'islam ; puis il entreprit d'agir, même avant de se faire lazariste. Mais en Algérie le gouvernement français interdit une propagande qui pouvait rendre plus dangereux encore le fanatisme destribus indigènes.

Les femmes travaillaient comme les hommes à l'évangélisation. Pour ne citer qu'un nom, la Mère Javouhey, qui avait créé la congrégation de Saint-Joseph de Cluny, fut chargée après 1817 d'organiser les hôpitaux et les écoles dans les vieilles

colonies françaises, particulièrement au Sénégal et à la Guyane. Celle que Louis-Philippe appelait « un grand homme » fut pendant trente ans la conseillère écoutée des ministres et des gouverneurs, parce qu'elle joignait à une piété profonde le bon sens pratique et le don d'inspirer confiance aux gens de couleur.

Si les résultats ne répondirent pas tout de suite au zèle déployé par les chrétiens, c'est que leurs dissensions choquaient les indigènes. Rares furent les pays comme la Chine, où catholiques et protestants s'entendirent après la guerre de l'opium. Les îles de l'Océanie, surtout les Gambier, les Marquises, les Taïti, devinrent un champ clos pour les missionnaires des deux confessions. Cette rivalité amena souvent celle des gouvernements, qui voyaient un intérêt politique à aider leurs nationaux. La longue lutte soutenue par Pritchard contre les missionnaires catholiques, puis contre le protectorat français, n'est que le plus célèbre de ces conflits. Aux Hawaï, les Anglais, un moment aidés par la France, rencontrèrent l'opposition des États-Unis, qui les fit reculer. Marins et diplomates français donnaient volontiers leur appui aux missionnaires ; des escadres menacèrent de châtier la Corée, puis l'Annam, qui les avaient persécutés. Lagrené, envoyé pour signer le traité avec la Chine, était un ancien élève de Saint-Acheul, ami des jésuites ; chargé de défendre les missions, il prit sur lui de plaider aussi la cause des chrétiens indigènes, et finit par obtenir l'édit qui enjoignait de rendre aux catholiques leurs anciennes églises et qui lui valut d'être surnommé « le grand bienfaiteur des missionnaires ».

Chez les protestants comme chez les catholiques, se révélèrent parmi les missionnaires des philologues, des ethnographes, des naturalistes, qui rendirent de grands services à la science. L'exploration du Tibet par le P. Huc en 1846 est demeurée célèbre. Morrison, fondateur de la mission anglaise en Chine, qui passa une partie de sa vie à Canton, a publié un dictionnaire chinois de grande valeur.

La science eut également ses missionnaires à elle, successeurs des Cook et des La Pérouse, prêts à tout endurer pour étendre les connaissances humaines ; ils consacrèrent aux explorations dangereuses une ardeur demeurée sans emploi depuis la fin des guerres napoléoniennes. A Londres, l'association formée en 1788 pour encourager les voyages dans l'intérieur de l'Afrique demeurait active et prospère ; en France, des savants fondèrent en 1821 la Société de géographie de Paris ;

en Russie, l'Académie de Saint-Pétersbourg prit l'initiative de plusieurs missions lointaines. L'Afrique attirait les explorateurs par quelques grands problèmes, intéressants pour les géographes comme pour le public : le problème du Sahara, que l'on croyait être une immense plaine ; le problème du Niger, que certains identifiaient avec le Sénégal ou la Gambie ; le problème des sources du Nil, entièrement inconnues. L'assassinat de Mungo-Park n'avait pas découragé ses émules : Denham et Clapperton eurent le bonheur de pouvoir accompagner une caravane de Tripoli au Soudan (1823). Le secret de Tombouctou aiguillonnait les curiosités : le major Laing y fut massacré ; mais en 1828 le Français René Caillié put revenir de la ville mystérieuse en Europe, où l'on hésita longtemps à le croire. Mohamed Ali, en soumettant le Haut-Nil, facilita la tâche des découvreurs ; des missions scientifiques, avec des chefs ordinairement français, furent adjointes par son ordre aux expéditions militaires ; lui-même chargea l'ingénieur d'Arnaud de remonter le fleuve jusqu'à Gondokoro (1841). En Abyssinie, la population, qui avait su préserver sa religion contre les attaques de l'Islam, fit bon accueil aux visiteurs chrétiens, missionnaires ou savants, parmi lesquels se distinguèrent les frères d'Abbadie. En Afrique australe était arrivé depuis 1840 un missionnaire écossais, Livingstone, qui préparait patiemment ses grands voyages. La philologie dut beaucoup à Krapf et à d'autres missionnaires anglicans de l'Afrique orientale ; la géographie profita des connaissances scientifiques sérieuses avec lesquelles plusieurs voyageurs allemands, tels que le naturaliste Ruppel et bientôt Barth, élève de Karl Ritter, entreprirent leurs explorations.

Si l'Asie septentrionale attirait moins les voyageurs occidentaux, elle passionnait les découvreurs venus de la Russie ou des pays voisins. Le gouvernement russe aida Wrangel en 1820-1825, Hoffmann en 1843 et en 1847-1848 à visiter la Sibérie orientale et le Kamtchatka ; il favorisa les travaux du botaniste Bunge et des astronomes russes. Nicolas I^{er} mit aussi une véritable coquetterie à seconder les recherches des savants étrangers, tels que l'astronome norvégien Hansteen ou le physicien berlinois Erman ; quant à Humboldt, ce fut comme invité du tsar qu'il visita l'Oural, la Caspienne et l'Altaï (1829). Les Anglais n'étaient pas moins actifs. Calcutta, qui possédait une Société asiatique depuis 1784, collectionna les renseignements destinés à guider les voyageurs en Asie ; un des plus remar-

quables, Rawlinson, dans son grand voyage de 1836-1838, découvrit la célèbre inscription de Behistoun¹. En Océanie, Cook avait accompli les principales découvertes, mais il restait à étudier chaque archipel en détail. De nombreux marins anglais comme Beecher et Belcher, français comme Freycinet ou Dumont d'Urville, se livrèrent à ce travail. En Australie, beaucoup de courageux aventuriers, soit pour chercher des terrains d'élevage, soit par amour de l'inconnu, pénétrèrent dans l'intérieur et virent qu'un grand désert occupait une bonne partie de ce continent. D'autres voyageurs enfin, bravant les pires dangers et les plus cruelles souffrances allèrent à l'assaut des régions polaires. Dans l'océan glacial arctique, John Ross et Parry ouvrirent la route à Franklin, dont la disparition (1845) provoqua de nouvelles recherches. Dans l'Antarctique, les voiliers qui doublièrent le cap Horn, puis les baleiniers et les phoquiers précédèrent les savants : le Russe Bellinghausen, l'Anglais Biscoe visitèrent les Shetland du sud ; ensuite l'Angleterre, la France et l'Amérique envoyèrent toutes les trois des expéditions entre 1838 et 1843, avec James Ross, Dumont d'Urville et Wilkes. Les trois missions découvrirent la terre Louis-Philippe et deux volcans, l'Erebus et le Terror ; James Ross avança jusqu'au 78^e degré.

Les découvertes géographiques seraient-elles profitables aux races qui entraient en relations avec les Européens ? La question ne devait se poser que plus tard. Pour le moment, philanthropes et libéraux poursuivaient l'abolition de l'esclavage. L'établissement des Français en Algérie, des Russes en Asie centrale, mettait fin à l'esclavage des blancs. La traite des nègres, d'après la décision du congrès de Vienne, devait disparaître dans un délai de cinq ans. L'Angleterre l'avait déjà prohibée dans son empire ; Napoléon fit de même pendant les Cent-Jours. Comme elle avait aussi pris fin aux États-Unis en 1808, conformément à un article de la constitution, les amis de la liberté purent écrire que le commerce de chair humaine était enfin supprimé. Cependant les négriers s'efforçaient de continuer un trafic lucratif, et les grandes puissances durent opposer à cette contrebande une surveillance régulière des côtes africaines. Cela n'alla point sans incidents à, cause des contraverses provoquées par le droit de visite ; nous avons vu ² le public

1. Voir le 2^e volume de cette histoire générale (P. Roussel, *La Grèce et l'Orient*), p. 7, n. 7.

2. Voir ci-dessus, p. 447.

français protester contre les vexations des croiseurs anglais; beaucoup plus fréquentes furent les réclamations des États-Unis, car les contrebandiers arboraient le plus souvent le drapeau américain. Pourtant la traite maritime des nègres, devenue trop aléatoire pour assurer de grands bénéfices, avait à peu près cessé en 1848. La traite continentale, au contraire, sévissait toujours en Asie comme en Afrique.

Abolir la traite, ce n'était pas toutefois supprimer l'esclavage. Si quelques-uns des nouveaux États de l'Amérique latine l'avaient interdit complètement, il subsistait dans les colonies européennes, et les économistes recommandaient le maintien d'un régime estimé nécessaire pour l'exploitation de la canne à sucre; les planteurs s'affirmaient résolus à le maintenir par la force. Mais le mouvement libéral de 1830 encouragea partout les abolitionnistes. Tandis que Garrison commençait dans le *Libérateur* (1831) sa campagne contre l'esclavage aux États-Unis, des philanthropes écossais, affiliés aux partis les plus divers, dénoncèrent au Parlement et à la presse des actes de cruauté, des scandales survenus surtout à la Jamaïque. Les colons eurent beau s'indigner, menacer, le Parlement renouvelé par la réforme électorale décida l'émancipation des esclaves, moyennant une importante indemnité accordée aux propriétaires (1834). Le gouvernement de Louis-Philippe avait paru dans les premières années prêt à faire la même réforme; puis il devint conservateur, en ce point comme en tout, et prit seulement des mesures partielles que les colons tâchèrent de rendre inefficaces. Ainsi la Cour d'appel de la Martinique prononça trente-huit sentences d'acquiescement à l'égard d'individus qui avaient violé les lois nouvelles. Du moins les arguments présentés par des hommes d'opinions aussi différentes que le duc de Broglie, Tocqueville et Schœlcher, préparèrent-ils le public en France à comprendre la nécessité de l'abolition définitive de l'esclavage.

CHAPITRE II

LES ÉTATS-UNIS¹

Les États-Unis pendant vingt ans avaient suivi de près les guerres européennes, parce que le blocus maritime établi par l'Angleterre et le blocus continental imaginé par Napoléon assuraient à ce peuple neutre un monopole de fait pour le transport des produits de tous les pays à travers les océans. De là des conflits fréquents avec les belligérants, qui venaient d'aboutir à la guerre anglo-américaine de 1812. Le rétablissement de la paix générale, en faisant reparaitre sur les mers les pavillons de toutes les nations commerçantes, supprimait les principaux profits de ce trafic international. Les Américains y renoncèrent pour s'attacher à l'exploitation de leur continent ; ce fut le commencement d'une période « provinciale », pendant laquelle tous leurs efforts eurent pour objet la colonisation de l'ouest : l'ouest, mot vague et fuyant, dont le sens a toujours varié à mesure que les colons avançaient.

I. — L'EXTENSION DU TERRITOIRE²

La guerre anglo-américaine s'était terminée en 1814 par le traité de Gand, qui rétablissait le *statu quo*. Fiers d'avoir tenu

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Outre Channing, *A history of the United States*, t. V : 1815-1848 (New-York, 1921, in-8°), voir *Political and social history of the United States* (New-York, 1925-1926, in-8°), t. 1^{er} (1492-1828), par Homer C. Hockett, et t. II (1829-1925), par Arthur Meier Schlesinger, excellent tableau d'ensemble; Schlesinger, *New viewpoints in American history* (New-York, 1922, in-8°). Il est, avec D. R. Fox, un des directeurs d'un grand ouvrage collectif, *A history of American life* (New-York, 12 vol. in-8°, en cours de publication depuis 1927). Consulter, en outre, Président Wilson, *History of American people* (New-York, 1910, 2 vol. in-8°), traduction française : *Histoire du peuple américain* (Paris, 1918, 2 vol. in-8°); Georges Weill, *Histoire des États-Unis de 1787 à 1917* (Paris, 1919, in-8°, dans la Bibliothèque « France-Amérique »). — On trouvera des biographies nombreuses, souvent bien faites, dans la collection des *American statesmen*, et dans le *Dictionary of American biography*, t. 1^{er} (New-York, 1929, in-8°).

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur les rapports avec l'Angleterre, R. B. Mowat, *The diplomatic relations of Great-Britain and the United States* (Leeds, 1925, in-8°); Norman S. Buck, *The development of the organisation of Anglo-American trade, 1800-*

tête à la grande puissance qui venait d'abattre Napoléon, les Américains oublièrent l'échec de leurs projets sur le Canada pour se rappeler seulement les exploits des croiseurs et la victoire de la Nouvelle-Orléans. Indifférents désormais aux affaires européennes, ils prétendirent empêcher l'Europe d'intervenir en Amérique. Certaines puissances avaient sur ce continent des possessions touchant aux frontières des États-Unis ; ceux-ci leur disputèrent âprement les régions inhabitées dont le sort n'était pas encore fixé. Ce peuple peu nombreux, maître nominal de vastes pays dont l'exploration commençait à peine, eut toujours l'instinct de l'avenir qui l'attendait, le désir d'augmenter les territoires dont il pourrait librement disposer.

Après avoir acheté à l'ouest les possessions françaises de Louisiane, les États-Unis voulurent acquérir au sud les domaines de l'Espagne. Celle-ci représentait pour les Américains la réaction, le papisme, la tyrannie politique et religieuse ; ils méprisaient ce pays en décadence, et leurs sympathies chaleureuses allaient depuis 1810 aux colonies soulevées contre la domination espagnole. Pourquoi laisser à des maîtres incapables ces magnifiques territoires de la Floride qui barraient à un peuple actif le chemin conduisant au golfe du Mexique ?

Les hommes de l'ouest étaient des gens hardis, aux décisions promptes, ignorant le droit international et fort indifférents aux papiers rédigés par les diplomates. Cet esprit se manifestait chez le chef qui les avait maintes fois conduits contre les Indiens, le général Jackson, le héros de la Nouvelle-Orléans. Il fut chargé par le gouvernement fédéral de réprimer une prise d'armes des Peaux-Rouges, avec droit de les poursuivre au delà de la frontière de Floride ; Jackson profita du vague de ses instructions pour combattre non seulement les Indiens, mais les Espagnols,

1850 (Oxford, 1925, in-8°) ; sur les rapports avec l'Espagne, Flack, *Spanish-American diplomatic relations before 1898* (Baltimore, 1906, in-8°, t. XXIV, des « Johns Hopkins University Studies in historical and political Science »).

Sur la colonisation, voir Frederick Jackson Turner, *Rise of the new west*, formant le t. XIV de Bushnell Hart, *The American nation* (New-York, 1918, in-8°) ; du même, *The frontier in American history* (New-York, 1920, in-8°) ; Frederic Logan Paxson, *The history of the American frontier* (Boston, 1924, in-8°) ; D. Pasquet, *Histoire politique et sociale du peuple américain*, t. 1^{er}, jusqu'en 1825 (Paris, 1924, in-8°), malheureusement arrêtée par la mort de l'auteur ; du même, *La formation de l'Orégon*, dans la *Revue historique*, t. CLX (1929), p. 50-69.

Sur l'immigration, George Malcolm Stephenson, *A history of American immigration* (Boston, 1926, in-8°) ; Spindler, *The life of Karl Follen* (Chicago, 1917, in-8°, publié par la « German-American historical Society of Illinois »). — Sur les émigrés bonapartistes français aux États-Unis, voir, en outre, les articles de Cazenave dans la *Revue d'histoire diplomatique*, t. XLIII (1929).

auxquels il prit sans peine deux forteresses. Entre temps il avait fait fusiller, après un interrogatoire sommaire, deux Européens qui aidaient les sauvages. Le gouvernement fédéral était-il averti des projets de Jackson ? Les historiens discutent aujourd'hui encore sur ce sujet ; quoi qu'il en soit, on fut embarrassé à Washington quand Madrid protesta contre ces procédés de filibustier. La plupart des membres du cabinet conseillèrent au Président de punir Jackson, mais ils constatèrent bientôt que le Congrès se refuserait à blâmer une entreprise populaire et justifiée par le succès. On excusa Jackson en rappelant que l'Espagne avait promis de faire respecter par les sauvages la frontière de ses voisins ; or le manque de soldats l'empêchait de surveiller la Floride. Les pourparlers entre Madrid et Washington furent facilités par l'empressement avec lequel les États-Unis, depuis l'achat de la Louisiane, recouraient à la diplomatie du dollar ; le traité de 1819 céda la Floride aux Américains, et ils se chargèrent de payer les indemnités dues par leurs prédécesseurs à des particuliers. L'Espagne était reconnue également souveraine du Texas, que les nouveaux maîtres de la Louisiane avaient quelque temps réclamé comme une dépendance de celle-ci. Quelques mois plus tard la domination espagnole au Mexique s'écroula pour toujours. La métropole conservait Cuba ; la grande île, dès ce moment, devint le point de mire de beaucoup de Yankees aventureux, disposés à dépouiller sans ménagements une puissance qui, d'après eux, ne méritait pas de conserver ses colonies.

Au nord les États-Unis touchaient aux possessions de la Grande-Bretagne. L'hostilité soulevée par la guerre de 1812 fut lente à s'apaiser ; les Américains aimaient « tordre la queue au lion britannique » ; mais on ne pouvait traiter l'Angleterre aussi cavalièrement qu'une puissance affaiblie et sans flotte. Ce fut donc la diplomatie qui arrangea les litiges entre les deux États. Au nord-est le traité de 1783 n'avait fixé qu'une limite approximative, marquée par la rivière Sainte-Croix ; comme plusieurs cours d'eau portaient ce nom, il fallait choisir entre eux. De plus la question des pêcheries de l'Atlantique était d'un intérêt très grand pour les marins de la Nouvelle-Angleterre. Le traité de 1818 leur accorda le droit perpétuel de pêcher sur quelques parties des rivages canadiens, et celui de sécher et de préparer le poisson dans un certain nombre de baies inhabitées ; ils s'engagèrent à ne plus pêcher à moins de trois milles des autres côtes britanniques. Le même traité fixa la frontière

au 49^e degré de latitude, en réservant pour un examen postérieur la délimitation précise. Celle-ci devait provoquer encore pendant plus de vingt ans des controverses nombreuses, aigries par le concours non dissimulé que les habitants du Maine et du Vermont prêtèrent aux insurgés canadiens de 1840 ; certains incidents survenus à ce propos faillirent amener une rupture. Mais les deux pays montrèrent peu de goût pour une guerre nouvelle ; tous les deux avaient détruit les forts et supprimé les flottilles de guerre sur les grands lacs. Le traité signé par Daniel Webster avec lord Ashburton en 1842 fixa la frontière entre l'Atlantique et les grands lacs telle qu'elle subsiste à présent. Il ne laissa en suspens que la question de l'Orégon. Ce pays très étendu, à peu près désert, attirait par sa richesse en fourrures les agents d'une Compagnie anglaise et d'une Compagnie américaine. Les deux gouvernements évitèrent d'intervenir dans leurs conflits, et s'entendirent pour écarter un troisième concurrent, l'empereur de Russie, qui en 1820 avait prétendu réserver à ses sujets le commerce côtier jusqu'au 51^e degré. Quand il eut renoncé à ses exigences, les cabinets de Londres et de Washington continuèrent à laisser dormir le problème de l'Orégon.

Les États-Unis, sans donner encore au célèbre message publié par Monroe en 1823 la portée qu'il acquit plus tard, s'intéressaient au sort des républiques sud-américaines ; ils voulaient surtout que l'Europe y intervînt le moins possible. En échange ils observaient leur promesse de s'abstenir de toute immixtion dans les affaires de l'Europe ; tout au plus faisaient-ils parfois quelques déclarations humanitaires, assez dédaigneuses pour les procédés violents en usage dans le Vieux Monde. Cependant, si un intérêt américain se trouvait lésé par quelque gouvernement étranger, ils réclamaient avec une verve de langage faite pour plaire à leurs citoyens et pour étonner la diplomatie européenne. Ainsi le message de Jackson en 1834, à propos du retard mis par la France à régler une vieille dette, provoqua par sa violence une grande colère à Paris ; le Président fut très étonné que l'étranger se permît de critiquer un document destiné à ses compatriotes ; les bons offices du gouvernement britannique amenèrent un arrangement satisfaisant.

Ces problèmes extérieurs soulevaient parfois une émotion vive et générale, mais le peuple américain les oubliait vite et revenait aux questions intérieures. Les deux principales,

étroitement unies entre elles, étaient l'amélioration des moyens de transport et la colonisation de l'ouest. Une nation peu nombreuse, disséminée sur un territoire immense, avait besoin de voies commodes. Tout d'abord on se passionna pour les routes, surtout depuis les travaux et les publications de Mac Adam ; des particuliers, des sociétés privées firent construire nombre de routes pavées, en prélevant des péages. En 1818 on avait célébré l'achèvement de la Route Nationale, qui menait du Potomac à l'Ohio. Depuis 1821 le public négligea quelque peu les routes pour les voies navigables, quand le bateau à vapeur fut reconnu comme un instrument de transport précieux ; à la fin de 1819 déjà on comptait sur le Mississipi et ses affluents plus de soixante bateaux de ce genre, très hâtivement construits. Ce fut alors la fureur des canaux ; les États s'en chargèrent et mirent leur amour-propre à les multiplier. Le canal de l'Erié, unissant l'Hudson aux grands lacs, fut achevé en 1825 ; cette voie si précieuse pour le commerce allait assurer le triomphe de New-York sur Philadelphie. Bientôt les voies d'eau cédèrent la prééminence aux voies ferrées ; en 1829 apparut en Amérique la première locomotive, sortie des ateliers de Stephenson ; en 1833 la Caroline du Sud inaugura le premier chemin de fer avec traction à vapeur. Ces innovations contribuaient à faire gagner du temps ; le voyage de Boston à New-York durait quatre-vingts heures au début du XIX^e siècle ; il n'en prenait plus que quarante en 1817 et vingt-quatre en 1826.

Le progrès des transports devait contribuer plus tard à la colonisation de l'ouest. Cette colonisation fut depuis 1814 le fait essentiel de l'histoire des États-Unis. Sans cesse on vit se déplacer la *frontier*, la limite qui séparait les pays occupés des terres désertes et disponibles. Bien des motifs attiraient les pionniers. Tout Américain aventureux, ou atteint par des revers de fortune, ou fatigué d'une vie étroite, soumise aux règles des vieilles sociétés, aspirait à se rendre dans cet ouest où l'attendait un travail acharné, mais une existence libre, embellie par des espoirs illimités. Un colon de l'Iowa écrivait à propos du pionnier :

Pour lui, il y a toujours une terre promise à l'ouest, où le climat est plus doux, le sol plus fertile, avec de meilleurs bois de construction et de plus belles prairies, et il va, il va toujours, cherchant et n'atteignant jamais le mont Pisgah de ses rêves. Vous autres, dans les

vieux États, vous pouvez difficilement concevoir à quel point c'est une chose normale pour un « vieux colon » que de vendre ses *améliorations*, d'atteler ses chevaux à sa grosse charrette, et de faire avec sa femme et ses enfants, ses porcs et son bétail, ses chaudrons et ses marmites, ses ustensiles familiers et ses dieux familiers, quelques centaines de milles pour fonder un nouveau *home*.

Des raisons pratiques parfaitement précises fortifiaient cette passion pour l'inconnu. L'homme qui n'avait pas réussi dans son métier, au lieu de s'obstiner à recommencer, en essayait un autre ; l'individu ruiné par une faillite ou un chômage allait vers les terres libres. Chacune des crises économiques de l'est contribua donc à pousser un flot de colons vers l'ouest ; or les crises ne furent point rares après 1814, quand la fin de l'embargo et de la guerre priva la jeune industrie américaine, encore fragile et inexpérimentée, de tous les privilèges qui la protégeaient contre la concurrence anglaise. Beaucoup d'usines s'étaient fondées pendant la guerre de 1812 ; c'est alors, par exemple, que Lowell, utilisant les observations recueillies pendant un long séjour en Grande-Bretagne, installa ses vastes ateliers sur le modèle européen. Mais les États-Unis en 1814 ne possédaient pas encore une seule école technique ; les mécaniciens habiles étaient peu nombreux, et les meilleurs venaient d'Europe. Aussi les marchandises anglaises, reparues après la paix de Gand, obtinrent-elles un succès immédiat ; l'Écosse et l'Angleterre, apprenant ces bonnes nouvelles, envoyèrent leurs marchandises par tous les bateaux disponibles et, comme elles avaient des stocks énormes, n'hésitèrent point à vendre à perte pour écraser leurs concurrents. Ce fut la cause de la débâcle industrielle et financière de 1817, la première des grandes crises économiques, presque périodiques plus tard dans l'histoire des États-Unis. Beaucoup de gens ruinés partirent alors pour l'ouest.

Ils n'y trouvaient pas un pays entièrement vide. Les Indiens y demeuraient toujours, et les traités conclus par le gouvernement fédéral avec les tribus semblaient leur assurer la jouissance paisible de domaines très étendus. Mais ces traités étaient sans cesse violés : tantôt les Indiens, pris d'une fureur subite contre les envahisseurs, les attaquaient brusquement et les massacraient avec des raffinements de cruauté ; tantôt, et plus souvent, c'étaient les pionniers qui, indifférents aux règlements fédéraux, s'installaient sur les terres où une race inférieure

uniquement occupée de chasse, laissait inculte l'excellente glèbe destinée par la Providence à récompenser le travail de l'homme élu, du blanc. Parmi ces conquérants les plus pacifiques, les plus scrupuleux avaient imaginé un plan qui sauvegarderait l'avenir des sauvages : ceux-ci abandonneraient aux blancs tout le pays à l'est du Mississippi, sûrs de n'être jamais troublés dans leurs campements à l'ouest. Si l'Union essayait de faire observer les traités, les gouvernements des États, beaucoup plus soumis à leurs électeurs, n'hésitaient point à passer outre. En quelques années s'étaient formés les nouveaux États d'Indiana (1816), du Mississippi (1817), d'Illinois (1818), d'Alabama (1819), du Missouri (1821). On découpa aussi dans l'ancienne Louisiane plusieurs territoires. Un des motifs de l'impopularité qui entourait John Quincy Adams pendant sa présidence (1825-1829), c'est qu'il voulut imposer le respect des traités ; on dénonça, en Géorgie surtout, l'ami des Indiens, traître à la race blanche. Jackson, au contraire, avait la mentalité des pionniers ; bien qu'un arrêt de la Cour suprême eût donné aux Indiens gain de cause, il laissa la Géorgie et l'Alabama se débarrasser d'eux. Ils furent définitivement refoulés au delà du Mississippi. Le grand fleuve, contrairement à ce qu'on croyait vers 1815, ne les défendit pas longtemps. Les colons le franchirent et devinrent en quelques années assez nombreux pour fonder plusieurs nouveaux États, l'Arkansas (1836), le Michigan (1837), l'Iowa (1846), le Wisconsin (1848).

Le gouvernement de l'Union s'était réservé la vente du domaine public. Le colon pourvu d'argent achetait une terre au bureau fédéral le plus voisin ; le colon pauvre s'installait comme *squatter* (accroupi) à titre provisoire sur un domaine d'où il risquait d'être évincé du jour au lendemain par un acheteur, mais avec l'espoir de rester le temps nécessaire pour gagner la somme qui lui permettrait de devenir propriétaire du sol défriché. Ce gain pouvait se réaliser vite : les vivres étaient abondants et, comme le manque de routes empêchait d'en exporter, ils ne coûtaient presque rien ; la rareté de la main-d'œuvre valait aux travailleurs, surtout aux bûcherons défricheurs, des salaires élevés. Le prix des terres publiques fut l'objet de luttes assez vives dans le Congrès entre les financiers, préoccupés d'assurer des revenus sérieux au Trésor, et les hommes politiques, désireux de favoriser le développement de la petite propriété. Ces derniers l'emportèrent : le prix de l'acre (près de 50 ares), longtemps fixé à 2 dollars, fut abaissé par

la loi de 1820 à 1 dollar et quart, et l'on créa des lots de 80 ares, que pouvait acquérir tout colon payant 100 dollars. C'était le meilleur moyen de préparer la stabilité du régime démocratique et le succès de la colonisation blanche.

Celle-ci fut rendue possible par l'immigration des hommes du Vieux Monde. Si les États-Unis proclamaient le dessein de fermer l'Amérique aux armées de l'Europe, ils l'ouvrirent toute grande aux colons européens. Bien que les statistiques précises fassent défaut jusqu'en 1820, nous savons que ceux-ci étaient déjà nombreux dans les années précédentes. On parlait à New-York en 1816 de 6.000 Irlandais arrivés depuis peu ; des sociétés furent formées par leurs compatriotes pour accueillir et placer les nouveaux venus. D'après des témoignages, il est vrai, un peu douteux, l'Allemagne vers 1820 aurait déjà envoyé 11.000 émigrants. Toutefois l'émigration, jusque vers 1840, restait une entreprise longue, difficile et périlleuse, que l'énergie du désespoir seule pouvait faire entreprendre ; le voyage revenait si cher que l'émigrant, pour le payer, devait souvent contracter un engagement qui aliénait sa liberté pendant deux ou trois ans. Ce fut le bateau à vapeur qui fournit l'instrument nécessaire à l'émigration. Alors les livres écrits par quelques Européens revenus d'Amérique furent lus et discutés par ceux qui songeaient à partir. En Allemagne on propagea l'ouvrage publié en 1829 par Duden ; les Scandinaves méditèrent le livre précis du Norvégien Ole Rynning (1838). Il se forma des sociétés européennes pour favoriser ce mouvement ; à Mayence une société de nobles s'organisa en 1842 sous la présidence d'honneur du duc de Nassau.

Les statistiques de l'immigration, tenues par le gouvernement fédéral depuis le recensement décennal de 1820, donnent des renseignements intéressants. Si la décade 1820-1830 fournit un chiffre de 151.824 nouveaux venus, ils sont déjà 599.125 dans la décade suivante ; les gros chiffres de 1846 (154.416) et de 1847 (234.968) montrent les effets de la famine irlandaise et de la maladie des pommes de terre, si bien que la décade 1840-1850 arrivera au total de 1.713.251 immigrants. C'était un prodigieux afflux de forces physiques et morales. Ces Européens fugitifs se transformaient vite en loyaux Américains. La plupart des nouveaux venus étaient des prolétaires, paysans dépouillés de leur terre, petits patrons ruinés par la grande industrie, ouvriers victimes du chômage ; ils construisirent les chemins de fer, édifièrent des villes, défrichèrent les prairies,

ouvrirent des brèches dans les forêts. Il y eut aussi quelques groupements amenés par d'autres motifs. Parfois ce furent des sectes religieuses qui suivaient un apôtre mystique : tels les Rappistes, menés par l'Allemand Rapp, et les Jansonistes, sectateurs suédois d'Eric Janson. Ou bien ce furent les victimes des révolutions politiques : bonapartistes français qui fuyaient le triomphe des Bourbons, révolutionnaires allemands pourchassés par la Sainte-Alliance. Comme exemple, citons Karl Follen, l'ancien conspirateur de Giessen¹. Obligé en 1824 de quitter son enseignement à Bâle, Follen partit muni de lettres qu'un de ses anciens maîtres lui avait données pour Ticknor et pour Everett, professeurs de Harvard ; à son arrivée en Amérique il fut aidé aussi par Lafayette, qui faisait alors son voyage triomphal. Tour à tour, professeur d'allemand, directeur de gymnase, collaborateur de Channing, il mena pendant seize ans une vie très active, continuant à s'intéresser aux affaires publiques et prenant part à la campagne contre l'esclavage. La plupart de ces immigrants oublièrent vite le Vieux Monde, qui leur avait fait la vie si dure, et contribuèrent à précipiter l'évolution démocratique de la société américaine.

II. — LA POLITIQUE INTÉRIEURE².

L'importance capitale de la colonisation de l'ouest ne doit pas faire oublier la vie politique, de plus en plus active à mesure que le pouvoir échappait aux oligarchies censitaires pour passer au peuple. C'est l'ouest qui, dans les nouveaux États créés par les pionniers, avait pris comme base du régime constitutionnel le suffrage universel ; bientôt celui-ci conquit un à un les vieux États. Partout, comme le disaient les Yankees, les droits de l'homme l'emportèrent sur les droits de la propriété. Le Connecticut, puis le Massachusetts firent cette réforme en 1816 et en 1820 ; à New-York, où la résistance fut plus longue,

1. Voir ci-dessus, p. 48.

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Aux livres cités p. 501 et 502, il faut ajouter les biographies des hommes politiques de cette période, notamment Gaillard Hunt, *Calhoun* (Philadelphie, 1908, in-8°) ; John Spencer Bassett, *Jackson* (New-York, 1916, in-8° ; nouv. édition, 1925) ; du même, *Correspondence of Andrew Jackson* (Washington, in-8°), 4 vol. parus depuis 1926 ; Mc Cormack, *Polk* (Berkeley, 1922, in-8°). — Sur la querelle de Jackson avec la France, voir Marcel Marion, *Un épisode oublié des relations franco-américaines*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} novembre 1926, p. 46-64, et Webster, *British mediation between France and the United States*, dans *English historical Review*, t. XLII (1927), p. 58-78.

le parti de la démocratie l'emporta en 1826. Adopté pour les élections locales, le suffrage universel fut mis en pratique aussi pour les élections fédérales, surtout pour le choix des électeurs présidentiels. Le résultat fut la disparition du parti fédéraliste ; son attitude peu patriotique pendant la guerre de 1812 avait achevé de le discréditer au profit du parti républicain. Celui-ci bénéficia de cette poussée d'orgueil national qui avait suivi l'issue heureuse de la guerre. Voilà pourquoi en 1820 Monroe fut réélu président à l'unanimité, sans concurrent ; c'est ce qu'un journaliste put nommer « l'ère des bons sentiments ». Le progrès démocratique ruina aussi le *caucus* congressionnel, comité composé de sénateurs et de représentants, qui désignait aux électeurs d'un parti l'homme à choisir pour la présidence. Le *caucus* allait faire place aux conventions nationales, chargées par chaque parti de choisir son candidat, et qui ont subsisté jusqu'à nos jours.

L'union nationale constatée en 1820 ne devait pas durer longtemps. Le nord, le sud et l'ouest avaient des intérêts économiques différents, parfois opposés, qui devaient amener des conflits ; ceux-ci furent aggravés par des questions personnelles. Les mœurs politiques avaient maintenu longtemps l'autorité des vieilles familles connues et considérées. Le Massachusetts et la Virginie possédaient ainsi une aristocratie véritable d'où étaient sortis depuis 1789 tous les présidents. La Virginie, après Washington, avait donné à l'Union Jefferson, Madison, Monroe ; le Massachusetts fit élire John Adams en 1796, et son fils John Quincy Adams, secrétaire d'État sous Monroe, se trouvait naturellement candidat en 1824. Ces traditions oligarchiques déplurent aux hommes de l'ouest ; ils voulaient renouveler l'atmosphère de la présidence en y poussant Jackson. Comme le parti républicain ne rencontrait plus d'adversaires, les voix se partagèrent entre cinq candidats ; aucun n'ayant la majorité absolue, la Chambre usa du droit que lui donnait la Constitution de choisir entre les trois premiers ; elle désigna donc Adams, quoiqu'il eût obtenu moins de suffrages que Jackson. Les amis de celui-ci crièrent qu'on méconnaissait la volonté du peuple et se préparèrent à combattre dans Adams le chef d'une coterie aristocratique. Le nouveau président ne fit rien pour désarmer cette hostilité ; froid et dédaigneux, pénétré de l'orgueil qui animait les vieilles familles puritaines de Boston ou de Concord, il représentait au milieu d'une société nouvelle des idées et des attitudes

périmées. L'impopularité qui avait enveloppé John Adams vers la fin de sa présidence commença pour son fils dès qu'il vint occuper la Maison Blanche. La « Société des amis du général Jackson », organisée peu à peu dans tous les États, prépara pendant quatre ans le succès de son candidat en calomniant le chef de l'Union. En 1828 Adams affronta de nouveau le scrutin, mais Jackson remporta sur lui une éclatante victoire.

Le 4 mars 1829 Jackson fit son entrée à la Maison Blanche, littéralement porté par une foule qui faillit écraser son héros. Tour à tour ouvrier sellier, maître d'école, avocat, puis membre du Congrès, chef des milices locales, enfin général, ce fils du Tennessee apparaissait comme le type complet de l'homme de l'ouest. En 1829 il dépassait la soixantaine, mais l'âge ne lui avait rien enlevé de sa vigueur, de sa rudesse, de ses emportements. Non pas qu'il fût le soudard brutal et hirsute que décriaient ses adversaires. Ceux qui l'approchaient ont remarqué la dignité de ses manières, sa courtoisie envers les femmes, la bonne tenue de sa maison. En temps ordinaire c'était un politicien rusé ; dans les grands dangers on admirait son calme et sa décision. Mais les luttes de partis provoquaient chez lui des accès de violence furibonde ; persuadé qu'il personnifiait la volonté du peuple, il méprisait dans ses adversaires les membres de coteries égoïstes et corrompues. Très attaché, trop attaché à ses amis, son honnêteté personnelle contrastait avec la bassesse morale des gens qu'il employa souvent.

L'arrivée de Jackson au pouvoir eut pour conséquence un bouleversement dans le personnel des fonctionnaires fédéraux. Des milliers d'employés, dans les postes surtout, furent destitués sans autre motif que la nécessité de céder leurs places aux partisans du nouveau président. Les gens de l'ouest croyaient qu'un bon Américain peut tout faire, s'adapter à tous les métiers, et qu'on ne doit pas laisser à une bureaucratie orgueilleuse et tracassière le privilège permanent d'occuper ces fonctions fédérales qui procurent un traitement assuré avec peu de travail. Jackson, dans son premier message, se déclara favorable au système du roulement ; un fonctionnaire destitué, disait-il, n'a pas sujet de se plaindre, il revient à la condition de presque tous ses compatriotes. Jackson d'ailleurs avait lié partie avec les habiles politiciens démocrates de New-York, et ceux-ci pratiquaient depuis longtemps dans leur État le système qu'il

appliqua aux fonctions fédérales. « Aux vainqueurs les dépouilles ! » Cette formule devint pendant de longues années la règle de tous les partis américains.

Jackson mena une lutte longue et acharnée contre la Banque Nationale. Le premier établissement de ce genre avait perdu son privilège en 1811 ; mais le besoin d'une monnaie sûre, acceptée dans tout le pays, fit créer en 1816 la seconde Banque Nationale, avec un privilège de vingt ans. L'Union lui fournissait le tiers de son capital social et permettait à ses directeurs d'utiliser, sans payer d'intérêts, les fonds publics mis en dépôt dans ses caisses ; les billets, qui ne devaient pas dépasser le montant du capital social, avaient cours dans tous les États et territoires de l'Union. En revanche, elle acceptait dans son conseil cinq directeurs nommés par le président, elle payait une redevance au Trésor, plaçait les emprunts publics et remboursait les billets en espèces quand on le lui demandait. La Banque fut accusée à ses débuts d'être demeurée inactive pendant la crise de 1817, puis on lui reprocha de s'approprier dans l'ouest des territoires immenses aux dépens de ses débiteurs insolubles. Jackson arrivé au pouvoir émit aussitôt un doute sur la légalité du privilège de la Banque, mais il ne parut pas disposé à mener une vigoureuse offensive contre elle ; ce fut la Banque Nationale qui eut l'imprudence de prendre position contre lui. Alors Jackson, demandant au peuple de le réélire en 1832, invite les électeurs à se prononcer contre la ploutocratie qui veut les asservir. Lorsque 219 voix contre 49 l'ont réélu, il annonce l'intention d'en finir avec la Banque ; le secrétaire de la Trésorerie qui le désapprouve est révoqué ; le Sénat émet en vain un vote de censure contre le président. Celui-ci obtient du Congrès que le privilège de la Banque Nationale ne sera pas renouvelé.

Cette campagne contre la Banque était un épisode nouveau du débat engagé depuis 1789 entre l'interprétation stricte et l'interprétation large de la constitution. Jackson, ainsi que la plupart des hommes de l'ouest, approuvait l'interprétation stricte, laissant aux États tout ce que l'acte constitutionnel n'avait pas expressément confié au pouvoir fédéral. C'est ainsi qu'il ne voulait pas charger l'Union des « améliorations intérieures », c'est-à-dire des grands travaux publics devenus indispensables. La situation du Trésor était d'ailleurs magnifique ; les revenus fournis par les douanes et par la vente du domaine public permirent de rembourser complètement la dette fédé-

rale en 1835. Le président fit alors décider par le Congrès que l'excédent de recettes annuelles serait distribué aux États, au prorata de leur population ; ils pourraient ainsi entreprendre eux-mêmes les constructions et les travaux que le peuple réclamait.

Le débat sur l'interprétation stricte et l'interprétation large pouvait mener à des conflits redoutables entre les droits des États et ceux de l'Union. Dès 1798 le Kentucky et la Virginie avaient revendiqué le droit de « nullification ». La question reparut dans le sud à propos des tarifs douaniers. Les industriels du nord, de la Pensylvanie surtout, voulaient être protégés contre la concurrence anglaise ; comme le tarif de 1816 leur semblait insuffisant, ils obtinrent un premier relèvement de droits en 1824, puis le tarif nettement protectionniste de 1828. C'est ce que les libre-échangistes appelèrent « le tarif des abominations ». Le sud était libre-échangiste, car il avait besoin de vendre son coton à la Grande-Bretagne ; et les hommes du sud, habitués depuis longtemps à dominer l'Union, n'entendaient pas se laisser brimer par les gens du nord. Ils trouvèrent un leader de premier ordre dans Calhoun. Ce représentant de la Caroline du Sud, connu pour sa vie austère et son talent d'orateur, avait longtemps figuré parmi les patriotes passionnés pour l'Union ; mais du jour où la suprématie du sud lui parut compromise, toute sa politique se modifia. En 1828 il rédigea l'*Exposition de la Caroline du Sud*, qui affirmait le droit pour un État de « nullifier » — ou annuler — sur son territoire une loi douanière fédérale inconstitutionnelle et oppressive. L'élection de Jackson, le candidat cher au sud, fit ajourner pour quelque temps ce débat dangereux. Mais le tarif de 1832, quoique moins élevé que celui de 1828, fut déclaré nul par la législature de la Caroline du Sud. Alors Jackson résolut de défendre les droits de l'Union contre l'État rebelle. Sa proclamation aux habitants de la Caroline du Sud, ses mesures militaires indiquaient la volonté d'agir. Des médiateurs s'interposèrent et, par un compromis législatif, obtinrent la fin d'un conflit qui se trouvait ajourné plutôt que supprimé.

L'opposition des États et de l'Union était devenue, en effet, un sujet de discussions qui mettaient en jeu tout l'avenir du pays. On le vit en 1832, lors du débat soulevé devant le Sénat par Daniel Webster. Celui-ci était un avocat de l'est, nourri de la culture classique, un des plus grands orateurs qu'aient produits les États-Unis. Ses discours ont contribué à répandre,

surtout chez ses concitoyens du Massachusetts, l'attachement ardent, presque filial, à l'Union, à la constitution, sentiment encore assez rare à cette époque. « Ce sont les États souverains, disait le sénateur Hayne, qui ont créé le gouvernement fédéral, donc ils lui sont supérieurs. » C'est faux, répondit Webster, la constitution est supérieure aux États; c'est « le gouvernement du peuple, fait pour le peuple, fait par le peuple, et responsable devant le peuple ».

Jackson, comme tous les hommes de la *frontier*, s'intéressait peu aux controverses constitutionnelles; tenant une position moyenne entre Calhoun et Webster, il voulait à la fois l'autonomie des États et le maintien de l'Union. Son attitude énergique en face de la Caroline du Sud augmenta beaucoup son prestige. En somme, son gouvernement avait réussi. On lui reprochait sa brutalité envers les membres du cabinet, sa tendance à trop consulter quelques confidents médiocres qui formaient le « cabinet de cuisine ». Mais ses adversaires demeuraient impuissants. La mort l'avait délivré de son ennemi John Marshall, le fédéraliste obstiné qui présidait la Cour suprême depuis trente ans avec une autorité incomparable; le Sénat, si longtemps hostile à Jackson, accepta sans difficulté comme grand juge le candidat proposé par lui. Le système des « dépouilles » ne soulevait guère de protestations. La suppression du privilège de la Banque était populaire. Quand le « vieux héros » quitta la Maison Blanche en 1837, son retour à sa demeure familiale fut accompagné par les ovations populaires.

Et pourtant Jackson venait de contribuer à déchaîner une crise financière qui dépassa en gravité celle de 1817. La débâcle avait commencé en Europe : l'Angleterre, particulièrement frappée, réduisit les achats de coton, cessa les prêts de capitaux à l'Amérique et réclama des remboursements à ses débiteurs. Ceux-ci, encouragés par l'extinction de la dette publique, étaient en train de spéculer avec frénésie, principalement sur les terres de l'ouest; comme l'afflux des immigrants était continu, les hommes d'affaires achetaient les terres du domaine public pour les revendre avec hausse. La suppression du privilège de la Banque Nationale avait fait naître une quantité de banques privées, qui se disputaient les clients en leur offrant des crédits avec une facilité dangereuse. Les banques « favorites », gérées par les amis de Jackson, avaient obtenu que le gouvernement fédéral fit chez elles des dépôts de fonds; elles les uti-

lisaient pour spéculer sans vergogne. États, villes, compagnies, particuliers émettaient des billets ; l'Amérique était inondée de papier-monnaie. Une mauvaise récolte, puis les nouvelles de Londres provoquèrent la panique de 1837. Le même jour toutes les banques de New-York, sauf trois, suspendirent les paiements en espèces. Une bonne partie du papier-monnaie perdit toute valeur. La crise devait faire sentir ses effets pendant plusieurs années.

Cette crise profita au parti d'opposition qui s'était formé contre Jackson pour essayer de sauver la Banque Nationale. Les chefs de ce parti accusaient les jacksoniens d'être aussi oppresseurs que les tories de 1775 ; ils appelèrent donc leurs partisans les *whigs*, tandis que les amis de Jackson s'intitulaient depuis sa victoire les « démocrates ». Le leader des whigs fut Clay, qui jouait depuis vingt-cinq ans un rôle considérable dans la politique de l'Union. Ce parti reprenait le programme des anciens fédéralistes, favorables à l'interprétation large de la constitution ; mais il insistait pour le moment sur la nécessité de guérir les finances, et promettait d'assurer à chaque travailleur américain « deux dollars par jour et le roastbeef ». En 1840 les whigs présentèrent comme candidat à la présidence le vieux général Harrison, qui avait jadis battu les Indiens ; comme il était pauvre et médiocre, un adversaire le montra vivant misérablement dans sa cabane de troncs d'arbres (*log-cabin*). Aussitôt les whigs s'emparèrent de ce mot et représentèrent Harrison comme l'homme du peuple, l'homme de cette *log-cabin* où tant d'Américains avaient commencé leur vie. Cette image popularisée par des chansons, des médailles, des estampes, des cortèges populaires, assura l'élection de Harrison. Il mourut quelques jours après son installation et, pour la première fois, le vice-président prit la présidence. Tyler était un Virginien, ancien démocrate rallié aux whigs, mais en réalité défavorable à leurs idées ; son *veto* les empêcha d'établir une nouvelle Banque Nationale, et presque toujours il gouverna contre eux. Aussi la faveur publique abandonna-t-elle bientôt le parti qui n'avait pu réaliser son programme.

Les États-Unis demeuraient peu connus de l'Europe, car un voyage en Amérique était difficile et coûteux. Il faut mettre à part la tournée triomphale que Lafayette vint faire sur l'invitation du président et du Congrès. L'hôte de la nation, arrivé à New-York le 15 août 1824, parcourut les États-Unis pendant une année entière, acclamé dans toutes les villes, fêté

sur tous les champs de bataille où il avait lutté pour l'indépendance, recevant l'accueil le plus enthousiaste qu'un peuple ait jamais réservé à un simple particulier. Les visiteurs anglais de l'Amérique, les plus nombreux, publiaient sur elle des jugements dépourvus de bienveillance; le plus célèbre d'entre eux, Dickens, écrivit des notes spirituelles qui présentaient une esquisse peu flatteuse de la presse américaine. Les voyageurs français étaient beaucoup plus favorables. Parmi eux une place d'honneur doit revenir à Tocqueville. Ce profond observateur vint en 1831 pour étudier le système pénitentiaire, mais en réalité pour examiner la vie d'une démocratie, car ses réflexions l'avaient persuadé que l'Europe marchait vers le régime démocratique. Bien des choses le choquèrent dans le pays gouverné par Jackson. L'instabilité administrative, la tendance à élire les médiocres, la tyrannie des majorités, l'indifférence pour la philosophie et, d'une façon générale, pour la vie intellectuelle, devaient déplaire à ce gentilhomme doublé d'un penseur. L'orgueil des Yankees l'amuse parfois :

L'Amérique est un pays de liberté où, pour ne blesser personne, on ne doit parler librement ni des particuliers, ni de l'État, ni des gouvernés, ni des gouvernants, ni des entreprises publiques, ni des entreprises privées.

Mais Tocqueville admire la santé morale de ce peuple, qui gouverne réellement par lui-même dans les communes, dans les États, dans l'Union. Les juges refrènent l'arbitraire du pouvoir exécutif, et même du pouvoir législatif, en déclarant à propos d'un litige particulier que telle loi n'est pas conforme à la constitution. L'homme du peuple comprend qu'il est de son intérêt de travailler à la prospérité publique. L'absence de centralisation administrative tempère la tyrannie des majorités. L'abondance des terres vacantes assure à tous le travail et la liberté; la religion est puissante, grâce à la séparation de l'Église et de l'État; les prêtres, s'abstenant de toucher à la politique, dominent la vie morale. S'il y a peu de grands écrivains, on ne rencontre pas d'illettrés; le pionnier a dans sa chaumière grossière une Bible et des journaux; souvent on y trouve quelques tomes dépareillés de Shakespeare. En somme, conclue Tocqueville, « l'Amérique est peut-être, en ce moment, le pays du monde qui renferme dans son sein le moins de germes de révolution ».

III. — LA QUESTION DE L'ESCLAVAGE¹.

Tocqueville joignait à ses réflexions optimistes une réserve sérieuse :

Le plus redoutable de tous les maux qui menacent l'avenir des États-Unis naît de la présence des noirs sur leur sol. L'esclavage cessera par le fait de l'esclave ou par celui du maître. Dans les deux cas, il faut s'attendre à de grands malheurs.

Ces observations répondaient à la réalité. L'esclavage avait pourtant complètement disparu dans le nord : on l'y trouvait inutile et l'on ne voulait point opposer au travail libre l'écrasante concurrence du travail servile. Ce n'est pas que les gens du nord fussent disposés à la sympathie pour les noirs ; au contraire, les quelques affranchis qui vivaient au milieu d'eux sentaient plus peut-être que dans le sud le poids du mépris qu'inspirent aux Anglo-Saxons de race blanche les indigènes d'une autre couleur. On les accusait de fournir beaucoup trop de recrues à l'armée du vagabondage et du crime.

La disparition de l'esclavage créait néanmoins une différence très marquée entre le nord et le sud. Les fondateurs de l'Union avaient cru que cette différence finirait progressivement après l'abolition de la traite. Celle-ci fut supprimée par la loi en 1808 ; mais c'était justement l'époque où la culture et l'utilisation du coton prenaient leur essor, grâce à l'emploi de la machine à égrener qu'Eli Whitney avait fabriquée dès 1794. Tous les pays industriels de l'Europe demandaient à l'Amérique le précieux textile ; aussi les planteurs du sud, persuadés que le travail des noirs ne pouvait rien produire sans l'esclavage, s'appliquaient-ils à étendre celui-ci par tous les moyens. La traite africaine, bien qu'interdite, continuait clandestinement ; elle devint toutefois de plus en plus difficile par la surveillance des croiseurs anglais et des puritains du nord. Quelques États intermédiaires, ceux qu'on nommait

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux livres généraux, ajouter Ulrich Bonnell Philips, *American negro slavery* (New-York, 1918, in-8°). Un bon résumé du problème de l'esclavage figure au t. I du grand ouvrage de James Ford Rhodes, *History of the United States* (New-York, 1893, in-8°). Sur les rapports entre abolitionnistes anglais et américains, des documents nouveaux sont publiés par Annie Abel et Frank Klingberg, *A sidelight on Anglo-American relations* (Washington, 1927, in-8°). — Sur l'évolution de ce problème, voir Julien P. Bretz, *The economic background of the Liberty Party*, dans l'*American historical Review*, t. XXXIV (1929), p. 250-264. — Sur les origines de l'affaire du Texas, Eugene C. Barker, *Mexico and Texas* (Dallas, 1928, in-8°).

les États frontières, Virginie, Delaware, Maryland, trouvèrent le moyen d'y suppléer ; comme leur climat était chaud, mais leur sol impropre à la culture du coton, ils organisèrent l'élevage en grand des esclaves noirs et les vendirent aux États cotonniers. Ceux-ci envoyaient des émigrants nombreux dans les terres libres du sud-ouest ; ces émigrants voulurent introduire l'esclavage dans les pays nouveaux, même quand ils ne se prêtaient point à la culture du coton.

Les hommes du nord ne songeaient point à réclamer contre le maintien de l'esclavage dans les anciens États, mais ils tenaient à l'empêcher d'envahir d'autres régions. L'ordonnance de 1787, qui prohibait à jamais l'esclavage dans le nord-ouest, leur paraissait un précédent applicable à toutes les terres sans colons ; celles-ci devaient être réservées à l'immigration des hommes libres, des blancs. L'Union, disaient-ils, n'a pas le droit d'intervenir contre l'esclavage dans les États ; elle peut l'interdire dans les territoires, qui ne dépendent que d'elle seule.

Le premier conflit sérieux éclata en 1820, quand le territoire du Missouri demanda son admission comme État. Les hommes du Missouri venaient en majorité du sud ; c'étaient des pionniers énergiques, fiers d'avoir les premiers franchi le grand fleuve, et ils n'admettaient pas qu'on prétendît les gêner en les empêchant de garder leurs esclaves auprès d'eux. Le débat dura longtemps au Congrès. Les orateurs du nord, constatant qu'il y avait à ce moment onze États libres et onze États à esclaves, repoussaient une admission qui assurerait dans le Sénat la majorité aux esclavagistes. Les orateurs du sud invoquaient l'intérêt des esclaves eux-mêmes qui, disposant de grandes étendues, gagneraient plus facilement leur vie que dans les domaines épuisés déjà par la culture intensive du coton. Jefferson, dans sa retraite, suivait avec attention tous les événements de la vie publique ; il écrivait que cette affaire le faisait trembler comme la cloche qui annonce un incendie pendant la nuit. On aboutit enfin au compromis du Missouri (1820). Les sudistes obtinrent qu'il fût admis comme État à esclaves ; les gens du nord firent admettre en même temps le Maine comme État libre, et furent surtout satisfaits par la loi qui prohibait l'esclavage dans toute la partie de l'ancienne Louisiane située au nord de 36°30.

Ce compromis sembla quelque temps mettre fin aux difficultés qui effrayaient les hommes politiques. L'esclavage

cependant se développait au lieu de diminuer. Vers 1830 on put affirmer que, pendant la dernière décade, le nombre des esclaves avait doublé dans le Mississipi et triplé dans l'Alabama. Comment arrêter cette progression? Depuis une quinzaine d'années divers philanthropes avaient songé à ramener les Africains en Afrique ; avec eux bien des gens du nord voulaient débarrasser l'Amérique des nègres affranchis (on en comptait plus de 300.000 en 1830), qui occupaient une situation indéterminée entre la liberté complète et la servitude. La « Société de colonisation américaine », constituée en 1817, fonda le petit État de Libéria, non loin de la colonie de Sierra-Leone où les Anglais cherchaient aussi à faire vivre une population noire se gouvernant elle-même. Les résultats furent médiocres : en 1830 un écrivain constata que la Société en quinze ans avait ramené vers l'Afrique autant de noirs qu'il en naissait aux États-Unis en cinq jours et demi.

Alors apparut un groupe nouveau, celui des abolitionnistes. Ceux-ci n'étaient point des hommes politiques ; ils ignoraient les subtiles distinctions entre les États et les territoires, entre les terres à coton et les terres à blé ; d'après eux, la religion et la morale exigeaient la suppression totale de l'esclavage. Certains quakers avaient déjà soutenu ces thèses ; mais le véritable apôtre de l'abolitionnisme fut Garrison, un ouvrier typographe du Massachusetts, étroit, violent, capable de tout oser et de tout souffrir pour le triomphe de sa cause. En 1831 il fonda un journal, le *Libérateur*, qui tint la promesse inscrite en tête du premier numéro : « Je serai dur comme la vérité, inflexible comme la justice. » Bientôt lui vint un allié, Wendell Phillips, un déclamateur infatigable et sincère qui fit la propagande orale. Les partisans recrutés dans la Nouvelle-Angleterre purent fonder la « Société américaine antiesclavagiste » en 1833, l'année même où l'Angleterre abolissait l'esclavage dans ses colonies. D'autres sociétés suivirent, et vers 1840 elles comptaient 200.000 membres. Bien des Américains hésitaient, blâmant l'esclavage, mais redoutant la guerre civile. Ainsi Channing se prononça contre le régime du sud, mais critiqua les violences de Garrison, en disant qu'on devait faire l'émancipation de manière à préparer des rapports amicaux entre les deux races.

La campagne abolitionniste souleva des colères violentes. Les planteurs du sud, minorité isolée au milieu de la masse des noirs, craignaient toujours une guerre servile ; une émeute

en Virginie, durement châtiée, redoubla leurs alarmes. Les États du sud ne permettaient pas qu'on apprît aux esclaves la lecture et l'écriture ; il y avait quand même, surtout parmi les affranchis, quelques nègres instruits qui pouvaient propager parmi leurs congénères les doctrines dangereuses enseignées par le *Libérateur*. Un nègre sachant écrire, Walker, publia précisément alors une brochure qui recommandait à ses frères de race une étroite union. Les planteurs furent exaspérés quand la Société antiesclavagiste se mit à envoyer ses périodiques dans les villes du sud : la foule à Charleston envahit un jour l'hôtel des postes et brûla ses journaux. Les abolitionnistes n'étaient guère mieux accueillis dans le nord : leurs meetings furent souvent dispersés par la violence ; un de leurs journalistes fut assassiné en 1833 ; Garrison faillit subir le même sort à Boston. La même année une quakeresse qui avait créé dans le Connecticut une école primaire pour les enfants de couleur la vit saccager par la foule. Les principales Églises désapprouvaient une propagande révolutionnaire. Les hommes politiques notoires de tous les partis se montraient également défavorables. Jackson blâma dans un message l'envoi aux villes du sud de brochures dangereuses. Clay tint un langage semblable au Sénat. Seul John Quincy Adams, rentré dans la vie politique, soutint le groupe de Garrison devant la Chambre des représentants, mais l'impopularité de l'ancien président compromettait les causes qu'il défendait.

Quant aux élus du sud, la campagne menée contre leurs commettants les amenait à formuler, ce que n'avaient pas fait leurs devanciers, l'apologie de l'esclavage. Ces lecteurs de la Bible rappelèrent que Noé a maudit Cham et prédit la servitude pour Canaan, qu'Abraham et Isaac avaient des serviteurs, que le quatrième commandement admet l'esclavage. Leurs économistes comparèrent le sort des ouvriers noirs esclaves en Amérique à celui des ouvriers blancs libres en Europe, et citèrent les nombreux témoignages qui arrivaient de Grande-Bretagne sur les maux du prolétariat. On prétendait supprimer l'esclavage ; les chefs sudistes voulurent l'étendre. Calhoun popularisa une théorie que nous avons déjà vu formuler : tout citoyen américain, disait-il, possède le droit d'aller s'installer dans n'importe quelle partie des États-Unis, en y transportant ses biens ; comme les biens des planteurs comprennent leurs esclaves, le gouvernement fédéral ne peut leur fermer aucune partie des terres de l'Union. Les prétentions des esclaves

vagistes suscitèrent dans le nord une résistance de plus en plus marquée ; on reprocha au parti whig d'écarter systématiquement le problème, de faire sans cesse des concessions nouvelles au parti dominant dans le sud, au parti démocrate.

Malgré le malaise croissant causé par ces débats, la question des noirs ne prit une importance réelle qu'après 1845, lorsque les États-Unis acquirent des possessions nouvelles. Les suites fâcheuses de la crise financière de 1837 ne furent pas étrangères à l'ardeur avec laquelle les hommes du nord demandaient l'annexion de l'Orégon, et ceux du sud celle du Texas ; puis vint une vague de nationalisme qui souleva l'opinion contre les prétentions de deux voisins toujours assez mal vus, la Grande-Bretagne et le Mexique. Dans l'Orégon le régime provisoire maintenu par les deux gouvernements ne pouvait plus durer, parce que les colons américains avaient commencé à s'y établir, amenés en partie par des missionnaires méthodistes ou presbytériens. Ces colons voulaient prendre l'Orégon tout entier, mais l'Angleterre invoquait ses droits et réclamait sa part. Un instant on parla de recourir à la force : « 54°40 ou la guerre ! » criaient les chauvins américains. Le compromis de 1846, fixant la frontière définitive au 49^e degré, termina ce différend.

La question du Texas était plus épineuse. Ce pays, plus grand que la France, faisait nominalement partie du Mexique depuis la fin de la domination espagnole. Mais l'anarchie qui sévissait à Mexico le laissa livré à lui-même, d'autant plus qu'il n'y avait presque pas de routes l'unissant par terre au plateau mexicain. Il communiquait plus facilement avec les États-Unis, d'où venaient de hardis aventuriers attirés par ce territoire presque vide. Ces hommes, parmi lesquels Moses Austin et son fils donnèrent l'exemple de grandes créations coloniales, gagnèrent à leur cause les autres habitants. Quand le Mexique vit le danger, il voulut chasser les étrangers, mais le Texas lui résista ; les Américains trouvèrent un chef dans Sam Houston, ancien ami de Jackson, qui avait été gouverneur du Tennessee, puis chef de sauvages. Ce *frontiersman* audacieux mit en déroute l'armée mexicaine (1836), et le Texas proclama son indépendance. La nouvelle république, bien que reconnue officiellement à Washington, puis à Londres et à Paris, craignait un retour offensif des Mexicains ; aussi désirait-elle s'unir aux États-Unis.

Ceux-ci l'auraient accueillie avec empressement si la question

noire n'était venue les troubler. Le sud approuvait l'entrée dans l'Union d'un nouvel État cotonnier, fondé sur l'esclavage ; le nord ne voulait pas augmenter la force du parti esclavagiste. Les présidents Jackson et Van Buren, dans l'intérêt de la paix intérieure, avaient ajourné toute solution. Leur successeur Tyler, poussé par Calhoun, voulut aboutir et conclut secrètement avec le Texas un traité d'annexion, mais le Sénat le rejeta. La campagne de 1844 pour l'élection présidentielle porta là-dessus. Les démocrates présentèrent Polk, partisan de l'annexion ; il fut élu, et Tyler, avant de quitter ses fonctions, fit voter la loi qui admettait dans l'Union le nouvel État du Texas.

Polk devenu président réclama d'abord tout l'Orégon, avec cette rudesse de langage qui étonnait les Européens ; pourtant, comme on l'a vu, il finit par transiger. Quant au Mexique, il était exaspéré par l'annexion du Texas. Les États-Unis offrirent de payer son désistement ; on négociait encore lorsque des hostilités engagées à la frontière méridionale du Texas rendirent la guerre inévitable. Les whigs blâmèrent la rupture et accusèrent Polk (à tort, semble-t-il) d'avoir tout arrangé pour imposer des résolutions belliqueuses ; mais peu à peu le mécontentement fit place à l'enthousiasme, en présence des nouvelles heureuses qui arrivaient de tous les côtés. Au sud du Texas le général Taylor battait les Mexicains à Palo Alto, puis, un instant cerné, se dégageait par la brillante victoire de Buena Vista. En Californie l'escadre américaine plantait le drapeau étoilé à Monterey, qu'une petite armée, après une marche audacieuse et difficile, vint sans encombre occuper. Les Américains résolurent d'aller imposer la paix au Mexique dans sa capitale même : entreprise chanceuse en présence d'autres adversaires, mais facilitée par les divisions d'un peuple incapable d'oublier devant l'ennemi ses querelles intestines. Le général Scott avait pris la Vera-Cruz, qui devint sa base d'opérations ; de là il poursuivit sa marche victorieuse jusqu'à Mexico. Cependant un agent de Polk négociait avec les Mexicains et, bien que désavoué par son gouvernement et par Scott, arrivait à conclure la paix. Le traité de Guadalupe Hidalgo (2 février 1848) donna aux États-Unis le Texas, le Nouveau-Mexique et la Haute Californie ; de leur côté, ils payèrent quinze millions de dollars au Mexique.

Qu'allaient-ils faire de leurs conquêtes ? Au début de la guerre un démocrate abolitionniste, Wilmoț, avait demandé qu'on y prohibât d'avance l'esclavage, qu'on ne déshonorât

pas l'Union en rétablissant ce régime dans des pays où le Mexique l'avait supprimé. Cette proposition, adoptée par la Chambre, avait échoué au Sénat. La victoire posait devant les Américains le redoutable problème qui allait dominer leur politique intérieure jusqu'à la guerre de Sécession.

CHAPITRE III

L'AMÉRIQUE LATINE¹

L'affranchissement de l'Amérique latine est un des faits les plus considérables de la première moitié du XIX^e siècle. Pendant longtemps l'Europe n'en comprit point l'importance, car on connaissait mal ces pays soigneusement surveillés jusque là par l'Espagne et le Portugal ; on n'en soupçonnait point le développement possible. La Grande-Bretagne, qui s'y intéressa plus que les autres puissances, y voyait seulement un débouché utile pour son industrie. D'ailleurs ces États, une fois affranchis, semblèrent presque tous voués à l'anarchie, aux guerres civiles ; c'est ce qu'un historien a nommé le moyen âge américain. De tels désordres empêchèrent les étrangers de deviner l'avenir qui était réservé à ces nations nouvelles.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — On a publié quelques histoires nationales considérables ; citons V. F. Lopez, *Historia de la Republica Argentina* (Buenos-Ayres, 1883-1893, 10 vol. in-8^o) ; Diego Barros Arana, *Historia jeneral de Chile* (Santiago, 1884-1902, 16 vol. in-8^o). C'est au XX^e siècle seulement que se sont multipliées les publications documentaires indispensables pour une histoire scientifique. La *Biblioteca Ayacucho*, dirigée à Madrid par Blanco-Fombona, a réédité les mémoires des contemporains de l'indépendance. Les gouvernements ont publié ou subventionné divers recueils : le Mexique, par exemple, a fait paraître *La diplomacia mexicana* (Mexico, 1910-1913, 3 vol. in-8^o) et commencé depuis 1910 les *Documentos historicos mexicanos* ; la République Argentine a subventionné les *Documentos para la historia argentina*. Le centenaire de l'indépendance a provoqué dans plusieurs pays des publications, parfois des bibliographies importantes, par exemple à Buenos-Ayres celle de Carlos J. Salas, *Bibliographia del jeneral José de San Martín y de la emancipation argentina* (1910, 5 vol. in-8^o).

Il n'existe pourtant pas encore de bonne histoire générale de l'Amérique latine au XIX^e siècle. Parmi les meilleurs essais d'ensemble, il faut citer Garcia-Calderon, *Les démocraties latines de l'Amérique* (Paris, 1912, in-16, dans la « Bibliothèque de philosophie scientifique »). Un résumé récent, écrit du point de vue catholique, a été publié par Jean Toussaint Bertrand, *Histoire de l'Amérique espagnole*, t. II (Paris, 1929, in-8^o). Le livre de William Spence Robertson, *History of the Latin-American nations* (New-York et Londres, 1922, in-12), est un manuel scolaire bien fait. Une traduction anglaise de Lamarca, *General history of Hispanic America* (Chapel-Hill, 1930, in-8^o), inaugure une collection de 15 volumes, *The inter-American historical series*, publiée par l'Université de la Caroline du Nord, sous la direction de James A. Robinson.

I. — L'INDÉPENDANCE¹.

En 1807 la famille royale de Portugal, fuyant devant les soldats français, passa l'Atlantique : les Brésiliens accueillirent bien la reine et le prince régent qui venaient chercher refuge dans la grande colonie. L'année suivante Napoléon mit la main sur l'Espagne, espérant que les colonies se soumettraient avec la métropole ; double erreur dont les conséquences allaient apparaître aussitôt. Dans toutes les capitales coloniales on manifesta contre le tyran impie qui avait emprisonné par trahison le monarque de droit divin ; les vice-rois et les gouverneurs, qui auraient probablement hésité à combattre l'invincible conquérant, durent suivre le courant populaire. On acclama partout Ferdinand VII, le « roi adoré » ; le gouvernement de défense nationale formé à Séville sembla pouvoir compter sur l'appui sans réserve de l'Amérique espagnole.

Ces nouvelles convertirent Napoléon à l'idée de l'émancipation des colonies. Faut-il voir là une idée de génie d'une politique devinant l'avenir, ou simplement le désir de soustraire à la conquête britannique d'immenses territoires demeurés sans défenseurs ? On ne sait ; mais celui qui avait en 1803 vendu la Louisiane aux États-Unis fit déclarer au Corps législatif, le 12 décembre 1809, qu'il ne s'opposerait point à la formation d'États libres dans les anciennes possessions de l'Espagne.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Frederic Logan Paxson, *The independence of the South American republics* (Philadelphie, 1903, in-8°). Carlos A. Villanueva, *La monarchia en America* (Paris, 1912-1913, 4 vol. in-12), qui a été traduit en français : *La monarchie en Amérique* (Paris, 1912-1913, 4 vol. in-12), tableau d'ensemble fondé sur des recherches dans les archives françaises ; Mancini, *Bolívar et l'émancipation des colonies espagnoles* (Paris, 1912, in-8°), excellent tableau d'ensemble des origines de l'indépendance ; William Spence Robertson, *Rise of the Spanish-American republics* (New-York et Londres, 1918, in-8°), avec bonne bibliographie. — Sur la doctrine de Monroe et les rapports avec les États-Unis, outre le livre essentiel de Perkins, cité p. 68, il faut consulter W. S. Robertson, *Hispanic-American relations with the United States* (New-York, 1923, in-8°), et Alejandro Alvarez, *The Monroe doctrine* (New-York, 1924, in-8°) ; et un recueil très important, *Diplomatic correspondence of the United States concerning the independence of the Latin-American nations*, publié par W. R. Manning (New-York, 1925, 3 vol. in-8°).

Sur les idées des hommes de l'indépendance, Bernard Moses, *The intellectual background of the revolution in South-America* (New-York, 1926, in-18), et surtout Ricardo Levene, *Ensayo histórico sobre la Revolución de Mayo* (Buenos-Ayres, 1920-1921, 2 vol. in-8°), ouvrage paru en français dans une traduction abrégée, *La révolution de l'Amérique espagnole en 1810* (Paris, 1924, in-8°). — Sur la victoire décisive d'Ayacucho, un numéro spécial a été publié par la *Revue de l'Amérique latine* pour le centenaire de 1924. — Sur Miranda, W. Sp. Robertson, *The life of Miranda* (Chapel-Hill, 1929, 2 vol. in-8°). — Sur Bolívar, parmi les livres récents, citons Marius André, *Bolívar et la démocratie* (Paris, 1923, in-8°), livre gâté par la passion politique, mais très documenté ; Perra-Perez, *Bolívar, Contribution al estudio de sus ideas políticas* (Paris, 1928, in-8°).

Celles-ci lui surent peu de gré de cette déclaration, qui fut mieux accueillie à Washington.

L'invasion napoléonienne parut donc fortifier le loyalisme colonial envers la métropole ; mais ce n'était qu'une apparence. Au-dessus des masses populaires, indifférentes aux projets d'émancipation, il s'était formé parmi les créoles une minorité intelligente et instruite, qui souffrait depuis longtemps d'être tenue en état d'infériorité vis-à-vis des Espagnols d'Europe. Tous les événements survenus depuis quarante ans l'excitaient à l'action. Les réformes économiques de Charles III, ouvrant les ports américains au commerce libre, avaient fait circuler dans le continent une vie nouvelle ; ses réformes religieuses, détruisant la Compagnie de Jésus, avaient ruiné un des piliers les plus solides sur lesquels s'appuyait l'ancien régime. Puis l'exemple des États-Unis, affranchis avec l'aide de l'Espagne, avait montré comment des colonies peuvent se délivrer du joug européen. Enfin les idées et les livres français pénétraient là comme partout : il suffit de rappeler qu'un des futurs meneurs de l'indépendance, Nariño, avait traduit et répandu parmi ses amis de Santa-Fé le texte de la Déclaration des droits de l'homme.

Les partisans de l'indépendance n'étaient à l'origine qu'une poignée d'hommes. Obligés de voiler leurs intentions, ils s'associèrent en 1808 au mouvement populaire en faveur de Ferdinand VII contre l'usurpateur français ; mais ils surveillèrent de près les actes du gouvernement révolutionnaire formé dans la métropole. Celui-ci n'avait pas le prestige du souverain traditionnel, retenu prisonnier à Valençay ; on pouvait exploiter ses erreurs et ses fautes. L'irritation fut grande, non pas seulement chez les conjurés créoles, mais dans le peuple, quand on apprit que la Junte centrale d'Aranjuez, préparant l'élection d'une assemblée, donnait 36 députés aux douze millions d'Espagnols de la péninsule et 12 seulement aux quinze millions d'habitants des colonies. Puis les désastres de l'Espagne, le retour de Joseph à Madrid, surtout la bataille d'Ocaña enhardirent ceux qui allaient bientôt s'appeler les « patriotes ». Le soulèvement général éclata en 1810.

Il se produisit presque partout avec des caractères identiques. On promit de conserver la fidélité à Ferdinand VII, de maintenir la domination du catholicisme ; les meneurs voulaient ménager la piété fanatique du bas peuple et gagner le bas clergé paroissial, né en Amérique ; c'était un appui nécessaire contre

les évêques originaires d'Europe et les moines dévoués aux Bourbons. Les chefs du mouvement se servirent des *cabildos*, conseils municipaux, mais en y faisant adjoindre, par voie révolutionnaire, les plus actifs d'entre eux ; ce furent les « *cabildos* ouverts » ou « *cabildos* renforcés ». L'analogie entre les procédés employés à Caracas, à Buenos-Ayres et ailleurs a fait supposer que tous ces mouvements obéissaient à une impulsion unique, celle de Miranda. L'infatigable patriote qui depuis quinze ans travaillait à l'émancipation avait accueilli à Londres Bolivar, Saint-Martin, Nariño, Mariano Moreno ; cependant rien ne permet de dire que les révolutions de 1810 aient commencé au signal donné par lui. Les capitales des vice-royautés reçurent en même temps les nouvelles qui annonçaient l'entrée des Français en Andalousie, la chute probable du gouvernement de l'Espagne libre.

A Caracas un groupe de patriciens riches et cultivés, parmi lesquels figurait Bolivar, attendait avec impatience l'occasion propice. Le capitaine général, affolé par les nouvelles désastreuses arrivées d'Espagne, en fait afficher un résumé. Le 19 avril 1810, le jeudi-saint, le corps de ville, inspiré par les patriotes, mande le capitaine général pour lui annoncer la formation d'une Junte libre, et lui en offre la présidence ; le fonctionnaire espagnol tergiverse, discute jusqu'au moment où un chanoine patriote, soutenu par les cris de la foule, exige et obtient sa démission. Le *cabildo*, renforcé immédiatement, se constitue en « Junte conservatrice des droits de Ferdinand VII » et proclame son autorité sur le Vénézuëla.

Quelques semaines plus tard Buenos-Ayres à son tour apprend les défaites espagnoles. Cette ville gardait le souvenir du triomphe remporté trois ans auparavant, lorsque ses habitants avaient réussi, par un effort unanime, à chasser une invasion anglaise. Quelques notables, l'ardent Belgrano, Saavedra, le grand chef des créoles, Mariano Moreno, disciple de Rousseau et le doctrinaire de la Révolution, décident le conseil municipal à convoquer un *cabildo* public. Le vice-roi Cisneros est aussi faible, aussi hésitant que le capitaine général de Caracas ; tandis que les modérés veulent le nommer président du nouveau gouvernement, les exaltés l'écartent et font élire une Junte sous la direction de Saavedra. C'est la journée du 25 mai, demeurée chère aux Argentins.

La Junte de Caracas avait adressé à tous les corps de ville des principales cités sud-américaines une proclamation les invi-

tant à l'imiter. Son appel fut entendu. A Santa-Fé de Bogota, le conseil municipal décide de convoquer un *cabildo* extraordinaire, où un orateur éloquent, Torres, entraîne la majorité ; le vice-roi se résigne à signer le procès-verbal qui annonce la formation d'une Junte souveraine (20 juillet). A Santiago les patriotes chiliens font constituer par un *cabildo* ouvert la Junte générale (18 septembre). En cette même semaine de septembre 1810 éclatait la première insurrection du Mexique. Le Pérou seul échappait à l'incendie, surtout parce que le vice-roi Abascal, énergique et intelligent, fut seul capable de faire face au mouvement.

Ces révolutions accomplies si facilement par quelques créoles instruits et enthousiastes n'avaient pas touché les masses. Les Indiens allaient fournir des soldats à tous les partis ; les métis, également jaloux des créoles et des Espagnols d'Europe, se partagèrent entre les amis et les ennemis de la monarchie. Celle-ci avait pour elle un prestige consacré, une tradition de trois cents ans, l'appui des évêques et des moines, surtout les divisions de ses adversaires. Les luttes pour l'indépendance devaient durer jusqu'en 1824. Ces luttes engagées par des chefs locaux, dans des régions séparées par d'immenses espaces à peu près déserts, présentent une extrême confusion ; cependant il y a trois théâtres principaux où se joue le sort du continent. Le premier se trouve au Mexique, dont l'Amérique centrale suit l'impulsion. Le second est la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, particulièrement le Vénézuëla, autour de Caracas, et le troisième l'Argentine, autour de Buenos-Ayres. De ces pays partiront les deux libérateurs, Saint-Martin et Bolivar ; s'avancant l'un par le Chili, l'autre par l'Équateur, ils viendront achever la domination espagnole dans son principal réduit, le Pérou.

Il faut connaître ces deux hommes dont le rôle fut si grand. Bolivar, né en 1783 dans une des familles les plus considérables du Vénézuëla, fut élevé par un précepteur tout pénétré de l'*Émile*. Ayant terminé ses études à Madrid, il vécut aussi quelque temps à Paris dans une société mondaine et brillante. Après avoir assisté au sacre de Napoléon il visita l'Italie et, venu à Rome avec son ancien précepteur, jura sur le Mont Sacré d'affranchir sa patrie. Sa maison à Caracas devint bientôt le rendez-vous des patriotes. Il fallut pourtant quelques années encore avant qu'on reconnût sa supériorité. Sa prestance remarquable et ses exploits d'athlète charmèrent les masses

incultes; un don naturel de séduction, qui s'exerçait sur les hommes comme sur les femmes, conquit les classes élevées. Son éloquence chaleureuse, déclamatoire, convenait à ses compatriotes. Il aimait la gloire et tenait à l'opinion de l'Europe; grande fut sa joie quand Lafayette lui envoya quelques reliques de Washington. Général souvent battu, il ne perdit jamais courage; dans les luttes politiques sa persévérance fut moins grande, mais il revint toujours à l'action. Libre penseur et tolérant, il gagna le clergé en respectant la religion. Les défauts de cet homme égoïste, vaniteux, souvent faible de caractère, ne l'empêchent pas d'être une grande personnalité historique.

Ce personnage brillant, complexe, tout en dehors, contraste avec le grave et silencieux Saint-Martin, qui fut avant tout un soldat. Né en 1778 d'une bonne famille créole, formé à l'école militaire de Madrid, il servit longtemps dans l'armée espagnole et fit plusieurs campagnes dans les Pyrénées. Informé de la révolution argentine, le colonel Saint-Martin quitta l'Espagne pour offrir son épée à son pays natal; à Buenos-Ayres on le vit figurer parmi les fondateurs de la loge maçonnique du Lautaro, grand foyer d'activité patriotique. Mais la principale tâche de cet homme austère, qui aimait lire Épictète, fut d'apprendre la discipline militaire à ses concitoyens, de former au milieu des milices désordonnées qui encombraient le pays un noyau de troupes régulières obéissantes, capables d'un effort continu. Les Sud-Américains l'ont mis en parallèle avec Washington, comme ils ont comparé Bolivar à Napoléon.

Dans ces guerres américaines la nature et les hommes diffèrent de ce qu'on voit en Europe. Les obstacles naturels abondent; pour surprendre les ennemis on doit traverser de hautes montagnes dépourvues de chemins, des forêts vierges, des marais pestilentiels. Les escarmouches de guerillas peu nombreuses, habituées à la guerre d'embuscades, sont les opérations habituelles; 1.000 hommes constituent déjà une armée. Les combattants sont, de part et d'autre, des soldats aussi capables de lâcheté que d'héroïsme et des bandits vivant de pillage. Souvent on massacre tous les prisonniers; il faudra l'entrevue de Bolivar avec le général espagnol Morillo pour qu'on y renonce (1820).

Il serait fastidieux d'énumérer toutes les luttes locales; mieux vaut s'en tenir aux trois théâtres principaux où s'accomplirent les actions décisives. Au Mexique la capitale ne renfermait pas, comme Caracas ou Buenos-Ayres, un groupe de

notables prêts à diriger le peuple ; l'insurrection commença dans les campagnes, menée par un de ces prêtres populaires que les évêques européens traitaient avec dédain. Hidalgo était un curé de village très aimé de ses paroissiens ; c'était aussi un esprit indépendant et un lettré qu'on appelait *el afrancesado*, le francisé. Il prit les armes en 1810 et fanatisa les Indiens en faisant porter devant sa troupe l'image de la Vierge de Guadalupe. Les évêques et l'Inquisition le condamnèrent, les royalistes invoquèrent contre lui la Vierge des Remèdes ; il fut pris et fusillé. Un autre curé, Morelos, qui reprit sa tentative eut la même fin (1815). Le célèbre guerillero Mina, qui avait fui l'Europe, ne fut pas plus heureux (1817). La révolution espagnole de 1820 sauva les patriotes et suscita de nouveaux chefs de bandes. Le vice-roi envoya contre eux le général Iturbide, issu d'une grande famille mexicaine. Arrivé en présence du principal chef ennemi, Iturbide signe avec lui un traité d'après lequel Ferdinand VII conserve la couronne, mais confie l'autorité à des fonctionnaires mexicains qui appliqueront trois principes : l'indépendance, la domination exclusive du catholicisme, l'égalité des blancs et des Indiens. La déposition du vice-roi par une mutinerie militaire acheva de ruiner l'autorité de l'Espagne (1821).

Au Venezuela l'exemple de Caracas avait été suivi par plusieurs villes ; toutefois Coro et Maracaïbo se déclaraient contre la révolution, et les Indiens demeuraient indifférents. La Junte de Caracas appela Miranda ; il débarqua bientôt à la Guayra, portant son uniforme de général français de 1793. La Société patriotique de Caracas, enhardie par son arrivée, décida le Congrès nouvellement élu à voter la déclaration d'indépendance (7 juillet 1811) ; l'assemblée satisfit le clergé en jurant de conserver la religion et de défendre le dogme de l'Immaculée Conception. Le prestige de Miranda baissa vite. Vingt-cinq années passées en Europe avaient fait de lui un étranger ; le patronage de l'Angleterre, l'ancienne ennemie hérétique, le rendait suspect ; il s'entoura d'officiers européens et traita sans ménagement les officiers créoles. Enfin le Congrès fut irrité par ses prétentions à la dictature. Un tremblement de terre en 1812 abîma Caracas, tandis que les villes royalistes restaient indemnes ; les moines montrèrent là un signe du ciel. Un chef espagnol énergique, le capitaine de frégate Monteverde, battit plusieurs fois Miranda, que ses propres officiers livrèrent fina-

lement à l'ennemi. Le Précurseur devait expier dans les prisons de Cadix, où il mourut en 1816, l'ardeur infatigable qu'il avait mise à préparer l'affranchissement de l'Amérique.

Dans l'ancienne vice-royauté de la Nouvelle-Grenade les Espagnols n'avaient plus à soumettre que la Colombie actuelle, fort compromise par les querelles des villes, par l'hostilité de Carthagène contre Santa-Fé. Bolivar, qui avait pu fuir aux Antilles, vint offrir ses services et réussit plusieurs coups de main heureux ; autorisé à tenter la délivrance du Vénézuëla, il part avec 500 hommes et quatre canons (mai 1813), bat Monteverde et fait son entrée à Caracas, où le *cabildo* lui décerne officiellement le titre de Libérateur. Mais l'indiscipline sévit parmi ses lieutenants ; deux chefs de partisans royalistes, Boves et Morales, réussissent à gagner les tribus guerrières des *llaneros*, bergers passant leur vie à cheval au milieu des plaines inondées recouvertes par les hautes herbes. Les soldats recrutés parmi ces demi-sauvages battent les troupes de Bolivar ; le Vénézuëla est de nouveau dompté.

A Buenos-Ayres la Junte organisée en 1810 avait pris des mesures énergiques pour étouffer la résistance des royalistes ; un de leurs principaux chefs, le Français Liniers, si populaire quelques années auparavant pour sa victoire sur l'invasion anglaise, fut pris et fusillé. La Junte néanmoins ne put conserver tout le territoire de l'ancienne vice-royauté de la Plata. Dès 1811 elle abandonna le Paraguay, que son dictateur Francia tint isolé du monde, en suivant l'exemple des jésuites. Dans l'Uruguay un chef de *gauchos*, Artigas, avait commencé la révolte contre les Espagnols et tenu tête aussi aux Portugais ; en 1811 il libéra son pays sans vouloir obéir à Buenos-Ayres, ce qui permit au gouvernement portugais du Brésil d'occuper quelque temps l'Uruguay. A Buenos-Ayres la Junte avait pour secrétaire Mariano Moreno, qui s'efforça d'organiser l'éducation civique, d'encourager la science, de développer l'agriculture. Mais tandis que ce lettré libéral jugeait l'autorité de Buenos-Ayres indispensable, une forte opposition se dessina dans les provinces contre la domination de la capitale ; le chef de cette opposition, Saavedra, l'emporta sur Mariano Moreno. Malgré ces querelles intérieures, tous les complots des partisans de l'Espagne furent déjoués. En 1812 on élut une Constituante qui décréta l'affranchissement des enfants d'esclaves, l'égalité des races, la suppression de la torture et de l'Inquisition, mais elle se sépara en 1815 avant d'avoir réussi à rédiger la constitution.

Le congrès de Tucuman proclama enfin l'indépendance (1816) et donna le drapeau bleu et blanc à la nouvelle République.

Partout ailleurs les patriotes succombaient. Abascal, le vice-roi de Lima, repoussa au sud-est les nombreuses tentatives des Argentins pour envahir le Pérou par la route du Desaguadero. Au nord il envoya un de ses lieutenants menacer la Nouvelle-Grenade où l'apôtre de l'indépendance, Nariño, fut vaincu et pris. Au sud les troupes espagnoles chassèrent du Chili le dictateur O'Higgins. Le retour de Ferdinand VII à Madrid avait décontenancé les nombreux coloniaux qui le reconnaissaient toujours comme le roi légitime. Une petite armée envoyée par lui dès 1815 sous le commandement d'un chef remarquable, Morillo, prit Carthagène et Bogota.

Le retour offensif de l'Espagne après ses premières défaites fit comprendre à plusieurs des révolutionnaires, surtout à Saint-Martin et Bolivar, la nécessité d'affranchir l'Amérique tout entière. Saint-Martin avait conçu de bonne heure le projet de passer les Andes pour aller chasser les Espagnols du Chili, puis du Pérou. Demeurant à l'écart des luttes politiques dans son quartier général de Mendoza, il obtint enfin du gouvernement le concours nécessaire. En 1817 il entreprend ce passage des Andes qui, si l'on considère les difficultés opposées par la nature, laisse loin derrière lui les exploits d'Annibal et de Bonaparte. Ses guides sont les patriotes chiliens qui ont cherché un refuge auprès de lui avec O'Higgins ; les Espagnols résistent d'abord avec succès, mais la bataille de Maypou les chasse du Chili, qui rend le pouvoir à son ancien dictateur. Saint-Martin s'arrête alors, parce que l'Argentine redoute l'expédition qui se prépare à Cadix ; c'est seulement après la révolution espagnole de 1820 qu'il se remet en marche. Avec 2.300 Argentins et 1.800 Chiliens il avance vers le Pérou, tandis qu'un officier de marine anglais, Cochrane, grand aventurier vigoureux et enthousiaste, assure à l'escadrille chilienne la maîtrise de la mer. Après de longues hésitations Lima s'insurge et appelle Saint-Martin, qui proclame l'indépendance du Pérou (1821) et reçoit le titre de Protecteur.

Bolivar avait eu des succès aussi grands. Il quitta en 1816 les Antilles pour reprendre la lutte ; son lieutenant Paez, un *llanero* de taille gigantesque, sut gagner à la cause révolutionnaire les intrépides cavaliers que Boves avait armés pour la royauté. Angostura pris par Bolivar devint la capitale provisoire des patriotes. L'Europe leur fournissait non seulement

des armes et de l'argent, mais beaucoup de volontaires, surtout anglais et français, militaires que la fin des guerres napoléoniennes avait laissés inactifs, libéraux désireux de combattre pour l'affranchissement des peuples. Après des luttes pénibles autour d'Angostura, Bolivar peut enfin tenter une grande entreprise : il franchit les Andes, surprend et bat les Espagnols sur la Boyaca, délivre la Nouvelle-Grenade (1819). L'armistice de Truxillo signé avec Morillo dure peu; la grande bataille gagnée par Bolivar et Paez à Carabobo (1821) assure la libération définitive de Caracas. Cependant les Espagnols, bien commandés par Morales, tiennent encore la côte, parce que Bolivar s'est tourné d'un autre côté. Il a réussi à réaliser l'union de la Nouvelle-Grenade ou Colombie et du Vénézuëla; les congrès des deux pays l'élisent président avec pleins pouvoirs. Comme l'Équateur est encore soumis à l'Espagne, Bolivar y envoie Sucre, un de ses meilleurs lieutenants, une des plus nobles figures de la génération des Libérateurs. La victoire de Sucre à Pichincha (1822) délivre Quito, et l'Équateur également se réunit à la Colombie.

Au Pérou la domination espagnole était si fortement implantée que Saint-Martin ne pouvait pas en venir à bout. Bolivar allait-il s'unir à lui? En juillet 1822 ils se rencontrèrent, pour la première et la dernière fois, à Guyaquil; nous ne connaissons guère leur entrevue que par une lettre de Saint-Martin à Bolivar. Le premier proposa au second de servir sous ses ordres, mais Bolivar n'accepta pas. Il semble aussi que l'Argentin ait proposé d'établir la monarchie dans les États américains et que le Vénézuélien se soit déclaré pour la république. Ce qui est certain, c'est que Saint-Martin fatigué se sentit en présence d'une volonté plus forte, d'une nature possédant un rayonnement plus grand que la sienne, et qu'il résolut de s'effacer. Dès septembre il renonçait à son titre de Protecteur et abandonnait à Bolivar le sort du Pérou. Déjà Cochrane avait quitté le service du Chili. Saint-Martin partit bientôt pour l'Europe et vécut retiré en France pendant ses dernières années.

Bolivar, gêné par les divisions des Péruviens, ne peut empêcher les Espagnols du général Cantérac de rentrer deux fois à Lima. Revenu de Colombie avec des renforts, il bat l'ennemi à Junin (1824). Enfin Sucre, avec 6.000 hommes contre 9.000, remporte la victoire décisive d'Ayacucho, le Yorktown de l'Amérique latine (1824). Quelques garnisons espagnoles conservèrent des ports isolés jusqu'en 1826.

A la différence des colonies de l'Espagne, le Brésil dénoua pacifiquement les liens qui l'unissaient au Portugal. Le prince régent arrivé en 1807 à Rio avait accordé l'ouverture des ports au commerce étranger, constitué le Brésil en royaume autonome, occupé l'Uruguay. Les créoles brésiliens acquirent ainsi le sentiment de leur valeur, de leurs droits vis-à-vis du Portugal. Ils aimaient beaucoup, sans le craindre, ce prince un peu bourgeois, qui devint en 1816 le roi Jean VI ; on riait de ses démêlés avec sa femme, l'ambitieuse sœur de Ferdinand VII, qui rêva de se faire reconnaître comme souveraine par les colonies espagnoles détachées de Madrid. En 1821 Jean VI fut obligé, par les instances de l'Angleterre et les demandes impérieuses des Cortès portugaises, de quitter Rio-de-Janeiro pour Lisbonne ; il laissa au Brésil son fils Pedro, en lui conseillant, si le mouvement d'émancipation devenait trop fort, de ne pas s'y opposer. Au contraire, les Cortès résolurent de ramener le Brésil à son rôle de colonie subordonnée, et les députés américains venus à Lisbonne furent très mal accueillis, ce qui indigna les Brésiliens. Pernambouc avait déjà tenté en 1817 un soulèvement républicain ; Rio supplia Pedro de ne pas obéir aux ordres de Lisbonne, qui exigeait son retour. Un savant originaire d'Europe, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences de Lisbonne, José Bonifacio de Andrade, prit la direction du mouvement patriotique et décida le jeune prince à proclamer l'indépendance, à devenir empereur du Brésil (1822). Contre la flotte portugaise le nouveau souverain s'assura les services de Cochrane. D'ailleurs la Sainte-Alliance fut indulgente pour le prince qui sauvait tout au moins la monarchie, et qui était gendre de l'empereur d'Autriche. Jean VI accepta les bons offices de Canning et signa en 1825, peu de temps après Ayacucho, le traité qui reconnaissait l'indépendance du Brésil.

L'Espagne, qui avait d'autre part cédé la Floride aux États-Unis, fut menacée de perdre aussi les Antilles. La France donnait dans ces îles un exemple dangereux : elle reconnut en 1825 l'indépendance de Haïti, moyennant une modeste indemnité. Mais la révolution fut vaincue à Cuba, parce que les royalistes chassés du continent allaient y chercher asile et renforçaient les partisans de la métropole. Le Mexique et la Colombie, qui songeaient à les attaquer, en furent détournés par le gouvernement de Washington ; les Yankees se réservaient déjà la grande île, qui allait rester pendant longtemps encore, non sans émeutes, sous la domination de l'Espagne.

II. — LES DÉBUTS DES NOUVEAUX ÉTATS¹.

Après Ayacucho les États affranchis de l'Espagne n'avaient à se faire reconnaître par les puissances étrangères et à se donner des institutions durables. La première tâche fut accomplie rapidement, l'autre devait exiger les efforts de plusieurs générations.

Les négociations avec l'Europe avaient commencé peu après 1815. La France, où Louis XVIII voulait jouer son rôle de chef de la maison de Bourbon, s'efforça de ménager une transaction entre l'Espagne et les colonies. On savait que, dans ces pays révoltés, beaucoup des gouvernants les plus notables jugeaient la monarchie nécessaire. Ferdinand VII ne pourrait-il pas revenir au programme formulé jadis par d'Aranda et reconnaître des États indépendants sous des rois de sa famille ? Le duc de Richelieu posa la question aux ministres espagnols en 1818 et envoya un émissaire français en Argentine. Decazes forma des projets semblables. Les ultra-royalistes, qui prirent ensuite le pouvoir et décidèrent l'expédition d'Espagne, donnèrent au monarque rétabli à Madrid les mêmes conseils ; Chateaubriand, Villele invitaient Ferdinand VII à fortifier par cette concession le système monarchique de la Sainte-Alliance, à faire échouer les intrigues de ceux qui parlaient de donner des couronnes au duc d'Orléans ou même au prince Eugène et au roi Joseph.

Tous les avis du gouvernement français demeurèrent inutiles à cause de l'intransigeance de Ferdinand VII ; il voulait redevenir le maître et s'indignait du mauvais exemple donné par son neveu don Pedro acceptant la couronne du Brésil. Louis XVIII et Charles X n'osèrent donc point reconnaître les nouveaux États ; mais on envoya en Amérique, à défaut de consuls en titre, des inspecteurs français du commerce. L'amiral Rosamel, commandant des Antilles françaises, entre-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — On trouvera beaucoup d'articles importants dans la *Revue de l'Amérique latine*, publiée à Paris depuis 1922, et surtout dans l'*Hispanic-American historical review*, publiée aux États-Unis depuis 1923 (avec des interruptions), sous la direction compétente de W. S. Robertson. James Bryce a publié des notes de voyage intitulées *South America* (Londres, 1912, in-8°), qui ont été traduites en français (*Les républiques sud-américaines*, Paris, 1915, 2 vol. in-8°) ; elles renferment beaucoup de remarques historiques d'un grand intérêt. — Sur les essais monarchiques des premières années, outre les ouvrages indiqués p. 525, voir Rubio, *La infanta Carlota Joaquina y la política de España en América* (Madrid, 1920, in-8°, dans la « Biblioteca de historia hispano-americana »).

tenait des rapports courtois avec Bolivar et quelques autres dictateurs et facilita le voyage de jeunes Chiliens allant poursuivre leurs études à Paris ; quand la France le chargea de faire agréer en Amérique les nouveaux inspecteurs, il y parvint sans difficulté. Ce régime provisoire dura jusqu'en 1830. Louis-Philippe n'avait aucune raison de ménager Ferdinand VII, qui venait d'accueillir fort mal son avènement ; dès la fin de 1830 la France reconnut officiellement les républiques de l'Amérique latine.

L'obstination du souverain espagnol ne fut pas moins gênante pour le Saint-Siège. Le clergé d'Amérique, longtemps divisé, avait tout entier rompu avec la métropole depuis la révolution de 1820, qui s'attaquait aux privilèges de l'Église et aux couvents. Les nouveaux États s'adressèrent au pape en fils respectueux de l'Église ; mais pendant plusieurs années l'ambassadeur espagnol à Rome exerça une surveillance minutieuse pour empêcher leurs envoyés d'obtenir une audience du souverain pontife. Sa tutelle finit par lasser le Saint-Siège, et Léon XII ne craignit pas d'établir des relations officielles avec les pays qui le priaient d'exercer chez eux sa suprématie spirituelle.

Dès l'origine les deux grands États anglo-saxons s'étaient faits les protecteurs des pays révoltés. Si le gouvernement de la Grande-Bretagne tarda un certain temps à les reconnaître, les commerçants anglais s'empressaient de conquérir les marchés abandonnés par les armateurs privilégiés de l'Andalousie, fournissant aux insurgés munitions, armes et denrées. Les gouvernements américains favorisèrent ce trafic en supprimant les prohibitions de l'ancien régime. Depuis 1823 surtout ils considérèrent l'Angleterre comme leur alliée naturelle ; c'est vers Londres qu'ils regardaient, beaucoup plus que vers Washington, lorsqu'une menace arrivait d'Europe. Canning acquit chez eux, par ses décisions hardies, une popularité considérable.

Les États-Unis leur semblaient également sympathiques, mais beaucoup moins puissants. Le message de Monroe en 1823 fut approuvé par eux, sans avoir un très grand retentissement : ils ne croyaient plus guère au danger d'une attaque espagnole. D'ailleurs les États-Unis, quand plusieurs gouvernements sud-américains leur proposèrent des traités d'alliance, refusèrent des engagements trop précis qui les entraîneraient trop loin. Tout au plus déclarèrent-ils en diverses occasions qu'ils ne permettraient pas à l'Espagne de céder Cuba ou

Porto-Rico à d'autres nations européennes. Les rapports entre Washington et les capitales du sud restèrent pleinement amicaux jusqu'en 1845 : la guerre qui enlevait au Mexique le Texas et la Californie éveilla pour la première fois les défiances de l'Amérique latine touchant les ambitions des Yankees.

Tandis que le monde entier reconnaissait les nouveaux États, l'Espagne attendit pour le faire la mort de Ferdinand VII. Après 1833 des pourparlers s'engagèrent, et le premier traité par lequel l'ancienne métropole acceptait les faits accomplis fut signé en 1836. Néanmoins on soupçonnait encore dix ans plus tard le gouvernement espagnol de favoriser les préparatifs du général équatorien Florès en vue d'une expédition qui n'eut d'ailleurs pas lieu. L'Espagne traita successivement avec toutes les républiques, non sans lenteurs ni difficultés, puisque la dernière convention ne fut signée qu'en 1895.

Quant à la longue anarchie de l'Amérique latine, elle s'explique par la composition ethnique et le caractère des peuples devenus indépendants. Aux États-Unis les blancs refoulaient, supprimaient peu à peu les Indiens et tenaient les noirs en esclavage ; ici les Indiens formaient la grande majorité. Les uns étaient groupés en tribus à peu près sauvages ; les autres, les demi-civilisés, avaient été soumis par les moines à une existence de couvent qui supprimait pour eux toute initiative, tout contact avec le monde extérieur ; la plupart étaient illettrés. Cette masse incapable d'exercer dans la vie politique une action réfléchie allait, par contre, fournir de la chair à canon à tous les chefs ambitieux. Son intervention dans les guerres civiles abaissa le niveau intellectuel et moral des classes dirigeantes.

Celles-ci comprenaient les créoles et les métis, puisque dix ans de guerre avaient engendré une aversion invincible à l'égard des Espagnols d'Europe. Métis et créoles pouvaient s'entendre, car les blancs d'origine espagnole n'éprouvaient point le mépris sans bornes des colons anglo-saxons pour les hommes de couleur, ni leur répulsion pour les mariages avec des femmes indiennes ; cependant les distinctions fondées sur la quantité de sang blanc possédée par telle ou telle famille tenaient une grande place dans la vie sociale et furent lentes à disparaître. Les métis de blancs et d'Indiens, les *cholos*, étaient les plus estimés de tous, mais on les avait laissés dans l'ignorance. Les créoles, qui possédaient une instruction réelle, s'étaient habitués à mener une vie oisive, remplie par les offices religieux, les longs repas, les réunions mondaines et la sieste,

Ils méprisaient le travail comme une chose servile, surtout le travail du sol, qui était abandonné aux Indiens ; on ne trouva donc point chez eux, comme aux États-Unis, une classe moyenne formée de petits propriétaires et de fermiers laborieux, réalistes, sachant défendre à la fois leurs intérêts particuliers et ceux de la communauté.

Il y avait pourtant une élite parmi ces créoles, et c'est elle qui fit l'indépendance ; mais l'Église et la monarchie absolue ne lui avaient fourni aucun moyen d'apprendre la pratique de la vie politique. Les *cabildos*, les corps de ville dont elle se servit un instant n'étaient que des oligarchies inertes ; s'ils avaient été plus forts, leur activité n'eût servi qu'à développer l'esprit de clocher, si dangereux pour l'État dans l'ancienne Espagne. Les plus notables des patriotes, ne trouvant dans leur pays aucune institution vivante, cherchèrent des modèles à l'étranger, soit le régime anglais, soit le fédéralisme des États-Unis, soit la Charte française de 1814. Souvent on voulut faire mieux encore : élèves de Rousseau ou de Bentham se plurent à fabriquer des constitutions ; pendant vingt-cinq ans, tous les genres de combinaisons politiques furent essayés chez des peuples qui n'en comprenaient pas le sens ni le but. Les lois ainsi promulguées n'existèrent que sur le papier ; les élections furent une comédie. Monarchie, république, dictature à vie, aucun régime ne s'imposa au respect général.

A défaut de la loi, c'est la force qui peut seule assurer l'ordre : le seul maître qui se fit obéir fut le *caudillo*, le chef de bande, accompagné de soldats qu'il récompensait par le butin. Les guerres prolongées de 1810 à 1814 avaient multiplié ces bandes, ces *guerillas* vivant sur le pays ; la victoire sur l'Espagne laissa sans emploi beaucoup de hardis compagnons qui cherchèrent à se dédommager par la politique. Les provinces des nouvelles républiques étaient isolées par des déserts ; chacune eut son maître qui régnait là comme un seigneur du moyen âge dans son fief. La population civile acceptait la tyrannie des *caudillos* et trouvait même quelque avantage dans l'ordre imposé par eux, puisque la défaite de l'ancien régime avait ruiné l'armature sociale. Parfois un dictateur savait dompter les chefs locaux et dominait tout l'État, jusqu'au jour où un rival réunissant des troupes le chassait du pouvoir, à moins qu'un assassinat ne rendît la révolution inutile.

Les rivalités entre *caudillos* ne furent pas les seuls motifs des guerres civiles. La question religieuse y contribua par-

fois : tout le monde était ou se déclarait catholique, mais des conflits s'élevèrent touchant le pouvoir du clergé, le sort de ses biens, l'établissement de la liberté de conscience et de culte. Puis l'hostilité grandit entre les conservateurs et les libéraux, qui s'appelaient les « purs ». Plus fréquentes furent les batailles entre centralistes et fédéralistes : les centralistes ou unitaires s'appuyaient sur les villes, de mœurs européennes, comme Buenos-Ayres ou Lima ; les fédéralistes, *llaneros* du Vénézuéla, *gauchos* de l'Argentine, représentaient l'esprit paysan luttant contre une bourgeoisie qui prétendait leur imposer des coutumes étrangères.

Cette anarchie amena entre 1830 et 1850 un recul sur l'époque précédente. La génération de l'indépendance renfermait beaucoup d'hommes de valeur, capables d'apprécier la culture intellectuelle de l'Europe. Même un chef de *gauchos* comme Artigas protégea le grand naturaliste Larrañaga. L'amour de l'indépendance leur avait donné un idéal, la nécessité de vaincre l'Espagne leur faisait comprendre les avantages de l'union. La génération suivante n'est plus soutenue par cette foi. Ses chefs n'apportent plus dans les questions d'argent le désintéressement qui fut l'honneur des Bolivar et des Saint-Martin ; souvent ce sont des métis ignorants, qui ont réussi par la force ou la ruse. Ils entretiennent dans le peuple, comme les Espagnols autrefois, cette xénophobie qui avait diminué à l'époque où tant de volontaires étrangers venaient combattre sous les drapeaux des patriotes. Rarement ils favorisent l'immigration étrangère, qui pourrait affaiblir leur pouvoir.

Au lendemain d'Ayacucho, les grands chefs de l'Amérique affranchie ne soupçonnaient pas encore ces difficultés ; quelques-uns nourrissaient même de magnifiques espérances. Les États nouveaux, constitués dans le cadre des vice-royautés et des capitaineries générales espagnoles, avaient même langue, même religion, mêmes coutumes ; ne pourrait-on pas les amener à se fédérer ? Ce fut le rêve de Bolivar. Son prestige était immense ; pendant quelque temps il fut dictateur à Lima, tandis que son fidèle lieutenant, Sucre, présidait le Haut-Pérou devenu la Bolivie. La Grande-Colombie eut aussi un gouvernement inspiré par le Libérateur. Celui-ci crut donc son projet réalisable ; mais la République Argentine était trop fière pour se mettre en tutelle, et la Grande-Bretagne et les États-Unis, malgré une approbation apparente, ne voulaient pas aider à la naissance d'une confédération trop puissante. Bolivar adressa en 1824, au nom du Pérou, une lettre

d'invitation à tous les États nouveaux pour le congrès de Panama : « Que sera l'isthme de Corinthe, s'écriait-il en finissant, comparé à celui de Panama ? » En réalité, on ne vit à l'assemblée de 1826, outre les observateurs des États-Unis, que les délégués du Mexique, de l'Amérique centrale, de la Colombie et du Pérou ; ils se bornèrent à signer des accords très généraux, dont la plupart ne furent point ratifiés. L'idée de la grande union survécut pourtant à Bolivar. Le Mexique en 1831, en 1838, prit l'initiative d'un nouveau congrès, qui ne se réunit jamais. Le Pérou, plus heureux, amena plus tard cinq États voisins au congrès de Lima (décembre 1847), mais sans grands résultats. L'Amérique latine restait rebelle aux projets de fédération.

III. — HISTOIRE PARTICULIÈRE DES NOUVEAUX ÉTATS¹.

Chacune de ces républiques latines eut son histoire à part. On n'entrera pas ici dans le détail de leurs innombrables révolutions.

Au Mexique les guerres de l'indépendance, de 1810 à 1821, avaient ruiné l'organisation qui faisait la prospérité de la Nouvelle-Espagne. Une seule des puissances traditionnelles, l'Église, demeurait intacte et voulait conserver son rôle dominant ;

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Rabasa, *L'évolution historique du Mexique* (Paris, 1924, in-8°) ; sur le conflit franco-mexicain au temps de Louis-Philippe, *La primera guerra entre Mexico y Francia*, recueil de documents (Mexico, 1927, in-8°, formant le t. XXIII de l'« Archivo historico diplomatico mexicano ») ; comte de Périgny, *Les cinq républiques de l'Amérique centrale* (Paris, 1910, in-8°) ; José Gil Fortoul, *Historia constitucional de Venezuela* (Berlin, 1907, 2 vol. in-8°) ; Francesco Garcia-Calderon, *Le Pérou contemporain* (Paris, 1907, in-4°) ; Alcides Arguedas, *Histoire générale de la Bolivie*, trad. (Paris, 1923, in-8°, de la collection « France-Amérique ») ; Jules Humbert, *Histoire de la Colombie et du Vénézuéla* (Paris, 1921, in-8°, même collection) ; Leonardo Peña, *Histoire du Chili* (Paris, 1927, in-8°, même collection) ; sur le Paraguay, Llanos, *El doctor Francia* (Buenos-Ayres, 1907, in-12). — Sur le Brésil, qui possède une historiographie importante, un bon tableau d'ensemble a été donné dans les conférences d'Oliveira Lima, *Formation historique de la nationalité brésilienne* (Paris, 1914, in-8°), reprises et développées en anglais, *The evolution of Brazil* (Stanford University, 1914, in-8°). — Sur la République Argentine, outre la nouvelle édition de l'ouvrage de Lopez, paru en 1922, citée p. 524, voir surtout Ravnani, *Historia constitucional de la Republica argentina* (Buenos-Ayres, 1926-1927, 3 vol. in-8° parus), en cours de publication ; Otero, *La révolution argentine* (Paris, 1917, in-8°) ; du même, *L'Argentine devant l'histoire* (Paris, 1922, in-12) ; Antokoletz, *Histoire de la diplomatie argentine*, t. I (Paris, 1914, in-8°) ; et sur José Rosas, María Ramos Mejía, *Rosas y su tiempo* (Buenos-Ayres, 1899, 3 vol. in-12 ; 2^e éd. 1907) ; sur l'état économique de l'Argentine vers 1810, Ricardo Levene, *Investigaciones acerca de la historia económica del Virreinato de la Plata* (La Plata, 1929, 2 vol. in-8°). — Sur Haïti, Lhérisson et Bellegarde, *Manuel d'histoire d'Haïti* (Port-au-Prince, 1907, in-8°), et H. P. Davis, *Black democracy. The story of Haïti* (Londres, 1929, in-8°).

presque tous les partis se formèrent pour ou contre l'Église. Iturbide se fit proclamer empereur (1822), et son couronnement fut imité de celui de Napoléon à Notre-Dame. Dès la fin de 1823 des révoltes l'obligeaient d'abdiquer et de partir pour l'Europe ; revenu malgré la défense du congrès, il fut pris et fusillé (1824). Alors commencent des guerres civiles où reparaît sans cesse le général Santa-Anna, un caudillo habile et rusé, mais sans honneur et sans patriotisme. Ces troubles causaient un grave préjudice aux étrangers établis dans le pays ; dépouillés par des confiscations arbitraires, ils réclamaient l'appui de leurs gouvernements. C'est ainsi que la France envoya une escadre bombarder le fort de Saint-Jean d'Ulloa, près de la Vera-Cruz (1838). On a vu¹ comment l'anarchie mexicaine procura aux États-Unis un facile triomphe.

Le Mexique parut tout d'abord devoir conserver comme annexe l'Amérique centrale. Puis celle-ci forma une confédération dirigée par le Guatemala, mais qui ne dura pas longtemps ; San-Salvador et Costa-Rica, où dominait l'élément blanc, se sentaient trop différents du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, où les Indiens avaient le pouvoir. Chacun de ce pays connut des guerres civiles fréquentes, et les nombreux projets préparés pour construire un canal entre les deux Océans demeurèrent sans effet.

L'ancienne vice-royauté de la Nouvelle-Grenade avait quelque temps formé un tout, sous la direction de Bolivar. Mais le Libérateur eut beau renoncer à diriger le Pérou et la Bolivie pour se consacrer à son pays natal, il ne put empêcher la Grande Colombie, comme il l'appelait, de se partager en trois États, Colombie, Équateur, Vénézuëla. En Colombie même on ne voulait plus de la dictature viagère qui lui avait été accordée. Son découragement fut complet : « Il n'y a de foi en Amérique, disait-il, ni chez les hommes ni chez les nations. Leurs traités sont des paperasses ; leurs constitutions, des livres ; les élections, des combats ; la liberté, l'anarchie ; et la vie, un tourment. » Il mourut de maladie et d'épuisement (1830) à l'âge de quarante-sept ans, abandonné par des peuples qui devaient bientôt regretter leur ingratitude et célébrer la gloire du Libérateur.

Dans les pays qu'il avait gouvernés, le pouvoir appartint longtemps aux lieutenants formés par lui. Le plus remar-

1. Voir ci-dessus, p. 522.

quable d'entre eux, Sucre, après avoir montré des qualités politiques réelles comme dictateur en Bolivie, disparut peu avant son chef, assassiné à l'instigation d'un rival. Les autres, Paez au Vénézuéla, Santander en Colombie, Florès dans l'Équateur, Santa-Cruz au Pérou, gardèrent toute leur vie quelque chose du prestige conquis pendant les luttes pour l'indépendance ; tous furent de brillants cavaliers, aimant les beaux cortèges et les somptueux défilés militaires, mais ils s'efforcèrent aussi d'acquérir l'art de gouverner. Paez, ce géant qui se vantait d'avoir tué de sa main quarante Espagnols dans une bataille, était à l'origine un demi-sauvage ; il s'instruisit peu à peu et, après avoir séparé le Vénézuéla de la Colombie malgré Bolivar, il en devint le président. Pendant trente ans on l'y retrouve au premier plan, tantôt vainqueur, tantôt vaincu, chef du parti conservateur contre les démocrates menés par le brillant journaliste Guzman. En Colombie Santander avait, lui aussi, fini par s'insurger contre Bolivar ; nommé président, il se montra ferme, économe, et sut imposer pendant quelques années un calme relatif ; puis les luttes reprirent et, de même qu'au Mexique, partisans et adversaires du pouvoir de l'Église eurent tour à tour l'avantage. A dater de 1845 un président énergique, Mosqueros, rétablit l'ordre et, l'un des premiers dans l'Amérique latine, se préoccupa de la mise en valeur des richesses agricoles et minérales du pays. Dans l'Équateur la question religieuse était aussi de première importance ; mais on se battit surtout pour ou contre Florès qui, chassé de son pays, parla d'organiser en Espagne une sorte de retour de l'île de l'Elbe. Le Pérou, après de longs désordres, vit émerger en 1845 le général Castilla, qui exploita le salpêtre et le guano et profita de ces ressources pour commencer d'établir des télégraphes et des chemins de fer. Un autre métis de grande valeur se distingua en Bolivie : c'était Santa-Cruz, qui prit le titre de « grand maréchal » et se glorifiait de descendre des Incas. Il réussit un moment à rétablir l'union entre le Pérou et la Bolivie, à reconstituer l'ancienne vice-royauté de Lima (1837) ; mais son pouvoir s'effondra sous les coups du Chili.

Le Chili avait connu aussi quelques années de complet désordre. Mais depuis 1830 s'affirmèrent les qualités sérieuses de son peuple de métis, mené par une oligarchie de Basques et d'autres Européens habitués à diriger des exploitations agricoles. Cette oligarchie trouva un chef dans Portalès ; il fit adopter la constitution censitaire de 1833 et assura au Chili, seul

dans l'Amérique espagnole, des finances régulières; assassiné en 1837, il avait du moins préparé la victoire de l'année suivante sur Santa-Cruz. Le président Moult continua son œuvre d'organisation, pendant qu'un grand éducateur, André Bello, s'occupait de l'enseignement public.

A l'est des Andes le Paraguay avait une population indienne qui accepta docilement la dictature de Francia. Ce créole instruit, laborieux, exigeant la soumission du clergé comme des laïques, assurait à la masse une prospérité qui l'a fait admirer par son contemporain Carlyle. Fermant son pays aux visiteurs étrangers, il retint longtemps prisonnier le naturaliste français Bonpland. Francia mourut tout-puissant à l'âge de quatre-vingt-trois ans (1840), et son neveu Lopez hérita bientôt de la dictature. L'Uruguay ne connaissait pas la même discipline; ce pays habité par une population blanche énergique mit à profit les ambitions rivales de l'Argentine et du Brésil, et parvint à s'affranchir de tous les deux. Mais alors ce fut le long duel de deux caudillos, Oribe et Rivera, le premier chef des Blancs cléricals, le second chef des Rouges anticléricals.

L'Argentine offre l'exemple le plus significatif de la vie agitée que menèrent les pays sud-américains. Depuis 1810 elle usa en peu d'années plusieurs constitutions et de nombreux gouvernants. Parmi eux se trouvaient des chefs énergiques tels qu'Alvêar et Puyrredon, ou de généreux idéalistes comme Rivadavia. Mais la suprématie de ces hommes trop européens et de leur capitale Buenos-Ayres déplaisait aux villes, désireuses d'autonomie, et aux caudillos, désireux d'anarchie. C'est au milieu de ces conflits que surgit Rosas. Issu de l'ancienne noblesse espagnole, Rosas était allé volontairement vivre quelque temps au milieu des gauchos et avait conquis leur admiration par ses prouesses de cavalier. Arrivé au pouvoir en 1829, il fit semblant d'y renoncer au bout de trois ans et laissa le pays dans l'anarchie, puis reprit en 1835, sans rencontrer de résistance, une dictature qui allait durer jusqu'en 1852. Ce personnage astucieux et cynique régna par la terreur. Plusieurs chefs de rebelles eurent la tête coupée, suspendue à la porte d'une ville; les prisonniers étaient soumis à des tortures lentes et raffinées; le président de la Chambre, son adversaire, fut assassiné en pleine séance par des hommes masqués. Un espionnage savant s'exerçait contre les Unitaires, les partisans de Buenos-Ayres, avec l'appui des fédéralistes, amis du maître. L'Église fut asservie comme les laïques; un décret d'une bouffonnerie sacrilège déposa Saint-

Martin comme patron de Buenos-Ayres, parce qu'il était Français et unitaire, et le remplaça par saint Ignace.

Et pourtant Rosas fut aimé. Le peuple admirait ce cavalier magnifique, aussi capable de s'amuser avec des gens de bas étage que de briller dans le salon de sa fille. Les classes élevées durent bientôt reconnaître que ce tyran avait rétabli l'ordre, dompté les gauchos, obligé les caudillos à une soumission relative, refoulé vers le sud les tribus sauvages. Surtout l'on admira sa fière attitude en face de l'étranger. Le blocus du Rio de la Plata en 1838 ne l'empêcha pas de tenir tête à la France jusqu'à ce qu'un arrangement honorable fût conclu. De nouveaux conflits éclatèrent avec la France et la Grande-Bretagne, et Rosas résista malgré un nouveau blocus (1845). Voilà pourquoi Saint-Martin, près de mourir dans sa retraite de Boulogne-sur-mer, légua son épée au dictateur.

Néanmoins ce despotisme brutal pesait à l'élite cultivée qui voyait le gouvernement favoriser l'ignorance et le fanatisme. De jeunes intellectuels libéraux, Alberdi, Mitre, Sarmiento, groupés autour d'Echeverria, le brillant écrivain, organisèrent en 1837 à Buenos-Ayres une société secrète, la « Jeune Argentine », probablement imitée de la « Jeune Italie » mazzinienne. Obligés de fuir, quelques-uns se retirèrent au Chili; les autres allèrent à Montevideo, qui eut à subir pendant dix ans le blocus intermittent prescrit par Rosas. La « nouvelle Troie » intéressait les libéraux de tous pays, et des volontaires européens, parmi lesquels Garibaldi, vinrent la défendre. L'insurrection d'un caudillo habile, Urquiza, devait provoquer enfin en 1852 l'effondrement de la dictature.

Plus d'un citoyen de ces républiques toujours troublées regardait avec envie le grand État brésilien. Celui-ci pourtant connut aussi les crises politiques. Pedro I^{er} jouissait d'une immense popularité en 1822 comme auteur de l'indépendance; on lui savait gré d'avoir étouffé le mouvement républicain de Pernambouc et dompté les derniers partisans du Portugal à Bahia. Mais ce jeune prince ardent et impulsif avait des goûts autoritaires; il congédia son trop puissant ministre Andrade et promulgua en 1824 une constitution censitaire imitée de la Charte française, en multipliant les précautions contre l'avènement du régime parlementaire. Néanmoins le mouvement libéral se développait; la presse grandit, surtout avec Plancher, un Français qui fonda le *Journal du commerce* (1827). L'échec de la flotte brésilienne dans sa lutte contre les Argentins à qui elle

disputait l'Uruguay, nuisit au prestige de l'empereur ; la nouvelle des révolutions européennes de 1830 encouragea les opposants, si bien que le souverain abdiqua (1831), confiant son fils à la générosité du Parlement et de la nation, et désignant son ancien ministre Andrade comme tuteur du jeune prince. Pedro partit pour l'Europe, où l'attendait un rôle glorieux ; il défendit avec succès à Porto les droits de sa fille contre son frère Miguel, qui avait usurpé la couronne portugaise.

La Régence, au Brésil, fut une période agitée ; les idées d'extrême gauche l'emportèrent d'abord, mais le moine radical Feijo, arrivé au pouvoir, se révéla comme un autoritaire et réprima énergiquement le désordre. Un parti conservateur mené par Vasconcellos prit le pouvoir en 1837, et bientôt le jeune Pedro II, déclaré majeur avant l'âge (1840), inaugura son gouvernement, qui fut un mélange d'autocratie douce et de libéralisme un peu sceptique. La guerre civile qui dévastait le Rio Grande do Sul prit fin en 1845 ; l'émeute xénophobe de 1848 fut suivie d'un long repos.

L'empire brésilien excepté, les pays latins n'étaient pas encore sortis, en 1848, du désordre qui caractérise la période des généraux ou des caudillos. Cependant certains signes permettaient d'entrevoir des temps plus heureux. Il y avait un réveil de l'esprit, avec des penseurs comme Montalvo à Quito et Sarmiento dans la République Argentine. On commençait à soupçonner la prospérité que donneraient l'exploitation des richesses naturelles du continent et l'appel fait aux immigrants étrangers. La fusion entre blancs et Indiens devenait plus complète. Enfin l'on avait su résoudre la question noire : les républiques nouvelles supprimèrent l'esclavage, tant pour les enfants que pour les adultes. Sauf le Brésil, où les noirs, plus nombreux qu'ailleurs, étaient au surplus traités avec douceur, elles accomplirent ainsi les promesses faites par Bolivar à Pétion, le président de Haïti, qui l'avait accueilli et secondé.

CONCLUSION

C'est entre 1815 et 1848 que l'adjectif « occidental » fut mis en honneur par Auguste Comte en France, par divers théoriciens en Russie, pour désigner une forme spéciale de civilisation. De cette période le trait dominant est, en effet, le triomphe de la civilisation occidentale, c'est-à-dire élaborée en Europe et dans les États-Unis d'Amérique. Elle s'impose au monde par la double supériorité de la science et de la technique. L'esprit scientifique, par l'effort continu des savants et des penseurs depuis le temps de Bacon, de Descartes et de Galilée, s'est définitivement implanté dans les pays de l'Occident : ils ont acquis l'esprit d'observation, qui permet de connaître la réalité, l'esprit critique, nécessaire pour distinguer entre le possible et le chimérique, enfin la curiosité scientifique, source de découvertes nouvelles et génératrice de progrès. La supériorité de la science a fait celle de la technique : moyens de transport et de destruction, machines et canons, l'Occident possède et multiplie sans cesse les instruments qui vont assurer sa domination.

Il peut l'établir d'autant mieux qu'après 1815 les grandes guerres cessent en Europe. Il soumet l'Asie à son pouvoir : c'est la formation des empires coloniaux de la Russie et de l'Angleterre, la pénétration dans l'Extrême Orient, l'exploitation scientifique de l'Insulinde par les Hollandais. Il prend possession de l'Océanie : tandis qu'on explore le continent australien, tous les archipels du Pacifique sont peu à peu visités, occupés. La civilisation occidentale s'établit dans le Nouveau Monde : les colons blancs chassent devant eux les Indiens dans les plaines de l'Amérique du Nord ; ce sont des États occidentaux qui essaient de s'organiser dans l'Amérique du Sud. Enfin l'Occident entame la soumission des côtes africaines et l'exploration de l'intérieur ; au nord Mohamed Ali, en introduisant la civilisation européenne sur les bords du Nil, et la France, en prenant Alger, rendent à la Méditerranée ce qu'elle ne connaissait plus depuis mille ans, la sécurité du commerce.

Les Occidentaux colonisateurs n'ont cessé d'avancer, obligés,

Conclusion

parfois malgré eux, de combattre les peuples barbares afin d'assurer la paix aux régions soumises. Les Anglais sont forcés d'écraser les Pindaris, les Russes d'aller à Khiva pour en finir avec les razzias d'esclaves, les Français de renoncer à l'occupation restreinte en Algérie pour dompter Abd-el-Kader. Ils sont aussi poussés en avant par le commerce qui cherche toujours de nouveaux marchés, qui ne veut s'arrêter devant aucune barrière. Les Anglais forcent la Chine à ouvrir ses ports ; les Américains dès 1846 demandent au Japon de les laisser pénétrer dans les siens. Aux soldats et aux commerçants, aux missionnaires et aux explorateurs, le monde occidental commence à joindre ses émigrants. La paix rétablie en Europe a facilité l'accroissement de la population ; la grande industrie lui a donné un essor inattendu ; l'application de certaines découvertes scientifiques, telles que la vaccine, a diminué les grandes épidémies qui contraiaient le progrès démographique. Et voici que la bateau à vapeur donne l'instrument nécessaire pour transporter au loin le trop plein des prolétaires affamés de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne ou de l'Irlande.

Les peuples menacés par la conquête occidentale ne réagissent pas contre elle. Les Indiens de l'Amérique du Nord ne sont que des bandes peu nombreuses et impuissantes. Le monde musulman est partagé entre ceux qui veulent imiter l'Europe, un Mahmoud, un Mohamed Ali, et ceux qui préfèrent le vieux fanatisme. L'Asie pourrait opposer aux envahisseurs des masses compactes ; mais l'Inde accepte passivement les ordres d'une armée de cipayes menée par des officiers européens, et l'empire chinois ne songe guère à emprunter les armes des vainqueurs. Seuls quelques novateurs japonais, informés de la guerre de l'opium, appellent l'attention du shogoun sur le danger qui semble devoir bientôt menacer leur pays. L'Occident possède le monopole de la force comme celui de la science.

* *

Cette Europe, si redoutable au dehors, est très agitée au dedans ; les guerres entre les États font place aux luttes intérieures, luttes politiques et sociales. Les vainqueurs de 1815 ont pourtant essayé de prévenir ces conflits ; la Sainte-Alliance, comme on la nomme improprement, est une des premières tentatives sérieuses d'organisation de la paix, fondée sur le *statu quo* territorial, sur l'obéissance aux monarques, sur le respect de

l'aristocratie et de la religion. Et, d'autre part, la littérature et la science développent un internationalisme intellectuel qui pourra étouffer les haines d'autrefois. Mais la tentative de la Sainte-Alliance vient se heurter à deux forces considérables, le nationalisme et le libéralisme.

Le nationalisme est la principale. Dès que les peuples sont remis de l'épuisement causé par les guerres napoléoniennes, ils écoutent les voix qui rappellent leur grandeur passée, qui annoncent leur grandeur future. Chacune des nations européennes se considère comme destinée à mener le monde. L'Angleterre, qui règne sans conteste sur les océans, prétend régenter aussi les continents ; elle s'enthousiasme pour Palmerston, qui incarne l'impérialisme britannique. La France a chassé les Bourbons ramenés par l'étranger ; Michelet lui dit que le pays de la Révolution doit servir de guide aux autres ; le culte de Napoléon, qui passionne les foules, est celui de la grandeur française. Hegel affirme que l'Allemagne est le peuple élu, héritier des Grecs et des Romains ; List lui trace le programme de la conquête économique de l'univers. Les slavophiles montrent que le salut de l'humanité viendra de la sainte Russie. Même quand la réalité semble donner à l'orgueil national un cruel démenti, les prophètes en appellent à l'avenir : Gioberti et Mazzini exposent à l'Italie esclave ce que sera la troisième Rome. Slaves de Bohême dominés par les Allemands, Slaves de Croatie vassaux des Magyars apprennent quelle doit être un jour la puissance des héritiers d'Ottokar ou d'Étienne Douchan. Moldaves et Valaques sont exaltés par les souvenirs de Trajan et de la Dacie romaine. La Grèce, à peine ressuscitée, s'éprend de la « grande idée », du rêve de Byzance. Les peuples balkaniques, après avoir invoqué l'aide de la Russie libératrice, veulent se délivrer de son protectorat.

Souvent une nation emprunte à la nation ennemie les idées qui favorisent son réveil. Les principes de la Révolution française ont préparé en Allemagne le mouvement patriotique de 1813 contre la France ; le romantisme allemand fournit ses doctrines à la renaissance slave, dirigée contre le germanisme. Les disciples russes de Hegel appliquent au peuple moscovite ce qu'il disait de la primauté germanique. « C'est au foyer du patriotisme allemand », dira aussi Kogalniceano, « que s'est allumée la torche de mon patriotisme roumain ». A l'internationalisme intellectuel vanté par Goëthe, par Henri Heine, par Lamartine, s'oppose dans toutes les littératures un nationa-

Conclusion

lisme décidé. Il envahit même le plus international de tous les arts, la musique : elle est polonaise avec Chopin, allemande avec Wagner, tchèque avec Smetana.

Le libéralisme, beaucoup moins puissant au début, s'est fortifié sans cesse depuis 1830. Il plaisait dès 1815 à une petite partie de la noblesse, du corps des officiers, des intellectuels ; peu à peu la bourgeoisie, enrichie par le commerce et l'industrie, vient tout entière à lui. Cette classe qui a vaincu l'aristocratie en France en 1830, qui l'emporte sur elle en Angleterre en 1846, fait des progrès dans les autres pays. Le libéralisme enseigne à ses adeptes le respect de l'individu, l'horreur du fanatisme religieux et de l'esclavage, la défiance envers l'intervention de l'État dans le domaine économique. Le nationalisme et le libéralisme, loin de se combattre, s'unissent presque partout : ceux qui luttent pour l'indépendance vis-à-vis de l'étranger réclament aussi la liberté politique à l'intérieur. Un parti allemand s'intitulera bientôt « national-libéral » ; ce nom conviendrait à tous les partis libéraux à la veille de 1848.

Les rapports entre les Églises et le libéralisme varient selon les régions et selon les circonstances. Les Églises en général sont conservatrices, amies de l'autorité ; l'union du trône et de l'autel semble naturelle après 1815. On l'invoquera plus tard aussi contre les débuts du socialisme ; un Français libéral, Rémusat, raille en 1847 cette société peureuse, « qui n'adopte des traditions saintes que comme des garanties de tranquillité, et qui rebâtirait le temple de Salomon pour y mettre en sûreté le veau d'or ». Mais les clergés et leurs fidèles sont souvent loin d'accepter ce caractère conservateur. Le catholicisme libéral, popularisé par Lamennais, trouve des adeptes en Europe, et l'avènement de Pie IX semble consacrer son triomphe. Il y a des ministres démocrates ou libéraux dans les groupements protestants, surtout chez les Dissidents de la Grande-Bretagne. L'Église appuie souvent les aspirations nationales, comme on le voit en Belgique et en Irlande ; si elle les combat trop ouvertement, comme l'Église grecque chez les Serbes et les Bulgares, les peuples fatigués de sa tutelle commencent à préparer un schisme.

* * *

Noblesse, clergé, bourgeoisie, ce sont, en somme, des minorités qui à cette époque prennent seules part à la vie politique. Le suffrage universel est inconnu, sauf aux États-Unis. Derrière ces

minorités il y a le peuple, c'est-à-dire les masses ouvrières et paysannes. Les paysans sont de beaucoup les plus nombreux. Leur rôle politique est encore insignifiant, sauf dans les États scandinaves, en Norvège surtout. Complètement affranchis et souvent propriétaires en France, leur sort va s'améliorant ailleurs après 1815 ; mais, dans l'Europe centrale et en Russie, la question paysanne demeure, à la veille de 1848, la principale question sociale, celle qu'il faudra bientôt résoudre.

Les ouvriers se distinguent de plus en plus des paysans. La grande industrie, peu répandue encore sur le continent, tend déjà pourtant à former une classe capitaliste active et entreprenante, et en face d'elle un prolétariat compact et misérable. Ce phénomène social n'est complètement réalisé qu'en Grande-Bretagne, mais il se prépare ailleurs et attire l'attention des esprits clairvoyants. Les idées socialistes qui apparaissent, utopiques et ambitieuses, intéressent une partie de la bourgeoisie et commencent à pénétrer dans les ateliers. On voit même se dessiner des tendances ultra-révolutionnaires ; Bakounine écrit en 1842 dans une revue allemande :

Le problème de la démocratie consiste, non pas dans l'opposition aux gouvernements existants, non pas dans la lutte pour une constitution ou des réformes qui sont toujours un compromis, mais dans la destruction entière de l'ordre existant.

Cependant ce nihilisme radical n'a guère d'adeptes. Beaucoup de novateurs croient les solutions faciles à trouver, grâce à une confiance mystique dans le « peuple » ; cette confiance que Michelet témoigne aux ouvriers parisiens, les slavophiles russes l'accordent par avance au moujik délivré du servage.

L'idée socialiste à ce moment est presque partout dominée par l'idée nationaliste. On le voit même chez les hommes qui ont déjà conçu le projet de créer l'Internationale ouvrière. Un patriote italien, La Farina, fonda en 1847 à Florence un périodique, *L'Alba*, sympathique aux réformes sociales. Il reçut bientôt une lettre où Karl Marx lui proposait l'échange avec le journal qui allait paraître à Cologne, la *Nouvelle gazette rhénane* (*Neue Rheinische Zeitung*) ; ce journal, disait Karl Marx, défendra les principes démocratiques, luttera contre le despotisme autrichien et travaillera ainsi à l'union des deux grandes nations opprimées par lui, l'Allemagne et l'Italie.

En somme, si nous considérons le monde occidental aux premiers jours de 1848, nous voyons que le malaise y est général.

Conclusion

Aux États-Unis le débat sur l'esclavage, malgré les efforts des partis politiques, passe au premier plan et fait pressentir la rupture entre le nord et le sud. En Europe deux pays seulement semblent sûrs de l'avenir. L'Angleterre libérale a mené à bien la réforme douanière, vaincu le chartisme, et n'a plus à résoudre que le problème irlandais. La Russie absolutiste renferme des masses trop soumises, en apparence au moins, pour qu'une crise puisse naître tant qu'un désastre militaire n'aura pas secoué l'inertie générale. Partout ailleurs c'est l'inquiétude chez les gouvernants, le mécontentement chez les gouvernés. A Paris la session parlementaire s'est ouverte le 28 décembre sous de fâcheux auspices, et le discours du trône, répondant par un défi à la campagne des banquets, a dénoncé « les passions aveugles ou ennemies ». Tocqueville va dire le 29 janvier à la tribune de la Chambre :

Est-ce que vous ne ressentez pas, par une sorte d'intuition instinctive qui ne peut pas s'analyser, mais qui est certaine, que le sol tremble de nouveau en Europe ? Est-ce que vous ne sentez pas, que dirais-je ? un vent de révolution qui est dans l'air ?

A Berlin le Landtag Uni a déçu les libéraux et irrité les conservateurs ; Kœnigsberg et Cologne renouvellent leurs revendications. La paisible ville de Vienne s'est mise à fronder la gérontocratie qui invoque l'autorité d'un empereur imbécile ; la Hongrie se montre de plus en plus exigeante. La victoire des radicaux de Berne a encouragé les voisins de la Suisse. Les radicaux allemands se sont réunis à Offenbourg le 12 septembre, les modérés à Heppenheim le 10 octobre, sans que personne ait osé les en empêcher ; dans les deux assemblées on a réclamé un Parlement élu par le peuple. En Italie l'émeute commence à gronder contre le Bourbon à Palerme et à Naples ; Rome, tout en acclamant Pie IX, lui demande beaucoup plus qu'il ne veut, qu'il ne peut donner. Milan témoigne aux soldats autrichiens une hostilité croissante ; à Venise Tommaseo vient de faire le 30 décembre une conférence où il a fulminé contre la censure. Le nouveau duc de Modène a tellement peur qu'il signe avec Vienne, en décembre 1847, un traité prévoyant l'occupation du duché par l'Autriche en cas de troubles. On s'agite en Holstein contre le Danemark, en Moldavie et en Valachie contre le protectorat turco-russe. Les Polonais réfugiés apparaissent partout prêts à soutenir les droits des peuples, et

partout les démocrates viennent de célébrer l'anniversaire du soulèvement polonais de 1830.

Les gouvernements autocratiques redoutent une explosion, attendent craintivement un signal donné par le peuple de Paris. Aussi mettent-ils leur espérance dans le monarque si longtemps méprisé par eux, dans ce roi conservateur qui, d'accord avec Guizot, ajourne ou refuse tout changement. Frédéric-Guillaume IV écrit à Louis-Philippe dans les premiers jours de 1848 : « Vous êtes le bouclier des monarques européens, le bras levé par la Providence pour sauver l'œuvre du siècle et fortifier la société ébranlée sur ses antiques bases. » Mais quelques jours plus tard Louis-Philippe est renversé ; le « printemps des peuples » va commencer.



INDEX

A

- Abascal, vice-roi du Pérou, 528, 532.
- Abbadie (les frères d'), 498.
- Abbeville, 266.
- Abdallah, pacha d'Acre, 149.
- Abd-el-Kader, 491-493, 548.
- Abd-oul-Medjid, sultan, 152, 159.
- Abel, mathématicien, 269.
- Abel, ministre bavarois, 424.
- Abercromby, 444.
- Aberdeen, 95, 157, 440-42, 443.
- abolitionnistes (groupe des), aux États-Unis, 519.
- Abyssinie, 498.
- Açores (îles), 117.
- Acre (Saint-Jean d'), 149, 154.
- Adam (Mac), inventeur du macadam, 276, 505.
- Adam, compositeur, 263.
- Adams, astronome, 266.
- Adams (John), président des États-Unis, 510.
- Adams (John Quincy), 71, 507, 510, 511, 520.
- Adana, ville d'Anatolie, 150.
- Addington, ministre anglais, devenu lord Sidmouth, 36.
- Aden, 151.
- Affre, archevêque de Paris, 209.
- Afghanistan, 472, 473.
- Agram, 382, 385, 386.
- Ahmed, bey de Constantinople, 491.
- Aix-la-Chapelle (congrès d'), 31, 42, 69, 71, 293 ; — ville, 312.
- Akkermann (traité d'), 162.
- Aksakov, historien, 401.
- Alabama, État des États-Unis, 507, 519.
- Albanais (milices d'), en Égypte, 145.
- Alberdi, libéral argentin, 544.
- Albert de Saxe-Cobourg, prince consort, 425, 437.
- Albrecht, juriste, 428.
- Alcott, puritain, 250.
- Alecsandri, poète roumain, 167, 244.
- Alençon, 57.
- Alep, 149.
- Alexandre I^{er} de Russie, et le Congrès de Vienne, 6, 9-12, 17 ; — et la Sainte-Alliance, 31, 42, 46, 51, 54, 55, 56, 58, 59 ; — et la Russie, 63, 65, 66 ; — et l'Orient, 85, 87, 90, 91 ; — et la Pologne, 124, 125, 126, 127, 131, 406 ; — et la religion, 184, 196 ; — légende de sa survivance, 239, n. 1 ; — et l'instruction 358, 394, 397 ; — et l'expansion russe, 480.
- Alexandresco, poète roumain, 167.
- Alexandrie, 93.
- Alger, 98, 100, 471, 488, 490, 547.
- Algérie, 255, 488-493.
- Ali, pacha de Janina, 85, 87.
- Allemagne, son organisation (1815); 16-17 ; — sociétés secrètes, 25 ; — et la Sainte-Alliance, 32, 46-50, 61 ; — et les Grecs, 89 ; — agitée en 1830, 132-134 ; — et les religions, 175, 179-80, 183-185, 189, 195, 198, 201, 202, 204, 212 ; — sciences et philologie, 204-206, 235-237, 268-284 ; — et le romantisme en littérature et en art, 219, 221, 230, 233-262 ; — et le Zollverein, 306 ; — et le socialisme, 346-48 ; — et le mouvement national, 421-430, 552.
- Allgemeine Zeitung*, 316.
- Alliance (Sainte), 27-32, 46-95, 116, 133, 139-141, 195.
- Alsace, 356, 363.

- Altaï (monts), 498.
 Altenstein, ministre prussien, 212, 359, 388.
 Alvéar, 543.
 Amérique latine, 51, 70, 95, 173, 251, 252, 287, 290-292, 470, 524-545, et voir au nom de chaque État.
 Amérique russe, 480.
 Amherst, ministre anglais en Chine, 483.
 Amoi, ville de Chine, 483.
 Amoros, officier espagnol, 318.
 Ampère, physicien, 267, 270.
 Amselfeld (bataille de l'), 378.
 Amsterdam (Bourse d'), 288 ; — banques, 290.
 anarchisme, 349.
 Anatolie, 149.
 Ancillon, ministre prussien, 133, 389.
 Ancône, 137, 412.
 Andalousie, 25.
 Andersen, 360.
 Andrade, ministre brésilien, 534, 544, 545.
 Andral, médecin, 283.
 Andrian, écrivain autrichien, 368-369.
 Andrinople (paix d'), 94, 98, 162, 164, 478.
 Andryane, 61.
 Angelico. — Voir : Frà Angelico.
 Anglesey, 281.
 Angleterre, au congrès de Vienne, 6-13 ; — au lendemain du congrès, 14, 16, 20-24 ; — et la Sainte-Alliance, 27-32 ; — histoire intérieure (1815-1822), 32-39 ; — et la réaction en Europe, 49, 53-67 ; — au temps de Canning, 68-78 ; — et les Grecs, 83, 89-95 ; — et la réforme électorale, 106-110 ; — et la révolution belge, 113-116 ; — et la révolution polonaise, 129 ; — et l'expansion en Asie, 147 ; — et la question d'Orient, 153-157 ; — et la Grèce du roi Othon, 168 ; — et l'Eglise catholique, 173, 183, 184, 186 ; — et le protestantisme, 189-193, 195 ; — et le judaïsme, 198, 201 ; — et les libres penseurs, 203-209 ; — et l'enseignement, 210-213 ; — et le mouvement romantique, 218-264 ; — le mouvement scientifique et les inventions, 265-284 ; — et le machinisme, 285-286 ; — questions sociales et économiques, 285-364 ; — histoire intérieure (1832-1848), 431-444 ; — expansion coloniale, 471-476.
 anglicanisme. — Voir : protestantisme.
 Angostura, ville du Vénézuéla, 532, 533.
 Angoulême (duc d'), 59, 60, 70.
 Annam, 485.
 Anneke, 429.
 Antilles, îles, 534.
 antisémitisme, 196-202.
 Anvers, 112.
 Arabie, 143, 145.
 Arago, 267, 268, 269, 273, 274, 282, 318, 452.
 Araktchéev, 63, 64, 184, 397.
 Aranda (d'), 535.
 Aranjuez (junte d'), 526.
 Argentine (Républicain), 73, 251, 363, 528, 543-544.
 Argovie, canton suisse, 17, 466.
 Ariba, poète catalan, 229.
 Arkansas, État des États-Unis, 507.
 armatoles, 83.
 Arméniens, en Turquie, 159-160, 161 ; — en Russie, 478.
 Arnaud (d'), ingénieur, 498.
 Arndt, poète allemand, 47, 49, 379, 389, 428.
 Arnim, poète allemand, 221, 235.
 Arnold (Thomas), 191, 192, 233, 317, 318.
 Ars (curé d'), 185.
 Arta (golfe d'), 167.
 Artigas, 531, 539.
 Artois (comte d'), plus tard Charles 41, 43, 301. — Voir : Charles X.
 Asachi, professeur roumain, 165.
 Asbjornson, 224.
 Ashburton, 504.
 Ashley (lord), 191, 353, 356.
Atelier (l'), journal, 343.

- Athènes, 84, 92, 168 ; — fouilles, 233 ; — École française d'Athènes, 169, 233.
- Auber, compositeur, 263.
- Aubry, juriconsulte, 240.
- Auckland (lord), 473.
- Auger, écrivain, 222.
- Augsbourg (Gazette d'), 316.
- Augustenburg (ducs d'), 426.
- Aumale (duc d'), 492, 493.
- Austin (Moses), 521.
- Australie, 288, 363, 475.
- Autriche, au congrès de Vienne, 6-13 ; — au lendemain du congrès, 14-15, 20-25 ; — et l'Italie, 19, 30 ; — et la Sainte-Alliance, 27-32, 49, 54-67 ; — et les Grecs, 85, 89-95 ; — et la révolution parisienne de 1830, 121 ; — et la Pologne, 123-129 ; — et les troubles de 1830 en Allemagne et Italie, 134-137 ; — et le réveil de la Sainte-Alliance, 139-141 ; — et la question d'Orient, 147, 150, 153-157 ; — et la papauté, 173, 180, 183 ; — et les Juifs, 198-199 ; — et le mouvement romantique, 219, 247, 262 ; — finances, 294 ; — depuis la mort de François 1^{er}, 365-370 ; — et le réveil des Slaves, 375-386 ; — et le réveil de la Pologne, 405-412 ; — et le réveil de l'Italie, 420.
- Avignon, 19, 40.
- Avenir* (l'), journal de Lamennais, 178, 179, 194, 242.
- Ayacucho (bataille d'), 73, 533.
- Azeglio (M. d'), 228, 230, 415, 417, 418.
- B
- Bâb (le). — Voir : Mirza Ali.
- Babeuf, 53, 335, 342, 349.
- Bachir. — Voir : Béchir.
- Bacon, 547.
- Bade, 48, 363, 423.
- Baer, biologiste, 272.
- Bagratiou (princesse), 12.
- Bahia, 544.
- Baird, industriel, 310.
- Bakounine, 344, 347, 400, 412, 551.
- Balard, chimiste, 271.
- Balbo, (comte), 415, 417, 419.
- Bâle, 17, 61, 120, 466.
- Balkans (péninsule des), 68, 83, 147, 161-167. — Voir : Bulgarie, Grèce, Monténégro, Serbie, Turquie.
- Ballanche, 209.
- Ballot y Torres, 229.
- Balmès, 196.
- Balzac, 229, 230, 244, 246, 449.
- Bancroft, 249, 251.
- Bandiera (les), 413, 414, 417.
- Banque d'Angleterre, 288-289, 294.
- Banque de France, 289-290.
- banques, 286-295.
- banquets (campagne dite des), 453-454.
- Baour-Lormian, 222.
- Barante (vicomte de), 238, 418.
- Barbès, 342.
- Barbizon (peintres de l'école de), 254, 256.
- Barcelone, 209, 229.
- Baring, banquier anglais, 290, 293, 294.
- Barit, professeur roumain, 386.
- Barnard, pédagogue américain, 360.
- Barnes, directeur du *Times*, 313.
- Barrière (forteresses de la), 15.
- Barrot (Odilon), 103, 148, 452.
- Barry, architecte anglais, 259.
- Bartenstein (protocole de), 27.
- Barth, explorateur, 498.
- Barye, sculpteur, 261.
- Basques, 363, 460.
- Bastiat, 308, 321, 323.
- Batavia, 485.
- bateau à vapeur (invention du), 278.
- batteuse mécanique (invention de la), 275.
- Baudelaire, 251.
- Bauer (Bruno), 206, 242, 391.
- Baur, exégète, 204.
- Bausset (cardinal de), 173.
- Bautzen, ville d'Allemagne, 407.
- Bavière, 7, 10, 14, 15, 16, 30 ; — libérale, 48 ; — vers 1830, 133-134 ; — et l'Église, 172, 184 ; — et le protestantisme, 195, 306, 308, 423 ; — émeutes 424.

- Bazard, 44, 299, 339, 341.
 Beaumont (Élie de), 273.
 Béchir ou Bachir le Grand, émir libanais, 160.
 Becker, poète allemand, 156, 428.
 Beckerath, 312, 392.
 Becquerel (les), famille de savants français, 266, 270.
 Beecher, marin, 499.
 Beethoven, 261.
 Behistoun (inscription de), 499.
 Behring (détroit de), 480.
 Belcher, marin, 499.
 Belfort, 44.
 Belgiojoso (princesse), 136.
 Belgique, évacuée par les Autrichiens, 14 ; — au lendemain du congrès de Vienne, 23 ; — unie à la Hollande, 110, 111 ; — révolution de 1830, 110-116, 140 ; — et le catholicisme libéral, 177, 178, 181 ; — et les Juifs, 198 ; — et l'enseignement, 212-213, 359 ; — et la littérature, 230 ; — et les banques, 292-293 ; — et les chemins de fer, 297, 298 ; — et les questions douanières, 308 ; — et la bourgeoisie, 311 ; — et la question sociale, 346-347 ; — sous Léopold I^{er}, 463-465.
 Belgrade, 162.
 Belgrano, révolutionnaire argentin, 527.
 Bell, pédagogue anglican, 211, 357.
 Bellinghausen, navigateur russe, 499.
 Bellini, compositeur, 262.
 Bello (André), pédagogue vénézuélien, 251, 543.
 Belogolowy, 480.
 Béloutchistan, 473.
 Benckendorf, 394.
 Benedek, 410.
 Bénévent, 19.
 Bentham, 35, 75, 206, 207, 211, 319, 333, 353, 361, 434, 538.
 Bentinck, 18, 305, 438, 474.
 Béranger, poète français, 59, 81, 209, 244.
 Berchet, poète italien, 227.
 Beresford, 52.
 Berjian, 160.
 Berlin, 47, 179, 198, 201, 204, 241, 244, 256, 262, 274, 390, 392 ; — (Université de), 175, 212, 235, 241, 266, 390, 398.
 Berlioz, 223, 244, 263.
 Bermudez (Zéa), ministre espagnol, 117.
 Bernadotte. — Voir : Charles-Jean.
 Bernard (Claude), 273.
 Berne, 17, 18, 119, 141, 467.
 Bernetti (cardinal), 137.
 Berry (duc de), 43, 45, 55, 64.
 Berry (duchesse de), 105, 137.
 Berryer, 105, 452.
 Berthollet, 271.
 Bertin, fondateur des *Débats*, 315.
 Berzélius, 266, 271, 457.
 Bessarabie, 15, 165.
 Beyrouth, 154, 496.
 Bibesco, hospodar de Valachie, 165, 166.
 Bichat, 242, 272.
 Biéliniski, 247, 397, 400.
 Bienne, ville de Suisse, 413.
 Bilbao, 461.
 Billault, parlementaire français, 452.
 Birch, archéologue, 232.
 Birmanie, 472, 487.
 Birmingham, 107, 301, 309, 327, 333, 334, 335.
 Biscoe, navigateur, 499.
 Bismarck, 131, 199, 241, 249, 276, 392, 424.
 Bisseux, missionnaire, 495.
 Blacac, 175.
 Blanc (Louis), 238, 343, 346, 399, 400.
 Blanqui (Adolphe), 355.
 Blanqui (Auguste), 216, 342, 355.
 Blaye, 105.
 Blaze de Bury, 221.
 Bleiweis, 382.
 Blount (Edward), banquier, 299.
 Blucher, 316.
 Blum (Robert), agitateur saxon, 423.
 Bluntschli, 466.
 Bodelschwingh, 391.
 Bœckh, épigraphiste, 233.
 Bœhme (Jacob), 241.
 Børne, 133, 156, 202, 345.
 Boers, 477.

- Bohême, 121, 199, 237, 239, 257, 369, 375-381.
 Boieldieu, 263.
 Boileau, 227.
 Boislecote, 146.
 Boisserée (les frères), 234.
 Bolivar, 251, 527, 528-529, 531, 532-533, 539, 541, 545.
 Bolivie, 539, 541, 542.
 Bologne, 18, 53, 137.
 Bolyai, mathématicien, 266.
 Bonald (vicomte de), 19, 20, 175-242.
 Bonaparte (les), 13, 29, 136. — Voir : Napoléon I^{er}, Reichstadt (duc de).
 Bonaparte (Joseph), frère de Napoléon I^{er}, 13, 535.
 Bonaparte (Louis-Napoléon), 414, 449, 466.
 Bône, ville d'Algérie, 490.
 Bonington, 253, 254.
 Bonn (Université de), 49, 391.
 Bonnymuir, 38, 326.
 Bonpland, naturaliste, 543.
 Bonstetten, 221.
 Bopp, philologue, 235, 238.
 Bordeaux, 308, 485, 496.
 Bordeaux (duc de), plus tard comte de Chambord, 45, 101, 105, 451.
 Boré (Eugène), orientaliste, 496.
 Bosphore (détroit du), 152, 153.
 Bossuet, 173.
 Boston, 360, 361, 505, 510.
 Botta, 232.
 Boucher de Perthes, 203, 232, 266, 273.
 Bouet-Willamez, 493.
 bougie (invention de la), 274.
 Bouillon (duché de), 11.
 Bouix, canoniste, 182.
 Boukhara, 479.
 Boulogne-sur-Mer, 449, 544.
 Bourbon (île), 487, 494.
 Bourbons (les) de Naples et de Parme, 7, 8, 13.
 Bourdaloue, 280.
 Bourges, 57, 462.
 Bourmont (le maréchal de), 98, 101, 117, 490.
 Boussingault, 275.
 Boves, chef de partisans au Vénézuéla, 531, 532.
 Boyaca (bataille de la), 533.
 Boyen, 389.
 Boyer, général, chef de mission en Egypte, 146.
 Braconnot, chimiste, 271.
 Brasov. — Voir : Kronstadt.
 Brassey, collaborateur de Stephenson, 280, 310.
 Bratiano (les frères), 166.
 Bratislava. — Voir : Presbourg.
 Brême, 198, 298.
 Brentano, poète allemand, 219, 221, 235, 261.
 Brésil, 51, 74, 251, 414, 534, 545.
 Breslau, 408, 482.
 Bresson, ambassadeur français, 443.
 Bretonneau, médecin, 284.
 Bright (John), 303, 305, 353.
 Brisbane, disciple américain de Fourier, 350.
 Bristol, 190.
 Brizeux, poète, 229.
 Broglie (Albert de), 448.
 Broglie (Maurice de), 111.
 Broglie (duc Victor de), 22, 106, 140, 148, 444, 500.
 Brongniart, 273.
 Brook Farm, 250, 350.
 Brougham, 37, 73, 107, 211, 360, 476.
 Broussais, médecin, 283, 284.
 Brown (John), industriel, 310.
 Brullo, peintre, 258.
 Brune, maréchal de France, 40.
 Brunner (l'abbé), 180.
 Brunnow, diplomate russe, 153, 154.
 Brunswick (duc de), 133.
 Bruxelles, 61, 112.
 Bruyant, poète américain, 250.
 Bucarest, 164.
 Buch (Léopold de), géologue, 272.
 Buchez, socialiste français, 44, 131, 343, 355.
 Buchner (Georges), écrivain démocrate allemand, 134, 466.
 Bucovine 165.
 Bude, 372.
 Buena Vista (bataille de), 522.
 Buenos-Ayres, 527, 528, 531, 539, 543-544.
 Bugeaud, 492-493.

Index

- Bulgares, Bulgarie, 161-162, 383.
Buloz, 245.
Bulwer, diplomate anglais, 443, 462.
Bulwer Lytton, 230.
Bunge, botaniste, 498.
Bunsen, diplomate prussien, 195, 233.
Buonarroti, 53, 61, 138, 335, 342, 347, 349.
Burdett, député anglais, 37, 75, 330.
Buret, socialiste français, 347, 355.
Burger, poète, 227.
Burke, 19, 20.
Burkel, peintre, 257.
Burnouf, 232.
Burschenschaft, 48, 64, 132, 318, 378, 429.
Buzançais (troubles agraires de), 452.
Byron, 89, 163, 165, 217, 220, 221, 225, 227, 244, 247, 251, 254.
- C
- Cabanis, 242.
Cabet, 343, 344, 349, 350, 399, 450.
Caboul. — Voir : Kaboul.
Cabrera, chef catalan, 461.
Cadix, 51, 59, 531.
Cadoudal (Georges), 98.
Caen, 233.
Cafres, 477.
Caillié (René), 498.
Caire (Le), 148.
caisses d'épargne, 361.
Calabre, 414.
Calametta, graveur, 257.
Calcutta, 498.
Calderon, 228, 252.
Calhoun 513, 520, 522.
Californie, 72, 288, 485, 522.
Calomarde, ministre espagnol, 59.
Cambodge, 485.
Cambrai (proclamation de), 40.
Cambridge (Université de), 192, 211, 317, 433.
Camoens, 252.
Campbell (Alexandre), 195.
Camphausen, 312, 392, 424, 429.
Canada, 173, 363, 475-476.
Canaris, 86, 87.
Candie. — Voir : Crète.
Candolle (les), famille de savants genevois, 266.
Canino (prince de), 415.
Canning, 68-77 ; — et la Grèce, 89, 91-93, 95, 107, 116, 135, 153, 444, 534, 536.
Canosa, 53, 57.
Canova, 255, 260, 261.
Cantérac, général espagnol, 533.
Canton, 2, 482, 483.
Cantù (Cesare), historien, 237.
Cap (le), 15, 476-477.
Capodistrias, 6, 55, 56, 84, 85, 87, 90, 95, 167.
Carabobo (bataille de), 533.
Caracas, 527, 528, 530.
carbonari. — Voir : Charbonnerie.
Carey, économiste américain, 321.
Carey, linguiste anglais, 495.
Carignan (famille de), 54, 56.
Carlile (Richard), publiciste, 207.
Carlos (don), 60, 117, 118, 460-462.
Carlsbad (conférence de), 49, 121, 316.
Carlsruhe, 133.
Carlyle, 234, 237, 244, 250, 354, 363, 414, 470, 543.
Carmel (ordre du), en France, 184.
Carniole, 56, 369.
Carnot (Sadi), physicien, 270.
Caroline de Brunswick, reine d'Angleterre, 38.
Caroline du Sud, État des États-Unis, 513.
Carra, 165.
Carrel (Armand), 99, 104, 341, 450.
Carthagène, ville d'Amérique, 531.
Casimir Périer. — Voir : Périer.
Caspienne (mer), 479.
Castilla, général péruvien, 542.
Castlerough, 6, 9-11, 29, 31, 36, 39, 54, 55, 68, 69, 70, 77, 83, 87, 135, 432.
Catalogne, 229-230.
Catherine II de Russie, 84, 184, 395, 401, 479.
Catherine Emmerich, 185.
catholicisme libéral, 176-182, 187-188, 210.
Caucase (monts), 144, 150, 478.

- Cauchy, 269.
 Caumont (Arcisse de), 234.
 Cavaignac (Godefroy), 100, 261.
 Cavalla, ville de Turquie, 158.
 Caventou, chimiste, 271.
 Cavour, 276, 419, 468.
 Cérisy, 149.
 Cervantès, son influence à l'époque romantique, 218, 228.
 Cettigne, 163.
 Chablais (le), 17, 18.
 Chafarik (ou Šafařik), 375, 377-379, 384, 402, 403, 409.
 Chaigneau, consul de France, 485.
 Chalmers, 194.
 Chambord (comte de), 451. — Voir : Bordeaux (duc de).
 Chambre introuvable, 41-42.
 Chaminade, fondateur de l'ordre des Maristes, 496.
 Champfleury, 246.
 Champollion, 205, 232.
 Chamyl, 144, 478.
 Changhaï, 483, 484.
 Channing, 207, 509, 519.
 Chappe (Claude), 282.
 Chaptal, 297, 338.
 Charbonnerie, société secrète, 25, 44, 53, 54, 56, 57, 62, 64, 85, 138.
 Charles (archiduc), 367.
 Charles IV, empereur, 380.
 Charles III, roi d'Espagne, 526.
 Charles X, roi de France, 45, 79, 82, 97, 100, 101, 104, 107, 117, 122, 174, 177, 234, 310, 323, 451. — Voir : Artois (comte d').
 Charles-Albert, prince de Carignan, 54, 56, 59; — roi de Sardaigne, 105, 137, 138, 139, 140, 414; — ses réformes, 418, 419, 420, 444.
 Charles-Félix, roi de Sardaigne, 56, 57, 137.
 Charles-Jean, roi de Suède et de Norvège, 13, 456, 457, 458, 459.
 Charles-Louis, duc de Parme, 420.
 Charleston, ville des États-Unis, 520.
 Charlet, lithographe français, 252, 258.
 Charte (la) de 1814, 13, 32, 40, 65, 80, 100, 118, 174, 177; — la Charte de 1830, 102.
 chartisme, 332-337.
 Chasles (Michel), mathématicien français, 269.
 Chasles (Philarète), 245.
 Chassériau, 255.
 Chateaubriand, 59, 81, 82, 89, 105, 217, 223, 230, 233, 244, 380, 535.
 Chaumont (traité de), 29.
 Chelakowsky, 408.
 chemins de fer, 273, 278-281, 298-300, 368.
 Chernitz, 428.
 Chénier (André), 222.
 Cherbourg, 101.
 Cherubini, 262.
 Chevalier (Michel), 278, 318.
 Cheverus (cardinal de), 186.
 Chevrel, 174.
 Chevtchenko, 225, 402, 403.
 Chikhov, 196.
 Chili, 251, 528, 532, 542-543.
 Chine, 481-85, 548.
 Chio, 84, 86.
 Chlopicki, général polonais, 128, 129.
 Choiseul, 22.
 Choiseul-Praslin, 453.
 Cholon, ville d'Indochine, 485.
 Chopin, 263, 264, 550.
 Chotek, 369.
 Chott-el-Arab, 151.
 Choucha, 478.
 Choumla, 94.
 Christian VIII, roi de Danemark, 426, 427, 428.
 Christiania (Université de), 259, 457.
 Church, général anglais, 92.
 Ciccrucchio, 199.
 Cisneros, vice-roi en Argentine, 527.
 Clapperton, explorateur, 498.
 Clausewitz, 388.
 Clauzel, 491, 193.
 Clay, homme politique américain, 515, 520.
 Clément XIV, pape, 184.
 Clémentine, princesse d'Orléans, 465.
 Clet, lazariste, 482.
 Clias, 318.
 Clontarf, (meeting de), en Irlande, 439.

- Clot, médecin, 149.
 Cluny (musée de), 23.
 Cobbett, 35, 37, 107, 108, 330.
 Cobden (Richard), 303-305, 307, 308, 309, 320, 336, 353, 388, 453.
 Cochrane, 92, 93, 95, 532, 533, 534.
 Cockerill, 124, 297, 311.
 Codrington, amiral anglais, 93.
 Colebrooke, philologue, 232.
 Coleridge, 249.
 Colettis, 88, 168, 169.
 Collins Warrens, 284.
 Colmar, évêque de Mayence, 175.
 Colmar, ville d'Alsace, 453.
 Colocotronis, 86, 88, 92.
 Cologne (cathédrale de), 234, 260.
 Colombie, 73, 531, 542.
 Colson (Philippe), 165.
 Commission des Monuments historiques, 234.
 communisme, 348, 450.
 Comte (Auguste), 208, 243, 338, 547.
 Concord, ville des États-Unis, 250, 510.
 Condorcet, 242.
 Confalonieri, 57, 419.
 Confédération germanique. — Voir : Allemagne.
 Congrégation (la), 185.
 Connecticut, État des États-Unis, 509.
 Consalvi, 19, 178.
 Conscience (Henri), romancier belge, 230.
 Considerant (Victor), 343, 347, 400, 403.
 Constable, peintre, 253, 254, 256.
 Constant (Benjamin), 43, 64, 208, 221, 230, 244, 415.
 Constantin (grand-duc) de Russie, 66, 125, 126, 127, 128, 129, 131, 150.
 Constantine, 491, 492.
 Constantinople, 84, 86, 150.
Constitutionnel (le), journal, 91, 99, 315.
 Cook, navigateur, 497, 499.
 Cook (Charles), missionnaire méthodiste, 193.
 Cooper, chirurgien, 283.
 Cooper (Fenimore), 249, 250.
 Copenhague, 267, 428.
 Coraï, érudit grec, 84.
 Corazzi, architecte italien, 259.
 Corbière, homme politique, 43.
 Corée, 485.
 Corinthe, 87.
 Cork, ville d'Irlande, 77.
 Cormick (Mac), inventeur de la moissonneuse, 275.
 Corneille, joué à l'époque romantique, 246.
 Cornélius, peintre, 256, 258.
 Cornudet, écrivain, 221.
 Cornwallis, 471.
 Coro, ville d'Amérique, 530.
 Corogne (la), 51.
 Corot, 254.
 Corse, 57, 229.
 Cortès (Donoso), 196.
 Cosaques, 376, 470.
 Costa-Rica, 541.
 Côte-d'Or, en Afrique, 477.
 Cotta, 316.
 Coulougis (les), 490.
 Courbet (Gustave), 256.
 Courier (Paul-Louis), 81.
 Courlande, 131.
 Cousin (Victor), 57, 62, 202, 207, 208, 211, 221, 242, 244, 317, 323, 359, 415.
 Cowper (Thomas), 247.
 Cracovie, 9, 11, 14, 407, 408, 409, 410, 443.
 Crelle, mathématicien, 267.
 Crémieux, 198, 200.
 Crète (la), 88, 95, 168.
 Creusot (fonderies du), 297.
 Creuzé de Lesser, 228.
 Creuzer, 204, 236.
 Crimée (fouilles de), 233.
 Croates, 381-386.
 Cuba, 72, 251, 485, 503, 534, 536.
 Cubières, ministre français, 453.
 Cumberland (duc de), plus tard roi de Hanovre, 34, 422.
 Cunard, armateur, 278.
 cunéiformes (déchiffrement des caractères), 232.
 Custine, 403.
 Cuvier, 203, 273.
 Czartoriski (prince), 6, 126, 127, 128, 130.

D

- Daguerre, inventeur du daguer-
réotype, 274, 282.
- Dahl, peintre, 257.
- Dahlmann, historien, 237, 422, 427,
429.
- Dalton, physicien, 269.
- Damas, 200.
- Dal Negro, 270.
- Danemark, 7, 30, 47, 224-225, 236,
260, 318, 358, 426, 428, 455, 456.
- Dante, 163, 218, 228, 244, 379,
416.
- Danube (bouches du), 94 ; —
(navigation du), 372.
- Danzig, 15.
- Dardanelles, 150.
- Darlington, ville d'Angleterre, 279,
309.
- Darwin, 204, 273.
- Daubigny, 254, 257.
- Daumier, 258.
- David (Louis), peintre, 253, 257, 259.
- David d'Angers, 244, 260.
- Davy, chimiste, 267, 271, 273, 275.
- Déak, 373.
- Decamps, peintre, 254.
- Decazes, 42, 43, 535.
- Decazville (fonderies de), 297,
décembristes, 66.
- Defresse, 482.
- Delacroix (Eugène), 244, 253, 254,
255, 257, 261, 263, 264.
- Delane, directeur du *Times*, 313.
- Delaroche (Paul), peintre, 255, 257.
- Delaware, État des États-Unis, 518.
- Deluc, géologue, 203.
- Denain (fonderies de), 297.
- Denham, explorateur, 498.
- Derby (lord). — Voir : Stanley.
- Derrion, industriel, 343.
- Desaguadero (route du), 532.
- Descartes, 242, 270, 547.
- Deschamps (Émile), 222.
- Deshima, île du Japon, 486.
- Détroits (convention des), 155.
- Deux-Siciles (royaume des), 18,
53, 137. — Voir : Ferdinand I^{er},
Ferdinand II.
- Devaux, homme politique belge, 113.
- Devéria, 253, 254.
- « Dévorants » (les), 351.
- De Wette, exégète, 204, 212.
- Dickens, 230, 244, 246, 248, 249,
317, 354, 516.
- Didier, conspirateur, 44.
- Didron, archéologue, 234, 235.
- Diébitch, 94, 122, 129, 398.
diligences, 276-277.
- Disraëli, 76, 202, 230, 248 ; — son
rôle politique, 305, 324, 353, 433,
438, 440.
- Dissent*, Dissidents, en Angleterre,
192, 434.
- Dittmar, volontaire en Grèce, 92.
- Doblhoff, chef libéral en Autriche,
370.
- Dobrovsky, 377, 378, 384, 406.
- Documents inédits* (collection des),
236.
- Doellinger, 175, 180, 196.
- Dombasle (Mathieu de), 276, 286.
- Dombrowski, 126.
- Donizetti, 262.
- Donoso Cortès, 196.
- Dorchester, ville d'Angleterre, 332.
- Dositheé Obradovitch, 383.
- Doubrovnik. — Voir : Raguse.
- Douchan (Étienne), 549.
- Dresde, 9, 62, 262, 423 ; — (conven-
tion de), 306.
- droit de visite, 441.
- Droste-Vischering, 179, 180.
- Droysen, 427.
- Druses, 160.
- Dublin, 77.
- Dubouchage, membre de la Chambre
des pairs, 355.
- Dubrux, archéologue, 233.
- Duchâtel (le comte), ministre fran-
çais, 446, 453.
- Duden, écrivain, 508.
- Dufaure, homme politique fran-
çais, 452.
- Dufour, général suisse, 468.
- Dufrénoy, géologue, 273.
- Dulong, chimiste, 271.
- Dumas (Alexandre), romancier, 223,
231, 243, 244, 246, 255.
- Dumas (Jean-Baptiste), chimiste,
271, 275.
- Dumont d'Urville, 499.

Dunoyer, économiste, 321.
 Duperré, amiral français, 490.
 Dupin aîné, député français, 311.
 Duplay (Simon), policier français, 25.
 Dupré (Jules), peintre, 254.
 Dupuytren, 283.
 Duranton, 240, 323.
 Durham (lord), 476.
 Dusseldorf, 256.
 Dutrochet, 266.
 Duvergier de Hauranne, 452.

E

Echeverria, poète argentin, 251, 544.
 Écosse, 33, 194, 211, 358, 360, 362, 363, 434.
 Égine (marbres d'), 233.
 Église (États de). — Voir : Pontifical (État).
 Égypte, sous Mohamed Ali, 142-158.
 Eichhorn, 389, 390.
 Elbe (île d'), 13, 17, 47.
 Elbe (navigation de l'), 277.
 Elberfeld, 293, 312.
 Eldon (lord), chancelier d'Angleterre, 36.
 Elgin (lord), et les marbres du Parthénon, 233, 254.
 Elgin (lord), gouverneur du Canada, 476.
 Éliade, écrivain roumain, 165.
 Elkington (les frères), 310.
 Elliott (Ebenezer), poète, 247.
 Ellis, missionnaire, 495.
 Emerson, 245, 250.
 Emmerich (Catherine), 185.
 Enfantin, 158, 299, 339, 341.
 Engels, 346, 348, 350, 412, 427.
 Eötvös, 248.
 Épidaure (congrès d'), 87.
 Épire, 85.
 Équateur, État d'Amérique, 251, 528, 533, 542.
 Érebus, volcan, 499.
 Eriesson, inventeur suédois, 278, 280.
 Érié (canal de l'), 277, 505.
 Erman, physicien, 498.

Ernest-Auguste. — Voir : Cumberland (duc de).
 Erzeroum, 94.
 Escaut (navigation de l'), 115.
 esclavage, 191, 517-523.
 Espagne, 1, 7, 8, 15, 25 ; — après le congrès de Vienne, 50-51, 58-60 ; — et les débuts d'Isabelle, 117-118 ; — et les Jésuites, 184 ; — et les moines, 209 ; — et le romantisme, 228 ; — et l'art, 257 ; — et le socialisme, 349 ; — et les guerres civiles, 460-463 ; — et l'Amérique latine, 51, 70, 524-534.
 Espartero, 462.
 Espronceda, poète espagnol, 228.
 Essen (aciéries d'), 297.
 Estella (palais d'), 460.
 Estrada (Florez), 349.
 États-Unis, au congrès de Vienne, 6 ; — au temps de Monroe, 71-73 ; — et les religions, 173, 184, 186, 194-195, 202, 207 ; — et le romantisme, 248-251 ; — et les inventions, 268-282 ; — et les banques, 287, 292 ; — évolution générale, 501-523.
 Étienne (archiduc), 374.
 Eu (château d'), 441.
 Eugène de Beauharnais, 114, 535.
 Everett, 249, 250, 509.
 Evora-Monte (capitulation d'), 118.
 Ewald, exégète, 204.
 Exmouth, amiral anglais, 489.
 Eynard, commerçant genevois, 90.

F

Fabvier (colonel), 92, 95.
 Fahln, (école des mines de), en Suède, 457.
 Fairbairn, collaborateur de Stephenson, 281.
 Faraday, 192, 267, 270.
 Faucher (Léon), économiste, 355.
 Faucigny (le), 17, 18.
 Fauriel, 89, 227, 229.
 Fazy (J.), homme d'État suisse, 467.
 Feijo, moine et homme d'État brésilien, 545.
 Fellenberg, pédagogue suisse, 359.

- Fellows, voyageur anglais, 233.
 Ferdinand IV, empereur d'Autriche, 367, 368, 413.
 Ferdinand I^{er}, roi des Deux-Siciles, 18, 53, 56.
 Ferdinand II, roi des Deux-Siciles, 137, 418.
 Ferdinand VII, roi d'Espagne, 50, 51, 58, 59, 60, 117, 173, 184, 228, 318, 443, 461, 525, 530, 532, 535, 537.
 Ferrare, 18, 349, 420.
 Ferrari, libéral italien, 417.
 Feuerbach, 206, 241, 399.
 Fichte, 19, 212.
 Fieschi (attentat de), 106.
 Finlande, 15, 131, 224.
 Flandre, 464.
 Flaubert, 247.
 Florès, général équatorien, 537, 542.
 Floride, 71, 502.
 Flottwell, président de la province de Posen, 131, 407.
 Follen (Karl), 48, 61, 466, 509.
 Fontaine, architecte français, 259.
 Foscolo (Ugo), 227.
 Fouché, 41.
 Fourchambault (fonderies de), 297.
 Fourier, physicien, 269.
 Fourier (Charles), socialiste, 250, 338, 339, 340, 343, 399, 402.
 Fou-tchéou, ville de Chine, 483.
 Fox, libéral anglais, 237, 320.
 Foy (général), 43, 99.
 Frà Angelico, inspirateur des Nazaréens, 256.
 France, au congrès de Vienne, 6-13 ; — au lendemain du congrès, 15-16, 20-23 ; — sociétés secrètes, 24-26, 44 ; — et la Sainte-Alliance, 31, 57 ; — après les Cent Jours, 39-45 ; — et la guerre d'Espagne, 58-60 ; — sous Charles X, 78-83 ; — et les Grecs, 89-95 ; — la révolution de Juillet, 97-102 ; — débuts de Louis-Philippe, 102-106 ; — et la révolution belge, 113-116, 136 ; — et la révolution polonaise, 129 ; — et le soulèvement italien (1830), 135-137 ; — et les républicains (1834), 140 ; — rapports avec l'Autriche, 141 ; — avec la Russie, 147 ; — crise de 1839, 148 ; — et la question d'Orient, 148-157 ; — et l'Égypte, 158 ; — et les Roumains, 165 ; — et la Grèce du roi Othon, 168-169 ; — et les religions, 173-209 ; — et l'enseignement, 210-213 ; — et le mouvement romantique, 214-264 ; — le mouvement scientifique et les inventions 265-284 ; — questions sociales et économiques, 285-364 ; — histoire intérieure (1840-1848), 444-454 ; — expansion coloniale, 487-494.
 Francfort, 134, 198 ; — banques, 290, 293, 295.
 Francfort (Diète de), 46, 49, 134, 198, 421, 429.
 Francia, dictateur au Paraguay, 531, 543.
 Franck (Adolphe), philosophe, 202.
 franc-maçonnerie, 24-25, 44, 51, 52, 126.
 François I^{er}, empereur d'Autriche, 12, 139, 141, 173, 365-367, 370, 384.
 François I^{er}, roi des Deux-Siciles, 57.
 François IV, duc de Modène, 57, 135, 418.
 François d'Assise, roi d'Espagne, 443, 462.
 François-Joseph (archiduc), 368.
 Frankland, chimiste, 271.
 Franklin, 499.
 Frayssinous, 80, 173, 203, 205, 317.
 Frédéric II, roi de Prusse, 9.
 Frédéric VI, roi de Danemark, 426, 456.
 Frédéric (prince), fils du roi Guillaume I^{er} des Pays-Bas, 112.
 Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse, 6, 9 ; — et la Sainte-Alliance, 47, 49, 61 ; — et la crise de 1830, 122, 123, 133, 134, 139 ; — et la religion, 179, 180, 189, 195, 199 ; — et l'enseignement, 212, 318 ; — et les questions économiques, 299, 306 ; — et les réformes, 387-388.
 Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse, 156, 157, 180, 195, 199,

206, 234, 316, 369 ; — premières années du règne, 389-393 ; — et la Pologne, 407, 408 ; — et les réformes, 425, 553.
 Fredo, auteur dramatique polonais, 226.
 Freiligrath, poète allemand, 245, 247, 391.
 Frères de la doctrine chrétienne, 357, 358.
 Frère-Orban, 464.
 Fresnel, 265, 270, 275.
 Freycinet, 499.
 Fribourg, en Suisse, 281, 358, 467.
 Friedrich, peintre, 257.
 Fuller (Margaret), 250.
 Fulton, 268, 278, 282.
 Furth (ligne de Nuremberg à), 299.

G

Gabon, en Afrique, 493.
 Gaï, 382, 383, 384, 385, 386, 402.
 Galicie, 123, 126, 199, 201, 369, 408, 411.
 Galilée, 267, 547.
 Galitsyne, 64.
 Galles (pays de), 33.
 Galles (prince de), prince-régent, plus tard le roi Georges IV, 34.
 gallicanisme 173-174, 176, 177, 182, 209.
 Galois (Évariste), 269.
 Galvani, 266.
 Gambier (Iles), 497.
 Gand (paix de), 3, 501.
 Gans, juriste, 212, 390.
 Garibaldi, 414, 419, 420, 544.
 Garneau, historien canadien, 476.
 Garnier-Pagès, 450.
 Garrett, homme politique et écrivain portugais, 228.
 Garrison, 500, 519, 520.
 Gattan, bourg pourri d'Angleterre, 32.
 Gauss, mathématicien, 266, 269.
 Gaussen, prédicant calviniste, 193.
 Gautier (Théophile), 223, 247, 261, 263.
 Gavan Duffly, 439.
 Gavarni, peintre, 258.

« Gavots » (les), 351.
 Gay-Lussac, 267, 269, 271.
 gaz d'éclairage, 273, 274-275.
 Gazette d'Augsbourg (la), 245, 385.
 Gazette de France (la), 81.
 Gazette nationale illyrienne, 382.
 Geiger, théologien juif, 202.
 Geijer, poète suédois, 224, 458.
 Gendekien, député belge, 116.
 Gènes, 11, 13, 18 ; — (république de), 138.
 Genève, 17, 61, 90, 120, 193, 267, 467.
 Gentz, 7, 8, 13, 19, 20, 172, 293, 294, 316.
 Geoffroy Saint-Hilaire, 203, 266, 272.
 Georges III, roi de Grande-Bretagne, 33, 38, 190.
 Georges IV, fils du précédent, 38, 39, 70, 72, 74, 76, 78, 107.
 Géorgie (royaume de), 478.
 Géorgie, État d'Amérique, 507.
 Gérard, général français, 115.
 Gérard de Nerval, 221, 244.
 Gerhardt, chimiste français, 271
 Géricault, 253, 258.
 Germanos, archevêque de Patras, 86.
 Gervinus, historien, 237, 427, 430.
 Gex (pays de), 17.
 Ghazir, ville de Syrie, 496.
 Ghica, hospodar de Valachie, 166.
 Gia-long, empereur d'Annam, 485.
 Gibraltar, 15.
 Giessen, 25, 134 ; — Université, 48, 132, 271.
 Gioberti, 57, 182, 209, 415, 416, 417, 419, 549.
 Girard (le P.), 213, 358.
 Girard (Philippe de), 124, 273.
 Girardin (Émile de), 315.
 Giuliani, écrivain italien, 356.
 Gladstone, 434, 438, 439.
 Glasgow, 38, 360.
 Glinka, compositeur russe, 394.
 Globe (le), journal, 340, 357.
 Goa, 496.
 Godwin, 326.
 Gørres, 19, 47, 48, 49, 89, 172, 175, 180, 316.
 Gøteborg (école industrielle de), en Suède, 457.

- Goethe, 29, 47, 204, 219, 221, 224, 226, 244, 254, 272, 385, 549.
 Göttingen, 375, 422 ; — Université, 235, 249, 269, 427.
 Gogol, 225, 230, 393, 395, 397, 401.
 Goktcha (lac), à la frontière persane, 478.
 Goldsmith, 249.
 Golesco (Constantin), 166.
 Gondokoro, sur le Nil, 498.
 Gordon, général écossais, volontaire en Grèce, 90.
 Gordon Bennett (James), fondateur du *New-York Herald*, 315.
 Gothie (canal de), 457.
 Gousset, théologien, 182, 203.
 Goya, 257.
 Graham, ministre anglais, 439.
 Grande-Bretagne. — Voir : Angleterre.
 Grand Lac Salé, 195.
 Granja (château de la), 462.
 Grattan, leader des Irlandais loyalistes, 77.
 Gray, réformateur social, 329.
 Graz, 382.
 Grèce, affranchie des Turcs, 88-95, 145 ; — sous Othon, 167-169 ; — et l'archéologie, 233.
 Greeley (Horace), journaliste, 315.
 Grégoire (l'abbé), 43.
 Grégoire XVI, pape, 137, 178, 179, 180, 185, 187, 417, 418, 496.
 Grenoble, 44.
 Grenville, homme politique anglais, 37.
 Grey (lord), 37, 108, 109, 110, 114, 237, 435, 436.
 Grillparzer, 219, 228, 369.
 Grimm (Guillaume), 235, 422.
 Grimm (Jacob), 235, 236, 239, 261, 383, 422, 423, 429.
 Grochow (bataille de), 128.
 Gros, peintre français, 253.
 Grote, historien anglais, 206.
 Grotefend, orientaliste allemand, 232.
 Grün (Anastasius), 247, 382.
 Grün (Karl), 349.
 Grundtvig, 224, 360, 428.
 Guadalupe Hidalgo (traité de), 522.
 Guatemala, 541.
 Guayaquil, 533.
 Guayra (la), 530.
 Guéranger (dom), 182, 184.
 Guérin, peintre, 253.
 Guigniaut, 236.
 Guillaume, prince de Prusse, plus tard empereur d'Allemagne, 391.
 Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas, 110, 112, 115, 116, 177, 292, 459, 486.
 Guillaume II, fils du précédent, prince d'Orange, puis roi des Pays-Bas, 112, 114, 459-460.
 Guillaume IV, roi de Grande-Bretagne, 107, 109, 110, 436.
 Guillaume, roi de Wurtemberg, 424.
 Guinée (côte de), 477, 493.
 Guiraud, auteur dramatique, 223.
 Guizot, sous la Restauration, 41, 99 ; — sous Louis-Philippe, 102, 106, 148, 154, 155, 157 ; — et la religion, 193, 196 ; — et le romantisme, 221, 234, 236, 238 ; — ministre depuis 1840, 314, 323, 347, 358, 403, 441, 442, 443, 444-454, 467, 553.
 Gulistan (traité de), 478.
 Gurowski, 411.
 Gutzkow, 134, 346.
 Guyane, 487.
 Guzman, journaliste vénézuélien, 542.

H

- Habsbourg (maison de), 9. — Voir : Autriche.
 Haïti, 470, 534, 545.
 Haldane, missionnaire méthodiste, 193.
 Halévy, compositeur, 263.
 Haller, écrivain suisse, 19, 61, 183.
 Hallstatt (fouilles de), en Autriche, 232.
 Ham, 449.
 Hambach (fête de), 133.
 Hambourg, 20, 292, 298, 301, 368.
 Hamilton, agent anglais à Florence, 444.
 Hamilton, homme politique américain, 287.
 Hamilton, philosophe anglais, 207.

Index

- Hammerfest, 151.
Hampden, clergyman anglican, 191.
Hampden Clubs, 330.
Hanka, littérateur tchèque, 239, 377, 402.
Hanovre, 15, 133, 173, 422. — Voir : Cumberland (duc de).
Hansemann, 312, 392, 429.
Hansteen, astronome, 498.
Hardenberg, 6, 9, 47, 48, 49, 61, 69, 198, 212, 306.
Harrison, 515.
Harvard (Université), 249, 250, 509.
Hastings (lord Moira, marquis de), 472, 492.
Hauser (Gaspard), 239, n. 1.
Haussez (d'), 98, 489.
Havlitchck, 380.
Hawaï (îles), 485, 494, 497.
Hawthorne (Nathaniel), 250.
Haxthausen, 396.
Hayez, peintre italien, 257.
Hayne, sénateur américain, 514.
Hebbel, écrivain allemand, 247.
Hecker, député badois, 404.
Hegel, 189, 205, 206, 212, 224, 241, 344, 390, 398, 400, 402, 415, 549.
Heiberg, critique scandinave, 224.
Heilman (Josué), inventeur du métier à broder, 273.
Heine (Henri), 133, 134, 156, 202, 219, 227, 244, 295, 316, 345, 346, 422, 549.
Helgoland, île, 15.
Hengstenberg, 189, 206, 212.
Henriquel-Dupont, 257.
Heppenheim, ville d'Allemagne, 430, 552.
Hérat, 473.
Herbart, pédagogue allemand, 213.
Herder, 228, 229, 244, 375.
Hérédia (J.-M. de), poète cubain, 251.
Herkel, écrivain slovaque, 383-384.
Hermannstadt, ville de Transylvanie, 386.
Héroid, compositeur, 263.
Herwegh, 245, 247, 391.
Herzen, 225, 248, 346, 399, 400.
Hesse-Cassel, 53, 133, 293, 423.
Hesse-Darmstadt, 306.
Hétairie (l'), 85.
Hetherington, 208, 357, n. 1.
Heyden, amiral russe, 93.
Hidalgo, 530.
hiéroglyphes (déchiffrement des), 232.
Hierta, publiciste suédois, 458.
Hiroshigé, peintre japonais, 486.
Hodgskin, réformateur social, 329.
Hofbauer, 183.
Hoffmann, écrivain allemand, 219, 221.
Hoffmann, explorateur, 498.
Hoffmann de Fallersleben, 156.
Hohenlohe (prince de), 185.
Hokousai, 486.
Hollande. — Voir : Pays-Bas.
Holmes (Olivier Wendell), chirurgien, 284.
Holstein, 426-428, 552.
Holyoake, 208.
Homs, 149.
Honduras, 541.
Hong-kong, 483, 484.
Hongrie, 22, 227, 230, 244, 297, 370-374, 384-386.
Hood (Thomas), 247.
Hope, banquier hollandais, 290, 294.
Horn (cap), 499.
Hortense (reine), 136, 449.
Houston (Sam), 521.
Iovas (les), population de Madagascar, 488.
Howarth, ouvrier de Manchester, 337.
Howe, médecin américain, 90.
Huc (le P.), explorateur, 497.
Hudson, fleuve, 277, 505.
Huet (Paul), peintre, 254.
Hugo (Abel), 228.
Hugo (Victor), 217, 222, 223, 230, 234, 243, 244, 246, 247, 252, 253, 263, 445.
Humboldt (Alexandre de), 267, 282, 403, 498.
Humboldt (Guillaume de), 232, 233.
Hume, 75, 330.
Huningue, ville d'Alsace, 15.
Hunt, homme politique anglais, 37.
Hurter, historien, 183.
Huskisson, 75, 280, 302, 363, 457, 470.
Hutton, géologue anglais, 272.

Huyghens, 270.
Hydra, île grecque, 84, 88.

I

Iassy, 85, 164.
Ibn'Abd el-Ouahab ou el-Wahâb, 143.
Ibrahim, fils de Mohamed Ali, 88, 91, 92, 93, 94, 145, 152, 154.
Icarie (l'), 350.
Iéna (Université d'), 48, 132, 378.
Illinois, État des États-Unis, 507.
Imbert (Laurent), évêque en Corée, 485.
Immermann, romancier allemand, 230.
immigration aux États-Unis, 508.
Inde, 15, 471-474, 548.
Indiana, État des États-Unis, 507.
Indiens d'Amérique, 506, 537.
Indochine, 485.
Ingemann, romancier danois, 230.
Ingres, 254, 255, 256, 258.
Ioniennes (îles), 15, 83, 169.
Iowa, État des États-Unis, 505, 507.
Iran, 472.
Irkoutsk, 480.
Irlande, 22, 33, 34, 77, 173, 176, 177, 178, 186, 358, 434-437, 439, 440. — Voir : O'Connell.
Irving, prédicateur écossais, 192.
Irving (Washington), écrivain américain, 249.
Isabelle, reine d'Espagne, 117, 442, 443, 461, 462.
Islam, 142-146.
Isly (bataille de l'), 492.
Israélites. — Voir : Juifs.
Italie, au lendemain du Congrès de Vienne, 18, 22, 23 ; — sociétés secrètes, 25 ; — de 1815 à 1820, 52-58, 62 ; — et la crise de 1830, 134-139 ; — et la religion, 181-182, 199, 209 ; — et le romantisme, 227-247 ; — et l'art, 257-263 ; — contre l'Autriche, 412-421, 549, 551.
Iturbide, 530, 541.
Ivanov, peintre russe, 258.

J

Jackson (Andrew), général, puis président des États-Unis, 292, 502-503, 507, 510-514, 515, 520, 522.
Jackson, chimiste, 284.
Jackson (les frères), industriels, 297.
Jacobi, mathématicien russe, 266, 269.
Jacoby, publiciste allemand, 390.
Jacquemont, explorateur, 473.
Jahn, 47, 49, 318, 389.
Jamaïque (la), 500.
Janina, ville d'Épire, 85, 87.
Janson (Eric), 509.
Japon, 485-486, 548.
Jaricot (Pauline), 495.
Jasmin, poète d'Agen, 229.
Java, 472, 486.
Javouhey (Mère), 496.
Jean VI, roi de Portugal, 51, 52, 60, 61, 74, 534.
Jean (archiduc) d'Autriche, 17, 367, 382.
Jean-Paul Richter, 89.
Jefferson, 72, 510, 518.
Jemappes (bataille de), 103.
Jenner, 283.
Jérusalem (évêché protestant de), 195, 196.
Jésuites, 63, 184, 209, 466, 467, 496.
Jeune Allemagne (la), 134, 247.
Joachim. — Voir : Murat.
Johannisberg (château du), 61.
Joinville (prince de), 445.
Jokaï, écrivain hongrois, 244.
Jordan, homme politique de Hesse-Cassel, 423.
Jordan (Camille), 41.
Joseph II, empereur, 111, 123, 366, 370, 371.
Joseph (archiduc) d'Autriche, 374.
Joseph Bonaparte (le roi), frère de Napoléon, 535.
josphisme, 174.
Josika, romancier hongrois, 230.
Joukowsky, 225.
Joule, 270.
Jourdain, capitaine de vaisseau, volontaire en Grèce, 90.

Journal des Débats, 81, 99, 315.
 journaux, 35, 38, 81-82, 99, 312-316, 357, n. 1.
 Juifs, 196-202, 424.
 Jumel, planteur de coton, 149.
 Jungmann, écrivain tchèque, 376, 380, 411.
 Junin (bataille de), 533.

K

Kaboul, 473.
 Kabyles, 490.
 Kachoubes, 407.
 Kalvos, poète grec, 169.
 Kamptz, 61, 134.
 Kamtchatka, 498.
 Kankrine, 300, 394, 398.
 Kant, 205, 242, 319.
 Karadjitch (Vouk), philologue serbe, 383, 385.
 Kara-Georges, 162.
 Karaiskakis, chef palikare, 92.
 Karamzine, 126, 237, 401, 402.
 Karlovy-Vary. — Voir : Carlsbad.
 Karłowicz, 383.
 Kars, 94.
 Kassimov, chef de Tatars, 478.
 Kats, socialiste flamand, 347.
 Keats, 220, 227.
 Keble, 191.
 Kékulé, chimiste allemand, 275.
 Kémény, romancier hongrois, 230.
 Kent (duc de), 436.
 Kentucky, État des États-Unis, 513.
 Khiva, 150, 479, 548.
 Khokand, 479.
 Khomiakov, 196, 401.
 Khorsabad (fouilles de), 232.
 Khosrew-pacha, 152.
 Kiachta, ville des confins chinois, 482.
 Kia-king, empereur de Chine, 481.
 Kiel (Université de), 427, 428.
 Kien-long, empereur de Chine, 481.
 Kierkegaard, 224, 428.
 Kiev, 132, 402 ; — Université, 398.
 Killingworth (houillères de), 279.
 Kingsley, socialiste anglais, 354.
 Kirčevski, philosophe russe, 401.
 Kirghiz-Kazaks (les), peuple d'Asie, 478.

Kisfaludy, auteur dramatique hongrois, 227.
 Kisselev, 166, 396.
 Kleist, écrivain allemand, 219.
 Klenze (Leo de), 259.
 klephtes, 83.
 Kniephof (domaine de), 276.
 Kobell, peintre allemand, 257.
 Kock (Paul de), 231, 243.
 Kœnig, inventeur de la presse mécanique, 282, 314.
 Kœnigsberg, 390.
 Kœpenick (château de), 61.
 Kogalniceano, 165, 166, 167, 549.
 Kolbe, chimiste allemand, 271.
 Kold (Kristen), 360.
 Kollar, 375, 377-379, 382, 384, 402.
 Kolowrat, 367, 372, 384, 385.
 Koltsov, poète russe, 225.
 Konieh (bataille de), 149.
 Kopitar, 382, 383, 384, 406, 409.
 Kosciusko, 11.
 Kossuth, 373, 374, 386.
 Kostomarov, historien russe, 403.
 Kotzebue, 49, 55, 204.
 Koulitch, romancier russe, 403.
 Kouyoundjik (fouilles de), 232.
 Kragujewatz, ville de Serbie, 162.
 Krapf, missionnaire anglican, 498.
 Krasinski, poète polonais, 226.
 Kraszewski, romancier polonais, 230.
 Kraus, économiste allemand, 321.
 Kréménetch, ville polonaise, 126.
 Krochmal, écrivain galicien, 201.
 Kronstadt, ville de Transylvanie, 386.
 Kropotkine, 400.
 Krudener (Mme de), 28.
 Kruger, peintre, 257.
 Krukowiecki, général polonais, 129.
 Krupp (Frédéric), fondateur des usines Krupp, 297.
 Kubeck, 368.
 Kuntz, le « roi des filateurs », 311.
 Kutaieh (traité de), 150.

L

La Besnardière, 7, 13.
 Laborde (Alex. de), 234.

- La Bourdonnaye, 98.
 Labrador, 8.
 Labrouste, architecte, 260.
 Lacordaire, 178, 181, 184, 209.
 Laënnec, 229, 283.
 La Farina, 551.
 Lafayette, 44, 73, 99, 101, 129, 135, 136, 220, 249, 509, 515, 529.
 Laffitte, 99, 101, 103, 105, 136, 295, 310.
 Lagrené, 484, 497.
 Laharpe, 6, 17, 64.
 Laibach (congrès de), 56, 69, 85, 121.
 Laing (le major), 498.
 La Luzerne (cardinal de), 173.
 Lamarck, 203, 272.
 Lamarque, général français, 105.
 Lamartine, 156, 163, 165, 222, 223, 238, 244, 247, 452, 453, 549.
 Lambert-bey, 158.
 Lamennais, 20, 112, 131, 175, 177-179, 181, 190, 196, 208, 210, 242, 344, 464, 496, 550.
 Lamoricière, 492.
 La Motte-Fouqué, 228.
 Lancaster, quaker et pédagogue anglais, 211, 357, 358, 359.
 Langenbeck, chirurgien, 283.
 La Pérouse, 497.
 La Rive (les), famille de savants genevois, 266.
 La Rochefoucauld-Liancourt, 354, 361.
 La Rochelle, 44.
 Larra, écrivain espagnol, 228.
 Larrañaga, naturaliste, 539.
 Lassalle, 202.
 Laube, romancier allemand, 134.
 Lauenbourg (duché de), 426.
 Laurent, chimiste français, 271.
 Laurent Imbert, évêque en Corée, 485.
 La Villemarqué, 239.
 Lavoisier, 271, 275.
 Lawrence, 253, 256.
 Layard, 232.
 Lazar (Georges), professeur roumain, 164-165.
 Lean (Mac), 477.
 Lebeau, chef libéral belge, 113, 464.
 Leclair, industriel français, 343.
 Ledru-Rollin, 348, 450, 454.
 Leeds, ville d'Angleterre, 334.
 Legendre, mathématicien français, 269.
 Le Grand (Daniel), industriel d'Alsace, 356.
 Leipzig, 9, 48, 368, 423 ; — Université, 89.
 Lelewel, 128, 130, 237, 406.
 Lemberg ou Lvov, 408.
 Lenau, 219.
 Lenoir (Alexandre), créateur du Musée des monuments français, 234.
 Léon XII, pape, 173, 174, 178, 536.
 Léopardi, 227, 244.
 Léopold I^{er}, roi des Belges, 95, 114, 115, 154, 167, 436, 437.
 Léopold de Cobourg, 442.
 Léopold de Toscane, 419.
 Lepsius, 232.
 Leri (domaine de Cavour à), 276.
 Lerminier, 221, 240.
 Lermontov, 225.
 Leroux (Pierre), 248, 344, 355, 400.
 Lesseps (F. de), 158.
 Lessing, 201.
 Lessouto, pays d'Afrique, 495.
 Letronne, 203.
 Leu, homme politique suisse, 466.
 Leuchtenberg (duc de), fils d'Eugène de Beauharnais, 114, 136.
 Le Verrier, astronome, 266, 269.
 Levinsohn, écrivain juif de Russie, 202.
 Leyde (Université de), 460.
 Liban (monts du), 154, 442.
 Libéria (État de), en Afrique, 519.
 libres penseurs, 202-209.
 Lie (Sophus), mathématicien, 269.
 Liebermann, ecclésiastique de Colmar, 176.
 Liebig, chimiste allemand, 271, 275, 284.
 Liège, 311.
 Liévin Bauwens, industriel belge, 311.
 Ligne (prince de), 12.
 Liguori (Alphonse de), 182.
 Lilienthal, réformateur juif, 202.
 Lima, 532, 539.
 Limbourg, 115, 463.
 Linant de Bellefonds, 149.

Index

- Linde, philologue polonais, 406.
Lindeman, écrivain norvégien, 224.
Ling, poète danois, 224, 318.
Liniers, 531.
Lioubliana. — Voir : Laibach.
Liouville, mathématicien français, 267.
Lisbonne, 52, 74, 116, 534.
List (Frédéric), économiste allemand, 322, 363, 373, 549.
Liszt, 263.
lithographie (découverte de la), 257.
Littré, 205, 208.
Lituanie, 126, 128, 131, 201, 226.
Liverpool, 20, 68, 69, 71, 107, 279, 327, 332.
Liverpool (lord), 6, 10, 36, 76.
Livingstone, 498.
Livonie, 131.
Livourne, 489.
Lobatchevski, mathématicien russe, 266.
locomotive (invention de la), 278-281.
Lœnnrot, poète finlandais, 224.
Lola Montez, 424.
Lombardie, 22, 413.
Londres, 35, 38, 39, 259, 262, 327 ; — (traité de), 92, 157 ; — (Université de), 211 ; — Bourse, 288 ; — banques, 288-295 ; — organisation du travail, 332, 335.
Lope de Véga, 228.
Lopez, homme politique espagnol, 462.
Lopez, dictateur au Paraguay, 543.
Lorrain (Claude), 256.
loteries nationales, 361.
Louis XVII (légende de), 239, n. 1.
Louis XVIII, roi de France, 7, 13, 29, 31, 40, 43, 45, 78, 80, 173, 174, 175, 310, 535.
Louis I^{er}, roi de Bavière, 156, 167, 175, 209, 234, 424.
Louis (archiduc) d'Autriche, 367, 368.
Louis (baron), ministre des finances français, 42, 287.
Louis-Napoléon. — Voir : Bonaparte.
Louis-Philippe, duc d'Orléans, 91, 99, 101, 535 ; — roi des Français : son avènement et les débuts de son règne, 102-104, 113, 114, 117, 122, 136, 141 ; — et la question d'Orient, 141, 147, 148, 154, 155, 158 ; — et les cultes, 177, 197 ; — et les problèmes économiques et sociaux, 307, 342, 347 ; — et l'art, 254, 255, 256 ; — dernières années, 441, 443, 444-454, 465, 536, 553.
Louis-Philippe (terre), 499.
Louise, reine de Prusse, 261.
Louisiane, 502, 525.
Louvain (Collège philosophique de), 111 ; — Université catholique, 181.
Louvel, assassin du duc de Berry, 43.
Lovett, 333, 335, 351.
Lowell, industriel américain, 506.
Lowell (Institut), 360.
Lubecki, 124, 128, 297, 411.
Lucerne, 18, 119, 466, 467.
Luden, professeur allemand, 48.
Ludwig (Otto), écrivain allemand, 247.
Lukasinski (le major), 127.
Lund (Université de), 457.
Lusace, 407.
Luther (troisième centenaire de), 48.
Luxembourg, 115, 140, 306, 463.
I.vov. — Voir : Lemberg.
Lycie (fouilles de), 233.
Lyell, géologue anglais, 272.
Lyon, 20, 44, 106, 256, 341-343.
Lyons (sir Edmund), 168.

M

- Maassen, 306, 388.
macadam, invention de Mac Adam, 276, 505.
Macao, 482, 484, 496.
Macaulay, 237, 474.
Mac Cormick. — Voir : Cormick.
Machiavel (théories de), 417.
machine à coudre (invention de la), 273.
Maciejowice (bataille de), 378.
Mackintosh, 76, 319.
Mac Lean, 477.
Mâcon, 453.
Macpherson, 239.

- Macta (bataille de la), 491.
 Madagascar, 488, 494.
 Madison, 72, 510.
 Madrid, 117, 118, 528, 529, 532.
 Madvig, philologue danois, 428.
 Maëstricht, 115.
 Magalhaes (Gonzalve de), roman-
 cier brésilien, 252.
 Magdebourg, 301.
 Magentic, 283.
 Magyars. — Voir : Hongrie.
 Mahmoud II, sultan, 144, 149, 150,
 151, 152, 160, 163.
 Mahrattes (les), 472.
 Maïmatchin, ville des confins chi-
 nois, 482.
 Maine, État des États-Unis, 504,
 518.
 Maine de Biran, 242.
 Maïnotes (les), 83.
 Maison, général français, 94.
 Maïstre (Joseph de), 19, 20, 175,
 183, 216, 242, 415.
 Maitland, haut commissaire anglais
 dans les îles Ioniennes, 83, 169.
 Malan, prédicant calviniste, 193.
 Malines (Université catholique de),
 181.
 Malou, homme politique belge, 464.
 Malte, 15.
 Malthus, 321, 362, 363.
 Manchester, 20, 38, 107, 279, 298,
 301, 303, 310, 327 ; — l' « école
 de Manchester », 320.
Manchester Guardian, journal, 314.
 Mandchous, 481.
 Manes, peintre tchèques, 257.
 Manille, 485.
 Manin, homme politique à Venise,
 420.
 Mann (Horace), 359.
 Manning (l'archidiacre), 191.
 Manuel, député français, 43, 44, 99.
 Manzoni, 172, 181, 227, 228,
 230.
 Maracaïbo, ville d'Amérique, 530.
 Marbourg (Université de), 235.
 Marcinkowski, 407.
 Maria (doña), reine de Portugal,
 74, 116, 463.
 mariages espagnols (affaire des),
 442.
 Marie-Amélie, femme de Louis-
 Philippe, 496.
 Marie-Christine, régente d'Espagne,
 117, 118, 140, 442, 461, 462.
 Marie-Louise, duchesse de Parme,
 femme de Napoléon I^{er}, 13, 18,
 135, 420.
 Marie-Louise de Bourbon, 18.
 Marie-Thérèse d'Autriche, 366, 370,
 373.
 Mariette, 232.
 Maristes (ordre des), 496.
 Marmont, 101.
 Maroc, 488, 492.
 Maronites, 160.
 Maroto, chef carliste, 462.
 Marquises (îles), 494, 497.
 Marrast (Armand), 450.
 Marseille, 20, 40, 84.
 Marshall (John), homme politique
 américain, 514.
 Martignac, 82, 97.
 Martin (Henri), historien français,
 238.
 Martinez de la Rosa, 118.
 Martinique (la), 500.
 Marx (Karl), 202, 344, 348, 350,
 390, 391, 412, 430, 551.
 Maryland, État des États-Unis, 518.
 Mascara, 491.
 Mascate, 473.
 Mason (Josiah), fabricant de Man-
 chester, 310.
 Massachusetts, 186, 331, n. 1, 356,
 359, 509, 510.
 Matejko, peintre polonais, 257.
 Mathéos, patriarche de Constan-
 tinople, 161.
 Matices, société slaves, 382, n. 1.
 Matignon, 186.
 Maures, en Algérie, 490.
 Maures Trarzas, au Sénégal, 488.
 Maurice, socialiste anglais, 354.
 Maurice (île), 15.
 Maurocordato, 87, 88.
 Mauromichalis, dit Petro-bey, 86.
 Maury (Alfred), érudit français, 236.
 Mayence, 49, 134.
 Mayer (Robert), médecin et phy-
 sicien allemand, 270.
 Maynooth (séminaire de), 439.
 Mayotte, 494.

Index

- Maypou (bataille de), 532.
Mazzini, 138, 139, 208, 349, 413, 414, 416, 417, 419, 549.
Mecque (la), 143.
Médéa, ville d'Algérie, 491.
Médecine, 143.
Melbourne (lord), 108, 110, 436, 437.
Menai (détroit de), 281.
Mendelssohn, écrivain allemand, 201.
Mendelssohn, compositeur, 261.
Mendoza, ville d'Argentine, 532.
Menotti, patriote italien, 135.
Menzel (Adolphe), peintre prussien, 258.
Mercure rhénan, journal, 48.
Mérinée, 234, 239, 432.
Mérode (comte de), 177.
Messine, 53.
Méthoni. — Voir : Modon.
métier à broder (invention du), 273.
Metternich et le congrès de Vienne, 6, 8, 9-12, 16, 18, 22 ; — et la Sainte-Alliance, 26, 30, 31, 32, 46, 49, 54, 55, 59, 61, 64 ; — et Canning, 75, 85, 87, 91-95, 100, 116, 120 ; — et la crise de 1830, 121, 133, 134, 136, 139, 141 ; — et la question d'Orient, 147, 150, 153, 155, 157, 159 ; — et les questions religieuses, 173, 178, 179, 180, 184, 188, 196, 198, 199, 209 ; — et la presse, 245 ; — et la finance, 293, 306 ; — et l'Autriche, 247, 366-368, 369, 372-374, 384 ; — et les approches de 1848, 391, 392, 410, 411, 414, 419, 421, 424, 425, 429, 443, 447, 448, 465, 467, 468.
Mexique, 13, 521, 522, 528, 540-541.
Meyendorff, 479.
Meyer (Bernhard), homme politique suisse, 466, 467.
Meyerbeer, 255, 262.
Miaoulis, 87.
Michelet, 208, 209, 210, 221, 229, 238, 239, 355, 549, 551.
Michigan, État des États-Unis, 507.
Mickiewicz, 127, 130, 131, 226, 244, 411.
Miéroslawski, révolutionnaire polonais, 410.
Mignet, 99.
Miguel (don), de Portugal, 60, 74, 116, 117, 118, 184, 460, 463.
Milan, 19, 62, 419.
Mill (James), ami de Bentham, 206, 211.
Mill (Stuart), 207, 243, 345.
Miller (William), 195.
Millet, peintre, 256.
Miloch. — Voir : Obrénovitch.
Miloradovitch, 66.
Mina, guerillero mexicain, 530.
Minto (lord), 444, 448.
Miranda, 527, 530.
Mirari vos (encyclique), 179, 194.
Mirza Ali Mohamed, le Bâb, 144.
missions catholiques, 185, 495-497.
missions protestantes, 495.
Mississippi, fleuve, 505.
Mississippi, État d'Amérique, 507, 519.
Missolonghi, 86, 87, 89, 92, 220.
Missouri, État d'Amérique, 507, 518.
Mistral, 229.
Mitidja (la), plaine d'Alger, 493.
Mitre, écrivain argentin, 544.
Mochuacki, démocrate polonais, 128.
Modène, 19, 413, 552.
Modon (aujourd'hui Méthoni), en Morée 91.
Moe, écrivain norvégien, 224.
Mœhler, apologiste catholique, 180, 183.
Mogador, 442.
Mohamed Ali, 85, 88, 91, 145-157, 158, 200, 437, 489, 498, 547.
Mohamed ben Ali el-Senoussi, 143.
Mohilev (l'archevêque de), 187.
Mohl, botaniste allemand, 272.
Moir (lord). — Voir : Hastings.
Moldavie, 163, 166, 552.
Molé, 148, 444, 445.
Moltke (de), capitaine prussien, plus tard feld-maréchal, 144, 156, 427.
Mongolie, 481.
Monod (Adolphe), pasteur, 193.
Monroe, président des États-Unis, 71, 90, 510 ; — (doctrine de), 72, 73, 480, 504, 536.
Montagne-Blanche (bataille de la), 376, 378,

- Montalembert, 177, 178, 179, 181, 209, 210, 221, 234, 238, 355, 445, 468.
- Montalvo, écrivain équatorien, 545.
- Mont Cassin (abbaye de), 184.
- Montefiore, 200.
- Monténégro, 163.
- Monterey, ville de Californie, 522.
- Monteverde, marin espagnol, 530.
- Montevideo, 251, 419, 544.
- Montez (Lola), 424.
- Monti, poète italien, 227.
- Montlosier (comte de), 80, 209.
- Montmorency (Mathieu de), 59.
- Montpensier (duc de), 442, 443.
- Mont Sacré, à Rome, 528.
- Mont Saint-Michel (le), 234.
- Monumenta Germaniæ historica*, 236.
- Moquin-Tandon, 239.
- Morales, 531, 533.
- Moravic, 377.
- Morée, 86, 92, 94.
- Morelos, curé mexicain, 530.
- Moreno (Mariano), homme politique argentin, 527, 531.
- Morillo, général espagnol, 529, 532, 533.
- Morley (John), 432.
- Mormons (secte des), 195.
- Morning Chronicle*, journal, 35, 314.
- Morning Post*, journal, 35.
- Morrison, missionnaire en Chine, 497.
- Morse, inventeur du télégraphe, 282.
- Morton, chirurgien-dentiste américain, 284.
- Moscou (Université de), 398, 402.
- Mosqueros, président de la Colombie, 542.
- Mosquitos (pays des), 291.
- Motley, historien américain, 249.
- Motz, ministre prussien, 306, 388.
- Mougel, ingénieur français, 158.
- Mouraviev, explorateur, puis gouverneur de la Sibérie, 479.
- Mouraviev-Apostol (les frères), 64.
- Moult, président du Chili, 543.
- Mulhouse (Société industrielle de), 356.
- Muller (Adam), écrivain politique allemand, 20, 294.
- Muller (Johannes), biologiste allemand, 272.
- Muller (Otfried), philologue allemand, 233.
- Munchengraetz (conventions de), 139, 140, 406.
- Mungo-Park, voyageur, 498.
- Munich, 133, 180 ; — et l'art, 233, 256, 259 ; — Université, 89, 157, 180, 266, 424.
- Murat (Joachim), 13, 18, 53.
- Murcie, 209.
- Musset (Alfred de), 156, 223, 246.
- N
- Nadaud (Martin), 449.
- Nadjd. — Voir : Nedjd.
- Nagasaki, 2, 486.
- Nankin, 483, 484.
- Napier, agent anglais à Naples, 444.
- Napier, agent anglais à Canton, 483.
- Napier, amiral anglais, 117, 155.
- Napier, général anglais, conquérant du Pendjab, 335, 473.
- Naples, 53, 262, 293, 294, 552.
- Napoléon I^{er}, 5, 13, 14, 17, 44, 48, 69, 84, 104, 128, 144, 147, 155, 171, 172, 197, 210, 228, 252, 261, 367, 382, 404, 416, 449, 472, 525, 549.
- Nariño, 526, 527, 532.
- Narvaez, ministre espagnol, 462, 463.
- Nassau, 49, 508.
- National (le)*, journal, 99, 315, 450.
- Nauplie, 92, 168, 169.
- Navarin (aujourd'hui Pylos), 91, 93.
- Navier, mathématicien, 269.
- Nazaréens (les), école de peintres, 256, 258.
- Nebenius, économiste allemand, 322.
- Necker de Saussure (Mme), 220.
- Nedjd, ou Nadjd, région de l'Arabie, 143.
- Négris, diplomate grec, 87.
- Nekrassov, poète russe, 248.
- Nemours (duc de), 91, 114, 445, 447, 465.
- Néo-gueltes, 417.
- Népâl, 472.

Index

- Népomucène (Jean), 379.
Nertschensk, ville de Sibérie, 479.
Nesselrode, 6, 11, 54, 94, 121, 122, 293, 394, 398.
Neuchâtel, 17, 120.
Neuilly, près Paris, 444.
New-Harmony (colonie owenite de), 331, 336, 350.
New-Lanark (établissements d'Owen à), 331.
Newman, 183, 191, 317.
Newport, ville du pays de Galles, 335.
New-York, 251, 505, 509.
New-York Herald, journal, 315.
Ney (maréchal), 41.
Nézib (bataille de), 152.
Nicaragua, 291, 541.
Niccolini, auteur dramatique italien, 228.
Nicolai, écrivain allemand, 172, 219.
Nicolaiëvsk, ville de Russie, 200.
Nicolas I^{er} de Russie, et les décembristes, 66, 67 ; — et la révolution grecque, 92, 93 ; — et la crise de 1830, 98, 100, 113, 122, 126, 127, 128, 130, 139 ; — et la crise égyptienne, 147, 150, 153, 154, 156 ; — et les questions religieuses, 186, 187, 199 ; — et l'art, 257 ; — et les problèmes économiques, 300, 307 ; — politique intérieure, 393-404, 408 ; — politique extérieure, 441, 458, 459, 465, 498.
Niebuhr, 204, 233, 239.
Nielson, inventeur anglais, 310.
Niepce, inventeur de la photographie, 274.
Nietzsche, 245.
Niger, fleuve, 498.
Nigoch, prince-évêque du Monté-négro, 163.
Nil (sources du), 498.
Nilsson (Nils), adepte suédois du saint-simonisme, 346.
Ning-po, port chinois, 483.
Ninive (fouilles de), 232.
Nodier (Charles), 222, 239.
Nollet, physicien belge, 270.
Normanby (lord), ambassadeur à Paris, 443.
Northern Star, journal, 334, 348, 352.
Norvège, 23, 224-225, 257, 259, 426, 455-458.
Nossi-Bé (île), 494.
Nothomb, homme politique belge, 464.
Nouveau-Mexique, 522.
Nouvelle-Angleterre, 250, 503.
Nouvelle-Galles du sud, 475.
Nouvelle-Grenade, 528, 531, 532, 541.
Nouvelle-Orléans, 502.
Nouvelle-Zélande, 475.
Novalis, 172, 219, 221, 227.
Novare, 56.
Novgorod, 65.
Novosiltsov, 63, 125, 127.
Nugent, 18.
nullification (droit de), 513.
Nuremberg, 299.
- O
- Oastler, agitateur anglais, 334.
Oberlin, pasteur alsacien, 356.
Obradovitch (Dosithée), 383.
Obrénovitch (Miloch), 162, 163, 383.
O'Brien, 334.
Ocaña (bataille d'), 526.
Ochsenbein, homme d'État suisse, 467.
O'Connell, 78, 176, 178, 188, 436, 439.
O'Connor, 334, 335, 336, 348, 352.
Odessa, 84.
Odysseus, chef grec, 87, 88.
Oehlenschläger, poète danois, 224, 428.
Ørsted, physicien danois, 267, 270.
Offenburg, ville d'Allemagne, 430, 552.
O'Higgins, dictateur au Chili, 532.
Ohm, physicien allemand, 273.
Oldach, peintre, 257.
Ole Rynning, écrivain norvégien, 508.
Oliver, agent provocateur anglais, 36.

- Olmedo, écrivain de l'Équateur, 251.
 Olmütz, 57.
 Olozaga, homme politique espagnol, 462.
 Olympie (fouilles d'), 233.
 Opava. — Voir : Troppau.
 Oran, 490, 491.
 Orange (maison d'). — Voir : Guillaume II.
 Orban, financier liégeois, 311.
 Orégon, région des États-Unis, 504, 521, 522.
 Oribe, caudillo de l'Uruguay, 543.
 Orléans (cathédrale d'), 260.
 Orléans (le duc d'). — Voir : Philippe-Égalité et Louis-Philippe.
 Orléans (le duc d'), fils aîné du roi Louis-Philippe, 141, 154, 444.
 Orléans (la duchesse d'), femme du précédent, 445.
 Oscar I^{er}, roi de Suède, 459.
 Oslo. — Voir : Christiania.
 Ossian, 239.
 Ossolinski (le comte), 408.
 Ostrolenka (bataille d'), 129.
 Othon, roi de Grèce, 167, 168, 233.
 Ottoman (empire). — Voir : Turquie.
 Outamaro, peintre japonais, 485.
 Overbeck, peintre allemand, 256.
 Overberg, pédagogue allemand, 213.
 Ouahâbites ou Wahâbites, 143, 145, 149.
 Ouvarov, 200, 202, 394, 398, 402, 411.
 Ouvrard, 294.
 Owen (Robert), 207, 325, 331, 332, 338, 344, 350, 356, 403.
 Owen (Robert Dale), 359.
 Oxford (Université d'), 78, 191, 192, 211, 317, 433 ; — (mouvement d'), 191.
 Ozanam. 181.
- P
- Pacinotti, savant italien, 266.
 Paestum (ruines de), 258.
 Paez, lieutenant de Bolivar, puis président du Vénézuéla, 532, 533, 542.
 Paganini, 263.
 Paine (Thomas), 326.
 Paisii, moine bulgare, 162.
 Palacky. — Voir : Palatsky.
 Palatinat, 15.
 Palatsky, historien tchèque, 237, 377, 379.
 Palerme, 413.
 palikares, 83.
 Palmer, théologien anglais, 196.
 Palmerston, 76, 108, 114, 117, 118, 129, 140, 141 ; — et la question d'Orient, 147, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 168 ; — et Guizot, 442-444, 447, 463, 468 ; — et l'Asie, 472, 483 ; — et l'impérialisme anglais, 549.
 Palo Alto (bataille de), 522.
 Panama (congrès de), 540.
 panslavisme, 383, 384, 385, 402.
 papauté, 172-188, 199. — Voir : État pontifical, Église, et aux noms des différents papes.
 Paraguay, 531, 543.
 Paris (comte de), 444.
 Paris, 39, 100-106, 136, 138, 140-141, 156-157, 161, 251, 259, 260, 262, 263, 274, 288-290, 292, 293, 342, 348, 358 ; — (traités de), 7, 15, 29-30, 40, 83.
 Parish, banquier de Hambourg, 293, 294.
 Parisis, évêque de Langres, 181.
 Parme, 13, 19.
 Parry, navigateur des mers polaires, 499.
 Parthénon (frises du), 233, 254, 260.
 Paskiévitich, 94, 129, 131, 394, 406, 407, 408, 478.
 Pasteur, 284.
 Pathans (les), peuplade de l'Inde, 472.
 Patras (Germanos, archevêque de), 86.
 Pattison, philosophe et pédagogue anglais, 317.
 Pau, 459.
 Paul I^{er}, empereur de Russie, 65, 395.
 Paulsen, juriste de Kiel, 428.
 Paulus, critique rationaliste allemand, 204.

- Pays-Bas (royaume des), au congrès de Vienne, 15-16, 24; — à la diète germanique, 47; — et les réfugiés italiens, 57; — et la révolution belge, 110-116; — et la papauté, 173; — et les Juifs, 198; — et le romantisme, 230, 244; — et l'orientalisme, 232; — histoire intérieure (1830-1848), 459-460; — expansion coloniale, 486.
- Pease, industriel anglais, 309.
- Pechelbronn (station agronomique de), 275.
- Pedro I^{er}, empereur du Brésil, 60, 74, 116, 117, 118, 140, 534, 544, 545.
- Pedro II, fils du précédent, 545.
- Peel (Robert), 76, 78, 109, 110, 190, 304, 305, 319, 436, 437, 438-442.
- Pégou, État indochinois, 485.
- Pékin, 482.
- Pelletier, chimiste français, 271.
- Pellico (Silvio), 57, 139, 181, 227, 416.
- Pendjab, 143, 335, 473.
- Pennsylvanie, 350, 513.
- Pepe, 53, 89.
- Percier, architecte français, 259.
- Perdiguier (Agricol), 351.
- Pereire (les frères), 299.
- Périer (Casimir), 99, 105, 129, 136, 137, 148, 295, 310, 412.
- Perm, 400.
- Pernambouc, 534, 544.
- Pérou, 485, 528, 532, 542.
- Pérovsky, général russe, 479.
- Pérovsky, ministre russe, 396.
- Perse, 144, 472, 487.
- Pest, 372, 382, 385, 386.
- Pestalozzi, 213, 359.
- Pestel (le colonel), 64.
- Peta (bataille de), 90.
- Peterloo, surnom donné par dérision au meeting de Saint-Pierre, 38, 326.
- Pétersbourg. — Voir : Saint-Pétersbourg.
- Pétion, président de Haïti, 545.
- Petit, chimiste français, 271.
- Petitti (le comte), 415.
- Petöfi, 227, 245.
- Pétrarque, influence à l'époque romantique, 163.
- Petre, agent anglais à Rome, 444.
- Piarr, peintre allemand, 256.
- Petro-bey, 86.
- Phanar (le), à Constantinople, 84, 85.
- Philadelphie, 350, 361.
- philhellènes, 89-93.
- Philippe-Égalité, père de Louis-Philippe, 103.
- Photius, moine russe, 64, 196.
- photographie (invention de la), 274.
- Pichincha (bataille de), 533.
- Pichot, traducteur de Shakespeare, 21.
- Pie VII, pape, 173, 178.
- Pie VIII, pape, 178.
- Pie IX, pape, 187, 188, 199, 307, 419-421, 444, 448, 550, 552.
- Piémont et Sardaigne (royaume de), 13, 15, 18, 53, 54, 138. — Voir : Charles-Albert.
- Pigneau de Béhaine, 485.
- Pindaris (les), peuplade de l'Inde, 472, 548.
- Pise, 415.
- Pitt (William), 33, 34, 68, 106, 147, 287.
- Pittsburg, 329.
- Pixii, savant italien, 266.
- Pizzo (le), village d'Italie, 18, 53.
- Place (Francis), 329.
- Plancher, publiciste français au Brésil, 544.
- Platen, écrivain allemand, 222.
- Plucker, mathématicien allemand, 269.
- Podolie, 126.
- Poe (Edgar), 250.
- Pogodine, historien russe, 402, 411.
- Poienaro, 165.
- Poinsot, mathématicien français, 269.
- Polignac, 73, 97, 98, 100, 101, 107, 489.
- Political Register*, 330.
- Polk, président des États-Unis, 522.
- Pologne, au congrès de Vienne, 6, 8-11, 14; — au lendemain du congrès, 22, 23; — avant 1830,

- 123-127 ; — en 1830, 114-115, 127-132, 139 ; — et l'Église, 179, 186, 187 ; — et les Juifs, 199, 200 ; — et le romantisme, 226, 230, 237 ; — et l'art, 257-259, 263 ; — et l'industrie, 297 ; — avant 1848, 405-412.
- Pombal (descendants de), 184.
- Poméranie, 15.
- Pompéi (fouilles de), 233.
- Poncelet, mathématicien français, 269.
- Ponsard, auteur dramatique français, 246.
- Ponsonby (lord), diplomate, 150, 151, 155.
- Pontifical (État), 18-49, 135, 137, 412, 417.
- ponts métalliques invention des), 281.
- Poor Man's Guardian*, journal, 334, 357, n. 1.
- Pope, influence sur Byron, 220.
- Portalès, homme d'État chilien, 542.
- Port-Élisabeth, 477.
- Porte (la). — Voir : Turquie.
- Portes de fer, en Algérie, 492.
- Porto, ville du Portugal, 52, 117, 463.
- Porto-Rico, 537.
- Portugal, après 1820, 51-52, 60 ; — et Canning, 74 ; — et le Brésil, 74 ; — sous don Miguel, 116-118 ; — et les ordres religieux, 184, 209 ; — et le romantisme, 228 ; — sous doña Maria, 463 ; — et le Brésil, 534, 544.
- Posen, 124, 407, 410.
- Posnanie, 123.
- Poti, sur la mer Noire, 94.
- Potocki (comte), 125.
- Potsdam, 299.
- Pouchkine, 225, 226, 244, 393, 397, 401, 487.
- Pouqueville, 89.
- Pozzo di Borgo, 6, 38, 40, 51, 100, 122, 127.
- Pradier, sculpteur français, 260.
- Prague, 377, 379, 384, 385, 407.
- préhistoire (début de la), 232.
- préréphaélites, 256.
- Presbourg, 378.
- Preschern, poète slovène, 382.
- Prescott, historien américain, 251.
- presse. — Voir : journaux.
- Presse (la)*, journal, 315.
- Prévost (Constant), géologue français, 272.
- Priestley, chimiste, 271.
- Pritchard, 441, 494, 497.
- Propagation de la Foi (société de la), 185, 496.
- protestantisme, 188-196.
- Proudhon (P. J.), 208, 209, 344, 348, 349, 400.
- Proudhon, juriste français, 323.
- Prusse, au congrès de Vienne, 6-13 ; — au lendemain du congrès, 14-17, 20-21 ; — et la Sainte-Alliance, 27-32 ; — et l'édit de 1815, 47 ; — et les Congrès (1820-1825), 49, 54-67 ; — et la révolution belge, 113, 116, 136 ; — et la révolution de 1830 à Paris, 122 ; — et la Pologne, 123, 129, 130, 131 ; — et les troubles de 1830 en Allemagne, 134 ; — et la question d'Orient, 154 ; — et les religions, 173, 179, 180, 186, 189, 195, 198-199, 201 ; — sciences et philologie, 204-209 ; — enseignement, 212 ; — finances, 294 ; — et la question douanière, 306 ; — et la bourgeoisie, 311-312, 318 ; — et la question sociale, 358 ; — sous Frédéric Guillaume IV, 387-393 ; — et la Pologne, 405-412.
- Prusse (prince de), plus tard l'empereur Guillaume Ier, 391.
- Psara, île grecque, 84, 88.
- Puchta, juriste, 240.
- Pugin, dessinateur français, 259.
- Pusey, théologien anglican, 191.
- Puyrerredon, homme d'État argentin, 543.
- Pylos. — Voir : Navarin.

Q

- Quarterly Review*, 35, 245.
- Quatremère de Quincy, 254, 260.

- Quicherat, érudit français, 234.
 Quincey (Thomas de), 220.
 Quinet (Edgar), 156, 205, 208, 209, 210, 221, 244.
 Quito, capitale de l'Équateur, 534.
Quotidienne (la), journal, 81.
- R
- Rachel, tragédienne française, 246.
 Racine (œuvres de), 222, 246.
 Radetzky, maréchal autrichien, 420.
 Radjpoutana, 472.
 Radowitz, 425.
 Radziwill, 123, 131.
 Ræss (l'abbé), 176.
 Raffet, lithographe français, 258.
 Raguse, 382.
 Raimund, poète viennois, 219.
 Rambouillet, 101.
 Ramorino, général italien, 139, 141.
 Ranke, historien, 237.
 Raphaël, goûté à l'époque romantique, 255.
 Rapoport, écrivain galicien, 201.
 Rapp, mystique allemand, 509.
 Rask, linguiste danois, 236.
 Raspail, 100, 284, 342.
 Ratisbonne (le P.), 202.
 Rau, juriste de Strasbourg, 240.
 Rauch, sculpteur allemand, 261.
 Raumer, historien allemand, 237.
 Rawlinson, archéologue anglais, 499.
 Raymond (Daniel), économiste américain, 322.
 Raynouard, 229, 236.
 Réchid-pacha, 159.
Réforme (la), journal, 348, 450.
 Régný, 168.
 Reichstadt (duc de), 104, 136, 449.
 Reid, philosophe, 242.
 Reims (cathédrale de), 234.
 Rémusat (Abel), 235.
 Rémusat (Charles de), 235, 550.
 Renan, 205, 229, 245.
 Reuss (Édouard), 205.
 Réveil (mouvement protestant du), 192, 193.
Revue de l'Amérique du Nord, 250.
Revue des Deux-Mondes, 245.
Revue d'Edimbourg, 35, 245, 248, 320.
 Rey (Joseph), organisateur de « l'Union » à Grenoble, 44.
 Reybaud (Louis), écrivain français, 446.
 Reynaud (Jean), philosophe français, 238.
 Rhin (navigation du), 277.
 Rhode-Island (État de), 360.
 Rianzarès (duc de), 462.
 Ricard de Montferrand, architecte français, 259.
 Ricardo, économiste, 207, 321.
 Ricasoli (baron), 415.
 Ricciotti, révolutionnaire italien, 413.
 Richelieu (duc de), 31, 41, 42, 43, 55, 293, 294, 535.
 Richter (Jean-Paul), 89.
 Riego, 25, 51, 89.
 Riesser, 202.
 Rigny (l'amiral de), 93.
 Rilski (Néophyte), écrivain bulgare, 162.
 Rio de Janeiro, 534.
 Rio de la Plata, 544.
 Rio Grande do Sul, 545.
 Ritter (Karl), 498.
 Rivadavia, homme d'État argentin, 543.
 Rivarola (le cardinal), 62.
 Rivera, caudillo de l'Uruguay, 543.
 Riza-pacha, 159.
 Robert (Cyprien), 412.
 Robinson, économiste anglais, 75, 302.
 Rochdale, ville d'Angleterre, 337, 343.
 Rodbertus, théoricien du socialisme, 346, 349.
 Röntgen, ingénieur hollandais, 111.
 Roger, gouverneur du Sénégal, 494.
 Rogier, homme d'État belge, 113, 298.
 Rohrbacher, historien de l'Église, 182.
 Romagne, 62, 135, 136, 417.
 Rome, 233, 254-256, 258.
 romantisme, 214-264.
 Romagnosi, libéral italien, 417.

- Romilly, juriste et homme politique anglais, 37, 319.
 Ronge, poète allemand, 424.
 Rosamel, amiral français, 535.
 Rosas, 251, 346, 543-544.
 Roscher, économiste allemand, 363.
 Rosette (inscription de), 232.
 Rosetti, poète italien, 228.
 Rosmini, philosophe italien, 181.
 Ross (James), navigateur des mers polaires, 499.
 Ross (John), navigateur des mers polaires, 499.
 Rossetti, homme politique roumain, 166.
 Rossi, architecte russe, 259.
 Rossi, ambassadeur à Rome, 448.
 Rossini, 262.
 Rostopchine (comtesse), 183.
 Rotenberg (combat du), 468.
 Rothschild (les), 293, 300, 323, 368.
 Rothschild (James de), 295, 299.
 Rothschild (Lionel de), 198.
 Rothschild (Nathan-Mayer de), 294.
 Rothschild (Salomon de), 199, 295.
 Rotteck, 133, 240.
 Rouen, 233.
 Roumanie, 163-166 ; — et le romantisme, 244.
 Rousseau (J.-J.), 207, 213, 319, 538.
 Rousseau (Théodore), peintre français, 254.
 Roussin (l'amiral), ambassadeur français, 150.
 Roville (ferme de), en Lorraine, 276.
 Rowland Hill, 277.
 Royer-Collard, 41, 99, 102, 242, 310.
 Rozaven (le P.), 183.
 Rubens, goûté à l'époque romantique, 253.
 Rubio y Ors, écrivain catalan, 230.
 Ruckert, écrivain allemand, 221.
 Rude, sculpteur français, 260.
 Rugby, 317.
 Ruge (Arnold), 242, 347, 348, 391.
 Runjet-Singh, souverain du Pendjab, 473.
 Ruppel, naturaliste allemand, 498.
 Rush, diplomate américain, 72.
 Russell (John), 75, 78, 107, 190, 191, 211, 304, 353, 436, 437, 439, 442, 443, 444.
 Russie, au congrès de Vienne, 6-13 ; — au lendemain du congrès, 14-15, 20, 22 ; — et la Sainte-Alliance, 27-32, 49, 53-62 ; — et la réaction, 62-67 ; — et les Grecs, 84-87, 89-95 ; — guerre contre les Turcs, 94-95, 98 ; — et la révolution de 1830 à Paris, 121-122 ; — et la Pologne vers 1830, 124-132 ; — et le réveil de la Sainte-Alliance, 139-140 ; — et la question d'Orient, 147-157 ; — et les Slaves des Balkans, 162 ; — et les Roumains, 166 ; — et les religions, 183-188, 196, 199-200 ; — et le romantisme, 225, 230, 237, 243, 248, 257-260 ; — et l'école mutuelle, 358 ; — sous Nicolas I^{er}, 393-404 ; — et la Pologne, 405-412 ; expansion coloniale, 470, 477-480.
 Russie Blanche, 126.
 Ruthènes, 186, 408-409.
 Ruthwell, ville d'Écosse, 361.
 Rzewuski, écrivain polonais, 230.

S

- Saavedra, homme d'État argentin, 527, 531.
 Sacher Masoch, romancier polonais, 410.
 Sackiewitch, écrivain ruthène, 409.
 Šafařík. — Voir : Chafarik.
 Sagan (duchesse de), 12.
 Saguna (André), évêque d'Her-mannstadt, 386.
 Saint-Acheul, 497.
 Saint-Cloud, 101.
 Saint-Domingue, 15, 471, 488.
 Saint-Étienne (chemin de fer de), 279.
 Saint-Gall, 467.
 Saint-Jean d'Acre, 149, 154.
 Saint-Jean d'Ulloa, 541.
 Saint-Martin, 527, 529, 532, 533, 544.

- Saint-Pétersbourg, 92, 225, 259, 262.
 Saint-Pierre-lez-Calais (industrie dentelière de), 297.
 Saint-René Taillandier, 221.
 Saint-Simon, 238, 338, 339, 345, 399, 402.
 Sainte-Alliance. — Voir : Alliance.
 Sainte-Beuve, 222, 246.
 Sainte-Chapelle (la), à Paris, 234.
 Sainte-Croix, rivière d'Amérique, 503.
 Sainte-Hélène, 104, 449.
 Sainte-Marie de Madagascar, 494.
 Saldanha, ministre portugais, 463.
 Salette (la) 185.
 Saltykov, écrivain russe, 399.
 Salvotti, magistrat autrichien, 57.
 Salzbourg, 14, 369.
 Samos, 95.
 Sana, capitale du Yémen, 151.
 Sand, étudiant, assassin de Kotzebue, 48, 55, 204.
 Sand (George), 208, 225, 230, 244, 248, 355, 399.
 San-Salvador, 541.
 Santa-Anna, 541.
 Santa-Cruz, 542.
 Santa-Fé de Bogota, 526, 528, 531.
 Santander, président de la Colombie, 542.
 Santa-Rosa, 56, 57, 62, 91, 92.
 Santiago de Chili, 528.
 Sardaigne (royaume de). — Voir : Piémont.
 Sarmiento, écrivain argentin, 544, 545.
 Sartorius, économiste allemand, 321.
 Saumur, 44.
 Sauvage, inventeur de l'hélice, 278.
 Savigny, juriste allemand, 235, 239, 389.
 Savoie, 15, 54, 137, 139, 141.
 Saxe, 8-11, 133, 306, 423.
 Saxe-Cobourg (duc de), 346, 454.
 Saxe-Weimar (grand-duc de), 47, 48, 316.
 Say (Jean-Baptiste), 321, 363.
 Schadow, sculpteur allemand, 261.
 Schelling, 206, 224, 240, 390, 398.
 Scherr (Thomas), pédagogue suisse, 466.
 Schill (le major), 389.
 Schinkel (K.-Fr.), architecte allemand, 259.
 Schlegel (Frédéric), 183, 232, 233, 236.
 Schleiden, histologiste allemand, 272.
 Schleiermacher, 189, 212.
 Schlözer, slavisant allemand, 375.
 Schlosser, écrivain allemand, 237.
 Schmaltz (colonel), gouverneur du Sénégal, 494.
 Schmerling, homme d'État autrichien, 370.
 Schneckenburger, compositeur allemand, 156.
 Schœlcher, démocrate français, 500.
 Schopenhauer, 242.
 Schubert, 261.
 Schumann, 261.
 Schurz (Carl), démocrate allemand, 346.
 Schuster, socialiste allemand, 347.
 Schwarzenberg (le prince), 6, 377.
 Schwytz (canton de), 467.
Scotsman (the), journal, 314.
 Scott, 522.
 Scott (Walter). — Voir : Walter Scott.
 Scribe, 243, 263.
 Scutari, 163.
 Sébastiani (général), 129.
 Sébastopol, 200.
 Sedlnitzky, chef de la police viennoise, 366, 384.
 Seguin (Marc), 280.
 seigneurial (régime), 21.
 Selves (colonel), ou Soliman pacha, 148.
Semeur (le), journal, 356.
 Semmelweiss, chirurgien autrichien, 284.
 Senefelder, inventeur de la lithographie, 257.
 Sénégal, 487, 488, 494.
 Senoussistes, 143.
 Seraing, ville de Belgique, 297, 311.
 Sérakhs, forteresse d'Afghanistan, 472.
 Serbie, 85, 94, 162-163, 383.
 Serrano (général), 462.
 Serre (le comte de), 43.

- servage, 21, 371, 395-397.
 Shaftesbury. — Voir : Ashley.
 Shangai. — Voir : Changhaï.
 Shakespeare (influence de), à l'époque romantique, 218, 221, 222, 225, 244, 254, 516.
 Shaw, juge américain, 331, n. 1.
 Sheffield, 327.
 Shelley, 220, 221, 227.
 Shetland du sud, 499.
 Sibérie, 479-480.
 Sibiu. — Voir : Hermannstadt.
 Sicile, 53, 258, 420.
 Sidi-Ferruch, 490.
 Sidmouth (lord), 36.
 Siebold, médecin allemand, 486.
Siècle (le), journal, 315.
 Siemens (les), savants allemands, 266.
 Siémeszo, évêque uniéte, 187.
 Sierra Leone, 519.
 Siestrzencewicz, évêque russe, 187.
 Sigwalt, homme politique suisse, 466.
 Sikhs (les), peuplade de l'Inde, 143, 473.
 Silistrie, 94.
 Silvestre de Sacy, 235.
 Simon (Henri), homme politique allemand, 392.
 Simpson, chirurgien écossais, 284.
 Singapour, 472, 485.
 Sirieys de Mayrinhaç, 307.
 Sismondi, 220, 340, 347.
 Skrzynecki, général polonais, 128.
 slavophiles, 401-402.
 Slesvig, 426-428.
 Slovacki, poète polonais, 226.
 Slovaques, 376-380.
 Slovénes, 381-382.
 Smetana, compositeur tchèque, 550.
 Smith, fermier anglais, 278.
 Smith (Adam), économiste anglais, 306, 320, 340.
 Smith (Joseph), créateur de la secte des Mormons, 195.
 Smith (William), géologue anglais, 273.
 socialisme, 325-350, 450.
 Société de géographie de Paris, 264.
 Société de l'histoire de France, 236.
 Solaro della Margherita, ministre piémontais, 419.
 Solesmes (abbaye de), 184.
 Solignac, général français, 117.
 Soliman-pacha. — Voir : Selves.
 Solomos, poète grec, 169.
 Sonde (îles de la), 486.
Sonderbund (le), 209, 307, 467, 468.
 Sophie (archiduchesse) d'Autriche, 368.
 Soubeiran, chimiste français, 284.
 Soudan, 145.
 Soulou (îles), 494.
 Sout (maréchal), 148, 155, 444, 491.
 Soumet, auteur dramatique français, 223.
 Souvestre (Émile), romancier français, 229.
 Speenhamland, bourg anglais, 327, 333.
 Spence, socialiste anglais, 325.
 Spencer, inventeur de la galvanoplastie, 266.
 Spencer (Herbert), 207.
 Spener, piétiste prussien, 189.
 Spéransky, 63, 394, 397 (n. 1), 480.
 Spetsa, île grecque, 84, 88.
 Spiegel, archevêque de Cologne, 179.
 Spiess, professeur de gymnastique, 318.
 Spina (cardinal), 56.
 Spontini, 262.
 Staël (Mme de), 218, 220, 227, 249.
 Stahl, 202.
 Stamford Raffles, gouverneur de Java, 486.
 Stanislas-Auguste, roi de Pologne, 226.
 Stanley, plus tard lord Derby, 108, 434, 439.
 Stanley, doyen de Westminster, 192.
 Staouëli (bataille de), 490.
 Staszic, savant et humaniste polonais, 125 (n. 1), 406.
 Steffens, disciple de Schelling, 224.
 Stein, homme d'État prussien, 6, 16, 236, 306.
 Stein (Lorenz von), 346.
 Steiner, mathématicien allemand, 269.

Index

- Stendhal, 215, 222, 230, 244, 245.
 Stephens, agitateur méthodiste, 334, 352.
 Stephenson, inventeur de la locomotive, 265, 279-281, 298, 309, 329, 505.
 Sternberg (le comte), 385.
 Stevens (John), inventeur américain, 280.
 Stirner (Max), anarchiste allemand, 242, 349.
 Stockholm (écoles de), 457.
 Stourdza, hospadar de Moldavie, 166.
 Strasbourg, 49, 449.
 Strass, compositeur allemand, 428.
 Strauss, auteur de la *Vie de Jésus*, 205, 206, 208, 241, 391, 466.
 Struve, homme politique allemand, 424.
 Stur, publiciste slovaque, 380, 384.
 Stuttgart, 133, 424.
 Sucre, lieutenant de Bolivar, 73, 533, 539, 542.
 Sue (Eugène), 209, 226, 231, 243, 248, 355.
 Suède, 23, 30, 224-225, 257, 271, 359, 455-459.
 Suez, 151 ; — (isthme de), 343.
 Suisse, organisée pendant le congrès de Vienne, 14, 15, 16, 17, 18 ; — au lendemain du congrès, 23 ; — et les réfugiés, 57, 61 ; — et les Grecs, 89 ; — et la crise de 1830, 118-120, 139 ; — et Metternich, 139-140 ; — et le catholicisme, 183 ; — et les jésuites, 184, 209 ; — et le protestantisme, 193, 194 ; — et l'enseignement, 213, 358 ; — et la question douanière, 307 ; — et la bourgeoisie, 311 ; — et la guerre civile, 465-468.
 Sun (*the*) journal, 314.
 Surlet de Chokier, 113.
 Swetchine (Mme), 183.
 Syr-Daria, fleuve d'Asie, 479.
 Syrie, 146, 149-150, 154, 160.
 Széchenyi, 297, 372, 373, 386.
- T
- Tafna (traité de la), 492.
 Taganrog, 65.
 Taïti, 441, 494, 497.
 Talleyrand, 7, 8-10, 13, 41, 114, 118, 141, 222, 432.
 Tanager, 442.
 Tao-kouang, 481.
 Tatars, 478.
 Tatischev, ambassadeur russe, 51.
 Taurus (mont), 149.
 Taylor, amateur d'art, 234.
 Taylor, général américain, 522.
 Tchaadajev, publiciste russe, 399.
 Tchèques. — Voir : Bohême.
 Tegner, poète suédois, 224, 225, 458.
 Téhéran, 472.
 Telford, ingénieur écossais, 276.
 télégraphe électrique (invention du) 282.
 Tennessee, État des États-Unis, 511.
 Tennyson, 220.
 Teplitz (conférences de), 139.
 Ternaux (le baron), 310.
 Terreur blanche, 40-41.
 Terror (le), volcan, 499.
 Teste, ministre français, 453.
 Texas, 503, 521, 522, 537.
 Thaer, agronome allemand, 276, 286, 396.
 Thessalie, 167.
 Thibaut, juriste allemand, 239.
 Thierry (Augustin), 238, 239, 323, 338.
 Thiers, 99, 100, 102, 106, 148, 153-154, 157, 209, 238, 253, 299, 444, 449, 452, 466.
 Thiersch, philologue allemand, 89, 167.
 Thimonnier, inventeur de la machine à coudre, 273.
 Thompson, réformateur social, 329.
 Thomsen, préhistorien danois, 232.
 Thorbecke, homme politique hollandais, 460.
 Thoreau, poète américain, 250.
 Thorn, 11.
 Thorvaldsen, sculpteur danois, 258, 260, 282.
 Thun (le comte Leo), 377.
 Thunen, agronome allemand, 276.
 Tibet, 481, 482.
 Ticknor (Georges), professeur de Harvard, 249, 250, 509.

- Tieck, 172, 221, 224, 227, 228, 235.
 Tien-tsin, 483.
Times (the) journal, 313, 314.
 Tkalac (Émeric de), écrivain croate, 381.
 Tocqueville (Alexis de), 249, 323, 369, 446, 452, 500, 516, 517, 552.
 Tolentino (bataille de), 18.
 Tomaschek, poète slovaque, 380.
 Tombouctou, 498.
 Tommaseo, homme politique à Venise, 420, 552.
 Toscane, 11, 19.
 Toullier, juriste français, 323.
 Toulouse, 40.
 Toultschine, ville de Russie, 65.
 Tourguénev (Ivan), romancier russe, 246, 248, 400.
 Tourguénev (J.-M.), décembriste, 403.
 Tourkmanchaï (traité de), 478.
 Toussenet, pamphlétaire français, 323.
 Towianski (André), 131, 226, 412.
 Tractariens (groupe des), 191.
Trades-Union, 331-332, 336-337.
 traite des nègres, 11-12.
 Transcaucasie, 480.
 transcendentalisme, 250.
 Transylvanie, 164, 386.
 Trélat, homme politique français, 100.
 Trèves, 185, 424.
 Trézène (assemblée de), 95.
Tribune (la), journal, 315.
 Tripoli, ville d'Afrique, 488, 493.
 Tripolitaine, 143.
 Tripolitza, ville de Morée, 86.
 Tristan (Flora), propagandiste socialiste, 345.
 Trocadéro (prise du), 59.
 Troppau (congrès de), 55, 69, 121.
 Troubetskoï (le prince), 64.
 Troyon, peintre français, 254.
 Truxillo (armistice de), 533.
 Tübingen (Université de), 204.
 Tucuman (congrès de), 532.
Tugend-Bund, 25, 48, 53, 64.
 Tunis, 488, 493.
 Turin, 53, 56 ; — (traité de), 18.
 Turkestan, 478.
 Turkestan oriental, 481.
 Turkmènes, 473, 479.
 Turner, 256.
 Turquie, 6, 83-95, 142-169, 381.
 Tyler, président des États-Unis, 515, 522.
 Tyrol, 368.
- U
- Uhland, 235.
 Ukraine, 225.
 Ulster, 435.
 ultramontanisme, 174-176, 182-185.
 Uniates, 186-187, 397.
 Université (l') de France, 317.
 Unkiar-Skélessi (traité d'), 150, 153, 156.
 Unterwalden (canton d'), 467.
 Upsal (Université d'), 457.
 Urgel, 51.
 Uri (canton suisse d'), 467.
 Urquhardt, 150, 404.
 Urquiza, général argentin, 544.
 Uruguay, 531, 543.
 Uster, ville de Suisse, 311, 351.
 Usteri, journaliste suisse, 119.
 Utah (désert de l'), 195.
- V
- Vaillant, auteur de *La Roumanie*, 165.
 Valachie, 163-166, 552.
 Valais (canton du), 17, 467.
 Valée (maréchal), 492.
 Valmy, 103.
 Valteline, 17.
 Van Buren, président des États-Unis, 522.
 Van den Bosch, gouverneur de Java, 486.
 Van Hall, ministre hollandais, 460.
 Van Lennep, romancier hollandais, 230.
 Van Maanen, ministre aux Pays-Bas, 112.
 Varna, 94, 161, 162.
 Varsovie, 31, 122, 125, 126, 127, 259, 263 ; — (Université de), 132.
 Varsovie (grand-duché de), 8, 9.

Index

- Vasconcellos, homme politique brésilien, 545.
Vaud (canton de), 17.
Vaudois (persécution des), en Piémont, 418.
Veit, peintre allemand, 256.
Vela, sculpteur italien, 261.
Vendée, 103, 105.
Vénézuëla, 251, 528 ; — Voir : Bolivar.
Venise, 13, 19, 413, 420, 552.
Ventura (le P.), 188.
Vénus de Milo, 233.
Vera-Cruz, 522, 541.
Vergara (convention de), 462.
Vermont, État des États-Unis, 504.
Vernet (Horace), 255, 257, 403.
Vérone, 62 ; — (congrès de), 58-59, 90, 121.
Versailles (musée de), 255.
Veillot (Louis), 181, 189, 210.
Vézélay (restauration de l'église), 235, 259.
Viale (Salvator), poète corse, 229.
Vico, 416.
Victor-Emmanuel I^{er} de Piémont, 53, 56.
Victoria, reine d'Angleterre, 155, 422, 425, 436, 437, 441, 443, 445, 465.
Vienne, en Autriche, 12, 140, 180, 183, 219, 247, 262, 274, 293 ; — (congrès de), 5-19 27, 68, 123, 127, 173, 193.
Vienne, ville sur le Rhône, 351.
Vigny (Alfred de), 222, 223, 230.
Villèle, 43, 44, 58, 59, 79, 81, 82, 295, 489, 535.
Villemain, 89, 218.
Villeneuve-Bargemont (vicomte de), économiste français, 354.
Villermé, économiste français, 355.
Vilna (Université de), 126, 127, 132.
Vincent (Samuel), 193.
Vincent de Paul (Conférences de saint), 185.
Vincke, 392, 429.
Vinet, 193.
Viollet-le-Duc, 235, 259.
Virginie, État des États-Unis, 510, 513, 518.
Vitet, écrivain français, 217.
Vladimiresco (Théodore), chef de bandes roumain, 85.
Volga, fleuve, 132.
Volhynie, 126, 201.
Volkonsky (prince), 64.
Volo (golfe de), 167.
Volta, physicien italien, 266.
Voltaire (diffusion des œuvres de), 207.
Vörösmarti, poète hongrois, 227.
Voss, écrivain allemand, 204.
Voutier (le colonel), volontaire en Grèce, 90.
Voyer d'Argenson, 22, 354.
Vuarin, curé genevois, 193.

W

- Wagner (Richard), 262, 550.
Wahâbites. — Voir : Ouahâbites.
Waitz (Georges), historien allemand, 427.
Wakefield, économiste anglais, 475.
Walker, publiciste nègre des États-Unis, 520.
Wallace, ministre anglais, 302.
Walpole (Horace), 233.
Walter (John), fondateur du *Times*, 313, 314.
Walter Scott, 172, 220, 221, 230, 238, 244, 250, 274.
Wanghia (traité de), 484.
Warren (Josiah), théoricien américain de l'anarchisme, 350.
Wartburg (la), 48, 133, 378.
Washington (reliques de), 529.
Waterloo (bataille de), 13, 36, 39, 47.
Watt, inventeur anglais, 268.
Weber, compositeur allemand, 261.
Webster (Daniel), 90, 251, 504, 513, 514.
Wedel-Jarlsberg (le comte), gouverneur en Norvège, 457.
Weimar, 244.
Weitling, théoricien du communisme, 348, 350.
Welcker, professeur allemand, 133, 423.
Wellesley, 471.
Wellington, et la Sainte-Alliance, 11, 38, 40, 58, 59, 71 ; — et la politique intérieure de l'Angle-

- terre, 76, 78, 92, 94, 95, 108, 109, 110, 117, 432, 440.
 Wendell Philipps, 519.
 Wergeland (Henri), poète et publiciste, 346, 457.
 Werner, géologue, 272.
 Werner (Zacharias), écrivain allemand, 183, 219.
 Wesley (John), 191, 192, 495.
 Westergaard, orientaliste danois, 232.
 Westminster, 32, 259.
 Whamboa (traité de), 484.
 Whitechapel, quartier de Londres, 327.
 Whitefield, 192.
 Whitney (Eli), inventeur américain, 517.
 Whöler, chimiste allemand, 271.
 Wielopolski (le marquis), 411.
 Wilberforce, 191, 353.
 Wilkes, navigateur des mers polaires, 499.
 Wilkie, peintre, 253, 257.
 Williams (John), missionnaire, 495.
 Williamson, chimiste anglais, 271.
 Wilmot, démocrate américain, 522.
 Winckelmann, 233, 259.
 Windsor (château de), 441.
 Winsor, inventeur allemand, 274.
 Wisconsin, État des États-Unis, 507.
 Witt-Döring, 61.
 Wittgenstein, homme politique allemand, 49.
 Wolf, helléniste, 204.
 Wöller, chimiste allemand, 271.
 Wolstonecraft (Mary), féministe anglaise, 345.
 Wordsworth, 246, 249.
Work house, 333.
 Wrangel, explorateur russe, 498.
 Wright (Francis), pédagogue américain, 359.
 Wronski (Hoéné), philosophe polonais, 412.
 Wurtemberg, 16, 48, 306, 308, 423, 424.
 Würzburg (Université de), 132.
- X
- Xérès, 349.
- Y
- Yeishi, peintre japonais, 485.
 Yémen (le), 151.
 Young, orientaliste anglais, 232.
 Young (Brigham), chef de la secte des Mormons, 195.
 York, 38.
 Ypsilanti (Alexandre), 85, 165.
 Ypsilanti (Démétrios), 87.
- Z
- Zagreb. — Voir : Agram.
 Zaïontchev, vice-roi de Pologne, Zante, 169.
 Zéa Bermudez, ministre espagnol, 117.
 Zollverein (le), 282, 306, 316, 322, 368, 388, 421.
 Zorilla, poète espagnol, 228.
 Zug (canton suisse de), 467.
 Zumalacarreguy, 461.
 Zunz, historien juif, 202.
 Zurich, 18, 119, 120, 361, 466.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
LIVRE PREMIER	
LA RESTAURATION	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le congrès de Vienne et l'Europe en 1815.</i>	5
I. La réunion du congrès, 5. — II. Le conflit et la solution, 8. — III. Les résultats du congrès, 13. — IV. Les soutiens de la Restauration, 19. — V. Les adversaires de la Restauration, 22.	
CHAPITRE II. — <i>La Sainte-Alliance et les puissances occidentales.</i>	27
I. La Sainte-Alliance et l'Alliance (26 septembre 1815. 1 ^{er} no- vembre 1818), 27. — II. La Grande-Bretagne en 1815, 32. — III. La réaction en Angleterre (1815-1822), 36. — IV. La liquidation des Cent-Jours en France (1815-1818), 39. — V. La réaction en France (1819-1824), 42.	
CHAPITRE III. — <i>Les victoires de la Sainte-Alliance.....</i>	46
I. La réaction en Allemagne (1815-1820), 46. — II. Les révolu- tions dans la péninsule ibérique (1815-1822), 50. — III. Les révolutions en Italie (1815-1820), 52. — IV. Les congrès de Trop- pau et de Laibach et la réaction en Italie (1820-1825), 54. — V. Le congrès de Vérone, la guerre d'Espagne et ses consé- quences dans l'Europe centrale (1822-1825), 58. — VI. L'écras- ement des révolutionnaires en Russie (1815-1825), 62.	
CHAPITRE IV. — <i>La décadence de la Sainte-Alliance.....</i>	68
I. Canning et Monroe (1822-1825), 68. — II. L'intervention de Canning au Portugal (1826), 73. — III. L'échec de la réac- tion en Angleterre (1822-1829), 75. — IV. Charles X et l'échec de la réaction en France (1824-1829), 78. — V. La révolution grec- que (1821-1824), 83. — VI. La Grèce et l'intervention euro- péenne (1824-1829), 88.	

LIVRE II

LA CRISE DE 1830

CHAPITRE PREMIER. — *1830 et les victoires libérales*..... 97

I. La chute de Charles X (juillet 1830), 97. — II. Les débuts de Louis-Philippe (1830-1835), 102. — III. La réforme électorale en Angleterre (1830-1835), 106. — IV. La révolution belge, 110. — V. La guerre civile en Portugal et en Espagne (1830-1834), 116. — VI. Les succès du libéralisme en Suisse, 118.

CHAPITRE II. — *1830 et les défaites libérales*..... 121

I. Les pays polonais avant 1830, 123. — II. La révolution polonaise et la répression russe (1830-1833), 127. — III. Agitation et répression en Allemagne (1830-1835), 132. — IV. Agitation et répression en Italie (1830-1834), 134. — V. Le réveil de la Sainte-Alliance (1833-1835), 139.

CHAPITRE III. — *L'Orient et les Balkans dans la première moitié du XIX^e siècle*..... 142

I. Le monde musulman et Mohamed Ali, 142. — II. L'Europe et Mohamed Ali (1830-1838), 146. — III. La crise orientale (1839-1840), 152. — IV. L'Orient après 1840, 157. — V. Les Slaves des Balkans dans la première moitié du XIX^e siècle, 161. — VI. Le réveil des Roumains, 173. — VII. Les débuts de la Grèce, 167.

LIVRE III

LE MOUVEMENT INTELLECTUEL
DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER. — *La religion*..... 171

I. L'union du trône et de l'autel, 172. — II. Le catholicisme libéral, 176. — III. Le développement de l'ultramontanisme, 182. — IV. Le catholicisme en Russie et Pie IX, 186. — V. Le protestantisme, 188. — VI. Le judaïsme et l'antisémitisme, 196. — VII. La libre-pensée, 202. — VIII. Le débat sur l'enseignement, 210.

CHAPITRE II. — *Le romantisme*..... 214

I. Traits généraux du romantisme, 215. — II. Les trois grands pays romantiques, 218. — III. Le romantisme en Europe, 223. — IV. Les sciences historiques, 231. — V. Le droit et la philosophie, 239. — VI. Les échanges littéraires entre les nations, 243.

— VII. La fin du romantisme, 245. — VIII. Les rapports littéraires avec l'Amérique, 248. — IX. Le romantisme dans l'art, 252. — X. La résistance classique dans l'art, 258. — XI. La musique, 261.

CHAPITRE III. — *La science et la technique*..... 265

I. Les savants et les inventeurs, 265. — II. Les grands progrès scientifiques, 268. — III. Les grands applications techniques, 274. — IV. Les applications médicales, 283.

LIVRE IV

LE MOUVEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER. — *La bourgeoisie et le capitalisme*..... 285

I. Le crédit et les banques, 286. — II. La spéculation et la haute banque internationale, 290. — III. L'industrie et les chemins de fer, 295. — IV. La victoire du libre échange en Angleterre, 300. — V. Les questions douanières sur le continent, 305. — VI. La puissance de la bourgeoisie, 308. — VII. La presse et l'enseignement, 312. — VIII. L'idéalisme de la bourgeoisie, 318.

CHAPITRE II. — *Les ouvriers et le socialisme*..... 325

I. La question ouvrière en Grande-Bretagne, 326. — II. Le chartisme, 332. — III. Le socialisme en France, 337. — IV. Les progrès du socialisme et Karl Marx, 345. — V. La propagande pour les lois sociales, 350. — VI. L'instruction du peuple, 357. — VII. La prévoyance et l'émigration, 361.

LIVRE V

LES MONARCHIES ET LES PEUPLES EN EUROPE (1840-1848)

CHAPITRE PREMIER. — *L'autocratie en Autriche et les nationalités*. 365

I. La cour et le gouvernement de Vienne, 365. — II. Le réveil de la Hongrie, 370. — III. La renaissance slave, 374. — IV. Les Slaves du sud, 381.

CHAPITRE II. — *L'autocratie en Prusse et en Russie*..... 387

I. Les premières années de Frédéric-Guillaume IV (1840-1847) 387. — II. Nicolas I^{er} et son gouvernement, 393. — III. La police intellectuelle en Russie, 397.

Table des matières

CHAPITRE III. — *Les peuples soumis à l'autocratie*..... 405
I. Les essais de résistance chez les Polonais, 405. — II. Le mouvement national en Italie, 412. — III. L'agitation politique en Allemagne, 421. — IV. Le réveil du nationalisme en Allemagne, 426.

CHAPITRE IV. — *Le libéralisme en Angleterre et en France*.. 431
I. Le régime parlementaire en Grande-Bretagne, 431. — II. La politique anglaise depuis 1841, 438. — III. Le gouvernement de Guizot, 444. — IV. L'opposition contre Louis-Philippe, 448.

CHAPITRE V. — *Le libéralisme dans les États secondaires*.... 455
I. Les États scandinaves, 455. — II. Les Pays-Bas, 459. — III. Les luttes politiques en Espagne et en Portugal, 460. — IV. La paix en Belgique, 463. — V. La guerre civile en Suisse, 465.

LIVRE VI

LE MONDE HORS D'EUROPE

CHAPITRE PREMIER. — *L'expansion européenne*..... 469
I. L'expansion britannique, 471. — II. L'expansion russe, 477. — III. La pénétration en Extrême-Orient, 481. — IV. L'expansion française en Algérie, 487. — V. Les missions religieuses et scientifiques. L'esclavage, 494.

CHAPITRE II. — *Les États-Unis*..... 501
I. L'extension du territoire, 501. — II. La politique intérieure, 509. — III. La question de l'esclavage, 517.

CHAPITRE III. — *L'Amérique latine*..... 524
I. L'indépendance, 525. — II. Les débuts des nouveaux États, 535. — III. Histoire particulière des nouveaux États, 540.

CONCLUSION..... 547

INDEX..... 555



BIBLIOTEKA

Uniwersytecka

Gdańsk

SKARBIEC
PA 648

/15

BIBLIOTEKA
UNIwersYTECKA
GDAŃSK

H.10.9.1.0